BnF Gallica

Arthur Curti. Manuel de droit civil et commercial anglais

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Curti, Arthur. Arthur Curti. Manuel de droit civil et commercial anglais. 1929.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisationcommerciale@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

PAUL MANSUY

BIBLIOTHÈQUE TECHNIQUE

ARTHUR CURTI

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT-AVOUÉ

MANUEL DE DROIT CIVIL
ET
COMMERCIAL ANGLAIS

★★

DROIT COMMERCIAL

113

PAYOT, PARIS

MANUEL
DE
DROIT CIVIL ET COMMERCIAL
ANGLAIS

183

1F MARS 1920
DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque
Richelieu
A 02182

4° F
2193
(9)

A LA MÊME LIBRAIRIE

DU MÊME AUTEUR

Manuel de droit civil et commercial anglais.

Vol. I. — Droit civil.
Vol. II. — Droit commercial.
Vol. III. — La procédure civile anglaise.

BIBLIOTHÈQUE TECHNIQUE

ARTHUR CURTI

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT-AVOUÉ

MANUEL DE DROIT CIVIL ET COMMERCIAL ANGLAIS

★ ★

DROIT COMMERCIAL

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R F IMPRIMÉS

PAYOT, PARIS

106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1929

Tous droits réservés

Premier tirage février 1929.

Tous droits de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

PRÉFACE

Le tome second de mon exposé du Droit civil et commercial anglais *a pour but de familiariser avec le droit commercial et le droit des obligations du plus grand Etat commercial du monde les lecteurs étrangers. Si bien des choses peuvent leur sembler singulières, le droit des rapports entre individus dans l'empire britannique répond néanmoins largement aux demandes de la vie moderne (C'est une création de l'Anglais pratique et habitué aux affaires), contrairement à une grande partie du droit des personnes et des biens exposé dans le premier volume. Il a été tenu compte de toute la jurisprudence mais il était techniquement impossible de citer partout les décisions isolées; le livre aurait beaucoup trop grossi. Par contre il a gagné en clarté et donnera à l'Etranger, je l'espère, les premiers renseignements pour toutes les questions juridiques de la vie courante sans qu'il soit nécessaire de consulter un ouvrage juridique ou un avocat anglais.*

A l'exception des règles générales sur les obligations qui ne reposent que sur la jurisprudence, presque tout le droit commercial anglais est codifié, dans des lois spéciales seulement, à la vérité.

Puisse ce tome second être aussi favorablement accueilli que son prédécesseur.

Zurich, le 1er janvier 1929

ARTHUR CURTI
docteur en droit, avocat-avoué au barreau de Zurich.

MANUEL DE DROIT CIVIL ET COMMERCIAL ANGLAIS

DROIT COMMERCIAL

INTRODUCTION

Législation, jurisprudence et bibliographie

I. Droit commercial anglais. L'Angleterre ne possède pas de codification d'ensemble du droit commercial, de Code de Commerce spécial où tout le droit privé relatif au commerce soit contenu. Le droit anglais ne distingue pas le droit des commerçants de celui des non-commerçants, conformément à l'opinion existant en Suisse que cette distinction n'est pas fondée. Néanmoins la loi et la jurisprudence tiennent compte suffisant des intérêts commerciaux particuliers.

La base du droit commercial privé est toujours le droit commun, la Common Law telle qu'elle résulte de la jurisprudence. Pour la partie générale du droit des obligations et du droit commercial, il repose sur la coutume non écrite, tandis que le droit des institutions particulières, par exemple : vente, transport, assurance, lettre de change, sociétés, faillite, est codifié par des lois, statutes. Ces lois souvent très incomplètes (comme par exemple le Partnership Act, 1890) sont complétées par la jurisprudence.

Pour les bases du droit anglais, la Common Law, l'Equity, la jurisprudence, le domaine d'application du droit anglais et la bibliographie générale, nous renvoyons aux développements du Tome premier, spécialement pour : les sources du droit (Common Law, Equity, Statute Law), T. I, p. 15-23; la capacité (mineurs, aliénés, femmes mariées, étrangers), T. I, p. 30-34; le domicile, T. I, p. 40; la nationalité, T. I, p. 35-40; le droit des immeubles (spécialement achat et vente, bail), T. I, p. 117 ss.; Trust, trustee, T. I, p. 176-183; le droit des successions, T. I, p. 243 ss.

II. Bibliographie. Il faut principalement citer parmi les ouvrages de droit sur le droit commercial et le droit des obligations [1] :

[1]) V. t. I pour la bibliographie du droit des personnes, de la famille, des choses et des successions.

a) Ouvrages généraux

Stephen, S. : Commentaries on the Law of England, 18th Ed., 1925. — Jenks, E. : Digest of English Civil Law, 2nd Ed., 1921, traduit en français sous le titre de « Digeste de Droit Civil Anglais » par D. Baumann und P. Goule, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1923; sous le titre « Das bürgerliche Recht Englands » traduit en allemand et commenté par G. Schirrmeister et W. Prochownick, Librairie C. Heymann, Berlin, 1.—6. Livraison 1905-1912, 7. Livraison 1926. — Halsbury, Earl of : The Laws of England, 31 volumes, 1. Ed., 1911, 2 nd Ed., 1924 et seq. — Story, J. : Commentaries on Equity Jurisprudence, 3 rd Ed., 1921. — Snell, E. H. T. : Principles of Equity, 19th Ed., 1925. — White, F. T. and Tudor, O. D. : Leading Cases in Equity, 8th Ed., 1912. — Grofts, Maud I. : Women under English Law, 1925. — Lévy-Ullmann, H. : Eléments d'Introduction générale à l'étude des sciences juridiques, II. Le système juridique de l'Angleterre, 1928.

b) Droit des Obligations, partie générale

Pollock, F. : Principles of Contract, 9th Ed., 1921. — Anson, Sir W. : Principles of the English Law of Contract, 16th Ed., 1923; édition antérieure traduite par W. Prochownick sous le titre de : Die Grundzüge des englischen Vertragsrechts, Librairie Franz Vahlen, Berlin 1908. — Chitty, T. : On Contracts, 17th Ed., 1921. — Leake, S. M. : Principles of the Law of Contracts, 7th Ed., 1921. — Smith, J. W. : Selection of Leading Cases in Various Branches of the Law, 12th Ed., 1915. — Pollock, F. : The Law of Torts, 12th Ed., 1923. — Salmond, Sir J. W. : Law of Torts, 6th Ed., 1924. — Fraser, Sir H. : Principles and Practice of the Law of Libel and Slander, 6th Ed., 1925. — Odgers, W. B. : The Common Law of England, 3rd Ed., 1927.

c) Droit des Obligations, partie spéciale; contrats étudiés séparément

Bowstead, W. : Digest of the Law of Agency, 7th Ed., 1924. — Benjamin, J. P.: Treatise on the Law of the Sale of Personal Property, 6th Ed., 1920. — Chalmers, M. D. : Sale of Goods Act, 1893; 10th Ed., 1924. — Macnamara, W. H.: Digest of the Law of Carriers of Goods and Passengers, 3rd Ed., 1925.— Scrutton, Sir T. E.: Contract of Affreight-

ment as expressed in Charterparties and Bills of Lading, 12th Ed. 1925. — Carver, T. G. : Law relating to Carriage of Goods by Sea, 7th Ed., 1925. — Temperley, R. : Carriage of Goods by Sea Act, 1924, 2nd Ed., 1925. — Smith, C. M. : Treatise on the Law of Master and Servant, 7th Ed., 1922. — Rowlatt, S. A. T. : Law of Principal and Surety, 2nd Ed., 1926. — Maccillivray, E. J. : Insurance Law relating to all Risks other than Marine, 2nd Ed., 1928. — Porter, J. B. : Laws of Insurance, 7th Ed., 1925. — Arnould, J. : Law of Marine Insurance and Average, 11th Ed., 1924. — Chalmers, M. D. : Marine Insurance Act, 1906, 3rd Ed., 1923.

d) Droit commercial

Smith, J. W. and Watts, J. H. : A Compendium of Mercantile Law, 12th Ed., 1924. — Stevens, T. M. : Elements of Mercantile Law, 7th Ed. 1925. [illegible] Digest on the Law of Partnership, 11th Ed., 1920. — Lindley, Lord N. : Treatise on the Law of Partnership, 9th Ed., 1924. — Strahan, J. A. and Oldham, N. H. : Law of Partnership, 5th Ed., 1927. — Buckley, Lord W. : On the Companies Acts, 10th Ed., 1924. — Lindley, Lord N. : Treatise on the Law of Companies, 6th Ed., 1902. — Smith, T. E. (Higgins) : A Summary of the Law of Companies, 13th Ed., 1923. — Chalmers, M. D. : Digest of the Law of Bills of Exchange, 8th Ed., 1919. — Maclachlan, D. : Treatise on the Law of Merchant Shipping, 6th Ed., 1923. — Temperley, R. : Merchant Shipping Acts, 3rd Ed., 1925. — Slesser, H. H. : Laws relating to Trade Unions, 1921. — Slesser, H. H. and Baker, C. : Trade Union Law, 1921.

e) Droit de la faillite

Williams, Sir R. V. : Law and Practice in Bankruptcy, 13th Ed., 1926.

f) Procédure

Odgers, W. B. : Principles of Pleading and Practice, 9th Ed., 1926. — Cockle, E. : Law of Evidence, 4th Ed., 1925. — Phipson, S. L. : Law of Evidence, 6th Ed., 1921. — The Annual Practice. — Stringer : The A. B. C. Guide to Practice, 1928.

g) Droit international privé

Foote, A. : Concise Treatise on Private International Law, 5th Ed., 1926. — Westlake, J. : Treatise on Private International Law, 6th Ed., 1922. — Dicey, H. W. : Digest of the Law of England with Reference to the Conflict of Laws, 3rd Ed., 1922. — Walker, G. : Internationales Privatrecht, 4. éd., 1926. — Frankenstein, E. : Internationales Privatrecht, Tome I, 1926.

h) Livres a consulter subsidiairement

Pitman's Business Terms, Phrases, and Abreviations with foreign equivalents, 4. Ed., London 1921. — Blattner, Karl : « Englisch fur Kaufleute », Libr. Langenscheidt, Berlin 1924. — Breul, Karl : « Land und Leute in England », Libr. Langenscheidt, 4. éd., Berlin 1926. — Wertheim, Karl : Wörterbuch des englischen Rechtes, Berlin [illegible] : « England », 4. éd., 1923, 2 vol., Stuttgart, Deutsche Verlagsbuchhandlung. — Lujo Brentano : Eine Geschichte der wirtschaftlichen Entwicklung Englands, 3 vol., Iéna 1927. Lib. Gust. Fischer.

L'auteur a surtout trouvé précieuse la codification privée de Jenks, traduite en allemand et pourvue d'un excellent commentaire par Schirrmeister et Prochownik. Pour des raisons techniques, et en particulier pour rendre ce livre destiné à la pratique clair et point trop volumineux, l'auteur a dû se borner à n'indiquer les sources que là où cela semblait absolument indispensable. Ce qui semblait d'autant plus admissible qu'en général la bibliographie anglaise n'est pas immédiatement accessible aux lecteurs étrangers. Celui qui s'intéresse plus particulièrement aux sources devra se référer à la bibliographie anglaise spéciale, toujours brièvement indiquée au début de chaque chapitre. Les ouvrages et les lois, ces dernières à part, peuvent être commandées à n'importe quelle librairie juridique de Londres, par exemple : Sweet et Maxwell Ltd., 213 Chancery Lane, London, W. C. 2.

III. Législation. Les lois relatives au droit des personnes, de la famille, des choses et des successions sont indiquées Tome I, p. 23-25.

a) Lois générales

Gaming Acts, 1845, 1892, 1922. — Mercantile Law (Amendment) Act, 1856-1887. — Statute of Limitation, 1623. — Real Property Limitation Act, 1874. — Statute of Frauds, 1677. — Statute of Frauds

Amendment Act, 1828. — Judicature Act, 1873. — Alien Restriction Acts, 1914 und 1919. — Arbitration Act, 1889. — Trustee Act, 1893.

b) Ventes

Factors Act, 1889. — Sale of Goods Act, 1893. — Bills of Sale Act 1878 et 1882.

c) Contrats de transport

Railways Clauses Consolidation Act, 1845. — Railways Clauses Act, 1863. — Railway Regulation Acts, 1840-1893. — Railway and Canal Traffic Acts, 1854-1894. — Railway Act, 1921. — Ministry of Transport Act, 1919. — Merchant Shipping Acts, 1894, 1906-1925. — Merchant Shipping (Liability of shipowners and others) Act, 1900. — Merchant Shipping (Salvage) Act, 1916. — Carriage of Goods by Sea Act, 1924. — Carriage of Goods by Land and Inland Waterways Act, 1921. — Bills of Lading Act, 1855.

d) Assurances

Life Assurance Act, 1774. — Life Assurance Companies Act, 1867, 1872. — Policies of Assurance Act, 1867. — Marine Insurance Act, 1906. — Marine Insurance (Gambling Policies) Act, 1909 et 1911. — Assurance Companies Act, 1909. — National Insurance Acts, 1911-1924

e) Opérations de crédit et de règlement

Bills of Exchange Act, 1882. — Bills of Exchange (Crossed Cheques) Act, 1906. — Bills of Exchange (Time of Noting) Act, 1917. — Money-lenders Acts, 1900 et 1911. — Pawnbrokers Act, 1872.

f) Propriété industrielle

Patent Acts, 1907 et 1919. — Patents, Designs and Trade Marks Act, 1883. — Patent and Designs Acts, 1907 et 1919. — Trade Marks Acts, 1905 et 1919. — Copyright Act, 1911. — Registration of Business Names Act, 1916. — Merchandise Marks Acts, 1887, 1891, 1926. — Musical Copyright Act, 1906.

g) Droit des sociétés

Friendly Societies Act, 1896. — Partnership Act, 1890. — Limited Partnership Act, 1907. — Companies (Consolidation) Act, 1908, 1913 et 1917. — Companies (Winding-up) Rules, 1919. — Companies Clauses Act, 1845. — Companies (Particulars as to directors) Act, 1917. — Companies (Foreign Interests) Act, 1917. — Companies (Consolidation) Act, 1929.

h) Droit de la faillite

Debtors Act, 1869. — Bankruptcy Act, 1914. — Bankruptcy Rules, 915. — Bankruptcy (Amendment) Act, 1926. — Deeds of Arrangement Act, 1914.

III. Droit américain. La législation de droit privé des Etats-Unis d'Amérique n'est obligatoire pour toutes les États de l'Union, conformément à la constitution, que pour le droit des faillites, des brevets, des dessins et modèles, et les droits d'auteur. Tous les autres domaines sont réglés à part par chaque État, bien que l'accord existe en fait sur bien des points. Les principes du droit anglais sont communs à tous ces États. Des tendances à l'unification des institutions juridiques les plus importantes sur le domaine de tous les États de l'Union se font jour, la National Conference of Commissionners on Uniform State Laws, soutenue par tous les États, par exemple. La tâche de cette National Conference est : " to promote uniformity in state laws on all subjects where uniformity is deemed desirable and practicable ". Cette Conference recommande aux États particuliers les projets de lois qu'elle a préparés pour être introduits chez chacun d'eux. (V. à ce sujet " Uniform State Laws " de Fritz Kessler dans la Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht, 1927, p. 185 ss.).

Dans presque tous les États la lettre de change est réglée de la même façon, c'est-à-dire à la façon anglaise.

Des tableaux d'ensemble du droit des états isolés sont donnés par l'ouvrage annuel : " Hubells Legal Directory " (The Hubell Publishing Company, New-York).

LIVRE PREMIER

DROITS NAISSANT DES CONTRATS ET ACTES ILLICITES

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales.

PREMIÈRE SECTION

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

PREMIÈRE SUBDIVISION

LA NAISSANCE DU CONTRAT

CHAPITRE PREMIER

CONCEPT ET FORMATION DU CONTRAT

I. Agreement and contract. Quand deux ou plusieurs personnes conviennent de quelque chose, on emploie le terme général d' " agreement ", qu'il s'agisse de conventions ayant une partie juridique, comme dans les contrats commerciaux, ou de consentements ne relevant pas du droit, comme par exemple l'acceptation d'une invitation à un dîner, à une promenade.

L'agreement est nommé " contract " quand l'une des parties s'oblige librement envers l'autre à une dation, une prestation ou une abstention et quand l'exécution de cet engagement peut être imposée par l'autre partie légalement (is enforceable at law).

Si l'intention de s'engager légalement existe sans être sanctionnable par les tribunaux, il n'y a qu'obligation naturelle. C'est par exemple le cas pour les honoraires du barrister, de l'avocat, qui ne peuvent être réclamés en justice (il y remédie à la vérité en n'acceptant pas le mandat sans avances et en ne continuant pas le procès sans nouvelles avances, dites " refresher ").

Il n'y a d'engagement juridique des contractants que les concernant. Un contrat au profit d'un tiers est en conséquence inconnu en droit anglais. Même le trust, qui impose au trustee des obligations multiformes à l'égard du bénéficiaire, n'est pas considéré comme un contrat entre le trustee et le bénéficiaire, car le droit du trustee repose sur l'équité et ne crée pas d'obligation juridique directe entre le bénéficiaire et lui.

II. Conveyance and contract (contrat translatif et contrat obligatoire). Il y a une différence entre " contract " au sens étroit et "conveyance ". Pendant que " contract " est le contrat obligatoire qui ne fait que créer les droits et les devoirs des parties, " conveyance " est le contrat translatif qui transfère les droits réellement avec effet contre quiconque, comme le transfert par l'achat de meubles et d'immeubles. Le " contract " agit *in personam*, la " conveyance " *in rem*.

III. La formation du contrat. Un contrat repose sur l'accord des volontés des parties, c'est-à-dire l'acceptation de l'offre d'une partie par l'autre. Elle peut être immédiate lorsque les parties sont présentes, ou intervenir entre absents.

IV. L'offre. 1° *Forme.* L'offre peut être orale, écrite, ou résulter de l'attitude de l'offrant. Il y a une offre de vente d'une marchandise dans son expédition à l'examen ou à l'essai, une offre de vente dans l'installation d'un distributeur automatique dans un lieu accessible au public.

2° *Contenu.* Si l'offre s'adresse à une personne déterminée, on parle de special offer; si elle s'adresse à un nombre indéterminé de personnes, elle s'appelle general offer. Dans le premier cas, celui qui reçoit immédiatement l'offre a seul le droit d'accepter. En cas de general offer, chacun a le droit de conclure le contrat avec l'offrant. Ainsi dans les cas de " auction without reserve ", c'est-à-dire d'une vente aux enchères où le propriétaire ne s'est pas réservé le droit d'enchérir ou n'a pas subordonné l'adjudication à l'arrivée des enchères à un certain niveau; de réclames-offres de vente par insertions dans les journaux; de publication d'un indicateur, cas où l'intention de l'offrant est fréquemment que celui qui reçoit l'offre n'ait pas besoin de déclaration expresse d'acceptation et puisse se borner à un acte ou une abstention correspondante. Ainsi le contrat de transport par voie ferrée se forme lorsque l'usager demande son billet au guichet et en offre le montant.

3° *Extinction de l'offre.* Une offre tombe sans plus :

a) si elle n'est pas acceptée dans le délai fixé;

b) si elle est repoussée, ou si une contre-offre est faite;

c) si une des parties meurt avant l'acceptation.

Un administrateur d'hérédité n'a pas de droit à l'égard de la personne

qui a accepté l'offre du *de cujus* après sa mort, et un exécuteur testamentaire ne peut accepter une offre adressée au défunt.

d) L'acceptation de l'offre est pareillement sans effet si une des parties fait faillite avant l'exécution du contrat.

4° *Le retrait de l'offre.* L'offre peut toujours être retirée avant son acceptation. C'est aussi le cas si l'offrant a prescrit dans l'offre un délai déterminé pour l'acceptation, à moins qu'il ne se soit lié pour un temps fixe soit par un contrat indépendant, un « deed » (dans les contrats dits d'option), soit en accordant une consideration particulière, comme dans le cas d'opérations de bourse. Ce droit au retrait permanent s'oppose au droit continental, qui n'admet le retrait que tant que l'autre partie n'a pas eu connaissance de l'offre.

Les offres par insertions dans les journaux peuvent être retirées par avertissements dans les mêmes journaux.

Il n'est pas nécessaire que le retrait soit expressément communiqué. Il suffit que l'offrant accomplisse après coup un acte contraire à l'offre, et que cet acte soit connu de l'autre partie. Telle est, par exemple, la vente en autre lieu d'une marchandise offerte.

V. Acceptation de l'offre. L'acceptation peut être orale, écrite, ou résulter des circonstances. Un exemple d' " offre tacite " et d' " acceptation tacite " est fourni par l'achat d'une marchandise à un distributeur automatique.

Quand une acceptation a été prescrite ou permise par la poste, expressément ou tacitement, par l'offrant, l'acceptation est signifiée et le contrat considéré comme conclu dès que la déclaration d'acceptation a été confiée à la poste de la façon convenable pour être transmise au destinataire, même si la déclaration d'acceptation est retardée ou égarée dans la transmission. La poste est considérée comme représentant l'offrant.

Quand dans un tel cas de transmission retardée ou de perte après remise de la déclaration d'acceptation à la poste l'offrant prend des dispositions nouvelles, l'absence de la déclaration d'acceptation lui faisant faussement croire le contrat non conclu, il est tenu à des dommages-intérêts s'il ne peut plus exécuter le contrat.

VI. Formes de l'offre et de l'acceptation. Si des formes déterminées sont prescrites pour l'offre et pour l'acceptation, soit légalement, soit par convention des parties, l'offre et l'acceptation n'ont de valeur juridique que si ces formes ont été observées, ainsi si par exemple les parties ont convenu de conclure le contrat par un acte scellé (deed). (voir le 3e chapitre).

CHAPITRE II

LA CONSIDERATION [1]

La " consideration " joue un rôle important en droit anglais. Pour qu'un contrat soit sanctionnable en justice, il doit ou bien être conclu sous une forme particulière, et spécialement par acte scellé, ou bien, lorsque tel n'est pas le cas, l'existence d'une consideration doit être prouvée. La consideration est une cause raisonnable quelconque, généralement une contre-prestation, qu'elle consiste en argent ou tout autre avantage.

Ainsi personne n'est obligé par une simple reconnaissance de dette sans consideration, " by a gratuitous promise ". Si au contraire la reconnaissance revêt la forme d'un acte scellé, d'un deed, aucune consideration n'est nécessaire. On n'en exige pas non plus pour les différents effets de commerce, tels que la lettre de change, pour lesquels on présume l'existence d'une consideration, même non indiquée (cf. p. 110).

Il n'est pas possible de rendre exactement le concept de ce terme technique de la langue juridique anglaise, consideration, par un seul mot d'une autre langue [2]. Si on pense au latin *consideratio*, on arrive au mot "réflexion ", " motif de réflexion " ou " base de délibération". Personne ne doit pouvoir s'obliger abstraitement. L'obligation doit au contraire reposer sur une réflexion précise. Si le contrat est conclu sous une forme spéciale, c'est-à-dire scellé, on verra là une preuve de réflexion. Mais s'il n'a pas de forme solennelle de cette sorte, il doit résulter clairement du contrat lui-même que la promesse de prestation fut faite en échange de quelque " benefit ", avantage, gain, ou de quelque " detriment ", c'est-à-dire d'une perte, d'un dommage, d'une abstention, d'une prise de responsabilité, quand bien même ces " contre-prestations " seraient sans valeur appréciable.

[1]) Cf. la théorie française de la cause.

[2]) Dans le tome I, la considération est souvent définie « contre-prestation appréciable ». Cette traduction est généralement exacte, mais non toujours.

Il suffit que cette consideration apparaisse aux parties un benefit ou un detriment, une " valuable consideration ", une consideration appréciable. Elle peut même être la parenté (par exemple à l'approche du mariage) ou l'amitié. Son existence est librement appréciée par le juge. Le concept de consideration ne peut être saisi exactement; souvent des impulsions sentimentales seront déterminantes.

Le choix de l'acte sous seing privé sans consideration n'est pas une preuve suffisante de la volonté sérieuse de s'obliger. Aussi sont dépourvus d'efficacité, la promesse simple de donation, le cautionnement gratuit, le nantissement, la reprise de dette et une reconnaissance abstraite de dette sans mention de la consideration, telle que " Je m'engage à payer le 31 décembre 1925 à M. X. la somme de £ 1.000 ".

Dans la vente la livraison de la marchandise est la consideration pour le paiement ou pour la promesse de paiement, tandis que la promesse de paiement ou le paiement sont la consideration pour la promesse de livraison de la marchandise.

Dans la remise d'une dot au futur beau-fils, dans un contrat de mariage (v. t. I, p. 91) la consideration est le mariage à venir.

Quand le fabricant d'un remède contre l'influenza offre par une insertion dans les journaux 1000 £ à toute personne qui, employant le remède, tombe néanmoins malade de l'influenza, chaque personne qui, ayant employé le remède, est néanmoins tombée malade, a le droit de réclamer le paiement de la somme promise. Dans un tel cas le tribunal a déclaré que la consideration nécessaire pour la promesse était prouvée.

La contre-prestation doit avoir une valeur aux yeux du promettant; elle doit être appréciable (valuable), une " valuable consideration ". Il n'est cependant pas nécessaire que le promettant reçoive d'elle un avantage en argent, ou évaluable d'une façon objective. Il suffit qu'il le considère subjectivement existant, raisonnablement, et que l'autre partie soit touchée par lui d'une façon quelconque.

Une valuable consideration doit provenir directement de la personne à qui une promesse est faite. Aussi le droit anglais, à part quelques exceptions, ne connaît-il absolument pas de contrats au profit de tiers.

La consideration doit être en relation causale avec la promesse et n'avoir pas déjà d'autres motifs (par exemple l'exécution d'engagements déjà existants). Elle ne peut absolument pas appartenir au passé, être une " past consideration ".

La promesse faite en échange d'un service antérieurement rendu

n'oblige pas, car le promettant ne reçoit en échange d'elle rien qu'il n'ait déjà antérieurement reçu. De même un acte, ou la promesse d'accomplir un acte qu'on est déjà antérieurement tenu d'accomplir n'est pas une consideration. Fait exception à la règle de l'insuffisance d'une " past consideration " la promesse de payer une dette prescrite car cette promesse est sanctionnable en justice sans consideration nouvelle.

Lorsque la consideration consiste en quelque chose de déjà fait ou subi, on la nomme executed consideration. Si elle consiste en une promesse de faire, de s'abstenir ou de subir on la nomme executory consideration. Cette dernière deviendra par l'exécution executed consideration.

L'accomplissement d'un devoir légal ne peut être admis comme consideration. Si par exemple une récompense a été promise pour la capture d'un voleur, le promettant n'est pas obligé de la remettre à un agent de police ayant appréhendé le voleur dans l'exercice de ses fonctions. Il en est autrement lorsque, stimulé par la récompense, l'agent a aussi consacré ses heures de liberté à la découverte du voleur.

La consideration est une des particularités les plus remarquables du droit anglais et a pour rôle de parer à l'absolu manque de forme de la conclusion des contrats, et particulièrement d'empêcher que des déclarations de volonté irréfléchies n'aient des suites juridiques.

CHAPITRE III

LES FORMES DU CONTRAT, ET SPÉCIALEMENT LE CONTRAT SCELLÉ (DEED).

I. Contrats sans formes et solennels. Il est de règle générale que les contrats peuvent être conclus sans formes si une règle juridique ou une convention spéciale ne s'y opposent pas. Le contrat sans formes, qu'il soit conclu oralement ou par écrit ordinaire, par correspondance ou par acte spécial, s'appelle simple contract, ou parol contract, contract by parol ou by word of mouth. Même sans observation d'une forme particulière, les droits et devoirs des parties ont acquis l'existence juridique par ce simple contract s'il peut seulement être prouvé que les parties étaient d'accord sur les points essentiels du contrat.

Mais quand une forme particulière lui a été prescrite, aucune obligation efficace ne naît tant que le contrat n'a pas été conclu sous cette forme.

La loi, la Common Law, ou la convention des parties décident si un contrat doit revêtir une forme particulière, par exemple être scellé ou non. Le sceau est légalement obligatoire pour tous les contrats établissant ou transférant des droits sur les immeubles (L. O. A., 1925, p. 52). Antérieurement tous les contrats où intervenaient des personnes juridiques devaient être scellés d'après la Common Law. Cette règle n'a plus aujourd'hui une valeur générale.

II. Le contrat scellé, deed. 1° *Généralités* : Le contrat scellé est dénommé contract under seal ou deed. " Deed " (acte) est le nom donné à cette forme du contrat pour sa force probante et son efficacité particulière. Le contrat scellé est aussi nommé contract by speciality, speciality contract, c'est-à-dire contrat par déclaration spéciale. On rencontre aussi les dénominations d'indenture et de bond. Le nom d'indenture provient du fait que les actes synyllagmatiques solennels qui étaient établis en double exemplaire étaient autrefois séparés l'un de l'autre par le découpage d'une ligne dentelée, afin de s'adapter exactement l'un à l'autre à la juxtaposition. A l'opposé on trouve le deed poll, l'engagement

écrit unilatéral. Les bonds sont des reconnaissances de dette, prévoyant le paiement sans condition d'une somme d'argent à jour fixe, single bonds, ou y mettant la condition que l'obligé accomplisse avant le jour fixé une certaine action ou s'en abstienne jusqu'à ce jour. Le contrat scellé est le seul contrat solennel du droit anglais qui ait encore une importance pratique et joue un très grand rôle.

2° *Formes.* Le contrat scellé est soumis aux conditions suivantes :

a) Rédaction par écrit. Il doit être ou bien totalement écrit ou totalement imprimé, ou bien partiellement écrit et partiellement imprimé, et sur papier ou parchemin.

b) Il doit être scellé. Mais ce sceau n'est pas nécessairement de cire à cacheter ou de cire; il suffit d'un pain à cacheter (a wafer) ou d'un simple sceau de papier peu visible et sans forme spéciale que la partie qui veut s'engager par son moyen colle sur l'acte avec la volonté qu'il vaille comme sceau.

Il n'est prescrit que pour le sceau d'une société enregistrée qu'il porte en lettres lisibles la dénomination de la société. Si elle emploie un autre sceau, elle est passible d'une amende pouvant atteindre 50 £, et responsable envers le tiers qui subit un dommage (C. C. A., 1908, s. 63 (1) (*b*), (3)).

c) En outre du sceau, l'acte doit porter la signature de la partie engagée (L. P. A., 1925, p. 73). Les contrats des sociétés doivent porter la signature du préposé régulièrement chargé de l'apposition du sceau ainsi que celle d'un membre de la direction (L. P. A., 1925, p. 74).

d) Pour que l'engagement résultant de l'acte acquière sa valeur juridique, l'acte doit être remis (delivered) à la personne au profit de laquelle il fait naître des droits. Il suffit qu'il soit remis au représentant de cette personne.

La délivrance peut être accompagnée d'une formule spéciale (" I deliver this as my act and deed") ou résulter des circonstances.

Lorsque la délivrance de l'acte a été liée à une condition dont dépend son efficacité, il y a escrow, c'est-à-dire délivrance conditionnelle. L'acte n'est pas remis dans ce cas au co-contractant mais à un tiers, un trustee. Selon que la condition se réalise ou non, ce tiers doit remettre l'acte à la partie intéressée ou le rendre à celle de qui il le reçut.

Très fréquemment un acte scellé est également signé d'un ou de deux témoins qui attestent que l'acte a été régulièrement signé, scellé, et délivré. Cette attestation n'est pas nécessaire de plein droit. Mais lorsqu'elle est prescrite par la loi ou par convention, l'acte est nul si elle fait défaut.

3° *Effets.* Les deeds, contrats scellés, se distinguent des contrats simples et sans formes aux points de vue suivants :

a) Une " consideration " n'est pas nécessaire. Ainsi la promesse d'un paiement à fonds perdus faite sans aucune consideration est juridiquement valable quand elle revêt la forme d'un deed tandis que la forme d'écrit simple ne crée pas d'engagement.

b) Un deed annule par sa seule existence un contrat écrit sans formes, portant sur la même prétention et entre les mêmes parties. C'est ce qu'on appelle " merger ".

L'Anglais dit : " Un contrat scellé va merge in itself, that is " swallow up " or supersede a simple contract made between the same parties and containing the same terms ".

c) Aucune contestation n'est possible au sujet des affirmations et énonciations, de fait contenues dans un deed. Les parties doivent les laisser faire preuve contre elles, sauf dol (fraud) ou violence (duress) ou convention illicite. Cette interdiction des exceptions s'appelle estoppel, et on dit " estopped by deed ".

Ainsi les déclarations sur des faits dans des inventaires par acte scellé peuvent servir de base à un estoppel et interdire à la partie qui a fait cette déclaration de nier ce qu'elle a affirmé sous cette forme si solennelle.

Dans l'affaire Bloomental v. Ford (1897) le demandeur avait prêté à une société 1.000 £ et en avait reçu en sûreté 1.000 £ d'actions et dix certificats déclarant qu'il était possesseur des actions pour le montant qu'elles portaient, et qu'elles étaient entièrement libérées. En fait nul versement n'avait été fait. A l'occasion de la liquidation de la société le demandeur fut sommé comme shareholder de libérer ses actions. La Chambre des Lords décida qu'il ne devait nul apport, car la société ne pourrait pas, en face de sa propre déclaration dans le certificat que les actions étaient entièrement libérées, être admise à affirmer que nul versement n'avait été effectué.

d) L'action qui naît d'un deed ne se prescrit que par vingt ans (C. P. A., 1833, p. 3) tandis que pour les contrats sans formes la prescription intervient déjà au bout de six ans.

III. Relevé des contrats solennels. Pour les contrats et déclarations de volonté qui suivent, diverses formes sont prescrites :

1° *D'après la Common Law.* Contrats de sociétés enregistrées. La forme de deed est exigée. Mais les exceptions sont nombreuses. Les besoins d'expédition rapide de la correspondance nés d'un commerce croissant ont amené la pratique judiciaire et les lois à admettre aujour-

d'hui en général même pour les sociétés les contrats sans formes, de sorte que seuls les contrats importants sont encore scellés. En cas de doute, le contrat scellé prévaut.

2° *D'après la loi.*

a) Negotiable instruments, comme par exemple bill of exchange (lettre de change), promissory notes.

b) Les contrats énumérés s. 4 du Statute of Frauds, 1677.

α) Contrats par lesquels les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs d'une succession s'engagent à payer sur leur propre patrimoine les dettes du *de cujus*. Le défaut de consideration suffit d'ailleurs pour rendre une telle promesse de paiement sans valeur;

β) Promesse de cautionnement (guaranty);

γ) Conventions en vue d'un mariage, c'est-à-dire conventions servant de base à un paiement ou à l'affectation particulière d'un patrimoine en considération d'un mariage. Une promesse de mariage, les fiançailles, pour lesquelles la consideration est la promesse correspondante de l'autre partie, ne tombe pas sous le coup de la loi.

δ) Contrats concernant les droits sur des immeubles;

ε) Conventions exécutées seulement après une année écoulée. La Court of Chancery a limité sous maints rapports l'application des prescriptions de forme.

c) Contrats tombant sous le coup de la S. 4 du Sale of Goods Act de 1893. La rédaction par écrit est exigée pour les contrats de vente de meubles ayant une valeur de 10 £ ou plus. Mais il y a une exception à ce principe dans les cas où l'acheteur a accepté et reçu tout ou partie des marchandises, ou s'il a opéré un paiement quelconque. " Accepté " s'entend ici d'une attitude de l'acheteur à l'égard de la marchandise telle qu'elle reconnaisse l'existence du contrat de vente. Une telle reconnaissance peut aussi résulter d'une réclamation pour vices.

d) Contrats d'assurance maritime (p. 22 du Marine Insurance Act de 1906);

e) Le transfert (transfer) de parts (shares) ou d'obligations (debentures) de sociétés (Judicature Act de 1873, dont les prescriptions ne concernent cependant que les actes de disposition et ne s'appliquent pas aux obligations au porteur);

f) Reconnaissance de dettes prescrites;

g) Contrats de mariage;

h) Testaments;

i) Engagement de meubles conformément aux Bill of Sale Acts de 1878, 1882, 1891;

k) Les principaux contrats de transfert du droit des choses;

l) La cession des droits d'auteur;

m) La vente d'un navire anglais, ou d'une part de ce navire;

n) Certaines catégories de procurations.

En dehors de ces prescriptions les déclarations de volonté sont sans formes.

CHAPITRE IV

CONTRATS ILLICITES; ILLEGAL CONTRACTS

JENKS : ss. 211, 637—706. — III. STEPHEN : P. 47—60. — POLLOCK : P. 337—474. — ANSON-PROCHOWNICK : P. 226—266. — II. ODGERS : P. 75—90.

Gaming Act, 1845 (G. A., 1845). — Sunday Observance Act, 1677 (S. O. A., 1677). — Bills of Exchange Act, 1882 (B. E. A., 1882). — Truck Act, 1831. — Life Assurance Act, 1774 (L. A. A., 1774). — Marine Insurance Act, 1906 (M. I. A., 1906).

I. Concept. Est contraire au droit, illicite, illégal ce qui contrevient à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. L'illégalité de l'objet du contrat, de la prestation (promise) ou de la contre-prestation (considération) annule tout contrat, même scellé. Toutes les dispositions accessoires tombent avec la disposition principale. Ainsi une sécurité pour une prestation contraire au droit ou une reconnaissance de dette inconditionnée (single bond) ayant pour objet l'accomplissement d'une prestation contraire au droit sont nulles comme l'objet principal et doivent être restituées. Les contrats d'assurances sont nuls quand ils ont trait à un acte illégal.

Si le contrat nul en soi est déjà exécuté, la prestation d'une partie ne peut plus être répétée en invoquant la nullité du contrat. Un contrat valable en apparence et conclu pour un objet illicite (par exemple achat ou location d'une maison de tolérance) n'est sans valeur que lorsque l'objet illicite ou immoral est connu des deux parties. Si une seule le connaît, l'autre peut à son gré soit exiger l'exécution du contrat, soit répéter sa prestation déjà fournie.

C'est par exemple le cas lorsqu'une prostituée loue une voiture à des fins professionnelles sans que le loueur de voitures ait connaissance de ces fins. Il peut réclamer le prix de la location.

Tout contrat qui viole une règle du droit commun ou une prescription légale positive est nul. Il est illicite, et n'engendre donc pas d'action.

II. Contrats illicites d'après la jurisprudence. 1° *Contrats immoraux.* A ce groupe appartiennent tous les contrats dirigés contre les intérêts de la vie matrimoniale et familiale normale, ou favorisant le concubinage. Sont considérés comme illicites :

Les contrats avec des courtiers matrimoniaux, et ceux qui restreignent la liberté de contracter le mariage. Toute promesse de ne pas se marier ou de n'épouser qu'une personne déterminée est sans valeur. De même les contrats sur la dissolution d'un mariage s'il ne se fait pas aussitôt sont sans force. La promesse d'un homme marié d'épouser une tierce personne après la mort de sa présente femme est interdite.Est immoral le contrat prévoyant une rémunération du concubinage, ainsi que la location d'endroits à cet effet ou la livraison de marchandises à des maisons de tolérance :

2° *Restriction excessive de la liberté commerciale et professionnelle*, unreasonable restraint of trade, par interdictions de concurrence non appropriées aux circonstances. La restriction ne peut excéder la mesure de l'intérêt de la partie protégée et doit aussi être admissible en ce qui concerne la personne qui la supporte. Si l'interdiction de concurrence est admissible, la partie ayant subi un préjudice peut obtenir de la Chancery Division une injonction interdisant sous peine de sanction à celui qui a violé l'interdiction de concurrence de persister dans son attitude, ou elle peut réclamer des dommages-intérêts devant la King's BenchDivision Elle peut aussi faire valoir ces droits simultanément ou successivement.

Le juge, appréciant souverainement, admettra les clauses de concurrence, les repoussera totalement, ou les sanctionnera partiellement.

Ainsi l'interdiction de concurrence convenue entre un dentiste et son aide, et interdisant à ce dernier, après avoir quitté son patron, de pratiquer dans toute l'Angleterre, fut déclarée admissible pour Londres, et annulée pour le surplus.

Ici appartient aussi le cas de la cession d'un fonds de commerce avec la clientèle, le goodwill, liée à une interdiction de concurrence. Même si cette dernière n'est pas expresse, il est évident que le vendeur ne peut ouvrir aussitôt dans la proximité immédiate un fonds semblable pour détourner la clientèle de l'acheteur de son fonds de commerce.

3° *Tromperie du public en matières commerciales*, deception of the public in matters of trade. Un contrat se proposant d'induire en erreur des tiers est illicite.

En droit de propriété industrielle sont illicites et nuls les contrats ayant pour objet la tromperie du public par l'imitation de modèles (designs) ou marques de fabrique (trade marks). Même les marques de fabrique non déposées sont protégées par la loi contre la concurrence trompeuse et déloyale (unfair dealing).

Est illicite de plus la concurrence déloyale par faux renseignements sur la marchandise d'un concurrent.

4° *Achat de fonctions publiques*, purchase or sale of a public office;

5° Tous les *contrats* qui ont pour but *d'influencer les jugements.* Tels sont:

a) Les contrats avec des témoins pour les rémunérer de leur déposition par une part du gain du procès;

b) Les contrats renonçant à une plainte contre paiement d'une somme d'argent;

c) Le soutien d'une partie dans un procès par des tiers n'ayant aucun intérêt direct au résultat de ce procès;

d) Particulièrement le soutien d'une partie contre la promesse d'une part du gain du procès (champerty);

e) Un contrat stipulant ou favorisant un crime.

III. Contrats interdits par les prescriptions légales. Tous les contrats violant une prescription légale sont sans valeur. Ainsi :

1° *Le jeu et le pari*, ainsi que toutes les spéculations présentant le caractère de jeu (G. A., 1845, p. 18);

2° Contrats professionnels conclus un *dimanche* par les artisans, les travailleurs et les ouvriers (S. O. A., 1677, p. 1). Sont exceptés les hôtels, restaurants, et magasins de produits alimentaires à certaines heures du jour. Les lettres de change et chèques datés d'un dimanche ne tombent pas sous le coup de cette prescription (B. E. A., 1882, p. 13 (2).

3° *Salaires* non payés en argent, le Truck-system (Truck Act, 1831, p. 1);

4° *Contrats d'assurance* pour lesquels l'assuré n'a *pas d'intérêt assurable.* Ils ont le caractère d'un jeu, d'un pari. Les polices portent en conséquenc le nom de " wager policies ", " polices de pari ". Un homme marié a intérêt à sa vie propre, mais n'a aucun intérêt assurable à la vie de sa femme et de ses enfants. La femme a un intérêt assurable à la vie de son mari, et le créancier à la vie de son débiteur, jusqu'à concurrence du montant de la dette. (L. A. A., 1744, p. 1. M. I. A., 1906, p. 4 (1).

5° *Contrats avec l'ennemi.* Tout contrat avec l'habitant d'un État en guerre avec la Grande-Bretagne et l'Irlande est sans valeur, à l'exception de ceux qui sont conclus avec la permission spéciale du gouvernement britannique. Les contrats existants sont annulés par l'arrivée d'une guerre dans la mesure où ils ne sont pas encore exécutés.

CHAPITRE V

VICES DU CONTRAT

JENKS : ss. 81—91. — STEPHEN : P. 60—73. — POLLOCK : P. 476 à 689. — ANSON-PROCHOWNICK : P. 166-225.

Marine Insurance Act, 1906 (M. I. A., 1906). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908). — Money-lenders Act, 1900 (M. A., 1900). — Law of Property Act, 1925 (L. P. A., 1925).

I. Généralités. Pour qu'un contrat soit valable, l'accord parfait des volontés des contractants est nécessaire. Si cette base fait défaut, un des contractants ayant voulu autre chose que ce qu'il a déclaré, ou ayant fait des déclarations sous l'influence d'erreurs, ce vice peut être sans influence sur la validité du contrat, mais le rend généralement nul ou annulable. Un tel vice sera basé sur l'erreur (mistake), les fausses déclarations du co-contractant (misrepresentation), le dol (fraud) la violence (duress) ou l'abus d'influence (undue influence).

II. Erreur, mistake. Le contrat entaché d'une erreur importante est nul (void). La jurisprudence distingue l'erreur importante et l'erreur peu importante. L'erreur importante peut être unilatérale ou mutuelle, c'est-à-dire ne se rencontrer que chez une partie, ou chez les deux. L'erreur importante rend le contrat annulable, tandis que l'erreur peu importante ne lui nuit pas. La jurisprudence décide si une erreur est importante ou non.

1° *Erreur sans importance.* Une erreur de droit (mistake in law) n'a régulièrement pas d'influence sur la validité du contrat. En droit anglais aussi s'applique la règle que nul n'est censé ignorer la loi.

Le contrat est aussi peu rendu nul par l'erreur sur le motif. Si un individu se laisse entraîner à conclure un contrat par des motifs qui plus tard se révèlent erronés, le contrat n'est pas attaquable de ce fait. Si un voyageur loue pour un voyage une voiture chère et apprend ensuite qu'un moyen de transport beaucoup moins coûteux fait le même trajet,

il ne peut résilier le contrat de ce fait. De même une erreur sur la valeur de la chose n'est pas essentielle. Si un individu offre par erreur 100 £ pour un cheval, il ne peut résilier le contrat en remarquant qu'il s'est trompé sur la valeur. Est de même sans importance l'erreur sur la solvabilité d'un débiteur.

2° *Erreur grave.* a) *Erreur grave unilatérale.* Une erreur de fait, non causée par la négligence, de la part d'un contractant, sur la nature du contrat, l'identité du co-contractant, l'existence ou l'identité de l'objet du contrat rend le contrat nul. Mais lorsque l'erreur unilatérale naît de la négligence ou de l'ignorance, l'auteur de l'erreur n'a pas le droit de résilier le contrat. L'erreur unilatérale sur la qualité ou les autres propriétés d'une marchandise offerte à l'examen ou sur son identité laissent le contrat intact.

α) Erreur sur la nature du contrat. Si un individu souscrit un contrat en croyant n'agir que comme témoin et se trouve par sa signature tenu comme caution, le contrat est nul.

β) Erreur sur la personne du co-contractant. Cette erreur est essentielle lorsque le contrat a été conclu avec *intuitus personae*, comme pour les contrats de louage de services, de louage d'ouvrage, d'édition;

γ) Erreur sur l'objet essentiel du contrat. Si un contractant croit par exemple qu'une sûreté a été donnée pour certaines marchandises alors qu'en fait il n'en est rien, et si le co-contractant connaît cette erreur sans la dissiper, le contrat est annulable. Mais si l'erreur ne porte plus sur l'objet du contrat, sur l'étendue et le contenu de la promesse du co-contractant, mais par exemple seulement sur la qualité de la marchandise, le contrat est valable, car le co-contractant n'est obligé qu'à formuler et fixer clairement le contenu de sa promesse, et non à faire remarquer à l'autre partie sa propre erreur sur d'autres circonstances et ses relations avec le contrat;

b) *Erreur importante mutuelle.* L'erreur mutuelle est retenue dans deux cas.

S'il y a erreur mutuelle sur l'identité de la chose, le contrat est nul.

Si, un individu ayant acheté du coton qui doit arriver de Bombay " ex navire Peerless ", il existe deux navires de ce nom, le contrat ne c'est pas formé lorsque le vendeur entendait l'un des navires de ce nom est l'acheteur l'autre.

Il en est de même pour une erreur sur l'existence de l'objet du contrat. Si par exemple la marchandise vendue avait déjà péri au cours du

transport par mer au moment de la conclusion du contrat, sans que cette circonstance fût connue des parties, ou lorsqu'on cède des actions d'une société déjà en liquidation, ou lorsqu'une assurance sur la vie est contractée sur la vie d'un défunt, le contrat est pareillement tenu pour ne s'étant pas formé.

Une erreur mutuelle sur la qualité ou d'autres propriétés essentielles de la chose n'est importante que si la chose livrée en fait est si différente de la chose à livrer qu'elle constitue une chose d'une autre espèce.

3° *Effets de l'erreur.* Une erreur importante annule toujours le contrat. Une erreur sans importance, opposée comme exception, peut faire repousser une action en exécution du contrat (specific performance) et limiter le co-contractant à la réclamation de dommages-intérêts pour inexécution.

a) *Nullité du contrat.* Le contrat basé sur une erreur juridiquement importante est nul (void). L'auteur de l'erreur peut réclamer l'annulation (cancellation), ou, si des dommages-intérêts ou l'exécution lui sont réclamés, faire valoir la nullité comme exception. L'erreur n'est prise en considération que si elle est excusable.

b) *Rectification du contrat* (rectification). Dans les cas où tous les contractants se sont trompés et où le plaignant prouve que la lettre d'un acte ne correspond pas à la volonté concordante des parties, le juge peut opérer une rectification. Mais la base nécessaire en est la preuve positive par le plaignant de la véritable volonté des parties. Si cette preuve est administrée un contrat peut être rectifié même après la mort d'un contractant.

c) *Répétition de l'indû.* Si un paiement a été opéré à la suite d'une erreur importante, il peut être répété. Vaut ici comme erreur importante l'erreur sur le droit étranger, tandis qu'ordinairement la simple erreur de droit est sans importance (v. p. 31), et le co-contractant non tenu de restituer. Seul un fonctionnaire judiciaire comme le syndic de faillite, et les personnes qui ont provoqué l'erreur de droit, ne peuvent refuser la restitution.

d) *Exécution du contrat ou dommages-intérêts.* Le juge appréciera si le contrat doit être exécuté ou si des dommages-intérêts doivent être payés. Le juge peut donc, même pour un contrat affecté d'une erreur sans importance, délier de l'obligation d'exécuter le contrat. L'action en exécution est repoussée et le demandeur réduit à réclamer des dommages-intérêts s'il a été cause involontaire de l'erreur sans importance du défendeur ou si l'exécution du contrat devait grever le demandeur de façon non équitable.

III. Fausses déclarations (misrepresentation) et dol (fraud). 1° *Concept.* On appelle " representation " les renseignements fournis par un contractant à l'autre au cours de la négociation du contrat. S'ils sont inexacts, on parle de " misrepresentation ".

Par de fausses déclarations ou une présentation inexacte (misrepresentation) un contractant peut être induit en erreur. Si les déclarations sont volontairement fausses, il y a dol (fraudulent misrepresentation, fraud). Mais si les déclarations fausses ont été faites de bonne foi, on parle d' " innocent misrepresentation ".

La misrepresentation n'a pas pour conséquence la nullité, comme l'erreur essentielle, mais seulement l'annulabilité. La résiliation du contrat et le rétablissement du *statu quo* peuvent être réclamés. Mais si le contrat est entièrement exécuté de sorte que la partie cause de l'erreur ait déjà reçu en entier la contre-prestation, comme, pour la vente, quand la tradition de la chose et le paiement du prix ont eu lieu, la partie lésée ne peut plus attaquer le contrat pour misrepresentation.

Il n'est pas régulièrement possible de réclamer des dommages-intérêts pour innocent misrepresentation, mais bien quand il y a dol. Dans le premier cas on ne peut demander que le rétablissement du *statu quo* antérieur à la conclusion.

Pour qu'il y ait misrepresentation, les fausses déclarations du co-contractant doivent avoir trait à des dispositions essentielles du contrat, de sorte à être propres à pousser l'autre partie à la conclusion. La présentation inexacte doit être faite directement au contractant qui, y ajoutant foi, conclut le contrat et fut lésé de ce fait. S'il s'y ajoute que les déclarations sont sciemment fausses ou faites sans croyance en leur exactitude, il y a dol (fraud, fraudulent misrepresentation). Une simple présentation inexacte grossièrement négligente ne constitue pas un dol.

2° *Obligation de renseigner.* Le silence d'un contractant, le fait de s'abstenir de donner des renseignements, n'est pas considéré régulièrement comme misrepresentation, car il n'existe pas d'obligation de renseigner. Exceptionnellement et pour certains contrats le fait seul que le co-contractant a omis de communiquer un fait essentiel est une cause d'annulabilité. C'est le cas pour les contrats dits contracts uberrimae fidei. Ce sont des contrats dans lesquels un des contractants est beaucoup mieux au courant des circonstances que l'autre, qui en fait doit s'en remettre entièrement aux renseignements reçus. Voici les cas :

a) Renseignements pour la *constitution de companies.* Les directeurs et fondateurs d'une company ne peuvent omettre dans leur propectus

et dans les rapports par lesquels le public est invité à souscrire des shares nul fait d'importance essentielle.

Ils sont tenus de présenter un tableau conforme à la vérité. D'après le Companies (Consolidation) Act, 1908, il est expressément décidé qu'un demandeur lésé n'a aucunement à prouver la mauvaise foi des directors ou des promoters, fondateurs, mais que les directeurs et fondateurs accusés doivent prouver qu'ils étaient de bonne foi;

b) Renseignements, dans les *contrats d'assurance.* Un contrat d'assurance est basé sur la confiance. Si on abuse d'elle ou si on ne la respecte pas, le contrat est vicié. L'assuré doit communiquer à l'assureur toute circonstance essentielle ayant trait à la chose assurée que lui assuré connaît ou aurait dû connaître. On considère ici comme essentielle toute circonstance qu'un assureur prudent a coutume de prendre en considération pour fixer la prime ou pour se charger du risque (V. M. I. A., 1906, pp. 17, 18);

c) Renseignements dans les *cessions de droits sur des fonds de terrain* (interests in land). Pour la vente d'un fonds le vendeur est tenu de fournir " a good title ". En matière de renseignements sur le titre juridique, il suffit de l'omission d'un fait essentiel pour rendre le contrat annulable.

Une leasehold property fut vendue. La lease renfermait des dispositions interdisant l'exercice de certaines professions sur le fonds. Le contrat de vente, lui, ne renfermait que quelques-unes de ces limitations. Il fut décidé que l'omission de telles interdictions permettait à l'acheteur d'attaquer le contrat et de répéter la somme payée.

d) Renseignements dans les *contrats entre associés* (partners). Aux contrats uberrimae fidei appartiennent les contrats entre associés sur la participation, la sortie et la liquidation d'un associé entrant ou sortant;

e) Renseignements à qui *se porte caution.* Qui entraîne une personne à se porter caution est tenu de lui exposer exactement les relations entre le créancier et le débiteur principal et de ne rien taire d'essentiel.

3° *Effets.* Les fausses déclarations n'annulent pas un contrat, mais permettent simplement de poursuivre son annulation dans un délai convenable à partir de la découverte du vice. Si l'action aboutit, le contrat n'est annulé qu'à partir de l'action de sorte que les tiers de bonne foi qui ont acquis l'objet du contrat avant l'exercice de l'action conservent leurs droits. Au contraire l'action est toujours efficace contre des créanciers de mauvaise foi, auxquels sont assimilés les acquéreurs " sans

contre-partie ". On range dans cette catégorie tous les acquéreurs qui tiennent leurs droits de donations sans valuable consideration.

Si un contractant ne peut plus être mis dans sa situation juridique d'avant la conclusion du contrat, il est impossible de résoudre celui-ci, et on sanctionne simplement l'action en dommages-intérêts.

Si un actionnaire veut attaquer son obligation de prendre des actions souscrites sous prétexte qu'il lui a été présenté un prospectus contenant de fausses déclarations, il ne peut le faire que tant que la société n'est pas entrée en liquidation.

En cas de renseignements intentionnellement inexacts (dol) ayant déterminé un contractant à la conclusion d'un contrat, la partie en faute répond en outre du dommage qui en est résulté. La partie lésée a l' " action of deceit ".

a) *Déclarations non intentionnellement fausses*, innocent misrepresentations. Elles donnent droit à indemnité pour l'intérêt négatif du contrat. On ne peut réclamer de dommages-intérêts pour le dommage positif que dans les deux cas suivants : Lorsqu'un individu, en apparence et de bonne foi, a conclu un contrat comme représentant d'un tiers, sans en fait posséder de procuration, il est tenu, envers celui qui a conclu le contrat en se fiant à sa déclaration d'être représentant, à la réparation du dommage.

Si des fondateurs ou membres du conseil d'administration d'une société ont fourni des renseignements inexacts dans un prospectus invitant à la souscription d'actions, le souscripteur lésé peut réclamer des dommages-intérêts quand les renseignements sont faux par négligence.

Si le contrat est déjà exécuté, et si la partie qui a reçu les renseignements inexacts a déjà reçu la contre-prestation, elle ne peut plus attaquer le contrat pour déclarations non intentionnellement fausses.

b) *Les déclarations intentionnellement fausses* permettent d'agir en annulation et en dommages-intérêts. Le tiers lésé peut aussi maintenir le contrat et exiger son exécution comme s'il n'avait pas été trompé. Si par exemple un fonds de terrain est vendu soi-disant libre de charges et s'il se révèle hypothéqué, l'acheteur peut à son choix résilier le contrat ou exiger du vendeur qu'il purge les hypothèques. Même lorsque la prestation aurait été déjà faite il est possible en cas de dol intentionnel d'attaquer le contrat, et d'obliger à rendre une prestation accomplie.

Si un contractant a été amené à conclure par dol, le co-contractant est responsable de toute l'étendue du dommage subséquent. La partie lésée a l' " action of deceit ".

Comme le contrat n'est annulé qu'à partir de l'introduction de l'action,

elle n'est pas possible contre des acquéreurs de bonne foi de l'objet du contrat, mais bien contre des tiers acquéreurs de mauvaise foi, auxquels on assimile les acquéreurs " sans contre-partie ". Ils comprennent tous les acquéreurs qui ont acquis leurs droits par donation ou sans contre-prestation valable.

IV. Violence (duress) et abus d'influence (undue influence). 1° *Violence.* Quand un individu contracte sous l'action ou la menace d'une violence exercée contre lui, sa femme, ou ses enfants, il agit sous l'empire de la " duress ";

2° *Abus d'influence.* On parle d'abus d'influence lorsque l'abus d'une autorité ou d'une situation de confiance a déterminé un individu à contracter. L'abus d'influence est présumé quand un des contractants occupe une situation de confiance à l'égard de l'autre. La présomption s'applique dans les cas suivants :

a) Entre contractants en situation de confiance particulière :

α) *Trustee et bénéficiaire.* Une vente à soi-même du bien confié, par le trustee, est nulle. Si le trustee venait à acquérir les droits du bénéficiaire, et donc ses droits d'équité, sur le bien confié, ce contrat ne serait valable que si le trustee pouvait prouver qu'il n'a pas tiré parti de sa situation, a exactement exposé au bénéficiaire tout ce qui concerne le bien confié, et avant tout lui a dit aussi qu'il voulait acquérir pour lui-même les droits du bénéficiaire. Le trustee doit détruire la présomption qu'il a abusé de son influence sur le bénéficiaire.

β) *Parents et enfant.* Juridiquement, l'enfant est indépendant à sa majorité. Mais s'il reste au domicile paternel, l'influence paternelle est présumée durer jusqu'au moment où il quitte la communauté familiale. Mais, même lorsqu'il a quitté la maison paternelle, on admet que cette influence persiste pendant l'année qui suit la majorité. Cependant on ne présume pas d'abus d'influence dans la conclusion des settlements (V. T. I, p. 216).

γ *Tuteur et pupille.* Le tuteur est présumé influencer le pupille même une fois la tutelle terminée. La présomption ne cesse d'être admise qu'après un délai assez long pour qu'on puisse admettre que le pupille ne se laisse plus influencer à son détriment par le tuteur.

δ *Avocat et client.* Les engagements existant entre le client et l'avocat n'obligent le premier que si l'avocat peut prouver qu'il a conseillé le client avec autant de désintéressement que s'il s'agissait d'un engagement entre le client et un tiers. S'il s'agit de disposi–

tions du client en faveur de son avocat, de la femme, ou des enfants de celui-ci, le client doit consulter un conseiller judiciaire indépendant pour détruire la présomption d'abus d'influence.

ε) *Médecin et patient; confesseur et fidèle.* Dans ces deux cas aussi on présume abus d'influence de la part du médecin et du confesseur.

b) Entre *illettrés* et gens instruits. Si un illettré ou une personne ignorant les affaires allègue l'abus d'influence, la présomption est en sa faveur. La charge de la preuve de l'absolue loyauté de l'affaire traitée tombe sur l'autre partie.

c) Entre *héritiers présomptifs et tiers.* Les contrats sur successions futures avec les héritiers présomptifs (expectant heirs) tombent également sous cette présomption. Néanmoins le seul fait que l'hérédité n'a pas été payée conformément à sa valeur n'est pas encore une preuve suffisante d'abus d'influence. (L. O. A., 1925, p. 74);

d) Entre *prêteurs et tiers.* On admet que les prêteurs d'argent professionnels mettent à profit les besoins de leurs clients. De tels contrats peuvent toujours être modifiés par le tribunal (M. A., 1900, p. 1).

3º *Effets.* La violence ou l'abus d'influence rendent le contrat annulable. L'annulation rétroagit au moment de l'introduction de l'action. L'action est donc sans effet à l'égard de tiers qui ont acquis l'objet du contrat de bonne foi et avant l'annulation du contrat. Le demandeur peut répéter une prestation déjà opérée en entier. L'acte de disposition d'un client envers son avocat, la femme ou les enfants de celui-ci, est nul si le client ne dispose pas d'un conseil indépendant. Les contrats avec les prêteurs d'argent professionnels sont modifiés par le tribunal lorsque les intérêts, dépenses, primes ou semblables charges sont exagérés et font paraître le contrat du et unique (harsh and unconscionable) (M. A., 1900, p. 1).

CHAPITRE VI

REPRESENTATION ; AGENCY.

W. Bowstead : Law of Agency, 7e éd., 1924. — Jenks : ss. 121-147. — III. Stephen : P. 99—114. — Anson-Prochownick : P. 381—416. — II. Odgers : P. 834—853. — Smith : P. 156-221. — Stevens : P. 124—166. — Pitman : P. 92-98. — Pitman : Mercantile Law, P. 91—110. — Slater : P. 41—61.

Law of Property Act, 1925 (L. P. A., 1925). — Bills of Exchange Act, 1882 B. E. A., 1882). — Factors Act, 1889 (F. A., 1889). — Sale of Goods Act,) 1893 (S. G. A., 1893). — Marine Insurance Act, 1906 (M. I. A., 1906). — Partnership Act, 1890 (P. A., 1890). — Merchant Shipping Act, 1894 (M. S. A., 1894). — Infants Relief Act, 1874 (I. R. A., 1874). — Pilotage Act, 1913 (P. A., 1913).

I. Concept. Qui agit pour une autre personne et engage juridiquement cette personne par ses actions ou abstentions est son représentant (agent). La personne pour laquelle agit le représentant est le maître de l'affaire (principal) [1].

Le mot anglais " agent " a un sens complètement différent de celui du français " agent " ou du terme employé en Allemagne dans la langue commerciale " Agent ". Le concept de l'" agent " anglais comme représentant est aussi beaucoup plus vaste que le concept du " Stellvertreter " allemand, Pour le concept de l' " agent " il suffit que cette personne établisse une liaison contractuelle avec une tierce personne, immédiatement ou médiatement (lorsque l' " agent " agit en son propre nom, comme le commissionnaire). Agent, représentant, au sens anglais, comprend le fondé de pouvoirs, le chargé de mission, le mandataire, le représentant, pendant que le " principal " peut être l'auteur de la procuration, le mandant, le représenté.

[1]) Nous garderons le terme anglais de « principal », qui n'a pas d'équivalent français exacté

Sont aussi " agents " les membres du bureau d'une société par action dits directors, le gérant d'affaire, le managing director, le préposé commercial autorisé à conclure, le commissionnaire qui agit en son propre nom, la femme mariée, dans les dépenses d'entretien du ménage, comme mandataire du mari.

Par contre ne sont pas traités comme agents les employés secondaires, les " servants ", dont les actions pour le principal interviennent exclusivement d'après ses indications et sous son contrôle, qui ne sont donc que les instruments de leur " Master ", comme les livreurs et autres employés commerciaux. Le simple messager, " messenger ", n'est pas non plus un agent, mais un instrument de transmission. Le maître (master) est responsable pour les actions et abstentions non permises de l'employé, même s'il n'y était pas autorisé ou si elles lui étaient interdites pourvu qu'elles soient intervenues dans son travail.

Ainsi une compagnie d'omnibus fut déclarée responsable de l'acte d'un de ses conducteurs qui renversa l'omnibus d'une entreprise concurrente en faisant la course avec lui contrairement aux prescriptions de la direction de sa compagnie.

N'est pas non plus agent l' " independent contractor ". Si un individu entreprend un ouvrage déterminé, il est un indépendent contractor s'il est libre de choisir lui-même sa méthode de travail et si le propriétaire n'a pas d'influence immédiate sur la production du résultat voulu. Si au contraire l'entrepreneur doit agir principalement d'après les indications du propriétaire, il est son agent.

Le trustee lui aussi n'est pas un agent. Il est propriétaire du patrimoine confié et agit en vertu de son propre droit et non comme représentant d'une autre personne. Il en est de même pour les administrateurs d'hérédité, les executors and administrators, qui sont considérés comme trustees. V. t. I, p. 173, 265 ss.

II. Formation du rapport de représentation. 1° *Capacité des personnes.* Un individu ne peut désigner un représentant que pour les actions que lui, représenté, peut accomplir.

Ainsi un mineur peut désigner un représentant dans la mesure où il peut s'obliger par des contrats, par exemple pour l'achat de necessaries.

Un aliéné ne peut établir de procuration valable. La procuration est nulle même si le tiers ignorait l'aliénation de son auteur. Une femme majeure peut, n'étant aucunement limitée dans sa capacité de commercer, désigner un représentant sans le consentement du mari. Une femme ma-

riée mineure peut aussi, par ordre scellé (power of attorney) nommer un représentant, tandis que régulièrement les actes scellés de mineurs sont inefficaces. (L. P. A., 1925, s. 129).

L'acte du représentant en tant que tel vaut comme acte du principal. Le représentant n'est qu'un instrument, et de ce fait une personne qui ne peut s'obliger elle-même pour défaut de capacité peut engager le principal par ses actes. Des mineurs raisonnables peuvent en conséquence représenter valablement des adultes.

2° *Formes habilitantes.* Le droit à la représentation a une des bases suivantes :

une procuration expresse, l'express authority, ou

une procuration résultant des circonstances, l'*implied authority*; on parle d'agency by implication of the law, ou

l'*agency from necessity*, la procuration à déduire d'une situation critique, qui est une variété de l'implied authority, ou

l'*agency by estoppel.* On l'admet quand un individu déclare avoir donné procuration à un autre sans que le fait soit exact. Mais à l'égard du tiers c'est là véritablement une express authority.

a) L'*express authority*; la procuration expresse. Régulièrement un représentant peut être désigné sans aucune forme. Il n'est même pas besoin de rédaction par écrit. Mais dans nombre de cas, la rédaction par écrit de la procuration est prescrite pour affermir la preuve. Dans deux cas seulement un acte de procuration rigoureusement formaliste, c'est-à-dire scellé, est prescrit. Une telle procuration, par acte scellé, donc par *deed*, s'appelle *power of attorney*, en français " pouvoir de représentant " "autorisation de représentation " attorney ayant le même sens qu'agent. Ces deux cas sont :

α) Lorsqu'un individu veut conclure un *contrat scellé* — deed — et se faire représenter par un fondé de pouvoirs, il doit donner ce pouvoir au représentant lui *aussi* par un *acte scellé* — deed —. Si l'autorisation porte sur un fonds immatriculé, elle doit être déposée à l'Office du Livre foncier; et au tribunal s'il s'agit d'un fonds non enregistré (L. P. A., 1925, s. 129 (1)). La disposition de droits sur des fonds, par représentant, n'est valable qu'ainsi, donc avec un power of attorney.

β) *Les représentants de sociétés* (congregation aggregate) doivent toujours être désignés par acte scellé, si la désignation a lieu pour des objets étrangers au but de la société.

1) Nous employons le terme « procuration » dans un sens extrêmement général, et correspondant au terme anglais « authority » (expresse, tacite, etc.).

En outre de ces cas de prescription légale, un power of attorney, donc une procuration scellée, sera établi pour les affaires très importantes, avant tout pour la procuration générale qu'un commerçant, voyageant à l'étranger, établit pour que son représentant, par exemple sa banque, puisse en son absence opérer d'importantes transactions patrimoniales, achat, vente et transfert de stocks et shares.

Exemple d'une procuration expresse (*Power of Attorney* [1]]!.

(Pour la vente ou le transfert d'actions).

KNOW ALL MEN by these Presents that I, *Alan Wray, Solicitor*, Hereby constitute and appoint *Reginald Roundway Author*, my true and lawful Attorney for me and in my name and on my behalf to set, assign, transfer and set over All (or any part) of *Five Hundred Six per Cent Preference Shares of* £ 1 *each, fully paid, of The White Hart Mining Company Limited.*

And as my act and deed to sign seal and deliver all such Deeds Instruments or Writings as may be necessary and to receive and give receipts and discharges for the purchase or consideration money (if any) payable in respect thereof or any part thereof and also to receive and to give receipts for All or any Dividends or Interest that may become due to me in respect of the said *Five Hundred Shares.*

And generally to do all lawful acts requisite for effecting the premises Heredy allowing ratifying and confirming all that my said Attorney shall do therein by virtue of these presents And I do hereby declare that in case of my death all such act and deeds shall be good and effectual to all intents and purposes whatsoever and be confirmed by my Executors or Administrators notwithstanding my death in the meantime unless notice in writing of my decease shall have been previously given to *The White Hart Mining Company Limited with reference to the Five Hundred Preference Shares standing in my name in the Company's books.*

IN WITNESS whereof I have hereunto set my hand and seal this *Fourteenth* day of *February* One thousand nine hundred and twenty seven.

Alan Wray.

Signed Sealed and Delivered in the presence of

Witness.....*Percy Platt*.....

b) *L'implied authority* (procuration tacite) résulte des circonstances. C'est le cas de représentation le plus fréquent. La procuration n'est pas

[1]) Tiré de PITMAN, *Theory and Practice of Commerce*, p. 286.

expresse, mais résulte des faits. Le droit de représenter est présumé lorsque, d'après les usages commerciaux ordinaires, l'individu qui agit possède habituellement la procuration. Ainsi le vendeur d'un magasin, qui vend pour un autre, le voiturier et le capitaine, qui se chargent de transports pour le compte d'autrui, la femme mariée qui fait des achats pour le mari et la famille.

La présomption de représentation est susceptible de preuve contraire, sauf dans certains cas. Ainsi le commissaire-priseur d'une vente aux enchères publiques a le droit de signer le contrat à la place de l'acheteur, même si ce dernier protestait. De même un receveur institué par le créancier hypothécaire pour l'immeuble hypothéqué est représentant du créancier et a le droit d'administrer l'immeuble même si le créancier refuse expressément son assentiment (L. P. A., 1925, p. 109 (2), et cf. t. I, p. 166).

c) *L'authority from necessity*. Elle se présente lorsqu'un individu agit pour un autre sans procuration en cas de nécessité. Il s'agit avant tout des cas qui, en droit romain et continental, ressortent de la gestion d'affaires. La plupart se rencontrent dans le transport par terre et par mer, lorsque le capitaine et le voiturier sont contraints, excédant leur procuration expresse, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour sauver les passagers, les navires ou les marchandises.

Exemples : La possibilité pour le capitaine, en cas de nécessité, de disposer des navires ou de la cargaison par mise en gage ou vente.

Le destinataire de marchandises en mauvais état ou non commandées se voit obligé de les vendre pour éviter une détérioration complète s'il les laisse sur place. Qu'on pense aux aliments, aux œufs, etc...

Un voiturier laisse son cheval dans la rue. Il est ivre, et l'abandonne sans plus s'en occuper. Le tiers qui recueille le cheval, le met à l'écurie, le nourrit, cherche le propriétaire par annonce, agit comme agent from necessity. — Une femme mariée a le droit d'user du crédit de son mari pour ce qui est nécessaire à son entretien. Elle est son " agent from necessity " (Cf. t. I, p. 89).

d) Il y a *représentation par estoppel* lorsqu'un individu déclare expressément ou par son attitude à l'égard d'un tiers qu'une autre personne est qualifiée pour le représenter bien que la procuration en question n'ait pas été donnée. Peu importe que le soi-disant représentant n'ait pas possédé de procuration ou l'ait outrepassée; si le tiers a agi ayant foi en cette déclaration, celui qui l'a faite ne peut dire après coup que la capacité de représentation n'existait pas. Il est empêché (estopped) de nier la procuration malgré son inexistence effective.

Le patron est responsable des commandes de son gérant à un tiers avec qui il était en relations commerciales régulières jusqu'à ce qu'il ait communiqué au tiers le retrait de la procuration, même si le gérant au moment de la commande n'avait plus le pouvoir effectif de la faire, ayant quitté le service du patron.

Exemple : Un marchand de Liverpool du nom de Gray avait mis en dépôt 150 sacs de sucre chez l'accusé, un entrepositaire. Gray avait été amené par les manœuvres frauduleuses d'un certain Fletscher à informer par écrit l'entrepositaire que les marchandises étaient maintenant à l'ordre de Fletscher. Là-dessus Fletscher vendit les marchandises au demandeur. Le défendeur confirma par écrit au demandeur, sur sa demande, que les marchandises étaient maintenant à sa disposition et à son ordre. Ayant découvert la fraude, Gray amena l'accusé à refuser la délivrance de ces marchandises au plaignant. L'accusé fut condamné à la délivrance.

e) *La femme mariée.* Les différentes sortes de représentation s'appliquent à la femme mariée représentant son mari. Le mari peut lui donner une procuration expresse pour l'entretien du ménage; elle agit alors sur procuration expresse. Tant qu'il y a vie commune, la procuration est présumée. La femme est un " implied agent " de son mari. Si le mari lui a retiré la capacité de représentation, ce retrait n'agit pas à l'égard de tiers, ayant déjà antérieurement livré sur commande de la femme et été payés par le mari, sans communication expresse. Il y a agency by estappel, car la bonne foi serait violée si le mari, contrairement à son attitude antérieure, voulait nier la capacité de représentation de la femme. S'il ne lui donne pas des fonds suffisants pour l'entretien, il ne peut lui retirer la représentation. La femme est alors " agent by necessity ". Elle peut en cas de nécessité représenter le mari à l'égard de tiers même lorsqu'il leur a expressément déclaré qu'elle n'y est pas qualifiée. La preuve contraire est exclue en ce cas.

III. Procuration générale. Quand une procuration a été remise à plusieurs personnes, elle peut l'avoir été isolément (severally) collectivement (jointly) ou " jointly and severally ".

Si la procuration est donnée à plusieurs personnes, on présumera qu'elle leur a été donnée " jointly ", si le contraire ne résulte pas de la nature de la procuration ou des circonstances.

Si elle est donnée " severally " ou " jointly and severally " les titulaires sont qualifiés aussi bien isolément que collectivement pour représenter le " principal ". Mais si elle a été donnée " jointly " tous les

représentants doivent agir en commun comme co-agents pour que le " principal " soit obligé.

IV. Etendue et interprétation de la procuration. On distingue trois catégories de représentants, selon qu'il s'agit de représentation pour l'accomplissement d'un seul acte, d'une seule affaire, ou de plus grande étendue.

1° *Le " general agent "*. Si le représentant a le droit de représenter le principal d'une manière générale, ou dans l'exercice d'un commerce ou d'une entreprise déterminés (directeurs, gérants, vendeurs), ou si la mission rentre dans le cadre de la profession reconnue du représentant (commissionnaire, avocat) on parle de " general agent ".

2° *Le " special agent "*, par contre, n'est autorisé qu'aux seuls actes pour lesquels il a reçu des pouvoirs exprès.

3° *L' " universal agent "* a les pouvoirs de représentation les plus étendus. Il est le fondé de pouvoirs à pleins pouvoirs qui peut faire comme représentant d'un autre tout ce qui est généralement juridiquement licite.

La " Procura " des droits suisse et allemand est inconnue en Angleterre.

La différence juridique qui sépare le " general " du " special agent " apparaît dans l'exemple suivant.

Si un individu charge un maquignon de vendre son cheval, le maquignon peut garantir les qualités du cheval. Comme la vente de chevaux fait partie de son activité professionnelle, il est general agent et autorisé à accomplir non seulement son mandat mais tous les actes rentrant dans une activité commerciale ordinaire y compris donc la garantie. Mais si le principal donne à un serviteur le mandat de vendre le cheval, une garantie donnée par ce serviteur ne lie pas le principal, la vente de chevaux n'appartenant pas à l'activité habituelle d'un serviteur. Il est special agent, et, comme tel, n'est autorisé qu'à l'accomplissement du mandat dans le cadre fixé par le principal Comme il ne lui a pas été expressément permis de donner une garantie, elle n'engage pas le principal.

Est déterminante pour l'étendue du droit de représentation du représentant la procuration à lui donnée par le " principal ". Le représentant est tenu envers le représenté de rester dans les limites de cette procuration. Le " principal " peut la restreindre.

A l'égard du tiers avec lequel le représentant fait des affaires, le " principal " est obligé non seulement dans les limites de la procuration effective mais au delà lorsque le tiers a pu admettre de bonne foi que le représentant était qualifié.

S'il s'agit d'une procuration spéciale pour une affaire déterminée, le contenu de la procuration écrite portée à la connaissance du tiers fixe également les relations du " principal " avec ce tiers. Quand le représentant n'a procuration que pour louer une chose, il ne peut la vendre.

Une procuration par acte scellé est interprétée restrictivement. Si elle indique le motif de sa confection, ou une mission déterminée, elle ne vaut que comme procuration pour les actes nécessaires afin de remplir cette mission. Une procuration scellée qui mentionne comme motif le voyage à l'étranger du principal s'éteint à son retour, même sans mention expresse.

Une procuration donnée oralement ou par acte sous seing privé non scellé donne les droits justifiés par son but et par les usages commerciaux. Si un représentant doit recevoir de l'argent, il ne peut accepter qu'un paiement au comptant, sauf usage commercial différent. Si la procuration permet plusieurs interprétations, le représentant est censé autorisé à tout acte rentrant dans une de ces interprétations, même si elle n'était ni prévue ni voulue par le principal. Ainsi un représentant chargé d'acheter 500 tonnes de sucre, à 50 tonnes près, fut considéré comme autorisé à n'en acheter que 400.

S'il s'agit d'un general agent, par exemple du gérant d'un magasin ou d'un autre préposé commercial, comme un vendeur, ou aussi de représentants indépendants, comme des commissionnaires, agents de change, etc., on admet le principe qu'est déterminante à l'égard des tiers, pour l'étendue de la procuration, cette interprétation de la volonté du " principal " qui résulte de son attitude, c'est-à-dire qu'il importe de considérer comment la procuration a été donnée.

Qui est représenté par un general agent est responsable à l'égard des tiers pour tous les actes de l' " agent " qui rentrent habituellement ou évidemment dans le cadre de son activité (dans le cercle de ses affaires) ou auxquels l'autorisent les usages commerciaux ou sa profession (par exemple l'agent de change), et de plus pour tous les actes ou abstentions illicites imputables au représentant pendant son activité dans le cercle de ses affaires, ainsi que pour les actes auxquels il a été expressément autorisé par le " principal " ou pour lesquels il a reçu postérieurement son approbation.

Une limitation de la procuration ainsi manifestée extérieurement n'est régulièrement efficace à l'égard des tiers que dans la mesure où ils l'ont connue. Fait exception le droit de représentation de la femme mariée, efficace malgré des limitations par le mari lorsque la femme ne

reçoit pas de lui des sommes suffisantes pour l'entretien du ménage (agency from necessity, v. ci-dessus).

Pour le general agent, il ne s'agit pas des rapports réels entre le principal et l'agent, ni donc de la teneur du mandat spécial, mais seulement de savoir si le tiers à l'égard duquel, par exemple, le préposé se donne comme fondé de pouvoirs peut croire d'après l'attitude du principal qu'il a donné la procuration en question.

Tant que l'individu chargé d'une fonction commerciale reste dans les limites de cette procuration présumée par le tiers (par exemple le client) le principal est mis en cause et obligé. Seule la sortie de ces limites — lorsque donc une procuration ne peut plus être admise d'après les circonstances — délie le principal, et le tiers lésé ne peut se retourner pour le dommage qu'il a subi que contre l'agent apparent, mais faux.

Exemples : Le préposé employé dans un magasin ou établissement de vente ouvert au public apparaît autorisé à toutes ventes, garanties et réception de paiements qui ont lieu ordinairement dans un tel établissement.

Mais ces droits peuvent être restreints par le patron. Pour que ces restrictions aient effet à l'égard des tiers, elles doivent être adéquatement portées à la connaissance des clients, par exemple par des pancartes : " On ne paie valablement qu'à la caisse ".

Un préposé chargé de l'expédition de marchandises apparaît qualifié pour donner mandat à l'expéditeur, et en général pour tout ce que nécessite l'expédition.

Le porteur d'une quittance est considéré comme qualifié pour recevoir paiement, à moins que des faits connus du débiteur ne s'opposent à cette présomption. Par contre le porteur de la marchandise et d'une facture non acquittée n'est pas considéré comme légitimé à recevoir paiement.

Qui installe le téléphone dans ses locaux commerciaux donne de ce fait procuration à son personnel pour faire telles déclarations que l'usage des affaires admet qu'on fasse par téléphone. Il doit veiller à ce que nul tiers non qualifié n'use du téléphone.

Une exception importante à la règle générale que le principal ne peut opposer au tiers la limitation non portée à sa connaissance d'une procuration a trait aux rapports avec des sociétés créées par special act of Parliament ou enregistrées dans un registre public anglais d'après le Companies Act. Qui contracte avec une telle société doit subir les restrictions au droit de représentation des directeurs et gérants qui résultent des articles of association ou du memorandum of association de la société, même si elles ne lui étaient pas connues.

V. Ratification postérieure; agency by ratification. Lorsqu'un individu n'avait pas de droit de représentation ou l'a outrepassé, la personne qu'il voulait représenter peut ratifier son acte après coup. Cette ratification agit alors comme s'il y avait eu procuration dès le début, et les rapports de droit entre le représentant et le représenté sont appréciés en conséquence. Mais il est impossible de ratifier des actes que n'aurait pu accomplir le principal lui-même. Un mineur ne peut ratifier les actes d'un représentant même une fois devenu majeur, à moins qu'il ne s'agisse de contrats qui lui étaient possibles comme mineur.

La personne représentée doit exister au moment de l'acte de représentation. En conséquence des contrats passés avec des tiers par le fondateur d'une société avant la constitution ne donnent nul droit à la société. Une cession est également impossible. Pour que la société possède les droits et obligations y afférant, elle doit passer après sa constitution un nouveau contrat qui remplace celui qu'avaient passé les fondateurs.

Le principal doit, au moment de la formation du contrat, être sinon nommé, du moins déterminable. Une assurance "au profit de l'intéressé" est valable et ratifiable.

Lorsque les directeurs d'une société agissent, *ultra vires*, c'est-à-dire outrepassent leurs pouvoirs, ces actes n'engagent pas la société, mais peuvent être ratifiés après coup par une assemblée de shareholders. S'ils s'écartent du but social porté aux statuts, ces actes ne peuvent être ratifiés même par l'assemblée générale des actionnaires.

La ratification doit intervenir dans un délai fixé au contrat ou approprié. Lorsqu'il est essentiel pour la validité d'une action que la ratification intervienne à un moment donné, elle ne peut intervenir à un autre moment. La dénonciation n'est admissible de même que si le délai est observé.

Lorsqu'un partner a le droit de reprendre la part d'un partner se retirant, mais doit faire la déclaration à ce relative dans les trois mois de la retraite, il ne suffit pas que son représentant fasse la déclaration dans les trois mois; la ratification du partenaire représenté doit-elle aussi intervenir avant leur expiration.

La ratification est inefficace lorsque le principal ne connaît pas toutes les circonstances essentielles ou n'est pas prêt à assumer tous les risques. La ratification d'un contrat annulable est sans effet s'il n'est pas prouvé que le ratifiant connaissait l'annulabilité.

La ratification peut normalement se faire sans formes. Si une procuration doit être donnée par acte scellé, la ratification doit l'être également. Dans tous les autres cas elle est présumée lorsque l'assentiment du

principal à l'acte du représentant résulte de son attitude. Un achat par représentant est ratifié lorsque le principal paie le prix des marchandises sans contestation, en dispose partiellement.

VI. Devoirs du représentant. 1° *Représentation personnelle.* La délivrance d'une procuration est une marque de confiance. Le représentant est donc obligé d'exécuter personnellement le mandat. Il ne peut transférer ses pouvoirs à un tiers.

Exceptions. Elles sont nombreuses, le transfert étant autorisé dans les cas suivants :

a) Lorsque d'après les usages commerciaux l'exécution par un subagent est usuelle, la procuration peut être transférée à défaut de stipulation contraire expresse. Ainsi, par exemple, le solicitor demeurant hors de Londres peut transférer ses pouvoirs à un collègue domicilié à Londres, siège de la High Court, sans rompre ses relations avec le représenté.

b) Si le mandataire doit accomplir des actes ne demandant pas une habileté particulière et dont il n'a pas été chargé comme d'une mission personnelle et de confiance.

Si plusieurs personnes sont chargées de liquider une société elles peuvent charger collectivement un seul collègue d'accepter en leur nom une lettre de change déterminée, tandis qu'il leur est impossible de lui donner procuration pour accepter toutes les lettres de change au nom de la société à liquider;

c) Lorsque des événements importants et imprévus rendent nécessaire la cession d'une procuration, par exemple la maladie du représentant;

d) Le transfert est encore admis quand le principal connaît l'intention du représentant de l'opérer, ou lorsqu'il y a lieu d'admettre d'après l'attitude des parties que la procuration doit être cédée.

Effets du transfert de procuration. Le transfert ne fait naître normalement aucun rapport contractuel entre le principal et le sous-agent, qu'il ait eu ou non l'assentiment du patron. Les droits réciproques du principal et du représentant d'une part, du représentant et du sous-représentant d'autre part, ne peuvent être invoqués que par les parties immédiates au contrat. Un représentant qui se charge de l'administration du patrimoine de son principal et y prépose un sous-représentant en relations directes avec le principal reste néanmoins responsable envers ce dernier. Un rapport direct de représentation entre le principal et le tiers peut cependant être créé par le représentant primitif s'il y est autorisé expressément ou d'après les circonstances et si toutes les parties sont consentantes. Si par exemple une marchandise est confiée à

un représentant pour la vente, et s'il charge, à la connaissance et avec le consentement du principal, un tiers de l'exécution du contrat, le tiers est directement obligé envers le principal si tel était le sens du mandat donné au représentant.

Les actes du sous-représentant n'engagent le principal que lorsque son autorisation est à présumer.

Si le sous-représentant reçoit des paiements sans procuration spéciale du principal, le débiteur n'est pas libéré envers ce dernier.

2° *Diligence convenable.* Tout représentant qui accepte un mandat à titre onéreux est tenu de s'en acquitter avec diligence. S'il a accepté le mandat à titre gratuit, il doit y apporter la même diligence que pour ses propres affaires, à moins d'avoir déclaré être tout particulièrement apte à celles-ci. Il doit déployer les connaissances et l'attention nécessaires pour une exécution compétente. Si des valeurs confiées à une banque moyennant paiement ont été volées, la banque est normalement responsable de la perte envers le client, si elle n'a pas déposé les valeurs dans un coffre-fort. Mais si elle s'est chargée gratuitement de la garde, par complaisance, et conserve les valeurs avec ses propres papiers de valeur, fût-ce dans un endroit facilement accessible, elle n'est pas responsable du vol.

Le représentant doit s'acquitter de son mandat conformément aux indications du principal et n'a pas le droit de s'en écarter. Si des instructions précises et expresses font défaut, il doit respecter les usages commerciaux et agir de bonne foi. Un avocat chargé par son client de mener à bien un procès sans accepter de compromis ne peut terminer le procès par un compromis, ce dernier fût-il avantageux et le procès sans issue. Un agent de change qui a des actions à vendre sans instructions précises sur le mode de paiement doit vendre contre paiement au comptant, selon les usages de la Bourse.

Sans autorisation du principal il est interdit au représentant, pendant ou après ses fonctions, d'utiliser au détriment du représenté les connaissances qu'il aurait pu acquérir dans l'exécution de son mandat.

3° *Obligation de rendre compte.* Le représentant doit au principal des comptes exacts. Il doit tenir registre des entrées et sorties d'argent et montrer les registres à tout moment au principal ou à son mandataire. Si les comptes arrêtés et les extraits de comptes-courants sont approuvés, il ne peut être revenu sur cette approbation que si le représentant s'est rendu coupable de dol ou d'abus d'influence (undue influence). Si le représentant reçoit de l'argent destiné au principal, il doit le lui délivrer immédiatement, même si cet argent avait été acquis à l'occasion d'un

contrat illégal ou nul. Mais il peut décompter les sommes dépensées par lui avec l'autorisation du principal, fût-ce pour des buts illicites. S'il retient cet argent, il en devient responsable comme un trustee (cf. t. I, p. 179). Il est tenu de garder l'argent et tout ce qui est la propriété du principal à part l'argent ou des biens appartenant à lui ou d'autres gens.

4° *Obligation de renseigner.* Un représentant en tant que tel ne peut conclure d'affaire où il soit personnellement partie lorsque ses intérêts personnels et ceux du principal peuvent entrer en conflit, à moins d'avertir ce dernier de toutes les circonstances essentielles. Sinon le principal a toujours le droit d'attaquer le contrat ou de le ratifier et de réclamer le gain réalisé à cette occasion par le représentant. Ce dernier n'a pas le droit de se porter partie lui-même. S'il veut contracter lui-même avec le principal, il doit lui exposer son intention et tous les faits qui peuvent agir sur la décision du principal. Si le représentant manque à ce devoir, le principal peut faire annuler le contrat. Mais il doit demander l'annulation dans un délai convenable à partir du moment où il a eu connaissance de l'attitude illicite du représentant. Si un avocat achète à son client un immeuble en dissimulant des faits importants, le client peut résilier le contrat même s'il a demandé conseil à un autre avocat.

VII. Droits du représentant. 1° *Droits à l'égard du principal.* Le représentant a droit à une indemnité pour les services rendus et au remboursement de ses dépenses. Il possède à cet effet un droit de rétention sur les marchandises appartenant au principal qui se trouvent en sa possession.

a) *Indemnite.* Le droit à l'indemnité résulte du contrat, des circonstances, ou des usages commerciaux. Si l'indemnité n'a pas été expressément déterminée, son montant et son exigibilité sont fixés d'après les usages commerciaux. Si le représentant doit recevoir l'indemnité pour l'accomplissement d'un mandat déterminé, elle est payable dès qu'il a accompli l'essentiel de son mandat, même si le principal n'en retire aucun profit direct. Le droit du représentant existe également lorsque le contrat préparé par lui ne peut être réalisé, sauf usages commerciaux contraires ou échec imputable au représentant. Si un représentant est chargé de chercher un prêteur à certaines conditions, l'indemnité est due dès qu'il a trouvé un prêteur acceptant ces conditions.

Si l'indemnité est une commission sur les affaires conclues par le représentant, ce dernier a droit à la commission pour toutes les affaires dépendant de son intervention. La conclusion doit être en relation, non nécessairement immédiate, avec son activité.

Le droit à la commission s'éteint en général avec la dissolution du

rapport de représentation. Il n'y a d'exception qu'au cas où elle est expressément stipulée pour toutes les affaires conclues entre les parties mises en rapport par le représentant.

Si le principal refuse de conclure une affaire, ou s'il empêche dolosivement le représentant de mériter son indemnité, il est tenu à des dommages-intérêts. Si le représentant a entièrement exécuté son mandat, il peut demander comme dommages-intérêts la totalité de la commission perdue. Si le mandat est révoqué prématurément, c'est un cas d'espèce que de savoir si le représentant a droit à un dédommagement proportionnel. Le représentant d'une firme a droit à des dommages-intérêts lorsque le rapport de représentation est prématurément dissous pour liquidation de la firme, mais non si l'entreprise est dissoute par suite du décès du propriétaire ou d'un partenaire.

Le droit à l'indemnité se perd lorsque le représentant manque à son devoir de diligence ou lorsque le principal ne retire de l'affaire aucun profit par la faute du représentant. Lorsqu'un avocat doit interjeter appel d'un jugement et laisse expirer le délai d'appel, il ne peut présenter sa note au client ni même réclamer le remboursement de ses dépenses. Pour les contrats sortant des pouvoirs donnés par le principal, ou bien illicites et illégaux, comme le jeu et le pari, ou certains contrats d'assurance (cf. p. 29), aucun droit à la commission ne naît. Si un courtier en immeubles doit vendre aux enchères publiques un immeuble déterminé et le vend par contrat privé, il ne peut réclamer aucune indemnité.

b) *Remboursement des dépenses et dégagement des obligations.* Le principal doit dédommager le représentant de toutes ses pertes et le dégager de toutes les obligations qui sont nées pour lui au cours de l'affaire. De plus il doit lui rembourser toutes les dépenses relatives à l'affaire. Le représentant peut compenser ces créances avec la créance du principal et a un droit de rétention. Pour les affaires que le représentant sait illicites ou illégales, ou qu'il conclut en excédantses pouvoirs, il ne peut réclamer le remboursement de ses dépenses. Les pertes, dépenses et obligations nées de sa propre négligence sont à sa charge.

c) *Droit de rétention.* Le représentant possède à l'égard de son principal un droit de rétention (v. t. I, p. 236) pour son indemnité, le remboursement des dépenses, le dégagement des obligations, les avances, etc. Ce droit ne porte cependant que sur les marchandises et sûretés par rapport auxquelles est née la créance. Les agents d'assurance, les agents de change, les avocats, les banques et les entrepositaires ont un droit de rétention s'étendant à toutes les choses appartenant au principal qui sont venues en leur possession de son consentement (general lien). Le droit

de rétention peut être exclu par convention. Il ne s'étend pas aux choses remises au représentant à des fins non conciliables avec le droit de rétention. Il ne porte que sur les marchandises ou valeurs sur lesquelles le principal aurait pu accorder à des tiers un droit de rétention, et sur les seuls droits du principal sur elles. Les droits des tiers restent réservés.

Si un commissionnaire se charge de l'assurance d'un navire au profit de son principal, ce qui ne rentre pas dans ses occupations habituelles, la police d'assurance n'est pas atteinte par le droit général de rétention, et il n'a sur elle qu'un droit de rétention pour le montant des primes conformément à l'assurance contenue dans la police, et non pour les créances nées d'autres contrats. Si un représentant reçoit des papiers de bord pour, s'appuyant sur eux, pouvoir s'acquitter de certaines dépenses et taxes douanières, son droit de rétention ne s'étend qu'au montant des sommes versées.

Le droit de rétention s'éteint lorsque le représentant est payé ou y renonce, ainsi qu'au cas où il cède les objets sans se réserver le droit. Mais il subsiste lorsque le principal dispose de la marchandise qui en est grevée sans l'assentiment du représentant.

d) *Droit du représentant à l'exécution de son contrat, et action contre le principal.* Le représentant ne peut exiger de son principal qu'il exécute le contrat conclu par lui, représentant. S'il est personnellement responsable de cette exécution, il n'a droit qu'à des dommages-intérêts pour les pertes qu'il subit de ce fait. Il peut de plus réclamer l'indemnité qui lui échappe.

Exceptionnellement une catégorie spéciale de représentants, en l'espèce les agents d'assurance, a le droit de réclamer au mandant le paiement des primes prévues au contrat qu'ils ont conclu en son nom (cf. M. I. A., 1906, s. 53).

2º *Situation à l'égard des tiers.* a) ***Responsabilité du représentant à procuration.*** Le représentant à procuration régulière peut conclure le contrat de telle sorte qu'il doive être considéré comme représentant. S'il nomme le principal, il agit pour un " named principal ". S'il fait connaître la représentation sans nommer le principal, ce dernier est un " unnamed principal ". S'il conclut le contrat en son nom sans faire connaître ses rapports avec le principal, et si on ne peut les déduire des circonstances, il représente un " undisclosed principal ". En principe le représentant n'est pas obligé par les contrats conclus par lui pour le compte de son principal, à moins qu'il ne veuille engager sa responsabilité personnelle, par exemple lorsqu'il souscrit le contrat en son propre nom.

α) *Représentation d'un principal expressément désigné.* On présume que le représentant d'un principal étranger entend s'engager personnellement et non lier contractuellement le patron, même si ce dernier est nommé. Cette présomption a pour but de faciliter le commerce, car il est souvent difficile ou impossible d'agir contre le principal étranger. Elle peut tomber si on prouve que le représentant voulait l'engager personnellement parce qu'il avait une procuration.

Le contrat scellé (deed), souscrit par le représentant en son propre nom, n'oblige que lui personnellement même s'il agit expressément au nom du principal.

Si le représentant accepte une lettre de change tirée sur lui personnellement, il ne peut exclure sa responsabilité en ajoutant à l'acceptation qu'il accepte pour son principal. Si le principal est lui-même tiré, le représentant ne s'oblige pas même s'il souscrit en son propre nom, sans mentionner la représentation (B. E. A., 1882, p. 26 (2)). Si un représentant souscrit un effet de commerce non comme acceptant, mais comme tireur ou endosseur, il n'est personnellement responsable que s'il omet de signer expressément au nom de son principal (B. E. A., 1882, p. 26 (1)). Si les directeurs d'une société, considérés comme ses représentants, souscrivent une lettre de change comme tireurs et n'ajoutent à leur signature que le mot « directeurs », ils sont personnellement responsables, cette simple indication n'excluant pas leur responsabilité. Si au contraire ils souscrivent « pour la société : les directeurs » ils ne sont pas obligés, car, ils rejettent par là la responsabilité sur la société.

β) *Représentation d'un principal non nominativement désigné.* Si le représentant conclut le contrat sans nommer le principal, il est personnellement responsable lorsque les usages commerciaux sont en ce sens. Il existe des usages de ce genre, par exemple, pour le commerce du houblon, de la laine, des fruits et de l'huile, et pour les courtiers maritimes.

Représentation sans mention du rapport de représentation. Si le représentant conclut le contrat en son propre nom, sans faire connaître sa qualité de représentant, il est toujours tenu personnellement envers le co-contractant. Il ne peut se soustraire à cette responsabilité par la preuve postérieure qu'il voulait agir comme représentant d'un autre. Le co-contractant a cependant le droit d'agir contre le principal et non contre le représentant s'il apprend plus tard la représentation .Une fois ce droit d'option exercé, le représentant ou le principal sont responsables l'un ou l'autre, mais jamais ensemble. Le droit d'option s'exerce notamment par plainte portée contre le représentant ou le principal.

b) *Responsabilité pour passation de contrat sans procuration.* Celui qui contracte comme représentant tout en se sachant sans procuration est responsable envers le co-contractant de son dol (fraud, cf. p. 36). Si le soi-disant représentant est néanmoins de bonne foi, sa responsabilité dépend du fait de savoir s'il n'a jamais possédé de procuration, ou si elle a existé, mais n'existe plus sans qu'il le sache.

Celui qui expressément ou tacitement donne à comprendre qu'il possède une procuration déterminée en offre de ce fait la garantie (warranty of authority). Il est donc personnellement responsable, envers tout tiers ayant contracté avec lui sur la foi de cette procuration prétendue, de l'exécution des contrats conclus. Un avocat qui engage un procès sans procuration doit dédommager l'autre partie de tous les frais en résultant.

Si cependant le soi-disant représentant a possédé une procuration éteinte par la mort, la faillite, ou l'incapacité du principal ou par la révocation au moment de la conclusion du contrat, ou de l'acte en question, sans connaissance du représentant, il ne s'oblige pas envers le tiers par ce contrat ou cet acte; le principe de la " warranty of authority " ne s'applique pas ici (cf. L. P. A., 1925, s. 124 (1)). Si la procuration avait été donnée par acte scellé, une déclaration du représentant à la conclusion du contrat ou dans les trois mois de cette conclusion fait preuve définitive qu'il n'a reçu aucune nouvelle de la cause d'extinction (L. P. A., 1925, s. 124 (2)). Si une procuration donnée à un avocat est périmée, et si l'avocat, sans en avoir connaissance, continue un procès, il n'est pas responsable des frais envers l'autre partie.

c) *Responsabilité pour délits.* Un représentant s'oblige personnellement par ses quasi-délits, qu'ils soient prévus dans sa procuration ou non. Un imprimeur qui édite des livres au mépris des droits d'édition de tiers qu'il ne connaît pas est responsable à l'égard de ce tiers ainsi que son mandant pour tout dommage et une amende éventuelle. Les directeurs d'une société qui, par négligence, servent les dividendes sur le capital, sont responsables envers les créanciers du montant qu'ils leur ont soustrait.

Un représentant qui reçoit une chose d'un non-propriétaire qu'il croit le vrai propriétaire doit des dommages-intérêts à ce dernier s'il vend cette chose sans son assentiment ou refuse sans motif de la lui vendre ou en abandonne la possession bien qu'informé de sa revendication. Dans ces cas le représentant est coupable de « conversion ». Ainsi un commissaire-priseur qui, sur mandat du non-propriétaire, vend des meubles que ce non-propriétaire a transféré à des tiers par un acte de

vente (bill of sale, cf. t. I, p. 223) est responsable même s'il a vendu de bonne foi et sans connaissance de cet acte de vente. Tel n'est pas le cas si le représentant a disposé des marchandises de bonne foi sur mandat d'un vendeur qui, ayant gardé la possession de marchandises déjà vendues à un autre acheteur, les fait délictueusement vendre une seconde fois par son représentant. (S. G. A., 1893, s. 25). La responsabilité du représentant est également exclue lorsque son principal est un représentant de commerce (mercantile agent) qui liquide les marchandises à lui confiées par l'intermédiaire d'un représentant de bonne foi (F. A., 1883, ss. 2, 8, 3). Un représentant de commerce est un agent qui, dans le cours ordinaire de ses affaires, a le pouvoir d'acheter ou de vendre des marchandises, de les confier pour la vente ou d'accepter des crédits de marchandises (F. A., 1883, S. 1 (1)). Si les marchandises vendues par le représentant ne sont pas en sa possession effective ou s'il n'en transfère que la propriété et non la possession, il n'est également pas coupable de conversion, même lorsque les marchandises n'appartiennent pas au patron.

d) *Action du représentant.* Un représentant qui a contracté en son propre nom et de ce fait est responsable personnellement de l'exécution ne peut agir en exécution qu'en son propre nom. S'il a contracté comme représentant, il ne peut agir en son propre nom que si l'objet du contrat est en sa possession, ce qui est le cas pour le commissionnaire ou le vendeur aux enchères, qui ont une " special property ", ou lorsqu'il a un intérêt personnel à l'exécution d'un contrat, comme le courtier.

L'agent d'assurance peut agir en son propre nom, car il est personnellement responsable envers les compagnies d'assurance des primes des polices placées par lui.

Si le principal a conclu un compromis avec le tiers, ou si le tiers au ne contre-créance, le compromis ou la compensation ne peuvent être opposés au représentant tant que sa créance déduite en justice et garantie par un droit de rétention demeure impayée.

Une créance d'un commissionnaire qui a vendu des marchandises avancées par lui et qui réclame leur prix d'achat ne peut être compensée avec une créance contre le principal tant que le droit de rétention du commissionnaire sur les marchandises vendues n'a pas été éteint par remboursement de l'avance.

Le défendeur peut opposer ou tenter les objections opposables au principal.

VIII. Situation du principal. 1° *A l'égard du représentant.* A l'exception de l'agent d'assurances et du représentant dû croire le représentant n'est pas personnellement responsable envers le principal de l'exécution

du contrat par le tiers. A l'exception des avocats (barristers, counsels) qui ne sont pas tenus à la diligence à l'égard de leurs clients, tout représentant doit indemniser son principal du dommage survenu par sa négligence. Si un représentant reçoit des tiers des valeurs ayant le caractère de pots-de-vin, il doit les remettre au principal. S'il l'a lésé pour avoir reçu une telle valeur, il doit des dommages-intérêts sans qu'on tienne compte du pot-de-vin. Il perd de plus tout droit à l'indemnité.

Si un représentant chargé de l'achat ou de la vente de marchandises achète pour lui-même la marchandise en question sans l'assentiment du principal, il possède cette marchandise comme trustee du patron. Celui-ci a par conséquent un droit de distraction dans la faillite du représentant. De plus on applique un principe de subrogation très étendu (cf. t. I, p. 179).

2° *A l'égard des tiers.* a) *Obligations contractuelles.* Tout acte accompli par un représentant expressément au nom de son principal et dans la limite de ses pouvoirs oblige le principal. Les tiers de bonne foi qui ignorent le manque à ses obligations du représentant peuvent réclamer au principal l'exécution. Les contrats, néanmoins, qui excèdent extérieurement les pouvoirs n'obligent que le représentant. Si le principal remet au représentant des valeurs patrimoniales ou le laisse apparaître d'une autre façon comme propriétaire de choses déterminées, toute vente, toute mise en gage et tout autre acte de disposition du représentant par rapport à ces choses au profit de tiers de bonne foi est valable. Une hypothèque contre remise des actes exigés (title deeds) est valable même si le représentant, chargé d'hypothéquer accepte un montant plus élevé qu'il n'y était autorisé. Les paiements en espèces ou valeurs négociables d'un représentant à des tiers de bonne foi sont valables comme si le principal les avait expressément autorisés. La vente de marchandises sur un marché public à des tiers de bonne foi transfère la propriété même si le représentant n'était pas autorisé à la vente (S. G. A., 1893, s. 22 (1)). Tout acte de disposition d'un représentant de commerce sur les marchandises à lui confiées oblige le principal si elle est dans le domaine de l'activité commerciale ordinaire du représentant (F. A., 1889, s. 2) Si le représentant souscrit un effet de commerce, par exemple une lettre de change, " per procuration ", le principal n'est engagé que si le représentant était qualifié pour tirer ou accepter la lettre de change. La souscription " per procuration " agit comme un avertissement au tiers que le représentant n'a que des pouvoirs limités (B. E. A., 1882, s. 25).

Le principal peut agir ou être poursuivi en justice en son propre nom pour tous les contrats, que le représentant l'ait nommé ou non, qu'il s'agisse d'un " disclosed " ou d'un " undisclosed principal " (cf. L. P. A.,

1925, s. 123). Ce n'est plus le cas seulement lorsqu'une exception a été expressément convenue entre le représentant et le tiers contractant, de sorte que le représentant soit seul tenu. Le principe ne s'applique pas lorsque le principal a son domicile à l'étranger et que le représentant n'était pas qualifié pour l'obliger directement, ou lorsqu'il s'agit d'effets de commerce. La cause en est que la seule personne qui puisse être obligée par un effet de commerce est celle dont il porte le nom (B. E. A., 1882, s. 23). Personne n'est lié par l'acceptation s'il n'est pas tiré (à l'exception du recommandataire). De ce fait, le principal ne peut être attaqué en justice pour des lettres de change tirées sur le représentant et acceptées par lui, même si le montant de la lettre de change coïncide en fait avec la dette du patron. Lorsqu'il s'agit de décider si le représentant a souscrit en son propre nom ou pour le principal, l'interprétation la plus favorable à la validité de la lettre de change est préférée (B. E. A. 1882, s. 26 (2)). Aussi le principal tiré est-il considéré comme ayant accepté même lorsque le représentant a accepté en son propre nom.

Le paiement au représentant ne libère le débiteur que si le représentant avait les pouvoirs nécessaires et les a exercés de la façon usuelle en affaires, ou s'il a contracté en son propre nom et si le débiteur ignorait qu'il agissait pour un patron. Le débiteur qui d'après le contrat ne pouvait payer au représentant est néanmoins libéré par un tel paiement lorsque le représentant avait un droit de rétention sur les choses en question, et dans la mesure où le paiement ne dépasse pas l'étendue du droit de rétention.

b) *Responsabilité pour actes délictuels.* Le principal est responsable solidairement avec le représentant de tout dommage causé par le représentant, en relation avec l'exécution de son mandat, dans son activité commerciale habituelle, ou avec l'autorisation du principal. Lorsqu'un commissionnaire a donné faussement certaines garanties concernant les marchandises par lui vendues, sans être autorisé à les donner, le tiers lésé peut attaquer le principal pour dol. Lorsqu'un chanteur de café-concert viole des droits d'auteur dans la présentation de son répertoire, le propriétaire du café-concert doit des dommages-intérêts. Le client d'un avocat est responsable de tous les dommages qui naissent de ce que l'avocat fait exécuter le jugement non contre le défendeur, mais contre un tiers du même nom. Si le représentant, par exemple un caissier de banque, soustrait de l'argent dont il devait prendre réception d'après une procuration apparente, le principal doit réparer le préjudice qui en résulte S'il reçoit par acte délictueux des valeurs au profit de son principal, ce dernier est responsable de leur restitution. Il est également responsable

lorsque le représentant commet intentionnellement l'acte délictuel, et même lorsqu'il le lui a expressément défendu. Si cet acte délictuel du représentant n'a aucune relation avec l'exécution normale du mandat ou si les pouvoirs apparents ont été excédés, le principal n'est pas responsable. Si un représentant se sert de la voiture du principal pour, son mandat exécuté, faire une promenade pendant laquelle un individu est blessé, le patron ne peut être rendu responsable. Il faut que la course ait été faite sur mandat de sa part. La responsabilité est exclue lorsqu'il est légalement obligé de choisir un représentant. Mais l'armateur est responsable pour le fait d'un pilote obligatoire qui par exemple a endommagé un autre navire par des manœuvres imprudentes (Pi. A., 1913, s. 15).

c) *Corruption du représentant.* Lorsque le représentant est corrompu, le tiers qui l'a corrompu est responsable avec lui solidairement de tous les dommages subis par le principal du fait que le représentant a violé ses obligations. Il n'est pas tenu compte dans le montant des dommages-intérêts du pot-de-vin que le principal peut exiger du représentant. Tout contrat conclu par un représentant corrompu est annulable sur la demande du principal, que le représentant ait violé ses obligations à l'occasion de ce pot-de-vin ou non.

IX. Fin de la représentation. Procuration irrévocable. Le rapport de représentation peut s'éteindre pour différents motifs. Il est inutile de s'étendre sur l'exécution du mandat, l'expiration par arrivée d'un terme ou d'une condition résolutive. De plus le rapport s'éteint si le principal ou le représentant deviennent incapables pour aliénation mentale ou faillite, ou si l'un d'eux meurt. La révocation du mandat ou la renonciation à la représentation sont également des causes d'extinction.

La législation moderne a permis de créer dans certaines limites une procuration irrévocable, en sorte que même les contrats qui se forment après l'intervention d'une des causes d'extinction indiquées ci-dessus sont valides. La procuration est irrévocable lorsqu'elle a été établie contre "valuable consideration" ou pour fournir une sûreté à un créancier pour sa créance contre le principal, ou pour lui permettre de réaliser une sûreté par exemple un gage (authority coupled with an interest). Tout acte d'un représentant accompli conformément à une telle procuration est valable même si l'acquéreur ou le représentant ont connaissance d'un fait qui normalement annulerait la procuration (cf. L. P. A., 1925, ss. 126, 127). Mais une procuration à l'accomplissement de laquelle le représentant est seul intéressé, par exemple comme commissionnaire, ou qui se rapporte à un objet sur lequel le représentant a un droit de

rétention ne devient pas irrévocable de ce seul fait si elle n'a pas été expressément donnée pour garantir cet intérêt ou la créance protégée par le droit de rétention. Si la procuration est donnée par acte scellé, et sans valuable consideration, elle ne peut être irrévocable pour plus d'un an sous peine de nullité (L. P. A., 1925, s. 127).

La procuration d'un commissionnaire qui avance des marchandises évaluées en argent à la condition de pouvoir les vendre au prix courant est de ce fait irrévocable, car les prêts d'un commissionnaire sont considérés comme une valuable consideration. Mais si le commissionnaire fait les avances sur des marchandises qu'il doit vendre plus cher que le prix courant, et s'il ne reçoit que plus tard la permission de les céder meilleur marché, la procuration postérieure manque de valuable consideration et reste révocable. Un débiteur qui donne procuration à un créancier pour réaliser des sécurités (gages, etc.) pour éteindre sa créance au moyen de leur produit ne peut révoquer la procuration. Si le représentant est chargé de faire des paiements pour le principal, la procuration est irrévocable dès que le représentant s'est engagé envers le créancier, à faire les paiements. Un représentant est autorisé à payer un tiers sur le produit de certaines marchandises se trouvant en sa possession. Le représentant s'oblige au paiement à l'égard du tiers. La procuration devient irrévocable de ce fait, même si le tiers est débiteur du représentant et si ce dernier pouvait compenser la somme avec sa créance contre le tiers. Toutes ces procurations ne peuvent être annulées qu'avec l'assentiment du tiers.

1° *Mort, aliénation mentale ou faillite du patron ou du représentant.* Toute procuration est éteinte par la mort ou l'aliénation mentale du patron ou du représentant. Si le principal est une société, la procuration expire avec sa dissolution. Aucun acte d'un représentant une fois le principal mort ou aliéné n'oblige celui-ci ni ses héritiers, même si le représentant ou le tiers co-contractant ignorent ces événements. Si le représentant a déjà été en relations d'affaires avec des tiers, le tuteur ne peut révoquer la procuration à l'égard du tiers en cas d'aliénation qu'expressément, à moins que le tiers n'ait eu connaissance de l'aliénation mentale.

Le rapport de représentation expire à la faillite. Un partner ne peut plus représenter la firme dès qu'il est en faillite (P. A., 1830, s. 33). Le droit de représentation des directeurs d'une société expire avec sa dissolution. Si la procuration a été donnée par acte scellé (power of attorney) elle n'expire pour le représentant que lorsqu'il a connaissance de la cause d'expiration. Tous les actes accomplis par un représentant avant ce moment obligent le principal ou ses héritiers (L. P. A., 1325, s. 124).

2° *Révocation de la procuration ou renonciation au droit de représentation.* Toute révocation ou renonciation fait cesser le rapport de représentation. Mais elles ne peuvent se produire mal à propos. Le principal et le représentant ont droit à des dommages-intérêts pour rupture de contrat. lorsque la révocation ou la renonciation sont injustifiées ou mal à propos. Toutes deux ne sont pas opposables aux tiers qui n'en ont pas eu connaissance et peuvent croire que le rapport de représentation n'a pas encore cessé.

DEUXIÈME SUBDIVISION

RELATIONS CONTRACTUELLES PARTICULIÈRES

CHAPITRE PREMIER

PLURALITÉ DE DÉBITEURS ET DE CRÉANCIERS

III. Stephen : P. 45. — Jenks : ss. 355—371.

I. Concept. Dans un rapport contractuel il peut y avoir d'un côté plusieurs débiteurs (co-debtors), ou créanciers (co-creditors). Ce cas se présente par exemple lorsque plusieurs personnes vendent communément une chose à une personne, ou lorsqu'une personne transfère un objet à plusieurs acheteurs.

II. Co-débiteurs (co-debtors). Plusieurs personnes peuvent faire en commun la même promesse de dette. Elles sont alors " joint promisors " ou " joint debtors ". Si elles s'obligent séparément à accomplir cette obligation, on les nomme " several promisors ". Si plusieurs débiteurs font une promesse en commun et s'obligent simultanément à exécuter chacun le contrat, on parle de " joint and several promisors ".

Chacun des co-débiteurs doit toujours la prestation entière. Il n'est pas seulement proportionnellement obligé. Le créancier a le droit de demander la prestation entière à chaque débiteur, à moins qu'il ne résulte autre chose du contrat ou des circonstances. La prestation d'un débiteur libère tous les co-débiteurs. Par ailleurs subsistent les différences essentielles qui suivent.

1° *Joint promisors.* Tous les débiteurs sont solidairement obligés à la prestation entière. La remise de la dette à l'un d'eux les libère tous, sauf réserve expresse et réciproque. Si jugement est rendu contre un des co-débiteurs, tous les autres sont libérés de ce fait. A la mort d'un co-débiteur, l'obligation passe aux autres. Il y a exception au cas où les co-débiteurs sont associés d'une même firme (partners). Alors le patrimoine du partner mort répond à sa place des dettes de la société. Un co-débiteur qui a éteint la dette et libéré ainsi les autres co-débiteurs

possède un recours proportionnel contre les autres co-débiteurs et leurs ayant-droits. Lorsqu'un co-débiteur fait faillite, le recours contre les autres augmente proportionnellement.

2° *Several promisors.* Le créancier peut libérer un débiteur de sa responsabilité sans de ce fait libérer les autres. Un several promisor n'a aucun droit de recourir contre les autres co-débiteurs;

5° *Joint and several promisors.* Lorsqu'il y a jugement contre l'un des co-débiteurs les autres ne sont aucunement libérés de leur responsabilité. Par ailleurs les règles sont les mêmes que pour les joint promisors.

III. Co-créanciers (co-creditors). Si plusieurs individus ont comme co-créanciers un droit tel qu'ils ne puissent exiger une prestation qu'en commun ils sont " joint promisees ". Si par contre chacun peut réclamer l'exécution, on les nomme " several promisees ". Il n'existe pas de solidarité de créanciers comme " joint and several promisees ".

La prestation à un des co-créanciers libère le débiteur. Il ne doit s'exécuter qu'une fois. Lorsqu'un des créanciers remet la dette, cette remise n'est opposable aux autres que s'ils sont " joint promisees ". A la mort d'un " joint promisee ", sa créance passe à ses co-créanciers et finalement à l'ayant-droit du dernier créancier survivant. S'il s'agit d'un prêt commun, ces ayant-droits sont cependant tenus de dédommager les héritiers des autres créanciers du montant de leurs parts.

CHAPITRE II

LA CONDITION (CONDITION ET WARRANTY)

II. Stephen : P. 131—142. — Jenks : ss. 109—116. — Anson-Prochownick : P. 349—356. — Pollock : P. 297—307.

Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893).

I. Concept. Le mot « condition » a plusieurs significations.

1° *Condition* en tant que disposition contractuelle en général, dans le sens dans lequel on dit en français « conditions du contrat », entendant par là les clauses sans qu'il s'agisse de conditions au sens étroit du terme.

2° *Condition and warranty.* La signification principale du mot condition en droit anglais est celle d'une disposition si essentielle du contrat que son inexécution par le co-contractant donne le droit de considérer le contrat comme annulé, le contractant n'étant de son côté plus obligé d'exécuter, mais ayant le droit de réclamer des dommages-intérêts complets.

Si une disposition contractuelle est à considérer comme essentielle dans le contrat, on y voit une condition, c'est-à-dire que l'engagement d'une partie est conditionné par l'exécution de l'obligation de l'autre partie.

Si la condition est une action ou une abstention d'une des parties, et si cette partie ne s'acquitte pas de son obligation et rend impossible la réalisation de la condition, l'autre contractant est libéré de ses obligations, mais peut demander des dommages-intérêts.

A l'opposé, on trouve la warranty, c'est-à-dire une condition contractuelle (une promesse, une garantie) qui n'est pas tenue pour essentielle mais est d'importance secondaire, en sorte que son inexécution ne donne pas le droit au co-contractant de tenir le contrat pour rompu et de refuser de son côté l'exécution. Il n'existe qu'un droit à des dommages-intérêts. Le mot warranty est apparenté en mot garantie; mais les deux concepts ne sont pas identiques.

C'est une question d'interprétation que de déterminer si dans un cas

donné une disposition contractuelle est une condition ou une simple-warranty. Le juge appréciera.

Exemples : Dans un contrat de vente on garantit qu'une marchandise donnée a une valeur courante donnée en un lieu donné. Il y a warranty; car l'acheteur n'a pas le droit, reconnaissant la fausseté de ces déclarations, de refuser de son côté de recevoir la marchandise. Il ne peut que réclamer au vendeur la réparation du préjudice subi par suite de cette fausse déclaration.

Mais si on convient au contrat que les objets vendus doivent être conformes à une description faite ou à un échantillon présenté, cette disposition est considérée comme une condition, en sorte que les marchandises livrées, si elles ne sont pas de qualité correspondante, peuvent être refusées par l'acheteur (Cf. S. G. A., 1893, s. 15). De plus l'acheteur peut agir contre le vendeur pour rupture de contrat comme s'il n'y avait pas eu de livraison. Une autre possibilité s'offre encore à lui. Il peut accepter la marchandise et demander des dommages-intérêts pour vices, en d'autres termes il peut considérer l'inexécution de la condition comme « breach of warranty ». S'il a accepté la marchandise, ce droit lui reste seul. Il ne peut plus la retourner ou la refuser, mais seulement demander réparation du dommage qui est résulté pour lui de ce qu'au lieu de marchandises de la qualité convenue, et possédant les propriétés garanties il lui a été livré une marchandise d'autre qualité et sans ces propriétés.

Le Sale of Goods Act, 1893, s. 62, donne la définition suivante de warranty : " A warranty means an agreement with reference to goods which are the subject of a contract for sale, but collateral to the main purpose of such contract, the breach of which gives rise to a claim for damages, but not to a right to reject the goods and treat the contract as repudiated. "

Si une des expressions " condition " ou " warranty ", est employée dans un contrat, elle ne lie nullement le juge. C'est l'intention des parties qui détermine s'il y a condition proprement dite permettant de résilier le contrat ou simple warranty au sens étroit, c'est-à-dire disposition accessoire ne donnant droit qu'à des dommages-intérêts.

Cette distinction joue un grand rôle non seulement dans la vente mais dans les autres contrats synallagmatiques, ocmme le montreront les exemples suivants.

Le directeur de l'opéra italien de Londres engage un chanteur. D'après une des clauses de l'engagement le chanteur devait venir à Londres pour les répétitions six jours au moins avant le début de cet engagement. Mais il ne vient

que deux jours avant, et le directeur résilie le contrat. Le juge décida que la disposition concernant l'arrivée du chanteur n'était pas essentielle et que le directeur ne pouvait en faire une condition precedent, ni donc résilier.

Il est convenu dans une « charter-party « que le navire du demandeur « actuellement dans le port d'Amsterdam « viendra en Angleterre y prendre une cargaison. Postérieurement on apprend que le navire n'est arrivé à Amsterdam que quatre jours après la date de la charter-party. Le juge admit que l'assurance que le navire était déjà dans le port d'Amsterdam avait été considérée par les contractants comme condition, et que de ce fait le défendeur était en droit de considérer le contrat comme résilié et de se refuser à fournir la cargaison au navire arrivé tardivement.

3° *Condition au sens le plus étroit* correspond à l'expression technique « condition » des droits romain, allemand, et français. La condition est un fait dont dépend la validité du contrat ou la clause du contrat qui stipule cette dépendance. Ce fait est une prestation ou une abstention du co-contractant ou un événement qui peut être indépendant de l'activité des parties. Si une d'elles empêche contrairement à la bonne foi la condition de se réaliser, elle ne peut faire valoir ses droits du fait de cette non-réalisation. La condition est censée réalisée.

On parle de " mutual " ou " concurrent condition " lorsqu'un contrat doit être exécuté donnant donnant, c'est-à-dire lorsqu'aucun contractant ne doit exécuter avant l'autre, mais bien tous deux ensemble. La prestation de l'un est condition de la prestation de l'autre.

II. Conditions suspensive et résolutoire (condition precedent and subsequent). Si l'exécution d'un contrat est remise jusqu'à la réalisation d'une condition, il ne naît de droits qu'à cette réalisation. Jusque-là le contrat reste suspendu. Si la condition ne se réalise pas ou devient après la conclusion du contrat impossible ou illicite, le contrat est nul de ce simple fait. En ce cas il s'agit de condition suspensive (condition precedent or suspensive).

Mais si le contrat doit être résolu à l'accomplissement de la condition, il y a condition résolutoire (condition subsequent ou resolutive). Si la condition était ou est devenue impossible ou illicite à la conclusion du contrat, elle n'a aucune influence sur sa validité. Il devient absolu et inconditionné.

III. Conditions expresse et présumée (tacite) (express and implied condition). Les dispositions contractuelles, qu'elles soient des conditions au sens étroit ou au sens large, sont expresses, express conditions, lorsqu'elles ont été expressément convenues par les parties. Aucune forme particulière n'est prescrite. La disposition résultant des circonstances, implied condition, est considérée comme partie intégrante du

contrat par le tribunal interprétant ce dernier, même si elle n'y est pas expressément mentionnée.

Il est souvent légalement prescrit de présumer dans l'interprétation de certains contrats des clauses contractuelles, c'est-à-dire des implied conditions. Ainsi dans la vente on présume le vendeur en droit de disposer de la marchandise au moment de la livraison (cf. S. G. A., 1893, s. 12 (1)).

Lorsque l'exécution d'un contrat conformément à la volonté des parties suppose le cours normal des circonstances ou un événement déterminé, tout événement imprévu et exceptionnel qui trouble ce cours normal ou la situation normale et est d'une importance considérable pour l'exécution est apprécié comme implied condition, et en l'espèce comme condition résolutoire, à condition, néanmoins, que cet événement n'ait pu être pris en considération par les parties à la conclusion du contrat.

CHAPITRE III

DOMMAGES-INTÉRÊTS (DAMAGES); CLAUSES PÉNALES.

III. Stephen : P. 92—93. — Pollock : P. 349-361. — Anson-Prochownick : P. 317—319. — II. Odgers : P. 654 ss.

Si une personne cause à une autre un dommage, par inexécution d'un contrat ou acte illicite, le droit anglais distingue les sortes suivantes de dommages-intérêts, " damages ".

1° *Liquidated and unliquidated damages.* La distinction entre ces deux sortes de dommages et de dommages-intérêts a une grande importance. Si le montant réclamé par le demandeur est une somme fixe, un liquidated amount, une somme liquide, qu'elle soit immédiatement reconnaissable en chiffres ou qu'elle puisse seulement être calculée, par exemple sur la base d'un tarif, d'une échelle de salaires (by any scale of charges) ou d'autres données positives, ces dommages-intérêts sont dits liquid, liquidated ou " made clear ". On parle de " liquidated damages ", c'est-à-dire dommage fixé. Tel est le cas pour les actions à l'occasion d'une lettre de change ou d'une reconnaissance de dette, et normalement également pour les actions en paiement des intérêts d'un capital déterminé.

Le juge est lié à cette somme. Il existe également pour ce genre de demandes une procédure plus rapide.

Mais si ce montant déterminé ou immédiatement déterminable du dommage fait défaut, on parle de dommage et dommages-intérêts indéterminés, d'" unliquidated damages ". Le montant accordé par le juge dépend des circonstance particulières de l'espèce, de l'attitude particulière des parties, et doit être apprécié souverainement, ou d'après une évalution " by opinion " ou " by an estimate ". Le jury a également une liberté plus grande pour accorder des dommages-intérêts. Tel est le cas pour la diffamation (libel and slander), la rupture de fiançailles (breach of promise), et les actions nées de délits.

Si, en cas d'inexécution, une clause pénale a été convenue (penalty), c'est une question d'interprétation que de décider si l'indemnité fixée au contrat et payable en cas d'inexécution doit réellement être une somme fixe, payable en tous cas, même si le dommage lui est considérablement inférieur, ou s'il s'agit d'une somme modifiable. Dans le premier cas, la clause en question a pour but de punir le délinquant, a par conséquent le caractère d'une peine. Ce qui compte ici n'est pas la lettre du contrat, mais l'esprit de la clause en question. Les mots employés ne fondent qu'une présomption.

Si le montant fixé dépasse exagérément le plus grand dommage pouvant résulter de l'inexécution, on admet la penalty, ainsi que lorsque l'indemnité est prévue exigible au cas où l'autre partie ne paie pas sa dette le jour fixé au contrat. Si les montants de la peine, et du dommage, sont promis par reconnaissance de dette scellée (bond), il s'agit d'un " common money bond ".

La présomption qu'on a voulu une véritable clause pénale s'applique également lorsqu'une somme déterminée doit être payée une seule fois au cas où une clause contractuelle quelconque est violée une ou plusieurs fois, ce qui peut n'avoir aucune importance dans certains cas, mais en avoir dans d'autres, comme par exemple en cas de violation d'une interdiction de concurrence.

2° *Vindictive damages* (ou exemplary damages). Ce sont les dommages-intérêts qui dépassent le dommage subi par le demandeur, le surplus devant être considéré comme une peine frappant la conduite de la partie en faute. C'est souvent le cas pour la diffamation (libel et slander), pour les plaintes à la suite de " seduction " et rupture de fiançailles (breach of promise) ou de délits.

3° Pour toutes les autres actions contractuelles, et pour acte illicite notamment, les dommages-intérêts accordés ont pour limite la perte directe résultant pour le demandeur de l'inexécution ou de l'acte illicite. Le jury ne peut accorder d'indemnité que pour :

a) Le dommage qui est la conséquence naturelle ou probable (natural or probable consequence) de l'attitude du défendeur;

b) Le dommage qui, de l'avis des contractants au moment du contrat, pouvait être prévu comme conséquence naturelle ou probable;

c) Le dommage résultant de circonstances particulières. Mais le défendeur ne devra réparer ce dommage que s'il connaissait les circonstances particulières au moment du contrat.

Tout dommage ultérieur n'est pas pris en considération par le jury parce que " too remote ".

4° On appelle *contemptuous damages* des dommages-intérêts si bas que le tribunal exprime par là son mécontement de voir le demandeur intenter l'action, qu'il se soit agi d'une bagatelle ou que le demandeur ait beaucoup exagéré sa demande. Il ne recevra peut-être en ce cas qu'un farthing ou un shilling.

5° Les *nominal damages* sont accordés lorsque la demande était absolument justifiée, mais que le demandeur n'a pas subi de dommage particulier et qu'il désire simplement recevoir une satisfaction d'amour-propre et voir son honneur rétabli. Il se contente en conséquence, de lui-même, de 40 shillings et d'une indemnité pour frais de justice.

6° Les *substantial damages* sont accordés lorsque le jury estime indiqué d'indemniser " fairly " le demandeur de tout le préjudice subi, sans toutefois dépasser les limites indiquées à 3°.

7° *General damages and special damages :*

a) Les *general damages* sont ceux qui découlent naturellement ou vraisemblablement de l'acte ou abstention du défendeur. Il n'est pas nécessaire de les prouver expressément,

Si les frais sont constatés ou reconnus, le tribunal accordera de lui-même les dommages-intérêts, ne fût-ce que des nominal damages.

b) Les *special damages* sont ceux qui ne résultent pas directement de la nature de l'action ou abstention en question. Il doit en être fait mention expresse dans l'échange de mémoires, et les faits doivent être énoncés, avec preuves fournies au cours de la procédure.

Un tel dommage spécial dépend des circonstances particulières de l'espèce, de la situation des parties, de l'attitude des tiers, etc. (qu'on pense au préjudice causé par diffamation; très fréquemment, lors d'actions analogues, le dommage ne se serait pas produit si l'acte incriminé avait été accompli à l'égard d'un autre demandeur ou dans d'autres circonstances).

Souvent, lorsque la preuve des special damages ne peut être administrée, le demandeur obtiendra néanmoins sans preuves des general damages.

Lorsqu'il s'agit d'un dommage répété, comme par exemple, en cas de nuisance (troubles indûment causés à un voisin) d'omission de réparations auxquelles le défendeur s'est engagé à procéder (non repair) ou de continuing trespass, obstacles permanents à l'exercice d'un droit, les jurés détermineront les dommages-intérêts conformément au montant du dommage existant au jour de la détermination. Tout dommage ultérieur permet au demandeur d'intenter une nouvelle action.

Mais il s'agit d'un fait dommageable isolé, résultant d'un seul acte

ou d'une seule abstention, voies de fait, par exemple, diffamation par la presse, négligence coupable dans un accident d'automobile, le jury doit fixer le montant des dommages-intérêts une fois pour toutes, et ce motif d'action ne peut plus resservir. Aussi, dans des cas pareils, le jury doit-il tenir compte de tout dommage pouvant encore résulter à l'avenir de l'attitude du défendeur, à l'exception, néanmoins. de cas fortuits et faits imprévus.

TROISIÈME SUBDIVISION

EXTINCTION DES DROITS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

CHAPITRE PREMIER

EXÉCUTION DU CONTRAT

III. Stephen : P. 74—88. — Jenks : ss. 232—370. — Anson-Prochownick : P. 331—334. — Snell : P. 509—588. — Story : P. 304—339.

Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893). — Apportionment Act, 1870 (A. A., 1870). — Money-Lenders Act, 1900 (M. A., 1900). — Bills of Exchange Act, 1882 (B. E. A., 1882). — Judgments Act, 1838 (J. A., 1838).

I. Généralités. Le débiteur doit exécuter le contrat tel qu'il convient de le comprendre d'après les déclarations des parties, et en tenant compte des usages commerciaux. L'exécution doit être absolument conforme au contenu du contrat. Si un vendeur livre plus de marchandises qu'il n'est convenu, l'acheteur a le droit de refuser toute la livraison, qui n'est pas exactement conforme au contrat (S.G. A., 1893, s. 30 (2)).

II. Ordre chronologique de l'exécution. 1° *Contrats unilatéraux* (unilateral obligation). Dans les contrats unilatéraux une des parties seule doit la prestation. On parle aussi de contrat unilatéral lorsque dans un contrat synallagmatique un contractant a déjà exécuté, ou lorsque celui qui a reçu la promesse en s'engageant a déjà fourni la consideration (executed consideration). Si un individu par exemple envoie des marchandises pour examen, et si le destinataire les accepte et promet de payer, le contrat est unilatéral, le destinataire étant seul obligé tandis que l'expéditeur a déjà fourni la consideration pour le prix de vente par l'expédition de la marchandise.

2° *Contrats synallagmatiques* (reciprocal or mutual promises). On parle de contrats synallagmatiques lorsque les parties se sont réciproquement engagées à exécuter et que la prestation d'un contractant est la consideration de celle de l'autre. Tant qu'aucune prestation n'est faite, le con-

trat est synallagmatique. Lorsqu'une prestation est conditionnée par l'autre, les engagements sont " dependent agreements " ou " conditional promises " (cf. *infra*, b) tandis qu'il s'agit d' " independent agreements or promises " (obligations indépendantes) lorsque chaque contractant peut réclamer la prestation qui lui revient sans avoir offert la sienne au-co-contractant. Sont dependent agreements tous les contrats pour les quels on peut opposer à une demande en exécution l'exceptio non adimpleti contractus. Tous les autres contrats synallagmatiques sont independent agreements.

a) *Obligations indépendantes* (independent agreements). Lorsqu'une demande en justice se base sur un independent agreement, le défendeur ne peut opposer que le demandeur n'a pas encore exécuté, on a rompu le contrat. Le défendeur doit exécuter même si le demandeur a agi contrairement au contrat. Mais il peut cependant faire valoir au procès une demande en dommages-intérêts pour inexécution (cf. p. 82). Les prestations des contractants, étant indépendantes, ne doivent s'effectuer dans aucun ordre déterminé.

Exemple : Le défendeur avait reçu du demandeur un prêt sur gage. Le prêteur réclamait le paiement. Le défendeur excipait de ce qu'il n'y était obligé que contre restitution du gage. L'exception ne fut pas admise, et le défendeur condamné au paiement sans restitution simultanée du gage par le prêteur. Un autre demandeur avait vendu au défendeur un brevet en promettant de lui enseigner le procédé patenté. Bien que ne s'exécutant pas, il réclama le prix de vente. Le défendeur fut condamné au paiement malgré l'inexécution imputable au demandeur.

b) *Obligations en dépendance réciproque* (dependent agreements). Lorsqu'il doit y avoir exécution donnant donnant, la prestation et la contre-prestation sont „ concurrent conditions ". Si un des contractants doit exécuter avant l'autre, sa prestation est condition suspensive (condition precedent) de l'exécution par le co-contractant (cf. p. 67). Si en ce cas un contractant réclame l'exécution, il doit s'être acquitté de ses obligations, ou en avoir offert l'exécution conforme au contrat (tender, cf. p. 80) à moins que le co-contractant n'ait empêché ou refusé l'exécution. Au cas où le contrat ne détermine pas qui doit exécuter le premier, ou lorsque les parties doivent exécuter donnant donnant, le tribunal apprécie en tenant compte de la nature du contrat. Pour la vente, la livraison de la marchandise et le paiement du prix doivent toujours, sauf clause contraire, avoir lieu donnant donnant (S. G. A., 1893, s. 28).

L'exécution partielle ne donne droit à une fraction correspondante de la contre-prestation que lorsque l'obligation est divisible. Ce droit au dédommagement pour exécution partielle s'appelle " quantum meruit ", car le créancier reçoit autant qu'il lui revient. Dans le doute toute obligation est tenue pour indivisible.

Exemples : Un bailleur s'est engagé à remettre un immeuble se trouvant en bon état, le preneur assumant la charge des réparations nécessaires par la suite. Le bailleur fait mettre en état une partie de l'immeuble, tandis que le preneur ne fait exécuter nulle réparation. La demande en dommages-intérêts du bailleur fut rejetée, car il devait exécuter le premier. Son obligation étant indivisible et non entièrement exécutée, il ne pouvait réclamer ni l'exécution ni un "quantum meruit". Lorsque d'après un contrat de louage d'ouvrage une somme forfaitaire doit être payée à l'achèvement du travail, l'architecte ne peut réclamer une rémunération partielle s'il n'a pas terminé le travail. Un commissionnaire n'a pas plus le droit de réclamer pour ses peines une commission diminuée lorsque l'affaire recherchée n'est pas conclue. Lorsqu'un contrat de louage de services est prématurément résilié, un salaire correspondant doit être payé.

III. Exécution personnelle. Le débiteur doit exécuter en personne s'il s'agit d'obligations rendant nécessaires son habileté personnelle ou ses capacités particulières. Il en est de même lorsque le débiteur occupe une position de confiance par rapport au créancier (médecin, avocat, guide de montagne). Sinon le débiteur est libre de charger de l'exécution un préposé ou représentant.

IV. Objet de l'exécution. Le créancier a droit à l'exécution intégrale; il n'est pas tenu d'accepter des prestations partielles. Il peut exiger l'exécution en nature et n'est pas obligé de se contenter d'un équivalent, à moins que le débiteur ne se soit réservé la possibilité de faire une prestation à la place d'une autre (obligation facultative). Des droits accessoires, comme le droit aux intérêts, peuvent s'ajouter au droit à l'exécution.

1° *Exécution partielle.* Le débiteur n'a pas le droit de faire des prestations partielles, et le créancier n'est pas obligé de les accepter, malgré les avantages pratiques que cela pourrait présenter. Si un créancier accepte une exécution partielle, il est lui-même obligé à une prestation partielle correspondante. Si un vendeur livre moins de marchandises qu'il ne le devait, l'acheteur peut à son gré les accepter et payer la portion correspondante du prix convenu ou les refuser (S. G. A., 1893, s. 30 (1)).

2° *Obligation alternative.* Si le débiteur est tenu de plusieurs obligations en sorte qu'il puisse par l'exécution d'une d'elles se libérer des autres, dans le doute le choix lui appartient. Il n'appartient au créancier que par clause expresse ou si la nature du contrat l'impose, par exemple, pour les plats de même valeur sur la carte d'un hôtel. Qui a déjà exercé le droit d'option est lié par sa déclaration et ne peut plus faire d'autre choix s'il apparaît par la suite que l'autre prestation aurait été plus avantageuse pour lui. Le contrat est alors apprécié comme s'il n'y avait pas eu d'option.

3° *Intérêts.* Ils ne sont payables que s'ils sont dûs d'après un acte de dette, la loi, ou les usages commerciaux, c'est-à-dire sont considérés comme tacitement dûs. Tandis que de tels intérêts sont considérés comme une partie de la dette et protégés par le tribunal, il n'en est pas ainsi pour les intérêts à considérer comme des dommages-intérêts (interests as damages) De tels intérêts ne sont dûs qu'en cas d'inexécution du contrat et commencent à courir à l'échéance de la dette. Le tribunal les détermine librement.

L'intérêt est compté par jours, même s'il est exigible à la fin de périodes déterminées (A. A., 1870, s. 2). Il peut être réclamé avec le capital ou isolément. Le droit aux intérêts s'éteint et se prescrit avec le droit au capital. Le taux de l'intérêt est illimité. Entre commerçants, il est généralement de 5 °/₀. En droit d'équité il va de 3 à 5 °/₀.

Le tribunal a le droit, pour les contrats avec des prêteurs professionnels, d'abaisser un taux exagéré (M. A., 1900, s. 1; cf. p. 77).

Pour une vente de marchandises, le vendeur, sauf clause ou usage commercial contraires, n'a pas droit à des intérêts.

a) *Intérêts stipulés tacitement.* La jurisprudence admet que des intérêts sont tacitement stipulés dans les cas suivants :

α) Un solde de compte approuvé, pour de l'argent prêté, porte intérêt du jour de l'approbation;

β) Une caution qui a payé à la place du créancier principal peut faire courir les intérêts contre le créancier principal du jour du paiement;

γ) Le prix de vente d'un immeuble porte intérêt du jour où devait être conclu le contrat de transfert (conveyance). Si le vendeur n'exhibe que postérieurement son titre juridique de propriété, l'obligation aux intérêts ne commence qu'à ce jour (cf. t. I, p. 186 ss.).

b) *Intérêts comme dommages-intérêts.* Si les intérêts ne sont pas stipulés au contrat, le créancier peut en réclamer comme dommages-intérêts en cas de demeure du débiteur. Si le montant de ces dommages-intérêts

est fixé d'avance, on parle de " liquidated damages " (cf. p. 69) [1]. Mais si on demande des intérêts qui ne sont ni stipulés au contrat ni prévus par la loi comme dommages-intérêts fixés d'avance, il s'agit d' " unliquidated damages ". Le tribunal les apprécie librement.

Liquidated damages. Tel est par exemple l'intérêt dû pour des effets de commerce non payés, comme une lettre de change (B. E. A., 1882, s. 57). Sauf convention contraire les intérêts commencent à courir pour la lettre de change à vue, du jour de la présentation, et pour les autres de l'échéance.

Le tribunal peut réduire ou supprimer les intérêts (B. E. A., 1882, s. 57 (1) (b) (3)). Si une lettre de change ou une reconnaissance de dette ont été promises pour le paiement d'une dette sans que le débiteur se soit exécuté, la dette porte intérêt du jour de l'exigibilité de la lettre de change ou de la reconnaissance. Le créancier ne doit pas être mis par l'inexécution dans une situation plus défavorable que s'il y avait eu exécution.

Unliquidated damages. La demande en justice ne fait pas courir automatiquement les intérêts. Mais le tribunal peut les accorder comme dommages-intérêts. C'est habituellement le cas lorsque la dette était payable à jour fixe et résulte d'un acte écrit. Mais si elle n'est pas à jour fixe, les intérêts ne commencent à courir que lorsque le créancier fait parvenir au débiteur une sommation avec avertissement qu'il commence à lui compter les intérêts.

Si la dette résulte d'un jugement, les intérêts commencent à courir au prononcé du jugement, et le taux est de 4 °/₀ (J. A., 1838, s. 17).

V. Moment de l'exécution. Les déterminations de temps peuvent être essentielles ou non. En général elles ne le sont pas, et leur inobservation laisse le contrat valable (cf. S. G. A., 1893, s. 10). Mais si les parties ont expressément convenu, ou s'il résulte des circonstances, qu'une fixation de délai était essentielle, elle agit comme une condition, en sorte que, en cas d'inexécution dans le délai prévu au contrat, le co-contractant peut le considérer comme résilié et réclamer des dommages-intérêts. Il faut distinguer d'une condition pareille une clause contractuelle qui limite la durée d'un droit, par exemple dans un settlement, et qu'on nomme limitation.

Si un délai ou une date déterminés sont exagérément dépassés, le créancier, même si la clause n'est pas essentielle, peut considérer le contrat comme résilié.

[1]) Tandis que damage au singulier signifie « dommage », " damages ", au pluriel, a le sens de dommages-intérêts ».

1° *Engagement sans délai fixé.* S'il n'a pas été convenu de date pour l'exécution, elle doit être, selon les circonstances, soit immédiate, soit effectuée dans un délai convenable. La nature du contrat et l'appréciation du cas particulier décideront de ce qu'il faut entendre par « délai convenable ».

2° *Engagements à terme.* Si une date déterminée a été fixée, la prestation doit avoir lieu à ou avant ce moment. Quand un droit est à terme, comme par exemple le droit de bail, le jour où il commence à courir est compté dans le délai. Si un acte doit être accompli dans un délai déterminé, le jour où commence à courir le délai n'est pas compté (cf. B. E. A., 1882, s. 14 (2)).

a) *Délais mensuels.* On entend généralement par mois un mois de calendrier (B. E. A., 1882, s. 14 (4)); S. G. A., 1893, s. 10 (2)). Auparavant on comptait par mois lunaires (lunar months). Mais on n'en tient plus que rarement compte. En tout cas, ils ne s'appliquent plus aux contrats de vente ni aux valeurs, ni lorsque d'après les usages commerciaux on compte par mois de calendrier. Par ailleurs on ne compte plus par mois lunaires que lorsque la volonté des parties et la coutume (très rarement, à la vérité) ne permettent aucune autre interprétation.

Si un délai se calcule par mois de calendrier, il expire le jour du dernier mois qui porte le quantième du jour du début, et, si ce jour manque dans le mois, le dernier jour du mois.

b) *Dimanches et jours fériés.* Ils sont compris dans le délai. Mais si un délai légal ou judiciaire expirait un dimanche ou un jour férié, l'affaire en cause peut être valablement accomplie le jour ouvrable suivant. Chose surprenante, cette règle ne s'applique pas au délai contractuel, l'acte devant être accompli en ce cas au plus tard la veille du dimanche ou jour férié. Si par exemple le dernier jour du délai de paiement d'une lettre de change est un dimanche, la lettre de change doit être payée dès le samedi (B. E. A., 1882), s. 14 (1) (a)). Il n'y a exception que si les dernier jour est un jour férié pour les banques (Lundi de Pâques, Lundi de la Pentecôte, premier lundi d'Août, Saint-Etienne si c'est un jour de la semaine, ou sinon 27 décembre); alors la lettre de change peut être payée le jour ouvrable suivant (B. E. A., 1882, s. 14 (1) (b)).

3° *Exécution aux heures commerciales.* La prestation doit être faite à un moment du jour raisonnable. Sinon elle n'est pas libératoire (cf. S. G. A., 1893, s. 29 (4)). Si cependant des marchandises doivent être livrées dans un local commercial, le créancier est tenu de les recevoir même en dehors des heures d'affaires s'il est présent et personnellement en situation de les recevoir.

VI. Lieu d'exécution. Est lieu d'exécution l'endroit où le débiteur doit effectuer sa prestation. Le lieu d'exécution peut être déterminé par les parties. A défaut de stipulation, il est déterminé par la nature du contrat, la loi, ou les usages commerciaux.

1° *Stipulation expresse.* La loi exige l'indication expresse du lieu du paiement pour la lettre de change et le chèque. A défaut de cette indication cependant, ces effets restent valables (B. E. A., 1882, ss. 6, 3 (4) (c), 73).

2° *A défaut de stipulation.* Le débiteur doit exécuter à l'endroit auquel il devait y avoir exécution d'après la nature du contrat. Le voiturier, par exemple, doit exécuter au lieu de destination de la marchandise.

3° *Vente de marchandises.* Dans le contrat de vente portant sur des marchandises l'établissement commercial du débiteur ou à défaut son domicile sont lieu d'exécution. Les choses qui à la conclusion du contrat sont au su des contractants dans un lieu déterminé sont à livrer en ce lieu (S. G. A., 1893, s. 29 (1)).

4° *Dettes d'argent.* Les dettes d'argent doivent être payées au domicile du créancier, s'il ne l'a pas transféré à l'étranger avant l'échéance.

VII. Paiement. 1° *Monnaie.* L'argent est l'équivalent dans l'échange et remplace ce qui ne peut être réellement fourni. Dans tout pays existe l'obligation légale d'accepter en paiement la monnaie nationale. En Angleterre, le paiement doit avoir lieu en monnaie ayant cours du Royaume. Uni ou en autres moyens légaux de paiement. Un créancier n'est pas tenu d'accepter de la monnaie étrangère, des chèques ou des lettres de change. Les parties peuvent néanmoins convenir d'un moyen de paiement déterminé, par exemple une espèce particulière de monnaie ou une monnaie étrangère. Le créancier à qui une somme est due en monnaie étrangère a néanmoins le droit d'exiger le paiement en monnaie anglaise au jour de l'échéance. Lorsqu'une demande en justice se base sur un jugement étranger, le cours à considérer est celui du jour où le jugement étranger fut rendu.

L'Angleterre a l'étalon or. L'unité monétaire est le pound sterling, divisé en vingt shillings de douze pence chacun. La livre s'indique par abréviation par £ ou Lst. (livre sterling), le shilling par s ou sh, le penny par d (denier). On écrit généralement plus brièvement encore, par exemple £ 104.10.6. pour 104 £ 10 s. 6 d. Ont valeur libératoire légale pour tout paiement de plus de 5 £ les billets de la Banque d'Angleterre, qui sont émis par coupures de £ 1, 5, 10, 20, 50, 100, 200, 500, 1.000. En dehors, neuf sociétés de banque et six banques par actions ont le droit d'émettre des billets pour un montant limité (£ 620.000.). Les monnaies d'or ont valeur libératoire absolue, les monnaies d'argent, jusqu'à

concurrence de 2 £, les monnaies de billon de 1 s. (C. A., 1870, s. 4).

2° *Imputation.* Un débiteur qui doit payer plusieurs dettes au même créancier peut déclarer au paiement quelle dette il entend éteindre. Sa volonté peut se déduire des circonstances, par exemple lorsque le paiement correspond exactement à une dette déterminée. Si certaines dettes sont contestées et d'autres non, on imputera d'abord sur les dettes non contestées. Si le créancier désire affecter différemment le paiement, il doit refuser son acceptation. A défaut de déclaration du débiteur, le créancier peut imputer à son gré le paiement sur toute dette, fût-elle prescrite ou non juridiquement valable, par exemple pour inobservation des formes prescrites par le Statute of Frauds, 1677 (cf. p. 26). Le créancier est lié par son choix dès qu'il l'a communiqué au débiteur. S'il omet lui aussi de déterminer l'imputation, elle se fera sur la dette la plus ancienne, et, à égalité d'ancienneté, sur chacune proportionnellement.

Si le créancier a ouvert un compte au débiteur, un paiement éteint d'abord les premiers item du compte. Le premier item du doit est éteint ou diminué par le premier item de l'avoir.

3° *Quittance.* La quittance (receipt, voucher) est un acte par lequel le créancier déclare qu'il a reçu une prestation éteignant sa créance en tout ou en partie. Le débiteur est en droit de réclamer pour sa prestation une quittance correspondante. Mais le créancier n'est pas tenu d'établir une quittance de contenu absolument déterminé. En tout cas il ne doit pas donner quittance pleine et entière quand une partie de la dette reste à payer, ou quand il estime seulement que le débiteur a encore une prestation à faire.

VIII. Offre de prestation (tender). Le concept de la demeure du créancier est inconnu au droit anglais. Si le débiteur offre au créancier sa prestation conformément au contrat, il est libéré de ses obligations et peut de plus réclamer des dommages-intérêts au créancier retardataire. Les dettes d'argent font exception (v. ci-dessous). L'offre s'appelle " tender ".

L'offre doit être inconditionnée et conforme aux conditions du contrat. Lorsqu'aucune occasion n'est donnée au créancier de s'assurer que l'offre est conforme au contrat, elle est sans valeur (cf. p. 17 ss., S. G. A., 1893, s. 34 (2)). Si on montre au créancier des caisses fermées censées contenir les marchandises vendues sans lui permettre de les ouvrir, la présentation des caisses n'est pas une offre valable.

Il faut une offre réelle. Si le créancier n'y renonce pas expressément ou tacitement, la prestation due doit être offerte en fait. Le créancier renonce en déclarant qu'il n'acceptera pas la prestation.

Si le débiteur doit payer en argent, il doit offrir le paiement dans les formes convenables, et, si l'acceptation est refusée, payer à la caisse des consignations. La demande du créancier est repoussée si le débiteur reconnaît son droit en déposant immédiatement la somme due entre les mains du tribunal. L'offre doit être faite en moyens de paiement légaux, tous intérêts dus compris. Elle arrête, si elle est faite convenablement, le cours des intérêts.

Si le créancier repousse l'offre pour un motif déterminé, il ne peut plus tard alléguer un autre motif de rejet.

CHAPITRE II

SUITES DE L'INEXÉCUTION

Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908). — Statute of Frauds, 1677 (St. F., 1677). — Law of Property Act, 1925 (L. P. A., 1925). — Statute of Limitation, 1623 (St. L., 1623). — Mercantile Law (Amendment) Act, 1856 (M. L. A. A., 1856). — Civil Procedure Act, 1833 (C. P. A., 1833). — Real Property Limitation Act, 1874 (R. P. L. A., 1874).

L'inexécution ou l'exécution imparfaite imputable à la faute du débiteur rompt le contrat et le résout en tant que tel. De cette rupture de contrat naît une action du créancier tendant généralement à obtenir des dommages-intérêts. Occasionnellement il peut demander l'exécution (specific performance) ou obtenir un ordre judiciaire (injunction). Il n'est pas nécessaire qu'il mette en demeure ou avertisse le débiteur. Dans un contrat synallagmatique pour lequel chaque prestation est la condition de l'autre (cf. p. 67), le créancier qui s'est conformé au contrat est de plus libéré de son obligation. Il n'a plus à exécuter. Si l'exécution est devenue impossible au débiteur sans faute de sa part, il est libéré lui aussi sans que le créancier ait d'action.

I. Conditions. L'action du créancier dépend de deux conditions. L'exécution convenable doit faire défaut en tout ou en partie; il doit y avoir rupture de contrat. De plus, cette rupture doit être imputable au débiteur.

1° *Défaut d'exécution convenable.* L'exécution du contrat peut être impossible ou refusée par le débiteur dès avant son exigibilité. On parle alors de " breach by anticipation. " Elle peut aussi faire défaut à l'exigibilité. Une exécution non satisfaisante, non conforme au contrat, n'oblige pas le créancier à l'acceptation. Le débiteur est alors traité comme s'il n'y avait eu nulle prestation. C'est le cas ordinaire de la rupture de contrat, qu'on désigne par " breach of contract " tout court.

a) *Rupture de contrat avant l'échéance* (breach by anticipation). Avec

la formation du contrat naissent entre créancier et débiteur des rapports qui durent jusqu'à l'exécution. Le créancier a de ce fait, dès avant l'exigibilité de la prestation, un droit à ce que le débiteur reconnaisse ces rapports et n'agisse pas contrairement à eux. Le débiteur viole ses obligations contractuelles s'il se refuse expressément ou tacitement à exécuter le contrat à l'échéance, en informant le créancier qu'il n'exécutera pas ou en rendant l'exécution impossible. Le créancier acquiert de ce fait un droit d'option. Il peut tenir le contrat pour résilié avant l'échéance, et porter plainte, même si le contrat est affecté d'une condition suspensive, en sorte qu'on ignore si le débiteur doit exécuter. Mais il peut aussi ne pas accepter la résiliation et exiger l'exécution. Le débiteur est cependant en droit, malgré ses déclarations contraires, d'exécuter à l'échéance, ou, si l'exécution est devenue impossible après coup, c'est-à-dire entre la déclaration de résiliation et l'échéance, d'invoquer cette impossibilité.

Exemples : Qui engage un domestique à date fixe, mais l'informe auparavant qu'il n'a pas besoin de ses services, lui donne le droit d'agir en justice dès avant cette date. Le fiancé qui promet à sa fiancée de l'épouser après la mort de son père et se rétracte avant cette mort permet à la fiancée trompée d'agir pour rupture de contrat bien qu'il y ait condition suspensive, ne devant pas forcément se réaliser du vivant des deux contractants. Si une livraison a été promise à jour fixe et si le vendeur cède la chose à un tiers auparavant, l'acheteur n'a pas besoin d'attendre le jour de la livraison pour agir.

Si le créancier n'accepte pas la résiliation, le débiteur est néanmoins libéré par une impossibilité survenue postérieurement sans faute de sa part.

Le navire d'un créancier anglais devait prendre des marchandises dans un port russe dans un délai déterminé. A l'arrivée du navire, le débiteur se refusa à fournir la cargaison. Le navire resta néanmoins au port, et le créancier exigea la cargaison. Avant l'expiration du délai et la rupture de contrat pour inexécution, la guerre éclata entre l'Angleterre et la Russie, rendant illégale l'exécution et l'interdisant au débiteur. La demande en dommages-intérêts du créancier fut repoussée, car il n'avait pas accepté la résiliation mais exigé une exécution devenue impossible avant l'échéance sans faute du débiteur.

b) *Résiliation à l'échéance.* Si le débiteur n'exécute pas à l'échéance, le créancier peut de plein droit considérer le contrat comme résilié et agir contre le débiteur. Il n'a ni à l'avertir, ni à le mettre en demeure. Si l'échéance est à date fixe, un contrat commercial est considéré en cas

de doute comme contrat à date fixe et résolu automatiquement si l'exécution n'a pas lieu à la date fixée.

Si la date n'est pas essentielle, mais est dépassée d'une façon excessive, le contrat est résolu par l'écoulement d'un délai convenable. Il l'est également lorsqu'il n'y a pas de délai d'exécution prévu.

Le créancier n'est tenu en aucun cas de donner au débiteur un délai de grâce ou de le sommer de payer. La résolution est automatique dès que le débiteur n'exécute pas à l'échéance. Si le créancier repousse une exécution tardive, les dommages-intérêts peuvent être diminués lorsque l'acceptation après coup aurait diminué le dommage.

2° *Faute.* Il y a faute contractuelle lorsque le débiteur manque à ses obligations, ne fait pas tout ce qui est nécessaire pour l'exécution et n'évite pas tout ce qui pourrait la compromettre. Il n'est excusé que si l'exécution devient impossible par hasard. Mais l'impossibilité doit être objective. La simple impuissance ne libère pas le débiteur (cf. plus bas, p. 92).

II. Action du créancier. 1° *Contenu.* Si le contrat doit être considéré comme résolu pour rupture, le créancier a une action (right of action). Les rapports contractuels entre créancier et débiteur expirent avec le contrat. Le créancier ne réclame en justice que la réparation du préjudice subi du fait de l'attitude non conforme au contrat de son adversaire. Le tribunal ne peut ordonner l'exécution (specific performance) ou enjoindre au débiteur de s'abstenir d'actes contraires au contrat (injunction) que si le créancier ne peut être complètement dédommagé en argent.

Le créancier qui a déjà exécuté en tout ou en partie a droit de plus à une indemnité convenable (quantum meruit) (cf. p. 90).

a) *Dommages-intérêts.* Qui a manqué au contrat doit, dans la mesure où c'est possible par des indemnités en argent, remettre le co-contractant dans la situation qu'il aurait eue en cas d'exécution convenable. A la vérité la partie lésée peut renoncer à réclamer réparation pour tout le dommage. Ce sera le cas lorsqu'elle désire simplement faire constater en justice la violation du contrat et des obligations par l'autre partie sans réclamer de dommages-intérêts ultérieurs, qu'elle soit ou non en état de prouver le montant du dommage. En ce cas on ne demande que des " nominal damages ", c'est-à-dire un montant allant de 1 farthing à 2 livres. Sinon les dommages-intérêts comprennent le dommage direct et indirect résultant de la rupture du contrat, ainsi que le gain manqué qu'on pouvait normalement escompter. Qui manque au contrat n'est responsable que du dommage qu'il aurait pu prévoir à la formation

du contrat en tenant compte des circonstances particulières de l'espèce. (general damages). Il n'y a pas d'indemnité pour les dommages imprévisibles et non pris en considération par les parties à la formation du contrat; car le dommage est " too remote ". Si des circonstances exceptionnelles ont amené un dommage spécial (special damage), il n est accordé d'indemnité que si le demandeur prouve qu'il a attiré l'attention du co-contractant sur ces circonstances exceptionnelles et que ce dernier a contracté malgré le risque accru. Il suffit que le risque accru ait pu apparaître d'après les circonstances ou l'attitude des parties. Si les contractants ont apprécié et déterminé d'avance le dommage éventuel, on parle de " liquidated damages ", et s'il n'est déterminé qu'après coup d' " unliquidated damages ". (cf. pp. 69, 77). Si le créancier poursuit pour violation du contrat avant l'échéance (cf. p. 82), le dommage pris en considération est celui qui apparaîtrait au jour de l'inexécution (anticipatory damages). Si le dommage ne s'est pas encore produit, mais est certain dans l'avenir, les dommages-intérêts s'appellent " prospective damages ".

Exemples : Un serviteur abandonne sa place sans motif. Si le patron trouve aussitôt un autre serviteur pour le même salaire, il ne peut demander que des " nominal damages ". Mais si le nouveau serviteur a dû être payé plus cher, le patron est en droit de réclamer aussi l'écart des salaires. — Si quelqu'un expédie par voie ferrée des denrées de marché, reconnaissables comme telles, la compagnie est responsable en cas de retard de la perte résultant pour l'expéditeur du fait que les denrées, par suite du retard, n'ont pu être vendues qu'au prochain marché et au rabais. Mais si les denrées étaient emballées de façon à ne pouvoir être tenues pour denrées de marché, le voiturier n'est responsable que du dommage résultant directement du retard, p. ex. la perte d'intérêts. Si des marchandises ne sont pas livrées, l'acheteur peut réclamer la différence entre le prix contractuel et le prix courant au moment de la rupture du contrat (general damages). S'il a déjà revendu les marchandises plus cher que le prix courant, il ne peut recevoir comme special damages l'écart entre le prix courant et le prix de revente que s'il a fait connaître ce fait particulier au premier vendeur à la formation du contrat. — Dans un accident de chemin de fer la locomotive tomba dans le jardin du demandeur. La compagnie fut condamnée à réparer le dommage causé par la chute de la locomotive, mais non celui qui résulta du piétinement d'une foule curieuse, et qui ne pouvait être prévu. — Du fait que des marchandises sont adressées à une exposition, la compagnie devait dans un cas particulier conclure que les marchandises étaient destinées à être exposées et de ce fait devaient arriver à temps. Elle est donc responsable du gain manqué pour les affaires que l'expéditeur conclut habituellement à l'occasion de telles expositions lorsque les

marchandises ont été livrées trop tard du fait de la compagnie. La seule mention que l'envoi est très pressé ne suffit pas pour permettre de demander des special damages en cas de retard.

Normalement une demande en dommages-intérêts n'est admise que pour dommage matériel. Fait exception la plainte pour rupture de fiançailles, une indemnité en argent étant donnée ici pour désappointement et sentiments blessés (désappointement and injured feelings).

Si une banque refuse de payer le chèque du client, ou un représentant de commerce le chèque de la personne représentée, bien que disposant des fonds nécessaires, il ne peut être question de dommage matériel direct pour inexécution de l'obligation contractuelle; néanmoins le client ou représentant atteint dans son crédit par ce manque au contrat peut demander des dommages-intérêts pour atteinte au crédit.

Si lors d'un contrat de vente ou de bail d'immeubles le vendeur ou bailleur ne peut prouver d'une façon satisfaisante son droit sur l'immeuble (cf. t. I, p. 198), et si le contrat ne peut être conclu de ce fait, celui qui se présentait comme acheteur ou preneur peut répéter une avance faite, ainsi que ses frais pour l'examen des " documents of title " (cf. t. I, p. 198). Il ne peut être invoqué d'autre dommage, ce qu'on justifie par l'incertitude notoire des droits sur les fonds de terrain. Si un contrat a été violé du fait du non-paiement par le débiteur d'une certaine somme d'argent, le créancier ne peut en réclamer que le montant, et éventuellement des intérêts (cf. p. 77, 81), mais non l'indemnisation du dommage ultérieur résultant de l'indisponibilité de l'argent au moment de l'échéance. Fait exception le cas où le promettant d'un prêt ne paie pas. La personne à qui le prêt a été promis peut réclamer le remboursement des dépenses nées du fait qu'elle a dû emprunter ailleurs. Le contractant qui n'exécute pas doit aussi la dédommager de l'écart de l'intérêt si elle a dû emprunter à un taux plus élevé.

La partie lésée doit tout faire pour diminuer le dommage. On ne peut réclamer d'indemnité que pour le dommage qui se serait produit malgré les mesures protectrices appropriées prises par la victime.

Si le dommage résultant d'une rupture du contrat est réduit par un événement qui aurait été impossible sans cette rupture, l'auteur du dommage peut faire valoir cette réduction à son profit.

Exemples : Un acheteur refuse des marchandises pour livraison tardive, mais se couvre quelques jours plus tard à prix beaucoup plus élevé. Il ne peut demander au vendeur que l'écart entre le prix au contrat et le prix courant au moment de l'offre tardive, mais non l'écart entre le prix au contrat et le

prix courant au moment de la couverture. — Si un vendeur résilie le contrat avant l'échéance, et si l'acheteur porte aussitôt plainte, il ne pourra faire valoir en cas de hausse constante des prix que le dommage au jour de la plainte, et non au jour de l'échéance; car il était tenu de diminuer le dommage par un rapide achat de couverture. — Si un serviteur congédié prématurément sans motif trouve une autre place pour un salaire moindre, il doit se laisser tenir compte du nouveau salaire et ne peut faire valoir comme dommage que l'écart entre les deux. — Si une usine a pu accepter des commandes lucratives qu'elle n'aurait pu exécuter si un autre client n'avait pas annulé ses commandes, elle doit, lors d'une plainte contre le client coupable de rupture du contrat, soustraire le gain réalisé sur les commandes de remplacement du gaiu supposé sur celles du défendeur et n'est en droit, en cas de dommage, que de réclamer la différence.

L'inexécution ne donne le droit d'agir qu'une fois. Une fois la plainte portée et le jugement rendu, toute demande en réparation de dommage postérieur est exclue; le droit est épuisé. Le montant fixé une fois pour toutes pour le dommage est la seule indemnité du demandeur pour cette rupture de contrat. Une réserve permettant de demander pour cette rupture la réparation de dommages postérieurement découverts est nulle et n'est pas reconnue par les tribunaux. Mais le demandeur peut faire valoir dès le début le dommage simplement menaçant. Il n'est pas obligé d'en attendre la réalisation, mais peut exiger la réparation de dommages futurs (prospective damages). Mais on n'admet pas d'action pour les dommages résultant de violations du contrat futurs et à prévoir. Si un contractant se rend coupable d'une nouvelle violation, il en naît une nouvelle action.

Si un contractant est poursuivi par l'autre pour violation du contrat, il a toujours le droit d'opposer comme exception, pour demande en dommages-intérêts personnelle, une violation du contrat par l'autre contractant afin d'obtenir ainsi le rejet total ou partiel de l'autre demande. Si le préjudice du défendeur est supérieur au montant de la demande du demandeur, il peut encore le faire valoir dans une demande spéciale, bien qu'ayant déjà allégué comme exception le dommage subi (cf. S. G. A., 1893, s. 53, (1), (4)).

Exemples : Si un acheteur invoque contre le vendeur réclamant le prix l'absence d'une qualité garantie de la marchandise vendue et obtient ainsi le rejet de la demande, il peut obtenir par un nouveau procès, de sa part cette fois, la réparation du dommage dans la mesure où il dépasse le prix d'achat. Un individu qui avait fait construire un navire avait obtenu la réduction du

prix pour construction défectueuse. Par suite de ces défauts des réparations étendues devinrent plus tard nécessaires. Bien que le procès relatif au paiement du prix fût déjà terminé et que l'auteur de la commande y eût déjà invoqué les vices, il put encore par procès spécial demander au constructeur les frais de réparation.

b) *Exécution* (*specific performance*). L'action en exécution n'est admise que si la partie fidèle au contrat ne peut être suffisamment dédommagée en argent. L'exécution est accordée comme recours subsidiaire lorsque les dommages-intérêts ne sont pas utiles pour la partie lésée. C'est le cas ordinaire pour les contrats immobiliers, vente ou bail. L'acheteur et le preneur ne veulent pas d'argent, mais ont un intérêt particulier à la délivrance du terrain qui leur a été promis. Mais le transfert de meubles n'est opéré judiciairement que pour des choses pour lesquelles les dommages-intérêts, vu leur spécialité ou leur rareté, sont un " inadequate remedy " (cf. S. G. A., 1893, s. 52).

Exemples : Pour un prêt, la demande d'exécution est impossible, la personne à laquelle l'argent a été promis pouvant se le procurer par ailleurs. Un contrat obligeant un individu à reprendre des obligations souscrites par lui doit être exécuté en nature (C. C. A., 1908, s. 15). Si des titres d'emprunts d'Etat, vendus, ne sont pas livrés, l'acheteur peut se couvrir par ailleurs, mais ne peut réclamer que des dommages-intérêts et non l'exécution, les emprunts d'Etat, cotés, pouvant être acquis partout. Mais s'il s'agit d'actions d'une société non cotées en Bourse ou de créances annoncées dans une faillite, le vendeur est tenu de les livrer à l'acheteur. Les heirlooms (cf. t. I, p. 115) doivent également être toujours remis en espèces.

Le tribunal apprécie librement une plainte en exécution. Au lieu d'exécution le juge peut n'accorder que des dommages-intérêts lorsque un jugement d'exécution grèverait excessivement le défendeur. L'exécution est exclue lorsque le contrat est illicite, révocable ad nutum, d'un seul côté, ou manque de consideration. Si l'exécution correcte du contrat devait nécessiter une surveillance judiciaire constante, comme par exemple pour les contrats entre les partenaires d'une société ou si elle dépend de la bonne volonté et des capacités personnelles d'un contractant, il n'est accordé que des dommages-intérêts.

Si le contrat n'est susceptible d'exécution forcée que d'un côté, le demandeur étant mineur, et l'autre partie n'ayant pas d'action de ce fait, est seule possible une demande en dommages-intérêts, sauf au cas où l'action est refusée pour manque d'écrit constatant le contrat, con-

formément aux prescriptions relatives au contrat préparatoire des ventes d'immeubles (cf. p. 26 et t. I, p. 187; St. F., 1677, s. 4; L. P. A., 1926, s. 40). Alors la seule partie en droit de réclamer l'exécution du contrat est celle qui possède un écrit signé du co-contractant reproduisant le contenu du contrat. Mais si la vente est opérée par le tribunal à la place du vendeur ou si le défendeur n'invoque pas le vice de forme et l'absence de preuve écrite, l'exécution est également ordonnée à la demande la partie qui n'aurait pas d'action du fait de ce vice. Si le défenseur a dolosivement empêché la confection d'un contrat écrit, ou si le demandeur a déjà partiellement exécuté le contrat oral (part performance), le co-contractant ne peut également pas opposer le vice de forme. Si la possession de l'immeuble a été transférée à la suite d'un contrat, on voit là une exécution partielle.

Lorsque le tribunal ne repousse pas une plainte pour les motifs déjà indiqués, le défendeur peut opposer des exceptions paralysant l'action.

On ne peut réclamer que des dommages-intérêts lorsque le contrat souffre d'un vice du consentement (cf. p. 31 ss.) ou lorsque l'objet du contrat a été décrit inexactement en des points essentiels ou lorsque le demandeur a tardé exceptionnellement à agir.

Si l'exécution devait être une charge excessive (great hardship) pour une partie, elle n'est pas non plus accordée lorsque la charge était déjà excessive à la formation du contrat et que l'exécution n'a pas été rendue plus difficile par des circonstances nouvelles survenues par la suite.

c) *Injonction judiciaire* (*injunction*). Le tribunal empêche la violation d'un contrat par un acte ou une abstention en prononçant un ordre ou une défense (injunction). Si une action déterminée est interdite, la défense est une " prohibitory " ou " restrictive injunction ". Si elle porte sur une abstention, on l'appelle " mandatory injunction " (ordre). On distingue d'après la durée les " perpetual injunctions " et les " interlocutory " ou " interim injunctions ". La première n'est accordée qu'au cas où le demandeur a prouvé son droit et sa violation imminente, tandis que la seconde sert à empêcher une modification du *statu quo* pendant un procès; le *statu quo* doit persister jusqu'au jugement. Pour obtenir cette injonction il suffit au demandeur de rendre son droit vraisemblable.

Le tribunal est libre d'accorder des injonctions. Il peut, à leur place ou avec elles, accorder des dommages-intérêts. Il n'accordera que ces derniers s'ils fournissent seuls l'aide juridique appropriée. Ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit d'un contrat « négatif », c'est-à-dire lorsqu'une des parties s'est expressément obligée à une abstention. Le tribunal impose alors par une injonction l'exécution de l'obligation contractuelle .

d) *Quantum meruit.* Si un contractant, ayant confiance dans le contrat, a déjà exécuté en tout ou en partie au moment où l'autre déclare qu'il résilie le contrat, le co-contractant est obligé de payer un quantum meruit (cf. p. 84). Peu importe que la prestation soit divisible ou indivisible. La raison en est que la partie qui viole le contrat a empêché par son attiude l'autre partie d'opérer toute la prestation et lui fait perdre de ce fait toute la contre-prestation.

Si p. ex. un libraire ou éditeur qui a chargé l'auteur d'écrire un certain ouvrage résilie le contrat avant l'achèvement de cet ouvrage, l'auteur peut réclamer des honoraires correspondants au travail déjà accompli, bien que ces honoraires n'aient dû être payés qu'à la remise du manuscrit prêt pour 'impression.

2° *Extinction de l'action.* Une fois l'action éteinte, les rapports contractuels entre le créancier et le débiteur sont terminés et les parties sont dans la même situation juridique que si nul contrat n'avait été conclu.

a) *Paiement.* Tout paiement en argent ou tout fait assimilé au paiement (cf. ci-dessous p. 95) éteint l'action. Le paiement d'une somme inférieure à la somme due n'éteint la créance que *pro tanto*, même si le créancier a, oralement, renoncé expressément au paiement total. Le renonciation est sans effet, car le créancier ne reçoit pas de consideration en échange. La remise d'un chèque ou d'une lettre de change pour une somme inférieure avec l'intention chez les parties d'éteindre entièrement la dette éteint néanmoins la créance, le créancier recevant une créance nouvelle et différente.

b) *Remise* (release). Une remise n'est valable que si elle est faite par acte scellé. Une remise sans formes manque de consideration et ne libère pas le débiteur, de ce fait. Sont exceptés les droits garantis par des effets de commerce. Ils s'éteignent par simple déclaration écrite ou par restitution de l'effet.

c) *Compromis* (compromise, accord and satisfaction). Par le compromis les parties conviennent que le créancier acceptera à la place de la prestation due une autre prestation (accord) qui devra être exécutée (satisfaction). L'action s'éteint par l'exécution. Une simple promesse d'une autre prestation sans exécution simultanée ne libère le débiteur que si telle est l'intention des parties. De plus la nouvelle prestation ne doit pas être une simple fraction de la prestation antérieurement due car la consideration pour le compromis ferait défaut, le créancier ne recevant que ce à quoi il avait déjà droit;

d) *Jugement.* Le jugement du tribunal compétent met également un terme à l'action née de la violation du contrat. (cf. p. 97). A la place du droit basé sur la violation naît le droit basé sur le jugement.

e) *Prescription* (limitation). Les actions relatives à un compte-courant, un prêt ou un contrat sans formes se prescrivent par six ans (St. L., 1623, s. 3; M. L. A. A. 1856, ss. 9, 13), les créances nées de contrats scellés, par vingt ans seulement depuis la naissance du motif d'action (C. P. A., 1833, s. 3). Si la créance est garantie par un immeuble, le délai de prescription est de douze ans (R. P. L. A., 1874, s. 1; cf. t. I, p. 184).

Si le débiteur est aliéné, mineur, ou absent outremer, la prescription ne commence à courir qu'à la cessation de cet obstacle. Une fois commencée, elle ne s'interrompt que si le débiteur reconnaît la créance par écrit ou fait des paiements partiels d'intérêt ou de capital. Une nouvelle prescription commence alors à courir.

III. Libération du débiteur de son obligation. Les contrats synallagmatiques sont soit indépendants, " independent agreements ", soit réciproques, dependent agreements (cf. p. 74). Si le débiteur viole une obligation indépendante la prestation du créancier n'en est pas influencée. Il doit exécuter le contrat comme si le débiteur lui aussi l'avait fidèlement exécuté. Mais si les engagements des parties se conditionnent réciproquement et ne sont pas indépendants le créancier est libéré par l'inexécution par le débiteur d'une clause importante du contrat (cf. p. 67). Il n'a plus à exécuter, mais conserve le droit à des dommages-intérêts.

CHAPITRE III

IMPOSSIBILITÉ DE L'EXÉCUTION

III. Stephen : P. 76—78. — Jenks : ss. 294—303. — Pollock : P. 307—336. — Anson-Prochownick : P. 369—374.

I. Concept. L'exécution est impossible lorsque la prestation est irréalisable. L'impossibilité peut être de droit — on doit par exemple livrer des marchandises étrangères dont l'exportation est interdite — ou de fait. On doit par exemple livrer un corps certain qui n'existe plus. C'est une impossibilité objective. Par contre il y a impossibilité subjective si le débiteur n'exécute pas faute de capacité ou de moyens personnels. Si l'impossibilité existe dès la formation du contrat on parle d'impossibilité originaire ou initiale (original impossibility) tandis que l'impossibilité subséquente (subsequent impossibility) n'apparaît qu'entre la formation du contrat et le moment fixé pour l'exécution.

Le droit ne tient compte que de l'impossibilité objective, qui, dans certains cas, libère le débiteur de ses obligations tandis que l'impuissance n'est jamais prise en considération. L'impossibilité de la prestation n'a d'importance que lorsqu'il existe des obligations d'exécuter réciproques (dependent agreements). S'il y a obligations unilatérales indépendantes (independent agreements), l'impossibilité pour un des contractants est sans effet sur la prestation de l'autre. Cette dernière doit être effectuée même si le co-contractant ne peut plus exécuter.

II. Effets de l'impossibilité objective. Si des contrats deviennent inexécutables sans faute d'un contractant, les tribunaux, selon la volonté des parties, les annulent ou les maintiennent. Sont déterminants à ce point de vue le contenu du contrat et l'intention des parties au moment de la formation. S'il n'est plus possible de les découvrir on applique les règles suivantes :

1° *Impossibilité initiale* (original impossibility). Si l'impossibilité de la prestation était connue des parties dès la formation du contrat, ce dernier est nul, car on admet que les parties n'ont pas voulu s'engager

sérieusement. Si le contrat ne doit être exécuté que postérieurement il reste valable si la prestation est possible à ce moment. Lorsque le contrat est juridiquement impossible, par exemple, parce que la propriété d'une chose doit être transférée à qui en est déjà propriétaire, le contrat est semblablement nul. S'il apparaît pour une obligation alternative qu'une des prestations est impossible, le débiteur doit effectuer l'autre prestation encore possible.

Si quelqu'un sait qu'il promet une chose impossible à un co-contractant ignorant cette impossibilité, il est tenu à des dommages-intérêts Si quelqu'un vend une chose déterminée, qu'il sait n'exister plus au moment de la formation du contrat, le co-contractant n'a droit qu'à des dommages-intérêts. Un homme marié qui promet le mariage à une femme en lui laissant ignorer son mariage peut être poursuivi pour rupture de fiançailles bien que sa promesse soit inexécutable en soi dès le début.

2º *Impossibilité subséquente.* Une obligation dont l'exécution est possible à la conclusion du contrat reste efficace même si elle devient impossible entre la conclusion et l'exécution. Le débiteur de la prestation devenue impossible est tenu à des dommages-intérêts. Il n'y a d'exception que si la prestation est devenue impossible par la suite pour modification du droit, ou si les parties voulaient résoudre le contrat pour ce cas d'impossibilité. Une telle intention est présumée pour le louage de services qui ne peuvent être accomplis par suite de la maladie ou de la mort d'un contractant. Mais le contractant empêché doit avertir l'autre aussi tôt que possible qu'il ne peut exécuter. La même présomption s'applique lorsque la continuation d'une situation déterminée conditionnait l'exécution, et que cette condition a cessé d'exister. C'est par exemple le cas lorsqu'une maison louée brûle avant l'entrée du preneur, ou lorsque la force majeure (acts of God) empêche l'exécution du contrat.

Lorsque, en cas d'obligation alternative, une des prestations devient impossible après la conclusion du contrat mais avant l'exercice du droit d'option, le débiteur ne peut déclarer qu'il se décide en faveur de la prestation impossible que s'il entendait se réserver le droit d'option en ce cas. Sinon il doit effectuer la prestation encore possible. Si la prestation choisie devient impossible après l'exercice du droit d'option, le débiteur est dans la même situation que s'il n'avait dû que la prestation impossible. Le créancier n'est ni tenu d'accepter l'autre prestation, ni autorisé à l'exiger.

Les droits acquis par un des contractants conformément au contrat avant la réalisation de l'impossibilité subséquente ne sont pas touchés par elle. Si la prestation était exigible, et ne devient impossible que par

la suite, le créancier est en droit de réclamer des dommages-intérêts. Le débiteur supporte les risques de cas fortuit dès qu'il est en demeure Si pour des contrats synallagmatiques une prestation est exigible avant l'autre et si l'impossibilité de la prestation postérieure apparaît lorsque l'antérieure, non encore effectuée, est déjà exigible, le débiteur de la prestation postérieure est libéré, mais peut exiger que l'autre partie effectue la prestation à laquelle elle est obligée contractuellement. Si pour une vente les risques étaient déjà passés à l'acheteur et le prix de vente exigible, mais la tradition de la chose vendue remise à plus tard, l'acheteur doit payer même si la chose périt après coup, mais avant la tradition.

Si le débiteur est cause de l'impossibilité, il doit toujours des dommages-intérêts. Il perd de plus son droit à la contre-prestation.

CHAPITRE IV

EXTINCTION DES CONTRATS
CAUSES D'ANNULATION

III. Stephen : P. 78—80. — Anson-Prochownick : P. 321—330 375—380. — Jenks : ss. 334—347. — Snell : P. 509—514. — Story : P. 601—610.

Bills of Exchange Act, 1882 (B. E. A., 1882). — Bankruptcy Act, 1914 (B. A., 1914). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908.)

I. Généralités. Les droits et obligations contractuels s'éteignent :

1° par l'exécution (cf. ci-dessus p. 73);

2° par une convention nouvelle, que ce soit une remise en un nouveau contrat;

3° par l'arrivée d'un événement déterminé, par exemple maladie, mort d'un contractant, terme;

4° par l'application de la loi.

a) par merger;

b) par modification essentielle d'un acte;

c) par faillite;

d) par compensation.

5° par jugement pour violation d'une prescription contractuelle essentielle.

II. Convention nouvelle. La convention nouvelle peut être une renonciation à l'exécution du contrat ou la substitution d'un nouveau contrat à l'ancien.

1° *Renonciation* (waiver). Les parties peuvent convenir après coup que les droits et obligations résultant du contrat sont éteints. Mais cette renonciation est soumise aux mêmes règles que la conclusion du contrat. Il en résulte les règles suivantes :

Lorsque dans un contrat aucun des contractants n'a encore exécuté, la renonciation réciproque aux droits, quelle qu'en soit la forme, suffit,

chaque partie recevant une consideration de la renonciation de l'autre (pour la consideration, cf. p. 20).

Mais s'il n'y a d'obligations que d'un seul côté (c'est le cas lorsque l'une des parties a exécuté, l'autre non) celui qui possède encore de par le contrat des droits auxquels il veut renoncer ne peut le faire valablement que contre une nouvelle consideration ou sous la forme d'un deed, d'un acte scellé.

Si le droit ainsi abandonné est l'action pour violation du contrat, la consideration doit être une prestation (a performance). Une simple promesse ne suffit pas. On dit alors qu'il a été renoncé au droit en question " by accord and satisfaction ". Est une prestation suffisante la remise d'un negotiable instrument.

2° *Nouveau contrat.* Un nouveau contrat remplace l'ancien. Le contrat est dissous lorsqu'un nouveau contrat est conclu, de contenu si contraire à celui du premier qu'il faut admettre que les parties ont voulu résoudre par son moyen l'ancien contrat.

Il peut également y avoir novation, l'ancien rapport d'obligation étant remplacé par un nouveau auquel peuvent s'associer d'autres personnes comme parties contractantes.

III. Arrivée d'une condition résolutoire, d'un événement déterminé, par exemple mort ou maladie d'une personne dont la prestation consiste en services personnels; terme (par exemple pour le bail); réalisation d'une condition résolutoire, condition subsequent (v. ci-dessus, 67 p.); elles peuvent mettre fin au contrat.

IV. Prescriptions légales. a) *Merger.* Il y a merger lorsqu'à la place d'un acte sans formes apparaît un deed, un acte scellé de même contenu. Cette transformation a l'avantage de ne pas nécessiter la preuve pour le deed d'une consideration. Pour que l'ancien contrat soit absorbé par le nouveau, ce dernier doit s'accorder avec lui pour les points essentiels et être conclu entre les mêmes parties.

b) *Altération essentielle* (material alteration) d'un acte. Lorsque le contenu d'un acte en la possession du bénéficiaire est altéré intentionnellement par celui-ci ou une autre personne sans l'assentiment et au détriment du bénéficiaire, on parle de natural alteration. L'acte est nul du fait de cette altération. Tel est par exemple le cas lorsque dans une police d'assurances on procède à une modification propre à augmenter les risques.

Les modifications dans les effets de commerce les rendent nuls à l'égard de tous et non seulement à l'égard de la partie qui les opère et des endossatoires successifs. Est tenue pour essentielle toute altération du

lieu, du moment, et du montant du paiement (B. E. A., 1882, s. 62).

Par contre il n'y a que modification secondaire et n'entrant pas en ligne de compte lorsqu'un prénom inexact est rayé et remplacé par le vrai.

c) *Faillites.* Si un contractant devient insolvable, et si le tribunal ouvre contre lui la procédure de faillite en rendant un receiving order, il en résulte que le créancier ne peut plus poursuivre son débiteur. Il doit faire valoir ses droits de la façon prescrite par la réglementation de la faillite. Lorsque le tribunal, la procédure menée à terme, réhabilite le failli (order of discharge), tous les droits contractuels du créancier à l'égard du débiteur s'éteignent (B. A. ,1914, s. 28 (2)).

d) *Compensation* (set-off). La compensation est assimilée au paiement comptant. Si le débiteur a contre le créancier une contre-créance exigible, il peut en soustraire le montant de sa dette. Cette compensation s'appelle " set-off ". Il ne peut cependant compenser qu'avec des créances liquides. Des revendications en dommages-intérêts (unliquidated damages) ne lui donnent aucun droit à la compensation. Mais il lui est possible d'opposer à la créance du créancier une dette qu'il a acquise par cession et qui ne lui appartenait pas primitivement. Il ne peut compenser qu'avec des créances qu'il possède en propre. Aussi le possesseur d'une part de partnership n'est-il pas en droit de compenser avec une créance de la société sa dette propre, ni un trustee une créance du bien confié en trust contre un créancier purement personnel. Si la créance du débiteur est déjà prescrite, ou ne peut plus être sanctionnée en justice pour d'autres causes, elle ne peut être compensée.

Il y a en cas de faillite un droit de compensation étendu. Toute créance du débiteur peut être compensée avec une créance du créancier, même si c'est une créance de dommages-intérêts de montant indéterminé (B. A., 1914, s. 31). Il en est de même en cas de liquidation de société (C. C. A., 1908, s. 207).

V. Annulation du contrat par jugement pour violation d'une disposition contractuelle essentielle. Le juge est libre de déclarer un contrat résolu lorsqu'à son avis il y a violation si importante qu'un des contractants puisse résilier. Le juge peut toujours dire que, d'après l'interprétation du contrat, une disposition, une condition au sens large, ou une promesse faite au contrat est d'une importance telle que sa négligence ou son inexécution par un contractant permet la résolution du contrat et, éventuellement, des dommages-intérêts. Il est impossible de donner des règles fixes sur ce point.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R F

CHAPITRE V

CONTRATS IMPARFAITS (SANS ACTION)

POLLOCK : P. 690—726.

Statute of Frauds, 1677 (St. F., 1677). — Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893). — Stamp Act, 1891 (St. A., 1891).

Si la prestation promise dans un contrat peut être obtenue juridiquement, et spécialement avec le concours de la justice, le contrat est parfait. Par contre un contrat imparfait donne un droit matériel à une prestation qui ne peut être obtenue de force par un procédé juridique tel que par exemple une action en justice. Tel est le cas lorsque le droit au secours de la loi a été perdu par prescription ou parce qu'il est attaché à certaines conditions non réalisées ou parce qu'il n'est protégé ni par la loi ni par la jurisprudence.

I. Prescription de l'action. Les délais de prescription ont déjà été indiqués (cf. p. 91). Nous ne parlerons ici que des effets de la prescription.

Elle n'atteint que l'action du créancier. Un contractant qui n'a pas agi avant l'expiration du délai est repoussé par le tribunal lorsque le cocontractant oppose avec succès l'exception de prescription. Le droit même n'est pas perdu de ce fait. Les rapports de droit entre le créancier et le débiteur survivent, bien que dépourvus de sanction légale. S'il s'agit d'une créance de dommages-intérêts de montant incertain (unliquidated damages), les droits sont devenus presque inefficaces, la demande ne pouvant plus être fixée par l'action. Mais si les créances en question sont de montant déterminé, le créancier peut employer comme auparavant tous moyens de droit à l'exception de l'action. Il peut exercer un droit de rétention ou de gage à l'occasion d'une dette prescrite. Si un débiteur paye sans déterminer en même temps l'imputation de ce versement, le créancier peut l'employer à éteindre une dette prescrite (cf. p. 80). Si le débiteur paie malgré la prescription intervenue, le créan-

cier n'est pas tenu de rendre l'argent payé par erreur sur la question de prescription. Un exécuteur testamentaire peut compenser un legs avec une dette prescrite du légataire.

L'action prescrite revit lorsque le débiteur reconnaît son obligation par écrit ou tacitement. Il en résulte que le contrat lui-même n'a pas été atteint par la prescription, car en ce cas la reconnaissance serait une nouvelle promesse du débiteur, qui manquerait de consideration et donc ne l'obligerait pas.

La prescription ne détruisant que l'action et non le droit n'est pas de droit matériel mais de procédure et s'applique à tous les contrats jugés par les tribunaux anglais, même si par ailleurs le contrat doit être interprété d'après le droit étranger. Le demandeur se présentant devant un tribunal anglais doit agir dans les délais prescrits par les règles anglaises relatives à la prescription, même si le contrat est soumis à un droit étranger admettant un délai de prescription plus long. Inversement on admet une action qui, non encore prescrite en droit anglais, l'est d'après le droit étranger applicable au contrat.

Tandis que le droit allemand fait atteindre par la prescription le fond du droit, le droit anglo-saxon n'en fait qu'une règle de procédure. « Il ne voit pas dans la prescription une institution relative au fond du droit, une destruction du droit, mais un moyen de procédure dont l'emploi ne détruit pas le droit, mais, comme l'exception d'incompétence, fait repousser l'action, de sorte que rien ne s'oppose à une nouvelle action basée sur ce droit dans un autre pays » (Cf. Frankenstein, Internationales Privatrecht, I, p. 276 ss., 595).

II. Conditions nécessaires de l'action. Dans certains cas le droit exige la présence de certaines conditions pour qu'un contrat donne naissance à une action. Ce peuvent être des conditions de forme. Ainsi un contrat violant les formes est généralement complètement nul (cf. p. 23), tandis que dans certains cas l'inobservation des formes ne fait que rendre l'action impossible et laisse au contrat une validité partielle .

1° *Prescriptions du Statute of Frauds*, 1677. Il dispose que certains contrats ne donneront d'action pour inexécution que s'il y a preuve écrite signée par la partie contre laquelle elle doit témoigner (St. F., 1677, s. 4 et cf. p. 26). Alors le contrat vicié n'engendre pas d'action, mais subsiste en tant que tel.

a) Les *paiements* faits en exécution d'un contrat atteint de vice de forme ne peuvent être répétés malgré le défaut d'action née du contrat. La caution qui paie pour exécuter une promesse orale n'est pas en droit

de répéter du fait que le créancier, faute de convention écrite, n'a pas d'action;

b) L'*exécution partielle* (part performance, cf. p. 75) d'un contrat vicié donne droit à l'exécution par le co-contractant. Pour les contrats immobiliers, la tradition vaut comme exécution partielle. La prise de possession est considérée comme preuve de l'existence d'un contrat entre le possesseur et le propriétaire. Le tribunal le sanctionnera, car le fait qu'un contractant, croyant valable le contrat vicié, a modifié sa situation juridique, interdit au défendeur d'exciper du vice de forme du contrat et du défaut d'action.

2° *Contrats d'assurance maritime.* Le contrat se forme par la souscription par l'assureur d'un écrit dit " slip ", renfermant les clauses de l'assurance et portant les initiales de l'assureur ou de son représentant. Mais il n'engendre qu'une obligation imparfaite de l'assureur, une police devant être établie pour toute assurance (St. A., 1891, s. 53 (c); M. I. A., 1906, s. 22). Cette obligation imparfaite est cependant efficace malgré son défaut d'action, car elle détermine les clauses et les primes. Nul contractant n'est en droit de s'en écarter. La police est valide du jour de la souscription de cet écrit sans formes même si elle porte une autre date. Si les clauses de la police s'écartent de celles du " slip ", ce dernier fait foi en cas de litige. L'assurance est censée conclue par sa souscription, qui oblige l'assureur à établir une police conforme. Si l'assuré apprend entre la souscription du " slip " et l'établissement de la police un fait augmentant les risques, il n'est pas tenu de le faire connaître à l'assureur.

3° *Ventes.* Les ventes de marchandises d'une valeur supérieure ou égale à 10 £ doivent être conclues par écrit pour engendrer une action. Mais si l'acheteur accepte une partie des marchandises ou s'il paie un acompte, les parties sont obligées d'exécuter intégralement le contrat. Elles n'ont pas de droit de répétition de leurs prestations partielles comme c'est ordinairement le cas pour des contrats nuls pour vice de forme (S. G. A., 1893, s. 4). Tout acte qui suppose ou reconnaît l'existence d'un contrat de vente vaut comme acceptation des marchandises.

Les prescriptions de forme sont de procédure, et par conséquent s'appliquent à tous les contrats jugés par les tribunaux anglais.

III. Défaut d'action initial. Les honoraires de l'avocat, du barrister, ne peuvent être réclamés en justice même si le client promet expressément le paiement. Mais s'il ne s'agit pas de services professionnels, si par exemple l'avocat fait fonction d'arbitre, il peut prévoir par contrat une indemnité et la réclamer. Mais les sommes versées à l'avocat le sont

en tout cas valablement et sont reconnues telles par les tribunaux. Le tribunal tient compte des honoraires de l'avocat en fixant le montant des dommages-intérêts. Le solicitor, c'est-à-dire l'avoué qui ne se présente pas devant le tribunal et ne fait que donner des instructions au barrister est en droit de fournir les avances nécessaires à l'avocat sans procuration spéciale du client ou de régler sa note. Malgré cette conception de l'honoraire du barrister, ce dernier, normalement, ne subit pas de préjudices, le solicitor lui étant garant du paiement des honoraires.

QUATRIÈME SUBDIVISION

L'INTERVENTION DE TIERS AU CONTRAT

CHAPITRE PREMIER

LE TRANSFERT DE DROITS

JENKS : ss. 323—331. — II. ODGERS : t. II, P. 114—139, 160—191. — ANSON-PROCHOWNICK : P. 276—303. — POLLOCK : S.231—261.

Law of Property Act, 1925 (L. P. A., 1925). — Trustee Act, 1925 (T. A., 1925). — Bills of Exchange Act, 1882 (B. E. A., 1882). — East India Company Bonds Act, 1811 (E. I. C. B. A., 1811). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908). — Factors Act, 1889 (F. A., 1889). — Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893). — National Debt Act, 1870 (N. D. A., 1870). — Companies Clauses Act, 1845 (C. C. A., 1845). — Patents Act, 1919 (Patents A., 1919). — Trade Marks Act, 1905 (T. M. A., 1905). — Copyright Act, 1911 (C. A., 1911). — Policies of Assurance Act, 1867 (P. A. A., 1867). — Marine Insurance Act, 1906 (M. I. A., 1906). — Administration of Estates Act, 1925 (A. E. A., 1925). — Partnership Act, 1890 (P. A., 1890). — Lunacy Act, 1890 (L. A., 1890). — Mental Deficiency Act, 1913 (M. D. A., 1913). — Wages Attachment Abolition Act, 1870 (W. A. A. A., 1870). — Merchant Shipping Act, 1894 (M. S. A., 1894).

Lorsque le créancier par contrat transmet ses droits à une autre personne, ou lorsqu'un autre débiteur prend la place du premier débiteur, on parle d'entrée d'un tiers dans le contrat.

I. Généralités. D'après le vieux droit anglais, la Common Law, il n'était pas possible au possesseur de choses in action (cf. t. I, p. 237), et spécialement au créancier d'une somme d'argent, de céder ses droits à une autre personne qui puisse ainsi exiger du débiteur la prestation en son propre nom et avec un droit propre. L'incessibilité primitive pouvait être tournée si le cessionnaire agissait au nom du cédant. Une cession du droit de toucher, prévoyant l'emploi de la somme perçue à un but déterminé, par exemple le paiement d'une dette, était valable. Le

Judicature Act, 1873 (maintenant Law of Property Act, 1925, s. 136) permit ensuite la cession en sorte que, moyennant l'observation de certaines formes (écrit, signification expresse au débiteur) le cessionnaire acquît le droit d'agir en son propre nom.

Les prescriptions du droit commun, conservées dans la loi indiquée ci-dessus, ne s'appliquaient naturellement qu'aux droits sanctionnables par les Common Law Courts, c'est-à-dire à ce qu'on nommait les " legal choses in action ", dont les créances de sommes d'argent forment le groupe principal. Pour tous autres droits, les " equitables choses in action ", l'Equité permettait la cession sans formes, et l'admettait également pour les legal choses in action, pour lesquelles la cession est donc possible et en Common Law et en Equité tandis que les equitable choses in action ne peuvent être cédées qu'en Equité.

Pour certains groupes de droits, créances garanties par des effets de commerce, brevets, droits d'auteur, marques de fabrique, la loi a édicté des formes de cession spéciales (cf. ci-dessous).

Aujourd'hui, en fait, tout droit est cessible. La cession n'est exclue que par la nature du contrat ou une convention expresse, et spécialement pour les droits exclusivement attachés à la personne. Ils comprennent la pension que le mari doit payer à la femme séparée (cf. t. I, p. 71), et de plus les droits nés de contrats pour lesquels la capacité et les qualités personnelles du débiteur sont essentielles pour l'exécution, comme dans le contrat d'édition ou de louage de services.

Exemple : Un auteur cède à un éditeur, pour ses qualités personnelles, le droit de publier son livre. L'éditeur fait faillite et le syndic veut céder à un autre le droit d'édition. Le tribunal donna gain de cause à l'auteur s'opposant à cette cession.

Est également impossible la cession de droits lorsqu'elle serait contraire à l'ordre public (par exemple cession du traitement ou de la pension d'un fonctionnaire ou d'un officier, ou d'un droit d'action résultant de l'inexécution d'un contrat).

A côté de la cession contractuelle peut exister un transfert légal (cf. ci-dessous).

Si la cession a lieu à l'étranger, les formes en sont appréciées, si elle est contenue dans un acte, d'après le droit du pays où le transfert s'effectue. Si le droit n'est pas mentionné dans un acte, le droit à considérer est celui du pays où demeure le débiteur.

La cession s'appelle " assignment ", le cédant " assignor " et le ces-

sionnaire " assignee ". On appelle " legal assignment " la cession du Common Law, et " equitable assignment " la cession d'Equité. Si les droits sont transférés par la loi, on parle d' " assignment by operation of law ".

On distingue quatre modes de cession :

1° *Legal assignment*, cession de droit commun, conformément au Law of Property Act, 1925, s. 136. Une telle cession n'est possible que pour les choses in action.

2° *Equitable assignment*, cession sans aucune forme d'après l'Equité. Les droits sont transférés par la seule volonté des parties. Ce mode de cession est possible et pour les legal et pour les equitables choses in action, et est seul possible pour ces dernières;

3° *Cession soumise à certaines conditions de forme.* Certains droits ne peuvent être cédés que dans les formes prescrites par la loi. Ce sont principalement les droits contenus dans des effets de commerce, les brevets, marques de fabrique et droits d'auteur;

4° *Transfert immédiat de droits et obligations par des règles légales*, assignment by operation of law. Il se produit dans les cas suivants :

a) En cas de *mort*, les droits et obligations passent à l'exécuteur testamentaire, executor ou administrator;

b) En cas de *faillite*, les droits et obligations passent par l'adjudication of bankruptcy au trustee in bankruptcy;

c) Par *jugement* une créance peut être saisie-arrêtée (attachment of debt). Le créancier reçoit du jugement le droit de faire valoir la créance à la place du créancier primitif et d'agir en justice en cas de nécessité. La saisie-arrêt est efficace par la communication du jugement au tiers débiteur. Certaines créances, comme le salaire des ouvriers, sont insaisissables;

d) En cas *d'aliénation mentale*, les droits et obligations passent au tuteur;

e) En *droit des choses*, certaines obligations contractuelles passent de plein droit à l'acquéreur d'un immeuble. On les nomme " covenants running with the land " (cf. t. I, p. 144).

II. Cession de droit commun (legal assignment). Les règles du droit commun en matière de cession furent codifiées pour la première fois par le Judicature Act, 1873, s. 25 (6). Aujourd'hui on les trouve dans le Law oi Property Act, 1925, s. 136.

1° *Conditions.* a) *Legal choses in action.* Une cession de droit commun n'est possible que pour des créances reconnues par le droit commun. Le groupe de beaucoup le plus important est formé par les créances de

sommes d'argent, d'ailleurs mentionnées spécialement par la loi (any debt or other legal thing in action). On entend par créance de somme d'argent une créance de montant exactement déterminé. La cession d'une partie d'une créance déterminée n'est pas admise en droit commun. Par contre la cession d'une créance future est possible si elle est exactement déterminée (par exemple la cession d'un terme de loyer à échoir ou d'un acompte sur le prix d'une vente).

b) *Nécessité d'un écrit.* La cession doit être constatée dans un acte écrit, souscrit par le cédant;

c) *Cession définitive.* La cession doit être absolue et inconditionnelle. La cession en garantie d'une créance du créancier, par conséquent sans condition résolutoire et tombant si le débiteur s'acquitte, n'est possible qu'en Equité.

Une cession à titre gratuit qui, en Equité, ne donnerait pas au cessionnaire d'action contre le cédant, est valable.

d) *Signification au débiteur* (notice). Le cédant ou le cessionnaire doivent signifier par écrit la cession au débiteur. Alors seulement la cession est définitive. Jusqu'à ce jour elle n'agit que comme cession d'Equité (cf. ci-dessous). Si la dette a été remise par le cédant avant la signification ou payée, le cessionnaire n'est plus obligé à sa prestation.

2° *Effets de la cession.* Par le transfert conformément aux prescriptions indiquées, la créance passe au cessionnaire. Il est en droit, du jour de la signification faite au débiteur, de donner valablement quittance ou d'agir en justice pour inexécution du contrat.

Le débiteur peut opposer au cessionnaire toutes les exceptions, et spécialement les contre-créances (compensation) qu'il possédait contre le cédant au jour de la signification .La cession n'atteint pas les droits des tiers lorsque le cessionnaire les connaissait ou aurait dû les connaître. Si la cession est contestée, le débiteur peut verser le montant de la créance cédée entre les mains du tribunal et se libère ainsi de sa dette (T. A., 1925, s. 63).

3° *Rang entre cessions* (priorities). Si la même créance est cédée à plusieurs personnes successivement, sa validité se détermine en premier lieu par la connaissance ou l'ignorance du cessionnaire postérieur au sujet d'une cession antérieure. Si la cession antérieure lui était connue, elle le prime. Au cas contraire, a le premier rang la cession qui fut signifiée la première au débiteur même si elle est postérieure à une autre cession.

III. Cession d'Equité (equitable assignment). 1° *Conditions.* Une cession d'Equité n'est normalement liée à aucune forme. Une déclaration

orale suffit. Exceptionnellement les droits d'équité sur les fonds de terrain ou nés d'un trust doivent être cédés par écrit (L. P. A., 1925, s. 53 (1) (c). Si un débiteur, une banque par exemple, est invité à payer une somme d'argent sur une dette déterminée ou sur un capital déterminé, on voit là une cession de la somme ou du capital dus, en tout ou en partie.

Une cession crée des droits entre le cédant et le cessionnaire même si elle n'est pas signifiée au débiteur. Pour qu'elle soit opposable au débiteur ou aux tiers, elle doit parvenir à la connaissance du débiteur d'une façon quelconque. Il n'est pas nécessaire que ce soit par signification directe du cédant ou du cessionnaire, et un écrit n'est nécessaire que pour la cession de droits d'Equité sur des immeubles (L. P. A., 1925, s. 137 (3)). Une cession d'Equité n'est opposable aux tiers que lorsqu'ils sont " in the shoes of the assignor ", comme un créancier ayant obtenu la saisie-arrêt d'une créance, un syndic ou un tiers ayant reçu la créance par donation.

Pour être valable, la cession, comme tout contrat, a besoin de considération, ce qui n'est pas nécessaire pour une cession de droit commun. A son défaut, le débiteur peut refuser de s'acquitter envers le cessionnaire demandeur. Ce dernier n'ayant pas offert de consideration, la créance ne pourrait lui être acquise et le cédant est resté créancier.

2° *Effets.* Une cession d'Equité donne au cessionnaire une action personnelle s'il s'agit d'équitables choses in action. Si des legal choses in action ont été cédées en Equité, le cessionnaire doit agir au nom du cédant ou l'informer du litige. Il n'a pas d'action personnellement. Le débiteur peut lui opposer toutes les exceptions qui existaient en sa faveur contre le premier cédant au moment de la signification. Il pourra opposer au cessionnaire tout paiement fait au cédant avant ce moment. La remise d'un chèque vaut comme paiement même si au moment de la signification le chèque n'a pas encore été touché par le cédant. Mais le débiteur ne peut opposer des exceptions qui existeraient à son profit non contre le premier cédant mais contre un cédant ultérieur. De telles exceptions disparaissent par la nouvelle cession à un autre cessionnaire. Le débiteur devient par la signification de la cession trustee du cessionnaire (cf. t. I, p. 173 ss.).

3° *Rang* entre cessions (priorities). Le rang de cessions multiples et successives se détermine d'après la date de la signification et non d'après celle de la cession. Mais le cessionnaire postérieur doit s'incliner s'il connaissait ou aurait dû connaître la cession précédente. S'il n'a acquis cette connaissance qu'une fois la cession faite à son profit, il peut exercer en première ligne les droits du cessionnaire, et donc ceux du créancier,

même avant la personne à qui la créance a été cédée antérieurement, si sa signification au débiteur précède celle de cette personne.

IV. Cession soumise à certaines formes, et en particulier cession de valeurs. 1° *Cession de valeurs.* Se reporter également au passage relatif aux valeurs de Bourse, p. 266 ci-dessous.

a) *Cession de créances et transfert de valeurs.* Pour qu'une cession de droit commun ou d'Equité soit opposable aux tiers, il faut une signification au débiteur. Le cessionnaire acquiert le droit avec toutes les exceptions que le débiteur peut opposer au cédant au moment de la signification. Fait exception la cession d'un droit incorporé à un effet de commerce. En ce cas, aucune signification n'est nécessaire, et le débiteur ne peut opposer que les exceptions qui ressortent du titre ou étaient connues à l'acquéreur;

b) *Concept.* Les effets de commerce (negotiable instruments) sont des valeurs susceptibles de circuler, et renfermant un droit qui se transmet de plein droit à une autre personne par remise de l'effet même. qu'il soit remis sans modification ou avec endossement.

La définition généralement admise des juristes anglais est: " A negotiable instrument is one the property in which is acquired by every person who takes it bona fide and for value, provided that the instrument is such and in that state that the true owner could transfer the contract or engagement contained therein by simple delivery of the instrument".

« Un negotiable instrument est un titre donnant la propriété a tout individu qui l'acquiert de bonne foi et à titre onéreux, pourvu que le titre soit tel et en tel état que le vrai propriétaire eût pu transférer la convention ou obligation y contenue par simple remise de l'acte ».

On distingue en conséquence :

a) *Titres au porteur*, payable to bearer, pour lesquels le transfert se fait par simple remise. Le droit résultant du titre appartient au possesseur actuel, au porteur;

b) *Billets nominatifs ou à ordre*, c'est-à-dire actes qui portent le nom d'un individu déterminé. et ne deviennent des negotiable instrument que par une déclaration de cession, un transfert à une personne déterminée, et peuvent être cédés par remise, stock or scrip payable to order, comme la lettre de change.

L'ayant droit est la personne pour laquelle l'effet a été endossé la dernière fois et à laquelle il a été remis. La loi ou les usages commerciaux déterminent s'il est negotiable.

On admet aujourd'hui comme " negotiable instruments " les effets suivants :

α) *Bills of exchange* (*lettres de change*). Une lettre de change est un mandat écrit et inconditionné d'un individu à un autre, signé par le mandant, et chargeant le mandataire de payer à vue ou à une date déterminée ou déterminable une somme déterminée à une personne mentionnée, à son ordre ou au porteur (B. E. A., 1882, s. 3 (1)).

β) *Promissory notes* (*billet à ordre*). Un billet à ordre est un engagement inconditionnel, écrit, et signé du promettant de payer à vue ou à une date déterminée ou déterminable une somme d'argent à une personne mentionnée, à son ordre ou au porteur (B. E. A., 1882, s. 83 (1));

γ) *Chèques.* Un chèque est tiré sur une banque et est payable à vue (B. E. A., 1882, s. 73 (1));

δ) *Billets de banque*;

ε) *East India bonds.* Ce sont des obligations de la Compagnie des Indes Orientales, qui depuis 1811 sont considérées comme effets de commerce (E. I. C. B. A., 1811, s. 4);

ζ) *Circular notes*;

η) *Dividend-warrants.* Ce sont des coupons de dividende;

θ) *Share warrants.* Des certificats de parts donnés à la place d'actions par des sociétés par actions sont des share warrants (C. C. A., 1908, s. 37). Les actions elles-mêmes n'appartiennent pas aux effets de commerce. V. ci-dessous.

ι) *Debentures to bearer.* Ce sont des reconnaissances de dette et obligations au porteur;

κ) *Exchequer bills.* Ce sont des bons du Trésor à court terme. Leur délai de circulation est de douze mois;

λ) *Bonds to bearer.* Ce sont des obligations au porteur à échéance de plusieurs années. Elles sont émises par des établissements publics et privés et d'après les usages commerciaux se transmettent par simple remise.

Elles appartiennent de ce fait aux effets de commerce.

μ) *Scrips.* Ce sont des certificats provisoires pour valeurs mobilières, des obligations au porteur, par exemple, dont les titres définitifs ne sont pas encore établis.

Par contre ne sont pas négociables.

ν) *Post office orders* (une sorte de chèque postal);

ξ) *Les actions* (*shares*) et *obligations nominatives* (*debentures*) ne sont pas des effets de commerce, leur transfert nécessitant des inscriptions dans les registres de la société qui les émit. Mais une société enregistrée

conformément aux règles du Companies Consolidation Act peut émettre des share warrants, dont la seule remise opère le transfert des droits, pour des actions entièrement libérées ou des obligations (cf. ci-dessus, p. 109).

c) *Share certificates and transfers.* On entend par là un certificat du nombre des actions inscrites au même nom et les extraits des registres qui constatent un transfert effectué.

π) Les *bills of lading, connaissements*, et papiers commerciaux analogues ne sont pas négociables au sens propre (cf. ci-dessous);

c) *Formes du transfert.* Elles dépendent de la nature de l'effet de commerce. S'il est au porteur, la simple remise suffit. S'il est à ordre, le transfert se fait par endossement avec remise simultanée de l'effet (B. E. A., 1882, s. 31). Une signification au débiteur n'est ni exigée ni nécessaire, le débiteur n'étant tenu de payer que sur présentation de l'acte, sur lequel, pour les effets à ordre, tous les transferts doivent être mentionnés.

d) *Effets.* Le transfert donne à l'acquéreur de bonne foi une action personnelle. Il ne peut lui être opposé d'exceptions ne résultant pas de l'acte. Contrairement à la cession ordinaire de droits contractuels le transfert d'effets de commerce ne nécessite pas la preuve d'une consideration; son existence est présumée (B. E. A., 1882, ss. 27, 31). V. pour la consideration ci-dessus, p. 20. Mais l'acquéreur doit être de bonne foi. Sa bonne foi est présumée lorsqu'il a acquis l'effet à titre onéreux, " for value ".

Le negotiable instrument diffère à trois points de vue d'un contrat simple ordinaire :

α) La preuve d'une consideration (v. ci-dessus, p. 20) n'est pas exigées. On la présume.

β) Peu importe pour qui la consideration existe.

γ) Un engagement ou une dette antérieurs sont également une " good consideration ".

Peu importe que le titre juridique de la personne qui a transféré l'effet ait été défectueux, par exemple si l'auteur est entré en possession de l'effet par vol.

On présume au profit du possesseur qu'il a acquis l'effet de bonne foi et ignore que son auteur est entré en possession ou a obtenu une acceptation par dol, violence, ou autre moyen illégal (B. E. A., 1882, s. 29).

2° *Quasi-effets de commerce.* A côté des effets de commerce, il existe d'autres papiers commerciaux qui, sans être négociables au sens strict, offrent au possesseur régulier certains avantages et se transmettent faci-

lement. Tels sont les bills of lading et dock-warrants, delivery orders et ware-house-man's certificates, c'est-à-dire connaissements et bulletins de dépôt. Ces papiers ne représentent pas des créances, mais des marchandises. Ils transfèrent la possession et la propriété sans donner à qui les reçoit un droit absolu avec inopposabilité des exceptions ayant existé contre ses auteurs.

Leur transfert a deux effets : un droit de rétention du vendeur pour le prix de vente non payé (stoppage in transitu, cf. ci-dessous, p. 169), ou de l'entrepositaire pour des créances relatives aux marchandises entreposées (cf. p. 179) contre le cédant est détruit par le transfert s'il n'est pas déjà né ou n'a pas déjà été exercé. Si le transfert est effectué par un représentant de commerce (mercantile agent, cf. p. 145) dans ses fonctions commerciales ordinaires, il est définitif au profit d'un acquéreur de bonne foi et ne peut être annulé du fait que le représentant aurait excédé ses pouvoirs (F. A., 1889, s. 2) .L'acquéreur n'a pas à redouter les exceptions opposables au représentant de ce fait

Est également valable un transfert par un vendeur ayant déjà disposé des papiers et les transférant frauduleusement à nouveau. Le transfert opéré par un acheteur entré en possession d'un tel papier avant le paiement du prix de vente ne peut être annulé au détriment d'un acheteur de bonne foi (S. G. A., 1893, p. 25).

3° *Actions* (*shares*) *et obligations nominatives* (*debentures*). Le transfert d'actions et d'obligations nominatives se fait par transcription dans les registres de la compagnie débitrice (C. C. A., 1908, s. 28). Le transfert ne s'effectue qu'à ce moment. Jusque-là l'acquéreur n'a qu'un droit d'Equité au transfert de ces valeurs.

Le registre des actionnaires de toute société ayant son siège à Londres et des actions nominatives peut être consulté par quiconque moyennant 1 sh. au Somerset House à Londres. Des copies en sont délivrées moyennant 4 à 6 d. par page.

S'il s'agit *d'emprunts d'Etat*, le cédant doit inscrire le transfert de sa propre main dans les livres tenus à cet usage par la Banque d'Angleterre. L'inscription doit de plus être certifiée par deux témoins (N. D. A., 1870, ss. 22, 23). Les emprunts de sociétés constituées avec autorisation particulière de la loi ou de la Couronne, ainsi que de compagnies de chemins de fer ne peuvent être transférés que par acte scellé énonçant la consideration. Cet acte doit être présenté au secrétaire de la société, qui fait aux registres les inscriptions correspondantes (Clauses Act, 1845, ss. 46, 47).

L' " Arbitrage " de Swoboda, manuel de la Bourse et des questions monétaires et financières, donne les renseignements détaillés ci-dessous sur la procédure du transfert des valeurs.

a) *Procédure de transfert des titres nominatifs :*

Les titres portant le nom du précédent possesseur doivent à la vente être inscrits dans les registres de la société intéressée au nom du nouvel acquéreur. Les valeurs doivent être accompagnées à la tradition d'un ordre de transcription, d'un transfer signé du précédent possesseur. Le nouveau possesseur doit également y apposer son nom. Les deux signatures doivent être certifiées par témoins. Plusieurs sociétés exigent la certification par un notaire ou une autre personne détenant un sceau public. La plupart des sociétés se contentent de la certification par un broker ou un banquier. La valeur, généralement dénommée certificat, est à présenter avec l'ordre de transcription (transfer) à la société intéressée, qui en donne quittance (company's receipt ou transfer receipt).

La confection du nouveau certificat demande de quatre à six semaines. Si l'on a vendu des valeurs enregistrées avant de recevoir le certificat achevé, le company receipt peut être délivré avec le transfer.

Il arrive souvent qu'on ne vende pas toutes les shares mentionnées au certificat, mais seulement une partie. La délivrance de cette partie ne présente aucune difficulté. Le vendeur doit en ce cas présenter son certificat avec le transfer pour partage (splitting), à la société intéressée, qui conserve le certificat et rend le transfert avec la déclaration que le certificat lui a été remis (certificate lodged within company's office). De tels transferts (certified transfers) sont délivrables (good delivery). Ils devraient de ce fait être traités comme les certificats en valeurs et n'être expédiés par la poste que « recommandés ».

b) *Transfert de droits de souscription* (Rights) d'actions nouvellement émises :

Lorsqu'une société a décidé d'offrir à ses actionnaires un privilège de souscription pour des actions nouvelles ou des actions d'une entreprise dans laquelle elle a acquis des intérêts d'une façon quelconque, tout actionnaire inscrit reçoit un avis de la société. Une formule de versement (letter of application) y est jointe. L'actionnaire, s'il veut user du droit, doit remettre cette formule au lieu qu'elle indique pour le versement, dans le délai mentionné, et avec un chèque pour le montant du premier versement à faire (application call). L'attribution faite, l'actionnaire reçoit un certificat d'attribution (letter of allotment). La délivrance du certificat a lieu contre restitution du certificat d'attribution et des quittances pour les versements effectués sur les shares (calls ou instalments). Comme le nombre de shares offert à chaque actionnaire est généralement déterminé par une proportion fixe, les sociétés donnent souvent à la formule jointe au premier avis une rédaction telle qu'elle vaille

comme letter of allotment en cas de déclaration d'exercice du droit et après paiement du premier versement. Il n'y a plus en ce cas d'avis spécial d'attribution.

Dès que les actions sont offertes à la Bourse droit de souscription exclus (ex rights), une affiche le fait connaître. Toutes les affaires traitées avant le jour de la déclaration d' " ex rights " sont censées traitées droit inclus (cum rights). Comme d'une part, par suite des retards résultant du va-et-vient du transfer, tous les acheteurs n'ont pas pu faire inscrire leurs actions à leur nom à temps, c'est-à-dire avant l'arrêt des opérations de transfer, et comme d'autre part, même après l'arrêt des registres, des transferts ont lieu pour des shares droit inclus, ces acheteurs doivent, s'ils désirent acquérir les actions nouvelles, les réclamer ou les faire réclamer aux acheteurs inscrits aux registres de la société. Ce cas est généralement prévu par les sociétés, et on joint souvent aux formules de versement des formules de renonciation (forms of renunciation) par lesquelles l'acheteur inscrit transmet le droit de souscrire les actions nouvelles à l'acheteur sans qu'il en résulte des frais de transfer pour ce dernier. Il doit signer la déclaration d'acceptation contenue dans la form of renunciation. S'il n'a pas été donné de forms of renunciation, l'acheteur doit payer au vendeur le montant des versements exigibles sur les actions nouvelles; la délivrance de ces dernières se fait par special settlement.

c) *Transfert de shares au nom d'un défunt :*

En cas de décès du possesseur inscrit de shares, leur transcription à un ou plusieurs noms nouveaux entraîne d'extraordinaires difficultés et de lourdes dépenses (impôts successoraux d'Angleterre et du Transvaal), coût des " letters of administration ", dont la confection doit être demandée aux tribunaux anglais par l'intermédiaire d'un avocat, honoraires d'avocat, frais de transfer, etc.). De plus les shares inscrites au nom du défunt ne sont pas délivrables avant la fin de la procédure, qui peut durer plusieurs mois.

L'acheteur étranger d'actions nominatives, et spécialement une banque, fait inscrire ses actions non pas à son propre nom mais au nom de deux personnes de confiance — nominees — demeurant en Angleterre (banquiers ou directeurs d'une banque). En cas de décès d'un d'eux, l'autre peut, en se conformant à des prescriptions relativement simples (fournir le certificat de décès et une déclaration d'identité, sans plus) disposer des shares. Si des shares ont été inscrites au nom de nominees demeurant en Angleterre, ceux-ci doivent, en apprenant la mort du possesseur, payer l'impôt successoral au fisc anglais.

d) *Frais de transfert* (costs of transfer) :

La transcription de valeurs inscrites s'accompagne des frais suivants, toujours à la charge de l'acheteur :

α) *Timbre de transfert* (transfer stamp) :

Il est calculé d'après le prix de vente indiqué sur le transfert (consideration money) et imprimé sur ce dernier.

Il y a un tarif légal des droits de timbre, se basant sur le montant des valeurs transférées, par exemple 1 s. pour des valeurs jusqu'à 5 £ inclusivement, mais 3 £ 10 s. pour un montant de 300 à 350 £.

Si des actions changent plusieurs fois de possesseurs entre deux liquidations, le droit de timbre est calculé d'après le prix de vente payé par le dernier acheteur, au nom duquel s'opère le transfert. Ce qui explique que fréquemment le timbre se calcule d'après un cours différent de celui obtenu par le premier vendeur.

Pour les transferts qui n'ont pas pour base un achat ou une vente effectifs, mais par exemple une donation, un héritage, et autres, cas pour lesquels, sans tenir compte de la valeur réelle, on n'indique habituellement comme prix d'achat qu'une somme de 5 sh., le droit de timbre a un montant fixe de 10 sh.

Les sociétés anglaises peuvent racheter le droit de timbre par le paiement d'un forfait au fisc, et exiger elles-mêmes de l'acheteur dans les transferts un droit qui ne peut cependant dépasser la somme qu'aurait perçue le fisc dans ce cas.

β) *Droit de transfert* (transfer fee) :

Pour l'enregistrement des transferts les sociétés prélèvent un droit variable selon les statuts, par exemple 2 sh. 6 d. par deed (c'est-à-dire pour un transfert quel que soit le nombre des shares à transférer) ou 2 sh. 6 d. par transfert de 100 actions au maximum. Le Stock Exchange Yearbook et chaque manuel de Mines indiquent pour chaque société si elle prélève le droit de transfert par deed ou par 100 shares.

γ) *Timbre du certificat d'attribution* (allotment letters), des déclarations de renonciation (renunciation forms) et des promesses écrites de garantie (letters for indemnity) :

Pour les certificats d'attribution et les déclarations de renonciation (qui sont les déclarations par lesquelles on renonce au privilège de souscription d'actions ou d'obligations nouvelles au profit d'un autre) le droit de timbre est de 6 d. si la valeur nominale dépasse 5 £ et de 1 d. si elle est moindre.

Si le même écrit contient le certificat d'attribution et la déclaration de renonciation, le droit de timbre doit être acquitté pour les deux.

Le timbre doit être apposé sur les certificats d'attribution, tandis que pour les déclarations de renonciation il peut être acquitté au moyen de timbres fiscaux collés sur elles.

Sont de plus soumises au timbre de 6 d. les " letters of indemnity ", nécessaires lorsqu'on demande la confection de pièces nouvelles remplaçant des certificats, certificats d'attribution, etc., perdus. Les letters of indemnity (promesse écrite de garantie) assurent aux sociétés un dédommagement pour toutes les suites que pourrait entraîner pour elles la remise de ces pièces reconstituées.

δ) *Timbre des effets.*

D'après la loi de finances (Finance Act) toutes les obligations étrangères au

porteur sont soumises au timbre anglais des effets, de 2%, c'est-à-dire 4 sh. par 10 £ de la valeur nominale. Sont exceptées les obligations des gouvernements coloniaux qui ne paient que 1/4 %, c'est-à-dire 5 sh. par 100 £ de valeur nominale.

Les obligations des communes coloniales sont soumises à un droit de timbre de 2 sh. par 10 £ ou fraction de 10 £.

Tous certificats d'actions nominatifs pourvus d'un endossement en blanc (stock and share certificates) dont la délivrance est admise, dans la circulation anglaise des valeurs, sans certificat de transfert (transfer) sujet à timbre, comme par exemple les actions des chemins de fer américains, de l'Anaconda et autres, supportent un droit de timbre de 1/2 %.

Les "share warrants to bearer", certificats d'actions, au porteur de sociétés étrangères supportent le même droit que les obligations au porteur : 2 %. Ils comprennent les certificats au porteur des sociétés sud-africaines non enregistrées conformément à la loi anglaise, c'est-à-dire la plupart des sociétés immobilières, minières et financières sud-africaines.

Les certificats d'actions des sociétés enregistrées conformément à la loi anglaise supportent un droit de 3 % de la valeur nominale.

Le droit de timbre doit être acquitté à la première "negotiation", c'est-à-dire à la première vente, à la première mise en gage des titres, et autres premières transactions à l'intérieur de la Grande-Bretagne, pour autant que les titres ne portent pas déjà un timbre anglais.

N'est pas considérée comme « negotiation » la première remise ou émission d'actions au porteur par une société étrangère ou la remise de telles actions à la société pour leur conversion en actions nominatives, du moment qu'il n'en résulte aucun changement de propriétaire.

Les titres déjà pourvus conformément aux dispositions légales de l'ancien timbre de 1/2 ou 1 % ne sont pas soumis à un droit plus élevé et n'ont donc pas besoin d'être retimbrés.

Pour les actions non entièrement libérées, le droit se calcule d'après la valeur nominale et non d'après les versements effectués.

4° *Brevets.* Un brevet doit d'après la Common Law être cédé par acte scellé. Mais une cession par écrit simple est notée au registre. Pour que la cession soit valable, elle doit en tout cas être annoncée à l'office des brevets qui l'inscrit dans le registre à ce affecté (Patents Act, 1919, s. 16);

5° *Marques de fabrique.* Leur cession s'opère sans formes particulières, mais n'est admise que si l'acquéreur reprend l'actif et le passif de l'entreprise qui fabrique l'article marqué (T. M. A., 1905, s. 22). Tant que l'acquéreur n'est pas inscrit au registre, il ne peut engager de poursuites pour contrefaçon;

6° *Droits d'auteur.* Leur cession doit se faire par écrit. L'avis à l'Office n'est pas nécessaire. La cession cesse légalement d'agir vingt-cinq ans après la mort de l'auteur. Une cession de plus longue durée est impos-

sible. A ce moment le droit d'auteur rentre pour vingt-cinq autres années dans la succession de l'auteur. Il ne s'éteint que cinquante ans après la mort (Co. A., 1911, s. 5);

7° *Assurances*;

a) *Assurances sur la vie.* L'acquéreur d'une assurance sur la vie peut agir en son propre nom s'il a informé par écrit la compagnie de la cession. L'avis doit mentionner la date et le but de la cession et être adressé au siège principal de la compagnie (P. A. A., 1867, ss. 1, 3).

b) *Assurances maritimes.* Une assurance maritime se transmet par endossement. L'avis à l'assureur n'est pas nécessaire. L'acquéreur peut agir en son propre nom (M. I. A., 1906, s. 50). Cette assurance peut également être cédée une fois le dommage réalisé, mais non une fois la chose assurée vendue.

c) *Assurances contre l'incendie.* L'assurance d'une maison contre l'incendie est conclue avec le propriétaire personnellement. Elle ne passe pas à l'acheteur de la maison assurée. Celui-ci ne peut entrer au contrat qu'avec l'assentiment de la compagnie (cf. L. P. A., 1925, s. 47 (2)). Si cet assentiment est refusé, l'assurance s'éteint au plus tard au jour du contrat translatif (conveyance), mais généralement au jour du contrat préparatoire (cf .t. I, p. 186 ss.).

V. Assignment by operation of law (transfert par l'opération de la loi). Le transfert de droits a souvent lieu sans participation des parties intéressées, par la loi. Tel est le cas lorsque le titulaire d'un droit devient incapable totalement ou partiellement, comme en cas de folie ou de faillite. Dans ces cas la loi intervient et transfère la capacité de disposer à un tiers pour préserver les intérêts des intéressés, que ce soit le titulaire lui-même ou ses créanciers. Parfois des droits sont à ce point attachés à la propriété d'un immeuble qu'ils appartiennent à tout possesseur de l'immeuble et passent à son ayant doit par la vente.

1° *Mort.* La mort d'un contractant fait disparaître tous les rapports contractuels pour lesquels les facultés individuelles sont essentielles, tel le louage de services. Les droits nés de ces contrats avant ce moment (par exemple le droit au salaire), de même que tous droits nés d'autres contrats, passent à l'exécuteur testamentaire, qu'il soit executor ou administrator (A. E. A., 1925, s. 1). Il a le droit d'engager des poursuites pour inexécution, bien que ce droit soit par ailleurs inaliénable. Une demande en dommages-intérêts pour rupture de fiançailles disparaît avec la mort de l'intéressé en tant qu'elle vise une satisfaction des injures subies; mais si elle vise la réparation d'un autre préjudice matériel, elle peut être introduite par l'exécuteur.

Les droits qui appartenaient au défunt comme propriétaire conjoint (joint owner, cf. t. I, p. 129) avec d'autres reviennent non à l'exécuteur mais aux propriétaires conjoints survivants s'ils n'étaient pas partenaires d'une partnership (P. A., 1890, s. 20 (2));

2° *Faillite.* Le débiteur qui fait faillite perd la disposition de tout son patrimoine qui passe au syndic (trustee in bankruptcy). Celui-ci peut poursuivre et être poursuivi pour les obligations du débiteur. Les droits exclusivement attachés à la personne, résultant par exemple d'une rupture de fiançailles, restent au débiteur même s'il en est résulté un dommage matériel. Le syndic n'étant pas cessionnaire de bonne foi des droits du débiteur on peut lui opposer toutes les exceptions opposables au débiteur, et de plus il ne lui est pas possible de réclamer, à l'égard d'un cessionnaire antérieur de bonne foi qui a omis de signifier la cession, un droit de priorité parce qu'il a signifié avant ce cessionnaire antérieur.

3° *Aliénation mentale.* Tout aliéné ou faible d'esprit reçoit un tuteur pour le patrimoine (committee of the estate). A lui passent tous les droits de l'aliéné et il les exerce comme ce dernier aurait pu les exercer s'il était resté sain d'esprit (L. A., 1830, ss. 116 ss.; M. D. A., 1913, s. 64 et t. I, p. 109 ss.).

4° *Saisie.* a) *Saisie-arrêt* (garnishee orders). Tout créancier dont la créance a été constatée par jugement peut réclamer la saisie de créances du débiteur contre un tiers. A la requête du créancier le tribunal décerne un ordre de saisie (garnishee order nisi), qui interdit au tiers (garnishee) d'éteindre sa dette envers le débiteur. L'ordre s'applique à tout l'actif du débiteur contre le tiers, même s'il dépasse la créance du créancier. Le tiers peut déposer l'avoir du débiteur entre les mains du tribunal, et sera ainsi libéré. S'il conteste son obligation, le tribunal ordonne des débats entre le créancier et le tiers et décide à cette occasion s'il existe une créance du débiteur contre ce tiers. Si le débiteur ne proteste pas contre la saisie-arrêt dans un délai déterminé, elle devient définitive (absolute), et de ce fait la créance passe du débiteur au créancier qui est payé par le tiers. Ce paiement libère le tiers à l'égard du débiteur et le débiteur à l'égard du créancier.

Le salaire d'un serviteur, valet ou ouvrier (servant, labourer or workman) et le loyer des marins ne sont pas saisissables (W. A. A. A., 1870, s. 1; M. S. A., 1894, s. 163 (1) (a)).

b) *Saisie-arrêt de parts d'une société* (charging orders). Si le créancier a obtenu jugement contre le débiteur, il peut, pour éteindre la créance reconnue par ce jugement, obtenir la saisie-arrêt des parts d'une société possédées par le débiteur (stock or shares). A sa requête, le tribunal va

de nouveau rendre un ordre de saisie-arrêt qu'on nomme en ce cas " charging order ". Il doit être signifié à la société et empêche le débiteur de céder ses parts, qui ne peuvent plus faire l'objet d'une transcription dans les registres de la société (cf. p. 111). L'ordre de saisie est complété par un " stop order " interdisant à la société de verser des intérêts ou dividendes sur les parts saisies.

Cette procédure est également employée lorsque de l'argent ou des valeurs du patrimoine du débiteur déposés dans la caisse du tribunal doivent être affectés à la satisfaction du créancier.

5° *Covenants running with the land.* Tous les droits nés de contrats de bail relatifs à des fonds de terrain qui en limitent la jouissance ou imposent au bailleur ou au preneur des obligations particulières passent par la vente du fonds ou du bail aux ayant droit du preneur ou du bailleur (cf. t. I, p. 144 et L. P. A., 1925, ss. 78, 79, 140, 141).

CHAPITRE II

CESSION DE DETTE, REPRISE DE DETTE

III. Stephen : P. 78, 259. — Anson-Prochownick : P. 276—277. — Pollock : P. 249—260.

Life Assurances Companies Act, 1872 (L. A. C. A., 1872).

Le débiteur ne peut céder son obligation contractuelle sans l'assentiment du créancier. Si un tiers déclare reprendre la dette, cette reprise de dette ne peut s'effectuer qu'avec l'assentiment du créancier.

Si cependant un tiers offre l'exécution conforme au contrat comme mandataire du débiteur, le créancier ne peut la refuser que s'il a un intérêt spécial à l'exécution par le débiteur en personne.

Habituellement la reprise de dette s'effectue par la formation entre l'ancien et le nouveau débiteur d'un contrat interne de reprise de dette qu'ils soumettent à l'acceptation du créancier.

Il en est ainsi lorsqu'un associé à responsabilité illimitée quitte une partnership et est remplacé par un nouveau partner, ou lorsqu'une société est absorbée par une autre. L'assentiment du créancier à la reprise de dette par la société nouvelle et la libération subséquente de l'ancien sociétaire de sa responsabilité à son égard peuvent être tacites lorsque le créancier reste en relations d'affaires avec la nouvelle firme par la conclusion avec elle d'affaires nouvelles alors qu'il connaît le départ d'un sociétaire. Si le sociétaire qui se retire était personnellement connu au créancier comme membre de la société ou firme et si le créancier n'a pas donné son assentiment à la libération, le sociétaire qui s'est retiré reste responsable envers lui de toutes les dettes. L'obligation d'un associé inactif (dormant partner) cesse avec sa sortie de la firme. Toute modification dans la partnership doit être publiée dans la *London Gazette* pour modifier la responsabilité à l'égard des personnes qui n'étaient pas encore en relations avec la firme (cf. P. A., 1890, ss. 17 (3), 36). Mais tout partner se retirant est en droit d'exiger de ses partenaires qu'ils

fassent tout leur possible pour le libérer de ses obligations à l'égard des créanciers sociaux (P. A., 1890, s. 17).

En dehors de cette reprise de dettes proprement dite, il est possible qu'un créancier déclare accepter d'avance le remplacement du débiteur primitif par un nouveau débiteur. Des individus feront rarement une convention de ce genre; mais une compagnie d'assurances se réserve souvent le droit de transférer à une autre société le montant global de ses assurances. L'assuré dont la police contient une clause à ce sujet est obligé par la vente du montant des assurances à un nouvel assureur. La reprise de dettes s'effectue en ce cas même sans intervention ni assentiment du créancier assuré. Il perd de ce fait tout droit contre l'ancienne compagnie.

Si une clause de ce genre est absente de la police, il faut pour les assurances sur la vie que l'assuré donne son assentiment par écrit à la reprise de l'assurance par la compagnie nouvelle, aucune autre renonciation aux droits à l'égard de l'ancienne n'étant admise (L. A. C. A., 1872, s. 1).

Le transfert de droits par l'opération de la loi (assignment by operation of law, cf. p. 105) entraîne généralement un transfert des obligations. Elles passent alors à l'ayant droit comme les droits.

CINQUIÈME SUBDIVISION

QUASI-CONTRATS (QUASI-CONTRACTS)

III. Stephen : 281—289. — Jenks : ss. 707—721. — II. Odgers : P. 303—314. — Anson-Prochownick : P. 413—416.

Merchant Shipping Act, 1894 (M. S. A., 1894).

I. Concept. A côté des obligations contractuelles il existe des cas dans lesquels on peut engager des poursuites pour obtenir une prestation, une action, ou une abstention, non d'après un contrat, mais d'après un rapport quasi-contractuel, quasi ex contractu. On nomme ces rapports " quasi-contracts ". Ils donnent au bénéficiaire un droit à la restitution d'une somme d'argent reçue par une autre personne, mais que cette dernière ne peut conserver d'après le droit et l'équité. Tel est le cas de l'enrichissement sans cause auquel il convient de ne pas assimiler le paiement d'une dette prescrite ou d'une dette de jeu, bien que ce paiement ne puisse être réclamé en justice.

II. Enrichissement sans cause. Si un paiement est fait à la suite de la croyance erronée qu'il existe une dette, alors qu'en fait tel n'est pas le cas, il peut être répété. Celui qui l'a reçu est enrichi sans cause.

Un tel paiement peut avoir été fait par erreur, ou par suite des fausses déclarations de l'autre partie (misrepresentation, cf. ci-dessus, p. 33). Une dette peut également exister, mais être payée à un non-créancier.

Les actions en répétition de l'indû sont rassemblées sous la dénomination de " debts for money had and received " ainsi que " debts for money received to the use of another ".

Si la personne enrichie sans cause a reçu de l'argent appartenant en droit et en équité à la partie lésée, il s'agit de « money received to the plaintif's use ". Mais un individu peut avoir été lésé par un paiement fait à un autre du fait qu'il a payé alors qu'une autre personne l'aurait dû faire. Cette personne est libérée par le paiement de la partie lésée et

enrichie dans la mesure de ce paiement. On parle alors de " money paid to the defendant's use ".

1° *Money received to the plaintif's use.* On y comprend la répétition de l'argent payé par erreur ou contrainte, ou la répétition pour disparition de la cause après coup. L'action a pour but de faire parvenir l'argent reçu par un individu à un autre individu dont les droits sont préférables. C'est par exemple le cas lorsqu'une compagnie d'assurances a payé pour un dommage pour lequel postérieurement le tiers responsable a indemnisé une seconde fois la victime. L'assureur peut réclamer la somme payée en dernier.

a) *Paiement fait par erreur.* Celui qui a payé à la suite d'une erreur de fait, et non d'une erreur sur ses obligations juridiques, peut répéter ce paiement. Mais c'est impossible lorsque le paiement a été la suite d'une procédure judiciaire, même lorsqu'il est découvert plus tard une quittance de cette même somme ou lorsque la victime a intentionnellement omis de renseigner l'autre partie sur les circonstances de fait, ou lorsqu'il n'y a qu'erreur de droit (cf. p. 31) rendant impossible l'exception d'ignorance du droit. Mais l'erreur de droit peut être exceptionnellement invoquée contre un fonctionnaire de la justice ou une personne ayant induit la victime à commettre l'erreur de droit.

b) *Disparition de la cause.* Si la cause du paiement disparaît complètement par la suite, le paiement peut être répété. Il en est de même lorsque la consideration reste absente après coup, par exemple lorsque l'acheteur paie d'avance des marchandises qui ne lui sont pas livrées. Si la contre-prestation du paiement est juridiquement indivisible et déjà partiellement exécutée le droit de répétition n'existe ni pour le tout, ni pour une partie. Mais si la contre-prestation est divisible et n'est exécutée qu'en partie pendant que la partie lésée a déjà exécuté en entier, elle peut répéter proportionnellement.

Ce droit est indépendant du droit à des dommages-intérêts pour inexécution et peut être exercé simultanément.

Exemples : A la conclusion d'un contrat d'apprentissage d'une durée de plusieurs années, le maître reçoit une certaine somme pour instruire l'apprenti. Mais il meurt avant l'expiration de la première année. Le contrat est juridiquement indivisible, et, le maître ayant exécuté en partie, une répétition partielle est exclue. Mais si quelqu'un paie d'avance une certaine quantité de céréales, et s'il n'en est livré que la moitié, l'acheteur peut répéter la moitié du prix.

c) *L'argent payé par contrainte* peut être répété. Tandis que pour la formation du contrat on ne tient compte que de la violence personnelle

exercée contre l'intéressé ou sa famille immédiate (duress, cf. p. 37), il suffit ici de la crainte d'une saisie du patrimoine de la victime, ou de sa rétention par l'exercice d'un droit de rétention. La " Duress to goods " qui provoque un paiement d'argent donne droit à la répétition. Une contrainte analogue est exercée sur le marchand se rendant au marché et n'y étant pas admis sans le paiement de taxes excessives (market tolls) ou l'expéditeur qui ne peut amener le voiturier ou la compagnie de chemins de fer à transporter la marchandise que moyennant paiement de frais de transport excessifs, ou le destinataire d'une marchandise frappée d'une taxe pour retard injustifiée sans le paiement de laquelle la livraison serait refusée. Il y a contrainte lorsque la partie lésée en personne, un membre de sa famille ou des biens lui appartenant sont retenus illégalement et qu'elle doit payer une rançon pour obtenir la délivrance.

2° *Money paid to the defendant's use.* Celui qui a payé pour un tiers pour accomplir une obligation juridique, ou dans la crainte justifiée d'une procédure légale peut répéter contre ce tiers la somme dépensée. Sur ce principe reposent les recours de la caution contre le débiteur principal ou du créancier solidaire contre un autre créancier solidaire pour sa portion de l'acquittement de la dette commune (cf. p. 64). Est dans une situation à part le prêteur d'un représentant empruntant pour un principal anonyme (undisclosed principal) sans autorisation. Le représentant lui-même est responsable en première ligne du remboursement. Mais dans la mesure où l'argent prêté a été employé au profit du principal, par exemple au paiement de ses dettes, il est également tenu de rembourser, ayant été enrichi par la conduite de son représentant. Le mari d'une femme décédée, et les exécuteurs testamentaires (personal representatives) sont responsables envers le tiers qui a fait les frais des obsèques du *de cujus* du montant de ses dépenses, les derniers seulement dans la mesure où ils ont reçu le patrimoine du défunt ou auraient pu le recevoir avec une diligence convenable.

Si la partie lésée a payé sur la demande de l'enrichi, on admet que cette demande renferme une promesse de restitution. L'enrichi est en conséquence tenu de dédommager la partie lésée.

III. Gestion d'affaires. Celui qui dépense de son plein gré son argent ou sa peine pour l'amélioration ou l'entretien du patrimoine d'autrui, ou pour la gestion des affaires d'autrui, n'acquiert pas de droit à une indemnité. La gestion d'affaires n'existe pas comme source d'obligations et ne donne pas droit à un dédommagement et au remboursement des dépenses. Celui qui par exemple paie de son plein gré et sans obligation les dettes d'un autre n'oblige pas ce tiers à rembourser l'argent payé

pour lui, et encore moins si le tiers n'était pas obligé à ces dépenses, par exemple pour des aumônes, car il n'y a pas enrichissement du tiers. Le motif en est que son patrimoine n'a été augmenté ni par diminution du passif, ni par accroissement de l'actif.

Il n'est fait exception que pour les secours en cas de naufrage. Lorsque des navires anglais ou un navire dans les eaux anglaises se trouve en danger de naufrage, le propriétaire du navire est légalement obligé de payer au sauveteur de vies humaines une récompense appropriée (salvage) (M. S. A., 1894, s. 544). Si le navire a fait naufrage ou s'est trouvé en danger sur la côte du Royaume-Uni, le propriétaire du navire, de l'armement, ou de la cargaison doit verser des indemnités pour les services de sauvetage rendus à l'égard de sa propriété (M. S. A., 1894, s. 546). Le navire est grevé de ces indemnités. La récompense pour le sauvetage de vies humaines jouit d'un droit de préférence. Si la valeur du vaisseau, de l'armement et de la cargaison est insuffisante pour payer la récompense, le sauveteur peut recevoir des sommes sur un fonds particulier à ce destiné et administré par le Board of Trade (M. S. A.. 1834, s. 546 (3)).

DEUXIÈME SECTION

Obligations nées d'actes illicites. Torts.

III. Stephen : P. 290—438. — Jenks : ss. 722—1036. — Pollock on Torts.

I. Concept. Une obligation peut naître non seulement d'un contrat mais des actes unilatéraux d'un individu qui portent préjudice aux droits et intérêts d'un autre individu. Ce sont les actes illicites, délits et quasi-délits, nommés en anglais " torts ".

Il n'existe pas de doctrine générale et de système des " torts " mais ils jouent un grand rôle en droit anglais.

II. Les conditions d'une action pour tort sont toujours :

a) Une *injury*, c'est-à-dire la lésion d'un droit ou d'un bien;

b) Un *damage*, c'est-à-dire un dommage causé.

Exceptionnellement la preuve du dommage n'est pas exigée, par exemple pour les troubles de possession.

c) Généralement une *faute* qu'il y ait intention de nuire (malice and intention) ou négligence, et spécialement abstention (negligence).

L'intention d'accomplir une action dont on peut admettre qu'elle lèsera un autre, et le fait du dommage, ne suffisent pas toujours. Il peut y avoir des cas où un dommage n'est pas illicite et où la personne qui l'a causé peut invoquer des " just causes and excuses ". C'est par exemple le cas lorsqu'un concurrent détourne des clients d'un autre par des moyens licites.

Il doit exister une relation causale entre l'acte et le dommage. Le dommage doit " flow directly and naturally from the injury ". La cause ne doit pas être " too remote ".

III. Négligence (negligence). Lorsqu'il n'y a que négligence et qu'un dommage est causé, il peut y avoir la possibilité d'une plainte pour torts, lorsque dans le cas en question a été omise la diligence qui pouvait être réclamée d'un homme raisonnable.

On ne peut porter plainte pour torts par suite de misrepresentation,

faux renseignements, lorsque celui qui a donné les renseignements les croyait exacts et qu'il n'y avait pas de motif raisonnable d'avoir une opinion différente. Par contre il y a tort pour renseignements sciemment faux.

Une compagnie télégraphique n'est pas obligée envers les destinataires de télégrammes de s'assurer que le message est transmis exactement.

Un propriétaire foncier n'a pas à s'assurer que la croissance de chardons ne cause pas de dommages à ses voisins.

Qui circule sur la voie publique en voiture, en automobile, ou à bicyclette doit le faire de façon à n'endommager ni choses ni gens.

Il peut aussi y avoir " contributory negligence ". C'est le cas lorsque la victime est elle aussi responsable, par exemple dans les collisions de véhicules sur la voie publique, ce qui supprime ou réduit l'obligation de réparation de l'un ou de l'autre.

IV. Responsabilité pour tort sans intention ni négligence (liability independent of intention or negligence). Le droit français parle de quasi-délit ou de risque créé.

Il y a des cas où une personne est responsable d'un dommage qui n'est imputable ni à intention de nuire, ni à négligence. Il suffit pour la responsabilité que cette personne crée un risque ou soit propriétaire de la chose qui a provoqué le dommage.

Exemple : Le possesseur d'un réservoir d'eau est responsable du dommage qui résulte de fuites ou de rupture, d'inondations consécutives des terrains voisins, et autres dégâts. Il n'est libéré de cette responsabilité que si le dommage est imputable à l'acte d'un tiers (a stranger) ou à force majeure, " act of God ", comme à la suite d'un orage extraordinaire de la foudre, etc.

Le propriétaire d'un terrain est également responsable du dommage qu'il peut causer sans faute à un voisin par des fouilles qu'il ne peut entreprendre qu'à ses risques et périls (at his own risk).

Qui possède un chien qu'il sait avoir déjà mordu plusieurs personnes sera responsable du dommage causé par cet animal même s'il a mis tous ses soins à éviter ce danger.

Il existe d'ailleurs une responsabilité légale du propriétaire d'un chien si ce dernier blesse ou tue d'autres animaux, même si ce propriétaire ignorait la méchanceté du chien.

Une responsabilité sans faute analogue résulte de la loi (Workmen's Compensation Act) pour le patron. Il est responsable de la blessure ou de la mort de l'ouvrier à la suite d'un accident professionnel (on accident arising out of and in the course of his employment).

V. Le dommage (damage) et les dommages-intérêts (damages). Il y a des cas de tort où aucun dommage n'est démontrable comme par exemple en cas de trespass of lands or goods, exercice illégal de droits de possession sur des immeubles ou meubles. Un individu interdit à un autre l'accès de son terrain. On refuse au propriétaire de le mettre en possession de son bien, une montre, par exemple.

Dans ces cas, aucun dommage évaluable en argent ne s'étant produit, on ne peut réclamer que des " nominal damages ", par exemple le paiement de 1 sh. L'action revêt alors le caractère d'une action en constatation; le droit de la victime doit être établi.

Les cas d'attaques contre l'honneur d'un individu (injurious acts) tels que libel (diffamation par écrit, image, etc.) ou malicious prosecution (poursuite chicanière) sont différents. De gros dommages-intérêts peuvent être accordés pour les seuls " injured feelings " du demandeur, c'est-à-dire " tort moral ", sans qu'il soit nécessaire de prouver le dommage.

Dans beaucoup d'autres cas la preuve satisfaisante d'un dommage est nécessaire pour que la plainte soit admise. Dans d'autres, on peut parer à la répétition du tort par une interdiction judiciaire de renouvellement de l'acte illicite (lors par exemple de trouble de la possession) sous peine de sanction. Souvent aussi le tribunal rend un " order to keep peace " qui impose au délinquant de déposer une caution qui sera acquise an tribunal si, malgré l'interdiction, le délinquant renouvelait l'acte illicite dans un délai déterminé.

VI. Transfert de droits et obligations par le décès. Primitivement les actions pour torts ne s'héritaient pas. Aujourd'hui s'appliquent les dispositions légales suivantes :

1° Après la mort de la victime, les exécuteurs testamentaires peuvent exercer l'action si :

a) il s'agit de biens meubles;

b) il s'agit d'immeubles, et le dommage a été causé dans les six mois ayant précédé la mort du *de cujus*, et si l'action est intentée dans l'an du décès;

c) la mort d'un individu est résultée d'un acte illicite. Les parents à sa charge les plus proches peuvent intenter l'action.

2° Après la mort du responsable du tort, l'action peut être intentée contre ses exécuteurs testamentaires :

a) pour dommage causé à des biens meubles, ou immeubles dans les six mois qui ont précédé la mort, dans l'an du décès;

b) Les actions intentées d'après le Workmen's Compensation Act,

1906, pour dommage par accident ou mort peuvent l'être contre les héritiers du patron.

VII. Prescription. Les actions pour tort se prescrivent : *a*) normalement par six ans de l'acte ou du fait dommageable;

b) Violences contre l'individu (assault, battery, falsesequestration) par quatre ans;

c) Slander by words, diffamation orale ou par signes, sans preuve de dommage spécial, par deux ans;

d) Actions contre une personne ou une administration (body) pour un tort concernant l'exercice de droits basés sur un Act of Parliament (par exemple blessure causée par la conduite négligente d'un tramway, pour laquelle est responsable le London County Council);

e) Actions possessoires contre le possesseur illégal par douze ans depuis le début de la possession illégale.

VIII. Les cas isolés de tort. 1° *Tous faits atteignant le corps et la vie*, depuis la voie de fait par gifle jusqu'aux blessures graves, y compris les menaces et les risques physiques (interventions médicales, installations portant préjudice au voisin, refus de relations conjugales);

2° *Privation de liberté*, restraint of the liberty of a free man. Non seulement le false imprisonment, mais toute privation de liberté d'un individu, telle que détention illégale, arrestation;

3° *Attaques contre l'honneur et la réputation*, écrits ou imprimés (libel) ou bien oraux ou par signes (slander) attaques contre l'honneur de la femme, contre l'honneur professionnel, etc.

S'il y a libel, on peut poursuivre sans prouver un special damage;

4° *Atteinte aux droits du mari* par séduction de la femme par violence, ruse, ou persuasion, adultère, etc.;

5° *Atteinte aux droits du patron* sur les services de son " servant ". Le livreur ou employé subalterne est par exemple empêché de travailler;

6° *Atteintes au patrimoine immobilier* (nuisance, waste, disturbance, soustraction);

7° *Atteintes au patrimoine mobilier*, soustraction d'objets, dol, abuse ou damage;

8° *Atteinte aux droits d'inventeur, d'auteur, et de marque de fabrique;*

9° *Cas d'inexécution dolosive.* Il ne s'agit pas ici normalement de plaintes pour tort pures, car on peut intenter l'action du contrat;

10° *Atteinte à des droits civiques*, comme par exemple corruption électorale.

DEUXIÈME PARTIE

Relations contractuelles étudiées isolément.

PREMIÈRE SUBDIVISION

CONTRATS DE GARANTIE

CHAPITRE PREMIER

LE CAUTIONNEMENT

III. Stephen : P. 265—271. — Jenks : ss. 652—685. — Smith & Watts P. 633—667. — Stevens : P. 456—471.

Partnership Act, 1890 (P. A., 1890). — Mercantile Law (Amendment) Act, 1856 (M. L. A. A., 1856). — Statute of Frauds, 1677 (St. F., 1677). — Law of Property Act, 1925 (L. P. A., 1925). — Bankruptcy Act, 1914 (. BA., 1914).

I. Concept. Le cautionnement (contract of guarantee ou suretyship) est la promesse de la caution (surety) de satisfaire un créancier (creditor) pour une créance contre un débiteur principal (principal debtor) si ce dernier n'exécute pas à l'échéance. Trois personnes jouent un rôle dans le cautionnement : le créancier, le débiteur principal qui est tenu en premier lieu, et la caution qui ne doit l'exécution qu'en cas de demeure du débiteur principal. Son obligation est sous condition suspensive.

1° *Cautionnement simple* (single guarantee).

Généralement la caution ne garantit qu'un engagement contractuel bien déterminé du débiteur envers le créancier. On l'appelle alors " single guarantee ".

2° *Cautionnement permanent* (continuing guarantee). Il s'applique à tous les contrats qu'un créancier passe avec un débiteur. C'est un cautionnement de crédit. On l'appelle " continuing guarantee " et on y voit une offre permanente de garantie faite par la caution au créancier. Chaque fois que le créancier accorde à nouveau un crédit au débiteur, l'offre est

acceptée de nouveau. Le cautionnement permanent peut être dénoncé, à moins que la consideration du créancier ne soit indivisible, comme l'acceptation du débiteur comme partner d'une société. Il est alors irrévocable tant que durent les relations entre débiteur et créancier, et ici la qualité de membre de la société.

Si le cautionnement est donné au profit d une partnership, il s'éteint avec tout changement de sa composition (P. A., 1890, s. 18).

3° *Cautionnement et contrats similaires.* Le contrat de cautionnement pur doit être distingué de la promesse de garantie qui oblige le garant à réparer le dommage éventuel. La promesse de garantie visant des dommages-intérêts, on la dénomme " contract of indemnity ". Un contrat de garantie même simplement oral est valable. Telle est l'obligation du représentant ducroire qui, contre une indemnité spéciale (commission) apporte un soin particulier à l'exécution du mandat qui lui est confié et garantit la solvabilité de ses clients.

C'est une question d'interprétation que de déterminer si dans un cas donné il y a garantie (indemnity) ou cautionnement (guarantee); les dénominations " indemnity " et " guarantee " ne sont que des indices de la volonté des parties.

Il ne faut pas confondre avec le cautionnement de droit civil la garantie, la caution qui doit être fournie sur décision judiciaire dans un procès pénal pour que l'inculpé soit laissé en liberté provisoire. L'individu arrêté est aussitôt entendu par le juge de simple police; les débats ultérieurs devant le tribunal n'ont lieu que plus tard, et d'ici là cet individu est souvent mis en liberté provisoire mais contre caution, contre bail. L'inculpé est rappelé pour le jugement, remanded on bail. Les bails sont les gens qui se portent caution.

II. Formes. Pour que le cautionnement engendre une action, il doit, contrairement à la promesse de garantie, être prouvé par acte signé de la caution (St. F., 1677, s. 4, cf. p. 26). La mention de la considération est nécessaire si le contrat n'est pas scellé; sinon non (M. L. A. A., 1856, s. 3). Un cautionnement pour une dette déjà existante est nul si le créancier n'a pas offert une consideration à la caution ou accordé quelque nouvel avantage au débiteur par suite de l'intervention de la caution, un délai par exemple. Le montant pour lequel la caution s'engage n'a pas à être déterminé.

III. Responsabilité de la caution. 1° *Etendue.* La responsabilité de la caution dépend du contrat de cautionnement mais a pour limite l'engagement du débiteur principal. Les intérêts ne sont dus au créancier que s'ils courent légalement ou sont considérés comme tacitement sti-

pulés (cf. p. 76). Les frais des actes juridiques du créancier ne sont supportés par la caution que s'ils ont été engagés dans son intérêt.

Pour un cautionnement de montant déterminé, mais intérieur à la dette principale, c'est une question d'interprétation que celle de savoir s'il y a cautionnement pour l'ensemble ou pour une partie. Dans le premier cas, la caution est responsable de toute la dette et de tout solde restant, mais dans la mesure du montant indiqué. Dans le second elle est libérée dès l'extinction de la partie de la dette pour laquelle elle est responsable. C'est particulièrement important en cas de faillite du débiteur principal. Si elle n'a garanti qu'une partie de la dette, la caution peut revendiquer le dividende de faillite correspondant à cette partie de la dette et le déduire de son engagement. Si elle est responsable pour l'ensemble, elle ne peut revendiquer les dividendes que dans la mesure où, joints au montant de son obligation, ils dépassent la dette principale.

2° *Echéance.* Dès que le débiteur principal ne paie pas à l'échéance, la caution est tenue d'exécuter à sa place. Elle est responsable solidairement avec lui dès l'échéance. Le créancier peut lui réclamer immédiatement le paiement sans être obligé de poursuivre le débiteur. Il n'est même pas tenu de signifier à la caution la demeure du débiteur.

IV. Droits de la caution. 1° *A l'égard du créancier.* Si elle paie, elle a le droit de réclamer du créancier la remise de toutes les sûretés qu'il tient du débiteur, y compris droits de gage, hypothèques, lettres de change, reconnaissances de dette, jugements éventuels (M. L. A. A., 1856, s. 5). Les sûretés ne passent pas à la caution de plein droit. Si le créancier ne s'acquitte pas de cette obligation, la caution peut lui réclamer la somme qu'il aurait pu retirer des sûretés créées. La caution peut poursuivre le débiteur au nom du créancier, mais doit donner des sûretés à ce dernier pour les frais de procès éventuels. La caution est ainsi en droit d'exercer un droit d'autrui au nom d'autrui mais pour son propre compte (M. L. A. A., 1856, s. 5). Si le créancier lui cède la créance, elle a une action personnelle (L. P. A., 1925, s. 136, et cf. p. 106).

La caution sommée de payer a contre le créancier les mêmes exceptions que le débiteur principal : droit à la compensation, droit de faire annuler le contrat pour dol (fraud) ou renseignements inexacts (misrepresentation).

2° *Contre le débiteur.* La caution peut réclamer au débiteur la réparation du préjudice qu'elle a subi par le paiement, y compris les intérêts depuis le jour du paiement (cf. p. 76), et le dommage ultérieur éventuel, tel que frais de justice, s'ils ont été engagés dans l'intérêt du débiteur, et dommage résultant d'une immobilisation de capital. Ces demandes de

la caution sont appréciées d'après les règles de l'enrichissement sans cause (cf. p. 121). Elle n'a le droit au remboursement que s'il existait pour elle au paiement une obligation juridique exigible, et non si elle a payé la dette avant l'échéance.

Si la caution se laisse poursuivre, elle ne pourra se faire rembourser les frais du procès que s'ils ont été engagés dans l'intérêt du débiteur. Elle devra en conséquence l'informer avant d'engager le procès.

Si la créance cautionnée est exigible, la caution peut sommer le débiteur de la libérer de ses obligations. Elle a même le droit de le faire condamner au paiement au créancier. Si la créance cautionnée est de plus garantie par un gage, ce gage doit être réalisé au profit de la caution.

Dans la faillite du débiteur, la caution peut produire sa créance même si elle est conditionnelle, c'est-à-dire au cas seul où le créancier la poursuit (B. A., 1924, s. 30 (3), (8)). Mais elle ne le peut lorsque le créancier a déjà produit la sienne.

3° *Contre les autres cautions.* Si plusieurs cautions ont garanti une dette, chacune, dans leurs rapports entre elles, est tenue à un apport proportionnel, qu'elles se soient engagé solidairement ou par contrats séparés, simultanément ou successivement. A la mort de la caution, l'obligation grève son patrimoine.

Tandis qu'une caution peut réclamer du débiteur le remboursement après chaque paiement isolé, elle ne peut exercer ce droit contre les autres cautions que si elle a payé plus que sa part entière ou s'il est établi que la dette est éteinte et qu'elle a en fait payé plus que sa part. Si par exemple deux cautions se sont engagées pour 1.000 £, dans leurs rapports chacune n'est tenue que de 500 £ et ne peut réclamer à sa compagne le remboursement que de ce qu'elle aurait payé en plus.

Si une caution fait faillite, sa part est à répartir entre les autres. Si une caution détient une sûreté, le produit en doit profiter à tous également, à quelque moment qu'elle l'ait acquise, les sûretés appartenant toutes les cautions en commun.

Une caution condamnée peut faire fixer en justice la contribution des autres cautions. Mais celles-ci n'ont à payer que si elle est poursuivie d'après le jugement et a payé plus que sa part. Le recours contre les autres cautions se prescrit par six ans du jour où la contribution est déterminée, c'est-à-dire normalement du jour de l'extinction de l'obligation. La prescription ne court donc pas du paiement par la caution, à moins qu'elle n'éteigne la dette d'un seul coup.

V. Extinction du cautionnement. Il s'éteint avec l'obligation principale ou lorsque l'attitude du débiteur pourrait aggraver les risques de

la caution. Pour une continuing guarantee (cf. ci-dessus, p. 129) la dénonciation est de plus possible.

1° *Extinction de l'obligation principale.* La caution est libérée par tout fait juridique générateur d'extinction pour l'obligation principale Une remise de dette n'est cependant valable que si elle est contenue dans un acte scellé ou faite.contre une consideration. Si la remise, à défaut de ces conditions, est sans effet, la responsabilité de la caution subsiste.

Si le créancier remet au débiteur une partie de la dette, la caution n'est responsable que de la dette diminuée, à moins que le créancier ne se soit réservé tous ses droits contre la caution, ce qui est incompatible avec une remise totale. La remise est interprétée dans ce cascom mé " covenant not to sue ", la dette subsistant, mais le créancier perdant l'action. Si par suite de cette réserve les droits du créancier subsistent contre la caution, celle-ci garde ses droits contre le débiteur. La remise, ou la renonciation à l'action ont simplement pour effet d'obliger le créancier à faire valoir sa créance en faisant un détour par la caution.

Au terme de la procédure de faillite, le débiteur est généralement déchargé de ses obligations par décision judiciaire (order of discharge). Cette décharge du débiteur ne profite pas à la caution, qui reste tenue du solde en dépit de l'extinction de l'obligation principale (B. A., 1914, s. 28 (4)). Si le débiteur conclut un concordat (arrangement) au cours de la procédure de faillite, le créancier n'a pas besoin de réserver ses droits contre la caution, qui n'est pas libérée (B. A., 1914, s. 16 (20)).

2° *Modification des risques.* Les risques de la caution sont aggravés lorsque le créancier accorde un délai au débiteur, modifie les dispositions du contrat principal, ou libère une autre caution ayant assumé la garantie en commun avec la première. Dans tous ces cas la caution est libérée et n'a plus à exécuter en cas de demeure du débiteur.

a) *Octroi d'un délai.* La simple promesse du créancier d'attendre, l'échéance venue, avant de faire valoir sa créance, manque de consideration et ne l'engage pas. Il peut malgré elle réclamer le paiement à l'échéance. Mais s'il a reçu en échange une nouvelle consideration, le délai est valable et la caution libérée, car les risques peuvent augmenter d'une façon qu'elle ne prévoyait pas en s'engageant. Si le cautionnement garantit plusieurs dettes séparées, le délai accordé pour l'une ne libère pas la caution par rapport aux autres. Mais ici aussi le créancier peut réserver ses droits contre la caution et la poursuivre même s'il a accordé un délai au débiteur.

Si le créancier reçoit une lettre de change ou autre effet de commerce dont l'échéance est postérieure à celle de la créance à laquelle il s'appli-

que,c'est une consideration suffisante pour un délai. La caution est libérée de ce fait. Pour que cette libération ne se produise pas, la lettre de change doit être échue au jour de l'échéance primitive de la dette ou le créancier doit réserver ses droits contre la caution.

L'engagement de la caution ne tombe pas du seul fait que le créancier ne poursuit pas le débiteur dès l'échéance, ou tarde à le faire. Si la valeur des sûretés diminue par suite de ce retard,la caution est en droit de déduire la perte de son obligation. Si elle craint qu'un dommage ne résulte pour elle de ce retard, elle est libre de poursuivre le débiteur pour le faire s'acquitter envers le créancier.

b) *Modification de l'obligation.* Si le contrat est modifié sans l'assentiment de la caution, le cautionnement s'éteint, à moins que la modification ne soit de peu d'importance ou non désavantageuse pour la caution. S'il ne résulte pas de la modification elle-même qu'elle influe défavorablement sur la situation de la caution, celle-ci peut décider si elle considère la modification comme essentielle et si elle veut se libérer de son engagement, ou si elle veut le laisser subsister malgré la modification.

Si le créancier renonce à des sûretés garantissant la dette cautionnée, la responsabilité de la caution diminue du montant qui aurait pu être retiré de ces sûretés.

c) *Libération d'une autre caution.* Si plusieurs ont cautionné la même dette, la libération de l'une entraîne celle de toutes les autres, à moins que chaque caution ne se soit engagée sans tenir compte de la présence des autres (several liability, cf. p. 64). Si une telle caution est libérée, et si les autres restent tenues, leur part contributoire n'est pas élevée. Le créancier perd par cette libération la part qu'aurait acquitter la caution libérée.

3° *Dénonciation.* Un cautionnement garantissant tous les contrats entre un débiteur et un créancier pendant un temps déterminé (continuing guarantee) peut être dénoncé. Ce mode de cautionnement est considéré comme une offre permanente de cautionner faite par la caution et révocable pour toutes les affaires pour lesquelles elle n'a pas été acceptée (cf. ci-dessus). Ce cautionnement s'éteint au plus tard dès que le créancier apprend la mort de la caution, s'il n'a pas été convenu de délai déterminé de dénonciation.

La dénonciation est présumée, lorsque le cautionnement existe au profit d'une société en partnership, dès que ses membres changent (P. A., 1890, s. 18).

CHAPITRE II

NANTISSEMENT ET DROIT DE RÉTENTION

II. Stephen : P. 556—563. — Jenks : ss. 1571—1603, et f. T. I, P. 278—281.

Bills of Sale Act, 1882 (B. S. A., 1882). — Statute of Frauds, 1677 (St. F., 1677). — Truck Acts, 1831-1896. — Wages Attachment Abolition Act, 1870 (W. A. A. A., 1870). — Bankruptcy Act, 1914 (B. A., 1914). — Companies (Consolidations) Act, 1908 (C. C. A., 1908). — Employer's Liability Act, 1880 (E. L. A., 1880). — Workmen's Compensation Act, 1906 (W. C. A., 1906).

En dehors du cautionnement, une créance peut être garantie par gage. La constitution de gage s'opère par un transfert de garantie ou par simple remise de possession.

I. Transfert de garantie (mortgage). Les relations commerciales connaissent principalement le transfert de garantie par déclaration écrite, dite bill of sale by way of security, ou simplement bill of sale. On se réfère aux Bills of Sale Acts de 1878 et 1882. Sans que le transfert de la possession soit nécessaire, des objets isolés, un entrepôt de marchandises ou d'autres valeurs sont garantis au créancier par la remise d'un acte de vente. Pour être opposable à d'autres créanciers, il doit être inscrit dans les six jours sur un registre public spécial et renfermer un inventaire des objets donnés en gage (B. S. A., 1882, s. 4). Si le débiteur est en demeure pour des paiements d'intérêts ou de capital, le créancier peut se mettre en possession des choses données en gage, et, si les prestations en retard n'ont pas lieu dans les cinq jours, les vendre de sa propre initiative (B. S. A., 1882, ss. 7, 13). Un bill of sale qui doit garantir le remboursement d'un prêt doit se conformer exactement aux prescriptions légales et n'être pas donné pour une dette d'un montant inférieur à 30 £. Si le gage doit subsister après cinq ans, il faut procéder à une nouvelle inscription.

II. Gage simple (pledge, pawn). Il y a gage simple lorsque le nantissement s'opère par remise de la possession de la chose donnée en gage.

Au cas de demeure du débiteur, le créancier peut réaliser le gage dans les meilleures conditions et se payer sur le produit (cf. également, t. I, p. 235).

III. Droit de rétention (lien). Celui qui a reçu une chose pour la garder ou la réparer a sur elle un droit de rétention pour le montant des services rendus. Il en est de même pour le voiturier et l'aubergiste. La convention et les usages commerciaux déterminent s'il y a droit de rétention. La chose retenue ne peut l'être que jusqu'à l'extinction de la dette qu'elle garantit, mais le créancier n'a pas de droit de la réaliser. Pour les applications particulières voir les chapitres isolés de cet ouvrage (et cf. t. I, p. 236, t. II, p. 52, 154, 169, 179, 190, 194).

DEUXIÈME SUBDIVISION

CONTRATS DE TRAVAIL (CONTRACTS OF EMPLOYMENT)

III. Stephen : P. 230—252. — Jenks : ss. 454—509. — Smith & Watts : P. 601—632.

CHAPITRE PREMIER

CONCEPT ET VARIÉTÉS

Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893).

Les contrats de travail comprennent les contrats suivants :

1° Le louage de services (master and servant, contract of service);

2° Le contrat d'apprentissage (master and apprentice, contract of apprenticeship);

3° Le contrat de travail (contract of work and labour);

4° Le mandat (principal and agent; contract of agency).

I. Concept du contrat de louage de services (contract of service). Il y a louage de services lorsqu'un individu (servant) s'engage à travailler pendant un certain délai, contre un salaire ou une autre rétribution, pour le maître (master). Le maître se charge d'employer le " servant ".

Les règles du louage de services s'appliquent également à des services de nature plus haute, par exemple ceux d'un précepteur ou du médecin à demeure dans un hôpital, mais non aux services isolés comme ceux de l'avocat et du commissionnaire qui ne sont pas engagés pour une durée déterminée ni constamment surveillés par le maître. Ces individus n'étant considérés que comme des représentants du maître, leurs droits et obligations s'apprécient d'après les règles de la représentation (principal and agent) (cf. p. 39 ss.).

II. Concept de contrat d'apprentissage. (contract of apprenticeship). Par le contrat d'apprentissage le maître s'engage à introduire l'apprenti

dans sa profession et à l'employer, tandis que l'apprenti, en échange, doit servir le maître.

A défaut de convention expresse, l'apprenti n'a droit à aucune rémunération. S'il partage la vie commune du foyer du maître, celui-ci doit lui fournir nourriture, vêtements et soins. Est considérée comme contrat d'apprentissage la situation des jeunes avocats (articled clerks) apprenant leur métier chez un avocat.

III. Concept de contrat de travail (contract for work and labour). Il y a contrat de travail lorsqu'un employé (employee) s'engage à travailler pour un employeur (employer). Il est essentiel que l'employé travaille indépendamment des instructions de l'employeur et n'ait à répondre que d'un certain résultat.

Le droit du contrat de travail se rapproche du louage d'ouvrage continental mais embrasse d'autres situations comme l'emploi d'un chirurgien qui, sans relations de service permanentes avec le patient, accomplit un travail physique. Il y a également contrat de travail lorsque l'employé doit travailler des matériaux appartenant à l'employeur. En ce qui les concerne l'employé est simultanément dépositaire (bailee) de l'employeur. Mais s'il fournit lui-même les matériaux, le rapport de droit est apprécié comme une vente de chose future (S. G. A., 1893, s. 5). Fait exception le contrat d'entreprise de construction qui est également considéré comme contrat de travail si les matériaux sont fournis par l'entrepreneur. Le contrat de réparation est aussi contrat de travail s'il s'agit de remettre en état des choses endommagées. Il est toujours essentiel que l'employé soit contractant indépendant (independent contractor), accomplissant le travail, en conservant sa pleine liberté économique, pour l'employeur.

IV. Concept de mandat (contract of agency). Si un individu agit pour un autre de façon à l'engager par ses actions et abstentions, il y a mandat. Est mandant (principal) celui pour lequel agit le mandataire (agent, cf. p. 39). Le caractère essentiel du mandat n'est pas une prestation de travail, mais le fait d'agir pour le mandant. Dans le louage d'ouvrage l'employeur n'est pas lié par les actes de l'employé, tandis qu il l'est par les actes de son mandataire.

Sont comptés parmi les mandataires le commissionnaire et le courtier. Le commissionnaire (factor) écoule les marchandises du principal. S'il les a en sa possession, il est à la fois représentant et dépositaire (agent and bailee). Le courtier conclut pour le principal des contrats à la Bourse. Sa tâche est d'amener des tiers à conclure des affaires avec son patron.

V. Loyer des marins (contracts with seamen). Les contrats de louage de services des marins sont soumis aux prescriptions légales particulières de la seconde partie du Merchant Shipping Act, 1894, de la troisième partie du Merchant Shipping Act, 1906, et du Merchant Shipping (International Labour Conventions) Act de 1925.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Statute of Frauds, 1677 (St. F., 1677). — Truck Acts, 1831-1896. — Wages Attachment Abolition Act, 1870 (W. A. A. A., 1870). — Bankruptcy Act, 1914 (B. A., 1914). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908). Employer's Liability Act, 1880 (E. L. A., 1880). — Workmen's Compensation Act, 1906 (W. C. A., 1906).

Le mandat a été traité en même temps que la représentation (p. 39) Les règles générales qui suivent ne s'appliquent qu'aux autres contrats de travail (louage de services, contrat d'apprentissage et louage d'ouvrage).

I. Naissance et formes du contrat de travail (louage d'ouvrage). Le louage d'ouvrage ne peut être conclu qu'expressément. Le seul fait qu'une personne en sert une autre ou vit en commun avec elle n'est pas une presomption. La simple promesse de travailler gratuitement pour un autre est nulle faute de considération. Si le promettant a commencé le travail il doit y appliquer les connaissances et les soins appropriés; l'exécution partielle l'oblige à l'exécution intégrale. C'est une exception à la théorie de la consideration.

Il n'existe pas de formes obligatoires. Si les services s'étendent sur une période de plus d'un an, le contrat doit cependant pouvoir être prouvé par écrit (St. F., 1677, s. 4, et cf. p. 26). Sinon il n'engendre pas d'action. Le contrat d'apprentissage oblige même un mineur, qui peut l'attaquer une fois majeur.

II. Obligations de l'employé. 1° *Diligence.* Si l'employé sait qu'on lui demande des services nécessitant une certaine éducation ou habileté (skilled labour) qu'il prétend posséder, il est responsable de tout dommage résultant d'un accomplissement de ces services qui ne soit ni compétent ni approprié. Si des biens du patron lui sont confiés, il est de plus obligé à une garde et à un usage soigneux. Il doit au patron réparation du dommage résultant de ses actes illicites.

2° *Profits accessoires.* L'employé doit remettre à l'employeur tous

les profits accessoires que lui procure sa situation; en particulier le patron a droit à tous les profits de l'apprenti;

3° *Secrets professionnels.* L'employé ne peut faire usage des secrets professionnels, renseignements confidentiels et connaissances particulières que sa situation lui a fait acquérir, même après la fin de cette situation au préjudice de l'employeur. Il doit de plus des dommages-intérêts s'il en résulte quelque préjudice pour le patron.

4° *Droit de rétention.* L'employé qui a dépensé son travail et ses talents sur une chose à lui confiée a sur elle un droit de rétention pour leur montant. Le droit de rétention est un " special " ou „ particular bien " (cf. t. I, p. 236). Il ne s'applique qu'à la chose travaillée et non aux autres objets appartenant au même employeur et semblablement entre les mains de l'employé. Il ne naît que si l'employeur était en droit, expressément ou tacitement, de conclure le contrat de travail. Le droit de rétention s'éteint lorsque l'employé fait crédit de la rémunération à l'employeur.

III. Obligations de l'employeur. 1° *Salaire.* A défaut de convention expresse, l'employé peut réclamer une rémunération appropriée de ses services, si telle était d'après les circonstances l'intention des parties; de même lorsqu'un louage d'ouvrage est poursuivi malgré dénonciation opérée. Si la rémunération a été fixée a forfait (lump sum), elle n'est exigible qu'au terme des services ou de l'ouvrage. Si en ce cas l'employé résilie le contrat avant l'achèvement des services, il perd son droit à rémunération. Si les services deviennent impossibles, ou si l'entrepreneur se refuse à continuer les relations jusqu'à la fin du délai prévu, l'employé, à défaut d'autre convention ou usage, a droit à un quantum meruit (cf. p. 90) pour les services effectivement rendus.

Les travailleurs, qui ne comprennent pas les domestiques et le personnel agricole (domestic and menial servants) doivent être payés en espèces. Les déductions du salaire sont interdites (Truck Act, 1831 s. 1; 1887, s. 10). La compensation du salaire avec des contre-créances, de l'employeur n'est permisé qu'en échange des contributions à la caisse des maladies ou des amendes fixées par les règlements de l'usine, ou pour travail défectueux et détérioration du matériel (Truck Act, 1836, ss. 1, 4). Dans tous les autres cas, par exemple pour une créance ou dommages-intérêts judiciairement constatée de l'employeur, la compensation est exclue. Le salaire d'un ouvrier est insaisissable (W. A. A. A., 1870, s. 2; cf. p. 117). En cas de faillite du patron, les salaires des ouvriers et employés sont garantis pour les derniers deux ou quatre mois, et pour un montant de 25 ou 50 £ par un privilège de même rang que celui du

fisc, primant les autres créances (B. A., 1914, s. 33 (1) (b) (c); C. C. A., 1908, s. 209).

2° *Dédommagement des frais et pertes.* L'employeur est tenu de dédommager le travailleur de tous les frais et pertes occasionnés pour lui par l'exécution des instructions de l'employeur, y compris les frais de matériaux. Les entrepreneurs sont responsables envers les travailleurs des blessures causées à ceux-ci par la négligence ou les actes de leurs compagnons. L'indemnité est au plus égale au salaire du travailleur dans les trois années qui ont précédé l'accident, et, en cas de mort, 300 £ au plus et 1 £ par semaine en cas d'immobilité (W. C. A., 1906, s. 1; Sched. I (1));

3° *Indication d'un travail.* L'employeur n'est pas tenu de donner du travail à l'employé si ce dernier est payé au temps, et non proportionnellement ou aux pièces. L'apprenti, qui veut apprendre le métier de son patron, a naturellement droit à du travail. Par ailleurs, il résultera, de la nature des services qu'un emploi convenable est une condition du contrat, par exemple pour l'engagement d'un chef d'orchestre tenant à se faire connaître du public;

4° *Soins médicaux.* Le patron n'est pas normalement tenu de procurer à l'employé malade des soins médicaux, s'il ne s'agit pas d'ouvriers (cf. ci-dessus). Seul l'apprenti, qui vit au foyer du patron, a droit à des soins médicaux en cas de maladie;

5° *Certificat.* L'employeur est libre de le donner ou de le refuser. Des renseignements oraux, non volontairement faux, donnés par l'employeur ne permettent pas à l'employé de réclamer des dommages-intérêts ou d'agir en diffamation (slander).

IV. Extinction du contrat de travail. 1° *Arrivée du terme et dénonciation.* La durée d'un contrat de travail est déterminée par la convention des parties ou les usages. Un contrat de durée illimitée peut être dénoncé. Le délai de dénonciation doit être convenable. Il n'existe pour ainsi dire pas de règles légales; aussi les demandes en dommages-intérêts pour dénonciation prématurée sont-elles très fréquentes. Le louage de services avec un domestique ou un personnel agricole (menial servants) peut être dénoncé des deux côtés en tout temps moyennant l'observation d'un délai d'un mois, et par l'employeur immédiatement moyennant paiement d'un mois de salaire. Le domestique perd de ce fait son droit à la nourriture et au logement sans que l'employeur doive l'en dédommager. Le délai de dénonciation sera normalement plus long s'il s'agit d'un travail plus apprécié. Ainsi un rédacteur de journal ne peut être congédié que six mois d'avance, un comptable que trois mois, un voyageur, employé de pharmacie ou agent de publicité qu'un mois.

2° *Résiliation pour faits graves.* a) *Motifs.* L'employeur peut congédier l'employé, pour faits graves, sans délai. Il y a fait grave lorsque l'employé refuse malignement ou avec persistance de se conformer aux instructions de l'employeur, abandonne ses fonctions sans motif, est totalement incapable ou a commis une faute morale ou pénale. S'il agit contrairement aux intérêts de l'employeur (par exemple se laisse corrompre ou accepte une commission) il peut être congédié sur-le-champ.

La maladie n'est un fait grave que si elle est de longue durée ou si l'employé devient incapable de s'acquitter de son travail. S'il n'est néanmoins pas congédié, l'employeur ne peut réduire son salaire ou en déduire les soins et frais médicaux.

S'il y a fait grave, l'employé peut également donner congé. C'est le cas en particulier lorsqu'il est mal traité.

b) *Dommages-intérêts.* S'il y avait fait grave, l'employé a perdu tout droit au salaire non encore échu, même s'il était déjà mérité. Le salaire depuis le dernier jour de paie jusqu'au congédiement ne peut être réclamé. Si le salaire, par exemple, est mensuel l'employé qui est congédié pour fait grave au milieu du mois perd le salaire correspondant à la première moitié de ce mois. Il peut cependant exiger les salaires échus. Si celui du dernier mois n'avait pas encore été payé, il peut le réclamer malgré le congédiement. Si ce dernier a lieu pour maladie, le salaire doit être payé jusqu'au jour du congédiement.

L'employé congédié sans motif ou ayant lui-même un motif important de dénonciation peut considérer le contrat comme rompu par l'employeur. Il peut réclamer le salaire, dans la mesure où il l'a mérité (quantum meruit, cf. p. 90), même s'il n'est pas encore échu. Il peut de plus réclamer des dommages-intérêts pour perte de gain futur. Si dans l'intervalle il a trouvé ou aurait pu trouver du travail, on doit en tenir compte dans l'évaluation du dommage. L'employé est obligé d'après les principes généraux de restreindre le dommage dans la mesure de ses moyens (cf. p. 85).

3° *Mort.* Le louage de services étant attaché à la personne, il cesse par la mort de l'employé ou de l'employeur, et le salaire n'est dû que jusqu'au jour du décès, sauf convention contraire;

4° *Faillite de l'employeur.* La faillite de l'employeur n'est pas en cas de doute une cause de dissolution. L'employé a un privilège pour son salaire par rapport aux autres créances (cf. ci-dessus);

5° *Contrat d'apprentissage.* Le contrat d'apprentissage est dissous par l'arrivée du terme ou la mort. La dénonciation pour fait grave n'est admise que si l'apprenti est voleur d'habitude, s'est rendu coupable de

fautes grossières, ou si le patron s'est réservé ce droit expressément.

S'il a été payé des frais d'apprentissage, il n'existe, sauf convention contraire, aucune obligation d'en restituer une part proportionnelle lors du décès de l'apprenti ou du patron. Le syndic de la faillite peut restituer à l'apprenti une portion convenable des frais d'apprentissage ou, avec son assentiment, transférer le contrat d'apprentissage à un autre patron (B. A., 1914, s. 34).

V. Interdiction de concurrence et clause pénale (restraint of trade and penalty). L'employeur est en droit d'obvier par une interdiction de concurrence (restraint of trade) au danger que l'employé, une fois le contrat venu à terme, ne s'établisse dans le commerce ou le métier de l'employeur et n'utilise comme concurrent les connaissances et relations acquises pendant la durée de son emploi. L'interdiction de concurrence ne peut être exagérée, car elle serait immorale et nulle (cf. p. 29). Une clause pénale sanctionnant avec la violation de l'interdiction de concurrence ne peut dépasser le dommage effectif ou un dommage de montant détermine antérieurement (cf. p. 70).

CHAPITRE III

RAPPORTS DE REPRÉSENTATION ISOLÉS

Cf. bibliographie du chapitre « Représentation », p. 39.

Factors Act, 1889 (F. A., 1889). — Marine Insurance Act, 1906 (M. I. A., 1906).

I. Représentants de commerce (mercantile agents). 1° *Concept.* Le représentant de commerce est un représentant commercial du mandant, autorisé conformément aux usages de sa profession à vendre des marchandises, à les faire vendre par un commissionnaire ou à en acheter ou à s'en faire créditer (F. A., 1889, s. 1). Est considéré comme représentant de commerce le commissionnaire à la vente (factor) qui reçoit des marchandises pour les vendre. Le commissionnaire anglais se distingue par là du commissionnaire continental qui n a pas besoin d'être en possession des marchandises qu'il vend. Le Factor a le pouvoir de vendre les marchandises en son propre nom et de fixer les conditions de vente.

2° *Pouvoirs.* Le représentant de commerce peut vendre et mettre en gage les marchandises en sa possession aux conditions qui lui plaisent, et même contre la volonté du représenté, ceci dans l'intérêt des tiers de bonne foi qui contractent avec lui (F. A., 1889, s. 2 (1)). Les dispositions du représentant lient le patron même s'il lui a retiré ses pouvoirs ou si, pour d'autres raisons, ils se sont éteints avant l'acte de disposition (F. A., 1889, s. 2 (2)). Si le représentant met des marchandises en gage pour une vieille dette, le créancier gagiste n'acquiert de droits sur elles que dans la mesure où elles garantissaient un droit de rétention du représentant (F. A., 1889, s. 4).

La vente des marchandises confiées peut avoir lieu au nom du commissionnaire, à crédit ou contre garantie, bref, de toute façon semblant convenable au représentant et conforme aux usages commerciaux. Le représentant a pour le montant de sa créance un droit de rétention sur les marchandises confiées;

3° *Représentant ducroire.* Il reçoit une commission spéciale du fait

du soin particulier avec lequel il doit conclure les affaires. Il est responsable en conséquence de la solvabilité de ses clients. S'ils suspendent leurs paiements, le représentant ducroire est responsable du montant, non pour s'être porté caution pour eux mais parce qu'on admet qu'il a manqué de la prudence nécessaire en contractant. Le contrat ducroire peut être conclu sans formes.

II. Le courtier (broker). 1° *Concept.* Le courtier du droit anglais est un représentant chargé de l'achat ou de la vente de marchandises ou du rôle d'intermédiaire dans d'autres contrats. Ce qui le distingue du commissionnaire est le fait qu'il n'a pas la possession des choses qu'il doit vendre et qu'il n'a pas les pouvoirs de contracter ou de recevoir des paiements en son propre nom. Les dispositions du Factors Act, 1889, ne s'appliquent pas aux courtiers. Ils reçoivent pour leur activité une provision, le " brokerage ".

A l'opposé du courtier anglais, son collègue continental n'a pas régulièrement le pouvoir de contracter, il ne peut que rendre possible la conclusion du contrat.

2° *Pouvoirs du courtier.* Le courtier est " general agent " de son client, et, comme tel, a les pouvoirs de déterminer les clauses du contrat dans les limites des usages commerciaux. Des restrictions à ces pouvoirs usuels par un principal ne connaissant pas les tiers avec lesquels le courtier traite leur sont inopposables. La formation du contrat s'opère par l'inscription par le courtier dans ses livres du contrat dont il a permis la réalisation, en qualité de représentant de ces parties qu'il nomme, et par sa signature personnelle de cette inscription. On la considère comme une preuve écrite du contrat au cas où celui-ci est soumis aux dispositions spéciales du Statute of Frauds, 1677 (cf. p. 26). L'acheteur reçoit la " bought note " et le vendeur la " sold note ", qui doivent être également signées par le courtier. Si l'inscription fait défaut, mais s'il existe des bought and sold notes concordantes, les exigences de preuve sont satisfaites. Si bought et sold note diffèrent l'une de l'autre et si l'inscription fait défaut, le contrat ne se forme pas.

3° *Responsabilité du courtier.* Le courtier n'est pas personnellement responsable pour les contrats conclus par lui tant qu'il contracte comme courtier et non comme contractant personnel, même s'il ne fait pas connaître le nom de son mandant. Il est néanmoins personnellement responsable si un usage commercial le veut, s'il est responsable après la conclusion du contrat des développements ultérieurs, ou s'il a contracté en son propre nom, ce qui ne lui est permis qu'après avis exprès à son mandant et assentiment de celui-ci;

4° *Courtier d'assurances maritimes.* Le courtier agent d'assurance a mandat de conclure une assurance maritime pour son mandant. Il occupe une position spéciale, car, ordinairement, l'assuré ne paie pas directement à l'assureur mais à l'agent qui est responsable personnellement envers l'assureur de leur paiement (M. I. A., 1906, s. 53 (1)). L'agent est le créancier de l'assuré et le débiteur de l'assureur. Il prend réception de la police, sur laquelle il a un droit de rétention pour les créances qui sont nées à son occasion, et de plus sur toutes les créances qui proviennent d'affaires d'assurances entre l'agent et l'assuré, dans la mesure où le courtier ignore que l'assuré agit comme représentant d'un autre mandant (M. I. A., 1906, s. 53 (2)). Mais l'assureur est directement responsable envers l'assuré du paiement de l'assurance et des primes à restituer.

Bien que l'assureur et le courtier se fassent face comme des contractants indépendants, la compensation avec d'autres créances est exclue des deux côtés, à moins d'usage commercial contraire et connu de l'assuré au moment du contrat.

Cette règle ne s'applique qu'aux agents d'assurances maritimes, les autres contrats d'assurance se concluant d'habitude directement.

III. Le commissaire-priseur (auctioneer). Le commissaire-priseur vend aux enchères les marchandises ou les immeubles. Il est, une fois l'adjudication faite, représentant du vendeur et de l'acheteur. S'il signe le contrat, les règles de preuve du Statute of Frauds sont accomplies (cf. p. 26). S'il ne nomme pas son mandant, il est obligé personnellement par tous les contrats et peut agir en son propre nom. Il ne peut vendre qu'au meilleur prix et au comptant, et ne peut livrer les objets à lui confiés que contre paiement du prix; sinon il doit indemniser le vendeur du dommage éventuel. Pour la vente d'immeubles il ne peut recevoir que l'acompte (deposit). Il doit garder dans un lieu approprié les marchandises à lui confiées, et répond de tout dommage qu'elles subiraient par sa négligence. Il est tenu comme un dépositaire (bailee). Il possède un droit de rétention pour ses dépenses et sa rémunération. Si le vendeur a fixé un prix minimum et s'il ne peut y avoir adjudication en dessous (sale with reserve), et si le commissaire-priseur adjuge néanmoins à plus bas prix l'adjudication n'est pas opposable au vendeur. Le commissaire-priseur n'a pas le droit de garantir les qualités des marchandises qu'il vend.

TROISIÈME SUBDIVISION

LA VENTE DE BIENS MOBILIERS. SALE OF GOODS[1]

III. Stephen : P. 115—134. — Jenks : P. 372—413. — Smith & Watts : P. 668—752.

Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893). Statute of Frauds, 1677 (St. F. 1677). — Factors Act, 1889 (F. A., 1889).

Différences principales en face du continental. Contrairement au contrat de vente de meubles du continent, généralement sans formes, le droit anglais prescrit pour un prix supérieur ou égal à 10 £ un écrit quelconque, avec à la vérité d'importantes exceptions. En cas de demeure du créancier ou du débiteur, on ne peut réclamer normalement l'exécution mais seulement des dommages-intérêts. Mais il y a des exceptions. L'Angleterre ne prescrit pas au créancier de sommer le débiteur à l'échéance et de lui accorder un délai dans lequel il peut encore exécuter. Le créancier peut intenter une action dès l'échéance. Il n'existe pas de différence telle que celle du continent entre les affaires à sommation et les affaires à jour fixe. Pour le transfert de la propriété et des risques, les règles anglaises sont très différentes de celles du droit continental. Pour les droits du créancier en matière de résiliation et de dommages-intérêts pour inexécution, il faut surtout tenir compte dans l'interprétation du contrat de la différence entre condition et warranty (v. p. 65).

[1]) La vente d'immeubles est traitée, t. I, p. 186 ss.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

I. Concept. Une vente de biens mobiliers, " goods ", est un contrat par lequel une personne, le vendeur, seller, transfère ou promet de transférer la propriété à une autre, l'acheteur, buyer ou purchaser, en échange d'une contre-prestation, la money consideration, le prix de vente (S. G. A., 1893, s. 1 (1)). Le contrat se forme par l'accord des consentements du vendeur et de l'acheteur sur la marchandise et le prix.

Voir pour l'offre et l'acceptation ci-dessus, p. 18.

II. Objet du contrat. Les marchandises soumises pour la vente aux prescriptions du Sale of Goods Act, 1893, sont tous les meubles corporels, sauf l'argent et ce qu'on nomme thing in action, comme les créances, emprunts d'Etat, actions, lettres de change, droits d'auteur, et semblables.

Peuvent faire également l'objet d'une vente des choses qui n'existent pas encore au moment du contrat et devront être acquises par le vendeur, les " future goods ". Si la chose vendue est un corps certain, il y a vente de corps certains (sale of specific goods). L'opposé est une vente de choses consomptibles lorsque le vendeur doit d'abord spécifier une certaine quantité dans un stock déterminé, par compte, mesure ou choix.

S'il y a vente de corps certain et si les choses vendues n'existent plus au moment du contrat, sans que le vendeur le sache, le contrat ne se forme pas (S. G. A., s. 6).

S'il est convenu qu'on vendra des marchandises, et si celles-ci périssent par la suite sans faute des parties avant que les risques soient passés à l'acheteur, le contrat tombe (S. G. A., s. 7 et cf. ci-dessous, p. 164).

III. Prix. Régulièrement le prix est fixé au contrat. Il peut aussi résulter de l'attitude des parties. Si tel n'est pas le cas, l'acheteur doit payer un prix convenable.

IV. Formes du contrat. A part quelques exceptions légales, le contrat peut être conclu sous n'importe quelle forme, écrit, oral, mi-écrit, mi-oral, ou être tacite (S. G. A., s. 3).

Il ne peut cependant être intenté d'action sur la base d'une vente de choses valant 10 £ ou plus que si une des conditions suivantes est réalisée :

a) S'il existe un écrit quelconque signé par le contractant (ou son représentant) auquel on oppose des droits nés du contrat; ou

b) s'il y a eu paiement partiel; ou

c) si des arrhes (earnest) ont été donnés en signe de conclusion; ou

d) si l'acheteur accepte une partie de la marchandise vendue et reçoit réellement ce qui avait été promis.

Ces prescriptions résultent du Statute of Frauds, s. 17, remplacé aujourd'hui par le Sale of Goods Act, 1893, s. 4.

En cas d'inobservation de ces règles un contrat commercial n'est à la vérité pas nul, mais les droits qui en naissent ne peuvent être invoqués devant un tribunal anglais ni par voie d'action, ni par voie d'exception, ni par compensation, ce tribunal déclarant que la preuve nécessaire fait défaut. Le vice de forme n'est pourtant pas constaté par le tribunal de son propre mouvement; il doit être opposé par l'adversaire.

Il en est de même pour les contrats conclus à l'étranger, et présentés aux tribunaux anglais. Mais il est fort possible que des actions nées de contrats conclus sans formes en Angleterre (et sans possibilité de preuve par écrit, acompte, arrhes ou acceptation partielle) soient reconnus par des tribunaux étrangers, car, d'après les décisions des tribunaux anglais eux-mêmes, ces prescriptions de forme ne sont que des règles de preuve et font partie de la lex fori (Décision dans l'affaire Leroux contre B rown 1852, 12 C. B., 801).

V. Vente et louage d'ouvrage. Si quelqu'un commande par contrat une chose qu'un autre doit d'abord fabriquer, il y a agreement to sale, vente. Mais si les matériaux sont fournis par l'auteur de la commande, il y a en droit anglais, normalement " contract for work and labour ".

Si un tailleur auquel on commande un costume fournit l'étoffe, il y a vente; si le client la fournit, louage d'ouvrage. Il y a cependant des exceptions, la nature du contrat devant l'emporter; par exemple un imprimeur se charge d'imprimer un livre, et fournit les matériaux : le contrat fut traité comme un contract for work and labour, un louage d'ouvrage.

CHAPITRE II

OBLIGATION DE DÉLIVRANCE DU VENDEUR; DROITS DE L'ACHETEUR

I. Conditions and Warranties. Les droits de l'acheteur correspondent aux obligations du vendeur. Le vendeur doit livrer la marchandise à l'acheteur (et il y a delivrance, delivery) et observer les clauses du contrat, les conditions and warranties (cf. à ce sujet ci-dessus, p. 65 ss.).

La question de savoir si une clause est essentielle, c'est-à-dire une condition, de sorte que son inobservation donne à la partie lésée le droit de réclamer la rescision, c'est-à-dire de considérer le contrat comme annulé et elle-même comme libérée de ses obligations, ou bien s'il n'y a que clause non essentielle, warranty, dont l'inobservation ne donne droit qu'à des dommages-intérêts, dépend pour chaque cas d'espèce avant tout de l'intention des parties (S. G. A., 1893, s. 11 (b)), et nullement de la désignation comme condition ou warranty.

Est par exemple une condition la présomption naturelle que le vendeur a le droit de vendre la chose, tandis que les vices peuvent être aussi bien une condition qu'une warranty. Si une qualité déterminée est expressément garantie et la chose employée à une fin toute particulière pour laquelle aucune autre qualité n'est admissible, et ceci au su du vendeur à la conclusion de la vente, il y a condition; tandis que l'absence d'une qualité non garantie n'est traitée que comme inobservation d'une warranty.

C'est de même question d'interprétation que de savoir si l'inobservation d'un délai de livraison déterminé est l'inobservation d'une condition ou d'une warranty, dans un cas d'espèce.

Cf. pour la différence entre condition et warranty ci-dessus, p. 65 ss.

II. Transfert de la possession. Le vendeur doit livrer, deliver, la chose conformément aux conditions du contrat. La délivrance, delivery, consiste en ce que la possession est transférée à l'acheteur " Delivery means voluntary transfer of possession from one person to another ".

Moment de la délivrance. Sauf convention contraire expresse ou tacite,

le vendeur doit livrer immédiatement. S'il est tenu d'après le contrat à expédier les choses à l'acheteur et si le moment de l'expédition n'est pas fixé, il doit y procéder dans un délai convenable.

Lieu de la délivrance. A défaut de convention contraire, c'est l'établissement commercial du vendeur, et, s'il n'en possède pas, son domicile. Mais si la chose se trouve ailleurs, au su des parties, la livraison doit s'effectuer au lieu où elle se trouve au moment de la conclusion du contrat (S. G. A., 1893, s. 29 (1)). A défaut de convention contraire, il suffit que le vendeur mette l'acheteur en état de prendre livraison de la chose chez lui.

Si les contractants habitent en des lieux différents, et s'il est stipulé que le vendeur expédiera la chose, il exécute son obligation s'il la remet dans le délai fixé, ou, à défaut d'un tel délai, dans un délai convenable au voiturier ou à l'expéditeur, soit que ce dernier ait été désigné par l'acheteur, ou, à défaut d'une telle désignation, soit que le vendeur ait lui-même choisi un voiturier convenable. A défaut d'autorisation particulière de l'acheteur, le vendeur doit conclure pour l'acheteur avec le voiturier un contrat approprié à la nature de la chose et aux autres circonstances de l'espèce. Si le vendeur le néglige et si la chose périt ou est détériorée au cours du transport, la délivrance au voiturier n'est pas opposable à l'acheteur comme délivrance régulière, et il peut réclamer des dommages-intérêts au vendeur. Si le vendeur a accepté de livrer la chose dans un endroit éloigné, le voiturier qui s'en charge là-bas est son représentant, et la livraison ne s'effectue que par l'arrivée de la chose. S'il a été convenu expressément ou tacitement que le vendeur doit livrer la chose dans une localité déterminée, il ne livre régulièrement que s'il le fait à des personnes apparaissant qualifiées pour l'acceptation.

Pour la vente de consommation d'une certaine quantité d'objets, la livraison, sauf convention contraire, doit s'effectuer à l'endroit où ils se trouvent. Si l'acheteur sait la chose ailleurs qu'à l'établissement commercial du vendeur, l'autre lieu est lieu de livraison. Sinon le vendeur doit la faire transporter au lieu de son établissement commercial et l'y mettre à la disposition de l'acheteur.

Il n'est pas toujours nécessaire que la délivrance donne immédiatement à l'acheteur la possession corporelle de la chose. Si elle se trouve dans un local déterminé, dans un entrepôt, la remise de la clef de ce local peut suffire. Les conditions dela délivrance peuvent être soit expresses, soit tacites. Le vendeur peut aussi, dans des cas déterminés, garder la chose après la conclusion de la vente, mais à condition de ne plus la posséder comme propriétaire, mais comme dépositaire (bailee) pour

l'acheteur. C'est le cas lorsque l'acheteur fait garder la chose par le vendeur après l'achat.

Si la chose est entre les mains d'un tiers, le vendeur ne s'acquitte de son obligation de délivrance que si non seulement il a averti le tiers de livrer la chose à l'acheteur, mais encore le tiers a déclaré à l'acheteur qu'il possédait maintenant la chose pour son compte et qu'il était prêt à la livrer conformément à ses indications. Il en est de même lorsque le vendeur a établi pour la marchandise entreposée un delivery order, ou l'entrepositaire un bulletin de dépôt endossable (par exemple dock warrant).

Le delivery order est un avertissement du vendeur à l'entrepositaire l'invitant à livrer la chose à l'acheteur ou bien au porteur ou à l'endossataire du delivery order.

Même si l'entrepositaire lui-même a établi un bulletin de dépôt endossable, la delivery n'est pas accomplie par la remise et l'endossement de ce bulletin s'il ne s'y joint pas une déclaration de l'entrepositaire que la chose est à la disposition de l'acheteur. Eventuellement l'entrepositaire peut se refuser à livrer la chose parce qu'il a lui-même des droits sur elle, par exemple un droit de rétention, et réclame d'abord le paiement des frais d'entrepôt.

Il en est autrement pour le connaissement. Pour la délivrance valable, l'endossement et la remise du connaissement suffisent. Il n'y a donc pas besoin d'une déclaration du transporteur qu'il est prêt à livrer la chose à l'acheteur. Si le vendeur a remis un connaissement régulièrement endossé, les conditions suivantes sont encore nécessaires pour qu'il y ait délivrance valable : les marchandises embarquées doivent répondre au contrat. Le connaissement doit, au sujet des conditions d'embarquement, être conforme à la convention des parties, et la délivrance de la chose ne peut dépendre de prestations qui d'après le contrat incombent au vendeur (par exemple en ce qui concerne les frais d'expédition).

Les frais de la délivrance sont, sauf convention contraire, à la charge du vendeur. Si par exemple des marchandises ont été vendues from the deck, le vendeur doit payer tous les frais nécessaires pour mettre l'acheteur en état de prendre livraison des marchandises from the deck.

Si le vendeur s'oblige à livrer la chose à ses risques et périls à un autre lieu que celui où elles se trouvent au moment de la conclusion du contrat, l'acheteur doit néanmoins supporter les risques de détérioration nécessairement attachés au transport.

A défaut de convention ou d'usage contraires, le vendeur n'est pas tenu d'assurer les marchandises contre les risques du transport par mer. Mais il doit mettre l'acheteur en état de procéder à l'assurance. Si le vendeur

ne s'acquitte pas de cette obligation, il supporte les risques du transport par mer.

Mais en cas de vente cif, le vendeur, d'après le nature du contrat, est obligé de pourvoir à l'assurance des marchandises pour le compte du vendeur (cf. ci-dessous, p. 160).

III. Inexécution. Délivrance imparfaite. Le vendeur se rend coupable d'inexécution lorsque ou bien :

1° il ne livre pas, ou bien livre trop ou trop peu, lorsque donc il y a défaut de quantité, ou

2° il ne livre pas la qualité voulue ou ne livre pas au moment fixé.

Pour la délivrance qualitativement défectueuse, voir ci-dessous, VII.

Dans tous ces cas les droits de l'acheteur pour la défense de ses intérêts dépendent du fait de l'inexécution portant sur une condition ou une warranty.

Délivrance non effectuée, ou quantitativement défectueuse : Si le vendeur offre plus ou moins qu'il n'a vendu, l'acheteur peut repousser toute la prestation offerte et considérer le contrat comme résolu, car, sauf convention contraire, il s'agit là d'une condition.

S'il a été offert trop peu, l'acheteur ne peut retenir la chose sans paiement par exemple jusqu'à ce que le vendeur ait parfait la délivrance. Il doit ou bien refuser tout l'envoi, ou bien, s'il accepte la quantité inférieure livrée, payer une portion correspondante du prix.

Il en est de même lorsqu'il a été livré trop. Un vendeur envoie au lieu des deux douzaines de bouteilles de vin commandées quatre douzaines. L'acheteur peut refuser ces quatre douzaines; mais, s'il conserve les deux qui lui étaient dues d'après le contrat, ou même tout l'envoi, il s'agit d'un nouveau contrat, et il doit, s'il conserve plus que la quantité précédemment achetée, payer le surplus, c'est-à-dire la différence entre le prix du contrat primitif et le prix de l'envoi tout entier (S. G. A., 1893, s. 30).

L'acheteur n'est pas tenu d'accepter des livraisons échelonnées, sauf convention contraire.

Si la livraison est prévue par acomptes déterminés qui doivent être payés isolément, et si le vendeur ne fournit pas les acomptes convenus pendant un ou plusieurs termes, ou si, dans les mêmes conditions l'acheteur omet ou refuse d'accepter ou de payer la prestation, il faut déterminer pour chaque espèce d'après les clauses du contrat et les circonstances si l'inexécution doit être considérée comme une résiliation du contrat dans son entier ou comme une simple inexécution partielle ne donnant droit qu'à des dommages-intérêts pour les acomptes intéressés et non à la résolution du contrat dans son entier (S. G. A., 1893, s. 31 (2)).

Si le vendeur ne délivre pas, ou si la délivrance n'est pas appropriée, l'acheteur peut intenter contre lui une action en dommages-intérêts, Le juge ne condamnera le vendeur à l'exécution qu'exceptionnellement (cf. ci-dessous).

Il ne peut être réclamé de dommages-intérêts que pour le préjudice naturel et immédiat (S. G. A., 1893, s. 51 (2)), que ce soit :

a) Lorsqu'il existe un marché pour la chose, la différence entre le prix en Bourse ou au contrat et le prix du marché au moment où la chose. aurait dû être livrée (s. 51 (3)); ou

b) le dommage concret lorsque l'acheteur prouve qu'au moment de l'inexécution la chose aurait été déjà revendue avec bénéfice.

L'acheteur peut réclamer la réparation de tout le dommage lorsque le vendeur savait que lui, acheteur, acquérait les marchandises pour les revendre à une personne donnée. Le vendeur est en particulier également tenu de rembourser à l'acheteur les frais qui résultent pour lui des poursuites dont il est l'objet du fait du tiers auquel il a revendu.

Si la propriété est déjà passée à l'acheteur, il peut de plus intenter une action pour détention illégale de biens lui appartenant (action of detinue) et réclamer des dommages-intérêts.

Si le vendeur déclare avant l'échéance de son obligation qu il ne livrera pas, l'acheteur est en droit de le poursuivre aussitôt sans devoir atteindre l'échéance.

Bien qu'en principe, en cas de refus de délivrance par le vendeur, l'acheteur ne puisse réclamer que des dommages-intérêts et non l'exécution, le juge, exceptionnellement et lorsqu'il le jugera convenable, pourra condamner le vendeur à l'exécution. Tel est le cas lorsqu'il s'agit de choses uniques de leur espèce ou d'importance toute particulière (chattels unique ou of peculiar importance). Le jugement peut être inconditionnel, comme par exemple pour le paiement du prix, la demande de dommages-intérêts, etc. (S. G. A., 1893, s. 52).

On ne distingue pas les contrats à jour fixe des autres (les « contrats à sommation »). L'acheteur, dès l échéance, n'est dans aucun cas tenu de sommer le débiteur en demeure et de lui assigner un délai d'exécution.

IV. Le transfert de la propriété [1]. (S. G. A., ss. 16 ss.).

Le vendeur doit transférer à l'acheteur la propriété de la chose. *Pour le transfert de propriété dans la vente, la volonté des parties est déterminante*

[1]) Je suis ici la conception du commentaire de Schirrmeister sur la codification de Jenks; elle s'accorde avec celles d'autres auteurs.

(S. G. A., 1893, s. 17). La propriété n'est pas forcément transférée en même temps que la possession; elle peut l'être avant ou après elle. Il n'est pas nécessaire que le vendeur renonce à la possession et remette la chose à l'acheteur. Le transfert de possession, la tradition de la chose ne sont en cas de doute qu'un indice de la propriété actuelle de l'acheteur.

L'indépendance de la propriété à l'égard de la possession est naturellement dangereuse pour la sécurité des contrats. Il est par exemple difficile de déterminer dans la faillite du vendeur si des choses qui sont entre ses mains lui appartiennent ou sont déjà la propriété d'un acheteur.

Il faut distinguer à l'occasion du transfert de propriété la vente de corps certains et la vente de choses de genre.

a) *Transfert de propriété dans la vente de corps certain.* Si, lors d'un contrat sur des marchandises, rien n'a été dit du paiement ou de la délivrance, la propriété de la marchandise en état d'être livrée passe généralement à l'acheteur dès la conclusion du contrat, en sorte que les risques futurs sont à sa charge, bien qu'il ne puisse prendre possession des marchandises sans payer le prix.

Il n'en est autrement que s'il résulte de la nature du contrat ou d'autres circonstances que la propriété ne doit pas être immédiatement transférée.

Si les marchandises ne peuvent encore être livrées à la vente (si par exemple la chose doit être fabriquée, ou mise en état d'être livrée, par le vendeur, s'il doit encore la mesurer, peser, ou compter pour déterminer le prix (une pièce de drap se vend au mètre) la propriété ne passe à l'acheteur qu'au moment où il est assuré d'une façon quelconque que le vendeur a procédé à la spécification. Peu importe de qui l'acheteur reçoit cette assurance, du vendeur ou d'un autre (G. S. A., 1893, s. 18, r. 2, 3).

Si le contrat stipule expressément que le vendeur doit livrer la chose en un lieu qui n'est pas celui où elle se trouve à la conclusion du contrat, l'assentiment de l'acheteur est nécessaire pour le transfert de propriété. La propriété ne passe donc à l'acheteur que par la délivrance.

Néanmoins dans un cas pareil, même si le vendeur s'engage à livrer la chose en un autre lieu à ses risques et périls, l'acheteur supporte les risques résultant *nécessairement* du transport de la chose.

Les parties peuvent stipuler que malgré le transfert de propriété le vendeur restera possesseur, comme par exemple de marchandises dans son grenier, contre paiement éventuel de frais de dépôt. La considération déterminante est que rien ne s'oppose à ce que la propriété passe à

l'acheteur. Ainsi, lors de la vente d'une montre, la propriété passe immédiatement à l'acheteur même si le vendeur s'engage à observer la montre pendant quelque temps et à la régler. Il en est de même pour la vente d'un navire lorsque le vendeur s'oblige à exécuter des réparations sans frais pendant un délai déterminé.

Si l'acheteur s'est engagé contractuellement à accomplir un acte comme condition, condition soit precedent, soit concurrent, dont dépende le transfert de la propriété, la propriété n'est pas transférée tant que la condition n'est pas accomplie même si l'acheteur est immédiatement entré en possession de la chose; par exemple lorsque le paiement et la délivrance ont été stipulés simultanés, mais lorsque par erreur la chose a été livrée avant paiement, elle peut être répétée.

Transfert de propriété pour la vente à l'essai. En cas de vente à l'essai, (sale approval ou sale on return) l'acheteur fait dépendre la vente de son approbation de la chose après délivrance. Il est entièrement libre de la conserver ou de la renvoyer. La propriété ne passe à l'acheteur que lorsqu'il a fait connaître son approbation, ou accompli un acte d'où résulte cette approbation, par exemple revendu la chose.

S'il a été fixé un délai de réexpédition, la propriété passe à l'acheteur s'il conserve la chose à l'expiration de ce délai. S'il n'en a pas été fixé, elle passe à l'acheteur dès qu'un délai convenable s'est écoulé sans qu'il fasse savoir qu'il ne veut pas conserver la chose (S. G. A., 1893, s. 18, r. 4).

Des conventions contraires entre les parties sont possibles, ainsi que des usages commerciaux différents pour certaines marchandises.

b) *Le transfert de propriété dans la vente de choses de genre.* Si le vendeur doit, d'après les indications (by description) de l'acheteur, spécifier la chose douée de qualités déterminées dans une quantité plus grande (charbon, sucre, foin, briques) c'est-à-dire lors qu'il s'agit d' " unascertained goods ", la propriété ne peut naturellement être transférée que par cette spécification, lorsque les choses sont devenues " goods ascertained " (S. G. A., 1893, s. 16). Mais, en droit anglais, cette spécification n'est pas suffisante, ni le fait que l'acheteur en a connaissance, il doit avoir donné son assentiment à cette " appropriation ", on en doit pouvoir présumer cet assentiment d'après les circonstances et les usages locaux.

Il n'est pas nécessaire que cet assentiment soit postérieur à la spécification; il peut être donné d'avance; mais, même dans ce dernier cas, la propriété ne passera à l'acheteur que par la spécification, car un tel transfert, relatif à des choses non spécifiées, ne peut s'opérer avant elle même d'après la convention des parties.

Exemples : Un individu achète 100 sacs de café de qualité déterminée, un cheval de race et d'âge déterminés, que le vendeur doit procurer à l'acheteur. On vend une certaine portion d'une masse déterminée (100 sacs de la cargaison d'un vapeur).

L'assentiment de l'acheteur au choix opéré par le vendeur est considéré comme donné lorsque le vendeur, d'après le contrat, doit expédier la chose. L'expédition a alors pour conséquence le passage de la propriété à l'acheteur.

Tel est le cas pour les contrats dans lesquels les marchandises sont vendues *free on board* (*fob*). Les risques du transport jusqu'au navire sont supportés par le vendeur; les risques du transport sur le navire par l'acheteur.

c) *Clause F. O. B.* Dans tout le Royaume-Uni, dans les colonies et les Dominions la clause F. O. B. (clause fob) signifie que les marchandises sont livrables " free on board " (en français « franco à bord d'un navire ») Elle entraîne les droits et obligations suivants (cf. circulaire nº 43 de la Chambre de commerce internationale sur les expressions techniques commerciales) :

A. Le vendeur est tenu ·

1º De supporter tous les frais d'embarquement;

2º De délivrer le connaissement usuel lorsque le contrat le demande;

3º De répondre de toute perte et de tout dommage jusqu'à l'embarquement des marchandises;

4º D'observer la prescription du Sale of Goods Act, 1893 (Pt. III. s. 32 (2), qui suit :

Le vendeur qui expédie une chose à l'acheteur par mer doit, lorsqu'en l'espèce il est usuel de l'assurer, avertir l'acheteur de l'expédition à temps pour lui permettre d'assurer la chose pour le temps du transport. Si le vendeur ne s'exécute pas, la chose voyage par mer à ses risques et périls, sauf convention contraire des parties;

B. L'acheteur est tenu :

1º De supporter les risques à partir de l'embarquement;

2º De supporter toute perte, tout déplacement de la marchandise et les frais qui en résultent.

d) *La clause C. I. F.* Les contrats conclus avec la " clause C. I. F. (cif) " ne changent pas le transfert de propriété et de risques indiqué.

L'expression C. I. F.,initiales de costs (coût), insurance (assurance) et freight (fret) (clause caf française) signifie que la chose doit être livrée par le vendeur tous frais payés, fret et assurance compris.

A. Le vendeur est tenu :

1° D'embarquer la chose franco, et de payer le fret jusqu'à la destination prévue;

2° De répondre de tous dommages ou pertes jusqu'à la délivrance de la chose au propriétaire du navire (armateur) ou à son représentant;

3° De contracter et de payer l'assurance maritime nécessaire;

4° De remettre à l'acheteur ou son représentant un connaissement régulier jusqu'au lieu de destination fixé, ainsi qu'une police d'assurance maritime ou un certificat d'assurance négociable.

B. L'acheteur est tenu :

1° De répondre des pertes et dommages postérieurs à l'embarquement, et de faire valoir tous les droits que lui donne l'assurance;

2° De prendre réception de la chose et de payer les frais de débarquement et de transport du navire jusqu'à terre conformément aux dispositions du connaissement;

3° De payer les droits d'importation, de douane, et de port éventuels.

e) *Contracts for work and labour.* Toutes les règles mentionnées ci-dessus pour le transfert de propriété dans la vente s'appliquent aux contracts for work and labour (louages d'ouvrage), les prescriptions du Sale of Goods Act valant pour eux. En conséquence il faut, pour le transfert de propriété d'une chose à fabriquer, d'abord l'achèvement de l'ouvrage et ensuite un accord sur le transfert.

Mais les parties sont libres de convenir que la chose deviendra plus tôt, par exemple pendant la fabrication, la propriété de celui qui l'a commandée, comme par exemple pour la construction d'un navire.

Dans un cas, la Chambre des Lords déclara que la propriété d'un navire passe à l'auteur de la commande avant l'achèvement si le prix doit être versé par acomptes correspondant à des étapes de la construction, et l'est effectivement, et si l'auteur de la commande ou son représentant surveillent régulièrement la construction (aff. Seath c. Moore, 1886, II App. Cas. 350).

f) *Transfert de propriété en cas de délivrance non conforme au contrat.* Lorsque la délivrance n'est pas conforme au contrat, une condition relative à la qualité n'est pas accomplie. De ce fait, en cas de sale by description, la propriété n'est transférée que si la marchandise est conforme à la description.

Tel est aussi le cas pour des ventes dans lesquelles la chose doit être rendue livrable par le vendeur par poids, compte ou mesure pour déterminer le prix, et lorsque les conditions de qualité ne sont pas accomplies.

En cas de vente de choses de genre, la propriété ne se transmet pas lorsque la délivrance n'est pas conforme au contrat, une condition relative au moment de la délivrance ou à la qualité de la chose n'étant pas remplie.

g) *Réserve de propriété du vendeur.* Le vendeur peut se réserver le jus disponendi, le right of disposal, c'est-à-dire un droit de disposition dans le contrat, d'après lequel la propriété ne passera à l'acheteur que par paiement, acceptation, ou accomplissement d'autres conditions. S'il n'en est pas ainsi, la propriété passe de plein droit à l'acheteur lorsque les marchandises sont livrables.

Si, même à défaut de convention particulière pour la chose de genre, on peut présumer que du consentement des parties la propriété doit passer à l'acheteur à l'expédition, tel n'est pas le cas lorsqu'il résulte de l'attitude du vendeur qu'il ne veut pas transférer la propriété de la chose par l'expédition.

C'est ce qui arriva par exemple dans l'affaire Wait c. Baker, 1848, 2. Ex. I. Les acheteurs acquirent de Lebridge 500 quarter d'orge, paiement en espèces ou par traite à deux mois à la réception du connaissement. Mais le vendeur établit le connaissement à son ordre, sans endossement postérieur au profit de l'acheteur primitif, mais bien d'un autre. Le tribunal décida : que la chose avait été embarquée d'après un connaissement à l'ordre du vendeur et non des acheteurs, et qu'en conséquence la propriété n'était pas passée aux acheteurs par simple expédition.

Contrairement à ce cas dans lequel le vendeur s'est réservé un droit de disposition illimité, lui permettant éventuellement des actes de disposition nouveaux on trouve des cas où il n'a fait dépendre le transfert de la propriété de conditions déterminées que pour garantir le paiement du prix (paiement, émission de lettre de change, etc.). Dans ces cas la propriété est transférée dès la condition remplie.

Ainsi en cas de vente « comptant contre documents » la propriété passe à l'acheteur s'il offre le prix à la banque par laquelle le vendeur fait normalement présenter les documents. Tel est aussi le cas lorsque la banque refuse à tort de lui remettre les connaissements.

Lorsque la stipulation contractuelle est contraire à de telles réserves conditionnelles de propriété, spécialement pour la vente à crédit, la réserve de propriété, c'est-à-dire la suspension du transfert de la propriété à l'acheteur, n'est pas admise.

Quand elle l'est, le vendeur se réservera le droit de disposition en

établissant le connaissement à son ordre. On interprète dans ce sens un connaissement qui contient les mots " to order or assigns " ou simplement " to order ". Si par contre le connaissement est " to X ", ou " to order of X ", et si X est l'acheteur, il est à l'ordre de l'acheteur, auquel cas la propriété passe à ce dernier par l'envoi du connaissement à moins qu'il ne soit accompagné d'une lettre de change que l'acheteur doit accepter. En ce cas le transfert n'a pas lieu avant l'acceptation.

La remise du connaissement n'est pas de ce fait en droit anglais décisive pour le transfert de propriété du vendeur à l'acheteur.

Si l'acheteur a reçu le connaissement en même temps qu'une lettre de change for acceptance, cela prouve l'intention du vendeur de ne pas se séparer des marchandises tant que la lettre de change n est pas acceptée. Mais l'acceptation ou le paiement du prix feront passer la propriété à l'acheteur, le transfert conditionnel fait par le vendeur devenant absolu (S. G. A., 1893, s. 19 (3)).

Si la propriété a été transférée avant l expédition, une " reservation of the right of disposal " du côté du vendeur n'est pas absolument inefficace. Il ne peut naturellement plus se réserver la propriété, mais conserve le droit de rétention (lien) qu'il perdrait sans cela avec l'expédition de la chose.

V. Responsabilité pour vices de droit (for a good title). Le vendeur répond à l'acheteur de son droit de vendre la chose et de l'acquisition par l'acheteur d'un bon titre, a good title, c'est-à-dire d'un droit absolu.

L'acheteur peut résilier le contrat si cette condition n'est pas remplie.

Il n'est pas nécessaire que le vendeur soit lui-même propriétaire. Il suffit qu'il ait le droit de disposer de la propriété; par exemple le factor, le commissionnaire à la vente, est en droit de disposer des marchandises d'autrui.

Si les marchandises sont soumises à un droit de gage, le propriétaire reste libre d'en disposer (v. ci-dessus, p. 135 pour le droit de gage). Mais si le créancier gagiste fait valoir ses droits, le vendeur doit des dommages-intérêts à l'acheteur pour inexécution d'une warranty (cf. pour warranty ci-dessus, p. 65 ss.).

La propriété ne peut en principe être transférée que par le propriétaire; lui seul peut donner " a good title ". Cependant l'acheteur de bonne foi peut acquérir la propriété d'un non-propriétaire dans les cas suivants :

a) *Achat sur un marché public.* Est marché public (market overt) un marché tenu à jour fixe par privilège royal ou coutume ancienne. Dans la City of London, tout jour ouvrable est considéré comme jour de marché et tout magasin ouvert comme market overt, mais non dans le

reste de Londres, ce qui fait que ces prescriptions ne s'appliquent pas à tous les magasins des rues commerçantes de Londres, notamment pas à ceux de Westminster. De plus un magasin n'est market overt que pour les marchandises qui y sont habituellement vendues. Il en est de même pour les marchés. Si des vêtements sont vendus sur un marché à bestiaux cette vente ne rentre pas dans les cas de market overt [1].

Qui achète de bonne foi sur un market overt acquiert la propriété même si le vendeur n'était pas en droit de vendre la chose. Mais s'il s'agit de choses volées, de même que dans tous les autres cas l'acquéreur, même de bonne foi, perd la propriété acquise par achat sur un « marché public » au profit du vrai propriétaire si le voleur est condamné pour vol (S. G. A., 1893, s. 24).

b) *Représentants.* Qui achète des marchandises ou leurs titres de propriété à un représentant commercial autorisé à vendre (S. G. A., 1893, s. 21; cf. aussi ci-dessus, p. 53) ou à un individu à qui sont confiés des marchandises ou leurs titres de propriété, dans les limites de son activité commerciale acquiert un bon titre, c'est-à-dire la propriété absolue des marchandises (Factors Act, 1889; S. G. A., 1893, s. 21 (2)). Aucun droit d'une autre personne sur elles, que ce soit la propriété (si elles ont par exemple déjà été vendues à un autre), un droit de gage ou de rétention ne peut lui être opposé.

c) *Valeurs.* Qui acquiert de l'argent, des billets de banque et des titres au porteur acquiert une propriété absolue.

d) *Connaissement.* L'acquéreur de bonne foi d'un connaissement acquiert également la propriété des marchandises libres de tous droits qui ne résultent pas du titre même.

Exemple : (La Cahn c. Pockett's Bristol, etc. Co. Ltd.) : Le vendeur remit à l'acheteur un connaissement endossé en blanc, ainsi qu'une lettre de change tirée que l'acheteur aurait dû accepter. L'acheteur prit réception des deux actes, mais n'accepta pas la lettre et transféra par la suite le connaissement à des tiers, les défendeurs, qui l'acceptèrent de bonne foi contre paiement d'un prix. Le vendeur primitif fit le nécessaire pour exercer son droit "by stoppage intransitu", qui lui appartenait incontestablement contre son propre acheteur. Le tribunal déclara que les défendeurs avaient acquis un bon titre pour les marchandises, bien que le demandeur, vendeur primitif, n'ait pas eu l'intention de transférer une propriété quelconque à l'acheteur primitif sans accepta-

[1]) Un avocat de Londres écrit à l'auteur que le concept de market overt est interprété plus restrictivement à présent, et qu'on ne traite plus "every open shop in the City of London" comme market overt. "The term dates back to times when sales were made more openly than they are now".

tion de la lettre de change. Bien que le premier acheteur n'eût pas été propriétaire, les défendeurs, qui lui achetèrent la chose par transfert du connaissement, acquirent sur elle une propriété contre laquelle le vendeur primitif, le demandeur, ne peut rien.

e) *Cas particuliers.* Une propriété absolue est également acquise lorsque les vendeurs sont :

α) Des *sheriffs* et fonctionnaires analogues, qui vendent des choses saisies pour la satisfaction des créanciers .Mais le titre ainsi acquis n'est pas toujours bon s'il apparaît que le judgment debtor n'était pas le vrai propriétaire;

β) *Innkeepers* qui vendent des choses laissées chez eux conformément à l'Innkeepers Act, 1878.

VI. Risques ; passage des risques. Le transfert de la propriété est très important pour la solution de la question de la répartition des risques concernant la chose vendue et de leur attribution au vendeur ou à l'acheteur, car le risque (risk) ne passe pas avec la remise de la chose, mais avec le transfert de propriété. Il s'agit du risque de perte ou de détériorisation par accident, vol, grève, ou événements analogues.

Sauf convention contraire le vendeur supporte les risques jusqu'à ce que la propriété passe à l'acheteur. Ensuite, les risques sont au vendeur, qu'il y ait eu délivrance (delivery) ou non. Les risques de détérioration par corruption de la chose pendant le transport sont au contraire toujours au vendeur lorsqu'il s'est engagé à fournir des choses appropriées à un but déterminé (par exemple des lapins comestibles). Le vendeur répond également de l'arrivée des choses en bon état .Il ne suffit pas qu'il fasse la preuve du bon état au moment de l'expédition.

Mais si la détérioration est une conséquence nécessaire du mode de transport choisi par l'acheteur, c'est à lui que sont les risques.

Des conventions particulières entre le vendeur et l'acheteur peuvent déplacer les risques. Si une des parties est obligée par le contrat à assurer les marchandises, on en conclut qu'elle supporte les risques (cf. ci-dessus, 158, 159 sur l'assurance et les clauses fob et cif).

Il est possible que les risques passent à l'acheteur avant la propriété. Ainsi dans l'affaire Stock c. Inglis, 1885, 10 App. Ca. 263. Dans cette affaire 200 tonnes de sucre avaient été vendues *franco à bord* (*fob*) à Hambourg. *Paiement en espèces à Londres en échange du bill of lading.* Les vendeurs embarquèrent le sucre en le mélangeant à d'autres qualités de sucre sans distinction aucune. La propriété ne pouvait donc encore être transférée, faute de spécification du sucre, à l'embarquement. Le sucre se perdit en mer. Le tribunal décida que

d'après la clause *free on board*, qui met toujours les risques à la charge de l'acheteur, ce dernier était néanmoins responsable.

Si la délivrance est retardée par la faute de l'acheteur ou du vendeur, la partie en faute supporte les risques de toute perte provenant de sa faute.

Pour les risques soient immédiatement déplacés, la vente doit être inconditionnelle, ne pas dépendre de circonstances données.

Si des marchandises sont vendues "per arrival ship A" ou "ex ship A" ou "to arrive per ship A", la vente dépend d'une double condition : l'arrivée du navire, et la présence de la chose vendue à bord. Cette condition est une contingency, et le vendeur n'est pas responsable en général de sa réalisation. L'acheteur ne peut donc, si les marchandises n'arrivent pas, réclamer au vendeur des dommages-intérêts pour inexécution, mais n'est pas tenu de payer le prix, le vendeur n'étant pas en état de lui offrir la prestation et lui ne devant payer que sur offre.

VII. Responsabilité du vendeur pour les vices de la chose. Sauf convention des parties ou usage commercial contraires. les règles suivantes s'appliquent.

1° *Garanties, sale by description.* Le vendeur répond des vices de la chose s'il y a vente by description, c'est-à-dire si à la vente le vendeur a fait sur la constitution de la marchandise des déclarations qui ne sont pas des simples recommandations, mais qui font admettre qu'il se porte garant de leur exactitude, et que l'acheteur veut contracter sur leur foi (et non en se basant sur son propre jugement).

Si la chose ne répond pas à la description, l'acheteur, une condition n'étant pas remplie, peut :

a) mettre la chose à la disposition du vendeur;

b) répéter le prix déjà payé;

c) réclamer de plus des dommages-intérêts pour inexécution.

2° *Appropriation au but.* Le vendeur répond de l'appropriation des marchandises aux fins auxquelles les destine l'acheteur dans les conditions suivantes :

a) Si l'acheteur veut employer des marchandises à une fin déterminée et si cette fin a été communiquée au vendeur ou est connue de lui;

b) Lorsqu'il résulte des circonstances que l'acheteur s'en remet au jugement et à la capacité du vendeur;

c) Lorsque le vendeur vend couramment des marchandises de cette espèce.

3° *Valeur courante.* Si la délivrance de marchandises vendues by description fait partie du métier du vendeur, il répond de la délivrance de marchandises de valeur courante.

Pour les vices que l'acheteur aurait dû remarquer en cours d'un examen régulier opéré par lui avant la vente (et auquel il n'est du reste pas obligé), le vendeur n'est pas responsable. Mais il doit répondre des vices cachés (latent defects) même s'il y a eu examen.

4° *Achat sur échantillon; sale by sample.* Pour l'achat sur échantillon, le vendeur s'engage à livrer une marchandise conforme à l'échantillon. On présume les conditions suivantes :

a) Que les marchandises sont de même qualité que l'échantillon;

b) Que l'acheteur a une occasion convenable de s'en assurer ;

c) Qu'elles sont exemptes de vices non perceptibles lors d'un examen consciencieux mais les rendant invendables.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR; DROITS DU VENDEUR

I. Généralités. Les droits du vendeur répondent aux obligations de l'acheteur. L'acheteur doit accepter la marchandise conforme aux conditions du contrat et payer le prix. Sauf convention contraire, la délivrance. delivery, et le paiement du prix doivent s'effectuer donnant donnant.

Le vendeur qui offre la délivrance des marchandises est tenu de fournir à l'acheteur, sur sa requête, une occasion convenable d'examiner les marchandises afin de s'assurer qu'elles répondent bien au contrat. Si le vendeur ne s'acquitte pas de cette obligation, la délivrance n'est pas valable. Généralement le lieu de l'examen sera le lieu de la délivrance, et donc l'établissement commercial du vendeur, à moins qu'il n'ait à expédier la chose à l'acheteur. Dans ce cas l'acheteur doit l'examiner à l'arrivée.

II. Acceptation de la marchandise (acceptance). L'acheteur doit accepter la marchandise offerte conformément au contrat.

L'acceptation est considérée comme ayant eu lieu :

a) Lorsque l'acheteur la communique au vendeur;

b) Lorsque les marchandises lui sont livrées et qu'il accomplit un acte inconciliable avec le droit de propriété du vendeur;

c) Lorsqu'il les conserve à l'expiration d'un délai convenable sans communiquer son refus au vendeur. Le délai est déterminé par les usages commerciaux.

Par l'acceptation de la marchandise l'acheteur perd le droit de la mettre à la disposition du vendeur et de refuser le paiement du prix. Mais l'acceptation ou l'omission de l'examen et de l'envoi immédiat d'une réclamation pour vices n'excluent aucunement en droit anglais le droit à des dommages-intérêts pour livraison de qualité inférieure. Le juriste anglais distingue le " receipt " c'est-à-dire la réception de la marchandise par l'acheteur et l' " acceptance ", l'acceptation d'une délivrance régulière.

III. Acceptation, mais avec réclamation de dommages-intérêts (pour non-accomplissement d'une Warranty). L'acheteur ne peut refuser la marchandise que si le vendeur n'a pas rempli une condition (c est-à-dire une clause essentielle qui permet à l'acheteur de résilier le contrat. V. ci-dessus, p. 65 ss.

S'il n'y a inexécution que d'une warranty, d'une clause non essentielle pour l'existence du contrat, le refus n'est pas admis. Mais l'acheteur peut réclamer des dommages-intérêts, que ce soit la réduction du prix, sa suppression, ou un montant de dommage le dépassant.

Est déterminant pour le montant des dommages-intérêts le dommage prévisible qui résulte de l'inexécution comme suite naturelle et immédiate.

Au cas d'inexécution d'une stipulation (warranty), relative à la qualité, le dommage est constitué à première vue par la différence entre la valeur de la marchandise au moment de la délivrance et la valeur qu'elle aurait si, conformément aux conventions, elle avait été livrée.

IV. Refus d'acceptation. Si les marchandises sont livrées à l'acheteur et s'il se refuse à bon droit à les accepter, il n'est pas tenu de les réexpédier au vendeur, sauf convention contraire. Mais il doit lui faire savoir son refus. La simple réclamation pour vices ne suffit pas pour le refus; l'acheteur doit, s'il réclame pour vices, refuser en même temps et expressément.

Si l'acceptation n'a pas lieu dans un délai convenable bien que le vendeur soit prêt à livrer correctement la marchandise et ait sommé l'acheteur de l'accepter, ce dernier répond au vendeur de tout dommage résultant pour lui de la non-acceptation de la chose vendue.

Le vendeur ne peut normalement réclamer comme dommages-intérêts que l'écart entre le prix au contrat et le prix d'achat. On nomme cet écart " general damages ".

Lorsque la chose a une valeur en Bourse ou sur le marché, le dommage peut être calculé de façon que le vendeur exige l'écart entre le prix au contrat et le prix en Bourse ou sur le marché.

S'il n'y a pas de prix de marché, c'est l'écart entre le prix au contrat et la valeur de la chose qui est déterminant.

Si l'inexécution, dans des circonstances prévues par les parties lors du contrat, a été cause d'un dommage spécial, le défendeur peut être également condamné à sa réparation, à des " special damages ".

De même le juge ordonnera dans certains cas le paiement d'intérêts par le débiteur en demeure; on ne peut les réclamer pour toutes dettes de marchandises en général sans stipulation expresse et spéciale.

V. Paiement du prix, demeure de l'acheteur. L'acheteur est tenu de payer le prix.

Le prix peut être fixé au contrat, ou sa fixation peut rester réservée dans des conditions prévues au contrat, ou il peut résulter de l'attitude des parties. Lorsque le prix n'est pas autrement déterminé, l'acheteur doit payer un prix convenable.

Le vendeur qui n'a pas reçu ou n'a reçu qu'en partie le prix exigible est appelé « vendeur impayé », " unpaid seller ", et a les droits suivants :

a) *Le droit de rétention* (lien). Le droit de rétention des marchandises est un droit de les retenir en garantie du prix, tant que le vendeur est encore en leur possession (s. 39). Les conditions de ce droit sont :

α) Que la marchandise n'ait pas été vendue à crédit ;

β) Qu'en cas de vente à crédit le délai de crédit soit écoulé.

b) *Right of stoppage in transitu.* En cas d'insolvabilité de l'acheteur le vendeur a le droit de suite, right of stoppage in transitu, c'est-à-dire le droit d'arrêter les marchandises dans leur transport une fois qu'elles ne sont plus en sa possession. Il peut les y faire rentrer tant qu'elles sont en transport, et les garder jusqu'au paiement ou à l'offre du prix. Le droit de suite s'exerce par la notification par le vendeur, au voiturier, ou, à la personne qui se trouve en possession des marchandises, de son intention d'exercer son droit. Le voiturier est alors tenu de faire livraison des marchandises au vendeur, qui doit supporter les frais.

Les marchandises sont censées en transport depuis le moment où elles sont confiées à un transporteur par terre ou par mer pour délivrance à l'acheteur, et jusqu'au moment où l'acheteur ou son représentant désigné à cet effet reçoit la livraison du voiturier ou d'un autre dépositaire.

Comme en droit anglais le vendeur, lorsqu'il ne s'est pas réservé le droit de disposition à l'expédition de la chose, n'est plus propriétaire (contrairement au droit commercial allemand d'après lequel le vendeur reste propriétaire jusqu'au moment où l'acheteur a retiré le titre de disposition, le connaissement, le bulletin de dépôt, etc.), le vendeur anglais a besoin d'une protection particulière en cas d'insolvabilité de l'acheteur. Le droit de suite s'éteint en droit anglais par la délivrance des marchandises à l'acheteur, si le vendeur n'a pas précédemment déclaré par avis au voiturier qu'il veut exercer son droit de suite. La simple insolvabilité du débiteur suffit pour donner au créancier le droit d'exercer le right of stoppage. Par contre le droit allemand exige l'ouverture de la faillite.

Les droits de suite et de rétention s'éteignent à l'égard d'un tiers acquéreur de bonne foi qui a acquis la marchandise sur la base d'un

" document of title ", c'est-à-dire d'un connaissement (bill of lading) et de titres analogues, comme " dock warrant ", " warehouse-keeper's certificate " et " warrant or order for the delivery ".

Le vendeur impayé perd son droit de rétention dans les cas suivants :

a) S'il remet les marchandises à un voiturier ou à un autre dépositaire pour délivrance au vendeur sans se réserver le droit de suite sur elles;

b) Si l'acheteur ou son représentant régulier entrent en possession des marchandises;

c) Par renonciation au droit de rétention.

L'exercice du droit de rétention ou de suite ne résout pas le contrat, mais :

a) Lorsque le vendeur impayé qui a exercé son droit de rétention ou de disposition vend les marchandises en autre lieu, le nouvel acheteur acquiert un bon titre contre l'acheteur primitif;

b) Lorsque les marchandises sont périssables ou lorsque le vendeur impayé annonce à l'acheteur son intention de les vendre en autre lieu et que l'acheteur ne paie ou n'offre pas le prix dans un délai convenable, le vendeur impayé est en droit de vendre les marchandises en autre lieu et de réclamer à l'acheteur primitif des dommages-intérêts pour le préjudice résultant de son inexécution;

c) Lorsque le vendeur s'est expressément réservé le droit de revente des marchandises pour le cas de demeure de l'acheteur et les revend dans ce cas, le contrat primitif est dissous. Les droits du vendeur à des dommages-intérêts subsistent.

Lorsque l'acheteur ne refuse pas l'acceptation, mais n'offre pas ou offre tardivement la contre-prestation, le prix, le contrat n'est résolu que si cette conséquence avait été expressément prévue comme suite du non-paiement, si donc le non-paiement du prix viole une " condition ".

Si tel n'est pas le cas, et s'il n'y a donc pas condition, ce qu'on devra admettre dans la plupart des cas, le vendeur, si la propriété a déjà été transférée, peut réclamer le prix.

Fait seul exception le cas où le vendeur a encore un droit de disposition sur la marchandise, par exemple un droit de rétention ou de suite, qui ne s'éteint qu'à la fin du transport. Voir là-dessus plus haut, p. 169. Dans ce cas exceptionnel le vendeur peut vendre la marchandise en autre lieu et réclamer des dommages-intérêts à l'acheteur primitif pour le préjudice résultant de cette inexécution. Mais les conditions de ce droit de revente sont ou bien :

a) La notification par le vendeur à l'acheteur de son intention de vendre les marchandises en autre lieu, non suivie dans un délai conve-

nable par le paiement ou l'offre du prix de la part de l'acheteur ;

b) La nature périssable des marchandises, c'est-à-dire leur diminution de valeur par le temps, comme pour les marchandises que leur constitution physique expose à une corruption rapide, par exemple les aliments, ou qui perdent de la valeur si elles ne sont pas vendues rapidement, comme les articles de saison. En ce cas il n'est pas besoin de notification à l'acheteur primitif avec menace de revente.

S'il a été stipulé que le paiement s'effectuerait à une date déterminée, qu'il y ait eu délivrance ou non, et si l'acheteur se refuse à payer, le vendeur peut exceptionnellement réclamer le prix de vente même si la propriété n'a pas encore été transférée et si les marchandises n'ont pas encore été remises en possession à l'acheteur conformément au contrat.

VI. Prescription. Toutes les actions nées de ventes de biens mobiliers se prescrivent normalement par six ans.

Sur la nature de la prescription en droit anglais, v. ci-dessus, p. 98 ss.

QUATRIÈME SUBDIVISON

CONTRATS DE TRANSPORT

CHAPITRE PREMIER

LE VOITURIER

I. Concept. On entend par " bailment " tous les contrats par lesquels des choses sont confiées à une personne pour un certain temps et à des fins déterminées, tels que contiats de gage, de réparation, ou de dépôt. Le contrat de transport, " contract of carriage ", appartient à ce groupe. Son concept embrasse aussi bien le transport de marchandises (carriage of goods) que le transport de personnes (passenger carriage) qu'il s'opère par terre, par voie d'eau, ou par mer .

Celui qui se charge du transport s'appelle " carrier ". Il est soit un voiturier " privé " (private carrier) qui ne répond que comme un dépositaire de choses confiées (bailee), soit un voiturier public (common carrier) dont la responsabilité est particulièrement stricte, comme on verra ci-dessous.

II. Le voiturier public (common carrier). Un voiturier public s'oblige à accepter, contre rémunération, des marchandises déterminées qui lui sont remises pour le transport par une personne quelconque, pour les faire parvenir à des endroits déterminés. Tels sont les passeurs, les voituriers proprement dits, les bateliers, les marins, les compagnies de chemins de fer, les expéditeurs (forwarding agents) qui, en leur propre nom mais pour le compte d'autrui, font assurer des transports de marchandises par les voituriers, mais non la poste. Le voiturier public doit accepter toutes les marchandises qui lui sont amenées pour le transport et les faire parvenir sans retard à leur destination s'il lui est offert un prix convenable pour le transport. S'il refuse sans motif de les accepter, la personne qui veut les faire transporter peut de ce fait lui réclamer des dommages-intérêts.

Il existe des règles spéciales de responsabilité pour les transports de personnes entrepris par un voiturier (cf. ci-dessous). Les règles relatives

au voiturier public ne s'appliquent pas au transport de personnes, mais à celui de leurs bagages, qu'ils se trouvent dans le compartiment du voyageur ou dans le fourgon. Le voiturier public est libéré de sa responsabilité pour les bagages si à son insu le voyageur porte des objets qui n'ont pas le caractère de bagages.

III. Le voiturier privé (private carrier). Contrairement au voiturier public, le voiturier privé n'est pas tenu de transporter les biens de quiconque contre rémunération appropriée. Il se réserve de refuser le transport des marchandises qu'on lui amène ou offre de lui amener. S'il accepte de les transporter, il fixe les conditions librement. Est considéré comme voiturier privé, le transporteur de meubles qui pose des conditions nouvelles pour chaque transport ou un voiturier qui accepte toutes les missions mais conclut des contrats variant avec la distance et la quantité des marchandises, ou le propriétaire d'un entrepôt qui n'assure la distribution que des marchandises des clients qui entreposent chez lui. Le voiturier privé, contrairement au voiturier public, ne répond que du dommage résultant de la négligence ou de l'incompétence de lui-même ou de ses employés.

Les voituriers ou compagnies de chemins de fer qui ne se chargent que du transport de personnes ne sont pas des voituriers publics, car ils ne garantissent pas la sécurité des voyageurs ou du matériel. Ils ne s'engagent qu'à un transport sûr dans la limite des forces et des prévisions humaines.

IV. Domaine d'application des règles relatives au voiturier public. La responsabilité du voiturier public se règle d'après la Common Law. Pour le voiturier public par terre elle est réglée en partie par le Carriers Act, 1830. Les prescriptions de cette loi s'appliquent également au transport par voie ferrée et canaux, sauf disposition contraire des lois spéciales s'y rapportant. Les règles du droit commun ne s'appliquent au transport de corps certains par mer que pour suppléer le droit maritime, et spécialement le Merchant Shipping Act, 1894. Des règles propres existent pour la Charter d'un navire.

Au transport par voie ferrée s'appliquent en premier lieu les lois spéciales, avant tout le Railway and Canal Traffic Act, 1854, et subsidiairement le Carriers Act et le droit commun. Pour tous autres contrats de transport par terre, ces derniers s'appliquent seuls. Le contrat de transport par mer se règle pour le transport de corps certains d'après le Merchant Shipping Act 1894 en première ligne, et le droit commun subsidiairement. Pour la charter d'un navire, il existe des règles spéciales.

CHAPITRE II

TRANSPORT PAR TERRE — VOITURIER PAR TERRE (CARRIAGE OF GOODS — COMMON CARRIER).

III. Stephen : P. 188—191. — Jenks : ss. 558—583. — Smith & Watts. P. 351—375. — Stevens : P. 412—425.

Carriers Act, 1830 (C. A., 1830). — Railway and Canal Traffic Act, 1854 (R. c. T. A., 1854).

I. Obligations du voiturier public. Ce sont les suivantes :

1° *Acceptation et transport.* Le voiturier public doit transporter pour quiconque les marchandises qui rentrent dans les catégories dont il se charge, si une rémunération satisfaisante lui est offerte. Cette obligation résulte de la nature professionnelle et publique de son activité. Un refus n'est admis que pour des motifs raisonnables. Mais un voiturier n'est pas tenu de transporter les marchandises de tous ses clients aux mêmes conditions. Les clients n'ont pas droit à un traitement égal.

Une firme qui n'assure le transport que d'objets déterminés (charbon, céréales) ou que sur un parcours déterminé peut refuser le transport d'autres choses ou sur un autre parcours. Le refus est également possible lorsque les choses sont dangereuses (animaux sauvages, explosifs) ou lorsque le voiturier ne possède pas les dispositifs nécessaires pour transporter certaines choses avec sécurité (par exemple des diamants). Les choses doivent être offertes en temps convenable, ni trop tôt ni trop tard par rapport au début du transport. L'exigence d'une rémunération excessive est assimilée à un refus.

Si le voiturier refuse le transport sans motif, il doit normalement des dommages-intérêts. Mais un voiturier ne peut être forcé dans certains cas isolés à accepter ou transporter des marchandises. Il en est ainsi :

a) Lorsque la voiture ou le navire sont déjà entièrement remplis sans qu'il reste de place;

b) Lorsque les marchandises sont de nature telle qu'il ne peut les transporter, ou ne les transporte pas dans son activité normale;

c) Si elles sont de nature extrêmement dangereuse pour lui.

2° *Délivrance.* a) *Moment.* Le voiturier répond de la délivrance de la chose en temps convenable, sauf retard résultant de causes qu'il ne pouvait empêcher (arising from causes beyond his control). Il n'est alors pas responsable s'il prouve que le retard ne pouvait être évité malgré la diligence usuelle et exigible;

b) *Lieu.* La délivrance doit s'effectuer au lieu désigné par l'expéditeur, à moins que l'adresse n'indique une autre destination; en ce cas le voiturier peut y conduire la chose. Si le propriétaire, d'après ses conventions avec l'expéditeur, est en droit de modifier après coup la destination, le voiturier, s'il est averti à temps, doit faire parvenir la chose à la destination nouvelle s'il y fait parvenir des marchandises. Le voiturier par terre doit normalement livrer la chose au domicile du destinataire;

3° *Récépissé.* Le voiturier par terre doit sur demande établir un récépissé s'il s'agit de marchandises de grand prix et de valeur déclarée. Le récépissé doit indiquer la réception de la chose et la valeur déclarée. Si le voiturier refuse de délivrer le récépissé, il répond de la pleine valeur de la chose et doit de plus la transporter au tarif ordinaire (C. A., 1830, s. 3, et cf. ci-dessous : limitations de la responsabilité, p. 177).

II. Responsabilité pour perte.

1° *Durée.* a) *Début.* La responsabilité du voiturier commence à la remise de la chose à l'endroit où il prend réception des objets à transporter. Pour les bagages, elle commence à leur remise au porteur du voiturier, si ce porteur les a reçus dans un délai convenable avant le départ du voyageur. Si ce dernier veut confier ses colis au voiturier longtemps avant le voyage, il doit s'adresser aux services à ce destinés, comme la consigne et le dépôt de marchandises, et ne peut confier simplement ces objets au porteur employé par le voiturier. La responsabilité du voiturier ne commence en ce cas qu'au début du voyage;

b) *Fin de la responsabilité.* Elle cesse avec la délivrance des choses au destinataire. S'il refuse de les accepter, le voiturier n'en est plus responsable que comme dépositaire (bailee), c'est-à-dire pour la négligence et la faute lourde. De même sa responsabilité aggravée cesse s'il exerce régulièrement son droit de rétention sur la chose. Si la chose est arrivée à destination, et si le voiturier a sommé le destinataire d'en prendre livraison, il doit lui laisser un délai convenable à cet effet. La responsabilité aggravée subsiste pendant ce délai.

Si le destinataire refuse de prendre livraison, le voiturier doit prendre les mesures nécessaires pour la conservation de la chose. Les frais qui résultent du refus doivent lui être remboursés par l'expéditeur.

2° *Etendue de la responsabilité.* En cas de perte ou détérioration des marchandises, le voiturier doit rembourser la valeur ou la diminution de valeur. Mais celui qui réclame des dommages-intérêts doit prouver la valeur de la chose et ne peut pas réclamer plus que la valeur déclarée accrue des frais d'expédition (C. A., 1830, s. 7). Si le dommage est inférieur à la valeur déclarée, le voiturier ne doit le montant que du premier et non de la seconde. Même si la valeur est déclarée, celui qui allègue le dommage doit le prouver. Ce n'est pas au voiturier à prouver que la perte effective est inférieure à la valeur déclarée.

3° *Exclusion de responsabilité.* Le voiturier répond de tous dommages ou pertes (même par vol ou incendie) des choses confiées. Sa responsabilité est cependant exclue lorsque la perte provient d'une des causes suivantes :

a) *Force majeure* (act of God). Elle comprend les événements naturels immédiats, tels que destruction par tremblement de terre, foudre, inondation ou tempête en mer. La force majeure libère le voiturier de toute obligation.

Mais il ne peut invoquer le fait que la chose lui a été volée au cours du transport, ou enlevée par violence et attaque, ou qu'elle a été rongée par les rats ou consumée dans un incendie non imputable à lui ni à ses gens.

b) *Fait de guerre* (King's Enemies). Si le dommage ou la perte résultent d'actes des ennemis du roi (guerre, révolution) le voiturier est également libéré;

c) *Vice propre.* Le voiturier est également libéré de sa responsabilité pour perte ou dommage résultant d'un vice propre de la chose transportée, comme par exemple pour le transport d'un animal (taureau. étalon) de caractère vicieux qui se blesse lui-même par sa conduite;

d) *Négligence de l'expéditeur.* Le voiturier est également libéré lorsque la perte ou le dommage résultent de la négligence propre de la personne qui lui a remis les marchandises pour le transport; par exemple pour emballage insuffisant ne permettant pas au voiturier de reconnaître la marchandise, ou au cas où, l'ayant reconnue il ne l'accepte qu'en déclinant la responsabilité.

4° *Limitations de la responsabilité.* a) *Convention.* Par convention spéciale, le voiturier peut restreindre ou modifier sa responsabilité. Mais il ne suffit pas d'un avis ou d'une déclaration publics; il faut que ces conditions soient contenues au contrat ou dans une circulaire que le voiturier devra prouver être parvenue à la connaissance de ses clients avant la conclusion du contrat (C. A., 1830, s. 6). Le voiturier peut écarter ainsi même la responsabilité pour faute lourde.

a) *Prescriptions légales.* Un voiturier public ne répond pas de la perte de marchandises particulièrement précieuses ou dangereuses.

α) *Objets précieux.* Ils comprennent les monnaies d'or et d'argent, l'or et l'argent travaillés ou non travaillés, les pierres précieuses, joyaux, montres et pendules, parures, lettres de change, billets d'une banque de Grande-Bretagne ou d'Irlande, traites, reconnaissances de dettes ou sûretés pour le paiement d'une dette, timbres, cartes géographiques, écrits, actes relatifs à des droits immobiliers, tableaux, gravures, statues, objets dorés, argentés, ou plaqués, verre, porcelaine, soie brute ou tissée, employée seule ou avec d'autres matières, fourrures, dentelles, à l'exception de dentelles tissées à la machine, contenues dans un colis quelconque, remis au voiturier pour être transporté contre paiement ou accompagner la personne d'un voyageur dans un transport public (C. A., 1830, s. 1).

Pour que cette libération de la responsabilité ait lieu, la valeur de l'objet doit dépasser 10 £, la valeur et la nature ne doivent pas avoir été indiquées par le propriétaire ou son représentant au moment de la remise, et il ne doit pas y avoir eu paiement ou promesse de paiement d'un tarif plus élevé, tous deux acceptés par le voiturier. Si la valeur et la nature sont déclarées, le voiturier est en droit de réclamer le paiement d'un tarif plus élevé. Il suffit pour cela d'un avis affiché dans les locaux commerciaux du voiturier (C. A., 1830, s. 1). A défaut de cet avis le voiturier répond de toute la valeur de la chose confiée même s'il n'a pas perçu le tarif spécial (C. A., 1830, s. 3).

Si l'indication de la valeur et de la nature est omise, la responsabilité du voiturier pour négligence personnelle et pour toute faute de ses employés tombe. Par contre la responsabilité pour perte ou dommage des marchandises par délit, c'est-à-dire acte illicite et volontaire (felonious act) des employés, par exemple vol, subsiste (C. A., 1830, s. 8). Mais elle-même peut être exclue par convention spéciale (C. A., 1830, s. 6).

β) *Objets dangereux.* S'il s'agit du transport d'objets dangereux dont le caractère dangereux n'est pas évident, l'expéditeur est tenu d'attirer l'attention du voiturier sur ce caractère, sous peine d'être responsable lui-même du dommage.

5° *Responsabilité pour les voituriers substitués.* Régulièrement le voiturier est en droit de charger de poursuivre le transport des marchandises un autre individu, un voiturier substitué. Ce sera toujours le cas lorsque le premier voiturier accepte des marchandises à expédier hors des limites dans lesquelles s'exerce son activité. Il est alors responsable de tout le voyage et de toute faute de son substitué; mais la responsabilité pour les fautes de ce dernier peut être exclue.

III. Droits du voiturier. 1° *Tarif.* En échange de sa prestation le voiturier reçoit une rémunération nommée tarif (charge). Elle se détermine en première ligne d'après le contrat conclu entre l'expéditeur et le voiturier. S'il ne contient pas de dispositions relatives au prix, il doit être convenable. Mais le voiturier peut demander des rémunérations différentes à des clients différents pour la même prestation. Il n'existe pas d'obligation de traitement égal pour le voiturier public (mais bien pour les compagnies de chemins de fer et de canaux (R. C. T. A., 1854, s. 2). Si le voiturier s'est chargé sciemment du transport d'un objet très précieux de valeur déclarée, il peut réclamer un supplément de prix en échange de l'aggravation de sa responsabilité. L'avis d'élévation du tarif doit cependant être affiché dans ses locaux commerciaux, mais n'a pas besoin de parvenir à la connaissance de l'expéditeur. A défaut d'avis, le voiturier est tenu d'accepter l'objet au tarif ordinaire et de restituer la différence entre ce dernier et le tarif spécial. Il est néanmoins responsable de la pleine valeur (C. A., 1830, ss. 2, 3).

2° *Vente nécessaire.* Tout voiturier a le droit de vendre des objets périssables à lui confiés lorsque cette vente est nécessaire pour éviter la perte de ces objets, mais à condition qu'il soit impossible pratiquement de prendre les instructions du propriétaire à ce sujet. C'est surtout le cas pour les denrées alimentaires;

3° *Droit de rétention.* Tout voiturier a pour ses frais et dépenses un droit de rétention au terme du transport, et contre l'expéditeur et le destinataire simultanément. D'après une convention particulière ou d'après les usages commerciaux, il aura également un droit de rétention pour toutes ses créances de transport au compte du même expéditeur (in respect of a general balance due to him for carriage). S'il a contre une des parties (expéditeur ou destinataire) une general balance avec droit de rétention, il n'en résulte pas de plein droit qu'il ait ce droit de rétention contre l'autre partie.

IV. Action (expéditeur ou destinataire). Le droit à des dommages-intérêts pour perte ou dommage subis par la chose appartient à l'expéditeur ou au destinataire selon que l'expéditeur a contracté avec le voiturier en son propre nom ou sur mandat du destinataire. Le dernier cas est admis lorsque la propriété des marchandises vendues passe au destinataire par l'expédition, ce qui est toujours le cas lors de l'expédition de marchandises commandées. Si les marchandises ont été expédiées à l'auteur de la commande à l'essai, ou s'il y a envoi du principal à son représentant, en sorte que la propriété reste à l'expéditeur, le droit de réclamer des dommages-intérêts lui appartient également. En général

le droit à l'action en dommages-intérêts se détermine avec la question de propriété de la chose perdue ou endommagée; l'action appartient au propriétaire. Il n'y a d'exception que si le voiturier déclare expressément l'expéditeur responsable du dommage et contracte avec lui en son propre nom.

CHAPITRE III

LE CONTRAT DE TRANSPORT PAR VOIE FERRÉE

Cf. bibliographie du ch. précédent.

Carriers Act, 1830 (C. A., 1830). — Railway and Canal Traffic Act, 1854, 1888 (R. C. T. A., 1854, 1888). — Railway Act, 1921 (R. A., 1921). — Railway Regulation Acts, 1868 et 1871 (R. R. A.).

Les règles relatives au voiturier public, et particulièrement à la limitation de la responsabilité pour objets précieux (C. A., 1830, s. 7, et cf. p. 177), s'appliquent aussi aux compagnies de chemins de fer. De plus il existe des prescriptions légales particulières pour le transport de marchandises par les compagnies de chemins de fer et de canaux, que ce soit dans le pays ou pour le commerce avec l'étranger, sur les canaux ou les caboteurs. Ces dispositions particulières obligent ces compagnies à accorder un traitement égal à tous les expéditeurs et leur interdisent de ne conclure de contrats de transport qu'en limitant excessivement et iniquement leur responsabilité.

I. Obligations des compagnies. Les compagnies sont dans l'obligation particulière d'accorder toutes les facilités nécessaires pour le transport d'objets et de traiter également tous les clients.

1° *Accorder les facilités nécessaires.* Les compagnies sont tenues de les accorder pour le transport de personnes, marchandises et animaux (R. C. T. A., 1854, s. 2). Cette obligation est interprétée dans le sens que le transport de colis ne peut être refusé simplement pour le motif que la compagnie ne s'occupe pas du transport d'objets de ce genre. Si elle se charge du transport, elle répond de ces objets non comme voiturier public, mais comme dépositaire (bailee). Font partie des facilités nécessaires la fourniture de matériel roulant satisfaisant et l'établissement d'horaires commodes.

2° *Egalité de traitement.* Tandis que le voiturier public peut conclure un contrat différent avec chaque client, et le privilégier par rapport à d'autres, les compagnies ne le peuvent (R. C. T. A., 1854, s. 2). Il y a

faveur non admise par exemple lorsque des tarifs inégaux sont perçus ou lorsque des facilités particulières sont accordées pour la livraison ou la prise en charge des objets. Les conditions privilégiées ne sont admises que si elles améliorent le trafic dans l'intérêt du public (R. C. T. A., 1888, s. 27, 2). Si la preuve est apportée que des clients différents sont inégalement traités, la compagnie doit prouver qu'il n'y a pas là faveur injustifiée (R. C. T. A., 1888, s. 27 (1)).

II. Responsabilité des compagnies. Elle s'apprécie d'après les règles qui valent pour le voiturier public. Elle peut être supprimée ou restreinte contractuellement, dans la mesure où la restriction n'est pas excessive ou inique. Des prescriptions particulières règlent la responsabilité pour transport d'animaux, transport par eau ou par voituriers substitués.

1° *Limitations de la responsabilité.* La responsabilité de la compagnie pour perte et dommage ne peut être supprimée ou limitée par des avis généraux dans les règlements et par affiches. Tout avis de ce genre est juridiquement nul. Mais un contrat restrictif spécial (special contract) est admis. Sa validité est soumise aux deux conditions suivantes (R. C. T. A., 1854, s. 7) :

a) *Rédaction par écrit.* Un contrat spécial entre l'expéditeur et la compagnie modifiant ou restreignant la responsabilité légale doit être rédigé par écrit et signé par l'expéditeur ou la personne qui apporte les objets à la compagnie. La signature de la compagnie n'est pas exigée, non plus que celle du client. Il suffit de celle de son représentant. A défaut d'écrit, la restriction de la responsabilité est sans effet ;

b) *Caractère approprié du contrat.* Même le contrat de forme régulière rédigé par écrit, n'engage le client que s'il est juste et raisonnable (just and reasonable), ce que la compagnie doit prouver. Sera par exemple considérée comme raisonnable la clause d'après laquelle la demande d'indemnité pour dommage doit être présentée dans les trois jours de la réception de la chose, ou, pour perte, dans la semaine de l'arrivée présumée de l'objet disparu, ou bien que la compagnie cesse d'être responsable lorsqu'elle transmet les colis à une autre compagnie pour continuation du transport. Est inique le contrat qui supprime toute responsabilité, ou l'exclut complètement lorsque l'emballage est insuffisant. Mais si l'expéditeur peut soit faire transporter la chose à plein tarif et à pleine responsabilité de la compagnie, soit à tarif réduit sans responsabilité, et s'il préfère le second parti, la compagnie n'est pas responsable bien que l'exclusion complète de la responsabilité soit inique en soi, et sans compensation;

2° *Responsabilité pour les animaux.* Pour perte ou dommage survenus

pendant le transport d'animaux vivants, il existe un tarif spécial. Un cheval est estimé 100 £, une bête à cornes 50 £, et un autre animal 5 £, à moins que l'expéditeur ou la personne qui a remis l'animal à la compagnie n'aient déclaré à la remise une valeur plus grande. En ce cas, la compagnie peut appliquer un tarif plus élevé (R. A., 1921, s. 31), qui n'a pas besoin d'être stipulé par contrat spécial; il suffit qu'une affiche dans le local d'expédition des bagages le mentionne. A défaut d'affiche, le tarif ordinaire sera appliqué, avec pleine responsabilité de la compagnie (C. A., 1830, s. 2 et cf. p. 176);

3° *Responsabilité pour objets précieux.* Les prescriptions du Carriers Act, 1830 (cf. p. 177) s'appliquent aux compagnies de chemins de fer avec cette différence que la soie n'est plus considérée comme objet précieux, et que l'exclusion de responsabilité n'a lieu que si la valeur du colis remis dépasse 25 £ (10 £ pour le voiturier public) (R. A., 1921, s. 56);

4° *Responsabilité en cas de transfert par eau.* Les compagnies de chemins de fer qui se chargent du transport par eau (par exemple en Irlande, ou sur le continent à travers la Manche) peuvent exclure leur responsabilité pour ce transport si la perte a été la suite de force majeure, fait de guerre incendie ou accidents (de machines, de vapeur, de chaudières) caractéristiques du transport par eau (R. R. A., 1868, s. 14). L'exclusion de responsabilité pour ces cas doit être affichée dans le local d'expédition de la compagnie, et imprimé sur la lettre de transport. Mais il n'est pas nécessaire que l'expéditeur ou le livreur à l'expédition en aient connaissance. Cette prescription s'applique également lorsque le transport par eau ne s'accomplit pas sur les propres navires de la compagnie, mais sur des navires affrétés (R. R. A., 1871, s. 12).

5° *Responsabilité pour les voituriers substitués.* Les compagnies qui ont accepté de transporter des objets en un lieu desservi par une autre compagnie sont non seulement représentants de l'expéditeur pour conclure un nouveau contrat de transport avec le second voiturier, mais répondent de tout le dommage qui a pu se produire pendant le trajet entier. Elles sont cependant libres de décliner d'être responsables pour le voiturier substitué et de ne répondre que du transport sur leur propre ligne. En cas de perte, la compagnie doit prouver qu'elle n'a pas eu lieu sur sa ligne.

CHAPITRE IV

LE CONTRAT DE TRANSPORT PAR MER (CARRIAGE OF GOODS BY SEA)

III. Stephen : P. 193—203. — Smith & Watts : P. 403—467. — Stevens : P. 438—455. — Odgers : P. 265—274.

Merchant Shipping Act, 1894 (M. S. A., 1894). — Carriage of Goods by Sea Act, 1924 (C. G. S. A., 1924). — Bill of Lading Act, 1855 (B. L. A., 1855) — Naval Prize Act, 1864 (N. P. A., 1864). — Marine Insurance Act, 1906 (M. I. A., 1906).

I. Domaine d'application du droit commun et des lois (terminologie). Le transporteur par mer est responsable comme un voiturier public (common carrier). Il ne peut cependant invoquer les règles du Carriers Act, 1830, qui ne s'appliquent qu'au transport par terre. Pour le transport par mer, on applique les dispositions spéciales du Merchant Shipping Act, 1894. Dans la mesure où elles excluent la responsabilité, elles ne valent que pour les navires britanniques (cf. M. S. A., 1894, s. 502) mais ont été étendues par le Merchant Shipping (Liability of Shipowners) Act, 1898, au profit des propriétaires et constructeurs, à des navires déjà lancés, mais non encore immatriculés. A côté de cette loi on trouve le Carriage of Goods by Sea Act, 1924, qui ne s'applique qu'aux navires sortant d'un port d'Angleterre ou d'Ulster et dont la cargaison ne se compose pas d'animaux ou d'objets inaccoutumés et n'est pas transportée sur le pont (C. G. S. A., 1924, s. 1; Art. I (c)).

Le transporteur est généralement propriétaire du navire qui effectue le transport; on le désigne en ce cas par le nom de " shipowner ". Son représentant avec pouvoirs très vastes est le capitaine [1], le " master ". L'expéditeur et le destinataire s'appellent " shipper " et " consignee ",

[1]) Le Code de Commerce français s'en tient au capitaine. Le droit anglais s'en tient plutôt au propriétaire (parfois à l'affréteur). Il s'agit toujours de l'ensemble armateur-capitaine le représentant. C'est ce dernier que nous retiendrons avec la terminologie française.

et le contrat de transport contenu dans un connaissement est le " bill of lading ".

II. Le connaissement (bill of lading). L'expéditeur reçoit un récépissé pour les choses remises aux fins de transport. Le récépissé s'appelle " mate's receipt ". Il est échangé contre un connaissement signé du capitaine.

1° *Concept et formes.* Le connaissement, ou lettre de transport par mer, est la reconnaissance écrite du propriétaire ou du capitaine, qu'il a reçu des marchandises livrables à un destinataire déterminé ou à son ordre dans un port de décharge déterminé.

Le connaissement doit contenir les marques des colis, leur nombre ou leur poids, ainsi que des indications sur leur état apparent, indications que l'expéditeur doit fournir par écrit au propriétaire du navire. Mais il doit garantir leur exactitude (C. G. S. A., 1924, Art. III, 3, 5).

Les formes du connaissement varient. Une des formes usuelles est le Bill of Lading qui suit :

" Shipped in good order and condition by....., in and upon the good ship called the "British Tar", whereof..... is master for this present voyage, and now in the port of....., and bound for....., with liberty to call at any ports on the way for coaling or other necessary purposes, fifty casks of wine being marked and numbered as per margin, and to be delivered in the like good order and condition at the aforesaid port of....., the act of God, the King's enemies, fire, barratry of the master and crew, and all and every other dangers and accidents of the seas, rivers, and navigation of whatever kind or nature soever excepted, unto..... or per his assigns, he or they paying freight for the said goods £..... per ton, delivered with primage and average accustomed. In witness whereof, the master of the said ship hath affirmed to..... bills of lading all of this tenor and date, one of which bills being accomplished, the others to stand void.

Dated, etc. Weight, value, and contents unknown".

2° *Effets du connaissement.* Le connaissement est habituellement dressé en trois exemplaires de même valeur. Pour la protection du capitaine on insère toujours la clause qui le libère de toute obligation dès qu'il a rempli les conditions d'un connaissement. Le connaissement a trois fonctions :

a) *Récépissé.* Régulièrement on doit établir un récépissé pour les marchandises chargées pour le transport sur un navire déterminé. Si une partie des marchandises mentionnées au connaissement fait défaut, le capitaine doit prouver que la mention est fausse; sinon il répond du

dommage. Si les marchandises mentionnées au connaissement n'ont pas été transportées, le propriétaire du navire n'est pas engagé par le connaissement établi par le capitaine, même en cas d'endossement pour un tiers de bonne foi. Ce dernier ne peut se retourner que contre le capitaine ou le signataire du connaissement. Mais ceux-cl peuvent également se décharger par la preuve qu'aucune faute ne leur incombe ou que le détenteur du connaissement savait que les marchandises y mentionnées n'avaient pas été expédiées effectivement (B. L. A., 1855, s. 3).

b) *Contrat de transport.* Le connaissement renferme le contrat de transport et la convention des parties qui s'y rapporte. Il en fait preuve absolument.

c) *Titre à ordre.* Le connaissement est ordinairement établi à ordre et transmissible par endossement. Avec l'endossement se transmettent non seulement les marchandises transportées mais encore les droits et obligations de l'endosseur contre le capitaine (B. L. A., 1856, s. 1). L'endossataire devient partie au contrat, à moins de simple endossement de garantie (cf. p. 162). Le connaissement transfère la propriété à l'endossatoire jusqu'au débarquement et à la livraison au destinataire régulier. L'endossement et le transfert du connaissement contre valuable consideration (v. ci-dessus, p. 20) font disparaître le droit de l'expéditeur au stoppage in transitu contre l'endossataire (cf. p. 169) qui subsiste contre l'acheteur primitif pour un prix non encore payé (B. L. A., 1855, s. 2).

Si l'expéditeur endosse les différents exemplaires du connaissement au profit de différents acquéreurs, le capitaine est libéré par la remise des marchandises à la première personne qui lui présente un des divers connaissements, à condition qu'il n'ait pas connaissance d'un endossement antérieur d'un autre connaissement. La délivrance de la chose au premier porteur d'un connaissement est sans effet sur la situation juridique des endossataires entre eux.

III. Obligations du capitaine. 1° *Fourniture d'un navire en état de tenir la mer* (*seaworthy ship*). Le transporteur doit consacrer à la cargaison la diligence nécessaire et avant tout mettre avant le départ le navire en état de tenir la mer, ce qui comprend un équipage et un équipement suffisants, ainsi que les vivres et la boisson nécessaires. Il doit mettre en bon état les cales et frigorifiques destinés à recevoir les marchandises (C. G. S. A., 1924, Art. II, 1). En cas de perte résultant d'un défaut du navire, le capitaine doit prouver qu'il a déployé toute la diligence nécessaire pour mettre le navire en état de tenir la mer. Si cette preuve lui réussit, il ne répond ni de la détérioration ni de la perte de marchandises

pour incapacité à tenir la mer du navire (par exemple voie d eau, C. G. S. A., 1924, Art. IV, 1).

2° *Arrimage et chargement appropriés* (*stowage and loading*). Le transporteur par mer est tenu d'arrimer les marchandises d'une façon appropriée et de les traiter avec soin (C. G. S. A., 1924, Art. III, 2). Tous les accessoires nécessaires à l'arrimage, tels que câbles et cabestans, doivent être fournis par le capitaine. Il lui est interdit de transporter de la contrebande en outre de la cargaison régulière.

3° *Utilisation du plus court trajet.* Après le départ le navire doit être mené à destination sans retard inutile ni écart de la route directe. Si le plus court chemin est quitté sans motif puissant, le capitaine est responsable de toute prête ou détérioration des marchandises transportées, même si le dommage résulte de circonstances pour lesquelles il a expressément décliné toute responsabilité (excepted peril). Tel est aussi le cas lorsque le dommage se produit non pendant le détour mais une fois la route régulière reprise. Sont considérés comme motifs graves par exemple une avarie, un péril menaçant en cas de guerre, ou le sauvetage d'un autre navire en détresse (C. G. S. A., 1924, Art. IV, 4).

La clause qui permet au navire de faire relâche dans d'autres ports déterminés doit être interprétée d'après les circonstances de l'espèce, mais ne donne pas au capitaine, le droit de faire relâche dans des endroits éloignés du trajet usuel.

IV. Responsabilité du capitaine. Le capitaine répond de l'exactitude des mentions portées au connaissement à moins qu'il ne les ait écartées (par exemple par la mention " weights and contents unknown ") et de toute perte ou détérioration des marchandises à lui confiées.

1° *Durée de la responsabilité et extinction du droit à indemnité.* La responsabilité du capitaine part de la remise des marchandises par l'expéditeur. Le lieu de remise stipulé est généralement un entrepôt sur le quai; sinon l'expéditeur doit amener les marchandises jusqu'au navire. Dès qu'elles atteignent ce lieu et sont prises en charge par le capitaine, il répond de tout dommage, dans la mesure où sa responsabilité n'est pas exclue ou limitée par contrat ou par la loi. La responsabilité cesse avec la délivrance au destinataire. La prise de livraison des marchandises laisse présumer leur bon état, à moins de dommage signalé au capitaine par écrit au plus tard à la délivrance au destinataire, ou, en cas de vice caché, au plus tard trois jours après. La communication écrite n'est pas nécessaire lorsque le capitaine et le destinataire ont examiné la marchandise ensemble avant sa délivrance. Tout droit à dommages-intérêts s'éteint si la personne lésée ne porte pas plainte dans l'année de la livrai-

son, ou du moment auquel elle aurait dû avoir lieu. Le capitaine et le destinataire doivent s'accorder réciproquement toutes facilités pour la constatation du dommage (C. G. S. A., 1924, Art. III, 6).

2° *Etendue de la responsabilité.* Si le capitaine n'a pas déterminé spécialement la mesure de sa responsabilité (cf. ci-dessous, *b*) les règles légales s'appliquent subsidiairement.

a) *D'après la loi.* Le Merchant Shipping Act, 1894, pose une limite de responsabilité s'applique à tous les navires relevant des tribunaux britanniques. Pour les navires dont les ports d'attache sont en Grande-Bretagne où Ulster, les dispositions du Carriage of Goods by Sea Act, 1924, sont déterminantes.

α) *Merchant Shipping Act*, 1984. La loi décide que le capitaine, en cas de perte, n'est responsable que jusqu'à un montant de 8 £ par tonne de volume. Si une nouvelle perte succède au premier fait dommageable, le capitaine est une seconde fois responsable du même montant. Mais il ne peut invoquer cette limite lorsque la perte résulte de sa faute (actual fault or privity, M. S. A., 1894, s. 503), auquel cas sa responsabilité est illimitée;

β) *Carriage of Goods by Sea Act*, 1924. La loi décide que le capitaine ne répond en aucun cas d'une somme supérieure à 100 £ or par colis. Il est de plus libre d'invoquer le M. S. A., 1894 s'il est plus favorable pour lui (C.G. S. A., 1924, Art. IV, 5; s. 6 (2)).

b) *Contractuelle.* Le capitaine peut toujours aggraver sa responsabilité mais ne peut qu'exceptionnellement la restreindre;

α) *Aggravation.* Il y a aggravation lorsque l'expéditeur déclare la valeur, et que cette valeur déclarée est mentionnée au connaissement, car le capitaine doit alors répondre du montant porté au connaissement s'il ne peut prouver que la perte effective est inférieure à la valeur déclarée. Par convention spéciale entre le capitaine et l'expéditeur, une limite de responsabilité différente, mais plus haute, peut être fixée. De plus le capitaine est libre de renoncer à une disposition légale quelconque en sa faveur. Cette renonciation doit être portée au connaissement (C. G. S. A., 1924, Art. IV, 5, V).

β) *Réduction de la responsabilité.* Dans la limite d'application du S. G. S. A., 1924, toute réduction est exclue. Le capitaine ne peut se soustraire à la responsabilité pour dommages résultant d'une inobservation fautive de ses obligations (cf.ci-dessus III)(C. G. S. A., 1924, Art. IV, 5, III, 8). Mais s'il s'agit d'animaux, cargaison sur le pont, ou objets inaccoutumés dont le transport ne tombe pas sous le coup de cette loi (C. G. S. A., 1924, Art. I (c), (VI), le capi-

taine peut restreindre ou écarter sa responsabilité librement. 3° *Exclusion de responsabilité* (excepted perils). Elle n'est possible que si le C. G. S. A., 1924 n'est pas applicable (animaux, cargaison sur le pont, objets inaccoutumés); mais la loi en établit de nombreux cas.

a) *Objets précieux.* En cas de perte d'or, argent, diamants, joyaux, montres et pierres précieuses, dont la valeur et la nature n'ont pas été communiquées par écrit au capitaine, par vol à main armée, vol simple, ou détournement à bord, le transporteur n'est pas responsable (M. S. A., 1894, s. 502). Ces dispositions ne s'appliquent qu'au profit des capitaines britanniques non fautifs (without their actual fault or privity). Contrairement aux règles sur le transport par terre, le cercle des objets précieux est considérablement rétréci, et la responsabilité n'est exclue que pour vol à main armée, vol simple, et détournement et non pour toute perte. Par contre il existe une obligation de déclaration en tous cas et non seulement lorsque la valeur dépasse 10 £ (25 £ pour les transports par voie ferrée);

b) *Carriage of Goods by Sea Act*, 1924. Toute responsabilité du capitaine disparaît lorsque la perte ou détérioration de la chose résulte de " navigationable risks ", c'est-à-dire risques de mer caractéristiques, ou force majeure, danger en cas de guerre, grève, quarantaine, faute de l'expéditeur ou vice propre. La responsabilité est de plus exclue pour incendie lorsqu'il n'est imputable à la faute ni du capitaine ni de ses subordonnés, ainsi que pour toute négligence dans la conduite et le pilotage du navire. Par ailleurs le capitaine répond des fautes de ses subordonnés. Si la perte ne provient pas d'une des causes indiquées, le capitaine répond du dommage s'il ne prouve pas qu'aucune faute n'est imputable à lui ni à son personnel. Si la nature ou la valeur des marchandises embarquées a été intentionnellement faussement indiquée, le capitaine n'est aucunement responsable (C. G. S. A., 1924, Art. IV, 2, 5).

V. Droits du capitaine. 1° *Fret* (*freight*). On entend par fret la rémunération versée pour le transport de la marchandise à destination. L'expéditeur en répond en premier lieu. S'il endosse le connaissement au nom du vendeur, ce dernier répond lui aussi du paiement (B. L. A., 1855, ss. 1, 2). Le destinataire ou un endossataire peuvent cependant se soustraire à leur responsabilité du paiement en endossant à leur tour le connaissement.

Le fret n'est exigible qu'au terme du transport. Si la chose n'arrive jamais à destination, ou si la perte provient de circonstances dont le capitaine ne répond pas, il n est pas dû de fret. Le montant du fret est fixé par la convention entre l'expéditeur et le capitaine, et dépend géné-

ralement de la mesure ou du poids de la cargaison. Le fret est dû lorsque les marchandises sont livrées détériorées.

a) *Fret proportionnel.* S'il n'est livré qu'une partie des marchandises confiées pour le transport, ou si elles ne sont pas conduites jusqu'à destination, l'expéditeur ne doit qu'une partie du fret convenu. Dans le dernier cas, cette partie n'est payable que si l'expéditeur renonce à l'arrivée à destination et consent à prendre livraison auparavant, ou s'il empêche lui-même la continuation du transport.

b) *Fret global* (*lump sum freight*). Si on fixe pour le transport un prix à forfait sans le déterminer d'après le nombre ou le poids des colis, il doit être payé en totalité même si les marchandises n'arrivent à destination qu'en partie. Mais leur propriétaire peut réclamer des dommages-intérêts pour la portion non livrée, pour autant que la perte ne provient pas de circonstances dont le capitaine ne répond pas;

c) *Fret payé d'avance* (*advanced freight*). Normalement le fret n'est exigible qu'à l'arrivée à destination. Si le capitaine réclame le paiement d'avance, il n'est pas tenu à restitution même si la chose transportée n'arrive jamais à destination. Si elle se perd avant le paiement du fret payable d'avance, celui-ci ne devra être versé par l'expéditeur que si le fret était exigible avant la perte. Le fret payé d'avance peut être répété si le capitaine est cause de la perte de la chose.

2° *Droit de rétention, marchandises entreposées.* Le capitaine a sur les choses transportées un droit de rétention pour le fret. Si le destinataire se refuse à prendre livraison, le capitaine peut entreposer les marchandises. Il conserve son droit de rétention bien que n'étant plus en possession s'il les remet à un entrepositaire et l'informe par écrit qu'il ne pourra délivrer les marchandises au destinataire que contre paiement du fret, et autres frais dont le montant doit être indiqué exactement dans l'avis. Si l'entrepositaire les délivre sans ce paiement, il répond au capitaine de tout dommage subséquent (M. S. A., 1894, s. 494). Le droit de rétention disparaît si le destinataire exhibe une quittance du capitaine pour le montant indiqué dans l'avis ou consigne ce montant chez l'entrepositaire (M. S. A., 1894, s. 495). Le montant consigné ne peut être versé au capitaine qu'après quinze jours. Si le destinataire conteste son obligation de paiement, il doit en informer l'entrepositaire pendant ce délai, et celui-ci doit aussitôt donner suite à cette contestation. Les sommes reconnues doivent être payées au capitaine, et le reste conservé. Si dans les trente jours de la contestation de son droit le capitaine n'intente pas une action en paiement du fret, ce qu'il doit communiquer à l'entrepositaire, ce dernier est en droit de restituer au destinataire la

portion contestée du fret (M. S. A., 1894, s. 496). Au cas où les marchandises ne sont pas retirées, l'entrepositaire est en droit, et, sur la requête du capitaine, tenu de les faire vendre aux enchères publiques au bout de quatre-vingt-dix jours. Le produit couvrira le fret. Si les marchandises sont facilement périssables, la vente peut avoir lieu plus tôt. Elle doit, dans la mesure du possible, être portée à la connaissance du propriétaire (M. S. A., 1894, s. 497).

3° *Recours contre l'expéditeur.* L'expéditeur répond au capitaine de l'exactitude des indications relatives à la désignation, au numérotage et au poids des colis et doit le dédommager de tout préjudice résultant d'indications fausses. Si le capitaine subit une perte imputable à l'expéditeur ou à son personnel, l'expéditeur en est responsable (C. G. S. A., 1924, Art. III, 5, IV, 3).

4° *Objets dangereux.* Les marchandises inflammables, dangereuses ou explosives à l'insu du capitaine peuvent être, dès qu'il s'aperçoit de leur nature, débarquées ou rendues inoffensives par lui sans que l'expéditeur puisse réclamer des dommages-intérêts de ce fait. L'expéditeur doit même indemniser le capitaine de toute perte provoquée par ces marchandises. Si elles sont transportées au su et avec l'assentiment du capitaine, il peut encore s'en débarrasser, mais répond lui-même du dommage causé par leur transport (C. G. S. A., 1924, Art. IV, 6).

VI. Avarie commune et sauvetage (general average and salvage [1]). Pour régler les rapports de droit international en cas d'avarie commune, les intéressés ont compilé les " York-Antwerp Rules ", que les Anglais appliquent régulièrement comme déterminantes en les introduisant dans leurs connaissements.

1° *Avarie commune.* C'est le cas où une partie du navire ou de la cargaison doit être volontairement sacrifiée pour sauver de la perte le navire et le reste de la cargaison, ou lorsque pour les sauver il faudrait des efforts extraordinaires. Y rentre tout dommage causé au navire et à la cargaison intentionnellement, pour la conservation du navire, et devant être supportée proportionnellement par tous les intéressés.

L'avarie commune repose sur le concept juridique de communauté de risques pour le navire et la cargaison, commençant lorsque la marchandise est embarquée et expirant avec le début du déchargement.

Elle suppose le salut partiel du navire ou de la cargaison à la suite de ces mesures exceptionnelles du capitaine ou de ses gens. Si le navire et

[1]) Bibliographie : « Grosse Haverei. Die Havariegross-Rechte der wichtigsten Staaten im Originaltext und in Ubersetzùng nebst Kommentar, édité par R. Ulrich, 3e Ed., revue par Paul Bruders, t. I. Deutsches Recht, Berlin, 1927, Librairie E. S. Mittler & Sohn.

la cargaison coulent, il ne peut être naturellement question de répartition du dommage entre les intéressés, ni par conséquent d'avarie.

Il en naît un droit à la répartition du dommage subi sur les objets sauvés.

Si le navire et la cargaison se trouvent dans un péril réel, commun, exceptionnel, qu'il résulte de phénomènes naturels ou d'autres causes, comme par exemple incendie, explosion, voie d'eau, tempête, ou à la suite d'un délit, le capitaine ou son représentant a le droit de faire des sacrifices pour sauver le navire et la cargaison de ce péril. Le dommage consécutif est l'avarie commune nommée également grosse avarie ou " havarie grosse ".

Les dommages et frais résultant de l'acte dommageable sont assimilés au dommage et aux sacrifices immédiats.

Ce dommage doit être supporté par tous les intéressés, chargeurs et expéditeurs, en commun et à proportion de leur intérêt (M. I. A., 1906, s. 66). Ne contribuent pas les matelots ou leur loyer, de même que les passagers et leurs effets personnels. Si une partie de la cargaison a été débarquée avant qu'il fût nécessaire d'en sacrifier une autre partie, la partie débarquée ne contribue pas. Pour l'obligation de contribution des autres intéressés, il est essentiel que le navire ou le reste de la cargaison ait été réellement sauvé par cette mesure et qu'on n'ait pas sacrifié ce qui était déjà perdu (par exemple un mât brisé). Si la cargaison sur le pont a dû être jetée par-dessus bord, on ne peut réclamer de contribution aux expéditeurs des marchandises restées à bord que si la cargaison sacrifiée se trouvait sur le pont d'après les usages commerciaux ou avec l'assentiment des autres expéditeurs. Le propriétaire supporte seul la perte d'objets dangereux qui ont dû sur leur nature être rendus inoffensifs. Les cas ordinaires d'avarie commune sont : le jet par-dessus bord de la cargaison ou de portions du navire pour l'alléger (jettison of cargo); l'échouement intentionnel pour éviter le naufrage; les frais causés par la relâche dans un port où le navire et la cargaison sont préservés du danger.

Le capitaine dresse un protêt sur les causes et la réalisation de l'avarie commune. Puis le dommage est déterminé par des visiteurs (surveyors) et couché dans le certificat d'avarie (certificate of average) sur la base duquel les experts désignés en justice (average-staters, or average-adjusters) établissent une répartition du dommage (Dispache, statement of average, average adjustment), qu'ils transmettent aux assureurs pour prise de connaissance de leur part de dommage. La répartition des dommages et frais se fait par une procédure de liquidation sous le contrôle judiciaire. La procédure suit les règles du droit national du terme du voyage.

Le dommage et la contribution doivent être déterminés à la destination du navire. Si le voyage ne peut s'achever, ils le seront à l'endroit de l'interruption .Tous les objets exposés au péril au moment de la grosse avarie contribuent ou reçoivent une contribution d'après leur valeur au lieu de la détermination, fret et autres dépenses déduits. La valeur du navire est appréciée avant réparations. Si elles sont nécessaires, le propriétaire doit supporter un tiers des frais comme augmentation de valeur du navire, à moins qu'il ne s'agisse du remplacement de parties de l'équipement encore complètement neuves au moment de la perte, comme des cordages, ou ne se détériorant pas à l'usage, comme une ancre. Le capitaine doit contribuer pour le montant de sa créance de fret, mais a une contre-créance pour le montant du fret des marchandises perdues. Ce fret perdu est déterminé en soustrayant du fret total toutes les dépenses qu'aurait dû faire le capitaine pour y avoir droit. Le fret sauvé est déterminé en soustrayant du fret total les dépenses postérieures à l'avarie commune. Le capitaine a un droit de rétention pour les contributions des propriétaires des marchandises. Mais ceux-ci n'ont pas de droit de rétention sur le navire pour les contributions dues par le capitaine.

Sur l'assurance pour ces pertes, voir ci-dessous.

2° *Avarie particulière* (*particular average*). Contrairement à l'autre, elle ne porte préjudice qu'à un seul intéressé, et sans danger exceptionnel commun ni sacrifice du capitaine. L'intéressé est seul à la supporter.

Elle peut résulter d'incendie, de détérioration à l'embarquement et au débarquement, de frais de réparation si l'emballage a dû être amélioré, etc.

3° *Droit de sauvetage* (*salvage*). C'est l'indemnité que l'armateur (propriétaire du navire) ou l'expéditeur (propriétaire des marchandises) doivent verser pour le sauvetage du navire ou de la cargaison en péril de naufrage. L'indemnité comprend toutes les dépenses du sauveteur pour le sauvetage (M. S. A., 1894, s. 502 (2)). Elle est exigible au sauvetage, qui doit être effectif. Même s'il y a contrat exprès sur le droit de sauvetage, on présume qu'il n'est exigible qu'en cas de réussite. Il donne au sauveteur un droit de rétention sur les marchandises et le navire sauvés, un " maritime lien ". Son exercice n'est pas lié à la possession de la chose grevée, qui peut être saisie en tout lieu et employée pour éteindre le droit. Il s'attache à la chose et la suit. Il y a de plus un droit de vente de la chose grevée. Sur ces deux points le droit de rétention du droit maritime se sépare du droit de rétention ordinaire, le " possessory lien ". Navire, fret et cargaison doivent participer également aux frais de sauvetage. Le chargeur (propriétaire du navire) qui a payé en bloc

a un recours proportionnel contre les expéditeurs, recours garanti également par un droit de rétention.

Pour le sauvetage des mains des ennemis, le droit est d'un huitième des valeurs sauvées (N. P. A., 1864, s. 40). Dans les circonstances exceptionnelles, il peut aller jusqu'au quart. Tel est le cas lorsque le sauveteur s'est mis en péril de mort pour le sauvetage.

CHAPITRE V

LA CHARTE-PARTIE (CHARTERPARTY)

SMITH & WATTS : P. 376—403. — STEPHEN : P. 198—200. — STEVENS : P. 426—438.

Carriage of Goods by Sea Act, 1924 (C. G. S. A., 1924). — Merchant Shipping Act, 1894 (M. S. A., 1894).

I. Concept. La charte-partie est un contrat par lequel le propriétaire d'un navire le met en entier ou en partie à la disposition d'une autre personne, le charterer, pour le transport de marchandises.

Le navire ou local d'un navire est fourni soit pour un voyage déterminé, soit pour un délai déterminé, en sorte qu'il y a " voyage charter " ou " time charter ".

Le Carriage of Goods by Sea Act, 1924, ne s'applique pas à la charte-partie (C. G. S. A., 1924, Art. I (b), mais elle est soumise aux dispositions du Merchant Shipping Act, 1894, sur les limitations de la responsabilité du propriétaire et du chargeur (M. S. A., 1906, s. 71).

Exemple :

STEAMER.

A Charter-Party 19..

IT IS THIS DAY MUTUALLY AGREED BETWEEN *Morning Steamship Co., Ltd., Owners* of the good Steam Ship called the "*Sunrise*" of the measurement of 1,500 Tons Net Register, 2,700 Tons dead weight cargo capacity guaranteeed, classed 100 A 1 Lloyd's or equal thereto, now *lying at Valencia and Jones Jones et Co.*, of *Liverpool* Charterers THAT the said Steamer being tight, staunch, and strong, and in every way fitted for the voyage, shall with all convenient speed, sail and proceed to *Liverpool and Glasgow*
or so near thereunto as she may safely get, and there load, always afloat, from the Factors of the said Affreighters, a full and complete cargo, consisting of lawful merchandise,

which the said Affreighters bind themselves to ship, not exceeding what she can reasonably stow and carry over and above her Tackle, Apparel, Provisions, and Furniture; and being so loaded shall therewith proceed as ordered on signing Bills of Lading to

Liverpool and Glasgow,

or so near thereunto as she may safely get, and deliver the same, always afloat, on being paid Freight as follows :—

Twenty-two shillings per ton,

being in full of all Port Charges and Pilotage as customary.

1. — The Freight to be paid at Port of Discharge on unloading and true delivery of the Cargo in Cash at current rate of exchange.

2. — As much Cash as Master may require for Ship's ordinary disbursements at Port of Loading, not exceeding £ 30 to be advanced (if required), subject to 3 per cent. for Interest and Insurance.

3. — Merchants have the full range of Vessel's holds, including cross and half-deck bunkers, if any, and right of shipping Cargo on deck (at their risk), in so far as compatible with Steamer's seaworthiness.

4. — *Five* days, Sundays, and holidays excepted, are to be allowed the said Merchant (if Ship be not sooner despatched, Charterers having liberty to load up to midnight) for loading and discharging, but time occupied in shifting ports not to count, and *two* days on demurrage, over and above the said laying days at *three* pence per net register ton per day. Lay days in each port to count from Captain's notice of readiness for loading and discharging. Charterers to have option of loading and discharging on Sundays and holidays, such days to count as lay days for time actually occupied.

5. — The Act of God, perils of the sea, fire on board, in hulk or craft, or on shore, barratry of the Master and Crew, enemies, pirates, and thieves, arrests and restraints of princes, rulers, and people, collisions, stranding, and other accidents of navigation excepted, even when occasioned by negligence, default or error in judgment of the Pilot, Master, Mariners, or other servants of the Shipowners. Not answerable for any loss or damage arising from explosion, bursting of boilers, breakage of shafts, or any latent defect in the machinery or hull, not resulting from want of due diligence by the Owners of the Ship, or any of them, or by the Ship's Husband or Manager.

6. — The Ship has liberty to call at any ports in any order, to sail without Pilots, to tow and assist vessels in distress, and to deviate for the purpose of saving life or property.

7. — The Cargo to be brought to and taken from alongside the Ship at Merchant's risk and expense.

8. — The Captain to sign Bills of Lading as presented, if in accordance with Mate's receipts, and at any rate of Freight, without prejudice or reference to this Charter-Party, if not at variance therewith, the owners having a lien on the Cargo for Freight, Dead Freight, and Demurrage. Should the total Freight shown by Bills of Lading amount to more than the Freight stipulated by this Charter, the difference to be paid before sailing to Charterers by Captain's Draft on Owners, payable 48 hours after arrival at discharging port.

9. — The Captain to telegraph arrival at outward discharging port to *Owners at Newcastle*
also to telegraph them his departure for loading port.

10. — Steamer not answerable for leakage or breakage, unless occasioned by bad stowage of cargo.

11. — Lay days not to commence before the 25 *th day of March*, 19..
and should Steamer not arrive and be ready to load at first loading port on or before 5*th day April*
Charterers to have the option of cancelling this Charter.

12. — Any difference respecting the interpretation of this Charter to be settled in accordance with the custom of the port where it arises.

13. — *Five* per cent. Address Commission is payable to Charterer at port of loading. Vessel to be addressed at ports of loading and discharge to Charterers or their Agents, paying the customary fees for transacting Steamer's business, and to employ Charterers' stevedores for loading and discharging at not exceeding customary rates. Charterers to have the use of Steamer's winches, Captain supplying necessary men and coals to work same.

14. — *Five* per cent. Brokerage on the amount of Freight is due by the Ship on the signing hereof to

Ship lost or not lost.

15. — Penalty for non-performance of this Agreement, estimated amount of damages.

Morning Steams Co., Ltd.,
A. Coxon, Managing Director.

Witness to the Signature *of M. S. S. Co.,*

A. H. Green,
of Jones Jones et Co.
Wm. Hugues.

pp. Jones Jones et Co.
Hugues Jones.

II. Contenu du contrat. 1° *Indications relatives au navire.* Le contrat indique l'endroit où se trouve actuellement le navire affrété. Cette indi-

cation est essentielle. Si elle se révèle inexacte, l'affréteur peut résilier le contrat et réclamer des dommages-intérêts. Le propriétaire garantit de plus absolument (vices cachés compris) que le navire est en état de tenir la mer. Son obligation est plus étendue que celle du capitaine représentant l'armateur seul qui ne doit que faire tout son possible pour mettre le navire en état. Si l'incapacité de tenir la mer ne se produit qu'après le départ, le propriétaire n'est pas responsable. Si le voyage se divise en plusieurs trajets, le propriétaire doit remettre le navire en état convenable avant chaque nouveau départ.

2° *Destination.* La charte-partie désigne le port de départ et la destination. Le propriétaire doit faire parvenir le navire à destination. S'il n'y arrive pas par suite d'obstacles que le propriétaire ne peut surmonter à temps (quarantaine, blocus) il peut décharger la cargaison à proximité, parfois même la mettre à côte loin d'un port;

3° *Cargaison et fret.* L'affréteur est tenu de faire embarquer la cargaison, qui, convenablement arrimée, doit correspondre à la contenance du navire, au port de départ. A cette fin le propriétaire doit faire connaître le tonnage approximatif du navire. Si un tonnage déterminé de cargaison a été fixé, et si le navire contient plus, l'affréteur a rempli ses obligations d'assurer un chargement complet s'il fournit encore 3 % de plus que le tonnage convenu, même au cas où le navire contiendrait plus.

Le fret se calcule ou au temps, ou par tonne de cargaison. Si, en cas de calcul à la tonne, l'affréteur ne fournit pas un plein chargement, il doit payer le fret pour l'espace non utilisé; c'est la " dead freight ". S'il n'est obligé de fournir qu'un tonnage déterminé, la créance du propriétaire a pour limite le tonnage du navire s'il est inférieur au tonnage de cargaison convenu, ou, s'il est supérieur, le tonnage convenu plus 3 %. La responsabilité personnelle de l'affréteur pour le fret dure jusqu'à l'embarquement de la cargaison et est écartée pour la durée du voyage par la " cesser clause ". Le propriétaire, en ce cas, doit se rabattre pour le fret sur son droit de rétention sur les marchandises embarquées.

4° *Responsabilité.* a) *Affréteur.* L'affréteur répond de tout dommage causé au navire par ses gens. Généralement le navire reste sous la surveillance des gens du propriétaire, auquel cas la responsabilité de l'affréteur tombe. A l'égard des tiers pour lesquels l'affréteur assure le transport des marchandises comme chargeur, il est responsable comme un chargeur (cf. p. 187 ss.).

b) *Propriétaire du navire.* Le propriétaire peut restreindre à volonté à l'égard de l'affréteur sa responsabilité pour dommage causé à la car-

gaison, car le C. G. S. A., 1924 (Art. I, (b)) ne s'applique pas. S'il ne fait pas usage de cette faculté, il est tenu comme un armateur-transporteur ordinaire (cf. p. 187), mais peut invoquer les dispositions légales limitant la responsabilité des capitaines (M. S. A., 1894, ss. 502, 503). Sa responsabilité est un peu plus stricte que celle d'un capitaine ordinaire, le Carriers Act, 1830, s. 1, en particulier, ne s'appliquant pas au transport par mer.

5° *Frais de retard* (*demurrage*). Le contrat fixe ordinairement le délai de chargement ou déchargement (lay days) avec précision. Si l'affréteur excède ces délais, ou, à leur défaut, un délai convenable, il doit payer en plus de la rémunération prévue des frais de retard (demurrage). Tel est le cas lorsqu'un navire reste dans un port plus longtemps qu'il n'était convenu, et même lorsque l'affréteur n'est pas responsable du retard, n'ayant par exemple pu décharger, parce que les docks étaient remplis ou les esquifs de déchargement manquaient. Le droit de retard n'est fixé d'avance que pour un dépassement déterminé du délai comme " liquidated damages ". Si le retard est encore plus grand, l'affréteur doit indemniser le propriétaire de tout dommage résultant de ce nouveau retard.

III. Charte-partie et connaissement. L'affréteur peut utiliser le local affrété pour le transport de marchandises siennes ou d'autrui. Dans les deux cas des connaissements peuvent être établis. Si le propriétaire donne à l'affréteur un connaissement pour ses propres marchandises, qu'il veut transporter dans la cale affrétée, le connaissement n'agit entre affréteur et propriétaire que comme récépissé des marchandises embarquées. Le contrat de transport qu'il contient n'a qu'une valeur nulle ou subsidiaire en face du contrat conclu par la charte-partie. Le connaissement ne modifie pas le contrat intervenu entre l'affréteur et le propriétaire.

Mais il est efficace entre l'affréteur et le tiers dont il transporte les marchandises. La charte-partie existant entre le propriétaire et l'affréteur n'est pas opposable à un tiers lorsque son contenu n'a pas été inséré dans le connaissement. La lettre du connaissement est préférée à celle de la charte-partie en cas de contradiction.

Si le navire est remis en entier à l'affréteur, qui en prend possession et peut considérer le capitaine comme son représentant, le connaissement est un contrat entre l'affréteur et le détenteur du connaissement même s'il ignore cette circonstance. Dans la plupart des cas, cependant, le propriétaire reste en possession et contrôle l'utilisation du navire. Le connaissement renferme alors un contrat entre le propriétaire et le pos-

sesseur du connaissement, car le capitaine qui signe le connaissement est représentant du propriétaire. Les droits que le connaissement donne à son détenteur doivent de ce fait être opposés par lui au propriétaire du navire, à moins qu'il ne sache effectivement que d'après la charte-partie le capitaine a signé le connaissement au nom de l'affréteur.

CINQUIÈME SUBDIVISION

CONTRACTS OF BAILMENT

III. Stephen : P. 171—187. — Jenks : ss. 431—453.

Money-lenders' Act, 1900 (M. A., 1900).

I. Généralités. Le mot bailment vient du français bailler, remettre. Bailment est en conséquence la remise de la possession d'un meuble corporel à une autre personne afin qu'elle s'en serve dans son intérêt ou dans l'intérêt de celui qui en fait remise. Celui qui fait remise de la chose est le bailer, celui à qui elle est remise le bailee. Les contrats de bailment sont :

1° Le dépôt, lorsque la possession d'une chose est confiée à une personne (bailee) qui doit la garder dans l'intérêt du bailleur (bailer);

2° Le prêt à usage, lorsque des choses sont prêtées gratuitement à un individu pour qu'il s'en serve;

3° Le louage de choses, hire, lorsque des choses sont confiées au locataire (bailee) pour qu'il s'en serve contre un certain loyer;

4° Le gage, pawn, lorsque des meubles sont donnés en gage (cf. p. 135);

5° Lorsque des meubles sont remis à quelqu'un pour être transportés, ou lorsque quelque opération doit être accomplie à leur égard moyennant paiement de qui les remet au bailee;

6° Mandat, lorsque des marchandises ou meubles sont remis pour transport ou à toute autre fin, mais gratuitement (cf. pour le transport, p. 173 ss.).

Le dépositaire doit garder et surveiller soigneusement la chose qui lui est confiée. Si le contrat a été conclu à son profit exclusif (prêt à usage) il répond de toute faute ou négligence. S'il a été conclu dans l'intérêt des deux parties (location, dépôt payant) il n'est obligé qu'à la diligence d'un homme ordinaire dans ses affaires propres. Si le déposant seul retire un profit (dépôt gratuit) le dépositaire n'est responsable que de sa faute lourde. Il ne répond pas du cas fortuit ou du vol s'il n'est pas en faute et a fait tout son possible pour les éviter.

Le prêteur à usage ou bailleur répond à l'emprunteur ou locataire auquel il a remis une chose pour un usage déterminé qu'elle n'est à sa connaissance grevée d'aucun vice la rendant impropre à cet usage. Le déposant, seul bénéficiaire du contrat, répond de plus du dommage que, par sa faute, le dépositaire subit.

Le dépositaire, comme possesseur de la chose déposée, a les actions possessoires. Il a de plus un droit de rétention (lien) sur l'objet cédé (cf. p. 136 et t. I, p. 236).

II. Le dépôt (deposit of goods). Par le dépôt le déposant (depositor remet des meubles au dépositaire (depositee) qui les garde gratuitement ou contre rémunération.

Le dépositaire est tenu de traiter les choses déposées avec une diligence et une compétence appropriées aux circonstances.

La responsabilité du dépositaire non rémunéré est moins stricte (il ne répond de sa faute lourde, gross negligence) que celle du dépositaire rémunéré. Celui qui dépose des choses entre les mains d'une personne qui professionnellement, se charge de la garde d'une certaine catégorie de choses pourra réclamer une diligence accrue, c'est-à-dire la responsabilité de toute négligence, comme par exemple pour les dépôts dans une banque qui garde des valeurs pour ses clients.

Celui qui trouve des meubles et les prend sous sa garde est tenu à la même diligence qu'un dépositaire à titre gratuit.

Le dépositaire n'a pas de droit de rétention pour sa créance, sauf convention ou usage commercial contraires.

Ainsi le banquier a un droit de rétention général (general lien) sur toutes les valeurs déposées chez lui par les clients, sauf convention contraire.

III. Prêt (loan). Il y a deux sortes de prêts : le prêt à usage (loan of goods) et le prêt d'argent (loan of money).

1° *Prêt à usage* (*loan of goods*). Si une personne (lender) en remet à une autre (borrower) une chose aux fins d'usage et sans rémunération, il y a prêt à usage. L'emprunteur ne peut utiliser la chose que dans les limites permises. Il est absolument responsable de toute violation de cette obligation. Une simple promesse de prêt à usage est nulle, si elle n'est pas faite par acte scellé ou contre valuable consideration. Le prêteur peut toujours retirer la chose, même si un délai déterminé avait été convenu pour le prêt.

Le prêt à usage se distingue de la location par son caractère gratuit.

2° *Le prêt d'argent* (*loan of money*). Le prêt n'appartient pas à proprement parler aux contracts of bailment, car l'emprunteur n'est pas tenu

de rendre la chose même qu'il a reçue. Néanmoins, vu sa parenté avec le prêt à usage, les juristes anglais le traitent avec ces contrats.

Un prêt d'argent est un contrat par lequel une personne, le prêteur (lender) paie ou promet de payer une somme d'argent en échange de la promesse d'une autre personne, l'emprunteur (borrower) de rendre cet argent soit sur demande, soit à une date déterminée ou déterminable.

Cette promesse ne peut engendrer une action que s'il y a consideration.

En cas d'inexécution du prêteur, on ne peut réclamer l'exécution, mais seulement la réparation du dommage, c'est-à-dire des pertes qu'un contractant subit du fait de l'inexécution de l'autre.

Le montant du dommage résulte des circonstances de l'espèce. Si le prêt pouvait être obtenu ailleurs aux mêmes conditions, l'emprunteur ne peut demander que des nominal damages (cf. ci-dessus, p. 127).

L'argent qu'un client, dans la vie courante, laisse chez un banquier est considéré comme un prêt du client au banquier.

Le Money-Lenders Act de 1900 laisse le tribunal libre pour les prêts accordés par des prêteurs professionnels d'accorder des soulagements aux débiteurs si les conditions sont dures et iniques, " harsh and unconscionable ", et particulièrement si les intérêts sont trop élevés. Le juge et non le jury en décidera. Cette loi se dirige principalement contre l'usure.

Les prêteurs doivent se faire inscrire dans un registre particulier. Les contrats d'un money-lender non inscrit sont illégaux et n'engendrent pas d'action (M. A., 1900, s. 2).

Des prescriptions légales particulières s'appliquent aux prêteurs sur gages, pawnbrokers. La loi à considérer est le Pawnbrokers Act de 1872, qui ne s'applique qu'aux prêts inférieurs à 10 £.

Le prêteur sur gages doit tenir des livres déterminés et donner à l'emprunteur un pawn-ticket. Les intérêts et droits sont exactement déterminés. Les gages peuvent être retirés pendant un an et sept jours " seven days of grace ". S'ils ne le sont pas, les gages donnés contre 10 shillings ou moins deviennent ipso facto la propriété du prêteur, tandis que ceux pour lesquels il a prêté plus ne peuvent être vendus qu'aux enchères s'il désire en disposer.

Il peut enchérir lui-même. Si le prix atteint est supérieur au prêt et à la rémunération que peut réclamer le prêteur, l'emprunteur peut réclamer le paiement de la différence dans les trois ans de la vente.

Le pawnbroker est en droit de considérer celui qui présente le pawn-ticket comme la personne qualifiée pour le retrait.

Il répond des pertes et dommages pour incendie et doit rembourser au propriétaire du gage la valeur de ce dernier moins le prêt et sa rému-

nération. Par ailleurs, il doit également répondre du dommage imputable à sa faute.

IV. Location de choses (hire of goods). Il y a location de choses lorsqu'un bailleur (the letter) s'engage à abandonner à un locataire (the hirer) l'usage de certains meubles (goods) moyennant paiement.

Le bailleur doit livrer la chose en état de service. S'il est particulièrement compétent (par exemple un loueur d'automobiles pour les voitures qu'il loue) et si le locataire s'en remet à lui, le bailleur répond des vices de la chose même s'il les ignorait à la conclusion du contrat.

Le preneur ne peut employer la chose qu'aux fins en vue desquelles elle est louée. Il doit veiller à une garde convenable (reasonable care) et rendre la chose après usage dans l'état dans lequel il l'a reçue. Mais il ne répond pas de l'usure ordinaire (ordinary wear and tear).

Les " hire-purchase agreements ", les ventes à tempérament, sont une variété particulière de louage de choses. Le preneur s'engage à payer pour la location d'objets déterminés (meubles en général), une rente hebdomadaire ou mensuelle à condition que, une fois un certain montant payé, les choses deviennent sa propriété. On convient généralement que, en cas d'inexécution du preneur, le bailleur pourra reprendre les choses et que tous les termes payés lui seront acquis. Une telle clause est valable en droit anglais. Un hire-purchase agreement n'est pas soumis aux prescriptions du Sale of Goods Act. Il n'est donc pas nécessaire de le rédiger par écrit.

La vente à tempérament joue un grand rôle en Angleterre; 80 % des automobiles, 70 % des machines à coudre, 80 % des pianos et phonographes, 50 % des mobiliers sont achetés ainsi. En moyenne chaque famille anglaise achète à tempérament une fois par an. Le preneur de la chose ayant en fait l'intention de devenir propriétaire, et non locataire, la réglementation juridique n'est pas satisfaisante. Aussi le Parlement s'occupe-t-il de mettre le preneur en meilleure posture par une loi spéciale.

SIXIÈME SUBDIVISION

LE CONTRAT D'ASSURANCE

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

III. Stephen : P. 204—209. — II. Odgers : P. 275—302. — Jenks : ss. 686—696. — Manes Alfred, Versicherungslexikon, 2e éd., Berlin 1924.

Assurance Companies Act, 1909 (A. C. A., 1909). — Marine Insurance Act, 1906 (M. I. A., 1906); — Life Assurance Act, 1774 (L. A. A., 1774).

I. Concept. Le contrat d'assurance (contract of insurance) oblige l'assureur (insurer), généralement une compagnie d'assurance, contre une ou plusieurs primes, à payer une indemnité à l'assuré (insured) lors d'une perte ou d'un danger déterminés. Le contrat est généralement contenu dans une police (policy of insurance). Le droit au versement de l'indemnité appartient soit à l'assuré, soit à son ayant droit.

Les termes « assurance » et « insurance » sont employés comme synonymes, mais, au sens strict, le premier devrait être réservé à l'assurance sur la vie, le second s'appliquant aux autres.

Le but de l'assurance est de garantir l'assuré contre un risque auquel il serait exposé et qu'elle met à la charge de l'assureur. Celui-ci répartit le risque entre les différents assurés et compense la perte sur une assurance par le gain sur les autres. Il calcule la prime d'après la vraisemblance de réalisation du dommage et compense ainsi les chances de réalisation par les chances de non réalisation.

C'est ainsi qu'en cas d'assurance maritime les grands navires à moteur sont considérés comme de bonnes chances, les voiliers à moteur comme de mauvaises.

Il n'y a pas que des assurances sur la vie, contre l'incendie, et maritimes, mais aussi contre d'autres risques : accident, responsabilité, grêle, vol, pertes spéculatives, et de plus des assurances concernant le bétail, les autos, les vitres, la pluie, etc., moins importantes cependant que les premières.

On peut s'assurer en Angleterre contre tout risque imaginable, ainsi par exemple contre le dommage qui résulte pour les organisateurs d'une fête en plein air d'intempéries la rendant impossible, ou beaucoup moins rémunératrice. Les assurances contre l'incendie anglaises sont bien les plus grandes et les plus importantes du monde. Il existe actuellement 92 compagnies d'assurance sur la vie en Angleterre, et beaucoup contre les accidents (accidents d'automobile spécialement).

Cet ouvrage n'a pas à examiner la National Health Insurance (pour laquelle, en paiement des primes, doivent être collés chaque semaine sur une carte officielle des timbres qu'on peut se procurer dans tout bureau de poste) ni l'assurance contre la vieillesse (Old Age Pension), qui sont des assurances obligatoires et sociales dans l'intérêt de la classe ouvrière. Nous ne tiendrons compte que des National Insurance Acts de 1911 à 1924.

II. Conclusion du contrat. Une assurance maritime doit toujours être contenue dans une police (M. I. A., 1906, s. 22). Bien que d'autres assurances puissent être contractées sans formes, en pratique on établit toujours un contrat écrit, généralement imprimé (insurance policy). Les parties sont tenues de se donner réciproquement des renseignements sur tous les points essentiels (cf. M. I. A., s. 17, et cf. p. 35). Avant tout l'assuré doit renseigner l'assureur sur toutes les circonstances importantes pour la fixation de la prime. S'il en omet, même non intentionnellement, l'assureur peut résilier le contrat, mais l'assuré a droit à la restitution des primes.

III. Intérêt assurable (assurable interest). Le contrat n'est valable que si l'assuré a un intérêt assurable, et subit une perte du fait de l'arrivée de l'événement contre lequel il s'est assuré. Sinon le contrat est assimilé au jeu et au pari et n'engendre pas d'action (L. A. A., 1774, s. 1; M. I. A., 1906, s. 4 (1) et cf. p. 18). L'intérêt assurable doit exister ou bien à la formation du contrat (assurance sur la vie) ou à la perte (assurance maritime) ou bien pendant toute la durée de l'assurance (autres assurances). S'il fait défaut au moment décisif, bien qu'ayant existé ou pouvant exister, le contrat est sans effet.

IV. Contrat d'indemnité (contract of indemnity). Par le contrat l'assuré veut se garantir d'un dommage possible. Si cet intérêt patrimonial

manque, le contrat n'est qu'un pari. L'assuré ne peut réclamer la réparation que du préjudice réel, et l'assurance est sans effet dans la mesure où elle le dépasse. Pour éviter la preuve du préjudice réel, on admet souvent dans l'assurance maritime une évaluation. On parle alors de « police évaluée » (valued policy). L'évaluation est le montant indiqué dans la police, qui est considéré comme le montant du dommage résultant pour l'assuré de la réalisation du fait dommageable. C'est une sorte de " liquidated damages ". La sur-assurance n'est pas possible en cas d'assurance sur la vie propre ou la vie du conjoint contre la mort, l'invalidité et les accidents.

V. Transfert des droits à l'assureur (subrogation). Par le paiement de l'indemnité, l'assureur est subrogé de plein droit dans tous les droits de l'assuré pouvant diminuer la perte. Si l'assuré les a déjà exercés et obtenu la réparation d'une partie du dommage, il devra remettre cette indemnité à l'assureur ou lui en tenir compte. S'il a perdu ces droits par renonciation à un recours contre un tiers ou pour ne les avoir pas exercés à temps, l'assureur peut lui déduire la somme qu'il aurait pu réclamer au tiers responsable en réparation de son dommage.

Les assurances sur la vie font exception. Une action contre la personne responsable de la mort ou de l'accident de l'assuré est exclusivement attachée à la personne et ne passe pas à l'assureur. Elle ne peut être intentée que par l'assuré lui-même et ses ayants droit, et cela que l'assuré ait déjà été indemnisé par l'assurance ou non.

VI. Restitution des primes. Les primes doivent être rendues si l'assuré n'a jamais eu d'intérêt assurable, ou si l'assureur, pour d'autres motifs, résilie le contrat comme dolosif.

CHAPITRE II

L'ASSURANCE SUR LA VIE (LIFE INSURANCE)

SMITH & WATTS : P. 571—582. — III. STEPHEN : P. 222—225. — II. ODGERS : P. 276—283. — STEVENS : P. 366—369.

Life Assurance Act, 1774 (L. A. A., 1774). — Married Women's Property Act, 1882 (M. W. P. A., 1882). — Stamp Act, 1891 (St. A., 1891). — Policies of Assurance Act, 1867 (P. A. A., 1867). — Law of Property Act, 1925 (L. P. A., 1925).

I. Concept. L'assurance sur la vie (contract of life insurance) oblige l'assureur, en échange d'une prime globale ou annuelle, à payer au bénéficiaire de l'assurance, à une certaine date ou à la mort d'une certaine personne, un certain capital.

Le cas ordinaire est l'assurance sur la vie viagère. L'indemnité est exigible à la mort de l'assuré, quelle qu'en soit l'époque. Elle est payable à ses héritiers ou à une ou plusieurs autres personnes désignées comme bénéficiaires au contrat. Au lieu d'assurance en cas de décès, on contracte fréquemment l'assurance sur la vie en sorte que l'assuré ou le bénéficiaire touche l'indemnité non pas au moment du décès mais à une date prévue par la police, s'il l'atteint vivant. On parle alors d'assurance « en cas de vie ». Si l'assuré meurt plus tôt, elle n'est pas payée et les primes restent acquises. Il existe de plus une assurance « à terme fixe », dans laquelle le versement a lieu à la date convenue, que l'intéressé soit vivant ou non. La mort n'a ici d'importance qu'au point de vue du paiement des primes, qu'elle interrompt.

Il faut mentionner encore l' « assurance mixte ». Dans cette dernière l'indemnité est payable à la mort de l'assureur, et au plus tard à une autre date exactement déterminée.

A la place de l'indemnité en capital, on peut trouver une rente, ordinairement viagère, qui n'est due qu'à l'assuré lui-même ou au bénéficiaire et cesse à leur mort. L'assurance sur la vie d'autrui n'est admise que si celui qui la contracte a un intérêt assurable à la vie de l'assuré.

II. Intérêt assurable. Toute assurance sur la vie d'une personne, si celui qui la contracte n'a pas d'intérêt à cette vie, peut être annulée à la requête de la compagnie, car elle présente le caractère de jeu ou de pari (L. A. A., 1774, s. 1). Le contrat doit pour ce motif contenir expressément le nom de l'assureur, c'est-à-dire de la personne au profit de laquelle l'assurance est contractée (L. A. A., 1774, s. 2). S'il n'a à la vie de l'assuré qu'un intérêt inférieur au montant de l'assurance, il ne peut exiger à sa mort que la somme qui correspond à son intérêt (L. A. A., 1774, s. 3). Le montant de l'intérêt se détermine au moment où l'assurance est contractée, même s'il avait diminué par la suite. Lorsqu'un créancier assure son débiteur sur la vie, il reçoit à l'échéance de l'assurance la somme qui éteint sa créance telle qu'elle existait au moment du contrat d'assurance, même si la dette a été payée ou éteinte par la suite.

Chacun possède un intérêt assurable à sa propre vie. Le montant de cet intérêt est illimité. Les héritiers du ou des bénéficiaires désignés par le contractant qui, en cas d'assurance sur sa propre vie, est en même temps assuré, ont droit à la totalité de l'indemnité même si elle n'est pas en rapport avec la situation du contractant. Un mari a un intérêt à la vie de sa femme, et la femme à celle de son mari (M. W. P. A., 1882, s. 11). Un créancier a un intérêt à la vie de son débiteur pour le montant de sa créance. En général, tous ceux qui ont un droit légal au soutien ou une créance légale contre autrui ont un intérêt à la vie du débiteur. Par contre un père, sauf circonstances spéciales, n'a pas d'intérêt assurable à la vie de ses enfants.

Si dans un contrat le conjoint, les enfants, ou tous deux sont institués bénéficiaires, l'indemnité est un bien trusté dont la jouissance est exclusivement attachée à la personne et qui ne répond pas des dettes de l'assuré. En cas d'assurance contractée dolosivement au détriment des débiteurs, ceux-ci peuvent réclamer l'indemnité dans la mesure du total des primes versées.

III. Formes et conclusion du contrat. L'assurance sur la vie peut se contracter oralement. Bien qu'il ne soit pas prescrit de formes spéciales, l'assureur s'expose à une amende s'il n'établit pas de police timbrée dans les règles (St. A., 1831, s. 100).

Le contrat d'assurance sur la vie est un " contract uberrimae fidei " (cf. p. 34). L'assureur est en droit de faire annuler tout contrat si l'assuré lui tait avec ou sans intention un fait important qu'il connaissait. Le droit à l'annulation existe aussi lorsque le contractant estimait la circonstance tue sans importance ni intérêt. Mais si l'assuré, par exemple un débiteur, donne des renseignements faux à la conclusion d'une assu-

rance par un tiers contractant, par exemple le créancier, le contrat n'en est pas atteint, l'assuré étant considéré comme tiers par rapport au contrat, et son dol ou silence n'étant pas d'importance sauf convention contraire expresse. Si un contractant qui assure sa propre vie a déclaré qu'il ne souffrait d'aucune maladie dangereuse, l'assureur n'est en droit de résilier le contrat que si l'assuré connaissait non seulement la maladie, mais encore sa gravité.

Pour assurer la preuve, l'assureur réclame souvent que soit rempli un questionnaire (déclaration) qui renferme tous les points importants pour lui, et qui devient partie intégrante du contrat. Celui-ci stipule alors en général que toute réponse inexacte autorise l'assureur à résilier. Si une déclaration inexacte a été non intentionnelle, et si l'assureur connaissait les vraies circonstances au moment de la conclusion, il ne peut résilier.

IV. Contenu du contrat. 1° *Prime.* Le contrat est généralement conclu moyennant paiement d'une prime annuelle. Le paiement régulier de cette prime est condition de l'existence du contrat. L'assurance tombe si elle n'est pas payée en temps voulu. Fréquemment l'assureur accorde à l'assuré un nouveau délai de 30 jours (days of grace) pour l'acquit de la prime en souffrance. Mais si l'assuré meurt pendant ce délai, l'assureur n'est pas tenu d'accepter encore la prime échue; il peut considérer le contrat comme résilié. L'acceptation de la prime une fois le délai de grâce écoulé n'engage l'assureur que si elle a eu lieu par lui-même ou par un agent à ce qualifié.

2° *Risques exclus, suicide et crimes.* L'assureur est libéré de ses obligations lorsque l'assuré se suicide, est exécuté ou tué en duel. Néanmoins les polices renferment généralement une clause par laquelle l'assureur décline toute responsabilité pour le cas où l'assuré commet un suicide. Cette clause libère également l'assureur si l'assuré s'est suicidé en état d'inconscience. Si la clause fait défaut, l'assurance reste efficace même en cas de suicide d'un aliéné. La preuve du suicide de l'assuré est à la charge de l'assureur, la mort naturelle étant présumée.

L'assurance subsiste au profit de tiers de bonne foi acquéreurs de droits nés du contrat dans la mesure de leur intérêt, même si l'assureur a décliné toute responsabilité en cas de suicide. Il suffit qu'il existe un droit de rétention ou de gage, et à plus forte raison une cession totale de droits.

Le meurtrier de l'assuré ne peut réclamer l'indemnité à l'assureur. Si l'assuré a été tué par des tiers, l'assureur ne peut refuser le versement de l'indemnité.

3° *Restitution de primes.* L'assureur doit restituer les primes lorsque le

risque assumé n'existe pas ou n'a jamais existé. S'il a commencé à exister, n'eût-il duré que peu de temps, aucune prime ne doit être remboursée. En cas de résolution du contrat pour fausses déclarations, les primes payées doivent cependant être restituées à l'assuré. Les déclarations volontairement fausses donnent à l'assureur le droit de garder toutes les primes.

V. Cession d'assurances sur la vie. Une assurance sur la vie peut être cédée par endossement ou acte spécial de cession (P. A. A., 1867, s. 5 et cf. p. 35). Le cessionnaire acquiert le droit de réclamer en son propre nom le paiement de l'indemnité dès qu'il a signifié à l'assureur la cession, sa date et son but. En cas de concours de plusieurs cessionnaires de bonne foi, la date de la signification décide de la priorité (P. A. A., 1867, ss. 1, 3). Le cessionnaire acquiert les droits résultant du contrat avec toutes les exceptions qui les grèvent et sont opposables à l'assuré ou à son auteur, mais n'est pas tenu d'avoir un intérêt à la vie de l'assuré.

Une assurance sur la vie est une chose in action, cessible également d'après les règles du droit commun (L. P. A., 1925, s. 136, et cf. p. 105 ss., 116).

CHAPITRE III

L'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE (FIRE INSURANCE)

SMITH & WATTS : P. 583—592. — III. STEPHEN : P. 225—229. — II. ODGERS : P. 283—286. — STEVENS : P. 369—371.

Law of Property Act, 1925 (L. P. A., 1925). — Fire Prevention (Metropolis) Act, 1774 (F. P. A., 1774).

I. Concept. L'assurance contre l'incendie (contract of fire insurance) oblige l'assureur, moyennant paiement d'une prime, à indemniser l'assuré, dans les limites du montant de l'assurance, de tout dommage qu'il subit, dans un certain délai et sur certains biens, à la suite d'incendie.

Le contrat est un contrat d'indemnité. L'assuré ne peut réclamer à l'assureur que ce qu'il a réellement perdu au moment du dommage. La perte doit résulter directement de l'incendie, quelle qu'en soit la cause. Elle comprend le dommage causé au cours de l'extinction.

II. Intérêt assurable. L'assureur doit avoir un intérêt assurable relatif à l'objet assuré. Un tel intérêt existe non seulement pour le propriétaire, mais pour l'entrepositaire chez qui les marchandises sont déposées, pour le voiturier qui les transporte, pour le commissionnaire en même temps que pour le propriétaire, et pour toutes les personnes qui ont sur l'objet un droit réel limité, comme un héritier substitué et un créancier hypothécaire.

Ce dernier est autorisé par la loi à assurer contre l'incendie l'immeuble hypothéqué et tous les objets assurables. Les primes qu'il paie s'ajoutent à l'hypothèque, jouissent du même rang, et portent le même intérêt (L. P. A., 1928, s. 101 (1) (II)). Mais le montant de l'assurance ne peut dépasser celui de la dette hypothécaire d'après l'acte constitutif, ni les deux tiers de la somme qui serait nécessaire pour le rétablissement de l'objet assuré en cas de perte totale (L. P. A., 1925, s. 108, et cf. t. I, p. 165). Il suffit que l'intérêt assurable existe au moment du dommage; il n'est pas nécessaire qu'il existe au moment où l'assurance est contractée.

Il est donc possible d'assurer des entrepôts de marchandises, dont le contenu varie, bien qu'à la conclusion du contrat aucun intérêt n'ait existé pour des objets déposés par la suite, et qu'il se soit éteint pour les objets déposés à la conclusion du contrat, mais retirés avant le fait dommageable.

III. Formes et conclusion du contrat. L'assurance contre l'incendie n'a pas besoin de formes spéciales. Elle peut être contractée oralement, bien que ce ne soit guère le cas en pratique.

Pour l'assurance contre l'incendie, l'assuré doit pareillement indiquer avec exactitude et vérité toute circonstance considérée importante par l'assureur pour la fixation de la prime. De même il doit mentionner expressément ce qu'il veut assurer, car, en cas de doute, une diminution de revenus consécutive à l'incendie ou à la location d'une autre demeure pendant la reconstruction n'est pas comprise dans l'assurance.

IV. Contenu du contrat. 1° *Subrogation de l'assureur dans les droits de l'assuré.* L'assureur est légalement subrogé dans tous les droits de l'assuré pouvant contribuer à la diminution du dommage. L'assuré est tenu de tenir compte à l'assureur de toute somme reçue par lui en indemnité. L'application de ce principe avait eu pour conséquence que, lors d'une vente immobilière, le vendeur, le contrat préparatoire conclu, avait droit non seulement au prix mais à l'indemnité, les risques étant passés à l'acheteur par la conclusion du contrat. Mais l'assureur pouvait déduire de son versement le prix d'achat, car sinon le vendeur eût été enrichi sans cause. Si le vendeur percevait l'indemnité avant l'échéance du prix, l'assureur prenait sa place et pouvait réclamer le prix à l'acheteur. Cette singulière réglementation juridique n'a disparu qu'avec la nouvelle loi immobilière de 1925. Les indemnités perçues par le vendeur à la suite d'un contrat de vente le sont au bénéfice de l'acheteur, pourvu que le contrat ne renferme pas de stipulation contraire et que l'assureur ait accepté la cession de la police à l'acheteur (L. P. A., 1925, s. 47).

2° *Sous-assurance* (*average clause*). Si l'assuré n'assure pas l'objet à sa pleine valeur, l'assureur, à défaut de clause contraire, répond néanmoins de tout le dommage. Pour y pourvoir, les polices d'assurance contre l'incendie renferment sans exception l' " average clause " qui, en cas de sous-assurance, met à la charge de l'assuré une part proportionnelle du dommage.

3° *Emploi de l'indemnité.* En cas de dommage causé à des bâtiments par incendie, toute personne qui a un intérêt juridique relatif à l'immeuble peut exiger que l'indemnité soit employée au rétablissement de l'objet assuré (F. P. A., 1774, s. 83). Ce droit appartient en particulier

au créancier hypothécaire (L. P. A., 1925, s. 108 (3)). Il peut imposer ce droit même à un autre créancier ayant fait saisir-arrêter l'indemnité à la suite d'un jugement.

V. Cession de l'assurance. L'assurance contre l'incendie est un contrat exclusivement attaché à la personne. Les tiers ne peuvent reprendre la police qu'avec l'assentiment de l'assureur.

CHAPITRE IV

L'ASSURANCE MARITIME (MARINE INSURANCE)

III. Stephen : P. 210—222. — Smith & Watts : P. 468—570. — Stevens : P. 372—411. — II. Odgers : p. 286—292. — Martin : The History of Lloyd's and of Marine Insurance in Great Britain, London, 1876. — Grey : Lloyd's Yesterday and To-day, London, 1922.— Lloyd's Calendar London. — Alfred Manes : Versicherungslexikon, Berlin, 1924. — Arnould : On the Law of Marine Insurance and Average, London, 1921. — Chalmers & Archibald : The Marine Insurance Act, London, 1922. — Ulrich & Bruders : Grosse Haverei (Die Havariegross-Rechte der wichtigsten Staaten, Bd I, Deutsches Recht, 3e éd., 1927).

Marine Insurance Act, 1906 (à défaut d'autres renvois, les citations se rapportent à cette loi).

I. Les compagnies. L'assurance maritime est entreprise en Angleterre par des compagnies d'assurance puissantes, à Londres et ailleurs, ainsi que chez " Lloyd's " à Londres. La marche d'assurance maritime chez Lloyd's a à peu près la même importance que le marché d'assurance maritime des compagnies.

II. Lloyd's. Lloyd's est une organisation d'assureurs isolés à Londres. Lorsque le commerce par mer de l'Angleterre commença à se développer après la destruction de l'*Armada*, à la fin du XVIIe siècle, dès 1688, les capitaines et marchands anglais et tous les intéressés dans le commerce par mer avaient l'habitude de se retrouver dans un café de Londres tenu par Edward Lloyd. Ces intéressés constituèrent sous le nom de Lloyd's une association qui réunissait et répartissait des nouvelles des navires, donnait aux capitaines des renseignements sur les phares, les bas-fonds, etc. Il en naquit la première bourse d'assurances, une corporation qui englobe toute la terre dans son réseau d'intérêts. Lloyd's, incorporé en 1879 par une loi spéciale. est la plus puissante

du monde. On s'y assure contre tous les hasards de l'existence et spécialement contre les risques de mer. Lloyd's a dans tous les ports des représentants qui surveillent les intérêts du commerce par mer. Par les sémaphores, phares et vaisseaux-bouées du monde entier, Lloyd's reçoit des renseignements sur le sort de tous les navires, sur les accidents, sur les prévisions de tempête, etc. D'après la loi mentionnée, les buts de la Lloyd's Society sont :

1° De conclure des assurances maritimes par leurs agents;

2° De protéger les intérêts de ses membres en matière de transports, cargaison et fret;

3° De rassembler, publier et répandre les nouvelles et informations relatives à des navires.

Lloyd's List, le journal d'annonces du trafic, donne des renseignements sur tout navire entré dans un port (port) quelconque du monde et sur les accidents (disasters at sea). Dès 1636 Lloyd's faisait paraître trois fois par semaine un journal, les Lloyd's News. La Lloyd's List en est sortie; elle rassemble et publie les rapports de service de ses agents, et les fait paraître tous les jours, pour tous les ports du monde.

En contact étroit avec Lloyd's, bien que distinct en droit, avec une administration quelconque, on trouve le " Lloyd's Register " of British and Foreign Shipping. La tâche principale de cette institution est d'examiner, éprouver et classer d'après leurs qualités maritimes tous les navires de mer.

Ils sont classés dans le Lloyd's Register d'après leurs qualités maritimes (sea-worthiness) par A. B. C., etc. Tout navire a son certificat, d'après lequel l'assurance est fixée. A désigne un navire en parfait état (thoroughhy sound) tandis que les autres lettres indiquent différents degrés d'infériorité. Les nombres (1 pour thoroughy good, en parfait état, 2 pour medium, moyen) s'appliquent à l'équipement (equipment) du navire; par conséquent A^1 = first class, c'est-à-dire de première classe pour la coque et l'équipement (1).

Le dictionnaire de Langenscheidt " Land und Leute in England " en fait ce tableau pittoresque.

« Lloyd's est le grand centre de l'organisme de la City et de toutes ses antennes qui, embrassant le monde et en touchant tout endroit, même le plus petit, se réunissent ici en un seul lieu. Qui se trouve dans le local de réunion de la Bourse a en tout temps les dernières nouvelles sur le trafic maritime

1) Dans la langue courante, " A^1 " a le sens de « de première classe, parfait, excellent » : "An A^1 speaker" (un orateur de 1er ordre), " I am A^1" (ça va à merveille), "He's A^1" (c'est un chic type.

et le commerce, la politique et les sciences, le vent et le temps. Il écoute gronder l'ouragan qui soulève l'Océan Indien et il voit l'iceberg qui, sur la côte canadienne, met en péril la malle de Liverpool. Un instrument, à la fois anémo- et pluviomètre, indique ici la direction, la force et tout changement du vent, ainsi que la hauteur de pluie tombée. Deux grands in-folios, reliés de cuir, contiennent les renseignements sur tout navire entrant dans n'importe quel port du monde et sur les accidents en mer. Après une tempête, il y a foule autour d'eux. Chaque soir leur contenu est imprimé et publié; c'est la Lloyd's List. On y voit les visages et les costumes de tous les pays. Les capitaines y viennent pour, dans leur local de réunion, le Capitain's Room, signer des contrats pour de nouveaux voyages; les propriétaires et loueurs de navires y viennent pour contracter les assurances dans l'Underwriter's Room. Les navires y sont pesés comme on pèse une poignée de grains. Les noms, les numéros, le tonnage, l'équipage, les défauts et les qualités de chaque navire de la flotte de commerce britannique y sont connus exactement. Aucun navire de commerce anglais ne peut sortir d'un port sans avoir été déclaré en état de tenir la mer, et inscrit comme tel dans le Lloyd's Register. Le troisième local de réunion de Lloyd's est la Chambre des Marchands, le Merchant's Room, un cabinet de lecture avec une énorme provision de journaux du monde entier. Les gros frais de cette entreprise sont supportés au moyen tant du produit de la Lloyd's List, des abonnements et insertions, que des cotisations des membres dont le nombre est d'environ 2.000.

La corporation "Lloyd's" est dirigée par neuf membres élus chaque année. Le président est toujours un grand commerçant, et en même temps membre du Parlement. Pour devenir membre de Lloyd's, il faut la proposition de six membres après note du comité et un paiement de 500 £. De plus il faut fournir une caution convenable, déterminée par le comité, et à déposer en valeurs de premier ordre. Ces dépôts atteignent aujourd'hui plus de 7 millions de £. De plus il faut payer une cotisation.

Le Versicherungslexikon de A. Manes donne de plus les renseignements suivants :

Tous les membres de Lloyd's doivent donner les garanties prescrites, pour les rameaux de compagnies d'assurance soumises à surveillance (à l'exception de l'assurance maritime), depuis 1910 par l'Assurance Companies Act de 1909, et spécialement déposer entre les mains de trustees une somme égale aux primes perçues en moyenne annuellement. De plus tout membre du comité doit présenter chaque année le certificat d'un Reviser officiel, duquel il résulte que l'actif suffit à couvrir les engagements et que le dépôt de primes a été fait chez le trustee. Les primes perçues auraient été en 1920 de plus de 30 millions de £, dont 18 pour des assurances maritimes.

Les mérites de Lloyd's en ce qui concerne l'assurance maritime en général et

le marché de Londres en particulier sont multiples : installation dans le monde entier d'agents qui doivent d'après des instructions précises transmettre à la centrale de Londres des renseignements sur les navires, etc., soutenir de toute manière les capitaines en cas d'accidents, surveiller les réparations éventuelles, constater les détériorations de marchandises, et éventuellement garantir des sommes prêtées pour les assureurs; introduction de la classification des navires, actuellement confiée à une institution sœur et non plus à la Lloyd's Corporation; tenue d'un registre des capitaines, contenant les biographies de tous les capitaines britanniques (30.000 environ); tenue du Black Book ou Loss Book, où sont enregistrés tous les accidents de mer connus, 3.000 par an en moyenne; tenue d'un index confidentiel sur tous les vapeurs de 100 tonnes et plus comprenant sur chacun l'essentiel en matière de bases financières, rapports de propriété, histoire des accidents, nature de l'équipage, etc.; développement de la signalisation et de la radiotélégraphie, du sauvetage de personnes et de navires et cargaisons, avis (par affichage) des navires retardataires ou disparus. Si un navire est "posted as missing", le dommage s'est réalisé et l'agent d'assurances perçoit l'indemnité de perte totale. Il faut mentionner à ce propos la célèbre Lutine Bell de chez Lloyd's l'ancienne cloche de la *Lutine* perdue en 1789. Si on reçoit des nouvelles d'un navire porté manquant, elle sonne une fois, et trois fois en cas de perte totale.

III. Concept. L'assurance maritime (contract of marine insurance) est un contrat qui oblige l'assureur à indemniser l'assuré, dans la mesure et de la façon prévues, pour les pertes résultant de risques en relation avec la navigation (M. I. A., 1906, s. 1). L'assurance peut s'étendre aux risques en cas de transport par terre ou sur les eaux intérieures en relation directe avec le voyage par mer (s. 2 (1)). La navigation doit avoir été entreprise avec un but licite. La perte peut concerner le navire, les marchandises transportées et les commissions, gains ou frets s'y rattachant ainsi que tout engagement du propriétaire du navire concernant le transport. Sont risques de mer l'incendie, l'eau, la piraterie, le vol, la confiscation, le blocus, les prises, la mutinerie, l'avarie commune et les dangers analogues (s. 3).

Terminologie. L'assurance maritime s'appelle " contract of marine (ou " maritime ") insurance ", et la police " policy ". L'assuré est nommé " assured ", l'agent " insurance broker " et l'assureur " insurer " ou " under-writer " parce qu'il conclut le contrat par la souscription du certificat, slip, en mentionnant le montant, l'intérêt asssurable " assurable interest " et le risque " risk ".

L'assurance maritime est contractée pour un délai ou pour un voyage déterminé. La police s'appelle alors „ time policy " ou „ voyage policy " (s. 25 (1).

IV. Intérêt assurable. Est assurable tout intérêt pécuniaire qu'a un individu à ce que le navire et la cargaison échappent aux dangers de la navigation (s. 5).

L'objet de l'assurance peut être (ss. 7, 13) :

a) Le navire lui-même (assurance du navire);

b) La cargaison, ou une partie d'elle (assurance maritime de marchandises);

c) Le fret, et en cas de contrat de transport de passagers, ou de traversée, le prix du passage;

d) Toute créance garantie par le navire, le fret ou a cargaison, telle que, par la perte du navire et de la cargaison, la créance soit perdue, comme la créance du prêteur à la grosse, la créance en remboursement de frais d'avarie commune, la créance de tous les créanciers du navire ou de la cargaison, et nombre d'autres droits tels que le gain escompté à la suite de l'arrivée des marchandises et perdu par suite du dommage ou du naufrage, ou la provision du commissionnaire vendeur ou du représentant;

e) Les frais d'assurance et les risques assumés par l'assureur, qui sont l'objet de la réassurance (re-insurance).

2° *Etendue de l'intérêt.* Si l'objet assuré est donné en gage, le créancier gagiste n'a d'intérêt sur lui que dans la mesure ou le gage garantit sa créance (s. 14 (1)). Le commissionnaire vendeur n'est intéressé que dans la mesure de sa commission.

3° *Date à considérer.* L'assuré doit posséder l'intérêt assurable au moment du dommage, et non à celui du contrat. Si la police contient la clause "lost or not lost", l'assuré peut réclamer l'indemnité s'il n'a acquis effectivement son intérêt que postérieurement au dommage, à condition qu'il ait ignoré ce fait en contractant. Lorsque l'assuré n'avait pas d'intérêt assurable au moment du dommage, il ne peut plus en acquérir s'il a pris connaissance de ce dommage (s. 6).

V. Formes et conclusion de l'assurance maritime. 1° *Formes.* Une police doit être établie pour la conclusion du contrat. Elle doit contenir le nom de l'assuré ou de son représentant, l'intérêt et l'objet assurables, le montant de l'indemnité et les noms des assureurs, qui doivent signer (ss. 22-24-26).

Exemple d'une Lloyd's Policy :

S. G.

£.....

Be it known that *A and or as agent*, as well in his own name as for and in the name and names of all and every other person or persons to whom the

same doth, may, or shall appertain, in part or in all doth make assurance and calls himself and them, and every of them, to be insured, lost or not lost at from *London*. Upon any kind of goods and merchandises, and also upon the body, tackle, apparel, ordnance, munition, artillery, boat, and other furniture, of and in the good ship or vessel called the *Mary*, whereof is master under God, for this present voyage, *John Smith*, or whosoever else shall go for master in the said ship, or by whatsoever name or names the said ship, or the master thereof, is or shall be named or called; beginning the adventure upon the said goods and merchandises from the loading thereof aboard the said ship..... upon the said ship, etc.,..... and so shall continue and endure, during her abode there, upon the said ship, etc., and further, until the said ship, with all her ordnance, tackle, apparel, etc., and goods and merchandises whatsoever shall be arrived at *Melbourne* upon the said ship,etc., until she hath moored at anchor 24 hours in good safety;and upon the goods and merchandises, until the same be there discharged and safely landed. And it shall be lawful for the said ship, etc., in this voyage, to proceed and sail to and touch and stay at any ports or places whatsoever *on the West Coast of Africa* without prejudice to this insurance. The said ship, etc., goods and merchandises, etc., for so much as concerns the assured by agreement between the assured and assurers in this policy are and shall be valued at £.....

Touching the adventures and perils which we, the assurers, are contented to bear and to take upon us in this voyage : they are of the seas, men of war, fire, enemies, pirates, rovers, thieves, jettisons, letters of mart and counter-mart, surprisals takings at sea, arrests, restraints, and detainments of all kings, princes, and people of what nation, condition, or quality soever, barratry of the master and mariners, and of all other perils, losses, and misfortunes, that have or shall come to hurt detriment or damage of the said goods and merchandises and ship, etc., or any part thereof. And in case of any loss or misfortune it shall be lawful to the assured, their factors, servants, and assigns, to sue, labour, and travel for, in and about the defence, safeguards, and recovery of the said goods and merchandises, and ship, etc., or any part thereof, without prejudice to this insurance; to the charges whereof we, the assurers, will contribute each one according to the rate and quantity of his sum herein assured. And it is expressively declared and agreed that no acts of the insurer or insured in recovering, saving or preserving the property insured, shall be considered as waiver, or acceptance of abandonment. And it is agreed by us, the insurers, that this writing or policy of assurance shall be of as much force and effect as the surest writing or policy of assurance heretofore made in Lombard Street, or in the Royal Exchange or elsewhere in London. And so we, the assurers, are contented and do hereby promise, and bind ourselves, each one for his own part, our heirs, executors, and goods to the assured, their executors, administrators, and assigns, for the true perfor-

mance of the premises, confessing ourselves paid the consideration due unto us for this assurance by the assured at and after the rate of £.....

In witness whereof we, the assurers, have subscribed our names and sums assured in *London.*

N. B. Corn, fish, salt, fruit, flour, and seed are warranted from average unless general, or the ship be stranded; sugar, tabacco, hemp, flax, hides and skins are warranted free from average under 5 pounds per cent.; and all other goods, also the ship and freight, are warranted free from average under 3 pounds per cent., unless general, or the ship be stranded.

2° *Conclusion.* Les assurances maritimes ne sont pas contractées qu'à Londres; elle peuvent l'être sur d'autres places anglaises, par exemple à Liverpool, et entre l'assureur (la compagnie) et le propriétaire (l'armateur) en cas d'assurance du navire ou le propriétaire des marchandises en cas d'assurance de la cargaison.

L'agent d'assurances présente à l'assureur, à la suite d'un mandat d'assurer reçu par lui, le certificat destiné à l'inscription du montant de l'assurance, et l'assureur signe, assumant ainsi une certaine portion du risque. On dit que " he takes a line in the policy " (" line " est le risque assuré).

Par la signature du certificat (slip) les assureurs s'obligent à établir une police postdatée du jour de la signature (s. 21 et cf. p. 100). La signature elle-même crée une obligation naturelle. La police ne doit être remise que donnant donnant contre la prime (s. 52).

3° *Contractants.* L'assuré fait généralement contracter l'assurance par un agent, broker, qui se met en relation avec les différents assureurs et conclut avec eux des contrats séparés de contenu identique jusqu'à ce que le montant d'indemnité désiré par l'assuré soit atteint.

a) *Assuré.* Peut être assuré tout individu, Anglais ou étranger. Mais sont nulles toutes les polices d'un étranger ennemi établies à une époque où l'Angleterre était en guerre avec sa patrie ou l'état où il réside.

Une assurance contractée avant le début d'une guerre tombe si la perte n'est pas encore intervenue. Dans ce cas, le paiement de l'indemnité est remis à la conclusion de la paix.

b) *Agents d'assurance* (*insurance broker*) cf. p. 147. L'agent anglais qui joue le rôle d'intermédiaire pour une assurance maritime est, par rapport aux primes, intermédiaire indépendant, et répond directement à l'assureur de leur paiement. L'assuré doit, sauf convention contraire expresse, les primes à l'agent, que celui-ci les ait ou non versées à l'assureur (ss. 53, 54). L'agent a pour leur montant un droit de rétention sur la police établie par l'assureur, droit qui s'étend à d'autres affaires d'as-

surance entre l'assuré et lui. La loi présume que la prime a été payée par l'agent à l'établissement de la police (s. 53). Il acquiert de ce fait le droit de la réclamer à l'assuré, qu'il ait lui-même versé ou non. Si l'assureur reconnaît dans la police qu'il a reçu la prime, il en répond à l'assuré même si l'agent ne l'a pas encore effectivement versée (s. 54). Bien que la créance de primes de l'assureur ne s'adresse qu'à l'agent, l'assureur répond de l'indemnité non à l'agent mais à l'assuré dont il devient le débiteur direct. L'agent qui détient encore la police est néanmoins en droit d'encaisser de l'assureur l'indemnité pour le compte de l'assuré. L'extinction de la créance d'indemnité par compensation entre agent et assureur dans un compte courant n'est opposable à l'assuré que s'il a eu connaissance d'un tel usage commercial et l'a approuvé.

c) *Assureur.* L'assureur est ou bien un individu (généralement un membre de Lloyd's) ou une compagnie d'assurances. Les compagnies sont soumises à l'Assurance Companies Act de 1903 (cf. ci-dessous, index, Assurances).

4° *Modifications du contrat.* Toute modification arbitraire de la police annule le contrat. Les modifications avec assentiment de l'autre partie s'opèrent généralement par endossement de la police modifiée. L'endossement est signé par les deux parties qui doivent s'être mises d'accord avant la disparition du risque primitif pour modifier le contrat.

Si l'assurance a été contractée pour moins de six mois, la modification ne peut prolonger le contrat que de six autres mois, et, dans les autres cas, d'un an. L'élévation du montant de l'assurance par modification du contrat primitif est exclue, car elle tournerait la loi sur le timbre.

VI. Responsabilité de l'assureur. L'annexe du Marine Insurance Act de 1906 la détermine en détail. Ses règles sont en particulier :

1° *Durée de la responsabilité.* Une police à temps (" time-policy ") garantit tous les risques d'une date à la date d'expiration correspondante mais avec prolongation appropriée lorsque le navire est encore en route à l'expiration du délai d'assurance.

Les polices de voyage, " voyage policy " garantissent chaque danger depuis la fin du chargement jusqu'au début du déchargement à destination. Si un navire est assuré, la responsabilité dure soit du début du voyage jusqu'à l'arrivée à destination, soit de l'arrivée dans un port donné jusqu'au déchargement de la cargaison à destination. L'assurance contre la perte du fret commence dès la charte-partie, l'indemnité formant un tout indivisible, et lors du fret de marchandises individualisées, avec le chargement des colis séparés.

2° *Risques assurés.* On s'assure contre toutes les fortunes de mer

non comprises l'influence habituelle du vent, du temps, de la pluie et des vagues ainsi que l'usure ordinaire. Est risque assurable l'attaque par des pirates, la mutinerie, et la baraterie de patron (barratry), c'est-à-dire l'acte dolosif du capitaine ou de l'équipage à l'égard de l'armateur, la confiscation, le restraint of kings, princes and peoples, l'incendie, la saisie (seizure), le jet de la cargaison (jettison) dans la mesure où elle n'est pas transportée sur le pont.

3° *Etendue de la responsabilité.* L'assureur ne doit indemniser l'assuré que du dommage effectif qu'il peut prouver. L'obligation de l'assureur a cependant pour limite le montant de l'assurance (s. 28). Le montant de la perte se détermine, lorsqu'il y a eu Dispache (v. p. 192) d'après le montant qu'elle a fixé. Une Dispache établie selon le droit du premier port de relâche après le dommage est généralement reconnue par l'assureur comme une preuve concluante de dommage. Une telle détermination pouvant être délicate les parties stipulent souvent que le risque assuré sera « taxé ». La taxe est introduite dans la police, qui en ce cas est nommée " valued policy ". L'assuré peut, en cas de dommage, s'en tenir à la taxe qui indique le montant de son intérêt, et il n'a pas à prouver sa perte effective (s. 23). La taxe a le même effet que les " liquidated damages ", cf. p. 62, 207. Si l'assureur en nie l'exactitude, c'est à lui de prouver que la perte effective de l'assuré est moindre.

La perte est considérée comme *perte partielle* (partial loss) lorsque l'objet assuré ne périt qu'en partie, et *perte totale* (actual or absolute total loss) s'il périt en entier, mais comme perte censée totale (constructive total loss) lorsque le rétablissement ou la réparation seraient trop coûteux. L'objet endommagé peut être abandonné à l'assureur en échange de l'indemnité.

On parle alors d'abandon (1), abandonner (to abandon).

a) *Perte totale.* La perte totale donne à l'assuré droit à l'indemnité entière. Elle existe lorsque l'objet assuré est détruit, ou tellement détérioré qu'il n'est plus une chose telle que celle qui fut assurée (so damaged as to cease to be a thing of the kind insured) ou lorsque l'assuré a été privé définitivement de son droit de disposition (par exemple par confiscation) sur l'objet assuré. Si le navire est porté manquant et si pendant un délai convenable on n'a pas reçu de nouvelles, la perte totale est présumée (ss. 57, 58).

b) *Perte partielle* (*partial loss*). Une perte partielle est une détérioration de l'objet assuré par un risque assuré, et qui ne s'étend pas à l'objet tout

1) Délaissement du Code de Commerce français.

entier (particular average loss). Les dépenses faites pour la conservation et la sûreté de l'objet assuré (particular charges), comme un nouvel emballage, le premier étant défectueux, n'appartiennent pas à la perte partielle. L'assureur, sauf convention contraire, n'a pas à les rembourser (s. 64).

La perte partielle d'un navire donne le droit à l'assuré de réclamer les frais de réparation, déduction faite d'une somme correspondante à l'augmentation de valeur du navire, ou le montant de sa dépréciation, le montant de l'assurance restant toujours la limite. Une perte partielle de fret donne droit à une fraction proportionnelle de l'indemnité. S'il y a perte partielle de marchandises, une certaine partie d'une quantité assurée étant entièrement perdue, l'assureur doit fournir une somme qui, en cas de police à forfait (valued policy) représente la même fraction du forfait que les marchandises perdues de la valeur totale des marchandises assurées, ou qui, en cas de police sans forfait (unvalued policy) couvre la perte. Si la perte est une diminution de valeur à la suite de détériorations, l'indemnité est dans la même proportion par rapport au forfait ou à la valeur assurable que la valeur de la marchandise détériorée par rapport à celle de la même quantité de marchandise intacte (ss. 69-71).

c) *Perte censée partielle ou totale, abandon* (*constructive total loss, abandonment*). Le dommage peut ne pouvoir être prouvé directement, mais être très vraisemblable. Ainsi par exemple si un navire a disparu, ou s'il a coulé et si le renflouement devait revenir plus cher que la valeur du navire, ou si par ailleurs le dommage est si grand que les frais de réparation dépasseraient la valeur de la chose assurée. Dans de tels cas le dommage est traité comme une perte effective, comme un " constructive total loss ". L'assureur paie l'indemnité, parce que les frais de réparation ou de sauvetage dépassent la valeur de la chose assurée. Mais ce paiement ne se fait que contre cession et abandon (abandonment) de tous droits sur la chose assurée. On admet cette perte totale lorsqu'il est invraisemblable que l'assuré récupère l'objet assuré, ou s'il ne pourrait le faire qu'à des frais supérieurs à la valeur postérieure de l'objet assuré. Si les frais de réparation d'un navire dépassent sa valeur après réparation, ou si la remise en état de marchandises détériorées et leur transport à destination coûtent plus cher qu'elles ne valent, il y a également perte censée totale. L'assuré peut en ce cas opter, et soit considérer la perte comme perte partielle et ne réclamer à l'assureur qu'une partie de l'indemnité, en conservant l'objet endommagé, soit préférer faire une déclaration d'abandon et exiger toute l'indemnité (ss. 60, 61). S'il choisit la seconde possibilité, il doit signifier à l'assureur dans un délai déterminé

et sous forme quelconque qu'il lui abandonne tous ses droits sur l'objet assuré en échange du paiement de toute l'indemnité. Un abandon accepté est définitif. Par l'acceptation l'assureur reconnaît sa responsabilité et le fait que l'assuré lui donne droit à l'abandon (s. 62).

d) *Avarie commune.* Les pertes pour avarie commune comprennent aussi bien les dépenses que les sacrifices (general average expenditure and sacrifice, cf. p. 193) ayant pour but le salut du navire et de la cargaison. Celui qui subit la perte peut réclamer aux autres intéressés une contribution que l'assureur devra leur rembourser. Si l'assuré a fait une dépense d'avarie, l'assureur, ne doit lui rembourser que la fraction qu'il supporte lui-même. Les dépenses d'avarie commune ne sont supportées que par le propriétaire ou le capitaine, à qui un droit de rétention sur les marchandises transportées garantit le paiement des contributions de leurs propriétaires. Mais si leur propriété a été sacrifiée, ils peuvent s'en faire rembourser la pleine valeur sans avoir précédemment perçu les contributions de ceux qui en doivent (s. 66). S'il y a sous-assurance l'assureur est libéré de ses obligations dans la proportion de la sous-assurance (s. 73).

4° *Exclusion de responsabilité.* a) *Denrées périssables.* La responsabilité pour porte partielle (particular average) de denrées périssables est exclue, à moins que la perte ne résulte d'avarie commune ou d'échouement. La perte totale d'une partie remboursée lorsque le contrat est divisible et qu'une partie des objets assurés a seule péri. Les denrées périssables comprennent les grains, les poissons, le sel, les fruits et la farine. La détérioration de sucre, tabac, chanvre, cuirs et peaux n'est indemnisée que si elle dépasse 5 %. La détérioration d'autres marchandises, sauf avarie commune ou échouement, si elle dépasse 3 %.

b) *Changement de route.* Une assurance maritime est nulle lorsque le navire ne part pas du port indiqué ou ne fait pas route vers la destination convenue (ss. 43, 44). Le contrat cesse d'exister dès que le navire change de route pendant le trajet (s. 45). S'il s'écarte de la route usuelle, ou indiquée dans la police, sans motif grave, l'assurance expire même s'il reprend l'ancienne route par la suite sans perte dans l'intervalle (ss. 46, 47). Un retard excessif annule semblablement l'assurance. N'est admis comme excuse du retard ou du changement de route qu'un motif indiqué par la police ou la loi (s. 43). L'assureur ne répond pas des pertes qui se produisent une fois le navire ayant changé de route.

c) *Faute de l'assuré.* Toute perte provenant de la faute de l'assuré doit être supportée par lui. Sauf convention contraire, l'assureur répond cependant du dommage provenant de risques assurés, mais qui ne se

seraient pas réalisés sans négligence du capitaine ou de l'équipage (s. 55 (2));

d) *Garanties* (*warranties*). La violation d'une garantie donne à l'assureur le droit de décliner toute responsabilité. Elle permet pour l'assurance maritime l'annulation du contrat, tandis que pour les autres contrats elle ne donne droit qu'à des dommages-intérêts. Les garanties expresses doivent être portées à la police. On admet des garanties tacites de neutralité du navire, de but licite du voyage, et, en cas de police de voyage, de bon état de mer du navire (ss. 36-39).

VII. Résiliation du contrat. Restitution des primes. 1° *Motifs.* L'assureur est en droit de résilier le contrat dès qu'il découvre que l'assuré ne lui a pas communiqué tous les faits importants. Est importante, par exemple. l'information que le navire est en retard.

Les faits généralement connus, comme le mauvais temps ou le fait de guerre, n'ont pas à être mentionnés.

2° *Restitution des primes.* Si l'assureur a résilié le contrat pour déclarations volontairement fausses, il doit restituer à l'assuré les primes payées. Tel est également le cas lorsque le contrat ne s'est pas formé, par exemple parce que le navire n'a pas pris la mer du port de départ indiqué, ou parce que l'objet assuré n'a jamais été en danger, par exemple parce qu'il n'a jamais été embarqué. S'il y a surassurance sans forfait, l'assureur doit restituer une portion correspondante des primes, tandis qu'avec forfait il peut garder le tout même si le forfait était exagéré. Si avant que l'assurance ne soit contractée il est déjà certain que la perte ne peut plus se produire, à l'insu de l'assureur, les primes ne doivent pas être restituées si l'assurance a été contractée " lost or no lost " (s. 84).

VIII. Cession de l'assurance. Une assurance maritime peut se transférer par endossement ou d'une autre façon usuelle. Tant qu'il n'y a pas eu dommage, la chose assurée doit être cédée en même temps. Une fois le dommage survenu, la police d'assurance peut être cédée isolément, auquel cas le cessionnaire devient ayant-droit sans avoir eu d'intérêt assurable au moment de la conclusion de l'assurance.

Le transport-cession donne à l'acquéreur une action personnelle. Toutes les exceptions opposables au cédant peuvent lui être opposées (ss. 50, 51).

Lors de transport par l'opération de la loi (assignment by operation of law, cf. p. 116), l'acquéreur entre également en possession de tous les droits résultant de l'assurance.

TROISIÈME PARTIE

Opérations de crédit et de Bourse.

PREMIÈRE SUBDIVISION

MOYENS DE PAIEMENT

Le créancier peut être satisfait par le paiement en espèces, par la remise de billets de banque, émis par l'Etat, par des reconnaissances de dette, obligations, délégations, chèques, lettres de change, etc., qui vont être traités plus en détail dans cette subdivision. Pour les espèces et les billets, v. ci-dessus, p. 79.

CHAPITRE PREMIER

LA LETTRE DE CHANGE, BILL OF EXCHANGE

Bill of Exchange Act, 1882 (B. E. A., 1882).

I. Concept. On entend par lettre de change, bill of exchange, en droit anglais un écrit par lequel une personne, le tireur, the drawer, donne mandat sans condition à une autre personne, le tiré, the drawee, de payer à une troisième, le preneur ou bénéficiaire, sur sa demande ou à date fixe, une certaine somme.

La lettre de change est en droit anglais un mandat de paiement inconditionné, contrairement à la promissory note, billet à ordre, qui n'est qu'une simple promesse de paiement.

Les *conditions nécessaires* d'une lettre de change sont les mentions suivantes :

a) Nom du preneur ou bénéficiaire (payee) qui doit recevoir le paiement. Contrairement aux règles des droits français et allemands, on admet des lettres de change au porteur;

b) Indication de la somme en lettres et chiffres. Si chiffres et lettres ne concordent pas, ces dernières l'emportent;

c) Nom du tiré (drawee) sur qui la lettre de change est tirée et qui doit payer;

d) Nom du tireur (drawer) qui la tire ou l'émet.

Ne sont *pas exigées* par la loi les mentions suivantes :

a) Lieu et date d'émission (contrairement au droit continental);

b) Lieu de paiement;

c) Echéance et délai de paiement. On admet en Angleterre les lettres de change payables à vue, contrairement au droit allemand;

d) Valeur fournie : " (for) value received " (valeur reçue), " value in account " (valeur en compte); " as advised " ou " as per advice " (sur avis);

e) La clause à ordre, contrairement au droit français, est aussi peu nécessaire en droit anglais qu'en droit allemand;

f) La clause de change, c'est-à-dire la désignation de l'écrit comme lettre de change (bill, draft). Comme en droit français, mais contrairement aux droits allemand et suisse, elle n'est pas nécessaire.

Peut souscrire une lettre de change toute personne capable de s'obliger contractuellement; une incorporated company, si le droit du moment de l'incorporation l'y autorise.

Si la lettre de change a été souscrite par un «infant», un mineur, ou une corporation non autorisée à s'engager par lettre de change, ou endossée par eux, la souscription ou l'endossement donnent droit au porteur de recevoir le paiement et cela malgré les autres intéressés.

II. Différences en face du droit continental. Les lois du continent donnent à la lettre de change une valeur accrue du fait que la dette est jugée selon une procédure spéciale, brève, rapide et sommaire, et que l'exécution est rapidement accordée. Cette procédure sommaire suppose cependant que la dette est désignée dans la lettre de change, expressément, comme dette de change, et que d'autres conditions de forme sont remplies. Par contre l'Angleterre ne connaît pas de procédure ou d'exécution forcée spéciales à la lettre de change. Il existe bien des règles d'après lesquelles les actions pour engagements nés de lettres de change, comme d'ailleurs pour autres engagements écrits, peuvent être jugés plus rapidement, mais il en est ainsi même si la dette n'est pas désignée comme dette de change.

En droit anglais, les exceptions du tiré sont également limitées, non à la suite de règles légales particulières, mais simplement du fait que la lettre de change est un effet de commerce, un negotiable instrument, et donc transmissible par remise et endossement en sorte qu'un acquéreur de bonne foi avant l'expiration du délai, s'il a acquis à titre onéreux (comme holder in due course) ne peut se voir opposer les créances du débiteur contre son prédécesseur. Sur les negotiable instruments v. plus haut, p. 109.

En Angleterre la lettre de change est simplement le mandat inconditionné porté à l'acte ou la promesse d'une personne à une autre de payer, sur présentation ou à une date déterminée ou déterminable une somme déterminée à une personne désignée (B. E. A., 3 (1), 83 (1)).

En droit anglais, une stipulation d'intérêts est admise et valable, tandis qu'en Autriche elle annule la lettre de change et en Allemagne est considérée comme non écrite.

Contrairement au droit allemand, on admet en Angleterre des lettres de change payables par acomptes ou d'après les usages (tout moment futur déterminable étant suffisant).

La souscription peut s'opérer ou moyen de griffes certifiées, contrairement au droit continental.

Sur le continent il faut en cas de non acceptation une procédure particulière de protêt, sans laquelle le créancier perd son recours contre ses prédécesseurs et le tireur. L'Angleterre distingue les lettres de change intérieures et de ou sur l'étranger. Le protêt pour refus d'acceptation ou de paiement n'est prescrit que pour ces dernières, et doit être dressé le jour du refus.

Il est néanmoins usuel en Angleterre de faire dresser un protêt pour les lettres de change intérieures, car il est la meilleure preuve du refus.

Le protêt est dressé par notaire. Il suffit que la lettre de change soit enregistrée pour protêt, le protêt régulier n'étant dressé que plus tard; (v. à ce sujet ci-dessous, p. 237). Mais il rétroagit au jour de l'enregistrement (B. E. A., 51). Ce dernier n'a pas de valeur juridique; c'est un mémorandum sur la base duquel le notaire dressera plus tard le protêt.

Le droit anglais diffère également du droit continental en ce qu'un recours ne peut être exercé que si en tout cas de refus d'acceptation ou de paiement le preneur a averti ses prédécesseurs. Au cas seul où la notification de refus d'acceptation a été faite à temps, la notification de refus de paiement n'est plus nécessaire (B. E. A., 48 (2)).

La notification doit, si les intéressés habitent au même endroit, être transmise ou expédiée à temps pour parvenir le lendemain du refus au destinataire. S'ils habitent des endroits différents elle doit être expédiée le lendemain du refus (B. E. A., 49 (1)).

Cette obligation de notification est vue d'un mauvais œil par les juristes continentaux, car elle favorise les exceptions du débiteur, « transformant le preneur en un mandataire tenu à diligence de ses prédécesseurs ».

Tandis qu'en droit continental le tiré doit payer à l'échéance, en Angleterre il a pour ce faire un délai légal de trois jours, les days of Grace.

La garantie par endossement des droits continentaux n'existe pas en droit anglais. L'opinion dominante, aujourd'hui encore, semble admettre que la garantie, même portée sur la lettre de change, ne vaut qu'inter partes. De plus l'endosseur n'est responsable que si, malgré la diligence nécessaire, le débiteur principal ne paie pas, ce qui suppose une action et un jugement.

Le droit anglais s'écarte encore du droit continental en ce que celui qui souscrit une lettre de change en tant que représentant ne s'oblige pas (B. E. A., 26 (1)). Il répond de son acte illicite, mais n'est pas obligé par la lettre de change elle-même.

En Angleterre le tireur n'est pas tenu (comme par exemple en France), de pourvoir à une couverture à l'échéance.

En droit anglais il est nécessaire que l'acceptation soit mentionnée sur la lettre de change (comme partout sur le continent) tandis qu'en Amérique l'acceptation peut être faite sur feuille séparée et engage l'acceptant à l'égard de toute personne à qui cet écrit a été présenté et qui, sur sa foi, a acquis la lettre de change à titre onéreux.

En droit anglais, le chèque est traité comme une lettre de change. Le chèque est une lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue (B. E. A., 73). Les remarques antérieures s'y appliquent donc.

En droit anglais, le chèque peut être « accepté ». Il doit être présenté dans un délai convenable (reasonable) correspondant à la nature de l'acte, aux usages, et aux circonstanees particulières (B. E. A., 74).

Le banquier n'a ni l'obligation ni le droit de payer le chèque après révocation ou décès de l'émetteur (B. E. A., 75).

La possibilité de barrer le chèque est précieuse en droit anglais.

III. Lettres de change intérieures, et de ou sur l'étranger.

Sont intérieures (inland bills) les lettres de change tirées et payables dans les Iles Britanniques (British Islands). Toute autre lettre de change est de ou sur l'étranger, a foreign bill.

£ 100. London, 8th January, 19..

Stamp

Three months after date [1]) pay to Mr Alfred Payee or order [2]) (the sum of) One hundred pounds (for) value received.

Charles Drawer.

(To) Mr Henry Drawes,
Liverpool.

Les lettres de change de ou sur l'étranger (foreign bills) sont tirées ou payables à l'étranger. Elles sont souvent établies à plusieurs exemplaires (copies) ou duplicatas (duplicates), généralement en série de trois exemplaires (set of three) comme first (premier), second (second), third (troisième).

[1]) A un certain délai de vue : (At three months) after sight; à vue : " at sight " ou " on demand " ou " on presentation ".

[2] Ou : ... " to Alfred Payee, Esq., or order ", ou " to the order of (Mr) Alfred Payee ".

La désignation du payee, tiré, se fait de façon différente, par exemple " Pay John Brown or order (only) "; pour la lettre présentée à soi-même (c'est-à-dire lorsque le tireur est en même temps preneur) : " Pay to me or (my) order (only) ou " Pay to us or ou order " ou " to the order of ourselves (only) ", " Payez à mon (notre) propre ordre = à moi-même (nous-mêmes). L'adjonction " only " signifie que la lettre de change ne doit être payée qu'à la personne indiquée, donc : à ... seul.

No 705. Hamburg, 28th March, 19..

Exchange for £ 1520 10s. 6d.

Stamp

Sixty days after sight [1]) of this First of Exchange (Second and Third [2]) of the same tenor and date being unpaid [3]) pay to the order of John Payee, London (the sum of) One thousand five hundred and twenty pounds ten shillings and sixpence (sterling)for value received, and charge the same to account as advised [4]).

Charles Drawer.

(To) Mr. Robert Drawee, London.

Une lettre de change de ou sur l'étranger nécessite un protêt, mais non une lettre de change intérieure, sauf acceptation par intervention ou au cas de besoin, ou refus de paiement par intervention.

IV. Paiement. La lettre de change est payable :

a) *A ordre* (to order) avec endossement;

b) *Au porteur* (to bearer) sans endossement.

Pour le temps de circulation (currency), la date de paiement (time of payment) ou la date d'échéance (time of maturity) on distingue :

a) *Lettres de change à jour fixe* (bills payable at a fixed date), avec échéance exactement indiquée (pay on the 15 th May, 1924);

b) *Lettres de change à vue* (bills at sight, sight-drafts) payables à vue (at sight) sur demande (on demand) ou sur présentation (on presenta-

[1]) Ou : At sixty day's sight. Il peut aussi y avoir : Sixty days after sight pay this First... to the order of...

[2]) Le second porte : first and third, le troisième : first and second.

Aussi (remaining) unpaid ou not paid.

[4]) Ou (for) value received, which place to account ou value against shipment per s. s. " Saxon ". La traite de document renferme l'adjonction : Shipping documents attached to be surrendered (or delivered, given up) on (ou against) payment or acceptance.

tion) au paiement. La lettre de change à vue tirée par un banquier sur un autre s'appelle cash-order, mandat de paiement à vue, bank-draft, bank-bill, lettre de change de banque;

c) *Lettre de change à un certain délai de vue* (after-sight bills) avec la date de présentation (date of sighting) et lettres de change datées (after date bills), payables à un certain délai de vue (after sight), de la date (after date) : Three months after sight (date), c'est-à-dire trois mois après la présentation (ou le jour de la souscription). La lettre de change de cette catégorie tirée entre banquiers est nommée lettre de change de poste de banque (bank-post bill).

d) *Lettres de change d'après les usages* (bills at usance) pour lesquelles le paiement se fait au moment fixé par les usages (usance) au lieu du paiement.

e) *La lettre de change de complaisance* (accommodation-bill) est acceptée par le tiré sans contre-partie (value) pour procurer au tireur de l'argent ou du crédit. On l'appelle familièrement " kite ", cerf-volant.

La traite documentaire (documentary draft ou bill, D/D, D/B., est une traite pourvue de documents de navire ou de chargement (shipping-documents), comme le connaissement (bill of lading), la facture (invoice), et la police d'assurance (insurance policy). La traite ordinaire s'appelle " clean bill ", traite simple.

Le client indique à l'expéditeur la banque disposée à payer au comptant (cash-payment) contre des connaissements. La banque prête à l'exportateur sur les documents ou lui escompte la traite pour 80-90 % du montant et envoie aussitôt les documents à sa filiale d'outre-mer pour qu'ils soient remis là au destinataire contre acceptation (acceptance ou paiement (payment) de la traite.

La lettre de gage accompagnant la traite (letter of hypothecation) permet au banquier escompteur de disposer des marchandises en cas de refus de la traite.

Souvent le destinataire des marchandises ouvre un crédit à l'expéditeur (documentary ou (confirmed) credit) dans une banque, par exemple de la façon suivante :

Le mandant, A. à Boston, prie la B. = Banque locale d'accréditer la firme C. auprès de la banque D. à Londres de sorte que contre délivrance (delivery) des documents relatifs aux marchandises à charger à A. la firme reçoive £ 1500. Une fois que la banque D. a reçu de la banque B. un avis conforme, elle va, pendant la durée (ir)révocable de l'ouverture de crédit payer à la firme C. contre remise des documents toute somme jusqu'à la limite indiquée.

V. Acceptation (Accept). La lettre de change est présentée à l'acceptation du tiré.

On entend par acceptation (acceptance).

a) La lettre de change acceptée par le tiré : " our acceptance for £ 150 ", notre lettre de change acceptée de £ 150;

b) L'acceptation elle-même : to present for acceptance (présenter à l'acceptation);

c) La mention d'acceptation écrite obliquement sur la lettre de change " to provide with acceptance = to accept ", " pourvue de la mention d'acceptation ". On distingue :

1° General (or unconditional) acceptance, acceptation générale, ou sans conditions (spéciales); la signature suffit.

Accepted, Henry Baker.

Accepted, Henry Baker.

10, King Street, London.

Accepted, payable at Parr's Bank, Ltd., London.

(per, pro) Henry Baker.

Sighted, 15th. July,

Henry Baker, London.

2° Qualified (or conditional) acceptance, acceptation soumise à certaines conditions, comme :

a) Payable contre remise du connaissement :

" Accepted, payable on delivery of bill of lading Henry Baker ".

b) Payable à un endroit déterminé.

" Accepted, payable at Parr's Bank, Ltd., London, and there only, H. Baker ".

c) Avec délai d'échéance, par exemple pour une traite à trois mois :

" Accepted, payable at six month's date ".

d) Limitation à une partie du montant (part), par exemple pour une lettre de change de £ 150 :

" Accepted for £ 100 only. H. Baker ".

" Accepted, payable by monthly instalments of £ 50. H. Baker. "

Le preneur peut refuser une acceptation sous conditions et faire dresser protêt pour refus (for non acceptance). Une acceptation conditionnelle sans l'assentiment des endosseurs précédents (prior endorsers) les libère de leur responsabilité.

Copie (copy of a bill). Si une lettre de change est expédiée à l'étranger

pour acceptation, un second exemplaire dénommé " copy " peut être mis en circulation entre temps. Elle sera remplacée plus tard par la lettre de change acceptée et mentionné où se trouve l'exemplaire destiné à l'acceptation.

Le tiré peut pour un motif quelconque (par exemple défaut d'avis, fausses déclarations, etc.) refuser d'accepter ou n'accepter qu'en partie.

La présentation d'une lettre de change à l'acceptation doit être faite à une heure convenable, un jour ouvrable, et avant l'échéance. Si dans le délai de réflexion habituel (vingt-quatre heures) le tiré ne l'a pas pourvue de son acceptation, le preneur doit en informer le précédent endosseur sous peine de perdre son recours.

Seules les lettres de change de ou sur l'étranger nécessitent un protêt. Les lettres de change qui ne laissent pas remarquer leur nature étrangère peuvent être rendues sans protêt à l'endosseur ou à l'émetteur. Le protêt pour les lettres de change intérieures doit être enregistré et dressé par notaire. Le recours ne se perd pas à défaut de protêt ou d'enregistrement.

Les lettres de change mentionnant expressément qu'elles doivent être présentées à l'acceptation, le tireur et chaque endosseur pouvant en déterminer le délai, et celles qui ne sont pas payables à domicile ou dans les locaux commerciaux du tiré (lettres de change à domicile) doivent être présentées à l'acceptation. La loi anglaise ne prescrit cependant pas de délai, et ne parle que d'un délai convenable (" within a reasonable time "). Pour toutes autres lettres de change, la présentation à l'acceptation n'est pas nécessaire.

VI. Endossement d'une lettre de change. Endossement manquant ou irrégulier. Le preneur peut transmettre la lettre de change comme endosseur (endorse, transferer), même avant l'acceptation, par endossement (endorsement, transference) à une autre personne, l'endossataire (endorsee, transferee).

Les endos nécessaires pour l'endossement ou la négociation sont normalement portés au revers de la lettre de change, et on distingue :

a) Blank endorsement, endossement en blanc, lorsque l'endosseur n'écrit que son nom : " John Brown ".

b) Special endorsement, l'endossement régulier : " Pay to Messrs. N. N. & Co. only, John Brown ".

Lorsqu'à un endossement est jointe la mention qu'il doit être considéré comme procuration, le preneur n'a le droit que de réclamer le paiement au tiré et de le percevoir, et de le poursuivre à défaut de paiement. Il ne peut endosser à nouveau.

L'endossement n'est pas nécessairement porté au revers de la lettre

de change. Mais il n'est valable que si au nom de famille est joint le prénom, ou son initiale. De plus la signature de l'endosseur doit avoir toutes ses lettres concordantes avec celles du nom porté dans l'endossement précédent.

En cas de manque de place, on colle une rallonge (allonge) .

Tout endosseur est responsable à l'égard du preneur régulier, exposé à recours. Le preneur, en cas de refus, peut recourir contre lui. Cette responsabilité peut être écartée par la mention " without recourse (to me) " ou (mots français) " sans recours ".

VII. Lettres de change domiciliées ou à domicile. La lettre de change non payable au domicile (residence, domicile) s'appelle lettre de change domiciliée (domicil[iat]ed bill (draft)), par opposition à la lettre de change sur la place (local bill), payable au domicile du tiré.

La personne qui indique le lieu de paiement, domicile (domicil) s'appelle domiciliant.

Le domicilié (domiciliate), c'est-à-dire la personne qui doit payer pour le tiré au lieu de paiement est nommée (payable with X. in N..c'est-à-dire X. à N. paie pour le tiré) ou non (« payable in N. », c'est-à-dire le tiré paie lui-même à N.). On demande à une banque si et à quelles conditions on peut domicilier chez elle ses lettres de change. Après réponse affirmative, on indique par la suite sur les lettres de change éventuelles la banque en question comme lieu de paiement, par exemple comme suit : " Payable at the Metropolitan Bank, London ".

VIII. Escompte de lettres de change. Lettres de change à escompte. Si le marchand a besoin d'argent, il peut faire escompter ses lettres de change par un banquier (discounting banker), un escompteur de lettres de change (bill-discounter) ou un courtier en lettres de change (bill-broker), c'est-à-dire qu'il peut se faire verser le montant de la lettre de change avant l'échéance déduction faite des intérêts pour le temps à courir d'après le taux local d'escompte. Ces lettres de change s'appellent lettres de change à escompte (bills (to be) discounted, discount-bills, discounts).

IX. La lettre de change comme moyen de paiement. Toute expédition de paiement en argent, par chèque ou lettre de change est nommée remittance, remise.

Les lettres de change de paiement (country (or foreign) bills) sont émises au compte du souscripteur ou d'autrui pour inscription à l'actif, pour la perception, pour la vente, pour la remise, etc.

Si la banque, sur demande, est prête à négocier, percevoir ou vendre des lettres de change, l'écrit accompagnant la remise indiquera, outre le

montant, l'échéance, etc., le but de l'envoi, et en cas de remises par commission (remittances for account of another) le nom du mandant au compte de qui la somme doit être portée.

X. Lettres de change perdues ou manquantes. Une lettre de change peut, par erreur, n'avoir pas été jointe à une lettre. Pour éviter des abus, le destinataire en informe immédiatement l'expéditeur ou le tiré. On prie de ne payer que contre le Second endossé.

Si la lettre de change est réellement perdue, le droit qui en résulte ne peut être exercé qu'avec autorisation judiciaire et contre caution. L'Angleterre ne connaît pas la possibilité d'une annulation des lettres de change.

XI. Prolongation de la lettre de change. Si le tiré n'est pas en état de payer à l'échéance, il remet au tireur une demande de délai, c'est-à-dire demande une prolongation du délai de paiement, ce qui a lieu généralement par la substitution à l'ancienne d'une nouvelle lettre de change pour le même montant et le même délai de circulation. Le tiré paie naturellement les frais et intérêts moratoires.

Si le tireur peut accepter la demande, en général il escompte avec l'assentiment des autres obligés la nouvelle lettre de change et envoie au tiré le montant pour paiement de l'ancienne.

Qui n'a pas consenti à la prolongation est libéré de toute obligation au cas où le tiré ne paierait pas la nouvelle lettre de change à l'échéance.

XII. Paiement d'une lettre de change. Protêt pour refus. La lettre de change doit être présentée à l'échéance au tiré à son domicile (residence) ou à l'endroit indiqué pour le paiement (domicil) pendant les heures commerciales usuelles. Si la présentation est négligée, le tireur et les endosseurs sont libérés de leur responsabilité.

Délai de paiement, days of grace. Toutes les lettres de change, sauf celles qui sont at sight ou on demand, et qui doivent être payées sur présentation, immédiatement, ne sont payables que trois jours après l'échéance. On nomme ces jours days of grace. Une stipulation contraire est possible par mention telle que : " On May 15th, 1926, fixed pay to... " ou " without days of grace ". Si le dernier jour de grâce est un dimanche, le premier jour férié de Noël, le Vendredi Saint ou un jour déclaré par avis officiel jour de prière et d'expiation, le dernier jour d'échéance sera, à l'exception du cas suivant, le dernier jour ouvrable. Il y a exception lorsque le dernier jour de grâce est un jour férié pour les banques ou un dimanche, et le second un jour férié pour les banques. La lettre de change n'a plus alors à être payée que le jour ouvrable suivant, et non précédant, le dernier jour de grâce. Les trois jours de grâce sont pris en consi-

dération dans tous les calculs d'escompte. Le jour de l'acceptation n'est pas compris dans le délai de circulation (currency).

Sont jours fériés pour les banques en Angleterre et Irlande les lundis de Pâques, de la Pentecôte, et premier d'août, et le 26 décembre s'il tombe en semaine, en Ecosse le jour de Noël, le jour de l'an, les premiers lundis de mai et d'août, et le lundi qui suit Noël et le jour de l'an tombés un dimanche.

Toute lettre de change doit être présentée au paiement le jour de l'échéance, et le jour précédent si c'est un dimanche.

Par possibilité de faire enregistrer le protêt (to note the bill of exchange) il faut entendre qu'un notaire présentera la lettre de change à nouveau et notera sur le " noting-ticket " ou " noting-slip " la réponse reçue du tiré. Un tel ticket sera par exemple :

A. Ellis & Co., notaries,
17 Cheapside.

Noting 6/8

Refer to Acceptor.

Ce noting-ticket est fixé à la lettre de change elle-même. Le protêt proprement dit, qui a le même contenu qu'en droit continental, sera dressé plus tard par le notaire.

Mais si le preneur veut ne pas perdre son recours, il doit notifier aux endosseurs contre qui il veut recourir le défaut de paiement.

Cette *notification*, c'est-à-dire information écrite du refus donnée à l'endosseur, est en Angleterre une condition du recours et doit avoir lieu de la part de l'informé du recours dans un délai convenable et à l'égard de tous les endosseurs. Les tireurs ou endosseurs qui n'ont pas reçu la notification sont libérés des engagements résultant de la lettre de change. Si cependant le refus d'acceptation a déjà été notifié, il n'existe pas d'obligation de notification du refus de paiement à moins que la lettre de change n'ait été acceptée dans l'intervalle.

Pour les lettres de change intérieures, le protêt n'est nécessaire que lorsque le paiement doit être effectué par un intervenant ou un recommandataire, ou n'est pas fait par lui.

Les lettres de change de ou sur l'étranger donnent toujours lieu à protêt en cas de non paiement. La lettre de change non payée doit d'abord

être « enregistrée » par un notaire. Le protêt postérieurement rédigé rétroagira au jour de l'enregistrement.

Le preneur est libre de s'adresser ou non au recommandataire. La lettre de change ne peut être présentée à un intervenant qu'après protêt pour acceptation ou paiement par intervention.

Si l'intervenant se trouve au lieu du refus de paiement, la lettre de change doit lui être présentée au plus tard un jour après l'échéance; s'il demeure ailleurs, le second jour au plus tard. L'intervention doit être constatée par acte notarié. Si une lettre de change est acceptée sans restrictions, l'acceptant reste tenu même si la lettre de change n'est pas présentée au paiement le jour de l'échéance.

Si en cas de changement de domicile le protêt a été négligé, les droits nés de la lettre de change contre le tiré ne sont pas perdus.

Les droits ne peuvent être mis en œuvre par voie d'action sur la base d'une lettre de change non timbrée.

Le preneur d'une lettre de change peut exercer son recours contre les endosseurs séparément ou en commun et peut demander :

a) Le montant de la lettre de change;

b) Les intérêts depuis l'échéance;

c) Les frais d'enregistrement ou de protêt.

La traite à vue tirée pour le montant de sa créance par le preneur d'une lettre de change protestée contre l'endosseur est nommée retraite (re-draft).

Les droits nés de la lettre de change se prescrivent par six ans du moment de la naissance de l'action.

XIII. Adresse en cas de besoin, intervention. L'adresse en cas de besoin (address in case of need) indique la personne qui servira d'intermédiaire ou donnera son aide pour la lettre de change en souffrance (intervenir, to intervene). Cette adresse en cas de besoin est indiquée par une des mentions suivantes :

" In (case of) need with (ou apply to) Mr... " ou „ Mr... to whom (apply) in (case of) need " (" Acceptation (ou paiement) en cas de besoin par M. ").

Ce recours en cas de besoin est :

a) *L'acceptation d'honneur* (acceptance for honour ou supra-protest) lorsque le tiré a refusé d'accepter;

b) *Paiement d'honneur* (payment for honour) lorsque le paiement ne peut être obtenu du tiré accepteur (acceptor).

L'intervenant (party intervening, intervenant) ou recommandataire (referee in case of need) est ou bien acceptant ou bien payant d'honneur

(“ party accepting ” ou “ paying for another's honour ”) au profit de celui pour l'honneur ou pour le compte duquel (for whose honour or account) il fait honneur (c'est-à-dire accepte ou paie) à une lettre de change pour laquelle protêt a été dressé (a bill protested for non-acceptance, for non-payment), for better (ou for want of security).

XIV. Droit de timbre pour lettres de change, chèques, etc. (stamp duty).

La lettre de change doit être pourvue avant l'émission d'un timbre de lettre de change (bill stamp) proportionnel au montant de la lettre de change. On peut utiliser des timbres collés (adhesive) ou imprimés (impressed, embossed).

La lettre de change et le chèque ne peuvent être invoqués que s'ils sont régulièrement timbrés.

Si les lettres de change ont été établies en plusieurs exemplaires, Premier, Second, et Troisième, un seul doit être timbré régulièrement.

Les chèques, lettres de change et délégations “ on demand ” ou à trois jours de date ou de vue, de plus les lettres de crédit directement établies à l'ordre du preneur supportant un droit uniforme de 2 d.

Les chèques, délégations et lettres de change émis “ on demand ” et devenus payables plus tard à la suite d'une mention, ainsi que les lettres de change pourvues aux colonies, ou dans un état protégé, du timbre de l'état intéressé et payables en Grande-Bretagne ou en Irlande sont soumis au droit entier.

Les lettres de change étrangères qui ne sont qu'endossées en Grande-Bretagne et Irlande supportent un droit de timbre :

	jusqu'à (exclusivement)	10 £	2 d.
de 10 £	à	25 £	3 d.
— 25 £	à	100 £	6 d.
— 100 £	à	200 £	1 s.

etc., et 6 d pour toute fraction de 100 £.

Les lettres de change envoyées de l'étranger en Grande-Bretagne pour acceptation n'ont pas à être timbrées. Elles ne doivent être qu'avec le premier endossement anglais.

Toutes les lettres de change ou reconnaissance de dettes (promissory notes) émises en Grande-Bretagne et Irlande doivent être pourvues du timbre sec qui imprime la date de l'opposition. Le timbre sec n'a pas à être oblitéré.

Toutes autres lettres de change et reconnaissances de dettes doivent

être pourvues de timbres dont l'oblitération doit avoir lieu par l'inscription sur eux de la date et de la signature de l'imposé. Le nom peut être abrégé, et la date en chiffres. Il suffit du nom ou de la date.

Les connaisements établis à l'étranger ne sont pas soumis au timbre,

Les lettres de change non régulièrement timbrées sont, une fois l'amende payée, susceptibles de protêt et gardent leur valeur.

Celui qui émet ou endosse, fait commerce de ou présente au paiement des lettres de change non régulièrement timbrées s'expose à une amende de 10 £.

Le timbre d'une lettre de change en monnaie étrangère se calcule d'après le cours du change au jour de l'émission.

XV. Droit international des lettres de change. La validité d'une lettre de change étrangère au point de vue des conditions de forme est déterminée par la loi du lieu d'émission. Pour les autres faits, acceptation, endossement, intervention, la loi du lieu où le fait s'accomplit s'applique.

La loi décide cependant.

a) Qu'une lettre de change émise hors du Royaume. Uni ne doit pas être nulle parce qu'elle n'est pas timbrée conformément aux lois du lieu d'émission.

b) Une lettre de change émise hors du Royaume Uni et conforme aux lois anglaises aura pleine valeur à l'égard des personnes qui, dans le Royaume-Uni, la font circuler, en prennent possession, ou " become partners to it " d'une autre façon;

c) Si une lettre de change intérieure est endossée à l'étranger, l'endossement doit être apprécié selon le droit anglais en ce qui concerne le tiré.

Si la lettre de change est tirée dans un pays, et payable dans un autre, le jour du paiement se détermine d'après la loi du lieu où elle est payable. Ainsi les trois jours de grâce anglais n'existeront pas en Allemagne.

Les lettres de change tirées de l'étranger sur une maison anglaise et acceptées en Angleterre, ou les lettres de change acceptées et domiciliées en Angleterre, supportent le droit de timbre légal, qui doit être acquitté par le preneur ou le premier endosseur anglais au moyen d'un timbre collant correspondant. Il doit porter la date et les initiales du preneur.

CHAPITRE II

LE CHÈQUE; CHEQUE

Bills of Exchange Act, 1882, ss. 73—82.-

Parmi les colonies anglaises Malte (1887), le Canada (1890), les Indes (1881) et l'île Maurice (1886) possèdent des prescriptions spéciales relatives au chèque.

I. Concept. Si un paiement s'opère par délégation sur une banque où le payant a déposé les fonds nécessaires pour ses règlements, cette délégation est une délégation sur une banque, un chèque. L'existence d'un dépôt est la règle. Mais, contrairement au droit français, le droit anglais admet les chèques sans provision, à crédit.

En Angleterre tout marchand, artisan, ouvrier, employé, médecin, professeur, et presque chaque particulier ont un compte en banque. Le rôle du chèque est bien plus important que dans le reste de l'Europe, tous les règlements au comptant importants se faisant par chèques. Un marchand sans compte en banque est inimaginable. Toutes les rentrées au comptant des affaires de peu d'importance et tous les chèques reçus sont versés à la banque. Le chèque est en Angleterre le principal moyen de paiement. La circulation atteint des milliards. Pour éviter les fraudes et abus, il existe des règles spéciales.

Juridiquement, en droit anglo-américain, le chèque est une espèce de lettre de change à vue : une lettre de change à vue tirée sur un banquier, tandis que le chèque du droit continental n'est pas une lettre de change mais une sorte de délégation dont la nature varie selon les pays et dont les effets, dans plusieurs domaines, sont soumis au droit de la lettre de change.

Lors de l'ouverture d'un compte en banque (banking-account), dépôt (deposit-account), compte-courant, etc., le déposant (depositer) ou titulaire du compte (account-holder), après avoir fait ses versements (investments) sur un certificat de versement (paying-in slip, credit slip) reçoit

un livre de compte (pass-book) pour y porter (entry) toutes les sommes versées (paid in) et retirées (withdrawn), ainsi qu'un carnet de chèques (cheque-book) avec formules numérotées consécutivement (forms consecutively numbered) comprenant le talon (counterfoil) et le chèque proprement dit pour le retrait ou le transfert de sommes déterminées.

Si on demande un paiement par lettre, il s'agit toujours d'un chèque. (" Please let me have " ou " Please remit a cheque "). Les maisons anglaises n'ont que rarement de l'argent comptant, et seulement pour les petites dépenses. Tous les paiements se font par chèque; les lettres de change sont payables à la banque. Si cela ne s'est pas produit à l'échéance, on ajoute à la mention d'acceptation les mots " Payable at the N. N. Bank ".

II. Variétés de chèques [1]). 1° *Bearer-cheque* (chèque au porteur). Le chèque au porteur n'a pas besoin d'endossement et peut être présenté à la banque par n'importe qui.

Nº 2581. 10th Jan. 19.. H. Jackson. £ 25 10s. 6d.		Nº 2581. London, 10th January 19.. THE NATIONAL BANK, Ltd. Stamp Pay (to) Mr H. Jackson or bearer the sum of Twenty-five pounds ten shillings and sixpence. £ 25 10s. 6d. Edward Brown.

Tout individu qui entre régulièrement en possession du chèque a le droit de rayer le mot " bearer " et d'y superposer " order " transformant ainsi le chèque au porteur en un chèque à ordre.

2° *Chèque à ordre.* Il peut être endossé comme une lettre de change par le preneur, qui mettra son nom au verso.

La banque peut payer au porteur du chèque sans lui demander d'établir son identité, à moins de circonstances suspectes. Mais le porteur doit signer au verso.

La formule est, s'écartant de la formule ci-dessus " Mr H. Jackson or bearer ", " Pay to Mr H. Jackson *or order* " dans l' " order-cheque ";

3° *Open cheque.* On appelle chèque ouvert, bar cheque, ou " uncrossed

[1]) Je suis pour le chèque et la lettre de change l'exposé averti de Karl Blattner, " Englisch für Kaùfleute", 1924, librairie Langenscheidt, Berlin.

cheque " un chèque payable au porteur (holder) à la caisse (over the counter) au comptant.

Ces chèques ne sont jamais expédiés. On ne les emploie que lorsque le tireur lui-même veut toucher l'argent, ou lorsqu'un messager de confiance est chargé de la perception.

4° *Crossed cheque, chèque barré.* Il s'oppose à l' " open cheque ". Avec un chèque au comptant, tout porteur peut toucher la somme. En cas de perte, celui qui le trouve peut le présenter comme lui appartenant et toucher l'argent. Pour pourvoir à ce danger, tant de millions de chèques circulant journellement à Londres pour de grosses sommes, on a introduit un procédé qui porte le nom technique de " crossing ". On tire deux traits parallèles obliquement sur le recto du chèque, entre lesquels on ajoute généralement " & Co ", ou le nom d'un banquier, ou " not negotiable ". Cette méthode a pour résultat que le chèque ne peut être touché *que par un banquier.* Le tireur indiquera fréquemment sur le chèque la banque qui devra toucher.

Le barrement, " crossing ", doit empêcher le paiement du montant à une personne non qualifiée. Ces chèques doivent être présentés pour paiement au tiré par un banquier. Si le porteur n'a pas de compte en banque, il doit s'adresser à un banquier qui en ait un. Le chèque barré ne peut être donné à une banque que pour inscription à l'actif d un compte. Le paiement à un autre qu'un banquier ou que le banquier indiqué s'il est nommé oblige à des dommages-intérêts.

Les chèques barrés sont compensés par le Clearing House auquel ils ne peuvent arriver que par une banque qui en est membre (clearer).

Le chèque barré ne sert qu'à la compensation (only for account). Il n'est payé que sur présentation par une autre banque.

On distingue :

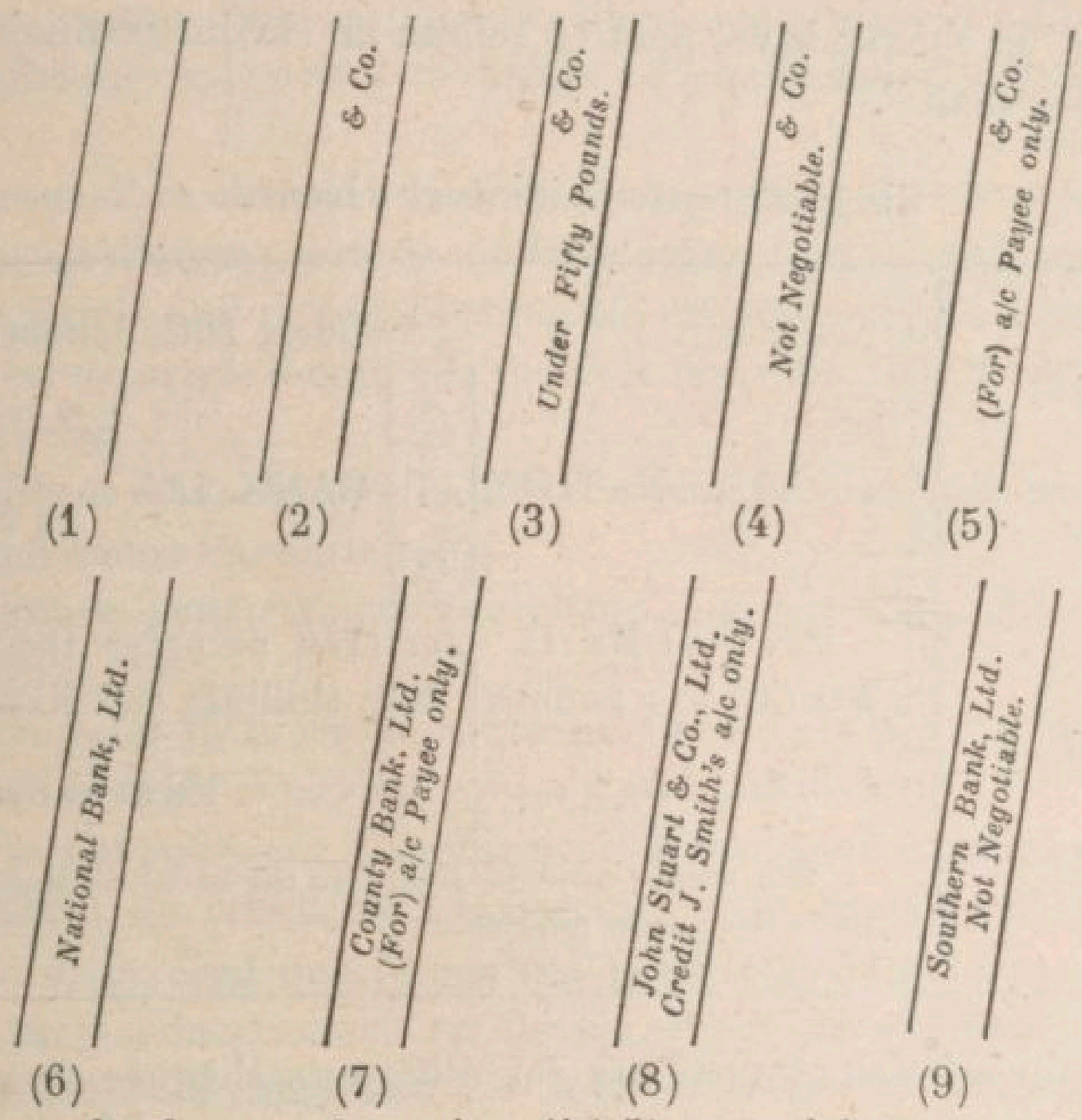
a) Le general crossed cheque (barrement général) lorsque tout banquier peut toucher;

b) Le specially crossed cheque (barrement spécial) lorsque peut seul toucher le banquier mentionné entre les traits obliques (crossing);

La banque indiquée peut barrer à nouveau au nom d'une autre banque chargée de toucher.

Les banques qui encaissent n'acceptent des chèques à encaisser que de personnes connues.

Si le tiré, conformément à ces règles, a payé *bona fide* et sans négligence, le paiement est censé fait au propriétaire régulier du chèque.



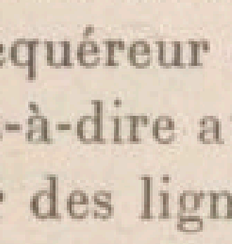
Exemples de general crossings (1 à 5) et special crossings (6 à 9).

Qui accepte un chèque marqué " not negotiable " n'a pas un meilleur titre que son auteur, et n'a donc pas de droit indépendant contre le tireur.

Le chèque supporte un droit de timbre. Les chèques non timbrés sont nuls.

" (For) a /c (= account of) Payee only " signifie que le chèque « n'est destiné qu'au compte du porteur ». " Under fifty pounds " (moins de 50 £) signifie que le chèque ne peut dépasser ce montant. " Not negotiable " (non négociable) signifie que l'acquéreur n'a que les droits du porteur précédent (previous holder), c'est-à-dire aucun pour un chèque volé. Ces mentions, souvent à l'extérieur des lignes parallèles, ne restreignent pas la cessibilité (transferability) ou la négociation (negotiation) du chèque, il faudrait pour cela dans le chèque non négociable : " Pay to John Smith only ".

Celui entre les mains de qui l'open cheque arrive en circulation régulière peut toujours — que le chèque soit à ordre ou au porteur — le transformer en chèque barré par un barrement général ou spécial.

Par contre la transformation d'un Order-Cheque en un Bearer-Cheque ou l'enlèvement, la cancellation, etc. de  est interdite et considérée comme faux.

Le tireur d'un chèque barré peut en refaire un chèque ordinaire par la mention " pay cash ".

Chèque à ordre « général » barré.

No. 2581. 10th Jan., 19.. H. Jackson. £ 25 10s. 6d.		No. 2581.			London, 10th January, 19.. Stamp kson or order the sum of n shillings and sixpence. Edward Brown.
		THE NATION	*& Co.* AL	BANK, Ltd.	
		Pay (to) Mr. H. Jac Twenty-five pounds te £ 25 10s. 6d.			
		This cheque must be signed on the back[1]) by the person to whom it is (made) payable.			

Dans le coin inférieur de gauche des différents chèques on voit souvent un C pour country-cheque (chèque de province) un M pour metropolitan-cheque (chèque de la capitale) et un T pour town-cheque (chèque de ville). Ces initiales ont trait au paiement ou à la compensation (clearing) du chèque.

III. Droits et obligations. Un chèque régulièrement rempli et timbré est un mandat écrit (order) du tireur (drawer) dont la signature doit concorder exactement avec celle qu'il a donnée à l'ouverture de son compte, au tiré (drawee) de payer au preneur (payee) au porteur (bearer) à vue (at sight) ou sur demande (on demand) une somme déterminée, exprimée en lettres et chiffres. La mention " (en échange de ce) chèque " n'est pas nécessaire dans le texte anglais.

Le chèque est basé sur une convention entre le tireur et sa banque qui lui permet de disposer d'une somme existante (normalement son avoir) ou de parties de cette somme, par écrit, et oblige la banque, s'il y a provision suffisante, à payer le chèque. A la suite de cette conventiou (contrat de chèque) la banque remet à son client un certain nombre de formules, le cheque-book. Si la banque ne paie pas malgré une provision suffisante, elle répond au tireur de son inexécution et du dommage qui peut résulter pour lui de l'atteinte à son crédit à la suite du refus de paiement.

[1]) Ou : must be endorsed.

Si une banque qui a reçu de son client une provision suffisante ne paie pas ses chèques, elle peut être menacée d'une déclaration de faillite immédiate.

Le tireur d'un chèque ayant toujours le droit de révoquer sa délégation, ou, en d'autres termes, de faire opposition au paiement (to stop), la banque tirée doit refuser le paiement en cas de révocation par le tireur.

Il en est de même lorsqu'elle reçoit la nouvelle de la mort ou de la faillite du tireur.

Le porteur d'un chèque (holder of a cheque) peut poursuivre le tireur et les endosseurs en cas de refus.

La banque peut retourner le chèque impayé avec une des mentions suivantes :

R/D = refer to drawer (retour au tireur) s'il n'y a pas de provision suffisante et N/F = no funds s'il n'y en a pas du tout.

N/S = not sufficient (insuffisant) si la provision ne suffit pas.

Le défaut de provision à la banque et le refus consécutif ont pour suite de droit civil que le contrat pour lequel le chèque a été utilisé comme moyen de paiement est annulé et que, par exemple, des marchandises achetées au comptant par le tireur et payées avec un tel chèque peuvent être revendiquées. L'émission d'un chèque sans provision peut de plus donner lieu à des poursuites pénales lorsque l'intention frauduleuse peut être prouvée.

Crossed to two bankers : barré au nom de deux banquiers.

Drawer deceased : tireur décédé.

" Irregular " ou " words and figures differ " : le montant n'est pas le même en lettres et en chiffres.

Insufficiently stamped : timbre insuffisant.

Cancelled in error : annulé par erreur.

Cheque mutilated, chèque mutilé; il est refusé, à moins que la banque qui le présente n'ajoute " accidentally (accidentellement) mutilated by us ".

" Effects not cleared ". Si un client verse des chèques et tire sur leur montant avant qu'ils soient compensés (cleared); souvent avec l'adjonction : " Present again on the ... inst. "

" Order not to pay " ou " payment countermanded by drawer " : opposition du tireur.

" Alteration in amount requires drawer's signature " : modification du montant requérant la signature du tireur.

" Account closed " : compte liquidé.

Quelques banques de Londres cherchent à faciliter la circulation moni-

taire en émettant contre une petite indemnité des chèques « certifiés » (certified) pour un montant quelconque au comptant, portant, outre la signature du tireur, une promesse de paiement par la banque tirée, et possédant ainsi une valeur de crédit bien supérieure. Ils sont comparables aux billets de banque, avec l'avantage de la possibilité de faire opposition au paiement en cas de perte ou vol.

Le chèque doit être daté, et porter la date du jour de l'émission ou du jour précédent. Les chèques postdatés, c'est-à-dire émis pour une date postérieure, ne sont pas acceptés, d'ordinaire, par les banques anglaises.

Le chèque non daté peut être pourvu d'une date quelconque; il peut être antidaté ou postdaté. Des chèques antidatés ne sont habituellement payés qu'à l'échéance; en tout cas le client ne se les voit pas imputer plus tôt.

Le chèque doit être présenté dans un délai convenable, en principe vingt-quatre heures au plus, après la réception. En cas de présentation tardive, le porteur a les risques à sa charge et le tireur est libéré du recours. Si la banque tirée a dans l'intervalle suspendu ses paiements, le porteur devient son créancier à la place du tireur, tandis qu'en cas de présentation à temps et d'avis le chèque lui donne un recours semblable à celui de la lettre de change contre le tireur et les endosseurs.

Si le délai de validité est épuisé, et si le délai de présentation a été laissé passer, on a affaire à un chèque prescrit qui n'est plus payé.

CHAPITRE III

PROMISSORY NOTE (BILLET A ORDRE) ET RECONNAISSANCE DE DETTE (I. O. U)

III, Stephen : P. 157-163. — Bill of Exchange Act, 1882.

I. La promissory note, billet à ordre. D'après le Bill of Exchange Act, 1882, la Promissory Note est une promesse écrite, inconditionnelle, signée par l'émetteur, de payer sur demande ou à une date déterminée ou déterminable une somme déterminée à une personne déterminée, à son ordre ou au porteur.

La forme habituelle d'une promissory note est celle-ci :

£ 500. London, 1st January 1926.

Three months after date, I promise to pay to E. F. or order the sum of

Five hundred pounds.

(signed) C. D.

La promissory note correspond au billet à ordre. Le souscripteur s'appelle " the maker " et la personne à qui le paiement est promis " the payee ".

Une promissory note au porteur, " payable on demand to bearer " bien connue est le billet de la Banque d'Angleterre du libellé suivant :

Bank of England.

Promise to pay the Bearer, on Demand the sum of

Five Pounds

1926, January 1, London.

For the Governor and Company
or the Bank of England
(signed)....., Chief Cashier.

Le billet à ordre peut être établi par plusieurs personnes. En ce cas elles sont responsables, selon la rédaction, " jointly " ou " jointly and severally ".

Si la promissory note est " payable on demand ", elle doit être présentée dans un " reasonable time ", conformément aux usages commerciaux ou aux circonstances de l'espèce (according to the usage of the trade or the facts of the particular case).

La promissory note est un negotiable instrument qui doit être timbré.

II. Reconnaissance de dette (I. O. U.). La reconnaissance de dette, qui porte le nom de I. O. U. (" I owe you ", je vous dois), mais sans date d'échéance, n'est pas une promissory note mais une simple reconnaissance de dette. Ce n'est pas un negotiable instrument.

John Parker, Esq. Manchester, 2nd May

I. O. U.
Twenty Pounds.

William Goldin.

L'I. O. U. est une reconnaissance de dette simple, sur papier ordinaire, et qui n'est soumise à aucun droit de timbre. En plus de cette formule, elle ne contient que l'indication de la somme due, la date, la signature du débiteur et le nom du créancier. Elle se prescrit par six ans. Aucune date de paiement ne peut y être indiquée, car l'I. O. U. prendrait le caractère d'une promissory note et serait apprécié d'après le droit de la lettre de change.

CHAPITRE IV

LA LETTRE DE CRÉDIT, LETTER OF CREDIT

La lettre de crédit (letter of credit) épargne au voyageur le transport de fortes sommes en monnaie (ready money cash). Elle a sur la lettre de change, à échéance fixe, l'avantage de pouvoir être employée ou non selon les besoins du porteur.

La lettre de crédit indique la somme dont le porteur peut disposer à son gré en chiffres et lettres ou mots, et indique de quelle façon le prêteur pourra se couvrir.

La signature du porteur se trouve soit sur la lettre de crédit elle-même, soit, et mieux, dans la lettre d'avis (letter of advice) qui informe le destinataire de l'établissement de la lettre de crédit.

Pour les sommes reçues l'accrédité (accredited person, beneficiary) établit une quittance en deux exemplaires, l'un restant entre les mains du tiré, l'autre allant au tireur de la lettre de crédit comme avis de traite (advice of draft).

La lettre circulaire de crédit, adressée à plusieurs maisons, permet au porteur de retirer des sommes chez les différentes maisons nommées dans la lettre jusqu'à ce que le montant maximum soit atteint. Les montants retirés seront indiqués au verso de la lettre de crédit à peu près comme suit :

Date when paid	By whom paid	Name of Town	Amount in words	Amount in figures
1924 Jan. 10 Febr. 25	Parker & Co May and Sons	New-York Chicago	One hundred Dollars Seventy Dollars	100 70

Le crédit accordé ne peut être dépassé en aucun cas.

CHAPITRE V

CHAMBRE DE COMPENSATION, CLEARING HOUSE

Le fait que tout établissement commercial, et presque chaque particulier anglais, possède un compte en banque, et que par suite les dépôts et les chèques jouent un rôle très important, fit créer de bonne heure à Londres une chambre centrale de compensation.

C'est le Clearing House. Il permet, par la compensation de créances de chèques, de réduire les paiements en espèces à un minimum. On peut dire que c'est l'organe le plus important pour l'activité régulière de la City. A côté du grand Clearing-House de Londres, il existe des Clearings de Bourses et d'autres Clearings dans les grandes villes, de moins importants en province, il en existe en Amérique, Allemagne, France, etc.

Parmi les membres du Londoner Clearing House on trouve les banques les plus importantes, y compris la Banque d'Angleterre, ainsi que beaucoup d'autres entreprises commerciales. On choisit les membres avec beaucoup de soin. Si un membre suspend ses paiements (ce qui est rare) il ne manque jamais de régler son solde du jour. Aussi les maisons membres en reçoivent-elles une distinction. La Chambre est au cœur de la City (entre Lombard et King William Street). Chaque jour, à la fin des heures d'ouverture des banques, les intéressés se rassemblent là.

La Chambre de Compensation (Clearing House) permet aux banques compensatrices, c'est-à-dire faisant partie du système de compensation (clearing system), les clearing banks, de compenser leurs créances réciproques avec une grande économie de moyens de paiement.

Chaque « banquier compensateur », clearing banker, fait inscrire par ses auxiliaires ses créances sur d'autres banques, c'est-à-dire ses chèques ou lettres de change à payer par d'autres banques (out-clearing cheques and bills) dans les livres de crédit (out clearing or credit-books), les fait porter à la Chambre de compensation et remettre là aux banques intéressées pour inscription dans les livres de débit comme chèques ou lettres de change à payer par elles (in clearing cheques or bills). Les créances réciproques sont compensées, le solde calculé et inscrit à l'actif de la

banque créancière ou au passif de la banque débitrice, et liquidé par un chèque de compensation (transfer-tiket).

Doivent payer le même jour :

A à B	100 £
B à C	5.100 £
B à D	300 £
C à D	50 £
C à E	4.820 £
C à F	230 £
D à E	360 £
E à B	4.900 £
E à A	200 £
E à F	60 £
F à B	300 £
G à D	80 £
En tout :	16.500 £

Si on compense les paiements des sept personnes intéressées, les versements de et à C se compensent exactement avec 5.100 £.

Par contre, un solde actif existe pour A (100 £), pour D (70 £), pour E (20 £).

Un solde passif pour B (100 £), pour G (80 £), pour F (10 £).

On renverra de façon appropriée B à A pour 100 £, G à D pour 70 £, F à E pour 10 £.

Résultats : au lieu de 12 paiements d'un total de 16.500 £, on n'enregistre que 4 paiements avec 190 £. Le reste n'est pas payé grâce à la compensation.

DEUXIÈME SUBDIVISION

BANQUES, BOURSES, OPÉRATIONS DE BOURSE ET DE BANQUE

SATTERTHWAITE, EDWARD, Rules and Regulations of the Stock Exchange, London, 1924.

The Stock Exchange Book, London (Thomas Skinner et Co) donne des renseignements sur toutes les valeurs de Bourse et les entreprises et sociétés industrielles et commerciales du Royaume-Uni.

SWOBODA, OTTO : "Die Arbitrage" in Wertpapieren, Wechseln, Münzen und Edelmetallen, Handbuch des Börsen-, Münzen-und Geldwesens sâmtlicher Handelsplâtze der Welt, 16e éd. revue par MAX FUERST, Berlin et Leipzig, 1925, édité pour la librairie Haude et Spener par Max Paschke, traite d'une façon excellente la Bourse de Londres, p. 374 ss.

BLATTNER, KARL : "English für Kaufleute", Langenscheidts Handbücher der Handelskorrespondenz, Berlin, 1924, est non seulement un bon manuel d'introduction à la langue commerciale anglaise mais donne de courts résumés sur les domaines spéciaux de la pratique commerciale, et par exemple sur les sociétés de commerce, les opérations de Bourse et de banque.

Cf. également les articles « Banque d'Angleterre », « Banquier », « Bourse », « Opérations de Bourse » dans BREUL, KARL : "Land und Leute in England", librairie Langenscheidt, Berlin, 1926, 4e éd.

CHAPITRE PREMIER

LES BANQUES

I. L'objet des opérations de banque est principalement les opérations de crédit et de paiement. Les banques s'occupent :

a) De l'achat et de la vente de monnaies et valeurs;

b) De prêts, par l'escompte de lettres de change et autres effets ne portant pas intérêt et non encore échus, c'est-à-dire par l'achat à un prix diminué des intérêts du délai à courir jusqu'à l'échéance (escompte); par des prêts à intérêt (avances sur titres, dépôts, prêts hypothécaires); conclusion de contrats de compte-courant, part prise dans l'émission d'emprunts et d'actions.

c) Opérations d'emprunt. Réception de dépôts, de sommes en compte courant, émission de billets de banque (v. ci-dessous, p. 258), emprunts à long terme (par exemple contre émission d'obligations);

d) Paiements. Réception de paiements pour les tiers (encaissement) ou prestation (comme tiré ou acceptant) dans le chèque, transcription à la suite d'endossements, compensation, virement;

e) Garde d'argent et valeurs.

II. Variétés de banques. D'après leur organisation on distingue trois variétés :

a) La Banque d'Angleterre;

b) Les joint stock banks, qui sont des sociétés par actions, et les private banks qui n'en sont pas, ainsi que :

c) Les saving banks. Elles comprennent également la Post Office Savings Bank, la caisse d'épargne postale, qui fut fondée par le Post Office Savings Bank Act de 1861. Les dépôts à cette banque jouissent d'une sécurité publique, le gouvernement garantissant le remboursement La caisse d'épargne postale joue un rôle immense. L'administration anglaise des Postes a organisé des guichets de réception de dépôts dans tous les bureaux de poste qui sont des bureaux de paiement. Les dépôts sont admis à partir d'un shilling.

Les Trustee Savings Banks sont soumises à une réglementation et

une surveillance particulières de l'Etat, et offrent de ce fait des garanties spéciales, conformément aux Trustee Savings Bank Acts de 1863 à 1920, bien que l'Etat ne donne pas sa garantie.

D'après le Companies Act de 1928, une entreprise de banque à laquelle participent plus de 10 personnes comme sociétaires ne peut opérer que comme société par actions enregistrée (registered as a joint stock company under the Act) à moins qu'elle ne fonctionne comme personne morale à la suite d'une loi spéciale ou " under Letters Patent ". Mais dix personnes et moins peuvent diriger une banque sans enregistrement, c'est-à-dire comme " Private Bank ".

Economiquement, c'est-à-dire selon que l'une ou l'autre des fonctions (functions) de la Banque prévaut, on distingue :

Banques, ou caisses d'escompte (banks of discount, discount-banks);

Banques, ou caisses de dépôts (banks of deposit, deposit-banks);

Banques de crédit, prêts et avances (loan-bank);

Banques d'émission (banks of issue) pour l'émission (issue) de billets de banque (bank-notes);

Les banques hypothécaires et de crédit foncier (landmortgage-banks), qui accordent des prêts à long terme (long-sighted loans or deposits) contre hypothèque (mortgaging) sur des fonds de terrain ou des immeubles bâtis.

Les banques et caisses d'épargne (savings-banks) qui reçoivent les petites épargnes (savings) contre intérêt (payment of interest).

III. La Banque d'Angleterre. L'établissement bancaire le plus important est la Banque d'Angleterre qui se divise en département d'émission (issue-department) et département de banque (banking department). Elle est la banque du gouvernement et administre entre autres la dette publique (national debt). Elle détermine le taux de l'escompte d'après la situation des affaires et la demande de crédit. Il est publié dans la partie commerciale des journaux comme le bilan des banques (bank-return).

La Banque d'Angleterre, la plus importante banque d'émission du monde, a été fondée en 1694. Elle est administrée par un comité de surveillance, le Board of Directors, de 24 membres choisis non par le gouvernement mais par les actionnaires grands commerçants et financiers. Les banquiers, membres du conseil d'administration, et préposés de banque sont exclus, vieille règle qui date du temps où les banquiers étaient encore considérés comme des concurrents de la Banque d'Angleterre. Les membres du Board of Directors élisent parmi eux le Governor (gouverneur) et son représentant, le Deputy Governor. Normalement le

membre le plus ancien, s'il n'a pas encore été élu gouverneur, devient d'abord vice-gouverneur, et gouverneur un an après. Chaque année trois directeurs sortent du Conseil. Normalement les derniers membres qui ont occupé le poste de gouverneur restent en fonctions et forment le Committee of Treasury, le Comité du Trésor, qui conseille le gouverneur dans toutes les occasions importantes. Huit autres comités surveillent les branches d'activité isolées.

La Bank of England est la banque de l'Etat Anglais. C'est elle qui reçoit les fonds perçus comme impôts et droits de douane, et elle opère tous les paiements de l'Etat; elle perçoit les coupons de ses emprunts. De plus elle surveille la frappe des monnaies d'or.

Son capital est de 14.553.000 £. Elle peut actuellement émettre 18.450.000 £ de billets non couverts par du métal, montant qui sera porté à 19.616.000 £ lorsque le droit d'émission subsistant encore de quelques autres banques expirera ou qu'elles y renonceront.

La Bank of England est l'intermédiaire principal des règlements mondiaux. Ses bilans ont en conséquence un intérêt général et sont toujours attendus avec grande impatience. Ils sont publiés tous les jeudis peu après 14 heures, par affichage dans la cour de la Banque et, quelques minutes plus tard, transmis télégraphiquement dans le monde civilisé.

Toutes les banques du pays s'appuient sur la banque centrale dans les moments difficiles. A l'étranger, elle jouit également de la plus grande considération. La demande d'or de l'étranger se dirige, par suite de la situation de Londres sur le marché monétaire, là en premier lieu.

La Bank of England régularise la circulation monétaire. Pour maintenir son encaisse au niveau voulu elle doit assez souvent changer le taux de l'escompte, et néanmoins la puissance monétaire des banques privées lui rend très difficile de maîtriser à temps et suffisamment le marché par sa politique d'escompte. Pour assurer à son taux l'efficacité nécessaire, elle est parfois forcée de " pomper " le marché, c'est-à-dire de lui retirer ses disponibilités en lançant des emprunts contre Consols [1]).

[1]) Rente consolidée.

CHAPITRE II

LA BOURSE, EXCHANGE

SWOBODA, OTTO : " Die Arbitrage " (v. ci-dessus, p. 255).

La Bourse se nomme Exchange, et fréquemment Change.

Il existe à Londres, outre la Bourse Royale (Royal Exchange, Change, pour le trafic ordinaire des marchandises et effets, une bourse des valeurs (Stock Exchange) pour les valeurs anglaises (stocks and shares), une autre pour les valeurs étrangères (Foreign Stock-Exchange), une bourse du charbon (coal-exchange), de la laine (Wool-Exchange) des grains (Corn-Exchange), de la navigation et des assurances (Lloyd's), des métaux (Metall-Exchange).

I. Concept. *Catégories.* La Bourse est le marché, l'assemblée périodique de commerçants pour l'échange de marchandises. Le lieu de réunion lui-même est également nommé Bourse.

On distingue la Bourse des Valeurs, où sont négociées les valeurs, et les Bourses des produits ou des marchandises.

II. Le Royal Exchange. 1° *Généralités.* La Bourse de Londres, le Stock-Exchange, est une Bourse proprement dite où on fixe le cours des marchandises.

On peut la nommer le marché du monde, car les valeurs qui y sont négociées appartiennent au patrimoine de toutes les parties du monde, et les ordres de toutes les parties du monde s'y réunissent.

L'immeuble du Stock-Exchange est au centre de la City, dans le voisinage immédiat de la Banque d'Angleterre.

2° *Les propriétaires du Stock-Exchange* [1]). L'immeuble de la Bourse n'appartient pas aux membres du Stock-Exchange mais à des actionnaires, qui doivent cependant en être membres. Le quart environ des membres seulement sont également propriétaires du Stock-Exchange (proprietors).

[1]) D'après Swoboda, *l. c.*

Le Stock-Exchange est enregistré comme société publique et a été fondé en 1802 au capital de 50.000 £ (100 parts de 50 £). Depuis 1882 son capital actions est de 240.000 £ divisées en 20.000 shares de 12 £. De plus il a en circulation 416.700 £ de debentures (obligations).

Les shares doivent, si elles deviennent la propriété d'un non-membre ou si leur possesseur a cessé d'être membre du Stock-Exchange être cédées à un membre dans les six mois. La possession d'obligations n'est pas attachée à la qualité de membre.

Par suite de l'augmentation du nombre des membres, de l'élévation des droits d'entrée et des cotisations annuelles ainsi que du loyer des nombreux bureaux loués à des brokers dans l'immeuble, le revenu des shares a crû sans cesse. Il était en 1882 3 £ 18 s.; 1885 5 £; 1893 6 £; 1896 7 £ 10 s.; 1899 8 £ et depuis, chaque année, 9 £, c'est-à-dire 75 % du capital versé. Le cours des shares a déjà atteint 100 £. Le cours des debentures oscille entre 92 et 93 %.

A la tête du Stock-Exchange comme société publique de gains se trouvent 9 directeurs nommés Trustees et Managers. La fonction ne peut passer qu'à des personnes possédant depuis cinq ans des shares du Stock-Exchange, et en possédant au moins 10 au moment de la nomination. Ils doivent les garder pendant toute la durée de leurs fonctions.

3° *Les membres du Stock-Exchange et leurs employés.* Le nombre des membres (members of the Stock-Exchange) était fin 1910 de 5.019 et le nombre des employés admis (clerks) de 3.000 environ.

Un étranger ne peut être membre du Stock-Exchange s'il n'habite pas l'Angleterre depuis sept ans au moins et n'est pas naturalisé depuis deux ans. Avant de pouvoir être élu membre, il faut avoir été clerk à la Bourse deux ans au moins. De plus nul n'est éligible s'il a suspendu ses paiements plus d'une fois et n'a pas été entièrement déchargé par ses créanciers au cas où il ne les avait pas satisfait par la suite.

Celui qui désire être élu doit être recommandé par trois membres appartenant au Stock-Exchange depuis quatre ans au moins et qui fournissent chacun pour quatre ans, pour les engagements de celui qu'ils recommandent, un cautionnement de 500 £. Aucun membre ne peut cautionner plus de deux membres nouveaux, et il doit certifier expressément qu'il n'a pas reçu de dédommagement pour son cautionnement et n'en attend pas.

Tout membre nouvellement élu doit payer un droit d'entrée dont le montant est fixé de temps en temps par les Managers du Stock-Exchange; actuellement il est de 500 £, montant réduit à 250 £ au cas où le membre

nouveau était déjà " clerk " au Stock-Exchange depuis neuf ans. La cotisation de chaque membre est de 40 £.

Chaque année jusqu'un peu avant le 25 mars, début de la nouvelle année commerciale, chaque membre doit demander sa réélection par lettre contenant en outre : les noms de ses banquiers et la déclaration qu'il ne fait d'affaires qu'au Stock-Exchange et ne prend part à nulle autre entreprise.

Chaque membre a le droit d'employer à la Bourse cinq clercs (clerks) dont il doit demander l'admission en donnant leurs noms. Un des cinq est l'authorized clerk, seul autorisé à conclure des affaires au Stock-Exchange comme celui qui l'emploie. Il doit verser 50 £ de droit d'entrée et 30 £ de cotisation. Deux autres sont des unauthorized clerks, auxquels il est sévèrement interdit de faire des affaires de Bourse. Leur occupation ne peut être que de porter des messages de la Bourse (of the House) et rendre d'autres services. Deux autres clercs sont les Settling Room clerks, qui n'ont pas comme les authorized et unauthorized clerks accès dans toutes les parties de la Bourse, mais veillent à l expédition des affaires dans la chambre de liquidation.

Une maison ayant plus d'un propriétaire a droit à 9 employés, 2 authorized, 3 unauthorized, et 4 Settling Room clerks. Pour facilier aux fonctionnaires de la Bourse la surveillance des clerks, les unauthorized clerks portent un insigne bleu, les Settling Room Clerks un insigne rouge.

Qui veut devenir membre du Stock-Exchange doit avoir été clerk deux ans au moins, et pendant une de ces années " clerk in the house ". Les deux ans d'un Settling Room Clerk ne suffisent pas.

Suspension des paiements. Lorsqu'un membre du Stock-Exchange ne peut faire honneur à ses engagements, son créancier, s'il est également membre, peut annoncer immédiatement le fait parvenu à sa connaissance à un membre du Committee. Fréquemment le débiteur l'annonce lui-même. Le Committee, ayant fait les constatations nécessaires, fait immédiatement déclarer le membre en faute insolvable (defaulter) à la Bourse. C'est une scène fort impressionnante. En deux endroits différents de l'immeuble apparaissent deux employés, un écrit à la main. Ils frappent un pupitre d'un marteau. Aussitôt les milliers de voix dans la salle se taisent. Les employés frappent du marteau encore deux fois, puis lisent dans un silence absolu que M. N. N. a déclaré ne pouvoir faire honneur à ses engagements. Du fait de cette déclaration il cesse d'être membre et deux fonctionnaires, les Official Assignees, se chargent du règlement de ses affaires, qui aboutit toujours; il n'y a jamais de déclaration de faillite pour engagements au Stock-Exchange. Les engagements du débiteur sont réglés au cours du moment qu'on nomme le "hammer-price" (prix du marteau).

4° *Le Committee for General Purposes.* De même que le corps des Trustees et Managers est à la tête des propriétaires du Stock-Exchange pour défendre leurs intérêts, le Committee for General Purposes est à la tête des membres pour surveiller les opérations de Bourse. Le Committee se compose de 30 membres élus chaque année. Ne sont éligibles que ceux qui sont depuis cinq ans au moins membres du Stock-Exchange.

Le Stock-Exchange est indépendant de l'Etat, et n'est pas soumis à sa surveillance. Observer les prescriptions du Committee n'est pas une obligation légale mais une obligation d'honneur.

Le Committee ne reconnaît comme parties que les membres du Stock-Exchange, et ses décisions sont sans appel. Les litiges de Bourse ne peuvent être déduits en justice qu'avec l'assentiment de la partie adverse et de la direction de la Bourse. S'il en était ainsi néanmoins, le défendeur serait probablement exclu par non-réélection. Naturellement un donneur d'ordres, qui n'appartient pas à la Bourse, peut poursuivre tout membre en justice; mais s'il demande la décision du Committee, il doit en même temps déclarer qu'il la tiendra pour définitive.

Le Committee a le droit de contrôler l'activité commerciale et la vie privée des membres, de les blâmer, et de les exclure pour un certain temps ou définitivement de la Bourse.

5° *Heures de Bourse.* La Bourse est ouverte tous les jours de la semaine sauf le samedi, de 10 h. 45 à 15 h. 30. Le samedi elle est fermée.

Des marchés sont cependant conclus aussi bien avant qu'après dans les locaux de la Bourse, ouverts les jours ouvrables jusqu'à 16 heures aux membres, et même après ce moment, de bureau à bureau et dans les rues proches du Stock-Exchange (de là l'expression : street prices) les échanges sont influencés par les cours de clôture de Wall Street et ont fréquemment une grande importance.

Le Stock-Exchange est fermé, outre les samedis et dimanches, le 1er janvier, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, le 1er mai, le lundi de la Pentecôte, le premier lundi d'août, le 1er novembre, les 25 et 26 décembre. Si les 1er janvier, 1er mai, 1er novembre, ou 26 décembre tombent un dimanche, la Bourse reste fermée le lendemain.

A l'exception des 1er janvier, 1er mai et 1er novembre, les jours indiqués sont jours fériés de banque (bank holidays), où il ne se fait pas d'affaires dans la City. Ces trois jours, pour des raisons d'administration, les bureaux de transfert de la Banque d'Angleterre sont fermés au public; les bureaux des banques restent ouverts.

La Bourse peut être fermée d'autres jours encore par décision du Committee.

6° *Brokers et Jobbers* et leurs opérations. Les membres du Stock-Exchange de Londres sont soit jobbers (spéculateurs) spéculant pour leur propre compte, soit brokers (agents de change) qui ne vendent et n'achètent que comme intermédiaires et pour d'autres. Ces deux catégories sont soumises aux règles (rules) et règlements de la « Maison » et ne peuvent faire de réclame publique. Le broker joue le rôle du banquier allemand et le jobber celui du courtier. Si un membre ne fait pas honneur à ses engagements, il est déclaré insolvable.

Tout le trafic du Stock-Exchange est uniquement entre les mains de ces deux groupes d'intéressés dont les fonctions sont rigoureusement distinctes. Les banquiers proprement dits ne vont pas à la Bourse, mais transmettent leurs ordres aux agents de change des bureaux. Comme membres du Stock-Exchange les brokers et jobbers sont sur le même pied. Les droits d'entrée et cotisations sont les mêmes. Au début de son activité au Stock-Exchange tout membre doit déclarer s'il veut jouer le rôle de broker ou de jobber. Nul membre ne peut être les deux à la fois et il ne peut y avoir société entre un broker et un jobber.

Le (stock) jobber spécule pour son propre compte. S'il indique par exemple le cours suivant : 6 1/4-6 1/2 East Rand, il est acheteur à 6 1/4, vendeur à 6 1/2. Il se contente de la marge (margin), entre les prix d'achat et de vente (buying and selling price), ou de la différence entre l'offre et la demande (asked and bid, bills and money); c'est le jobbers turn ou le turn of the market (le bénéfice du spéculateur sur les cours).

Le (stock) broker achète et vend des valeurs sur l'ordre de ses clients (customers) et calcule pour ce service un taux déterminé, une commission (commission). Il se fait donner une provision (cover) par un client encore inconnu. Le broker achète et vend au jobber aux cours de la cote (official quotation, tape price lorsqu'elle est télégraphiée). L'ordre est limité (limited) lorsque les cours maximum et minimum sont indiqués (maximum or minimum rate). L'ordre sans conditions (unlimited), ou « au mieux » est exécuté « au mieux » (" at best " ou " at the best possible rate "). Un ordre peut être déclaré « valide jusqu'à avis contraire » (valid or good until recalled). L'agent de change établit pour le client un bordereau sur le marché conclu (contract-note, broker's note), pour l'achat une bought-note, pour la vente une sold-note.

Les Jobbers, deux fois plus nombreux que les brokers, se trouvent sur tous les marchés, toujours prêts à acheter ou vendre aux brokers. Chacun, ne s'occupant que de quelques valeurs, est parfaitement renseigné sur l'état du marché. Si le broker veut exécuter un ordre reçu, il va sur le marché intéressé où les jobbers crient les valeurs courantes qu'ils

négocient, avec leurs cours. S'il n'est pas satisfait de ce cours, il s'adresse à un jobber avec lequel il est en relations habituelles parce qu'il est satisfait de lui et le prie de faire son prix d'offre et de demande pour les valeurs en question. Si les cours lui paraissent exagérés, il en demande la réduction, et, une fois satisfait, déclare à quel cours il veut vendre ou acheter. Lors de ces négociations le jobber subit la pression de la concurrence des autres jobbers sur le marché, qui cherchent à conclure avec le broker à sa place. Il cherche à se dédommager des risques qu'il court par les différences qu'il espère réaliser. Cette marge entre l'offre et la demande nommée turn of the market, est naturellement changeante et dépend aussi bien de l'ampleur des échanges sur la valeur intéressée que des dispositions de la Bourse à ce moment et de l'importance de l'échange proposé par le broker. Une autre circonstance encore l'influence. Le jobber s'efforce de compenser ses affaires à la Bourse où il les a conclues. Aussi, s'il a plus acheté que vendu et s'il ne veut pas augmenter ses engagements à la hausse sur une valeur, il indiquera un cours d'achat plus bas, et au contraire un cours de vente plus élevé s'il a plus vendu qu'acheté.

Si le broker demande une valeur à laquelle le jobber s'intéresse spécialement, ce dernier indique en même temps que ses cours d'achat pour quelle somme il consentirait à réduire sa marge. S'il s'agit de valeurs d'une société par laquelle il est chargé d'acheter ses valeurs offertes sur le marché, on le nomme " the shop " de ces valeurs.

Si le Dealer, en indiquant ses cours, ne donne pas le montant pour lequel ils doivent être valables, son offre, selon les Rules and Regulations du Stock-Exchange doit l'engager pour :

1.000 £ Stock ou Bonds, ou un montant correspondant en monnaie étrangère, ou

100 Shares au cours de 1 £ et moins.
100 Shares au cours de 1 £ et moins
50 — — 1 £ à 15 £
10 — — plus de 15 £
100 shares américaines d'un dollar.

Hors le cas exceptionnel qui va suivre, le broker ne peut traiter directement avec ses donneurs d'ordres. Plusieurs brokers ont même l'habitude d'indiquer à leurs donneurs d'ordres le nom du jobber avec lequel ils ont traité l'affaire en cause, et un donneur d'ordres reste dans la limite de ses droits lorsqu'il prend connaissance des livres du jobber.

Le cas exceptionnel où le broker est autorisé à traiter directement avec son donneur d'ordre est celui où il reçoit en même temps l'ordre d'acheter

la même valeur pour l'un et de la vendre pour l'autre, coïncidence assez fréquente pour des valeurs très négociées. Si l'agent de change, dans de tels cas, allait sur le marché pour acheter d'abord, et vendre ensuite, l'exécution d'un ordre retarderait toujours celle de l'autre, et, par suite de la différence entre l'offre et la demande, aurait pour conséquence une perte du donneur d'ordre. Le broker peut en conséquence compenser les deux ordres, et percevoir sa commission (brokerage) des deux côtés. Mais, d'après les Rules and Regulations, il doit informer les deux donneurs d'ordres de la compensation, ce qu'il ne fait d'ailleurs jamais. Seules les règles les plus importantes sont exactement observées. Personne ne s'occupe des autres.

Il est rigoureusement interdit aux brokers d'indiquer à leurs donneurs d'ordres des cours différents de ceux auxquels ils ont traité en Bourse. Toutes les affaires traitées par eux doivent être portées sur leurs livres, à présenter aux parties en cas de litige. Les atteintes à ces prescriptions de Bourse rigoureuses sont sanctionnées par une exclusion qui dure des années et fréquemment est perpétuelle.

Les brokers peuvent exécuter les ordres hors Bourse, mais doivent le mentionner sur le bordereau. Cette prescription est également toute théorique. Les jobbers peuvent également traiter avec des gens hors Bourse, mais sans commission.

Outre les agents de change membres du Stock-Exchange, les " Inside Brokers ", il existe un grand nombre de courtiers hors Bourse qu'on nomme Outside Brokers. Ils remplissent la partie annonces des journaux de recommandations de valeurs, promettant habituellement à leurs clients les gains les plus gros, les plus sûrs et les plus rapides. Ces brokers, que le Comité de la Bourse ne contrôle pas, n'offrent pas la moindre garantie. Pour contrebalancer leurs annonces alléchantes, le Comité fait, par exemple, connaître par annonce dans les principaux journaux anglais qu'il est interdit aux membres du Stock-Exchange de s'offrir publiquement dans les journaux, et que la liste des membres brokers (les noms des jobbers ne sont pas publiés) est remise à tout intéressé, sur demande, par le secrétaire (Secretary).

Les Outside Brokers font leurs affaires soit dans leurs bureaux, soit dans les rues et les passages immédiatement voisins de la Bourse. Lorsqu'ils veulent régler leurs affaires et ne peuvent les compenser entre eux, ils doivent s'adresser aux brokers du Stock-Exchange, à qui ils doivent payer une commission comme tout étranger.

Il existe parmi les Outside Brokers quelques maisons des mieux considérées et faisant plus d'affaires que la plupart des Stock-Exchange-

Brokers. Mais c'est exceptionnel. La majorité ne mérite aucune confiance, et, en principe, il est recommandé de ne pas entrer en relations d'affaires avec des Outside Brokers.

III. Valeurs de Bourse. Pour la négociation de valeurs de Bourse, v. ci-dessus, p. 108 ss.

1° *Catégories.* Les valeurs, effets et fonds (stocks, funds, securities), négociés en Bourse sont au porteur, à ordre, ou nominatifs (registered or inscribed stock).

Elles sont soit des reconnaissances de dette de l'Etat ou d'entreprises privées, soit des parts d'entreprises privées.

Donnons un aperçu bref, mais incomplet des dénominations.

On entend par Funds des emprunts d'Etat. Ils comprennent : les Exchequer Bills, bons à court terme (un an) avant l'expiration duquel le Trésor fait connaître quel intérêt il est disposé à payer pour les prochains six mois au cas où le détenteur est diposé à remettre le remboursement à un an. Pour le second semestre, le Trésor fait connaître l'intérêt d'avance sans demander son assentiment au porteur. Pendant ce semestre les bills peuvent être remis en paiement aux caisses de l'Etat. Les Exchequer bonds, eux sont émis pour plusieurs années. Les Treasury Bills sont des lettres de change tirées par le Trésor sur la Trésorerie ou sur la Banque d'Angleterre.

Toute cette dette à court terme est divisée en titres de 100, 200, 500 et 1.000 £.

Les fonds d'Etat appartenant aux obligations et représentant la dette publique (Government stocks, public funds) sont :

a) *Consolidés* (funded), perpétuels (irredeemable) lorsque le versement d'intérêts (payment of interest) est seul prévu, et non un remboursement (repayment) rapide;

b) *Flottants* (floating), rachetables (redeemable) ou non consolidés (unfunded) lorsque l'amortissement (amortisation, redemption) ou le remboursement de la dette s'opère à date fixe (specified), par l'intermédiaire d'un fonds d'amortissement (sinking-fund) ou par tirage au sort (drawing).

Fréquemment des réductions d'intérêt (reductions of interest), conversions (conversions) ou consolidations (consolidations) de plusieurs dettes en une seule doivent être opérées.

Les fonds d'État connus sous le nom de valeurs du Gouvernement (Government securities) comprennent les emprunts nationaux (national) coloniaux (colonial) et étrangers (foreign).

Une grande part des capitaux anglais est en Consols (de consolidated

funds ou annuities), dette publique comprenant divers emprunts (loans) consolidés.

Les *Bonds* sont des obligations.

Les *obligations privilégiées* (preference bonds) accordent à leurs porteurs (holder) un droit de préférence (preferential right, priority) lors du paiement des intérêts (payment of interest), par rapport aux obligations non privilégiées.

Mortgage bonds. Obligations hypothécaires émises par les banques de prêt hypothécaire.

Debentures. Obligations.

Annuities. Rentes perpétuelles (perpetual) ou à terme (terminable). D'après le délai d'extinction (term of redemption) on distingue des rentes à long terme (long term) et à court terme (short term).

Stock. Il faut distinguer le government stock (emprunt d'Etat), le stock d'une société par actions (capital) et le debenture stock, la dette obligatoire d'une société ou société de commerce.

a) Le *government stock* est l'ensemble des emprunts d'Etat. Le créancier, holder of British government stock, a un droit sanctionnable en justice à des intérêts déterminés, mais non au remboursement du capital à un moment déterminé. Il peut recevoir un stock certificat, un certificat du montant de government stock qu'il possède. Mais ce montant doit être de 50 £, et unités de 50 £ jusqu'à 1. 000 £. Ces certificats, qu'ils soient nominatifs ou au porteur (bearer) ne sont pas juridiquement des effets de commerce (negotiable instruments). A chaque stocks certificate sont jointes des feuilles de coupons (dividend warrants ou coupons). Les coupons isolés sont nominatifs ou au porteur et considérés comme chèques au sens de la réglementation des lettres de change de 1882 (are deemed to be cheques within the meaning of the Bills of Exchange Act, 1882). Ils sont donc en droit anglais des negotiable instruments. Les dispositions du B. E. A., 1882 sur les chèques barrés (crossed cheques) s'appliquent également aux coupons.

b) *Stock d'entreprises telles que les sociétés par actions.* C'est le capital, dont les fractions, de montant librement déterminable doivent être inscrites au nom des propriétaires dans les registres de la société.

c) *Debenture stock.* Dette d'une société ou société de commerce non divisée en titres libellés pour un chiffre rond, mais inscrite au nom du débiteur et pour un montant quelconque sur les registres de la société. Les parts isolées se transmettent par transcription. Parfois des certificats des avoirs individuels (certificates) sont établis avec coupons, et ont comme une debenture ordinaire le caractère de titres au porteur;

d) Les *stock certificates* sont les certificats nominatifs de propriété d'une partie du stock;

e) Les *shares* sont les actions nominatives ou au porteur.

On distingue les actions ordinaires, *ordinary shares.*

Les *preference shares*, actions privilégiées; elles peuvent être « cumulatives », c'est-à-dire que si le bénéfice annuel ne suffit pas au paiement des dividendes garantis, le solde sera prélevé sur le bénéfice des années suivantes avant que les autres actionnaires reçoivent rien.

Deferred shares. Actions à droits restreints, passant après les ordinary shares.

Scrips. Certificats provisoires.

En droit anglais, la souscription (application for shares) et l'attribution (allotment) qui suit sont un contrat obligatoire (le " contract to take shares ") auquel s'appliquent les règles ordinaires de l'offre et de l'acceptation. Des actes sont régulièrement dressés sur la possession d'une action. Ils sont généralement nominatifs, rarement au porteur. Dans le premier cas, on parle de share certificate, dans le second de share warrant to bearer. Un share certificate est un certificat ou un extrait du register of members (registre des actionnaires) de la société intéressée. Un certificat d'actions anglais de cette espèce n'est donc pas une valeur. Son existence n'est même pas nécessaire. L'actionnaire peut simplement le réclamer, et dans ce cas la société devra, en échange d'un léger droit (1 s. en général) l'établir et le remettre à l'actionnaire. Un share certificate n'a le caractère d'acte probatoire que dans une mesure très restreinte, car il n'est que la preuve réfutable (prima facie evidence), que la personne nommée a la propriété légale (the legal ownership) des actions en question. La propriété d'après l'Equité (the equitable ownership), par contre peut appartenir à quiconque; le certificat ne prouve rien.

Plus délicate est la question de la nature juridique d'un share warrant to bearer, c'est-à-dire d'un certificat d'actions anglais au porteur. D'après l'opinion dominante, il n'est pas non plus un negotiable instrument.

2° *Le prix.* Les valeurs sont propres au placement productif d'intérêts (investment bearing interest) et sont un objet important de spéculation boursière (exchange-speculation). On distingue en matière de prix :

a) La valeur nominale (nominal [or face] value);

b) La valeur cotée en Bourse (market-value), dépendant de l'offre (supply, offer) de la demande (demand) du taux de l'intérêt (rate of interest) et de la sûreté (security) de la valeur (stock);

Une valeur est à la valeur nominale à 100, au-dessus à 104 et en dessous à 98. A 104, la prime est de 4 %; à 98 la perte de 2 %.

Les intérêts (interest) sont payés contre remise du coupon (coupon, interest-warrant) séparé de la feuille de coupons (coupon-sheet). Le talon (talon) permet au possesseur de recevoir une nouvelle feuille de coupons.

La cote (stock-exchange list) indique (quotation [of prices]) le nom de la valeur, le cours d'ouverture (opening-price), le cours de clôture (closing-price), le cours le plus haut et le plus bas (highest, lowest price, H., L.), le taux des reports (carrying-over price), le cours d'émission (issue-price), la hausse (rise, par exemple + 1/2) et la baisse (fall, par exemple — 1/4). Les cours officiels (official) sont en principe cotés régulièrement, c'est-à-dire pour chaque marché. De plus il existe des prix fixés entre non-membres (non-members) de la Bourse sur le marché libre (inofficial), avant ou après Bourse (business [done] before ou after the official hours ou in the street, ou curb-market = marché du ruisseau). Ce sont les cours avant ou après Bourse (cours libres, street ou curb-prices). Mais on distingue principalement :

a) *L'offre* (asked price, rate asked) B = offre, vendeurs, sellers, offered, asked (pour les lettres de change B ou b = bills, P ou p = papier) ce qui indique qu'au cours coté il y a eu offre, mais sans ordres d'achat;

b) *La demande* (bid-price) : G = acheteur, demande, demandé, buyers, bid(ders) (pour les lettres de change : M. ou m. = money), ce qui indique qu'au cours coté il y avait demande sans vendeurs;

bd. = payé (business [done]) signifie que les ordres donnés ont été exécutés.

Pour les formes de transfert des valeurs mobilières, voir p. 108 ss. (Actions et obligations, etc.).

Pour les cotations et comptes-rendus de Bourse (exchange ou market-reports) il faut comprendre les termes suivants :

Gold : capital et intérêts payables en or;

Sterling : payable en monnaie anglaise;

S/S : special settlement, liquidation spéciale;

Buyers over : more buyers than sellers, plus de demandes que d'offres.

Sellers over : more sellers than buyers, plus d'offres que de demandes;

... Were buyers (sellers) at 15/— se portaient acheteurs (ou vendeurs) à 15.

c = cum, inclus, avec . . .	c(p) = coupon. d. = drawing, tirer sur. div. = dividend. t) = interest.
x = ex, exclus, sans	n. = "new" ou r. = "rights", droit de souscrire des actions nouvelles.

IV. Impôt sur le revenu (income tax) des valeurs mobilières. Les intérêts et dividendes de toutes les valeurs mobilières anglaises et étrangères payables en Angleterre acquittent un impôt sur le revenu dont le taux est fixé chaque année à nouveau.

Les étrangers n'habitant pas l'Angleterre échappent à l'impôt sur leur revenu provenant de valeurs non anglaises dont les coupons sont perçus en Angleterre si ces coupons sont accompagnés à la présentation d'un affidavit, c'est-à-dire d'un écrit déclarant entre autres que les coupons, de même que les Bonds ou actions dont ils sont séparés, appartiennent à celui qui les présente, ou, si ce dernier est un banquier mandataire, à son client n'habitant pas le Royaume-Uni. Le texte anglais est (lorsque le propriétaire des valeurs le signe) :

I..... of ..... by occupation..... do hereby solemnly declare that I am not resident in the United kingdom, that I do not possess any place of residence therein, and that I have not been in the United kingdom for a period or periods amounting to six months in any fiscal year to which my claim relates. Further I declare that I am entitled to the interest of dividends represented by the Coupons specified in the Schedule at the back thereof, amounting to £..... say..... and am also the actual owner of the Bonds, Stock or Shares from which such coupons are derived, the said Bonds, Stock or Shares being in the possession of.....

Signature of the owner

.....

Date.....

Signature and Seal of British Consul, or Vice-Consul, or of Notary Public.

Le banquier ou commerçant qui a reçu les coupons directement de son client pour la perception certifie sous l'écrit :

I declare that the above named..... is one of my clients, and that the Coupons specified at the back hereof have this day been transmitted by me for payment on his behalf to Messrs..... of.....

Signature of Banker or Merchant abroad.....

Address .....

Date .....

Si une banque signe l'écrit pour son client, la forme en est :

I..... on behalf of the Firm of..... carrying on business at..... do hereby solemnly declare that the Schedule at the back hereof contains a true account of the Coupons amounting to £....., due on the day specified and that such Coupons are derived from Bonds, Stock Certificates or Share Warrants which are either in my possession or the possession of my firm or are known by (me or us) to be in the possession of (my or the firm's clients, whose names and addresses in full are given in the Schedule. And (I or we) declare that none of the said clients is resident in the United Kingdom or possesses any place of residence therein or has been in the United kingdom for a period or periods amounting to six months in any fiscal year to which this claim relates. Further (I or we) declare that the aforesaid clients are respectively the actual owners both of the Coupons and of the Bonds Stocks or Shares from which the said Coupons are derived. And (I or we) claim of (my or the firm's) said clients that the said Coupons be paid free of Income Tax

Signature of Banker .....

Date .....

Declared of. .....

this..... day of..... 19..

Before me .....

Signature and Seal of the British Consul or Vice-Consul or of Notary Public.

Suit au verso la liste des numéros, ordonnés d'après les numéros même, la catégorie et le montant. Les montants ne sont pas versés le jour de la remise, mais seulement quatre à six jours plus tard, ou plus encore.

Si l'impôt doit être, après avoir été acquitté au paiement, restitué par la suite, le porteur reçoit sur sa demande un certificat de déduction (income tax certificate) au moyen duquel il pourra réclamer plus tard la restitution de l'impôt au moyen d'un affidavit.

Tandis que les dividendes de sociétés non anglaises (par exemple des compagnies minières sud-africaines enregistrées en Afrique) sont payés aux actionnaires inscrits non anglais et demeurant hors d'Angleterre sans déduction de l'impôt, les dividendes de sociétés anglaises ne sont payables à tous les actionnaires, par conséquent même demeurant hors d'Angleterre, qu'impôts déduit.

V. Opérations de Bourse isolées. On distingue parmi les opérations de Bourse (exchange-opération) :

1° *Les marchés au comptant* (dealings for cash or money, cash operations) avec délivrance (delivery) et paiement (payment) immédiats.

2° *Les marchés à temps ou à terme* (dealings for the account, time-bargains) avec exécution (fulfilment, closing) des engagements (liabilities, obligations) ou marchés (bargains) soit au milieu soit à la fin du mois (liquidation de quinzaine ou mensuelle, fortnightly or monthly settlement).

Les fluctuations (fluctuations) des cours des valeurs amènent les spéculations à la hausse ou à la baisse (bull or bear speculation, speculation for a rise or a fall). Le haussier (bull) achète dans l'espoir d'une hausse des prix : il spécule à la hausse des cours (to speculate or operate for a rise, to bull). Le baissier (bear) vend en escomptant une baisse des cours; il spécule à la baisse (for a fall, to bear).

Dans *les opérations sur des différences* (speculation in differences) seule la " difference " entre le prix au jour du contrat (conclusion of the bargain) et la liquidation (settlement) entre en ligne de compte.

En cas de *report* (contango, continuation-business, carrying-over) le contrat est prolongé (to carry over) jusqu'à la prochaine liquidation, le bull spéculant à la hausse payant pour le report à quinzaine un supplément au cours (report, contango, continuation-rate) et le bear spéculant à la baisse pour le report de la livraison une déduction du prix (déport, backwardation).

Dans les *marchés à prime* (option [ou premium] business ou bargain) une des parties se réserve contre paiement d'une prime (option [money]) le droit d'acheter certaines valeurs (stocks) à un cours convenu pendant un certain délai (option to call, achat à prime) ou de vendre (option to put, prime pour recevoir).

Les deux ensemble sont le marché à prime double (le marché à prendre ou laisser, double option, put and call) c'est-à-dire l'option de prendre livraison à un cours plus haut que le cours du jour ou de livrer à un cours plus bas. En cas de marché de doublement à la vente (put of more, seller's option to double) ou à l'achat (call of more, buyers option to

double) le droit à la vente ou l'achat de la même quantité de valeurs au même prix est acquis.

La *liquidation* (liquidation settlement) se fait comme suit :

1° Au jour de report ou de réponse (contango-continuation day, carrying-over day, making-up day) les parties déclarent si elles désirent offrir un report ou si elles veulent faire usage de leur option.

2° Au jour de la liquidation (ticket-ou name-day) les jobbers et brokers échangent les tickets portant les noms des acheteurs et vendeurs;

3° Au jour du règlement (account, pay-,or settling day) les comptes sont réglés (to pay).

De plus des liquidations spéciales (special settlements) sont organisées pour des valeurs nouvellement introduites.

QUATRIÈME PARTIE

Droit international privé et commercial.

Un juge appliquera le droit de son pays lorsqu'un contrat aura été conclu à l'intérieur des frontières, lorsque les contractants demeurent dans ce pays, et que l'objet patrimonial en question s'y trouve également. Il n'y a lieu de se demander s'il faut juger d'après un autre droit que si les contractants appartiennent à des pays différents — le vendeur demeure par exemple en Angleterre, l'acheteur en Allemagne — ou si le rapport de droit concerne d'un certain point de vue, en tout ou en partie, l'étranger (un testament a été fait à l'étranger; un immeuble vendu se trouve à l'étranger, etc.). Sous le nom de droit international privé, la science rassemble les normes qui déterminent quel droit, dans un tel cas, est applicable à un rapport de droit concernant l'étranger. Il ne s'agit pas ici d'un droit spécial, mais — si nous examinons l'Angleterre — de savoir si on appliquera le droit anglais ou le droit étranger.

Il est évident qu'un tribunal ayant à trancher cette question incline à déclarer applicable en premier lieu le droit de son propre pays et non le droit étranger. En ce qui concerne particulièrement l'Angleterre, il n'est pas douteux que cette tendance est bien plus prononcée que dans les autres pays. Cela provient de ce que le domaine d'application du droit anglais, grâce à l'étendue de l'Empire Britannique avec ses colonies et dominions, est immense. L'Anglais se reconnaît beaucoup moins facilement dans le droit étranger que le juriste continental en général; pensons par exemple à la Suisse, pays que sa petitesse, sa situation centrale, son activité industrielle et commerciale obligent à s'occuper relativement beaucoup plus du droit étranger. Il s'y ajoute que l'Anglais désire faire triompher dans le monde entier la mentalité et la conception anglaises, et que c'est précisément cette tendance qui a donné à l'Angleterre une situation si imposante dans le domaine du commerce, du trafic et de la politique. L'Angleterre, par sa situation prépondérante, oblige l'étranger à se plier à ses volontés. C'est le cas en matière de langue, de

politique mondiale, et aussi de commerce et de droit. Ainsi le droit maritime de l'Angleterre, son droit des assurances, son droit des sociétés par actions, dominent partout.

Cette tendance dans le développement de la puissance du grand empire s'exprime déjà par l'extension très vaste du concept de domicile. Un Anglais peut s'être éloigné de son pays pendant des années; il ne perd pas son domicile. S'il en a fondé et perdu un autre, le domicile britannique, le domicile de la naissance, revit, un Anglais ne pouvant jamais être sans domicile. Le domicile de l'Anglais dans l'Empire Britannique ne dépend pas d'un endroit déterminé tel que l'endroit où il demeure par hasard — ce n'est qu'un indice — mais résulte du fait qu'il appartient au domaine du droit anglais.

Cf. à ce sujet plus en détail, t. I, p. 40.

Mais lorsque le juge anglais, dans des cas particuliers, incline à appliquer le droit étranger, ce lui est plus difficile qu'à un juge continental, qui doit choisir entre des droits de pays qui ne s'écartent pas tant les uns des autres que précisément le droit anglais du droit continental.

La décision d'un juge sur la question de choisir le droit à appliquer est d'autant plus épineuse que l'Angleterre n'a pas de codification d'ensemble, et qu'en particulier des dispositions légales sur les concepts fondamentaux et généraux du droit des contrats font défaut. De plus, pour le droit commercial et des obligations, d'autres pays règlent différemment les mêmes contrats selon qu'il s'agit de commerçants ou d'autres contractants (l'Allemagne et la France, par exemple)

N'indiquons ici que les différences principales. Dans la vente, par exemple, le droit anglais ne connaît pas l'action en réduction, ni l'action en résolution d'autres droits mais seulement, en cas d'inexécution, le droit de résilier le contrat et de demander des dommages-intérêts. Le transfert de propriété et des risques dans la vente est tout différent en droit anglais et en droit continental (cf. ci-dessus, p. 156, 164). Le juriste anglais incline à apprécier toute la vente d'après les droits du vendeur.

Le droit anglais ignore la succession à titre universel, les légataires et les héritiers n'héritent pas à la mort du *de cujus*. La succession passe d'abord à un administrateur, que ce soit l'exécuteur testamentaire nommé par le défunt, ou, à défaut, l'administrator, désigné par le tribunal, et ces personnes sont considérées comme des propriétaires juridiques, possédant le patrimoine comme trustees; ils peuvent comme tels agir en justice et être poursuivis, tandis que les héritiers ne prennent aucune part à la liquidation de la succession. Une fois les dettes payées seulement l'administrateur de la succession va la transférer aux héritiers.

La cession des actions de sociétés est également très différente. En Angleterre elle ne s'opère que par inscription sur les registres de la société, tandis la société par actions du continent n'est pas soumise à une prescription impérative de cette nature.

L'Angleterre prescrit pour nombre de contrats la forme de deed, c'est-à-dire exige l'apposition d'un sceau, l'inobservation de cette forme privant le contrat d'action; sur le continent, ces règles de forme n'existent pas pour les mêmes contrats, et un contrat entre un Anglais et un étranger peut de ce fait ne pas être reconnu valable, manquant de cette forme et par suite de la possibilité d'une preuve en justice, tandis que sur le continent ce même contrat permettra d'agir valablement, la règle de procédure anglaise n'y existant pas. Il en est de même de l'exigence de la consideration en droit anglais.

Il est impossible, vue la grande différence du droit anglais et des droits étrangers, et la mentalité toute différente du juge et du juriste anglais, de poser des règles sûres relatives au droit applicable, en cas de conflit, aux rapports avec l'Angleterre. La situation juridique particulière du cas concret l'emportera toujours. La place nous fait défaut pour nous étendre sur ce point. Nous ne pouvons que renvoyer aux ouvrages anglais de droit international privé, Westlake, ', Private International Law ', et Foote, " Private International Law ".

On ne peut indiquer ici qu'en général la tendance de la jurisprudence anglaise relative à de tels conflits. Le premier principe en est : Dès qu'il y a possibilité, le droit anglais doit s'appliquer; non à la vérité d'après la maxime " wrong or right, my country ", le juge anglais (en temps de paix au moins), restant d'une objectivité absolue, qu'un des plaideurs soit Anglais ou étranger.

Les tribunaux anglais ont principalement l'occasion de trancher des questions de droit international lorsqu'ils se déclarent compétents dans un litige bien que le défendeur n'ait pas de domicile en Angleterre, que le contrat ait été conclu à l'étranger, ou qu'il y ait un autre motif d'appliquer le droit étranger.

Compétence. Les tribunaux anglais sont compétents lorsque le défendeur, au moment où l'action est intentée, est " resident " en Angleterre. De plus il existe une tendance à étendre la compétence au profit des demandeurs demeurant en Angleterre, des actions étant également reçues contre des défendeurs vivant à l'étranger. Des étrangers peuvent être cités devant les tribunaux anglais lorsqu'il s'agit de contrats conclus soit dans le domaine où les tribunaux anglais sont compétents, soit par le représentant vivant en Angleterre d'un " principal " étranger, soit égale-

ment lorsque le contrat, d'après son contenu et l'intention des parties, doit être apprécié d'après le droit anglais. Les tribunaux anglais sont de plus compétents lorsqu'aucune de ces conditions n'est réalisée, mais que le défendeur s'est rendu coupable d'inexécution en Angleterre, où que le contrat ait été conclu. Tel est par exemple le cas lorsque des marchandises se trouvant en Angleterre sont vendues par un étranger à un étranger, et que le transfert de propriété s'opère en Angleterre. Si la délivrance des marchandises n'a pas lieu, l'acheteur étranger peut poursuivre le vendeur étranger devant les tribunaux anglais, car le vendeur s'est rendu coupable d'inexécution. Mais les tribunaux se déclarent régulièrement incompétents pour les actions relatives à des immeubles sis à l'étranger (cf. t. I, p. 226).

Le demandeur qui veut citer un défendeur vivant à l'étranger a besoin de l'autorisation du tribunal, qui peut la donner si la compétence résulte des motifs indiqués. Si ces conditions ne sont pas réalisées et si le tribunal autorise néanmoins la citation, la procédure subséquente est nulle dès que le tribunal de l'échelon supérieur déclare que la citation n'était pas possible devant les tribunaux anglais. Ainsi dans l'affaire Gomber c. Leyland (1898) A. C., 524 la Chambre des Lords a cassé un arrêt de la Court of Appeal admettant la compétence des tribunaux anglais, et déclaré ces tribunaux incapables de connaître de cette action, ce qui fit tomber toute la procédure antérieure.

Droit applicable. La capacité de contracter des parties s'apprécie pour chacunes d'elles d'après le droit de son domicile. La capacité ne peut provenir de la convention des parties, se mettant d'accord pour se soumettre à un droit d'après lequel elles sont capables sans l'être d'après le droit de leur domicile. Le droit du domicile est déterminant et prime aussi bien la convention des parties que le droit du lieu de la formation du contrat.

Avec cette seule exception, les parties sont libres de stipuler l'application au contrat d'un droit quelconque. A défaut d'une telle convention, l'intention des parties est présumée d'après le contenu du contrat, les circonstances de la formation, et les déclarations des contractants.

Si l'intention n'est pas déterminable, les formes du contrat sont soumises au droit du lieu de formation. La validité d'un contrat s'apprécie d'après le droit du lieu d'exécution. Le droit du lieu de formation est applicable pour l'interprétation, et pour déterminer le caractère et le contenu du contrat. Les contrats de fret et les contrats conclus par le capitaine d'un navire sont soumis au droit national du navire. Les pou-

voirs d'un représentant se règlent sur le droit du pays où il agit, et non d'après celui du domicile du principal.

Tandis que la doctrine et la pratique continentales déclarent généralement applicable à toutes les questions d'exécution le droit du lieu d'exécution, les opinions sont partagées en Angleterrre. Beaucoup déclarent applicable le droit du lieu de formation. Ainsi Westlake, "Private International Law", 4e éd. s. 277, déclare que la jurisprudence incline plutôt à soumettre les contrats au droit du lieu de formation. Leake, p. 607, expose qu'en général le droit du lieu de formation est déterminant, mais que pour l'exécution et ce qui s'y rattache le droit du lieu d'exécution est applicable. Dans l'affaire Jacobs c. Crédit Lyonnais le juge déclara : La règle générale est celle-ci : Lorsqu'un contrat est conclu en Angleterre entre des commerçants qui y ont leurs établissements commerciaux, le droit du lieu de formation est applicable pour l'interprétation du contrat, sauf indice permettant de croire que l'intention des parties est de soumettre le contrat au droit du lieu d'exécution. »

Pour les décisions de tribunaux anglais en matière de conflit, voir également le t. I de cet ouvrage, à l'occasion des jugements de divorce étrangers, t. I, p. 72, du droit international des immeubles, t. I, p. 226, du droit international des successions, t. I, p. 285 ss. Pour le droit international des lettres de change, v. ci-dessus, p. 241, et pour l'exécution de jugements étrangers, ci-dessous.

Plus les relations et le commerce internationaux se développent, plus les conflits se multiplient entre les différentes conceptions de l'application du droit. Le besoin de les écarter par des conventions internationales en grandit. Mais cela ne peut résulter de conférences entre des représentants des différents pays, avec accord sur des règles déterminées; il faut encore une préparation et des études minutieuses permettant de connaître exactement, outre son droit national, le droit étranger et spécialement sa jurisprudence. Par suite, on en arrivera à se mettre d'accord sur le sens des termes techniques, tels que par exemple le concept de domicile, et ce n'est qu'une fois tous les membres de la conférence exactement informés du droit des autres pays et l'unanimité réalisée pour les concepts fondamentaux qu'on pourra passer à la rédaction d'un Code du droit privé et du droit commercial internationaux. A quoi bon décider dans des conventions internationales que le principe du domicile s'appliquera à un rapport de droit déterminé, si le sens du mot " domicile " varie avec les pays?

Un beau travail préparatoire a été réalisé en partie par la Chambre de Commerce Internationale en déterminant le sens d'expressions com-

merciales techniques, telles que les clauses fob et caf, dans les différents pays, ce qui montra que ces clauses d'application générale dans le trafic commercial changeaient de sens dans les différents pays (cf. Chambre de Commerce Internationale, circulaire nº 43, " Termes Commerciaux " (définitions)).

LIVRE DEUXIÈME

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET DROITS D'AUTEURS

CHAPITRE PREMIER

BREVETS ET PROTECTION DES INVENTEURS

I. Législation. L'Angleterre eut la première loi sur les brevets du monde la loi de 1623. Les inventeurs recevaient de la Couronne pour leur assurer un monopole d'exploitation des Lettres Patentes, qui, comme leur nom l'indique, étaient patentes, offertes à la vue de chacun (which, as their name implies, are open for all to see).

La loi fondamentale est aujourd'hui le Patent Act du 28 août 1907, entré en vigueur le 1er janvier 1908, complété par les lois (Patent and Designs Acts) des 1er août 1908 et 23 décembre 1919. Elles s'appliquent à la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Ecosse et l'Ile de Man. L'Irlande prépare une législation spéciale.

II. Bibliographie : Wm. Wallace White : Patents throughout the world, 1923. Trade Mark Law Publishing Cp. New-York, p. 52 : Great Britain

H. Fletscher Moulton et J. H. Evans-Jackson : The Patents, Designs and Trade Mark Act, with notes on all recent decisions and changes in Law and practice, London, 1920.

Bruno Alexander-Katz : Das Patent-und Markenrecht aller Kulturländer, T. I, Berlin-Grunewald, éd. Dr Walter Rothschild (das Patentrecht von Grossbritannien, p. 86 ss., das Handelsmarkenrecht, p. 319 ss.).

III. Union internationale, *dépôt par des étrangers*. La protection des inventeurs est un droit moderne et réglementé uniformément dans tous les pays civilisés. L'inventeur a un intérêt à l'exploitation exclusive de son invention pendant un certain délai, et dans tous les pays. Il en est résulté des conventions internationales, et spécialement l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, International Convention for the Protection of Industrial Property conclue d'abord à Paris le 20 mars 1883, revisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, et à Washington le 2 mai 1911, en vigueur depuis le 1er mai 1913.

Les nationaux de tout pays ayant signé la convention jouissent dans tous les autres pays signataires, en matière de brevets, dessins et modèles, marques de fabrique et marques commerciales, nom commercial, dénominations d'origine et répression de la concurrence déloyale, de tous les

avantages que les législations de ces pays accordent ou accorderont à leurs nationaux. Ils ont droit à la même protection, aux mêmes recours contre toute atteinte à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des formalités et conditions que la loi exige du national. Ils ne peuvent être obligés à avoir un domicile ou une résidence dans le pays où ils revendiquent la protection (Art. 2).

Qui a fait une demande régulière de protection légale dans un des pays signataires pour une invention à faire breveter, un dessin ou modèle, une marque de fabrique ou de commerce, possède, lui ou son ayant droit, un droit de priorité au dépôt dans d'autres pays, les droits des tiers étant réservés, pendant un délai déterminé.

En conséquence, le dépôt postérieur opéré avant l'expiration de ce délai dans un autre pays signataire ne peut être rendu nul par des faits survenus dans l'intervalle tels qu'autre dépôt, publication et exploitation de l'invention, mise en vente d'exemplaires du dessin ou modèle, ou emploi de la marque (Art. 4).

Les délais de priorité sont de douze mois pour les brevets, et quatre mois pour les dessins et modèles, marques de fabrique et marques commerciales (Art. 4, c.).

L'Angleterre appartient également à cette Union, mais n'a encore signé parmi les conventions en vigueur que la convention de Paris de 1883; et l'accord de Madrid du 14 avril 1891 concernant les fausses dénominations d'origine.

Par suite les étrangers sujets d'un des États signataires ont un droit de priorité comme titulaires de brevets en Angleterre, pour le brevet en question, et s'il est déposé en Angleterre à temps, douze mois après le dépôt dans le pays de l'inventeur. Le brevet anglais est alors daté du même jour que le brevet étranger, mais n'est accordé que si l'objet n'est ni employé publiquement ni décrit en Angleterre.

Il est presque indispensable pour les inventeurs étrangers de s'assurer le concours d'un spécialiste anglais des brevets pour obtenir à temps les brevets qui seuls accordent une protection réelle. La rédaction de la demande est particulièrement délicate, la procédure de l'Office des Brevets anglais étant très différente de celle des offices continentaux. L'avocat doit demeurer en Angleterre. Les inventeurs habitant l'étranger doivent avoir en Angleterre un représentant qu'il faut choisir avec le plus grand soin. On peut être déchu d'un brevet qu'on n'exploite pas dans le Royaume-Uni.

IV. Inventions brevetables. On ne donne des brevets que pour les inventions nouvelles (en Angleterre) et exploitables commercialement.

Ne sont pas brevetables les inventions illégales ou contraires aux bonnes mœurs.

Les produits chimiques, aliments et médicaments sont brevetables. En cas de brevets pour des aliments et médicaments, la fabrication est seule protégée, et non la matière, hors le cas où elle serait elle-même produite par les méthodes et procédés particuliers ou par des équivalents chimiques de l'objet breveté.

V. Nouveauté de l'invention. L'invention doit être nouvelle. Elle n'est pas tenue pour telle, lorsqu'elle a été publiée dans un brevet anglais, des cinquante dernières années ou dans la littérature publique, ou bien utilisée publiquement en Angleterre.

Les inventions exposées au cours d'une exposition (reconnue par le Board of Trade), ou présentées par une société savante ou publiées dans ses comptes-rendus restent brevetables si l'inventeur avant l'exposition, la présentation ou la publication fait parvenir à l'Office anglais des brevets un avis à ce relatif avec description, et, au besoin, dessin de l'objet de l'invention. Il peut alors dans les six mois du début de l'exposition, de la présentation ou de la publication demander un brevet anglais valable.

VI. Variétés de brevets. Ce sont les suivantes :

1° Brevets proprement dits;

2° Additions, contenues dans un brevet spécial accordé au titulaire du brevet antérieur pour améliorer ou compléter ce brevet ou ce dépôt antérieurs;

3° Brevet de communication, qu'une personne demeurant en Angleterre, par exemple un représentant domicilié, peut déposer comme « à elles communiqués de l'étranger »;

4° Brevet secret. Pour les inventions déposées que l'administration anglaise reprend dans l'intérêt de l'Etat, il peut être délivré, l'inventeur désintéressé, des brevets du Gouvernement comme brevets secrets qui sont examinés et enregistrés en secret.

L'Etat peut également déposséder de brevets par contrainte. En cas de litige, le tribunal apprécie la possibilité de l'expropriation et le montant de l'indemnité.

VII. Durée de la protection. Un brevet dure au plus seize ans comptés du jour de la demande ou du jour de priorité; une addition s'éteint avec le brevet. La Supreme Court ne peut qu'exceptionnellement et pour circonstances spéciales accorder une prorogation. Il en est ainsi si on prouve que, malgré la grande importance de l'invention, l'inventeur n'a pu, malgré des efforts diligents, réaliser un gain convenable en seize ans.

VIII. Procédure de dépôt (application). Qui veut faire breveter une invention doit adresser à l'Office des brevets à Londres, représenté par le Comptroller General of Patents at the Patent Office, une demande accompagnée des documents suivants (documents for application).

1° *Demande de brevet*, indiquant, s'il s'agit d'un brevet, d'un brevet d'addition, d'un brevet provisoire (provisional), définitif (complete) ou secret, avec la déclaration que le demandeur, ou, s'ils sont plusieurs, un d'entre eux au moins est le premier et véritable inventeur (Patents Form signed by applicant);

2° *Description provisoire ou définitive*, en anglais, en double exemplaire (provisional or complete specification in duplicate).

Si le requérant ne joint au début qu'une simple description provisoire, la complete specification doit suivre dans les neuf mois (on peut prolonger d'un mois), sous peine de déchéance. La description provisoire ne garantit que la priorité de la demande, mais ne donne pas la protection du brevet.

La provisional specification doit indiquer nettement (fairly) la nature de l'invention. Ses caractéristiques fondamentales doivent être mentionnées. Mais il n'est pas nécessaire d'être assez précis pour qu'un professionnel puisse d'après elle exécuter ou utiliser l'invention. La complete specification doit décrire l'invention avec clarté et précision et se terminer par une demande de brevet.

3° *Dessins*, lorsqu'ils sont nécessaires. On peut aussi déposer des exemplaires et modèles. Pour les inventions chimiques les échantillons et modèles doivent être fournis en double, pour les dépôts, d'après la convention les dessins en double.

4° *Procuration* (Power of attorney). Si un représentant est désigné il faut joindre une procuration signée du déposant de ses noms et prénoms en toutes lettres. Celui qui demande un brevet en Grande-Bretagne et Irlande doit avoir une adresse pour sa correspondance avec l'Office des brevets. Si dans des États membres de l'Union le déposant est une maison elle peut se présenter comme déposant en Angleterre.

5° *Les droits* sont à acquitter au dépôt. Si la demande ou la spécification ne sont pas régulières, elles sont renvoyées pour être complétées. Le moment du dépôt peut être remis à la date à laquelle la demande corrigée, c'est-à-dire régulière, a été remise.

La demande remise est confiée à un Examiner pour examen, il prend des dispositions et décide. Le travail d'examen se borne, outre la vérification de l'accomplissement des conditions de forme, à rechercher si la demande ne fait pas déjà l'objet d'un brevet anglais ou d'une demande

des dix dernières années. Il s'agit donc de la correction matérielle, et d'éviter le double brevet.

On peut faire appel de toutes les décisions de l'Examiner et du Comptroller devant le Law Officer of the Crown.

Si la description définitive est admise elle est publiée par le Comptroller dans l'*Official Journal*, et le brevet est imprimé. Les documents sont pendant deux mois à la disposition de quiconque à l'Office des brevets.

Dans les deux mois de la publication de l'acceptation de la description définitive, les intéressés peuvent protester par écrit contre l'établissement du brevet. Qui proteste peut le faire :

a) Parce qu'il est lui-même l'inventeur;

b) Parce que l'invention n'est pas nouvelle;

c) Parce qu'elle n'est pas suffisamment décrite dans la complète spécification;

d) Parce que la description définitive diffère de la description provisoire et porte atteinte à une demande antérieure du plaignant;

e) Parce que les documents anglais présentés conformément à la Convention internationale renferment une autre invention que les documents du brevet d'origine, et que cette autre invention est l'objet d'une demande du plaignant.

La protestation est jugée par le Comptroller. Il donne aux parties l'occasion de préciser leurs remarques sur la protestation. Il peut y avoir confrontation. Les deux parties peuvent faire appel de la décision du Comptroller devant le Law Officer.

Au bout des deux mois d'exposition et d'une procédure éventuelle de protestation terminée à l'avantage du déposant, les Letters Patent sont délivrées après paiement des droits (the Letters Patent are on payment of the prescribed fee sealed and issued to the applicant). Leur date est celle du dépôt. La protection ne commence que le jour de l'acceptation de la description complète.

Lors du dépôt de brevets déjà déposés à l'étranger à l'office compétent d'un pays membre de l'Union, le brevet est daté rétroactivement du jour de la priorité antérieure dans ce pays de l'Union.

Il résulte de cet exposé que l'Angleterre n'a pas de *procédure officielle d'examen* approfondi de la nouveauté comme l'Allemagne par exemple; en particulier l'Office anglais laisse aux tribunaux la détermination de la validité des brevets.

Le brevet est un prima-facie-title. Il peut en conséquence être l'objet d'une demande d'annulation de la part d'un intéressé pour les motifs suivants :

a) Si le brevet a été obtenu illégalement au préjudice des droits du demandeur;

b) Si le demandeur est le véritable inventeur;

c) Si l'invention a déjà été réalisée publiquement, utilisée ou vendue par le demandeur à l'étranger;

d) Si l'objet breveté au moment de la demande n'était pas neuf, exploitable ou brevetable.

IX. Extinction du brevet. Le brevet s'éteint :

a) Par l'expiration de la durée légale de seize ans;

b) Par renonciation du titulaire, ou non-paiement des droits à temps;

c) A la suite d'un jugement.

Un brevet ayant encouru la déchéance pour non-paiement à temps des droits peut être rétabli s'il est prouvé que ce non-paiement n'était pas intentionnel.

X. Effets de la protection. Le titulaire du brevet est, dans toute l'étendue du Royaume-Uni, seul et exclusivement autorisé à produire industriellement, mettre en circulation, mettre en vente et utiliser l'objet de l'invention. Le brevet est " a monopoly of the right of making, using, exercising, and vending a process of manufacture and the results thereof ". Il doit pourtant s'agir d'une nouveauté. Le mot " manufacture " signifie ici " some useful new process, or improvement of an existing process, of a mechanical kind, which can actually be employed in the production of material values ".

L'utilisation passagère et non commerciale du brevet par d'autres personnes pour des fins scientifiques et d'étude est permise (for purpose of mere experiment).

En cas d'atteinte au brevet, la partie lésée peut réclamer la réparation du préjudice pécuniaire résultant de cette atteinte et une injonction judiciaire interdisant des atteintes ultérieures.

XI. Désignation de l'objet comme breveté. Elle n'est pas obligatoire. Mais il est recommandé d'apposer sur les objets brevetés eux-mêmes ou sur leur emballage immédiat la mention " Patent ", ou " patented " avec indication de l'année et du numéro du brevet, afin de faciliter, en cas de litige, la preuve de la mauvaise foi du contrefacteur, preuve nécessaire pour l'obliger à des dommages-intérêts. La simple mention " Patent " ou " patented " n'y suffit pas.

Celui qui revêt faussement un objet non breveté de la mention " breveté ", ou écoule un objet pareil avec mauvaise foi est punissable d'une amende allant jusqu'à 5 £ pour chaque délit.

XII. Cession. Des tiers, des entreprises et des administrations peu-

vent bénéficier du brevet par réglementation, cession, nantissement, licence conventionnelle, licence légale, licence judiciaire, et expropriation

Tout transfert de propriété de cette espèce doit être inscrit, à la requête avec pièces à l'appui du nouveau propriétaire, par le Comptroller sur le registre des brevets, seuls les transferts inscrits sur lui étant juridiquement valables.

Une cession volontaire doit être notifiée dans les six mois de la date du contrat, et avec les pièces à l'appui qui suivent :

a) Acte de cession en double, un exemplaire signé par l'ancien titulaire et deux témoins;

b) Une demande, signée de l'acquéreur, d'inscription de son nom comme nouveau titulaire du brevet;

c) Procuration signée du précédent titulaire.

XIII. Obligations du titulaire. 1° *Paiement des droits* :

Pour la demande avec description provisoire.	1 £
Pour le dépôt de la description complète.	3 £
Pour la demande avec description complète.	4 £
Pour le sceau apposé sur le brevet	1 £

Le paiement de ces droits assure la protection pour une durée de quatre ans.

Pour un certificate of renewal, il faut payer, à la fin de chaque année et pour l'année suivante :

A la fin de la	4e année	5 £
—	5e —	6 £
—	6e —	7 £
—	7e —	8 £
—	8e —	9 £
—	9e —	10 £
—	10e —	11 £
—	11e —	12 £
—	12e —	13 £
—	13e —	14 £
—	14e —	15 £
—	15e —	16 £

2° *Obligation d'exploiter.* Le titulaire est obligé d'exercer son droit en Angleterre, et la loi dit expressément : " the invention has to be worked on in the United Kingdom ". Cette obligation d'exploiter a pour but de faire profiter le pays des avantages économiques de l'invention. Si on

donne à l'inventeur un monopole, il ne peut en retirer le profit au pays qui le lui donne. L'inventeur qui, malgré sa situation privilégiée, n'exerce pas lui-même son monopole dans le pays, avant quatre ans, ou, pour d'autres raisons indiquées ci-dessous, n'en fait pas profiter son pays, se rend coupable d'après l'opinion anglaise d'un abus de monopole (an abuse of the monopoly rights).

En cas d' « abus » de ce genre, chacun peut en tout temps adresser au Comptroller une demande de licence forcée (compulsory licence) ou de révocation du brevet.

Les motifs en seront :

a) Si depuis quatre ans après l'établissement du brevet l'invention n'a pas été exploitée commercialement dans le Royaume-Uni bien que ce fût possible. Mais le Comptroller peut accorder un délai même au bout de quatre ans, si la nature particulière de l'invention ou un autre motif ont rendu ce délai d'exploitation insuffisant.

b) Si l'exploitation commerciale a été empêchée du fait que le titulaire importait des marchandises en Angleterre;

c) Si la demande de l'article breveté n'est pas satisfaite par une abondance et des conditions de fourniture appropriée;

d) Si le titulaire refuse de concéder une ou plusieurs licences à des conditions convenables, ce qui lèse les intérêts commerciaux de quelqu'un en Angleterre;

e) Lorsqu'un métier ou une industrie sont injustement lésés par les conditions que le titulaire met à l'achat, la location, la concession de licences, ou l'utilisation de l'article ou du procédé breveté.

Si le Comptroller est persuadé qu'il y a « abus » de monopole, il peut faire pourvoir le brevet de la mention " licence of right " (c'est-à-dire forcée, compulsory licence) ce qui permet à chacun de demander une licence. Il peut aussi concéder à une seule personne une licence exclusive. S'il estime que les buts mentionnés ne peuvent être atteints ainsi, il peut annuler le brevet. Si par contre il les croit plus susceptibles d'être atteints sans acte de disposition, il peut rejeter la demande.

Pour un brevet avec la mention " Licence of right ", le droit n'est que la moitié du droit de renouvellement du brevet.

Le titulaire attaqué en justice et voulant éviter l'annulation doit prouver que la fabrication nationale suffit aux besoins nationaux, ou doit présenter des motifs qui justifient son attitude.

Au lieu de révoquer immédiatement le brevet, le Comptroller peut fixer au titulaire un délai approprié pour établir une fabrication nationale.

Le titulaire peut appeler de la décision du Comptroller devant les tribunaux.

Un titulaire de brevet peut également offrir de plein gré et publiquement, par l'intermédiaire de l'Office, la licence de son brevet. Le titulaire n'a plus à payer pour le brevet endossé avec la clause de licence (licences of right) que 50 % des droits de brevet à payer. Cette offre publique d'une licence aura lieu principalement lorsque le titulaire étranger n'est pas en état d'exploiter lui-même en Angleterre. Du fait de cette offre publique, il est délivré de l'obligation d'exploiter, à condition que l'objet breveté ne soit pas importé en trop grande quantité.

Le brevet peut être également attaqué par action directe devant les tribunaux ou par voie d'exception (as defence) dans la procédure, lorsqu'un individu est accusé d'atteinte aux droits du titulaire.

CHAPITRE II

PROTECTION DES DESSINS ET MODÈLES. COPYRIGHT OF DESIGNS

I. Concept. Le Design, dessin ou modèle, acquiert également la protection légale par dépôt à l'Office des Brevets.

Les lois applicables sont les Patents and Designs Acts de 1907 et 1919. Beaucoup d'industries fabriquent leurs produits d'après des modèles déterminés, c'est-à-dire conformément à un certain type. La fabrication sous cette forme ne donne pas aux objets une nouvelle utilité technique, ce qui empêche de les breveter comme inventions, mais a pour but d'éveiller dans l'esprit du spectateur une impression spéciale et nouvelle par rapport à des marchandises analogues mais de forme différente. Le but de cette forme est d'orner, d'embellir un objet.

Le droit anglais entend par " design " tout dessin ou modèle (à part ceux d'une sculpture, protégés par le Copyright Act de 1911) applicable à un objet au point de vue du dessin, de la forme, de l'aspect extérieur, de l'ornementation, ou au point de vue de deux fins au plus, soit par imprimerie, peinture, broderie, tissage, couture, modelage, fonte, battage, gravure, morsure par l'acide, le tout par un moyen manuel, mécanique ou chimique, séparément ou en combinaison ».

II. Formes de l'inscription. Lors du dépôt il faut indiquer la classe dans laquelle le modèle et les articles pour lesquels il est employé doivent être inscrits. Un modèle peut être inscrit dans plusieurs classes.

Le dépôt du design à l'Office des brevets donne au créateur la protection légale pour cinq ans. Mais, sur requête, elle peut être prolongée deux fois de la même durée.

Si le Comptroller refuse l'inscription, le requérant peut s'adresser au Board of Trade.

III. Effets de l'inscription. Le propriétaire du dessin ou modèle déterminé (the proprietor of such design) est en droit d'employer le dessin ou modèle inscrit pour la réalisation professionnelle de ses marchandises. Le même droit appartient au tiers à qui il en a donné l'autorisation écrite.

Il faut pour qu'il y ait protection que la personne ou maison protégée par l'inscription prenne toutes les mesures nécessaires pour que tout article venant en cause soit marqué de telle sorte que chacun s'aperçoive qu'il s'agit d'un dessin ou modèle déposé. Si cette désignation est omise, il faut prouver que le tiers qui a contrevenu aux droits du propriétaire sur le dessin ou modèle connaissait l'existence de la protection.

Pour rendre public le droit protégé, la mention " Registered ", ou, en abrégé, " Regd. " ou ,, Rd. " doit être employée. Sauf pour les modèles des classes, 9, 13 et 14 il faut ajouter le numéro de dépôt.

Une fois le dessin ou modèle déposé, chacun peut en tout temps demander l'annulation de ce dépôt pour le motif que le modèle est employé à l'étranger, et insuffisamment en Angleterre. Au lieu de l'annuler immédiatement, le Comptroller peut accorder un nouveau délai pour un emploi du modèle en Grande-Bretagne approprié et répondant aux circonstances du cas, ou accorder au demandeur une licence fixée à des conditions convenables.

Le bénéficiaire de la protection a contre tout contrefacteur une action en dommages-intérêts ainsi qu'une action en cessation de trouble. Le juge peut condamner à des dommages-intérêts, et ordonner au coupable par une injonction, injunction, de s'abstenir d'employer à l'avenir le modèle protégé.

CHAPITRE III

PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE (MERCHANDISE MARKS, TRADE MARKS) ET DU NOM COMMERCIAL (TRADE NAME)

Trade Marks Acts 1905 et 1919, Patents, Designs and Trad Marks Act 1883.

A. Marques de fabrique et de commerce.

I. Concept. Le fabricant et le commerçant désignent leurs marchandises au moyen d'un signe, d'une image ou de plusieurs mots, d'une étiquette ou d'une combinaison de plusieurs signes, d'une signature, etc. pour que la marchandise se distingue nettement des marchandises d'autre provenance. Ce signe s'appelle en anglais : trade mark, en allemand : Handels-ou Fabrikmarke, en français marque de fabrique ou de commerce.

Le Trade Marks Act de 1905 donne la définition suivante :

" A " trade mark " shall mean a mark used or proposed to be used upon or in connection with goods, for the purpose of indicating that they are the goods of the proprietor of such trade mark, by virtue of manufacture, selection, certification, dealing with, or offering for sale. "

II. Dépôt. Pour acquérir le droit exclusif à l'emploi d'une marque et pouvoir interdire à des tiers de l'employer ou l'imiter, il faut la déposer au Patent Office, Trade Mark Branch. Du fait du dépôt elle devient une " registered trade mark " :

Sont admis comme marque :

a) Le nom d'une personne ou d'une maison représenté d'une façon particulière et spéciale, ou la signature de l'auteur du dépôt ou de son prédécesseur commercial;

b) Un ou plusieurs mots inventés. Mais on ne peut déposer des abréviations de noms de maisons qui ne gardent que des lettres, par exemple B. E. and Co, Ogee (O G);

c) Quelque signe distinctif, s'il ne contrevient pas aux règles indiquées ci-dessous, lettres *a*) à *d*).

Une marque peut être déposée d'après la loi de 1905 lorsqu'elle répond aux conditions suivantes :

a) Elle doit s'appliquer à des marchandises particulières ou à une classe particulière de marchandises;

b) Elle doit être nettement différente des autres marques déposées, afin qu'aucune erreur ne soit possible;

c) Elle ne doit pas être contraire aux lois et aux bonnes mœurs ou scandaleuse;

d) Si elle comprend un ou plusieurs mots, ils ne doivent avoir aucune relation immédiate avec la nature et la constitution des marchandises et ne doivent pas représenter une notion géographique.

Lorsqu'on dépose le nom ou la signature de personnes vivantes, il faut leur assentiment écrit.

La marque n'est pas obligatoirement nouvelle au moment de son dépôt, mais la protection est refusée en cas de risque de confusion avec une marque déjà déposée.

On peut également employer pour une marque une ou plusieurs couleurs, auquel cas la protection ne s'étend qu'à cet assemblage de couleurs. Autrement, la protection s'étend à toutes les couleurs. Une ou plusieurs marques semblables à s'y tromper à des marques déjà déposées par la même personne et employées pour les mêmes marchandises peuvent être déposées comme " Associated Marks ". Les marques en question ne peuvent alors plus être cédées à un tiers qu'en bloc.

Si quelqu'un se déclare possesseur de plusieurs marques générales pour la même catégorie de marchandises, marques naturellement semblables, mais différant l'une de l'autre par les marchandises spéciales auxquelles elles s'appliquent ou par la désignation de numéros, prix, qualité, etc., ou de couleurs, ces marques peuvent être déposées en série et d'un seul coup. Elles sont alors assimilées aux Associated Marks citées plus haut.

Les marchandises sont divisées en différentes catégories, et pour chaque catégorie il faut un dépôt spécial de marque avec paiement des frais.

La procédure de dépôt et de vérification est analogue à celle des brevets. Le déposant peut appeler d'un refus aux tribunaux. Si le dépôt est accepté, la publication a lieu dans le *Trade Journal*. Pendant un mois, chacun peut protester. Ce délai écoulé, ou une réclamation survenue repoussée, la trade mark est inscrite, et un certificat de dépôt est établi.

Dénominations d'origine spéciales pour des marchandises importées.

Le Merchandise Marks Act, 1926, interdit le vente, l'exposition et les réclames en faveur de marchandises importées dans le Royaume-Uni, et pourvues du nom ou de la marque de maisons anglaises, lorsqu'aucune dénomination d'origine, indication of origin, n'y est jointe, et lorsque par conséquent la marchandise n'est pas clairement désignée comme marchandise d'origine étrangère. La loi entend par dénomination d'origine le mot " foreign ", étranger, ou une désignation encore plus précise de la provenance. S'il s'agit de marchandises provenant des Dominions hors du Royaume-Uni, on peut ajouter le mot " Empire ". Le Board of Trade, Office du Commerce, peut admettre des exceptions au profit de certains intérêts des échanges commerciaux.

III. Durée de la protection. La marque est déposée pour quatorze ans à compter du jour du dépôt. Pour les marques étrangères, cette durée se compte du jour du dépôt de la marque dans l'État étranger, s'il appartient à l'Union Internationale et si la priorité a été demandée dans le délai actuel de quatre mois.

La durée de la protection peut être prolongée indéfiniment de quatorze en quatorze ans. L'Office avertit de l'approche de l'expiration du délai. Contre paiement d'un droit additionnel, la prolongation est encore accordée pendant un mois après l'expiration du premier délai.

La protection de la marque cesse en cas de non-prolongation à temps et d'émission de paiement du droit de prolongation.

Une marque consistant en mots et déposée pour un article breveté perd son efficacité à l'expiration ou la révocation du brevet et peut, à la requête d'un intéressé, être annulée par le tribunal.

IV. Effets de la protection. Le titulaire de la marque, protégé par le dépôt, a le monopole de son emploi dans le Royaume-Uni et l'Ile de Man. Tout contrefacteur (qui emploiera par exemple la même marque ou une marque imitée) peut être poursuivi, condamné à des dommages-intérêts et frappé d'une peine.

Mais on ne peut interdire à un individu d'employer son propre nom, ou le nom de son établissement commercial, ou celui de son prédécesseur dans la même entreprise s'il est de bonne foi. On ne peut de même interdire à quelqu'un de désigner la nature et la qualité de ses marchandises de bonne foi et conformément à la vérité.

Le droit à une marque déposée ne peut être cédé qu'avec la clientèle (in connection with the goodwill). L'ayant droit doit fournir un affidavit d'après lequel la marque lui a été cédée en même temps que l'entreprise.

Le titulaire d'une marque non déposée n'a pas d'action à moins qu'il ne prouve qu'il s'agit d'une marque de commerce déjà employée avant

le 13 août 1875 (date du Trade Marks Act) et dont le dépôt n'a pas été admis en application de la loi de 1905.

Le dépôt de la marque ne crée qu'une preuve prima facie. Mais après sept ans de dépôt, la marque devient inattaquable. Qui croit durant ces sept années pouvoir pour un motif quelconque en réclamer l'annulation doit intenter une action en justice.

B. Le nom commercial (trade name) [1]).

Le nom sous lequel un individu exerce un commerce, la firme, que ce soit son nom propre ou un autre nom, jouit de plein droit d'une protection juridique contre l'emploi par des tiers non qualifiés, et cela sans nécessité de dépôt. Contre tout tiers abusant de ce nom, l'intéressé a une action en abstention et en dommages-intérêts. Il en est notamment ainsi lorsqu'on abuse du nom pour tromper le public sur la provenance de marchandises.

Il est un peu douteux que l'acquéreur du " goodwill " de la clientèle, ait le droit de se servir du nom commercial du prédécesseur. Il faut cependant admettre que l'acheteur for value, sauf convention contraire, peut employer ce nom, ou la firme (style) tant qu'il est lui-même propriétaire de ce fonds de commerce et qu'il n'engage pas le prédécesseur (Townsend v. Jarman, 1900, 2 Ch. 698).

Pour que l'acheteur puisse profiter du goodwill, de la clientèle, pour laquelle il a payé une bonne somme, le vendeur n'a pas le droit d'exercer le même commerce par la suite au même endroit et sous le même nom.

[1]) Voir aussi ci-dessous, p. 306, 309.

CHAPITRE IV

DROIT D'AUTEUR, COPYRIGHT

La loi à considérer est le Copyright Act, 1911, en vigueur depuis le 1er juillet 1912.

I. Concept. Comme dans tous les autres pays civilisés, les droits des écrivains, auteurs dramatiques, musiciens, peintres et sculpteurs sur leurs œuvres sont protégés en Angleterre. Leur propriété intellectuelle ne doit pas souffrir de la possibilité pour un tiers d'imiter, multiplier et reproduire l'œuvre, de quelque façon que la reproduction ait lieu.

Il s'agit pour le Copyright du droit anglais non seulement de la protection des écrits contre la réimpression, mais de la protection légale des ouvrages intellectuels en général, qu'ils soient de nature littéraire, dramatique, musicale ou autre, comme par exemple dans le domaine de l'architecture, de la photographie, de la chorégraphie, de la cinématographie. On entend par ouvrages littéraires (literary works) non seulement les livres, mais les cartes géographiques, les cartes maritimes, les plans, les tables de calcul, etc. Les ouvrages dramatiques (dramatic works) comprennent tout ouvrage intellectuel propre à la récitation, à des représentations chorégraphiques, à la pantomime (entertainment in dumb show) dont le déroulement est fixé par écrit d'une façon quelconque, aux scènes cinématographiques. L' " artistic work " comprend la peinture, le dessin, la sculpture, les travaux d'art et les produits architecturaux, les gravures, les photographies, etc.

Sont protégées toutes les œuvres publiées dans *His Majesty's Dominions*, que les auteurs soient sujets britanniques ou étrangers, et les œuvres non publiées de sujets britanniques où qu'ils demeurent. Dans les Dominions (Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Afrique du Sud, Terre-Neuve), la protection est accordée à nouveau lorsque les organes législatifs de ces pays ont accepté la loi de 1911.

La protection est refusée aux étrangers dont les œuvres ont été publiées en Angleterre si la patrie de ces auteurs n'accorde pas aux Anglais la

réciprocité. Cette réciprocité est accordée par tous les membres de l'Union Internationale. V. p. 301.

II. Durée de la protection. La protection dure pendant la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort, que l'ouvrage ait ou non été publié de son vivant.

S'il s'agit d'un ouvrage fait en collaboration par plusieurs personnes, la protection dure pendant la vie du premier collaborateur décédé et cinquante ans après sa mort, ou pendant la vie du dernier décédé, à moins qu'elle n'excède ce terme.

S'il s'agit d'une œuvre littéraire, dramatique ou musicale ou d'une gravure, pour lesquelles le droit d'auteur existait au décès de l'auteur (ou, en cas de collaboration, au décès du dernier collaborateur), et si ces œuvres n'ont pas été publiées ou représentées publiquement avant la mort, la protection dure jusqu'à la publication et cinquante ans après.

Pour les photographies et la reproduction mécanique de sons (de musique en particulier, phonographe, etc.) la protection dure cinquante ans à partir de la réalisation du négatif original de la plaque ou du dispositif qui permet la reproduction postérieure.

III. L'ayant droit. Le droit d'auteur (the copyright) appartient à l'auteur ou à ses héritiers. Mais il peut le céder de son vivant .En ce cas la protection légale s'étend à la durée de sa vie et vingt-cinq années après son décès.

S'il s'agit d'un dessin, d'une photographie ou d'un portrait exécutés sur mandat d'une autre personne que l'auteur, et contre valuable consideration, l'ayant droit au copyright est celui qui a donné mandat.

Si un préposé ou apprenti a fait dans ses fonctions une telle « œuvre », son maître ou patron est l'ayant droit au copyright.

IV. L'atteinte au droit d'auteur. est commise par qui sans l'assentiment de l'intéressé :

a) Commet un acte exclusivement réservé à l'auteur ou à ses successeurs juridiques par le Copyright Act;

b) Vend, loue, ou met en vente ou location dans le commerce l'œuvre;

c) Distribue ou expose publiquement l'œuvre au préjudice de l'auteur;

d) Dans son intérêt personnel fournit un local pour la présentation officielle d'une œuvre protégée, à moins qu'il n'ait pas su ou n'ait pas eu motif suffisant de croire qu'il s'agissait d'une violation d'un droit d'auteur.

V. Utilisation permise à des tiers. Par contre le droit d'auteur n'est pas violé par les faits suivants :

a) Utilisation d'un ouvrage pour l'étude privée, les recherches, la critique ou le compte rendu d'un journal;

b) Utilisation de modèles, formes, esquisses, plans, études par l'artiste lui-même lorsqu'il ne possède pas le copyright. Mais il ne peut ni répéter ni imiter l'œuvre;

c) Production ou publication de tableaux, dessins, gravures ou photographies de l'atelier de sculpture ou de l'atelier artistique, se trouvant dans un bâtiment public ou un lieu public, ou d'un ouvrage d'architecture lorsqu'il ne s'agit pas de plans d'architecte;

d) Publications d'extraits de livres dans un recueil compilé de bonne foi à l'usage des écoles;

e) Compte-rendu sommaire d'une conférence publique, lorsque ce compte-rendu n'est pas expressément interdit par écrit ou par avis imprimé;

f) Lecture ou représentation d'un extrait d'une œuvre publiée;

g) Compte-rendu dans un journal d'un discours politique dans une réunion publique;

h) Pour les œuvres musicales, réalisation d'appareils mécaniques ou de dispositifs de reproduction lorsque de tels appareils ont déjà été réalisés antérieurement par l'auteur lui-même ou avec son assentiment, à condition que le dit auteur en ait connaissance et que sa part de bénéfice lui soit versée.

i) La reproduction d'une œuvre publiée, pour la vente par un tiers, est permis vingt-cinq ans après le début de l'existence du droit d'auteur, ou, si ce droit existait au moment de l'entrée en vigueur de la loi (1912) depuis trente-cinq ans déjà, dès la mort de l'auteur, si le tiers fait part de son intention par écrit au propriétaire du copyright et paie les droits de licence (10 % du prix de vente).

VI. Licence forcée. Le Board of Trade a édicté des règles particulières à ce sujet. Si pendant un certain délai après la mort de l'auteur d'une œuvre littéraire, dramatique ou musicale déjà publiée ou représentée en public, son ayant droit se refuse à la publier à nouveau ou à permettre la publication ou représentation, soustrayant l'œuvre au public, le Judicial Committee du Privy Council peut ordonner à l'auteur, à des conditions déterminées par le Committee, d'accorder une licence pour cette reproduction de l'ouvrage.

VII. Actions. Le titulaire du droit d'auteur peut agir en justice sur violation de son droit et réclamer des dommages-intérêts, reddition de comptes sur les profits indûment réalisés, et une injonction de s'abstenir de violation nouvelle.

Si le défendeur prouve qu'il ignorait l'existence du Copyright et ne pouvait la présumer, le demandeur n'a droit qu'à l'injonction (injunction).

Une action en abstention de reproduction d'une œuvre par qui n'est pas qualifié doit être intentée dans les trois ans du jour de la contravention.

L'auteur ou son ayant droit peuvent se faire remettre toutes les reproductions indûment réalisées de l'œuvre, que ce soient des livres, photographies ou clichés, à l'exception, bien entendu, des bâtiments contraires au Copyright.

D'après la s. 11 du Copyright Act le contrefacteur peut se voir appliquer une peine, en l'espèce une amende de 40 s. par " Copy ", mais de 50 £ au maximum pour la même contravention; pour les contraventions postérieures, soit les mêmes peines, soit une peine de prison avec ou sans " hard labour " de deux mois au plus.

D'après le Dramatic and Musical Performance Act, 1925, celui qui produit sans l'autorisation de l'auteur d'œuvres dramatiques ou musicales des disques de phonographes s'expose à une sanction.

VIII. Protection internationale. Les relations internationales dans le domaine des droits d'auteur et d'artiste sont réglées par l'accord de Berne sur la protection de la propriété littéraire et artistique. Cet accord fut conclu le 9 septembre 1886, modifié par les actes additionnels et la déclaration de Paris du 4 mai 1896, et en particulier par la convention de Berlin du 13 novembre 1908 (on l'appelle depuis lors « Accord révisé de Berne »). La Grande-Bretagne et l'Irlande ont signé cet accord.

L'accord de Berne s'étend aux œuvres littéraires, artistiques et photographiques. Les producteurs des pays membres de l'union jouissent dans tous les autres pays membres, pour ces œuvres, des droits accordés aux nationaux par la législation de ces pays, à condition que les œuvres ne soient pas publiées ou ne l'aient pas été pour la première fois dans un pays non membre. Cette protection ne dépend ni de l'observation de formalités quelconques, ni de son existence dans le pays d'origine. Le principe de la réciprocité formelle de protection mis à part, l'accord décide que tout pays membre doit accorder au protégé certains droits minima, que le national les possède ou non. Ces droits minima ont trait à la protection contre la traduction et l'adaptation, la protection des articles de journaux, le droit exclusif de représentation dramatique ou musicale, l'adaptation à des appareils mécaniques, l'adaptation cinématographique et la protection des œuvres cinématographiques indépendantes. La durée de la protection accordée aux ouvrages littéraires et artistiques s'étend à la vie de l'auteur et cinquante années après sa mort. Mais un pays membre peut fixer une autre durée. Cette disposition détermine alors la protection dans le pays intéressé. En aucun cas cette durée ne

peut dépasser celle qui est fixée dans le pays d'origine. Les œuvres allemandes, par exemple, n'étant protégées en Allemagne que trente ans ne peuvent prétendre à une protection plus longue dans un autre pays membre. Cependant un de ces pays, si sa législation nationale le lui permet, peut par exemple protéger une œuvre allemande plus longtemps qu'elle n'est protégée en Allemagne. A ce point de vue, en conséquence, les législations d'un État isolé peuvent aller plus loin que la convention ne le détermine.

LIVRE TROISIÈME

LES PERSONNES DU DROIT COMMERCIAL

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales.

Partnership Act, 1890 (P. A., 1890). — Limited Partnership Act, 1907 (L. P. A., 1907). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908). — Sale of Goods Act, 1893 (S. G. A., 1893). — Merchant Shipping Act, 1894 M. S. A., 1894).

I. Formes d'entreprises. Les formes principales d'entreprises commerciales à considérer sont :

1° Le commerçant isolé;

2° La partnership (cf. ci-dessous, p. 323);

3° Les companies enregistrées (cf. ci-dessous, p. 355 ss.).

II. Les sociétés. Il existe une différence très tranchée entre la partnership d'une part et les entreprises commerciales enregistrées, les companies, d'autre part; du fait de l'enregistrement, elles ont — contrairement à la partnership — la personnalité morale.

1° *La partnership.*

a) *La partnership avec responsabilité illimitée des associés.* Les membres de cette société commercent en commun dans une intention lucrative, le terme « affaire » (business) comprenant tout métier, toute occupation ou profession, sans qu'ils doivent être commerciaux. Ainsi plusieurs avoués (solicitors) et chirurgiens (surgeons) peuvent se réunir en société de cette façon (cf. P. A., 1890 s. 1 (1)).

L' « affaire » peut être une réunion de longue durée (comme l'Offene Handelsgesellschaft allemande ou la société en nom collectif suisse). Mais il peut également ne s'agir que d'une seule opération commerciale (comme pour la " Gesellschaft " ou « société » simple des droits allemand et suisse). La société peut adopter n'importe quelle raison sociale, que ce soit le nom d'un des associés avec ou sans la mention indiquant qu'il y a société, par exemple „ et Co ".

La société elle-même est nommée " firm ", la raison sociale " firm name ".

La dénomination " firm " ne s'applique normalement, et particulièrement en législation, qu'à la partnership, et non comme nom commercial d'un individu ou d'une autre société, telle que la company. Le mot " firm " ne doit donc pas être confondu avec le terme " firme " tel qu'on l'emploie sur le continent.

La partnership n'a pas la personnalité morale, mais plusieurs des droits qui y sont attachés. Elle peut poursuivre et être poursuivie sous sa raison sociale. Elle peut acquérir des droits sur des immeubles.

La partnership ne peut comprendre plus de 20 personnes et, s'il s'agit d'une banque, de 10. Les sociétés qui dépassent ce nombre doivent soit être enregistrées comme companies conformément au C. C. A., 1908, s. 1 (cf. ci-dessous), soit être " incorporated ", c'est-à-dire acquérir la personnalité morale par Act of Parliament ou letters patent (ordonnance royale).

b) *La " limited partnership "*. Contrairement à la " private company " cf. ci-dessous) elle n'a pas une grande importance pratique. La limited partnership correspond en général à la société en commandite du continent, les associés n'étant chacun tenus que dans la mesure de leur apport (L. P. A., 1907, s. 4 (2)). Par ailleurs elle est soumise aux règles de la partnership. Contrairement à cette dernière, elle doit être enregistrée (au Bureau d'enregistrement pour companies.

2° *Companies.* Elles correspondent en général, mais non sur tous les points, à la société par actions du droit continental. Sont companies presque toutes les grandes sociétés à but lucratif. Elles ont la personnalité morale, sont enregistrées, ont une raison sociale déterminée et sont représentées par des organes spéciaux.

Le nom commun à toutes les companies est " Joint Stock Companies ", " joint stock " désignant le capital réuni par les associés pour l'entreprise commune. D'après l'étendue de la responsabilité des associés on distingue (C. C. A., 1908, s. 2) :

a) *Unlimited Companies*, dont les membres sont responsables de la totalité des dettes de la société;

b) *Companies limited by guarantee*, la responsabilité est limitée à un capital de garantie déterminé, qui ne doit être versé par les associés qu'à la dissolution de la société;

c) *Companies limited by shares*, la responsabilité est limitée au montant du capital actions. Ce groupe comprend :

α) *La company limited by shares ordinaire et régulière*, la société par actions habituelle;

β) *La private company*. C'est une société pour laquelle le droit de

cesssion des parts est limité; le nombre des associés ne peut excéder 50, et toute invitation de souscription faite au public est interdite (C. C. A., 1908, s. 121 (1)).

Contrairement à la limited company régulière, non soumise à ces restrictions, elle peut être fondée par deux personnes au lieu de sept (C. C. A., 1908, ss. 115).

La private company est aujourd'hui la forme préférée de création de petites sociétés à responsabilité limitée. Elle joue le même rôle économique que la société à responsabilité limitée du continent

3° *Sociétés fondées ou incorporées sur la base d'une loi spéciale ou de lettres patentes.*

4° *Sociétés pour l'exploitation de mines d'étain*, un groupe particulier de sociétés soumises aux prescriptions spéciales des Stannaries Acts de 1869 à 1887.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DE FONDS

Alien Restriction (Amendment) Act, 1919 (A. R. A. A., 1919). — Registration of Business Names Act, 1916 (R. B. N. A., 1916). — Limited Partnership Act, 1907 (L. P. A., 1907). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908). — Partnership Act, 1890 (P. A., 1890).

I. Capacité commerciale. Chacun peut, à sa majorité, c'est à-dire à vingt et un ans sonnés, acquérir des droits et s'obliger lui-même (sur la capacité juridique, cf. t. I p. 30).

Les mineurs sont incapables de faire le commerce. Mais ils peuvent s'engager pour les choses absolument nécessaires pour leur entretien, les " necessaries ", ne devant cependant payer qu'un prix raisonnable, a reasonable price (S. G. A., 1893, s. 2). Le contrat d'apprentissage les oblige également lorsque, dans l'ensemble, il est à leur avantage.

Une femme mariée ou non est capable comme un homme (cf. t. I, p. 32; sur la femme représentant son mari, cf. t. I, p. 89 et ci-dessus, p. 44).

Les faillis tant qu'ils sont ' undischarged bankrupts " c'est-à-dire n'ont pas obtenu la décharge (discharge) judiciaire, ne peuvent disposer de leur patrimoine. Il ne leur est pas interdit de continuer à faire le commerce, mais ils sont tenus, s'ils demandent un crédit de 10 £ ou plus, d'informer le co-contractant qu'ils sont undischarged bankrupts (cf. p. 319).

L'étranger est assimilé à tous les points de vue au national dans les relations commerciales et d'affaires tant que son pays n'est pas en guerre avec la Grande-Bretagne et l'Irlande. Il est " alien friend ". Si la guerre est déclarée entre les deux pays intéressés, il devient „ alien enemy ", et toute relation commerciale avec lui est interdite. Il ne peut également plus pendant la guerre être partner dans une partnership, et les sociétés de commerce enregistrées qui sont contrôlées par des « étrangers ennemis » sont semblablement considérées comme ennemies et soumises aux

lois de guerre particulières de l'Empire Britannique. Même en temps de paix, les étrangers ne peuvent être copropriétaires d'un navire britannique (M. S. A., 1894, s. 1). Des règles de droit public, ainsi que la convention des parties, peuvent limiter la liberté commerciale d'individus ou de sociétés, notamment par des interdictions de concurrence. Elles sont admises tant qu'elles apparaissent, d'après les circonstances de l'espèce, raisonnables et appropriées. Ces interdictions de concurrence résultent souvent de la vente d'une entreprise avec la clientèle, goodwill (cf. ci-dessous, p. 312) et de contrats d'emploi (cf. ci-dessus, p. 23).

De même qu'un individu peut s'obliger par ses actes, il peut obliger un autre individu ou lui faire acquérir des droits par représentation (cf. p. 39 ss.).

II. La raison sociale et le nom commercial, business name, trade name [1]). Tout individu capable peut commercer sous un nom quelconque (pas obligatoirement le sien) (cf. sur le droit au nom, t. I, p. 45; ainsi que pour les Trade Names, p. 297).

Il n'est interdit qu'à l'étranger de modifier le nom de son entreprise connue avant la guerre sous une dénomination déterminée (A. R. A. A., 1919, s. 7). Mais on peut être dispensé de cette prescription.

Bien que l'Angleterre ne connaisse pas comme l'Allemagne de registre du commerce avec inscription obligatoire pour tous, ni de principe de l'exactitude du nom commercial, les gens qui font le commerce sous un nom qui n'est pas le leur doivent inscrire dans un registre le nom commercial et le vrai nom. La loi qui s'applique est le Registration of Business Names Act, 1916. D'après lui doivent être inscrits les noms commerciaux employés par des individus et des partnerships, au cas où ils diffèrent du vrai nom ou renferment des adjonctions. Une adjonction indiquant simplement qu'on est successeur n'oblige pas à l'inscription (R. B. N. A., 1916 s. 1).

Sont inscrits dans ce cas le nom commercial, les noms et prénoms véritables, la nature du commerce et le siège commercial.

Il n'est interdit à personne de faire le commerce sous plusieurs noms. En ce cas tous les noms doivent être inscrits (R. B. N. A., 1916, s. 3).

De même que pour l'individu, la loi citée établit des règles spéciales pour la raison sociale d'une partnership (sur la partnership, v. p. 326).

Si la société fonctionne sous le nom véritable de tous les partners sans autre adjonction que le prénom, l'inscription n'est pas nécessaire. Elle

[1]) Sur la protection du nom commercial contre l'emploi ou l'imitation non autorisés, v. ci-dessus p. 297.

l'est au cas contraire. Si deux ou plusieurs associés ont le même nom de famille, on peut, au lieu de le répéter, y ajouter un " 's ".

Si un individu ou le partner d'une société ayant son siège social dans le Royaume-Uni modifie son nom, cette modification doit également être inscrite, saut le cas de modification du nom de la femme à la suite du mariage (R. B. N. A., 1916, s. 1 (c)).

L'inscription n'est pas constitutive de droits; mais son omission expose à une amende (R. B. N. A., 1916, s. 7).

Lorsque la raison sociale ne répond pas à l'exactitude du nom, tous les catalogues de marchandises, circulaires commerciales, prospectus et lettres d'affaires dans lesquels se rencontrent le nom commercial ou la raison sociale et qui sont destinés à l'expédition dans l'Empire Britannique, doivent mentionner les noms véritables des propriétaires de l'entreprise, et, s'il s'agit d'étrangers, leur nationalité (R. B. N. A., 1916, 18).

Une des sanctions légales au cas de non-inscription est le défaut d'action résultant des contrats pour l'individu ou la société non inscrits.

Il y a des registres pour l'inscription des noms commerciaux et raisons sociales à Londres, Edinbourg et Dublin (R. B. N. A., 1916, s. 15).

Sur la raison sociale des sociétés par actions, v. ci-dessous, p. 363.

III. Obligation d'enregistrement. Doivent être enregistrés dans des registres spéciaux :

a) Limited partnerships. Sinon la responsabilité de chaque sociétaire envers les tiers est illimitée (L. P. A., 1907, s. 5);

b) Joint stock companies. Les sociétés par actions proprement dites, companies limited by shares, aussi bien que les companies à responsabilité illimitée des associés ou à responsabilité dans la mesure d'une certaine garantie n'acquièrent la personnalité morale que par l'enregistrement (C. C. A., 1908, ss. 15, 16);

c) L'enregistrement est prescrit pour tous les commerçants, toutes les sociétés ou « corporations » de l'étranger qui assurent leurs affaires dans le Royaume-Uni, en tout ou en partie, par l'intermédiaire d'un représentant (R. B. N. A., 1916, s. 2).

d) Marques commerciales, trade marks (cf. ci-dessus, p. 294);

e) Brevets (cf. ci-dessus, p. 284) et dessins et modèles (cf. ci-dessus, p. 292);

f) Deeds (contrats scellés) de compromis ou concordat (D. A. A., 1914, s. 5);

g) Pour les immatriculations de terrains, les droits immobiliers et les hypothèques, v. t. I, p. 207 ss.

IV. Le siège commercial ou social, principal place of business. Le commerçant a sa " principal place of business " là où l'entreprise est dirigée, là où il a son principal établissement. Elle détermine le lieu d'exécution des engagements commerciaux et la compétence des tribunaux devant lesquels on doit poursuivre le commerçant isolé, la partnership, l'incorporated company ou une autre société. C'est souvent le domicile du propriétaire de l'entreprise, mais non obligatoirement. Le " domicil " qui règle les relations avec le domaine d'application d'un droit (il s'agit d'un domicile britannique) et non avec un endroit donné ne peut être déterminant pour les questions qui se rattachent au domicile commercial (sur le domicile, v. t. I, p. 40-43).

La corporation, c'est-à-dire l'entreprise possédant la personnalité morale, comme les joint stock companies, les sociétés par actions, a normalement son domicile juridique, où on peut intenter une action contre elle, là où se trouve son siège social enregistré, le registered office. Pour une entreprise industrielle ou commerciale, c'est régulièrement l'endroit d'où s'exerce la direction, c'est-à-dire l'endroit qui est le centre effectif de la direction, que les ateliers, locaux de vente, etc. de la corporation soient là ou ailleurs. Si par exemple une limited company, dont le but est l'exploitation de plantations de coton et de tissages dans les Indes, a son domicile enregistré (registered office) à Londres, et si les affaires de la société sont dirigées de là, le siège social est à Londres et non aux Indes. A première vue, le lieu où se trouve le local commercial enregistré d'une société commerçante est considéré comme le domicile de la personne morale en question. Cette présomption tombe néanmoins par la preuve que, dans ce cas particulier, la direction ne s'effectue pas de cet endroit. Dans un tel cas, le siège social est au lieu d'où la direction s'effectue réellement. (Schirrmeister comm. Jenks, s. 19).

V. Le patrimoine commercial. Pour le commerçant isolé, le patrimoine tout entier répond des engagements contractés. Pour la partnership, on distingue le patrimoine social et le patrimoine individuel de chaque associé, bien que le créancier de la partnership ait le droit de réclamer à chaque associé (partner), directement et sans nulle restriction, le paiement du passif social (P. A., 1890, s. 9, et cf., p. 330). Ce n'est que pour la limited partnership que le partner à responsabilité limitée n'est responsable que jusqu'à concurrence de son apport (L. P. A., 1907, s. 4, et, pour les dettes sociales, v. p. 343). Pour les sociétés enregistrées, les companies, le patrimoine social et l'associé, en particulier l'actionnaire, ne sont responsables que dans la mesure fixée par les statuts; en cas de société par actions proprement dite, jusqu'à concurrence du

montant des actions souscrites par chaque actionnaire (v. p. 364).

Dans beaucoup d'entreprises, le " goodwill ", la clientèle, doit être considérée comme un élément à part de l'actif.

Pour les opérations individuelles, le goodwill est personnel, c'est-à-dire dépend de la capacité d'un individu, tandis que dans d'autres cas il est attaché à un immeuble (à la bonne situation d'un hôtel, par exemple). Pour quelques entreprises, le goodwill dépend uniquement de la capacité et de l'influence d'un individu (comme par exemple pour les avocats et médecins). Un goodwill personnel peut être cédé isolément, tandis qu'un autre ne peut l'être qu'avec le fonds.

Il est souvent délicat pour un tribunal de déterminer dans quelle mesure le cédant du goodwill s'engage à s'abstenir de concurrencer l'ancienne entreprise. Dans l'affaire Churton contre Douglas, il fut jugé que le vendeur pouvait exercer le même genre de commerce et avec les mêmes clients à condition de ne pas leur faire croire qu'il s'agit de l'ancienne entreprise, ou que c'est lui qui la continue. Dans une autre affaire (Labouchère contre Dawson) le juge décida que lors de la vente d'un goodwill le vendeur ne pouvait détourner les anciens clients de s'adresser à l'acheteur, mais pouvait faire des affaires avec eux s'ils venaient à lui d'eux-mêmes.

La jurisprudence actuelle est la suivante :

a) Celui qui n'achète qu'un goodwill peut se donner comme propriétaire ou successeur de la maison du vendeur;

b) Il est néanmoins permis au vendeur d'exercer un commerce concurrent, mais pas sous son nom, qui pourrait faire croire à des tiers qu'il continue l'ancienne entreprise;

c) Le vendeur du goodwill peut faire de la publicité pour ses affaires, mais ne peut s'adresser ni personnellement ni par circulaire aux clients de l'ancienne maison, et bien qu'il puisse faire des affaires avec eux, il ne peut rechercher leur clientèle à moins qu'ils ne la lui apportent d'eux-mêmes.

Une réponse exacte à cette question : la clientèle a-t-elle été comprise dans la vente, et avec quelles obligations pour le vendeur, ne sera possible que par l'interprétation des cas particuliers.

CHAPITRE II

EXECUTION (EXÉCUTION FORCÉE). BANKRUPTCY (FAILLITE)

WILLIAMS-Law and Practice in Bankruptcy, 13 th Ed., London, 1925. 1926. — III. STEPHEN : P. 666—703.

Debtors Act, 1869 (D. A., 1869). — Bankruptcy Act, 1914 (B. A., 1914). — Bankruptcy Rules, 1915. — Bankruptcy Amendment Act, 1926 (B. A. A., 1926). — Deeds of Arrangement Act, 1914 (D. A. A., 1914).

I. Procédure contre les débiteurs en demeure (Execution). Le créancier à titre juridiquement valable possède plusieurs moyens de droit. En vertu d'un jugement (il est alors judgement creditor) il peut demander l'exécution forcée (execution) sur le patrimoine du débiteur, du judgement debtor. Il y a plusieurs voies d'exécution.

S'il s'agit d'une action ou abstention demandées au débiteur, le juge prononce une injonction à ce relative en menaçant le débiteur, s'il ne s'y conforme pas, de le condamner pour Contempt of Court. Ainsi en cas d'atteinte à l'honneur et au crédit, de violation d'une interdiction de concurrence, il peut ordonner au délinquant de fournir caution au tribunal en le menaçant de confiscation et sanction s'il persiste à léser les intérêts du créancier et ne pas respecter l'injonction du juge " to keep peace ".

Si un débiteur prétend ne pas posséder de patrimoine pour désintéresser le créancier, le juge peut, après avoir entendu le débiteur sur sa situation de fortune, lui indiquer des termes déterminés pour payer des acomptes. Si le débiteur ne se conforme pas à ce règlement, il peut être puni de prison. Ce sera le cas lorsqu'il est démontré que les moyens de paiement existaient. Le juge compétent de la High Court peut prononcer une peine de prison de six semaines au plus lorsque la somme due dépasse £ 50 (Debtors Act, 1869).

Le débiteur peut également être emprisonné si sa dette atteint le

montant indiqué et s'il est sur le point de quitter l'Angleterre. S'il ne fournit pas caution, il peut être puni de six mois de prison au plus.

En dehors de ces cas, la contrainte par corps n'existe plus en Angleterre.

Normalement le Sheriff, représenté par un sous-ordre, l'agent d'exécution proprement dit, est chargé par writ of execution, ordre de saisie, de saisir les valeurs patrimoniales en possession du débiteur et de les réaliser au profit du créancier. Si le Sheriff a vendu les objets saisis, ou s'ils n'ont pas été retirés dans les vingt et un jours, il y a motif de faillite. Tout créancier, de ce fait, peut déposer une requête, ce qui transforme la procédure d'exécution en procédure de faillite. S'il s'agit de la saisie-arrêt d'une créance du débiteur chez des tiers, par exemple de valeurs déposées à la banque du débiteur, le juge interdit au tiers débiteur de payer à son créancier et l'invite à reconnaître pour créancier à la place du débiteur le créancier saisissant. L'injonction judiciaire à cet effet est d'abord un ordre nisi, c'est-à-dire à condition que le tiers débiteur n'oppose pas dans un délai déterminé des exceptions valables. Si tel n'a pas été le cas, l'injonction devient un order absolute. On parle de garnishee order.

Le juge apprécie librement dans une très large mesure jusqu'où doit aller l'exécution forcée dans un cas déterminé. Elle peut avoir lieu dès qu'un jugement de première instance a été rendu. Si dans ce cas le débiteur veut obtenir un délai, il ne le peut qu'en fournissant au tribunal une caution assez élevée pour que la partie ayant gagné le procès ne subisse pas de préjudice du fait de l'appel si elle gagne également en appel.

II. Faillite (Bankruptcy), et motifs de faillite (Acts of Bankruptcy). Si la dette atteint £ 50, demandées par un seul créancier ou plusieurs simultanément, la procédure de faillite peut être demandée contre le débiteur s'il y a motif de faillite, bankruptcy act, et si le débiteur peut faire faillite. Le débiteur lui-même peut demander la faillite.

Sont compétentes en matière de faillite la section spéciale de la Chancery Division de la High Court et les County Courts hors de Londres.

Il faut d'abord déterminer si le débiteur peut être mis en faillite. Ce n'est pas le cas pour les Companies enregistrées, contre lesquelles la liquidation judiciaire, the winding-up, est seule possible.

Par contre peuvent faire faillite les individus même non commerçants, les femmes, qu'elles fassent le commerce seules ou avec leur mari, les associés de la partnership pour les dettes de la société et pour leurs dettes personnelles, mais non la partnership en tant que telle.

Lorsque le débiteur habite le Londoner bankruptcy district ou y

exerce son commerce, la cour compétente pour la procédure est la Chancery Division de la High Court, représentée par un juge, qui a les fonctions spéciales de jouer le rôle de juge des faillites, judge in bankruptcy. A côté de lui travaillent des auxiliaires, registrers in bankruptcy, qui ont presque les mêmes pouvoirs que lui.

La High Court est également compétente lorsque le débiteur se trouve à l'étranger, mais en lieu inconnu.

Hors de Londres, est compétente en matière de faillites la Country Court du district où le débiteur demeurait ou a exercé un commerce pendant les six derniers mois.

La loi détermine exactement les conditions auxquelles la procédure de faillite peut être réclamée. Tout individu peut faire faillite si un des motifs légaux de faillite existe contre lui à un moment où il est personnellement présent en Angleterre, y habite ordinairement, ou y a une " place of residence ", ou bien fait des affaires en Angleterre personnellement, par l'intermédiaire d'un représentant ou par celui d'un gérant, ou bien est associé d'une firme ou partnership faisant des affaires en Angleterre.

La procédure de faillite ne peut être introduite que s'il y a motif de faillite, act of bankruptcy, c'est-à-dire :

a) Si le débiteur, en Angleterre ou ailleurs, a remis son patrimoine à un trustee pour désintéresser ses créanciers en général.

b) Si, en Angleterre ou ailleurs, il a opéré dolosivement et au préjudice de ses créanciers des transferts de propriété et des donations;

c) Si, en Angleterre ou ailleurs, il a opéré un transfert de propriété quelconque de tout ou partie de son patrimoine, ou l'a grevé de charges, dans des circonstances qui en cas de faillite, feraient de ces actes la concession dolosive d'avantages à un débiteur, et par conséquent les rendraient nuls et de nul effet;

d) Si, dans l'intention d'escroquer (defeat) ou de tenir en suspens (delay) ses créanciers, il a quitté l'Angleterre ou s'il demeure hors d'Angleterre, en reste absent, ou s'éloigne de son domicile ou se tient caché (" or otherwise absents himself or begins to keep house ").

e) Lorsqu'une saisie a été opérée contre lui à la suite d'une action devant un tribunal quelconque ou d'un procès civil devant la High Court, et que le Sheriff a vendu les objets saisis ou les a gardés vingt et un jours sans les vendre. Une requête de faillite basée sur un de ces faits fait de la procédure d'exécution forcée une procédure de faillite ordinaire. Le créancier auteur de la saisie n'a de privilèges à l'égard des autres que si le produit de la vente des objets saisis et vendus ou une somme

versée pour les retirer sont restés pendant quinze jours entre les mains du Sheriff sans qu'il lui ait été communiqué qu'une requête de faillite avait été déposée autre part;

f) Si le débiteur lui-même déclare au tribunal son insolvabilité ou requiert contre lui-même l'ouverture de la faillite, on parle alors de " volontary petition ".

g) Lorsqu'un créancier sur la base d'un jugement condamnant le débiteur à lui payer une certaine somme, pour laquelle il n'a pas été demandé de suspension de l'exécution forcée, a fait parvenir sans résultat au débiteur une bankruptcy-notice. C'est une sommation, conçue en des termes déterminés et enregistrée au tribunal, adressée au débiteur de s'acquitter dans les sept jours ou d'opposer dans les trois jours des exceptions valables, par la voie judiciaire, sous peine de voir le créancier requérir la procédure de faillite. Si le débiteur n'agit pas dans le délai qui lui a été assigné, le juge accordera sur la petition du créancier le receiving-order pour la procédure de faillite.

S'il s'agit d'un débiteur auquel la bankruptcy-notice doit être adressée à l'étranger, le juge fixe librement les délais;

h) Il y a encore motif de faillite lorsque le débiteur avertit l'un quelconque de ses débiteurs qu'il a suspendu ou va suspendre ses paiements.

III. Bankruptcy Petition; requête de faillite. La requête en introduction de la procédure de faillite doit être accompagnée d'un affidavit du créancier, ou, pour lui, d'une autre personne au courant de la situation, et, conformément à la règle de la loi, être adressée au débiteur. Lors des débats devant le juge, la créance, la signification de la requête, et le motif de faillite doivent être prouvés.

Si le débiteur ne s'exécute pas, un jugement par défaut est rendu. S'il se présente, la décision du juge dépend du déroulement des débats. Si le débiteur prouve qu'il a déjà payé, ou qu'il ne doit rien, parce qu'il possède par exemple une contre-créance du même montant, ou qu'il ne doit encore rien du fait d'un terme à lui accordé par le créancier, la situation est autre que si nulle exception de ce genre s'est présentée. Le juge peut, ayant entendu le créancier, lui accorder un délai en lui imposant un règlement par acomptes hebdomadaires et mensuels sous la menace d'une sanction, et de prison éventuelle, en cas d'inexécution.

IV. Receiving Order, adjudication order. Si le débiteur est absolument insolvable, a cessé ses paiements, ou s'il existe un autre motif de faillite, le juge prononce un receiving order, un ordre de séquestre, à la requête du créancier, ou directement à celle du débiteur.

Le receiving order ne fait pas immédiatement du débiteur un failli,

bankrupt. L'order interdit au débiteur de disposer de son patrimoine à l'avenir, et aux créanciers de faire valoir leurs créances autrement qu'en faillite; sont seuls exceptés les créanciers en possession de sûretés.

A la suite du receiving order, le patrimoine du débiteur passe au syndic officiellement désigné par le Board of Trade, l'official receiver. Il doit déterminer exactement la consistance du patrimoine, actif et passif, garder ce patrimoine et faire les recherches désirables sur l'attitude personnelle du débiteur; il en rendra compte aux créanciers et au tribunal.

La décision relative au receiving order est publiée, dans les journaux ou autrement, dans les formes prescrites par les " Rules of Bankruptcy ", avec le nom, l'adresse et les qualités du débiteur, la date de l'order, le tribunal saisi, et la date de la requête.

Le débiteur doit fournir au syndic sous la forme prescrite un compte-rendu de ses affaires, statement of affairs, contenant les adresses des créanciers.

Si des biens quelconques du débiteur ont été l'objet d'une saisie et non encore vendus, le receiving order est communiqué au Sheriff, qui est tenu de remettre au syndic tous les biens saisis. Les frais de saisie jouissent néanmoins d'un privilège de premier rang sur ces biens.

Lorsque par voie d'exécution forcée, basée sur un jugement relatif à une dette de plus de £ 20, des biens du débiteur ont été vendus, ou une somme a été versée pour empêcher la vente, le Sheriff doit déduire les frais d'exécution du produit de vente ou de la somme versée et garder le solde quinze jours. Lorsqu'il est informé pendant ce délai qu'une requête de faillite a été déposée contre le débiteur, ou qu'un receiving order a été prononcé, le Sheriff doit remettre ce solde à l'official receiver ou au trustee, qui a le droit de joindre à la masse le produit de l'exécution forcée même à l'encontre du créancier qui avait réclamé cette procédure.

Le tribunal lui-même siège en public pour examiner l'attitude et la situation de fortune du débiteur. Ce dernier est entendu par le receiver en séance publique, devant le Registrar du tribunal, sur sa situation de fortune et les causes qui l'ont mis en mauvaise posture.

Une première assemblée de créanciers (first meeting) a alors lieu. Le receiver y fait son rapport, et les créanciers délibèrent sur l'opportunité de conclure un concordat avec le débiteur ou de le faire déclarer failli (v. ci-dessous, VIII).

Il est possible que la première assemblée arrive à un concordat entre les créanciers et le débiteur, permettant d'éviter la faillite. Mais le tribunal est libre de repousser le concordat s'il existe un motif qui pour-

rait faire refuser au débiteur la " discharge " (v. sur le concordat ci-dessous, VIII).

Mais même un concordat homologué ne lie pas un créancier relativement à une créance dont le débiteur ne pourrait être libéré, en cas de faillite, par un order of discharge.

Si on n'arrive pas à un compromis, ou s'il n'y a pas d'assemblée, le tribunal déclarera le débiteur failli (adjudicated bankrupt). Cette décision du juge des faillites est l'*adjudication order*. Le patrimoine du débiteur passe entre les mains d'un syndic, le *trustee of the bankrupt's estate*, et doit être réparti entre ses créanciers. Le juge peut également prononcer cet Order lorsque le débiteur n'a pas, dans les sept jours du receiving order, fourni une situation de fortune, ou pour tout autre motif qu'il apprécie suffisant.

La déclaration de faillite est publiée dans la *London Gazette* et dans les journaux locaux.

V. Liquidation du patrimoine. Dès l'adjudication order, les créanciers choisissent un syndic, un *trustee* of the bankrupt's estate. Les créanciers auteurs de ce choix doivent représenter au moins la moitié du passif.

Simultanément peut être nommé un comité de surveillance, *a committee of inspection* de trois créanciers au moins et cinq au plus qui soutiennent le syndic lors de la liquidation et de la répartition de la masse. Le choix du syndic et la nomination du comité doivent être approuvés par le Board of Trade.

Jusqu'à la nomination du trustee ou jusqu'au début de son activité l'Official Receiver joue le rôle de syndic.

Tout le patrimoine du débiteur passe entre les mains du syndic, à l'exception bien entendu du patrimoine que le débiteur lui-même administre comme trustee.

L'actif est réalisé, et le produit réparti proportionnellement entre les créanciers. S'il existe assez d'argent liquide, un dividende peut être distribué avant la fin des opérations.

Ont un privilège (Bankruptcy Act, 1914) :

a) Tous les impôts communaux dus au moment du receiving order et échus dans l'année qui l'a précédé, ainsi que tous les impôts, impôts fonciers, impôts sur le patrimoine et le revenu, dont le paiement a été demandé au débiteur jusqu'au 5 avril qui a précédé le receiving order, et qui ne dépassent pas le total des impôts d'un an;

b) Tous les salaires des employés de commerce (clerks) et domestiques pour les quatre derniers mois et jusqu'à concurrence de £ 50.

c) Tous les salaires des travailleurs agricoles et autres jusqu'à £ 25,

qu'ils soient payés au temps ou aux pièces, ou autrement, pour les deux derniers mois.

Les travailleurs participant à la vie commune ont droit à être payés d'une somme globale allant jusqu'à la fin de l'année.

d) Les créances allant jusqu'à £ 100 et résultant du Workmen's Compensation Act (pour accidents de travail et maladies professionnelles);

e) Les versements des patrons à l'assurance nationale d'après le National Insurance Act, 1911, pour quatre mois.

Les créances ont le même rang, et doivent être acquittées en totalité si la masse y suffit, et sinon proportionnellement.

En cas de saisie personnelle opérée sur les biens du débiteur pour les créances de loyer et de bail pour les trois derniers mois, les créanciers ont un droit de gage privilégié sur les biens saisis et leur produit.

Le propriétaire ou bailleur est également en droit de saisir personnellement pour un loyer ou droit de bail, et aussi bien avant qu'après la déclaration de faillite. S'il opère cette saisie après, elle n'est possible que pour les loyers des six mois qui ont précédé la déclaration. Pour le reste, il doit produire à la faillite. La saisie personnelle ne s'étend pas aux termes n'échéant qu'après elle (B. A., 1924, s. 35).

Les créances d'un conjoint contre l'autre pour commerce exercé en commun sont primées par celles de tous les autres créanciers (B. A., 1914, s. 36).

Les créanciers à sûretés (secured) comme le bailleur, lessor, etc., sont désintéressés en dehors de la procédure de faillite.

Sur la base du droit de séparation (right of separation) certains objets, par exemple des marchandises en transport, mises à la disposition, ou, d'une façon quelconque, n'appartenant pas au débiteur, peuvent être séparés de la masse.

A l'expiration de ses fonctions, le syndic présente à l'assemblée des créanciers un compte-rendu final.

VI. Suites personnelles. La capacité du failli, bankrupt, est restreinte. Il ne peut pas exercer de fonction publique. Il est tenu de déclarer expressément à tout individu qui accorde à lui seul, ou à lui et d'autres, un crédit de £ 10 au moins, qu'il est undischarged bankrupt. S'il l'omet, il peut être puni de prison.

Il lui est interdit, sous peine de la même sanction, d'exercer un commerce quelconque sous un autre nom que celui sous lequel il fit faillite, à moins qu'il ne renseigne exactement les autres personnes avec lesquelles il entre en relations.

Le débiteur a donc grand intérêt à éviter la faillite, ou, si elle est dé-

clarée, à se faire réhabiliter le plus vite possible. Il peut à cette fin, dès avant la fin de la procédure de faillite, dès la prononciation du receiving order, adresser au tribunal la requête qu'il soit prononcé à son profit un *order of discharge*. Le juge appréciera librement et tiendra compte des circonstances de l'espèce. Si le débiteur est tombé dans une mauvaise situation sans faute personnelle, le juge satisfera à la requête plus vite et plus tôt. Il peut y mettre des conditions déterminées, selon qu'il le juge bon. En tout cas, tout créancier a l'occasion de prendre position, et, s'il le désire, de faire opposition contre l'admission de la requête.

Une fois les créanciers entièrement désintéressés, le débiteur peut réclamer son rétablissement dans ses droits antérieurs à moins qu'il n'y ait banqueroute frauduleuse, fraudulent bankruptcy.

L'order of discharge libère le failli de toutes les créances produites contre lui dans la faillite. Un débiteur ne peut s'engager valablement à payer ces dettes dont il se trouve libéré, à moins qu'une nouvelle considération (contre-prestation) ne lui soit fournie. Une série de dettes sont néanmoins exceptées, notamment les dettes en recognisance, c'est-à-dire obligations contractées devant le tribunal, comme paiements pour violation de l'injonction " to keep peace, a good behaviour ", etc., et les dettes consécutives à un dol, en particulier la violation des obligations de trustee, les dettes résultant d'un jugement dans une recherche de paternité (affiliation order), de la condamnation du co-respondent dans un divorce.

VII. Small bankruptcies. Lorsque le patrimoine existant est inférieur à £ 300, le tribunal peut, le receiving order prononcé, décider que la masse sera administrée et liquidée par l'Official Receiver en qualité de trustee, et sans comité de surveillance. Mais les créanciers peuvent décider que la procédure de faillite aura néanmoins lieu.

Lorsqu'un jugement a été prononcé par un tribunal de comté et que le débiteur est insolvable, mais que ses dettes ne dépassent pas £ 50, le tribunal peut écarter la faillite et décider que le débiteur pourra régler par acomptes tout ou partie de sa dette, selon l'appréciation du tribunal.

VIII. Concordats. (D. A. A. 1914). Un débiteur menacé de cesser ses paiements cherchera ordinairement à éviter la faillite en proposant aux créanciers un concordat. Très souvent c'est l'avantage des créanciers, la liquidation en cas de faillite étant extraordinairement coûteuse. Le débiteur réunit à cet effet ses créanciers, leur fait connaître sa situation, et fait ses propositions en conséquence. Il existe ordinairement deux voies pour arriver à un concordat.

Ou bien le débiteur offre aux créanciers la cession totale de son com-

merce et de ses biens (conformément à la cessio bonorùm romaine), et les créanciers exploitent l'entreprise pour le compte de la masse, habituellement par l'intermédiaire d'un trustee chargé de l'exploitation et de la liquidation. Puis les conditions de détail de la cession sont consignées dans un *deed of assignment for the benefit of cr editors* entre le débiteur et les créanciers et cette convention est enregistrée par devant l'autorité compétente.

Ces cessions sont réglées par le D. A. A., 1914, d'après lequel un *Deed of Arrangement* est nul s'il n'a pas été enregistré dans les sept jours. Une convention de cette nature est en principe nulle lorsqu'elle n'a pas reçu dans les vingt et un jours l'approbation de la majorité des créanciers représentant plus de la moitié du passif (a majority in number and value) Une cession " honest " au profit des créanciers, même s'il y a act of bankruptcy, est inattaquable, à moins que le débiteur cédant ne soit déclaré en faillite à la suite d'une requête déposée dans les trois mois de la date de la cession. Le créancier qui n'accepte pas la cession ne peut saisir le patrimoine cédé. Mais il peut produire les créances liquides qu'il possède.

Ou bien le débiteur s'engage à payer ses dettes progressivement par acomptes si les créanciers lui laissent le temps nécessaire, lui accordent un délai. Si les créanciers acceptent, ils exigent souvent des sûretés de parents ou amis du débiteur. Une telle convention entre le débiteur et le créancier est couchée dans un *composition deed*, et doit également être enregistrée.

La plupart du temps on arrive à un accord, les créanciers étant aussi intéressés que le débiteur à éviter la faillite. Le débiteur veut conserver sa réputation et se protéger le plus possible du danger d'une grave atteinte à son crédit, d'autant plus que la faillite, en Angleterre, est infâmante.

Les créanciers veulent éviter les grands frais de la procédure officielle, et de plus espèrent en cas de liquidation amiable arriver à un meilleur résultat, notamment si les amis du débiteur leur offrent des sûretés, ou s'ils font liquider eux-mêmes par un homme de confiance. Par dessus le marché, tout Anglais a horreur de toute immixtion de l'Etat.

S'il n'est pas possible de soustraire la procédure au contrôle judiciaire avant la décision du juge qui introduit la procédure de faillite, avant le receiving order, le débiteur et les créanciers se mettent souvent d'accord après lui, avant que la procédure officielle ait pu aller plus loin.

Le débiteur et les créanciers se faisant habituellement représenter lors de ces négociations de concordat par des solicitors, le Bankruptcy Business a une grande importance pour ces derniers.

Les créanciers qui n'acceptent pas un concordat conclu avec le débiteur par la majorité des créanciers, que ce soit un deed of composition ou un deed of assignment, ne peuvent se satisfaire sur les biens énumérés dans cet acte, mais doivent procéder contre le débiteur comme s'il ne les possédait pas.

Cette situation moins favorable décidera naturellement en fin de compte le créancier protestataire à acceer le concordat.

Le créancier en possession d'une sûreté, gage ou police d'assurance par exemple, est en meilleure posture. Il pourra toujours se payer au moyen de ce gage, qui, dans tous les cas, doit d'abord servir à le désintéresser.

IX. Actes annulables et délictueux. Les avantages faits dolosivement à des créanciers avant la déclaration de faillite sont nuls et de nul effet.

D'après le L. P. A., s. 172, tout transfert de propriété aux fins de porter préjudice à des créanciers est annulé, sur la requête de la partie lésée. Mais un tel transfert de droits relatif à un immeuble est inattaquable lorsqu'il a eu lieu contre consideration valable et de bonne foi au profit d'une personne ignorant au moment du transfert que le débiteur avait l'intention de léser ses créanciers.

L'existence de cette intention frauduleuse s'apprécie d'après les circonstances du cas concret.

Par ailleurs tous paiements, toutes constitutions de sûretés au profit de créanciers, auxquels le débiteur n'était pas obligé contractuellement dans les trois mois antérieurs à la requête de faillite (période suspecte) sont présumés faits afin de léser les autres créanciers. Ils sont considérés comme fraudulent preference.

Si le débiteur a provoqué sa faillite par une gestion frauduleuse, il peut être puni de deux ans de prison au plus.

DEUXIÈME PARTIE

La Partnership [1])

LORD LINDLEY : Treatise on the Law of Partnership. — POLLOCK Digest of the Law of Partnership (1920), 11 th. Ed. — UNDERHILL : Law of Partnership. — SMITH : Mercantile Law, P. 31—89. — JENKS : ss. 584—651. — III. STEPHEN : P. 233—264.

Partnership Act, 1890 (P. A., 1890; les citations sans référence s'y rapportent). — Companies (Consolidation) Act, 1908 (C. C. A., 1908). — Limited Partnership Act, 1907 (L. P. A., 1907). Registration of Business Names Act. 1916 (R. B. N. A., 1916).

L'exposé de cet ouvrage suit dans l'ensemble les excellents développements du commentaire de Schirrmeister et Prochownick sur la codification privée de Jenks.

[1]) Les juristes continentaux ont tendance à traduire l'expression technique "Partnership" par 'Offene Handelsgesellschaft" ou « Société en nom collectif », et d'apprécier sa nature juridique en conséquence, tandis que la "Limited Partnership" devient du même coup une société en commandite. Cette traduction est inexacte et doit provoquer des malentendus, comme notre exposé va le montrer.

CHAPITRE PREMIER

CONCEPT, RAISON SOCIALE ET CONSTITUTION

I. Concept. La société (partnership) est le rapport de droit qui existe entre des individus exerçant un commerce avec une intention lucrative. Le terme « affaires, commerce » (business) embrasse tout métier, toute occupation ou profession. (P. A., 1890, s. 1). La partnership n'a pas de personnalité morale propre, bien qu'elle soit assimilée à plusieurs points de vue aux personnes morales, companies par exemple. Elle peut acquérir des biens meubles et immeubles, agir en justice et être poursuivie.

Une partnership doit comprendre deux personnes au moins et vingt au plus (dix pour les banques). Les sociétés qui dépassent ce chiffre doivent être enregistrées (C. C. A., 1908, s. 1) ou constituées par loi spéciale ou lettres patentes. Mais cette restriction n'est pas applicable aux sociétés qui s'occupent de l'exploitation de mines et sont de la compétence du tribunal pour les mines d'étain.

Les circonstances de l'espèce et l'intention des parties décident si une personne est ou non partner d'une société.

Le concept de partnership étant très vaste, on peut dans beaucoup de cas de communautés d'intérêts de plusieurs personnes se demander s'il y a ou non partnership. Pour cette raison le P. A., 1890 dans sa s. 2 détermine de plus près ce qui n'est pas à considérer comme partnership en l'espèce.

Copropriété : Droits communs, propriété commune, copropriété ou propriété partielle, en soi ne constituent pas pour les objets communs, ou en copropriété avec ou sans parts un rapport de société, que les intéressés partagent ou ne partagent pas les profits qu'ils retirent de la chose (P. A., s. 2 (1)). »

« Le partage de revenus bruts ne crée pas en soi une société. Peu importe que les personnes qui partagent ces revenus possèdent un droit ou intérêt conjoint ou commun sur les objets desquels ou de l'utilisation desquels proviennent les revenus (P. A., s. 2 (2)). »

Profit net : « Si quelqu'un reçoit une part des bénéfices d'une société, c'est

à première vue une preuve qu'il en est l'associé. Mais la perception d'une telle part, ou d'un paiement dépendant des, ou modifiable d'après les revenus de l'entreprise ne suffit pas en soi pour en faire un associé (P. A., s. 2 (3)). »

Paiement d'une dette sur les bénéfices de l'entreprise :

« Si quelqu'un reçoit le paiement d'une créance, ou une autre somme d'argent déterminée, par acomptes ou autrement, sur les bénéfices réalisés par une entreprise, il n'est pas de ce seul fait associé ni responsable comme tel (P. A., s. 2 (3)). »

Paiement d'une indemnité et part du bénéfice :

« Un contrat, avec l'employé ou agent d'une personne qui exerce un commerce, sur une indemnité sous la forme d'une participation aux bénéfices ne fait pas de l'employé ou agent un associé et ne le rend pas responsable comme tel (P. A., s. 2 (3) (b)). »

Paiements aux héritiers d'un associé décédé :

« Si la veuve ou l'enfant d'un associé décédé reçoivent sous forme de rente annuelle une partie des bénéfices réalisées par l'entreprise le défunt était l'associé, ils ne sont pas du seul fait de cette perception associés ni responsables comme tels (P. A., s. 2 (3) (c)) ».

Prêt contre participation aux bénéfices :

« Le prêt consenti à une personne qui dirige une entreprise, ou a l'intention d'en diriger une, sur la base d'un contrat avec cette personne d'après lequel le prêteur doit recevoir des intérêts se réglant sur les bénéfices, ou une participation aux bénéfices de la société ne fait pas à lui seul du prêteur un associé de cette ou de ces personnes qui dirigent l'entreprise et ne le rend pas responsable comme tel, à condition que le contrat soit rédigé par écrit et signé par ou au nom de toutes les parties intéressées (P. A., s. 2 (3) (d)). »

Participation aux bénéfices en échange d'une cession de clientèle :

« Celui qui, sous forme de rente annuelle ou d'autre façon reçoit une part des bénéfices d'une entreprise en échange de la vente de la clientèle de l'entreprise n'est pas du seul fait de cette perception associé ni tenu comme tel (P. A., s. 2 (3) (e)). »

Si quelqu'un a reçu un prêt sur la base d'un contrat conforme au P. A., s. 2 (3) (d), ou si quelqu'un accorde comme acheteur d'une entreprise une part des bénéfices comme contre-prestation, on conclut après la déclaration de faillite un concordat d'après lequel les créanciers reçoivent moins de 20 s. par £, ou si quelqu'un meurt insolvable, le prêteur n'est pas en droit de réclamer le remboursement de son prêt, le vendeur de l'entreprise la part convenue des bénéfices jusqu'à ce que les autres créanciers de l'emprunteur ou de l'acheteur soient entièrement désintéressés en argent ou valeur d'argent par contrats à titre onéreux (P. A., s. 3).

Tout individu capable de contracter peut être associé. Un mineur qui demande l'annulation d'un contrat de société peut répéter toutes les

sommes qu'il a versées sur la base de ce contrat s'il n'en a pas tiré d'avantages. Mais tant qu'il reste associé, tous ses apports peuvent être employés proportionnellement à ceux de ses associés à acquitter les dettes de la société.

Le fait que la partnership n'a pas à être enregistrée et les autres dispositions flottantes qui y ont trait ont ce grand danger qu'un individu quelconque entrant en relations d'affaires avec un autre (par exemple comme prêteur avec droit à la participation aux bénéfices et au contrôle des comptes) peut être traité comme partner par les créanciers de cet autre et rendu responsable du paiement des dettes. Tel est aussi le cas lorsqu'un individu s'immisce dans les affaires d'un autre, et avant tout lorsqu'il est appelé partner en présence de l'autre sans protester.

II. Raison sociale. La partnership peut être constituée sous n'importe quelle raison sociale, même si le nom choisi n'appartient à aucun des associés. Mais si la raison sociale ne renferme pas les noms de famille de tous les associés, ou tous les prénoms exacts ou leurs abréviations et initiales usuelles, elle doit être enregistrée, tandis que les raisons sociales satisfaisant à cette exigence n'ont pas à l'être (B. R. N. A., 1916, s. 1 et cf., p. 309). L'enregistrement est également prescrit lorsque d'autres adjonctions que les prénoms exacts ou leurs initiales sont faites, et de plus lorsqu'un associé a changé de nom avant ou après l'entrée en vigueur de la loi (sauf la femme mariée du fait de son mariage). Enfin l'enregistrement est prescrit lorsque la firme ou société fait des affaires comme trust pour une ou plusieurs personnes ou sociétés, ou comme general agent d'une maison étrangère. En ce cas, comme pour le changement de nom, l'enregistrement est prescrit, que la raison sociale renferme ou non les noms de tous les associés.

Il est interdit d'ajouter à la raison sociale une adjonction pouvant laisser croire qu'il s'agit d'une corporation, c'est-à-dire d'une personne morale, par exemple d'une société enregistrée conformément au Companies Act. L'emploi du mot " company " dans la raison sociale est cependant admis, ce mot seul ne signifiant pas qu'il s'agit d'une registered company au sens du C. C. A.

Sont seules interdites les raisons sociales tendant à induire le public en erreur. Cf. sur l'interdiction pour l'étranger d'employer un autre nom commercial que celui d'avant guerre ci-dessus, p. 309.

III. Constitution. Il n'existe pas de formes particulières pour la constitution d'une société. Elle peut être orale. Naturellement un contrat écrit sera la règle. Un tel écrit, indiquant le but social et réglant la gestion est nommé Articles of partnership.

Un contrat par lequel quelques personnes s'engagent à constituer une société ne la crée pas à l'égard des tiers; il faut encore que la société ait effectivement commencé ses opérations.

Jusqu'alors les contractants ne sont pas associés à l'égard des tiers, et n'ont pas, dans leurs rapports entre eux, les droits d'associés. On se demande en conséquence si un des contractants peut réclamer l'exécution du contrat (specific performance). Cette action n'est pas admise par le droit anglais pour les contrats de société. Un contrat stipulant qu'on deviendra associé et qu'on fera un apport déterminé, ou qu'on prêtera une certaine somme n'engendre pas une action en specific performance, mais seulement en dommages-intérêts pour inexécution. Si la société commence ses affaires avant le moment fixé au contrat, tout associé est censé tel à l'égard des tiers dès ce moment. (Cf. Prochownick comm. Jenks, § 599).

CHAPITRE II

RAPPORTS DES ASSOCIÉS AVEC LES TIERS

I. Pouvoirs de l'associé. Chaque associé est considéré comme le représentant autorisé par tous les autres de la société elle-même. L'associé est en quelque sorte à la fois principal et représentant. En tant que tel il peut accomplir tous les actes qui rentrent dans le cadre de la société. Ces actes engagent la société et ses associés s'il les accomplit pour exercer de la façon ordinaire (in the usual way) le genre de commerce auquel se consacre la société dont il est membre. Mais ces pouvoirs très larges peuvent être restreints par les autres associés. Alors la société et les associés ne sont pas engagés par ses actes, même accomplis dans le cadre de la société, lorsque le tiers avec lequel il traite sait qu'il n'a pas d'autorisation, ou ne croit pas qu'il est associé.

Les pouvoirs de représentation de l'associé se bornent donc aux actes usuels dans la gestion d'une société de l'espèce dont il s'agit. La solution de cette question dépend des circonstances de l'espèce, et spécialement de la nature de l'entreprise. La jurisprudence pose les règles suivantes :

a) L'associé peut vendre les biens meubles de la société, et acheter pour son compte ceux qui sont nécessaires à la marche de l'entreprise ou y sont habituellement employés.

Par contre un legal estate sur un immeubles ne peut être transféré que par tous les associés réunis, à moins que l'un d'eux n'ait reçu à cet effet une procuration par acte scellé.

b) Il peut recevoir des paiements et en donner quittance au nom de la société. Il peut aussi remettre une dette.

c) Il peut conclure des contrats de louage de services avec des employés;

d) Dans les sociétés commerciales (trading partnerships) l'associé isolé est autorisé à tirer, accepter ou endosser des lettres de change et autres effets de commerce (negotiable instruments), à emprunter au nom de la société, et, à cette fin, à mettre en gage des marchandises ou autres meubles appartenant à la société.

Dans les sociétés non commerçantes, le partner gérant ne peut obliger la société par des effets de commerce que si le tiers qui veut acquérir des droits par ce moyen prouve qu'il en est ainsi dans l'activité ordinaire de la société.

e) Le partner gérant peut engager des procès pour le compte de la société et choisir un avocat pour un tel procès.

f) L'associé n'a pas le pouvoir d'obliger la société par acte scellé. Il n'a pas non plus le droit d'accepter de se porter caution au nom de la société, même lorsque cela paraît utile à la bonne marche des affaires, à moins que dans cette branche du commerce de tels cautionnements ne soient usuels.

Le partner isolé n'a pas le droit d'émettre des lettres de change acceptées en blanc. L'acquéreur de bonne foi à titre onéreux, ignorant que la lettre de change a été rédigée en blanc, peut cependant poursuivre la société d'après les principes du droit des lettres de change.

L'associé n'a pas le droit d'accepter des actions au lieu d'un paiement en espèces.

Il n'a pas le droit de soumettre un litige à l'arbitrage .

Dans la mesure où le Partner n'est pas autorisé à accomplir des actes déterminés pour la société, l'acte ne peut être accompli que par tous les associés en commun.

Après la dissolution d'une société, les pouvoirs de représentation des associés isolés et les autres droits et obligations des associés survivent à la dissolution dans la mesure où ils sont nécessaires pour liquider les affaires de la société et mener à terme des affaires engagées au moment de la dissolution (mais pas pour d'autres buts), à l'exception, bien entendu, du cas de faillite. Un associé failli ne peut obliger la société par sa signature (P. A., 1890, s. 38).

Lorsque l'un de deux associés meurt, le survivant peut continuer l'affaire aux fins de liquidation. Il peut également engager les biens meubles et immeubles de la société dissoute pour garantir une dette sociale.

Si un contrat est conclu — un acte signé, par exemple — au nom de la société, et ayant trait aux affaires de la société, elle est engagée ainsi que tous les associés si le contrat est conclu par un individu qualifié pour représenter la société, et donc ayant une autorisation (s. 6). Le représentant peut être un associé ou une autre personne, pourvu qu'il n'ait pas excédé ses pouvoirs.

Si le contrat a été conclu " in the firm-name ", la firme est engagée, mais non le représentant, sauf bien entendu comme associé.

Il en est notamment ainsi lorsque le nom du contractant est identique

à la raison sociale, ce qui est possible, aucune adjonction indiquant la nature de société n'étant nécessaire (cf. à ce sujet Prochownick, p. 622, et comm. § 602 Jenks).

Si dans un acte scellé le nom de la société n'est pas employé mais si un associé a signé l'acte de son propre nom, il acquiert seul des droits et obligations du fait de cet acte.

II. Responsabilité pour les engagements réguliers de la société

Ils comprennent les dettes d'argent, y compris les dommages-intérêts pour inexécution de contrats.

Si un tiers veut poursuivre la société à l'occasion d'un contrat conclu avec un associé, il doit prouver que l'associé était effectivement autorisé par les autres associés. Mais il suffit de prouver qu'il s'agit d'affaires rentrant dans l'activité ordinaire de cette société. Tout associé est censé autorisé à les conclure. La société ne peut éviter sa responsabilité, même par la preuve que cet acte avait été interdit à l'associé; elle doit encore prouver que cette restriction des pouvoirs était connue du tiers (s. 8).

En droit anglais, les associés sont obligés par les contrats comme joint. promisors. Cette joint liability permet au créancier d'exiger de chacun la totalité de la dette. Chaque partner répond du passif social jusqu'au dernier penny, et le créancier peut à son choix en poursuivre un seul ou les poursuivre tous.

Le créancier doit intenter l'action contre tous les associés. Il n'est cependant pas nécessaire qu'il l'intente contre eux tous sous la raison sociale. Mais il a le droit de l'intenter contre les associés sous le " firm name ".

Si le créancier obtient un jugement contre la société, il peut réclamer l'exécution sur le patrimoine social; mais il peut aussi, pour l'exécution, saisir le patrimoine des associés isolés.

Si un créancier omet d'intenter l'action contre tous les associés et n'obtient de jugement que contre un d'eux, la responsabilité des autres tombe, que le créancier ait pu se satisfaire ou non. Il ne peut plus agir par la suite contre les autres associés; car leur responsabilité, qui était une joint liability, a été toute entière déduite en justice (has become merged in the judgment).

Ces règles s'appliquent à la responsabilité des associés tant qu'ils vivent. Si l'un meurt, la joint liability ne s'applique plus. La responsabilité de la succession d'une part et des associés survivants d'autre part est une several liability (s. 3).

Il en résulte que la succession répond des dettes de la société, et de plus qu'un jugement obtenu contre les associés survivants n'éteint pas l'ac-

tion contre la succession du défunt. Le créancier peut encore par conséquent poursuivre la succession.

Inversement, il n'est pas obligé d'intenter d'abord l'action contre les associés survivants, mais peut agir en premier lieu contre la succession du défunt sans perdre de ce fait son recours contre eux.

Mais le passif social occupe une situation particulière du fait que lors du règlement du passif successoral il n'entre en ligne de compte qu'après les dettes personnelles du défunt.

Si la succession ne suffit pas au paiement des dettes, les créanciers seront désintéressés d'après les principes du droit des faillites (cf. Administration of Estates Act, 1925, s. 34).

Sur la responsabilité de la succession d'un accord pour les dettes nées après sa mort, cf. Prochownick comm. Jenks, s. 640, 642.

Dans la faillite le créancier peut à son choix faire valoir ses droits contre un ou plusieurs associés sans rien réclamer aux autres (Bankruptcy Act, 1914, s. 114).

III. Responsabilité de la société pour délits d'un associé. (Jenks, 606, 607). Lorsqu'un acte ou une abstention illicites d'un associé, accompli dans la limite de ses pouvoirs habituels ou avec l'autorisation spéciale de ses associés, cause une perte ou un dommage à une personne non associée, ou lorsqu'une amende est encourue, la société est responsable dans la même mesure que l'associé qui agit ainsi ou s'abstient d'agir (P. A., 1890, s. 10).

Ces délits comprennent :

a) Les délits intentionnels, par exemple lorsqu'un associé corrompt un employé d'une entreprise concurrente pour en obtenir des renseignements que cet employé doit garder secrets. La société est de ce fait obligée à des dommages-intérêts.

b) Négligence dans l'exécution des contrats permettant une demande en dommages-intérêts;

c) Actes dolosifs lors de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat.

Dans les cas suivants, la société est tenue de réparer le dommage :

a) Lorsqu'un associé, agissant dans le cadre de ses pouvoirs évidents, reçoit de l'argent ou autres valeurs des mains d'un tiers et en dispose indûment;

b) Lorsqu'une société, dans le cadre de son activité, reçoit d'un tiers de l'argent ou d'autres valeurs et que cet argent ou ces valeurs sont indûment utilisés par un ou plusieurs associés pendant qu'ils sont sous la garde de la société (P. A., s. 11).

IV. Responsabilité des associés pour les actes d'un associé. (Jenks

608 et 609). L'associé isolé (contrairement à la société) répond des actions d'un autre associé dans une mesure variable selon qu'il s'agit de ses obligations contractuelles (delits and obligations) — cas auquel il est responsable jointly — ou des wrongful acts, cas auquel la responsabilité va plus loin : il est tenu jointly and severally.

Lorsqu'il y a wrongful acts, la responsabilité d'un associé ne s'éteint pas du fait qu'un jugement a été rendu contre ses associés. Le créancier peut par la suite procéder contre les autres. Il n'a pas besoin d'intenter l'action contre tous; il peut les poursuivre séparément; il a également en cas de faillite le choix entre un recours contre le joint estate de la société ou un recours contre le separate estate d'un associé.

Exemple : Deux avoués (solicitors) sont associés, et l'un d'eux reçoit d'un client de l'argent qu'il doit placer dans une certaine valeur. Cet associé disparaît avec l'argent. L'autre ignorait tout de cette affaire. Néanmoins il est responsable, car cette opération de réception d'argent aux fins de placement en valeurs déterminées rentre dans l'activité ordinaire d'une étude d'avoué. Si l'argent avait été donné pour être placé au mieux, le cas aurait été différent, ces placements ne rentrant pas dans l'activité du solicitor.

V. Exception en cas de trust. Lorsqu'un associé qui est trustee utilise indûment les biens du trust pour les affaires la société, les autres associés ne sont pas tenus de rembourser l'argent au trust à moins qu'ils n'aient eu connaissance de la violation de trust, que la société ne soit encore en possession du patrimoine du trust, ou qu'elle en ait encore le contrôle (s. 13). L'enrichissement doit donc être restitué seul. La société en tant que telle n'est responsable que si l'argent a été employé à son profit et si tous les associés ont pris part au breach of trust.

Exemple : Deux personnes ont été désignées comme trustees in bankrupty (syndics). L'une, associée d'une société, employa une partie du patrimoine du failli à acquitter les dettes de sa société, qui là-dessus fit également faillite. Les créances de l'autre masse devaient-elles entrer en ligne de compte dans cette faillite. Cette question fut tranchée négativement. Il en résulte que le patrimoine social (joint estate) n'était pas responsable de ces dettes. La solution fut la même dans l'affaire ex parte Heaton, Buck 386.

VI. Partnership by estoppel. En droit anglais un individu qui n'est pas partner peut être responsable comme tel s'il se dit l'être. Le facteur à considérer est la vraisemblance pour les tiers de l'exactitude des déclatations de celui qui se donne à eux comme associé.

Exemples : A présente à B un certain C comme son money partner. C n'était pas associé, mais, étant présent, n'a pas contesté ces affirmations. Il fut donc déclaré responsable du dommage subséquent (Aff. Martyn v. Gray).

Deux personnes contractent ensemble. La volonté évidente des parties est qu'elles ne veulent pas être associées, A n'apportant ni de l'argent ni des services, et n'ayant même pas de participation aux bénéfices. S'il laisse cependant employer son nom comme celui d'un associé, il est tenu pour associé à l'égard des tiers, non sur la base du véritable contrat mais d'après les principes généraux du droit, pour empêcher des fraudes dont les créanciers seraient les victimes s'ils prêtaient confiants dans le crédit de trois ou quatre personnes, et après coup ne pouvaient réclamer en justice le paiement qu'à deux personnes auxquelles, sans la garantie des autres; ils n'auraient pas rien prêté (Aff. Waugh c. Carver).

Il suffit pour constituer une partnership by estoppel que quelqu'un souffre en silence que son nom soit employé par d'autres dans des relations d'affaires. S'il l'a souffert une fois, il n'est pas nécessaire qu'il ait connaissance des diverses affaires pour lesquelles son nom est employé.

Un cas spécial de partnership by estoppel est celui de la sortie de la société d'un associé qui n'informe pas suffisamment les créanciers.

En cas de mort d'un associé, la responsabilité de ses héritiers et de sa succession tombe même si la société se poursuit sans changement.

VII. Entrée d'un nouvel associé. Lorsqu'une personne entre dans une société existante comme nouvel associé, elle n'est pas responsable des dettes sociales ayant pris naissance antérieurement à son entrée, pas plus que l'individu qui entre dans le commerce d'un commerçant isolé (P. A., s. 17 (1)). Un associé ne répond que des dettes qui ont pris naissance après son entrée. Il est naturellement libre de s'engager à l'égard des créanciers pour les dettes antérieures à son entrée. Mais les créanciers de la société ne peuvent invoquer une convention de l'associé entrant avec les autres associés par laquelle il reprend le passif social; il faut un contrat exprès avec les créanciers, et il doit se baser sur une consideration suffisante.

VIII. Sortie d'un associé. Lorsqu'un associé sort de la société, il ne cesse pas de ce fait d'être responsable des dettes ou engagements sociaux antérieurs à sa sortie (P. A., s. 17 (2)).

Mais l'associé sortant peut être libéré de la responsabilité pour ces dettes par une convention entre lui, les associés de la nouvelle société, et les créanciers; cette convention est soit expresse soit tacite et résultant des relations d'affaires entre les créanciers et la nouvelle société. Exemple : A et B sont banquiers. C et D sont admis comme associés,

ce qui est porté à la connaissance des clients. Peu après A et B meurent, mais C et D continuent les opérations sous la vieille raison sociale, et les clients qui ont déposé des fonds à la banque avant la mort de A et B les laissent chez C et D, qui leur servent les intérêts après la mort des anciens Partners. La banque fait faillite. Les clients produisent leurs créances contre C et D. Toute cette attitude peut être interprétée comme une libération de responsabilité pour A et B, et l'acceptation de C et D à leur place.

Si un associé sort d'une société, il a intérêt à ce que les tiers en relations avec la société par la suite en soient informés, car sinon tout individu contractant avec elle sans avoir connaissance de son changement de composition a le droit de traiter l'associé sorti comme associé responsable.

Pour parer à ce danger, il suffit qu'une société ayant son établissement principal en Angleterre ou dans le pays de Galles fasse connaître par annonce dans la *London Gazette* la dissolution de la société ou la sortie d'un seul associé.

« En cas de dissolution de la société ou de sortie d'un associé, tout associé peut faire connaître ce fait publiquement ou réclamer que l'autre ou les autres associés y contribuent par tous les actes nécessaires et requis pour lesquels leur intervention est indispensable » (P. A., 1890, s. 37).

Même si la sortie n'a pas été rendue publique, la sortie par mort ou faillite fait tomber la responsabilité du patrimoine propre de l'associé pour des dettes sociales qui n'ont pris naissance que par la suite.

CHAPITRE III

RAPPORTS DES ASSOCIES ENTRE EUX

I. Formes du contrat. Les relations juridiques des associés entre eux sont déterminées par leur contrat. Il suffit d'une convention orale. Lorsqu'il n'existe pas de contrat écrit ou dans la mesure où il ne règle rien, les relations juridiques résultent des circonstances. Elles peuvent en tous temps être modifiées par les associés à l'unanimité. Le contrat de société s'appelle " Articles of Partnership ".

A défaut de convention contraire, on applique les règles suivantes :

II. Droits et obligations personnels. 1° Tout associé est en droit de réclamer sa participation à la gestion de la société (s. 24 (6)), ainsi que la collaboration des autres associés.

L'associé ne peut réclamer de rémunération pour cette activité, même s'il avoue seul une gestion dont les autres se désintéressent. C'est une conséquence de la nature de la société, la rémunération devant être le gain escompté. Cependant la demande de rémunération est admise lorsqu'un associé doit fournir un travail supplémentaire par suite de l'insuffisance de la gestion des autres;

2° Personne ne peut entrer comme associé sans l'assentiment unanime des associés existants. Un associé ne peut être exclu de la société si ce droit n'a pas été expressément prévu (s. 25);

3° Un changement de la nature des opérations n'est pas admis sans l'assentiment de tous les associés. Pour les questions qui se présentent dans la gestion normale, la majorité peut engager les autres associés (s. 24 (8));

4° Un associé ne peut diriger une entreprise concurrente sans l'assentiment exprès ou tacite des autres associés. S'il le fait néanmoins, il doit en verser le profit à la société. Si le but social est l'exploitation d'un hôtel, un associé ne peut être intéressé à un autre hôtel du même lieu sans l'assentiment des autres associés.

III. Le patrimoine social et les parts. Dans une gestion régulière le

contrat constitutif détermine exactement la consistance de l'actif social et la part de chaque associé. A défaut de convention tous les associés sont également tenus de réunir le capital et d'en faire apport. Ce qui a été apporté à la société au début de son activité ou a été acquis pour la société par achat ou autrement constitue l'actif social. Il doit être utilisé par les associés uniquement pour la société et conformément à l'acte constitutif (s. 20 (1)). Les valeurs créées avec l'argent de la société sont elles aussi actif social, sauf convention contraire. Pendant la durée de la société, les associés sont " joint owners " du patrimoine, c'est-à-dire que chacun a des droits sur la totalité, et qu'il n'appartient pas par fractions à chaque associé. Tandis que d'après les règles générales de la joint ownership, en cas de mort d'un joint owner sa part revient aux co-owners survivants ce n'est pas le cas pour la partnership. L'ayant droit héritier succède au défunt. Sauf convention contraire, l'ayant droit le plus proche est l'exécuteur testamentaire; mais une convention entre associés peut en décider autrement (s. 22). Contrairement aux règles générales de la joint ownership, une cession ou mise en gage de la part est possible.

Tous les associés ont droit à des parts égales du capital et des revenus et doivent supporter également les pertes de capital ou autres de la société (s. 24 (1)).

La société doit dédommager tout associé des versements qu'il a fait et de ses engagements personnels lorsque les circonstances en ont été les suivantes :

a) Gestion ordinaire et régulière de la société;

b) Dépenses nécessaires pour la conservation de l'entreprise ou de l'actif social.

Un associé qui, dans l'intérêt de la société, paie ou fait une avance pour un montant supérieur à l'apport qu'il s'est engagé à verser a droit aux intérêts (5 % par an du jour du paiement ou de l'avance, s. 24 (3)).

Un associé n'a pas le droit de réclamer des intérêts pour ses apports en capital tant que le bénéfice n'est pas déterminé.

Si des intérêts ont été stipulés, ils ne sont payables, sauf convention contraire, que sur les bénéfices, et ne peuvent donc être versés en cas de pertes (s. 24 (4)).

Tout associé doit rendre compte à la société de tout avantage tiré par lui d'une affaire quelconque concernant la société, sans l'assentiment des autres associés, ainsi que de tout emploi du capital, de la raison sociale ou des relations d'affaires de la société. Cette règle s'applique également aux affaires conclues, après dissolution de la société par décès d'un asso-

cié, soit par un associé survivant, soit par les ayants-droit du défunt avant la liquidation totale de la société (P. A., 1890, s. 29).

Lorsqu'un associé, sans l'assentiment des autres, exerce un commerce de nature à concurrencer celui de la société, il doit verser à la société tous les profits réalisés dans ce commerce et lui en rendre compte (P. A., 1890, s. 30).

Exemple : A, B et C sont associés d'une raffinerie de sucre. A fait des affaires de son côté comme marchand de sucre sans que les autres associés, le sachant, protestent. A vend à l'insu des autres du sucre avec bénéfice. Il doit rendre compte de ce bénéfice et le partager avec des associés.

Les livres de la société doivent être tenus au domicile commercial de la société (ou au principal établissement si la société en a plusieurs) et mis à la disposition de tout associé sur son désir. Il peut les examiner et en prendre copie. Il peut faire opérer cet examen par un représentant, par exemple un expert-vérificateur, à condition qu'il s'agisse d'une personne contre laquelle il ne puisse être élevé de protestations fondées, par exemple parce qu'on redoute qu'elle ne mette à profit les connaissances ainsi acquises au préjudice de la société. Si les livres ont été volontairement détruits, ou si leur communication à l'associé est indûment refusée, le tribunal, dans la procédure de règlement de comptes, admettra dans le doute que les déclarations de la partie qui n'a pas exécuté son obligation de tenue régulière des comptes n'ont pas pour elles la présomption d'exactitude.

IV. Cession et mise en gage d'une part sociale. La cession de la part sociale d'un associé, soit pure et simple, soit en gage, ne donne pas à l'acquéreur à l'égard des autres associés le droit de s'immiscer pendant la durée de la société dans ses affaires et sa gestion, de réclamer la reddition de comptes sur ses opérations, ou d'avoir communication des comptes, mais seulement celui de recevoir la part de bénéfices, et, en cas de dissolution, la part de capital auxquelles aurait eu droit l'associé cédant. L'acquéreur doit supporter la répartition des gains convenue entre les autres associés (P. A., 1890, s. 31 (1)).

Un partner a, sauf convention contraire, le droit de céder et de mettre en gage sa part. Une cession peut également devenir nécessaire à la suite du décès d'un partner, de sa faillite, ou d'une saisie judiciaire pour dettes personnelles de l'associé.

Celui qui a acquis par cession une part sociale ne peut protester contre un arrangement conclu de bonne foi par les associés après la cession et

décidant que les associés recevront des salaires, même si le bénéfice en est diminué. Il doit également accepter le bilan des bénéfices tel qu'il a été approuvé par les associés. Mais il a en cas de dissolution de la société le droit de réclamer une exacte reddition de comptes, afin de pouvoir apprécier la valeur de la part cédée, quelque valeur que les associés aient attribué entre eux à la part .Un créancier qui a obtenu un jugement condamnant un associé à le rembourser peut obtenir du tribunal une décision d'après laquelle la part sociale est saisie pour le paiement de la dette, et il peut exiger qu'un receiver soit désigné pour la part de capital et de bénéfices du partner et les autres sommes qui lui reviennent du fait de sa qualité d'associé. En cas d'une telle saisie, les autres associés ont en tout temps le droit d'obtenir mainlevée de la saisie par remboursement, ou, si la vente de la part est ordonnée, de l'acheter (P. A., 1890, s. 23 (3)).

Pour décider si une cession de part sociale autorise les autres associés à la dénonciation, il faut distinguer s'il s'agit d'un associé participant à la gestion, ou n'y participant pas.

Dans le premier cas l'associé perdra tout intérêt social personnel, et la cession peut en conséquence être une cause de dissolution judiciaire. Dans le second, la cession de la part n'est pas un motif de demande de dissolution. Les associés n'ont pas le droit de dénoncer la société simplement pour une cession ou mise en gage volontaire.

V. Dettes de la société et de l'associé. Pour déterminer si l'actif social peut être saisi par un créancier, il faut, dans chaque cas d'espèce chercher s'il s'agit d'une dette sociale ou d'une dette personnelle de l'associé.

Le principe est que l'actif social sert au paiement des dettes sociales, et le patrimoine personnel de l'associé au paiement de ses dettes personnelles.

Une condamnation d'un associé personnellement ne permet pas l'exécution forcée contre tout l'actif social. Par contre le tribunal sur la requête de tout créancier par jugement d'un associé peut décider que la part de capital et de bénéfices de cet associé est saisie et grevée du montant de la condamnation, et des intérêts, et il peut en même temps ou par la suite, nommer un " receiver " pour la part de bénéfices de cet associé (qu'ils soient déjà fixés, ou à échoir) et pour toutes autres sommes lui revenant de la société; il peut de plus ordonner toutes les vérifications et recherches nécessaires, et donner tous les ordres et toutes les injonctions qui auraient dû être prononcés si la saisie avait été opérée par l'associé lui-même au profit du créancier par jugement, ou que les

circonstances de l'espèce réclament (P. A., 1890, s. 23 (1) (2)). Le créancier peut obtenir une décision judiciaire ordonnant la vente de la part saisie.

Il en est autrement lorsque le créancier fait valoir une créance contre la société. Alors l'exécution forcée est possible contre la société, mais seulement sur la base d'un jugement rendu contre elle. Le créancier peut à son choix intenter l'action contre la société sous sa raison sociale ou contre tous les associés. Un jugement contre la société donne au demandeur le droit d'obtenir l'exécution forcée contre les associés séparément.

Si l'action est intentée contre un seul associé bien qu'il s'agisse d'une dette sociale, cet associé peut réclamer que l'action soit également intentée contre les autres associés.

D'après l'order 48 r. 1 des Rules of the Supreme Court, les personnes qui sont demandeurs ou défendeurs en qualité d'associés et exercent leur commerce dans les limites de la juridiction des tribunaux anglais peuvent poursuivre ou être poursuivies sous leur raison sociale. Pollock, rem. à s. 39 du Partnership Act, expose à ce sujet qu'un jugement contre la société a le même effet qu'un jugement contre les associés isolés pris dans leur ensemble. Mais l'adoucissement de la s. 48 ne s'applique pas aux sociétés qui ne commercent qu'à l'étranger, et le fait décisif n'est pas ici le siège social d'après l'acte constitutif, mais le fait que la société, nationale ou étrangère, fait des affaires également dans les limites de la juridiction des tribunaux anglais. Il en résulte clairement que de telles sociétés, faisant des affaires en Angleterre peuvent être poursuivies sous leur raison sociale ou sous les noms de tous les associés au choix, tandis que pour des sociétés faisant des affaires hors des limites de cette juridiction, seul l'ensemble des associés peut être poursuivi (cf. Prochownick comm. Jenks, s. 635).

La société peut poursuivre un associé, de même que les associés peuvent intenter une action contre elle. Ces litiges entre la société et un ou plusieurs de ses associés, ou entre sociétés sont régis d'après la rule 10 de l'order 48 *a* des Rules of the Supreme Court par les principes généraux. L'associé peut donc poursuivre la société sous sa raison sociale. Mais l'exécution forcée sur la base d'un tel jugement n'est possible qu'avec l'assentiment du tribunal, qui doit rassembler tous les renseignements et ordonner toutes les vérifications qu'il juge nécessaires. Le tribunal n'admettra l'exécution forcée que si elle ne porte pas atteinte aux droits des autres créanciers sur le patrimoine (cf. Prochownick comm. Jenks, s. 635).

La déclaration de faillite, c'est-à-dire le receiving order, peut être prononcée sous la raison sociale Bankruptcy Act, 1914, s. 119.

Dans la rule 285 des Bankruptcy Rules, 1915, il est décidé que cet order aura le même effet que s'il avait été prononcé contre tous ceux qui, à sa date, étaient associés.

La Rule 287 oblige les débiteurs, c'est-à-dire les associés à fournir un compte-rendu (statement) des affaires de la société. De plus tout débiteur doit semblablement rendre compte de sa situation de fortune.

La Rule 288 décide que la déclaration de faillite a lieu non contre la société sous sa raison sociale mais contre les associés en personne.

Il en résulte qu'en droit anglais comme pour l'Offene Handelsgesellschaft du droit allemand tous les associés sont créanciers solidaires. En droit anglais la déclaration de faillite contre la partnership englobe le patrimoine entier des associés, aussi bien leur part sociale que leur patrimoine personnel. Néanmoins le syndic gardera ces patrimoines séparés et les administrera à part.

En cas de faillite, la dissolution de la société est reportée rétroactivement au premier act of bankruptcy (v. Schirrmeister-Jenks, t. I, p. 384 ss. relevé contre la société dans les trois mois qui ont précédé la requête de déclaration de faillite (cf. Prochownick comm. Jenks, s. 635).

Si par contre la déclaration de faillite ne porte que sur la part sociale d'un associé isolé, les autres associés ne sont pas compris personnellement dans la faillite et le patrimoine social comme tel ne tombe pas dans la masse. Le syndic entre avec les autres associés dans une tenancy in common au sujet de l'actif social; cf. Bankruptcy Act, 1914, ss. 117, 118, ainsi que t. I, p. 131 de cet ouvrage.

Si la déclaration de faillite comprend l'actif social et le patrimoine personnel de tous les associés, un associé qui est simultanément créancier n'a pas le droit de concourir dans la faillite ou la liquidation avec les autres créanciers. C'est la " rule against competition ".

Le créancier social ne peut donc rien réclamer à la masse du créancier isolé tant que ses créanciers privés n'ont pas été satisfaits.

La faillite de l'associé isolé opère la dissolution de la société. Mais il peut être convenu dans l'acte constitutif que la société continuera entre les autres associés.

CHAPITRE IV

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

I. Motifs de dissolution. La société prend fin :

1° Lorsqu'elle a été constituée pour une certaine durée, à l'arrivée du terme fixe, sauf continuation expresse, ou tacite. Dans le second cas, la dénonciation est possible en tout temps;

2° Par la réalisation de l'objet;

3° Par résolution unanime des associés;

4° Par dénonciation. Lorsqu'il n'a pas été prévu de durée déterminée pour la société, tout associé peut dénoncer en tout temps en faisant connaître son intention à tous les associés. Même lorsque la société a été primitivement constituée par acte scellé, une simple notification écrite et signée de l'associé suffit pour la dénonciation (P. A., s. 26).

Mais le tribunal peut interdire la dissolution immédiate de la société s'il en résulte un dommage irréparable. Un associé ne peut se créer un avantage illicite, pour le calcul de la part qui reste à lui payer, du fait qu'il dévance à contre-temps.

La dénonciation d'un contrat de société conclu oralement ou par écrit peut se faire par " notice " sans formes. Si l'acte constitutif a été scellé elle ne suffit pas. Sinon la dénonciation par acte scellé n'est pas exigée; la dénonciation par écrit suffira.

La dénonciation est irrévocable. Lorsqu'un associé demande la dissolution de la société sans avoir dénoncé le contrat auparavant, la citation est considérée comme une dénonciation. Il est également possible de dénoncer le contrat non immédiatement, mais pour un certain terme.

5° La société expire de plus par la mort ou la faillite d'un associé, (v. détails plus haut, p. 329, 330, 333, 334);

6° Lorsque la part d'un associé est saisie pour dettes personnelles (conformément à la s. 23) les autres associés peuvent déclarer qu'ils considèrent la société dissoute à partir de la date de cette déclaration. La déclaration ne rétroagit pas au jour de la saisie.

7° La société est toujours dissoute par l'arrivée d'un événement qui

rend impossible la continuation des affaires sociales, ou de l'entreprise comme société entre les associés.

Exemples : La guerre est déclarée, et un des partners devient de ce fait un alien enemy avec lequel le commerce est interdit, ou, si tel n'est pas le cas, le commerce devient impossible avec des clients ennemis qui sont les seuls clients possibles de la société, ou bien une interdiction d'exportation empêche l'exportation des matières fabriquées par la société, qui ne peuvent être écoulées qu'à l'étranger. Deux dentistes exercent ensemble; un d'eux est rayé de la liste des dentistes.

8° Le tribunal peut sur la requête d'un associé ordonner la dissolution de la société dans les cas suivants.

a) Lorsqu'un associé a été déclaré aliéné à la suite d'une enquête judiciaire, ou lorsqu'il a été suffisamment prouvé par ailleurs au tribunal qu'il est durablement aliéné. Dans les deux cas la requête peut être adressée aussi bien au nom de cet associé par son tuteur ou son " next friend " que par d'autres associés;

b) Lorsqu'un autre associé que celui qui adresse la requête devient durablement incapable de s'acquitter des obligations que lui impose l'acte constitutif;

c) Lorsqu'un autre associé que celui qui adresse la requête se rend coupable d'une faute qui, de l'avis du tribunal, compte tenu de la nature de l'entreprise, en influe défavorablement la continuation;

d) Lorsqu'un autre associé que celui qui adresse la requête manque au contrat intentionnellement ou avec persistance, ou bien se conduit par ailleurs à l'occasion des affaires de la société d'une façon telle qu'on ne peut prêter à l'autre ou aux autres associés l'intention de rester ses associés;

e) Lorsque les opérations de la société ne peuvent plus qu'entraîner des pertes;

f) Lorsque dans un cas quelconque se présentent des circonstances qui font paraître la dissolution juste et raisonnable aux yeux du tribunal (P. A., s. 35).

Il faut observer qu'en cas d'incapacité durable, attitude inconvenante, et manquement prolongé aux obligations, la société ne peut être dissoute à la requête de l'associé en faute. Mais elle peut l'être au nom d'un associé durablement aliéné, ou déclaré tel à la suite d'une enquête judiciaire, aussi bien qu'à la requête des autres associés.

II. Liquidation du patrimoine. A la dissolution de la société le patrimoine doit être liquidé. D'abord doivent être payées les dettes de la

société envers des personnes qui ne sont pas associées. Une fois ces dettes acquittées seulement, l'avoir de chaque associé, dans la mesure où il dépasse son apport, peut lui être remboursé. Puis vient le remboursement de l'apport, et, s'il y a un solde, sa répartition entre les associés. Il ne peut être fait de versement à un associé que s'il s'est acquitté de sa dette éventuelle envers la société par compensation ou paiement en espèces (P. A., s. 44).

Les pertes doivent être supportées d'abord par les bénéfices et ensuite par le capital. Lorsque ce dernier est épuisé, les pertes doivent être réparties entre les associés suivant la même proportion que les gains (s. 44).

Pour amener une liquidation régulière, tout associé en son ayant-droit peut demander au tribunal la liquidation judiciaire.

Tout partner a un equitable lien, un droit de rétention d'équité, sur le patrimoine social à la dissolution, lui donnant le droit de réclamer que le patrimoine soit employé au paiement des dettes et notamment de ce qui est dû aux associés (s. 39).

Celui qui a été induit par dol ou autres fausses déclarations à entrer dans la société et a de ce fait obtenu la dissolution a le droit de réclamer le remboursement de son apport en argent une fois les dettes sociales payées (s. 41).

CHAPITRE V

LIMITED PARTNERSHIP

Limited Partnership Act, 1907.

Depuis le 1er janvier 1908, le L. P. A., 1907 permet de constituer des partnerships à responsabilité limitée. Une telle société ne peut pas comprendre plus de 20 membres (10 pour les banques) (s. 4 (2)). Elle doit comprendre un ou plusieurs " general partners " qui sont responsables de la totalité du passif social, et un ou plusieurs " limited partners " qui, à leur entrée dans la société, font un apport en argent ou en valeurs quelconques, apport de montant exactement déterminé.

Responsabilité des limited partners :

1° Un associé à responsabilité limitée n'est pas responsable au delà du montant de son apport. Il ne peut, pendant la durée de la société, en retirer une fraction ni directement ni indirectement. S'il le fait néanmoins, il reste responsable également, pour le montant retiré (s. 4 (3)).

2° Une personne morale, un body corporate, peut également être associé à responsabilité limitée (s. 4 (4));

3° Tant que la société n'est pas enregistrée, le limited partner est responsable comme un associé à responsabilité entière (s. 5);

4° Un associé à responsabilité limitée ne peut participer à la gestion ni engager la société, mais il a le droit de contrôler les comptes, la situation et les perspectives de la société, et de délibérer à ce sujet avec les autres associés. Si un partner à responsabilité limitée participe à la gestion, il répond comme un general partner des dettes qui ont pris naissance pendant la durée de sa gestion (s. 6 (1));

5° La mort ou la faillite du limited partner ne dissolvent pas la société, et son aliénation mentale n'est un motif de dissolution que lorsque sa part ne peut être déterminée et réalisée d'autre manière (s. 6 (2)).

Lors de la dissolution, le droit de liquider revient au general partner sauf décision judiciaire contraire (s. 6 (3)). Les règles de la partnership ordinaire sont applicables si elles ne contreviennent pas aux prescriptions de la loi sur les limited partnerships (s. 7).

Lors de l'enregistrement de la limited partnership, il faut indiquer (s. 8)

1° La raison sociale;

2° L'objet principal;

3° Le siège social;

4° Le nom entier de tout associé;

5° La durée de la société si elle a été déterminée, et la date du début des opérations;

6° Que la partnership est une limited partnership, et la personnalité exacte de tout partner à responsabilité limitée;

7° L'apport de chaque limited partner, s'il a été opéré en espèces ou autrement.

Les modifications sur l'un quelconque de ces points doivent également être enregistrées.

Les conventions qui font d'un general un limited partner, ou par lesquelles un limited partner cède sa part à un tiers doivent être publiées dans la *Gazette de Londres*, Edinbourg ou Dublin. Jusque-là elles sont sans valeur (s. 10).

Les déterminations en question, prescrites par la loi, doivent être enregistrées par devant le fonctionnaire enregistreur et peuvent être consultées par quiconque contre paiement d'un léger droit (s. 13, 16).

A part quelques exceptions, les limited partnerships peuvent être déclarées en faillite comme les partnerships ordinaires. Si des general partners font faillite, le patrimoine social tombe entre les mains du trustee (Bankruptcy, Act, 1914, s. 127).

TROISIÈME PARTIE

Sociétés à personnalité morale.

PREMIÈRE SECTION

APERÇU

I. La naissance de la Corporation. 1° *Autorisation de l'Etat* (Incorporation). Les différentes variétés de groupements de personnes sont dénommées en droit anglais associations of persons. Il faut distinguer nettement les associations, qui ont la personnalité morale, les corporations, comme par exemple, la société par actions, des groupements d'individus qui n'ont pas la personnalité morale, comme la partnership.

Les fondations personnes morales du droit continental sont inconnues au droit anglais. Leur but est atteint par l'institution du trust, le patrimoine de la fondation étant remis à un trustee.

La personnalité morale suppose l'approbation de l'Etat. Cette dernière fait de l'association une corporation, elle est incorporated, a son nom propre, son patrimoine propre, et peut ester en justice en son propre nom.

La plupart des corporations du droit anglais supposent une pluralité d'individus; c'est la " corporation aggregate ".

2° " *Corporation sole* ". Il existe par contre des corporations pour lesquelles les droits de corporation n'appartiennent qu'à une seule personne en tant qu'exerçant des fonctions particulières, la corporation continuant avec le successeur de cette personne. On parle alors de „ corporation sole ". Mais il faut toujours distinguer si cette personne agit comme " corporation sole ", ou en dehors. Sont exemples de corporation sole en Common Law : le roi, l'évêque, et, sur la base d'un Act of Parliament, le Treasury Solicitor et le Public Trustee;

3° *Mode d'autorisation.* L'autorisation de l'Etat, l'incorporation, peut se faire de diverses façons :

1° Régulièrement, par reconnaissance expresse, et soit :

a) Par Royal-Charter, ou;

b) Par loi, Act of Parliament, qui peut être :

α) Private (special Act of Parliment lorsque la loi ne concerne la constitution que d'une seule entreprise;

β) Public (general) Act of Parliament, lorsque la loi édicte des règles générales pour la constitution de corporations (sociétés par actions par exemple);

2° Par présomption lorsque des associations exercent les droits de corporation depuis des temps immémoriaux. Les temps immémoriaux commencent avant le début du règne de Richard Ier, 1189.

La capacité de posséder et d'ester est un signe essentiel du caractère de personne morale d'une association.

Ne sont pas personnes morales toutes les associations auxquelles une de ces conditions fait défaut. Ainsi les Trade Unions (syndicats professionnels), qui sont organisés exactement comme des personnes morales et ont en leur propre nom la capacité passive d'ester en justice mais ne possèdent pas de patrimoine en tant que telles. Au contraire les membres des syndicats sont propriétaires du patrimoine.

II. Corporations by Royal Charter. 1° *Histoire.* Lorsqu'autrefois une entreprise dirigée par plusieurs personnes en commun ressentait le besoin de posséder la personnalité morale, le droit de Corporation ne pouvait lui être accordé que par acte spécial, la royal charter, la charte royale.

Ainsi les droits de Corporation furent accordés principalement à des communes (Corporations municipales), des guildes et des sociétés commerciales (Companies by Royal Charter).

Les Royal Charters, chartes royales, accordaient également au XIIIe et au XIVe siècle des droits très vastes à des commerçants isolés, sous la protection du roi. Mais la conception s'étant fait jour, principalement sous le règne d'Elisabeth, que pour un grand commerce prospère plusieurs personnes valaient mieux qu'une, il ne fut plus accordé de chartes depuis la fin du Moyen-Age qu'à des groupements sans exception.

L'intérêt principal que la Couronne trouvait à accorder des privilèges était le soutien efficace que lui accordaient, de leur capital et de leurs vaisseaux, les gros commerçants privilégiés dans ses guerres et ses conquêtes. Aussi la Charte royale devint-elle d'une importance capitale pour les entreprises d'outre-mer. La première Charter Company anglaise, sanctionnée en 1406 par Henri IV et 1505 par Henri VII fut " The Fellowship of Merchant Adventurers of England " qui commerçait principalement avec les Pays-Bas. Le type social de ces sociétés est la

" Regulated Company ". Cette forme des " Charter Companies " s'appuie directement sur la constitution des guildes. C'est une sorte de corporation commerciale possédant un monopole. Chaque membre fait le commerce pour son propre compte, mais doit se conformer aux " Regulations " de la société. Dans les domaines réservés aux " Regulated Companies ", nul autre sujet ne peut faire le commerce. Il lui faut, par le paiement d'un droit, devenir membre de la société; il acquiert du même coup sa puissante protection.

L'étroite parenté avec les corporations et guildes se montrait dans ce fait que les personnes employées par un membre pendant un certain temps devenaient membres de plein droit. Le capital social se composait des apports des membres et était administré par un ou plusieurs directeurs, choisis d'abord par le Roi. et, plus tard. toujours par les associés.

Le transfert d'intérêts dans l'entreprise, ou l'entrée d'un membre n'ayant pas servi le temps prescrit n'étaient admis qu'à l'unanimité des associés. Par contre la résiliation, et le retrait de l'apport s'il en avait été versé un, étaient permis. Chaque associé répondait des dettes de la société sur tout son patrimoine, et sans limite.

Mais une entreprise de cette nature manquait de véritable capital utile. Les cotisations des membres n'étaient effectées qu'aux dépenses générales, frais de consulat, etc. Un intérêt d'ensemble dominant faisait également défaut; chaque associé ne songeait qu'à sauvegarder ses propres intérêts, aussi cette organisation tomba-t-elle bientôt en discrédit.

Elle fut remplacée par une forme de société nouvelle et plus vigoureuse, libérée des entraves corporatives, la " Joint Stock Company ".

Déjà, sous la protection des regulated companies des membres isolés pouvaient mettre en commun des apports d'argent d'importance variable pour une entreprise commerciale déterminée, et former ainsi un joint stock (capital joint). Les gains et les pertes étaient répartis entre les associés pro rata. A partir de 1612, on mit de pareils stocks d'associés entre les mains d'un directeur, qui devait entreprendre grâce à eux des voyages outre-mer. Si les " stocks " existants étaient engagés en totalité dans une entreprise, de nouveaux étaient rassemblés parfois avec d'autres intéressés et à d'autres conditions. Tous ces " stocks " existant simultanément devaient être administrés à part, ce qui rendait l'administration et la tenue des comptes difficiles. En conséquence les propriétaires partiels de nouveaux " stocks " furent amenés à acheter les anciens " stocks " et à établir le principe du " joint stock " sur une large base.

La " joint stock company " devint ainsi aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles le type dominant de société pour le commerce outre-mer.

La " joint stock company " est la première forme de la société par actions d'aujourd'hui. La création d'un capital un et indépendant, doué par charte royale des droits de la corporation, rendit la " joint stock company " extraordinairement efficace par rapport aux regulated companies. La participation directe aux entreprises du capital social, l'administration et la gestion de sommes importantes intéressèrent les organes dirigeants à la bonne marche de l'entreprise.

Les membres sont représentés par leur part de capital (share). Une part une fois versée ne peut pas être retirée. Elle peut par contre être cédée, ce qui donne à la composition de la société une certaine souplesse. La responsabilité des associés est limitée au montant de leur part.

Les organes de gestion, le " Governor ", le " Vice-Governor " et les " Assistants " sont toujours désignés pour la première année par la " charter ". Par la suite, par une assemblée générale. Les " charters " ne contiennent pas habituellement de dispositions constitutives plus détaillées. L'organisation est entièrement laissée au choix des associés.

Les " joint stock companies " acquirent bientôt une influence importante. Souvent elles devinrent de puissantes organisations politiques, les commerçants anglais recherchant l'ouverture et la domination de colonies nouvelles. Les plus grandes de ces entreprises, subsistant encore en partie, sont The Russia Company (fond. 1555); The Senegal Adventurers (1558); The Levant Company (1569); The East India Company (1600); The Hudson Bay Company (1670); The Bank of England (1674); The South Sea Company (1711); Peninsular and Oriental Steam Navigation Company (1840); The British North Borneo Company (1881); The British South Africa Company (1889); Il faut également constitué des joint stock companies incorporées pour le développement d'entreprises nationales comme la Society of Mines (1651), la Company of Copper Miners (1691), The London Assurance Company (1720).

Le gouvernement a souvent contraint les anciennes " charter companies " à servir à l'Etat d'agents financiers et à lui consentir des prêts à court terme. Pour le rendre indépendant d'elles, la " Bank of England " fut fondée par charte royale en 1674. Son organisation et son développement firent faire de grands progrès au droit des sociétés par actions.

La forme de la joint stock company est à la base de la législation du XIX^e^ siècle sur les sociétés par actions, commençant avec la loi de 1844 et finissant avec les Companies (Consolidation) Acts de 1908 et 1917.

2° *La législation actuelle.* Le Charter Companies Act de 1837 est la pre-

mière réglementation importante des Charter Companies. Le Roi est lié à ce cadre légal en accordant la charte, et la société en procédant à son organisation. Le contenu se borne à ces règles essentielles :

Avant l'octroi d'une charte, la requête régulière sur la base de laquelle elle est accordée, doit être convenablement publiée dans les journaux officiels. Trois mois après l'octroi de la charte, la société doit être enregistrée dans un registre public avec mention de la date de la charte, de la raison sociale, de l'objet, du siège social et des succursales du nombre total des actions, du nom, du domicile, du nombre d'actions et de la responsabilité des associés puis séparément, avec désignation des organes. Toutes modifications telles que changement de siège social ou de succursales, d'associés, d'organes, versements (paying-up) sur les actions doivent être annoncées pour inscription à l'office d'enregistrement dans les trois mois.

Les actionnaires répondent du passif social jusqu'à concurrence du total souscrit.

Les personnes qui sont devenues actionnaires par cession d'une action n'ont droit à une part de bénéfices qu'une fois portées sur le registre des actionnaires.

La faillite personnelle d'associés de la société n'atteint pas son existence.

La dissolution de la société ne supprime pas ses droits et obligations en ce qui concerne les affaires en cours.

Les prescriptions sont obligatoires pour la Couronne. Elle ne peut faire d'exception.

Complétant l'article 29 de la loi de 1847, la loi de 1884 donna expressément à la Couronne le droit de limiter dans le temps, renouveler et modifier ad libitum des " chartes ".

La dissolution de la société peut avoir lieu :

a) Par expiration du délai fixé si la charte n'était accordée que pour un certain temps;

b) Par vote de la société, sauf restrictions résultant de la charte;

c) Par une procédure dite " scire facias " : le procureur général (Attorney General) demande au nom du Roi la dissolution de la société. Cette demande suppose une violation des clauses de la charte, ou la preuve qu'elle a été obtenue par dol (fraud).

A côté de cette forme de dissolution judiciaire, il existe une procédure moins énergique, la " procedure quo warranto ". Elle ne conduit pas à la dissolution même. La capacité de la société est cependant suspendue, sur la requête de l'attorney general au nom du Roi et d'après son appré-

ciation, pour un certain temps. Le Roi peut choisir entre les deux procédures.

III. Companies incorporated by Acts of Parliaments. 1° *By special Act of Parliament.* Les entreprises d'utilité publique, telles que construction et exploitation de chemins de fer, travaux hydrauliques et électriques, etc. reçoivent aujourd'hui la personnalité morale par loi spéciale. L'Etat exerce son contrôle en n'accordant la loi qu'à certaines conditions. Les représentants sont obligés de recourir à cette forme de concession et incorporation légales parce que, d'après le droit existant, c'est le seul moyen d'obtenir les privilèges indispensables à la réalisation du but social. C'est ainsi que les compagnies de chemin de fer acquièrent le droit d'expropriation (compulsory purchase of land), et les entreprises hydrauliques le droit de poser des conduites en terrain d'autrui.

Contrairement aux charter companies, qui peuvent accomplir tous les actes que la charte ne leur interdit pas expressément, les " Statutory Corporations " ne peuvent accomplir que les actes qui leur sont permis expressément ou tacitement par la loi. Les contrats qui s'écartent du but social déterminé par la loi (contrats ultra vires) sont nuls, même s'ils étaient des plus avantageux pour la société et si tous les associés étaient d'accord pour les conclure.

La création de corporations par " Private (or special) Act of Parliament ", c'est-à-dire par concession légale, eut d'abord lieu pour les grandes entreprises anglaises de canaux, comme le " Bridgewater Canal " dans les lois spéciales de 1759 et 1760. Ce genre d'incorporation fut également employé par la suite pour les compagnies de chemins de fer (Stockholm and Darlington Act, 1821) et est devenu le mode régulier d'incorporation pour les grandes entreprises d'utilité publique (public utility works), telles que construction de ports, travaux hydrauliques, usines à gaz, tramways. De telles entreprises devant normalement posséder des attributs de la puissance publique, telles que droit d'expropriation, droit de faire passer des conduites, ce mode d'incorporation était le seul possible .

2° *By general Act of Parliament.* Les dispositions concernant les companies isolées étaient en général réglées d'une façon analogue. On a donc bientôt fait des lois renfermant des règles fondamentales, comme par exemple le Companies Clauses Consolidation Act de 1845.

Si une entreprise particulière se trouve dans les conditions légales, l'autorité compétente lui établit un certificat où il est constaté que les droits de corporation lui appartiennent (certificate of corporation).

3° *Fonctions publiques avec personnalité morale.* Ce sont, sur la base d'une loi.

a) Le Post Master General : 3 & 4 Victoria, c. 96, s. 67;

b) Le Treasurer of Public Charities : 16 & 17 Vict. c. 147, s. 47;

c) Le Secretary of State for War : 18 & 19 Vict. c. 117, s. 2;

d) Le trustee en tant qu'administrateur de fondations publiques : Charitable Trust Incorporation Act, 1872 (35 & 36 c. 24);

e) Le Solicitor of the Treasury : 39 & 40 Vict. c. 18, s. 1.

4° *Les companies.* L'acquisition de la personnalité morale par les companies, les sociétés par actions, se fait conformément aux règles fondamentales des Companies Acts (v. sous V).

IV. Entreprises particulières. Certains " public (or general) Acts of Parliament " donnent à quelques associations ou sociétés non la personnalité morale mais, à divers points de vue des droits qui par ailleurs n'appartiennent qu'à la personne morale.

1° *Les " Building societies "* (associations de construction) dont le but est, par souscriptions et contributions, de créer pour leurs adhérents des capitaux permettent l'achat de petits terrains et de maisonnettes. D'après la loi de 1834, elles pouvaient se faire enregistrer, et recevaient. sur la base d'un certificat du fonctionnaire des registres, certains droits analogues à ceux de corporation. La sect. 9 du Building Societies Act, 1874, leur accorde une personnalité morale pleine et entière.

Aujourd'hui ces associations sont régies par les Building Societies Acts de 1874 à 1894.

2° *Les " Friendly Societies "* associations de prévoyance mutuelle pour l'assurance en petit, en cas de naissance et de mort, de chômage, etc. D'après une loi de 1896, elles acquièrent par l'enregistrement dans un registre spécial des droits de corporation pour la protection de leur patrimoine. Des maxima légaux de participation assez bas (rentes de 50 £ par an, et versements globaux de 200 £) limitent ce genre d'association aux petites gens. Les sociétés d'assurance mutuelle (Mutual Insurance Societies) ainsi que les sociétés mutuelles de bienfaisance et de prêt sont traitées par les tribunaux comme des entreprises à but lucratif au sens du Companies (Consolidation) Act, 1908. Aussi les Friendly Societies, lorsqu'elles dépassent les maxima légaux ou ont plus de vingt membres (dix pour les banques) doivent être enregistrées conformément aux Companies Acts. Les lois qui les régissent sont les Friendly Societies Acts de 1836 et 1908.

3° *Les " Industrial and Provident Societies "* (associations industrielles et à but lucratif) sont, d'après la loi de 1893, portées sur le même registre

que les Friendly Societies et soumises aux mêmes restrictions. Elles sont possibles pour toutes activités industrielle ou commerciale, ainsi que pour le commerce d'immeubles et la banque, mais non pour des buts de bienfaisance. La propriété et l'administration, comme pour toutes les Friendly Societies, sont entre les mains d'un trustee.

4° Les *Trade Unions.* Ce ne sont pas de simples syndicats, mais en général des groupements de patrons ou d'ouvriers aux fins de règlement commun des conditions de travail. La " Common Law " les considérait comme illégales, parce que restreignant la liberté du travail (in restraint of trade). Elles n'ont été légalement reconnues que par les Trade Unions Acts de 1871 et 1876. Les Trade Unions enregistrées ou non, n'acquièrent pas la personnalité morale et sont la seule catégorie de groupement qui ne puisse être incorporée conformément aux Companies Acts. Elles échappent à la compétence des tribunaux ordinaires, la sect. 5 de la loi de 1871 interdisant à ces tribunaux de connaître les plaintes de Trade Unions ou de leurs membres dans des questions d'ordre interne. Le Trade Disputes Act, 1906, empêche également au profit des Trade Unions que des tiers les poursuivent pour délits. Leur patrimoine est patrimoine trusté, administré par des trustees.

5° " *Cost book mining Companies* " in the Stannaries (Cornwall and Devon). Une exception intéressante à l'obligation d'incorporation pour les sociétés à but lucratif de plus de vingt membres est fournie par les mines métalliques de la région des mines d'étain (Stannaries). Elles sont soumises à une juridiction particulière, exercée aujourd'hui par les County Courts de Cornwall. Elles sont généralement exploitées d'une façon spéciale, d'après le " Cost Book System ", chaque associé pouvant en tout temps sans l'assentiment des autres céder sa part après prestation des versements exigibles. Comme la Gewerkschaft[1] allemande, cette entreprise est une véritable société de capital pour laquelle la personnalité de l'associé isolé n'a pas d'importance juridique pour l'existence de la société. Un capital évalué en argent n'existe pas. Par contre existe une obligation illimitée d'apport, avec pour contre-partie un droit d'abandon jusque six semaines avant la dissolution.

La mining company se distingue de la Gewerkschaft allemande en ce qu'elle n'a pas la personnalité morale. Pour l'acquérir, elle doit se faire incorporer conformément aux règles des Companies Acts. Juridiquement, elle est traitée comme une partnership, dans la mesure où la loi n'édicte pas de règles spéciales. Les associés répondent personnellement et solidairement de toutes les

[1]) Société minière d'une espèce particulière.

dettes sociales contractées pendant qu'ils étaient associés, mais avec le privilège de la limitation du délai pour intenter l'action à deux ans à partir de leur sortie. La gestion comprend un représentant nommé par la société, le « purser », qui est contrôlé et reçoit des instructions lors d'assemblées périodiques. Par contre tout associé peut lui aussi engager l'entreprise par des contrats se rapportant à l'exploitation.

6° *Compagnies d'assurance* (Assurance Companies Act, 1909). Les compagnies d'assurance occupent une situation à part du fait qu'elles sont soumises à des dispositions légales particulières, tenant compte de la nature spéciale de leur activité.

La loi s'applique à toutes les compagnies d'assurance sur la vie, contre l'incendie, les accidents, la responsabilité, qu'elles soient organisées sous la forme de société par actions, d'association ou de partnership. Les règles fondamentales sont :

Pour toute branche d'assurance, 20.000 £ doivent être déposées à la High Court pour garantir les droits des assurés. L'acte d'incorporation n'est délivré aux compagnies qu'une fois ce dépôt effectué.

Si une compagnie s'occupe d'assurances dans plusieurs branches, elle doit pour chaque branche d'assurance avoir un fonds à part avec comptes séparés. Le fonds à part ne peut être employé à d'autres buts que ceux de la branche d'assurances pour laquelle il a été constitué.

Les compagnies d'assurance non portées sur un registre public comme compagnie conforme aux Companies Acts de 1908 et 1913 ou comme associations doivent, sur la requête de l'assuré, lui adresser une copie de l'acte constitutif, et, en cas de partnership, le contrat de société. L'assuré doit avoir quelques notions de la situation de la compagnie .

Les ss. 4-9 de la loi renferment des prescriptions dans l'intérêt du public. Le Board of Trade doit recevoir chaque année, aux fins de contrôle, les bilans, comptes et livres.

V. Le Companies (Consolidation) Act de 1908. D'après le Companies (Consolidation) Act, 1908, tout groupement de 7 personnes au moins (2 pour la private company) peut, s'il remplit les conditions fondamentales, devenir personne morale par l'enregistrement. La nature et le but de la société n'importent pas; des groupements à but économique ou social peuvent se faire enregistrer. La seule variété de groupement qui ne le puisse comprend les Trade Unions. Les groupements à but social qui veulent acquérir la personnalité morale complète, et avant tout ceux qui veulent limiter la responsabilité de leurs membres, doivent se faire enregistrer comme companies conformément au Consolidation Act. Mais les

groupements à but lucratif (acquisition of gain) sont obligés par la loi (C. C. A., s. 1) de se faire incorporer dès qu'ils ont plus de 20 membres (10 pour les banques). S'ils l'omettent, ils sont illégaux (illegal associations) et ne peuvent acquérir de droits ni comme companies, ni par l'intermédiaire de leurs membres. Mais ceux-ci sont responsables solidairement et sans limite des dettes du groupement.

Le législateur laisse une grande liberté au groupement isolé pour sa constitution corporative et son développement postérieur. La participation au capital peut s'exprimer en actions ou en parts quelconques, sans qu'il soit constitué de capital bien déterminé. La responsabilité des membres peut être limitée au montant des actions souscrites, ou par garantie d'un montant maximum, ou illimitée.

Les deux Compagnies Acts de 1908 et 1917 s'appliquent aux variétés de sociétés suivantes :

1° *Public Companies.*

a) *Companies limited by shares.* Cette forme correspond dans l'ensemble à la société par actions du continent. Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

b) *Companies limited by guarantee.* La responsabilité des associés est fixée à un maximum déterminé aux statuts, et exigible en cas d'excédent de passif lors de la liquidation de la société. Elle peut de plus posséder un capital actions comme capital d'exploitation. En ce cas chaque associé doit souscrire au moins une action. En pratique, ces sociétés n'ont pas de capital actions. Ce sont généralement des groupements de bienfaisance, alimentés par des souscriptions annuelles et des donations;

c) *Unlimited Companies.* Les associés répondent sur tout leur patrimoine. Ce genre de société est rare aujourd'hui.

La principale différence qui existe entre ces trois variétés concerne la responsabilité des associés.

2° *Private Company.* La private company diffère des public companies en ce que ces dernières se procurent leur capital en invitant le public à souscrire, tandis que la première ne s'adresse pas au public. Le législateur, depuis 1900, a avantagé la première forme par rapport à la seconde et facilité la constitution de sociétés par actions sans émission de prospectus, pendant que les fondateurs de public companies sont soumis à des règles très strictes spécialement en ce qui concerne le contenu de leurs prospectus.

Les conséquences de cette réglementation légale différente ont amené de grandes sociétés, auxquelles la forme de private company n'était pas précisément destinée, à la choisir pour tourner la loi.

Les avantages principaux de la private company par rapport à la public company ont trait au nombre des associés, à l'acquisition de la capacité juridique, au versement du capital et à l'étendue et au degré de la publicité. Au lieu de sept membres pour la public company, il n'en faut que deux. La capacité s'acquiert à l'incorporation, au lieu de dépendre de l'accomplissement de certaines prescriptions relatives au versement du capital. La private company est de plus libérée de l'obligation extrêmement lourde de rendre compte du prospectus et de l'exploitation.

D'après le décret sur les actions de 1900, on distingue les sociétés à prospectus (prospectus companies), et sans prospectus (non prospectus companies), tout en autorisant les public companies elles aussi, moyennant renonciation à l'invitation publique à la souscription, à présenter au Registre un " statement " au lieu de prospectus. Les actions souscrites en ce cas non " publiquement " peuvent être ensuite cédées au public librement, mais sans prospectus. Le texte de la déclaration qui remplace ce dernier est presque identique à celui d'un prospectus.

La pratique préfère la constitution sans prospectus. Des 848 public companies fondées en 1919, 296 seulement ont fait paraître un prospectus

Une company enregistrée ne peut s'obliger au delà du but indiqué aux statuts restriction qui s'applique d'une manière générale à toutes les sociétés incorporées par la loi.

La plupart des *groupements à but social* se font enregistrer avec *limitation de responsabilité par garantie.* En ce cas ils peuvent se faire libérer par le Board of Trade de l'obligation pour toutes les sociétés à responsabilité limitée des associés de porter dans la raison sociale, en dernier, le mot " Limited " (C. C. A., s. 20). Ils ne peuvent acquérir qu'avec une autorisation spéciale du dit Board of Trade plus de deux acres de terrain ou propriété (C. C. A., s. 13).

Le système de la responsabilité par garantie est employé, en dehors des groupements à but social, comme associations sportives, associations pour la protection du commerce et des métiers, par les sociétés d'assurance mutuelle. Le montant garanti par chaque associé doit être déterminé dans l'acte constitutif, et peut être aussi élevé ou aussi bas qu'on veut, ce qui permet de faire participer au crédit un nombre aussi grand que possible de gens à ressources modestes. La somme garantie (fréquemment 1 £) est généralement égale pour tous les membres quelle que soit leur participation. Elle ne fait pas partie du capital d'exploitation et ne peut donc en aucune façon être grevée ou engagée. Comme le capital actions fixé par l'acte constitutif ne peut être abaissé qu'avec l'assenti-

ment des tribunaux depuis le Companies Act de 1900, même pour les sociétés de garantie, on préfère ne pas diviser le capital en actions. L'actif social pouvait également antérieurement à cette loi, être divisé en actions de montant indéterminé. Cette possibilité souvent très pratique n'existe plus depuis le C. C. A., s. 21.

Un montant déterminé en chiffres doit être déjà fixé dans l'acte social, comme pour la company limited by shares. Les conventions d'après lesquels des non-associés, c'est-à-dire non-garants, prendraient part à la répartition des bénéfices sont nulles.

De même que la société illimitée, la société à garantie est relativement rare. Sur 10.725 constitutions nouvelles dans le Royaume-Uni en 1919, 125 seulement, ou 1 — 1 1/2 %, avaient limité leur responsabilité par garantie.

La company limited by shares, la société par actions à responsabilité des actionnaires limitée au montant de leurs actions, est la forme de société régulièrement employée. Sur les 10.725 constitutions ci-dessus, il y avait 10.529 sociétés par actions. Pour s'assurer les avantages de la personnalité morale, de la division du capital en parts plus ou moins facilement cessibles de montant déterminé, et de la limitation de la responsabilité des actionnaires, toutes les entreprises industrielles et commerciales se font incorporer comme " companies limited by shares " conformément au Consolidation Act 1908 (anciennement Companies Acts, 1862-1907) à moins que la nécessité de concessions et privilèges, comme les concessions de chemins de fer et le droit d'expropriation n'obligent au procédé plus long et plus coûteux qui consiste à obtenir une loi spéciale d'incorporation. De plus nombre de groupements sans intention lucrative utilisent également cette forme de société privilégiée.

VI. Le Companies Act de 1928 (3 août), la loi complémentaire la plus importante. V. ci-dessous.

DEUXIÈME SECTION

LA SOCIETE PAR ACTIONS, COMPANY LIMITED BY SHARES

Lois : La loi fondamentale (the principal Act) est le Companies (Consolidation) Act, 1908; il s'y ajoute plusieurs Companies Acts complémentaires de moindre importance, tels le Companies Act, 1913, le Companies (Particulars as to directors) Act, 1917, le Companies (Foreign Interests) Act, 1917 et le Companies Act, 1928. Ce dernier Act, en date du 3 août 1928, est la loi complémentaire la plus importante; mais actuellement (Décembre 1928) il n'en est entré en vigueur que la s. 92 (concernant les restrictions à la mise en vente d'actions), tandis que le Gouvernement aura encore à déterminer la date de la promulgation des autres clauses de cette loi. On va réunir toutes les dispositions se rapportant au droit des actions et réparties dans les différentes lois en vigueur, dans un seul Companies (Consolidation) Act, 1929.

Littérature : Buckley, Lord W. : On the Companies Acts, 10 th Ed., 1924. — Lindley, Lord N. : Treatise on the Law of Companies. — Smith, T. E. : A Summary of the Law of Companies, 13 th Ed., 1923.

Jordan et Borrie. — A B C Guide to the Companies Act, 1928, Londres 1928. Matériaux de la nouvelle loi : Report du Company Law Amendment Committee (1925-1926), Londres 1926; le projet de loi, tel qu'il a été présenté au Parlement (" the Bill "); L'Official Report des débats de la commission parlementaire (Standing Committee) du 6 mars au 7 juin 1928, paru en 12 fascicules, ainsi que l'Official Report des Parliamentary Debates du House of Commons, des 25 et 26 juin 1928.

On trouvera une description succincte du droit américain des actions dans *Conynglon*, Th. : Corporated Organization and Management, New-York, The Ronald Press Cy.

Différences d'avec la société par actions du continent.

Sur le continent, le capital actions doit être entièrement souscrit avant que la société n'acquière la personnalité morale. En droit anglais,

par contre, il suffit d'un capital minimum indiqué dans l'acte constitutif, souscrit par les fondateurs, et après le versement duquel les opérations peuvent commencer et les fondateurs recevoir de nouvelles souscriptions et des versements sur le capital actions, sans pouvoir toutefois dépasser le maximum.

Le paiement peut s'opérer en espèces ou en nature. Les versements autres que d'espèces doivent être indiqués publiquement dans un prospectus rédigé par les fondateurs, avec mention de la valeur d'évaluation. C'est par exemple le cas lorsqu'une nouvelle société par actions reprend la clientèle d'une autre entreprise et paie ce " goodwill " en actions. L'importance particulière du prospectus caractéristique du droit anglais sera étudiée plus loin.

Les " directors " sont responsables de la gestion de la société, c'est-à-dire le conseil d'administration élu par l'assemblée générale, qui choisit lui-même d'autres représentants, les managers ou administrateurs. Régulièrement, pour la rédaction des procès-verbaux des séances du conseil d'administration et de l'assemblée générale, il est de plus nommé un secrétaire comme employé (officer) de la société. V. ci-dessous, p. 390.

Le conseil d'administration est généralement élu pour un an, toujours rééligible.

La dissolution de la société ne s'opère jamais par faillite mais par une procédure spéciale de liquidation, le " winding-up ". Ce peut être une liquidation volontaire, auquel cas l'assemblée générale de la société nomme le liquidateur, ou une liquidation judiciaire, auquel cas un " official receiver ", un liquidateur officiel, assure le règlement des affaires. Mais il doit tenir compte en s'acquittant de ses fonctions des désirs légitimes des créanciers et " contributories ", c'est-à-dire des actionnaires n'ayant pas achevé de libérer leurs actions.

PREMIÈRE SUBDIVISION

CONSTITUTION, ACTIONS ET CAPITAL

CHAPITRE PREMIER

LA CONSTITUTION

I. Apercu. La société par actions anglaise (joint-stock company) se constitue par la signature par les fondateurs d'un acte constitutif renfermant les dispositions essentielles pour l'organisation (raison et siège sociaux, but, responsabilité, nombre d'actions). Cet acte constitutif, le memorandum of association, doit être remis pour enregistrement à l'office compétent. Il suffit que chaque fondateur souscrive une action. L'enregistrement donne la vie à la société, elle est incorporated et possède la personnalité morale. Il n'est donc pas nécessaire que le capital actions soit entièrement souscrit et versé avant la constitution. Les actions non souscrites par les fondateurs peuvent être offertes par eux même après la constitution, pour la souscription et la libération, avec prospectus à l'appui. Il y a là un véritable contrat de vente avec la société, et les règles juridiques de l'offre et de l'acceptation s'y appliquent. De plus la responsabilité des fondateurs qui offrent les actions aux souscripteurs est aggravée, car ils répondent de leurs déclarations. Les souscripteurs ont le droit de faire annuler ce contrat pour déclarations essentiellement fausses.

Il est prescrit, pour la protection de l'action ainsi acquise, aux fondateurs, promoters, de convoquer dans les quatre mois de l'enregistrement une assemblée générale où les actionnaires auront l'occasion d'examiner de près la situation de la société et l'attitude des fondateurs.

II. Acquisition de la personnalité morale. 1° *L'acte constitutif* (*memorandum of association*). Les promoters, les fondateurs d'une société par action (sept au moins, deux pour la private company) doivent rédiger l'acte constitutif, memorandum of association, avec les mentions suivantes :

a) Raison sociale;

b) Siège social;
c) But;
d) Nombre d'actions et nature de la responsabilité;
e) Montant du capital et de l'action isolée.

Le memorandum doit être signé par sept personnes au moins, avec attestation d'un témoin. Il est rédigé sous la forme d'acte scellé. Tout signataire (fondateur, promoter) doit joindre à son nom le nombre des actions souscrites par lui (une au moins). La représentation pour la signature du memorandum par un représentant à procuration suffisante est admise.

Le Memorandum est la Constitution et la base de la société. Une modification à ses dispositions est très difficile et n'est admise par la loi que dans les cas qu'elle prévoit expressément, en tenant le plus grand compte des intérêts des créanciers sociaux.

Le memorandum est au même moment, avec paiement des droits, remis au Register of Joint Stock Companies, qui pour l'Angleterre et le Pays de Galles siège à Londres (au Somerset House), pour l'Ecosse à Edinbourg pour l'Irlande à Dublin.

Lorsque le memorandum est régulier, le Registrar enregistre la company et établit un " Certificate of Incorporation " qui est la preuve absolue que les règles légales ont été observée et quela société est fondée comme company. Si la société est une private company (cf. ci-dessous p. 391) elle peut commencer aussitôt ses opérations. Mais s'il s'agit d'une Public Company il faut encore accomplir d'autres formalités pour qu'il reçoive le " trading certificate ".

Les fondateurs doivent remettre avec le memorandum une " Statutary Declaration ". C'est une déclaration écrite, sous une forme déterminée et solennelle, du secrétaire de la société ou d'un " director " déterminé par les statuts, ou en Angleterre d'un solicitor de la High Count, ou en Ecosse du fonctionnaire correspondant (enrolled law agent), attestant que toutes les prescriptions légales ont été observées lors de la constitution de la société.

On nomme Association Clause la déclaration écrite des fondateurs à la fin du memorandum qu'ils ont l'intention de constituer la société et s'engagent à souscrire le nombre d'actions indiqué. Elle est rédigée comme suit :

We (noms des fondateurs) are desirous of being formed into a company (société) and agree to take the number of shares opposite our names ".

Suivent les noms et adresses des sept signataires et le nombre d'actions

souscrit par chacun (une au moins). Chacun doit signer, qu'il s'agisse d'un majeur, d'une femme mariée, d'un mineur ou d'un étranger.

Les signatures des fondateurs doivent être certifiées par un témoin au moins. Les obligations des fondateurs signataires sont :

a) De libérer leur action;

b) De signer les Articles of Association s'il en existe (v. ci-dessous, p. 364);

c) De nommer les premiers „ directors ", c'est-à-dire le conseil d'administration;

d) De faire eux-mêmes fonction de directors si personne d'autre n'a été nommé.

2° *Raison sociale.* Le droit anglais ignore le principe de l'exactitude du nom commercial. La seule restriction pour le choix est qu'on ne peut adopter la raison sociale d'une société déjà existante, à moins qu'elle ne soit en liquidation et ait donné son assentiment. De même on ne peut adopter un nom ressemblant à un nom existant au point de pouvoir tromper les tiers. Le Business Names Act, 1916, interdit l'emploi de l'adjectif " British " ou de tout autre mot pouvant faire croire que l'entreprise est contrôlée par des Anglais ou entre des mains anglaises lorsque tel n'est pas le cas. Par special resolution (cf. p. 382) la société, avec l'assentiment du Board of Trade, peut changer de raison sociale.

On doit sans cesse y joindre si la société est à responsabilité limitée, le mot " limited ". Il n'est admis d'exception que pour les groupements à but désintéressé (développement de l'art, de la science, du commerce, de la bienfaisance). Pour ces associations, un gain éventuel ne peut être distribué aux membres comme dividende, mais doit être employé dans l'intérêt du but social. Une requête demandant la dispense du mot " limited " dans la raison sociale doit être adressée au Board of Trade.

3° *Le siège social* (the registered office). Il suffit d'indiquer la région (Angleterre, Ecosse, Irlande) où il se trouve (Sur son importance, cf. ss. 30, 61, 100,-102, 108 et 113 du Companies [Consolidation] Act, 1908. Cf. aussi ci-dessus, p. 311);

4° *Le but social* (the objects for which the company is established). La société ne peut avoir une activité différente de celle qu'indique le memorandum.

Si le but principal cesse d'exister, la société doit être liquidée.

Il n'existe pas de restriction relative au but social. Mais il ne doit pas être illégal.

Modification du but social : la société peut en tout temps modifier le memorandum par résolution spéciale, à faire approuver par le tribunal

(Companies [Consolidation] Act, 1908, s. 9) et ainsi par exemple :

a) Pour rendre les affaires plus profitables;

b) Pour atteindre leur but par des moyens nouveaux ou améliorés;

c) Pour élargir ou modifier l'activité locale de l'entreprise;

d) Pour faire d'autres affaires pouvant être réunies aux premières projetées;

e) Pour abandonner ou limiter certains buts sociaux .

5° *La responsabilité des actionnaires.* Le memorandum doit indiquer si la responsabilité des actionnaires est limitée, limited, et si la limitation porte sur les actions ou sur une certaine garantie. S'il est seulement dit que la responsabilité est limitée, il faut entendre : limitée à la valeur nominale des actions (limited by shares).

6° *Le capital actions* (the Share Capital of the Company). Le memorandum doit également indiquer le capital social, ainsi que le nombre et le montant des actions. Le droit anglais ne connaît pas de restriction concernant ce montant. Généralement, la valeur nominale est de £ 1.

III. Les statuts (articles of association). En général, en même temps que le memorandum, on rédige des statuts spéciaux, les Articles of Association, qu'on remet simultanément à l'office d'enregistrement. Ils déterminent l'organisation interne et la gestion, tandis que le memorandum règle en première ligne les relations de la société avec les tiers.

S'il s'agit d'une société pour laquelle la responsabilité des actionnaires est limitée au montant de leurs actions il n'est pas besoin d'articles of association spéciaux. Par contre ils sont obligatoires pour les sociétés par actions, peu nombreuses, dont la responsabilité des actionnaires est illimitée, les unlimited companies, et pour celles dont la responsabilité est limitée à une certaine somme, les companies limited by guarantee (C. A., 1908, s. 10).

Les signataires du memorandum doivent également signer les articles en présence d'un témoin. Les articles doivent être rédigés par deed, et imprimés.

Les fondateurs sont responsables du contenu du memorandum et des articles comme si les actes avaient été signés et scellés par chaque associé. Les prescriptions contenues dans ces actes sont obligatoires pour tout associé (s. 14) de même que leur modification régulièrement opérée (s. 13).

Seuls les articles des sociétés à responsabilité illimitée et des sociétés à responsabilité limitée à une garantie doivent être enregistrés. Sans enregistrement, on appliquera les dispositions de la Table A de la First Schedule du Companies (Consolidation) Act comme articles. Elle contient des règles relatives aux actions, leur transfert, l'appel au versement

du montant des actions (call), l'assemblée générale, le droit de vote, les droits et obligations des membres du conseil d'administration (directors) et la tenue des comptes. Pour une société dont les articles sont enregistrés, les dispositions de la susdite Table A sont également obligatoires sauf exclusion expresse (s. 11).

Les articles réservent toujours le memorandum, d'où il résulte que le droit de la société à les modifier n'entraîne nullement celui de modifier le memorandum. Le juge peut cependant, pour l'interprétation, se baser sur les articles et le memorandum.

Modification des Articles. Une société peut modifier les articles par résolution spéciale (special resolution) de l'assemblée générale (s. 13).

Mais une modification ne peut sortir du cadre du memorandum ou léser injustement la minorité. Dans le dernier cas, néanmoins, une modification opérée de bonne foi dans l'intérêt de la société est admise; ainsi, par exemple, une résolution qui exclut un actionnaire faisant concurrence à la société, en le sommant de céder ses actions à leur valeur nominale à une personne désignée par un des directeurs (Sidebottom v. Kershaw, Leese & Co (1920).

Les articles qui limitent des intérêts étrangers ne peuvent être modifiés qu'avec l'assentiment du Board of Trade (Ashbury Railway Carriege and Iron Co v. Riche (1835)).

Une modification au memorandum n'est possible que si le tribunal y donne son assentiment et donc la juge opportune.

Enregistrement du memorandum et des articles. L'enregistrement a lieu par devant le Registrar of Companies au Somerset House. Le fonctionnaire enregistreur refuse l'enregistrement d'articles d'après lesquels le nombre d'actions autorisé par le memorandum (et, pour les Private Companies, par la loi) serait dépassé. Chacun a le droit de consulter les articles et le memorandum moyennant paiement de 1 s. Mais les actionnaires ont seuls le droit de réclamer une copie à la société elle-même. Les tiers prêts à payer le droit peuvent obtenir la copie du Registrar of Companies. Qui entre en relations avec la société est censé connaître les actes enregistrés. Mais il n'est tenu que de s'assurer que dans ses relations d'affaires avec la société le memorandum et les articles sont respectés. Il n'est nullement obligé de chercher " whether all the necessary steps have been taken by the company itself to make proceedings regular," (Royal British Bank v. Turquand (1876)).

Si un des organes de la société excède les pouvoirs que lui accordent les statuts, l'assemblée générale peut approuver après coup ces actes par résolution spéciale. Au contraire un acte qui sort du memorandum,

tel que la conclusion d'un contrat non relatif au but social, ne peut être ratifié. Il est nul, ultra vires.

IV. Prospectus et commencement des opérations. 1° *Souscription sur la base d'un « prospectus ».* Une société par actions anglaise peut être constituée par la souscription de toutes les actions par les fondateurs eux-mêmes. Alors la société acquiert, par l'enregistrement du memorandum et des articles, simultanément la personnalité morale et le droit de commencer ses opérations. Elle doit simplement déclarer à l'office d'enregistrement que toutes les actions sont souscrites. Il n'est pas nécessaire qu'un prospectus spécial soit distribué. La déclaration en question s'appelle statement in lieu of prospectus. Pour cette constitution non officielle, l'acquisition de la capacité juridique et celle de la capacité commerciale ne font qu'un.

Si les fondateurs, une fois la société entrée en activité, offrent au public les actions non encore souscrites, il sont obligés de donner dans un prospectus des renseignements exacts et détaillés sur le but, l'organisation, les fondateurs, le conseil d'administration, les apports en nature, les frais de constitution, etc., ainsi que le contenu du memorandum.

Les articles et le prospectus doivent indiquer exactement quel doit être le minimum des actions souscrites et des versements par action, et quels doivent être les versements des membres du conseil d'administration (directors) pour que la gestion et l'attribution des actions (allotment) puissent commencer.

Une fois seulement les trois conditions indiquées remplies, la société peut commencer ses opérations. Il lui faut à cet effet une permission spéciale du Registrar, que ce dernier n'accordera qu'après avoir reçu du représentant de la société la preuve par déclaration écrite tenant lieu de serment (affidavit) que le minimum d'actions a été souscrit, et que les membres du conseil d'administration ont fait leurs versements.

Le prospectus du droit anglais est d'une importance toute particulière, et bien plus nécessaire que lors de la constitution des sociétés par actions du continent.

Tandis que le droit continental (suisse, par exemple) exige la souscription de tout le capital et la libération de 20 % au moins du montant de chaque action, ce n'est pas le cas en droit anglais. Le capital peut être offert à la souscription par tranches successives. La souscription du minimum déterminé aux statuts ou dans le prospectus, et le versement d'une vingtième au moins (prescription légale) suffisent. Si les statuts et le prospectus ne disent rien d'autre, les versements faits doivent être restitués au cas où la souscription ne peut être reçue.

Les actionnaires, en droit anglais, n'ont, à moins d'être fondateurs, rien à dire lors de la constitution de la société. Il doit bien y avoir une assemblée générale des actionnaires (statutory meeting) dans les quatre-vingt-dix jours de l'acquisition de la capacité juridique. Mais elle n'a qu'une importance déclarative. A la convocation remise aux actionnaires doit être joint un rapport d'orientation (statutory report) sur la situation financière de l'entreprise et l'activité antérieure des organes de gestion. Ce rapport doit être également déposé au Registrar Office pour enregistrement.

Si la première assemblée générale ne se tient pas dans un délai convenable, tout actionnaire peut réclamer la dissolution de la société, et le tribunal est libre de convoquer une assemblée générale ou d'ordonner la liquidation.

La plupart des actionnaires ne pouvant intervenir lors de la constitution, les règles relatives à l'émission d'un prospectus sont très strictes. L'actionnaire doit savoir où il en est, connaître exactement la gestion, examiner à fond les garanties de son placement avant de souscrire.

2° *Contenu du prospectus.* Le promoter doit donner des renseignements dans le prospectus sur toutes les circonstances, dans la mesure où le Companies (Consolidation) Act, 1908 (s. 81) le prescrit. Tout prospectus doit être daté; une copie, signée par chaque " director ", doit être remise au Registrar, et mention de ce dépôt doit être fait dans le prospectus.

La loi prescrit les mentions suivantes :

a) Le contenu du memorandum avec les noms des actionnaires et le nombre des " founders " ou " deferred shares " lorsqu'on en a émis.

b) Le nombre des actions qui peuvent avoir été indiquées par les statuts comme obligatoires pour un " director " et la participation des directors au capital et aux bénéfices sociaux;

c) Nom et adresse des " directors ";

d) Montant minimum de souscriptions nécessaire pour que les " directors " puissent attribuer les actions;

e) Nombre des actions et obligations qui peuvent être libérées en tout ou en partie par un apport en nature. Si des sociétés déjà constituées émettent des actions et obligations, il faut indiquer combien il en a été émis dans les deux années précédentes;

f) Nom et adresse des vendeurs, et montant qui doit être payé à chacun lorsque la société par actions acquiert ou a acquis un patrimoine payable en actions;

g) Montant du prix d'achat qui doit être payé pour une clientèle (goodwill);

h) Montant de l'underwriting commission (commission aux intermédiaires) lorsqu'il y a lieu d'en prévoir une;

i) Montant des preliminary expenses (frais de constitution);

k) Montant payé, ou encore payable aux fondateurs;

l) Date, et parties de tout contrat de grande importance pour la société ainsi qu'endroit et temps convenables où le contrat, ou sa copie peuvent être examinés;

Une société ne peut contracter avant sa constitution, même par représentant (v. ci-dessous, p. 371).

m) Nom et adresse des vérificateurs des comptes, auditors, s'il en a été prévu;

n) Participation de chaque " director " à la constitution ou aux acquisitions de la société, et sommes à lui payées pour le faire se charger de la gestion;

o) Droit de vote donné aux différentes classes d'actions, s'il existe des catégories différentes d'actions.

p) Selon le Companies Act, 1928, il est de même prescrit d'indiquer quels droits appartiennent aux différentes classes d'actions quant au capital et aux dividendes, ainsi que les bénéfices nets réalisés et les profits répartis dans les trois dernières années. Si les titres ont été mis en vente, il faut en outre indiquer la somme nette qui revient aux entrepreneurs de l'émission.

Le prospectus doit encore indiquer une certaine somme minima destinée à faire face aux déboursés nécessaires, aux frais de fondation et d'assurance de l'émission et couvrant en outre un capital d'exploitation suffisant.

Quelques-unes de ces mentions peuvent être omises lorsque le prospectus n'est publié qu'un an après (deux ans selon la loi de 1928) le début des opérations de la société.

La publication de prospectus abrégés munis de formulaires de souscription est interdite.

3° *Responsabilité résultant du prospectus.* Elle est déterminée par la s. 84 C. C. A., 1908 comme suit : « Les fondateurs de la société par actions les " directors " et les personnes qui se sont de bon gré laissé mentionner comme " directors " dans le prospectus, et tous ceux qui ont pris part à la publication de ce dernier (have authorized the issue of the prospectus) répondent aux souscripteurs de tout dommage subi par ceux-ci à la suite de fausses déclarations du prospectus. Les responsables ne peuvent se dégager que s'ils étaient de bonne foi et ou bien ont basé leurs déclarations sur les appréciations d'experts, ou bien exposent une bonne raison (reasonable ground) de leur bonne foi.

Lorsque le prospectus renferme de fausses déclarations, le souscripteur est en droit :

a) De faire annuler l'attribution d'actions;

b) De réclamer des dommages-intérêts pour dol (fraud).

Celui qui a signé le prospectus répond des fausses déclarations même s'il les a tenues pour vraies, mais sans bonne raison (s. 84).

Cette responsabilité sévère n'était encourue, d'après le Companies Act de 1908, que pour l'invitation directe par la société émettrice à la souscription; les sociétés pouvaient l'éluder en vendant leurs actions ou leurs obligations à une maison de banque non intéressée, à laquelle, dès lors, il était permis d'inviter le public à souscrire aux actions ou à l'emprunt émis sans prospectus, par une simple offer for sale.

Pour y remédier, le Companies Act, 1928 ordonne que les mêmes conditions sévères que pour le prospectus feront désormais loi pour les offres de vente d'actions ou d'obligations faites au public par des tiers; on ne pourra donc plus, pour les éluder, vendre d'abord ses titres à un tiers (p. ex. des maisons d'émission) pour que celui-ci les revende au public sans prospectus.

Les mêmes règles font loi pour des offres de souscription ou de vente de titres de sociétés étrangères.

De plus, le Companies Act, 1928 contient une *défense absolue*, sous peine de prison, d'amende ou de nullité des contrats — entrée en vigueur dès le mois de septembre 1928 — de débiter des valeurs par colportage, c'est-à-dire en visitant personnellement des particuliers en dehors de leurs bureaux d'affaires. En outre, toute offre par écrit de valeurs, adressée au public, c'est-à-dire à des personnes n'ayant pas de relations d'affaires suivies avec celui qui fait l'offre est interdite, à moins que l'offre ne soit accompagnée de certaines informations exactement prescrites, au sujet des valeurs et de la société qui les émet.

4° *Prospectus spéciaux.* Un prospectus analogue est exigé pour l'émission d'obligations (debentures), et les émissions postérieures d'actions.

5° *Statement in lieu of prospectus.* Dans les cas où il n'est pas publié de prospectus, la société doit remettre au Registrar un " statement in lieu of prospectus ", qui porte les principales mentions exigées dans un prospectus (s. 82). Celui qui souscrit des actions en croyant à l'exactitude du statement présenté a, en cas de fausses déclarations, le même droit à la rescision (rescission), que s'il s'en était remis à un prospectus. Mais le statement inexact et insuffisant n'annule en aucune façon l'attribution d'actions (Re Blair Open Hearth Furnace Co Ltd. (1914);

6° *Attribution d'actions* (*allotment*). On ne peut attribuer d'actions avant que le minimum d'actions prévu ne soit souscrit, et le montant payable en même temps que la requête d'attribution versé (s. 85). Le

minimum est déterminé par les statuts, doit être mentionné au memorandum, et le montant à verser lors de la souscription doit être de 5 % au moins de la valeur nominale. Si le minimum n'est pas souscrit dans les quarante jours de la publication du prospectus, tout le capital actions offert doit être souscrit avant que l'attribution soit possible.

Ces règles relatives au minimum ne s'appliquent qu'à l'attribution d'actions offerte au public.

L'action provisoire, les certificats provisoires (interim-shares, scrip certificates) témoignent d'une libération partielle des actions souscrites et de la qualité d'actionnaire dès avant l'attribution. Une fois la libération entière, le certificat provisoire est échangé contre l'action définitive, share.

7° *Share certificate; certificat d'actions* (cf. p. 110). La société est tenue d'adresser aux actionnaires dans les deux mois de l'attribution ou de l'enregistrement d'un transfert d'actions, un certificat d'actions. Il permet à l'actionnaire de prouver du premier coup qu'il a un droit sur les actions qui y sont mentionnées.

Share Certificate.

This is to certify that *Archibald Boyd, of* 491 *Parker Street*, London, is the holder of *One* Ten Pound Share, numbered 1, 234, in *the Victoria and Albert Steamboat Company, Limited*, subject to the Company, and that upon such share the full amount of Ten pounds has been paid.

Given under the Common Seat of the Company this Twenty-second day of January, 19..

Signature :

8° *Commissions aux souscripteurs et intermédiaires* (underwriting agreements). Avant d'émettre leurs actions, les sociétés s'engagent souvent à verser une commission aux personnes qui souscrivent ou font souscrire par d'autres des actions.

Ces conventions s'appellent " underwriting agreements ". Les paiements qui en résultent ne sont permis que lorsque le montant exact en est porté aux statuts et que ce montant n'est pas dépassé. En cas de public company, le montant fixé doit être indiqué dans le prospectus ou le statement publié à sa place. En cas de private company il faut prouver qu'il est exactement désigné dans un statement déposé à l'Office d'enregistrement (s. 89, et Andreas v. Zinc Mines of Great Britain (1918)). Tout paiement de commission dans des conditions autres est illicite. Mais une société peut payer pour les services d'un agent de change sa commission habituelle, le " brokerage ".

Selon le Companies Act, 1928, s. 38, les commissions payées pour l'assurance et la souscription des actions ne dépasseront en aucun cas 10 %.

La loi de 1928, s. 37, permet l'émission d'actions *au-dessous du pair*, à condition que l'émission en soit votée par l'assemblée générale et autorisée par le Tribunal et qu'en outre elle ait lieu au moins un an après la fondation de la société et dans le délai d'un mois depuis l'autorisation du Tribunal ou dans le délai accordé par celui-ci.

V. Reprise de contrats. Lorsqu'une société par actions doit reprendre les droits et obligations résultant de contrats conclus par les fondateurs avant sa constitution, elle doit conclure un contrat entièrement nouveau qui prend la place de celui qu'avaient conclu par exemple les fondateurs (v. à ce sujet ci-dessus, p. 18).

VI. Sociétés étrangères. On avait essayé de tourner les prescriptions légales en constituant et faisant enregistrer une société hors du Royaume-Uni. Mais aujourd'hui une telle société, si elle opère dans un lieu quelconque du Royaume-Uni, doit remettre dans le mois du début de ses opérations à l'Office d'enregistrement anglais une copie de ses Articles et du Memorandum, ainsi qu'une liste des membres du conseil d'administration, et le nom et l'adresse d'un individu quelconque dans le Royaume à qui les actes puissent être adressés par les fonctionnaires et les tribunaux. Une telle société doit indiquer dans son prospectus (s'il en existe un), dans ses locaux commerciaux, sa correspondance et ses publications officielles le pays où elle a été enregistrée (incorporated (s. 274, et The Companies (Particulars as to Directors) Act, 1917).

Une société qui est enregistrée sur le territoire d'une British Possession peut, si elle répond aux conditions indiquées, acquérir des immeubles dans ce pays comme si elle était une société par actions anglaise (s. 275).

CHAPITRE II

QUALITÉ D'ACTIONNAIRE ET ACTION

I. Acquisition de l'action. Les droits de l'actionnaire liés aux droits sur l'action peuvent être très différents selon les dispositions du memorandum et des statuts. L'action peut appartenir à diverses catégories et avoir diverses valeurs nominales. Il n'existe pas de restriction légale. Le droit à l'action, et par suite la qualité d'actionnaire, peuvent être acquis :

a) Par signature du memorandum. Si le signataire a été amené à signer par dol, il ne peut pas opposer à la société des droits nés de l'erreur ou du dol, car la société n'existait pas encore au moment où il a signé;

b) Par souscription (application) et attribution (allotment) d'une action au moins. Le droit anglais traite la souscription et l'attribution comme l'offre et l'acceptation. Si elles ne concordent pas (par exemple pour le nombre ou la valeur des actions) le souscripteur n'est plus lié par son offre. Par contre il est libre d'accepter l'offre de la société. L'acceptation s'exprime en principe par le versement de l' " allotment money ", qui doit être donnée en acompte sur le montant des actions au moment de l'attribution. La somme en est déterminée par les statuts ou le prospectus.

Si un prospectus contient des déclarations intentionnellement fausses, l'actionnaire, découvrant le dol, peut réclamer l'annulation. S'il est déjà inscrit sur le registre des actionnaires, il peut obtenir du tribunal sa radiation et la restitution de ses versements. Pour ne pas être déchu de ses droits " he must disclaim the shares promptly " et intenter dans un délai convenable l'action en rescision (action of rescission).

c) Par transfert d'une action (transfer of shares). Tout actionnaire a le droit de céder ses actions, même lorsqu'elles ne sont pas entièrement libérées, pourvu qu'il les cède sans conditions. Les directors peuvent cependant refuser un transfert sans donner de motifs; mais les règles du Stock Exchange n'admettent pas ce refus.

Sur la forme du transfert de shares, cf. ci-dessus, p. 112 ss.

d) Par transfert d'actions à la suite de succession ou faillite aux héritiers ou créanciers (transmission of shares). A la mort d'un actionnaire, ses actions passent à l'administrateur de la succession, que ce soit un exécuteur testamentaire ou un administrateur désigné par le tribunal et, en cas de faillite d'un actionnaire, ses actions passent au trustee.

La seule possession de l'action ne donne pas encore la qualité d'actionnaire. L'inscription au registre des actionnaires (Register of Members) est indispensable.

II. Registre des actionnaires. Toute société par actions est obligée de tenir au siège social un registre énumérant exactement les actionnaires. On y inscrit les fondateurs de la société et tous les actionnaires à qui des actions ont été attribuées.

Tout transfert entre vifs ou à cause de mort doit également y être inscrit, sous peine de rester incomplet. La personne inscrite est préférée à celle qui ne l'est pas. Le registre doit indiquer : le nom, l'adresse et la profession de l'actionnaire, le nombre et le numéro des actions possédées par chacun et la date de l'inscription. Seul l'actionnaire inscrit jouit de tous ses droits. Il est fait une exception pour les signataires du memorandum, qui deviennent actionnaires par la signature même.

Tout actionnaire, et même un non-actionnaire, peut contre paiement d'un droit prendre connaissance du registre et même en réclamer copie.

III. Forfeiture (déchéance). Les statuts donnent généralement aux directors le droit de déclarer les actionnaires déchus si, après sommation, ils n'ont effectué aucun versement sur leurs actions. Les actions appartiennent à la société et peuvent être vendues par elle au meilleur prix.

Les directors sont souvent autorisés à accepter le surrender d'actions. c'est-à-dire leur restitution par les actionnaires à la société. Mais cela n'est possible que si la déchéance est justifiée en ce cas (Belleberry, v. Rowland and Maswood's Co).

IV. Catégories d'actions. a) *Actions nominatives*, personal shares (ou registered, inscribed shares). Le droit anglais n'accorde en principe pleine valeur qu'aux actions nominatives. La loi exige, sauf disposition contraire des statuts, dans la I Schedule, Table A, s. 19, le transfert par acte écrit avec attestation d'un témoin. Cet acte permet à l'acheteur d'être inscrit au registre. Les statuts peuvent restreindre la liberté de transfert (v. aussi ci-dessus, p. 112 ss.).

b) *Actions au porteur* (shares payable to bearer; sharewarrants to bearer). Elles sont rares en Angleterre. Leur émission n'est admise que si elle est prévue aux statuts et si les actions sont entièrement libérées.

Toutes les autres dispositions de la loi sont indicatives. Sauf disposition contraire des statuts, le transfert se fait d'après I Schedule, Table A, s. 35 ss. par simple tradition. Mais en principe le possesseur d'actions au porteur n'a que des droits patrimoniaux. S'il veut exercer des droits personnels, il peut en tout temps réclamer à la société la conversion des actions au porteur en actions nominatives et être inscrit comme actionnaire dans le registre, ou déposer les actions au porteur au siège social. Tant qu'elles y restent, l'actionnaire jouit de tous les droits personnels.

c) *Shares et stocks.* L'action est indivisible et ne peut être cédée qu'en totalité. La divisibilité peut cependant être atteinte par une voie indirecte. Les statuts peuvent décider que les actions entièrement libéré (elles seules) peuvent en tout temps être transformées en " Stock ". L'actionnaire reçoit à la place des actions isolées un acte faisant foi du montant de sa part totale du capital social. A la place de dix actions de 20 £ chaque, on établit un acte certifiant qu'il possède une part du capital social égal à 200 £. L'avantage pratique des " stocks " est qu'ils sont transmissibles pour n'importe quel montant ou fraction, tandis que l'action isolée est indivisible. Les statuts peuvent toujours limiter la liberté de transfert en ce qui concerne le chiffre des montants isolés de " stocks " pour éviter un trop grand émiettement. Le possesseur de ces stocks, le " stockholder ", n'a tous les droits d'un actionnaire que s'il est inscrit avec son " stock " au registre des actionnaires. Le droit de vote dans les assemblées générales est normalement calculé de façon que le montant d'une action antérieure donne une voix. Si le " stock " d'un " stockholder " n'atteint pas ce chiffre, il n'a pas le droit de vote.

La transformation des actions en " stocks " doit être annoncée à l'office d'enregistrement.

d) *Actions de priorité* (preference shares) *et parts de fondateurs* (deferred shares) à droits spéciaux. Elles sont admises en droit anglais, à la seule condition qu'elles trouvent une base juridique dans le memorandum ou les statuts. Les droits de préférence peuvent être relatifs aux dividendes, aux droits de vote, au remboursement du capital, etc. (I Schedule, Table A, s. 3). Le détail est laissé aux statuts. Les possesseurs de preference shares sont généralement autorisés par les statuts à percevoir un dividende déterminé avant toute répartition entre les actionnaires ordinaires. Lorsque le droit de préférence porte non seulement sur le dividende mais aussi sur le capital en cas de liquidation, il faut une mention expresse aux statuts.

Les actions de priorité peuvent être « cumulative », auquel cas le divi-

dende non servi une année sera reporté sur les années suivantes. Si elles sont " non-cumulative ", on n'en fera rien.

e) On appelle *deferred or Founder's Shares* des actions que les fondateurs, promoters, se font remettre et qui donnent droit à un individu supplémentaire lorsque le dividende des actions atteint un certain chiffre. On parle de " deferred shares " parce que le droit aux dividendes est reporté au moment où les dividendes ordinaires atteignent un certain chiffre.

V. Le dividende (dividend). L'action donne à l'actionnaire droit à une part proportionnelle des bénéfices de la société pendant son existence et du capital en cas de liquidation.

Le coupon (coupon, dividend-warrant) séparé de la feuille de coupons (coupon-sheet) sert à percevoir les dividendes, tandis que le talon sert de pièce à l'appui pour la remise de nouvelles feuilles de coupons.

La nature et le mode du paiement des dividendes sont réglés aux statuts. Leur montant est normalement fixé par les directors avec l'assentiment de l'assemblée générale. Ils ne peuvent être servis sur le capital. Les pertes ou diminutions de capital doivent entrer en ligne de compte avant que les bénéfices soient déterminés et les dividendes payés. Les actionnaires de catégories différentes peuvent avoir des droits différents au dividende, les uns y ayant droit avant qu'il puisse être versé aux autres (v. ci-dessus, spécialement pour les actions de priorité).

VI. Versement d'intérêts sur le capital, payment of interest out of capital. Il est possible de servir des intérêts pris sur le capital lorsque des actions sont émises pour couvrir les " expenses of construction, etc. ", à condition que :

a) Ce paiement soit admis par les statuts ou par résolution spéciale;

b) Qu'il soit approuvé par le Board of Trade;

c) Qu'il ne dure pas au delà du semestre qui suit l'achèvement complet des works;

d) Que le taux ne dépasse pas 4 %.

e) Que les intérêts payés ne le soient pas comme réduction des versements opérés sur les actions;

f) Que les comptes de la société fassent connaître le capital sur lequel les intérêts sont servis (s. 31).

CHAPITRE III

LE CAPITAL

I. Terminologie. On distingue dans le capital social (capital of the company):

a) Le " nominal (ou original) capital ", qui doit servir de base permanente;

b) Le " subscribed (ou issued) capital ", le capital souscrit par les actionnaires (shareholders);

c) Le " paid-up capital ", le capital versé par eux;

d) L' " unpaid (ou uncalled) capital ", le capital non encore versé.

II. Montant du capital. Il est fixé dans le memorandum. Il peut se composer du total des actions, ou du total des " stocks " des " stockholders " (cf. p. 374). Auquel cas c'est un " joint stock capital ". Il peut enfin se composer pour une partie des actions transformées en stock par exemple les actions entièrement libérées, et pour l'autre partie d'actions ordinaires.

III. Augmentation de capital. Le capital est augmenté lorsque le capital primitivement versé a été dépensé, et que de nouveaux fonds sont nécessaires. Une société peut toujours augmenter son capital lorsque les statuts l'y autorisent (s. 41 (1) (a)). Ils déclarent généralement que l'assemblée générale peut procéder à l'augmentation. En cas d'augmentation, le memorandum doit être modifié en conséquence et l'office d'enregistrement informé dans les quinze jours de la résolution de l'assemblée générale (s. 44). En pratique on se contente de le laisser tel qu'il est. Mais une copie de la résolution d'augmentation doit être imprimée et jointe à chaque exemplaire du memorandum et des statuts.

IV. Réduction du capital social. La société réduira la capital :

a) Pour annuler des actions non émises;

b) Pour faire disparaître un capital entièrement versé et perdu, ou auquel ne correspond plus aucun actif suffisant;

c) Lorsque la société veut opérer sur ses bénéfices un remboursement

de capital, elle peut le faire en se réservant le droit de rappeler éventuellement le capital remboursé.

Les résolutions relatives à la réduction du capital doivent revêtir la forme de la " special resolution ", et être homologuées par le tribunal compétent, si bien entendu les statuts admettent une réduction (s. 46). Si la réduction ne porte atteinte aux droits d'aucun créancier, l'homologation est immédiate; au cas contraire, il faut l'assentiment de tous les créanciers. Le tribunal ne peut passer outre à leur opposition que si la société offre des sûretés garantissant leurs droits.

La réduction du capital doit être annoncée pour enregistrement au Registrar Office, et est publiée avec mention des motifs de rédaction dans la mesure déterminée par le tribunal. Pendant un délai fixé par ce dernier, on doit ajouter à la raison sociale les mots "and reduced " si la réduction a pour suite une diminution de l'actif (s. 48).

On ne considère pas comme réduction du capital la résolution, conforme aux statuts, de l'assemblée générale d'annuler toutes les actions non encore émises au moment de la résolution.

V. La réserve. Le conseil d'administration a de par la loi le droit de constituer des réserves selon son appréciation. Cette disposition légale n'est qu'indicative et peut être modifiée par les statuts.

La loi (C. C. A., 1908, s. 59) prévoit une forme particulière de réserve. L'assemblée générale peut décider par " special resolution " que le capital non encore versé ne sera appelé qu'en cas de liquidation.

CHAPITRE IV

EMPRUNTS DE LA COMPANY PAR EMISSION D'OBLIGATIONS

I. Debentures, concept. La société peut, d'après le memorandum et les statuts, emprunter en tout temps. Elle le fait par émission d'obligations, debentures. Le créancier, détenteur des obligations, s'appelle debenture-holder.

Une " debenture " est une valeur émise par la société comme reconnaissance de dette d'argent, portant intérêt. Généralement elle fait partie d'une série; mais elle peut avoir été émise isolément.

Les obligations (debentures) ne font pas partie du capital social. Elles peuvent donc être émises en-dessous du pair (at a discount).

II. Catégories. Les debentures peuvent avoir des formes et des contenus différents.

1° D'après la forme, on distingue les obligations au porteur et nominatives.

a) *Obligations au porteur*, debentures to bearer, qui peuvent fréquemment être transformées en obligations nominatives, le détenteur, ayant le droit de les faire inscrire sur les registres de la société;

b) *Obligations nominatives*, registered debentures. Elles sont inscrites dans un registre sociai et on ne peut en disposer que par transcription dans ce registre. Mais leurs coupons sont souvent payables au porteur (interest coupons payable to bearer).

2° *Obligations avec ou sans gage.*

a) *Debentures ordinaires*, obligations non gagées;

b) *Mortgage debentures*, gagées par une hypothèque sur un élément déterminé de l'actif ou par une floating charge.

La *floating charge* est le gage « mobile » qui, pour garantir les emprunts, pèse sur toute l'entreprise débitrice et est inscrit sur un registre public. Ce gage, par suite de son caractère conventionnel « mobile, flottant », n'empêche ni la vente des objets sur qui il porte, ni la constitution sur eux de droits de gage particuliers, primant la floating charge. En cas

d'exécution forcée ou d'arrêt de l'entreprise, spécialement par liquidation ou faillite, les créanciers garantis par la floating charge ont droit à être désintéressés sur l'actif social avant les " general creditors ". La convention des parties règlera à quelles dettes la floating charge s'applique, et quand elle fonctionnera. Sont exceptés les privilèges légaux garantissant les impôts, les salaires et traitements, et analogues, qui priment les obligations et sont acquittés au moyen de l'actif social sans qu'on tienne compte de la floating charge.

En pratique, on critique sérieusement l'étendue des droits résultant de la floating charge et on dit ce privilège " unfairly prejudicial to trade creditors ".

La floating charge est nulle si elle n'a pas été constituée plus de trois mois avant le début de la liquidation, à moins qu'elle ne soit constituée en même temps que la dette ou immédiatement après, pour garantir un prêt en espèces à la société, ou qu'il ne soit possible de prouver que la société était encore solvable immédiatement après la constitution du gage. Ce délai a été porté à 6 mois par le Companies Act, 1928.

III. Inscription. Dans les cas suivants les hypothèques et charges doivent être inscrites par le Registrar of Companies (s. 38) :

a) Lorsqu'une autre émission d'obligations doit être gagée;

b) Lorsqu'un capital actions non encore appelé doit être grevé;

c) Lorsqu'une sûreté est donnée par un acte qui, donné par un particulier, serait un bill of sale;

d) Lorsqu'une floating charge ou autre charge est constituée;

e) Lorsqu'une hypothèque est constituée sur des immeubles ou des créances de comptabilité.

Lorsque de telles garanties ne sont pas inscrites dans les vingt et un jours, elles sont nulles à l'égard du liquidateur et des créanciers. Lors de l'inscription, on doit fournir les mentions suivantes :

a) Montant à garantir;

b) Date de constitution;

c) Description de la valeur grevée.

d) Nom des trustees (lorsqu'il en a été désigné) pour les obligataires (s. 33 (3)).

Certificate of Registration. Le Registrar doit donner un certificate of registration, un certificat d'inscription (conformément à s. 93 (5)) des hypothèques et charges. Ce certificat fait foi absolue de l'observation des prescriptions légales (s. 93 (5)) et de ce que la validité de la sécurité

ne peut être ébranlée par des omissions ou fausses déclarations quelconques.

IV. Protection de l'obligataire. Lorsque la société ne s'acquitte pas de ses engagements, l'obligataire jouit des droits suivants :

a) Il peut désigner lui-même, si les conditions de l'emprunt le permettent, un receiver;

b) Il peut agir en son propre nom et en celui des autres obligataires pour obtenir des paiements, ou réaliser son gage par la vente. Le tribunal nommera alors un receiver et, s'il le faut, un administrateur (manager) jusqu'à la vente. Souvent le tribunal autorisera le receiver à recevoir de l'argent dans l'intérêt de l'entreprise;

c) Le créancier peut aussi foreclosure, c'est-à-dire réclamer le droit de vendre lui-même les éléments de l'actif affectés en gage. C'est rare.

d) Il peut exiger la liquidation, ce qui n'est pas usité.

Si la société n'entre pas en liquidation, mais si un receiver a été désigné pour les obligations gagées par une floating charge, les créances privilégiées doivent être immédiatement payées, avant les créances des obligataires (s. 107, élargie par le Workmen's Compensation Act, 1923).

Lorsqu'un receiver et manager se défait d'éléments de l'actif, dans l'exercice de ses fonctions de gérant, sans pourvoir au règlement des créances privilégiées dont il connaît l'existence, il répond de tout dommage au créancier privilégié (Woods v. Winskill).

Lorsque la société est liquidée et que l'actif non grevé ne suffit pas pour désintéresser les créanciers privilégiés, leurs créances doivent être acquittées au moyen d'une autre fraction du patrimoine, même grevée d'une floating charge, et avant les créances des obligataires (s. 209).

DEUXIÈME SUBDIVISION

ORGANES DE LA COMPANY

CHAPITRE PREMIER

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

I. But des assemblées générales. 1° *Assemblée constitutive.* Toute société nouvelle doit convoquer l'assemblée constitutive dans les trois mois du jour où elle acquiert le droit de commencer ses opérations (s. 65). L'assemblée générale est une assemblée de tous les actionnaires. Une semaine avant, les directeurs doivent publier un statutory report, un rapport prescrit par la loi, contenant les renseignements suivants :

a) Nombre des actions attribuées;

b) Montant dont elles sont libérées;

c) Extrait des comptes sur les fonds versés au titre du capital, provenant d'actions, d'obligations, ou d'autres sources, et paiements faits au moyen de ces fonds;

d) Compte rendu ou évaluation des preliminary expenses, frais de constitution;

e) Noms, adresses et qualités des directors, auditors (s'il en a déjà été désigné, du manager (s'il a été élu), et du secrétaire;

f) Détails sur les contrats à conclure.

Les renseignements sous a, b, et c, doivent être certifiés exacts par les auditors de la société.

Le rapport doit être déposé à l'office d'enregistrement. Si l'enregistrement du rapport ou de l'assemblée générale est omis, tout actionnaire peut réclamer la liquidation de la société.

2° *Assemblée générale ordinaire*, general meeting. Il doit y avoir au moins une assemblée générale par an, et quinze mois au plus tard après la précédente (s. 64). Sinon le tribunal peut, sur la requête de tout actionnaire, ordonner la convocation, qui doit précéder l'assemblée d'une semaine au moins.

3° *Assemblée générale extraordinaire*, extraordinary meeting. Le con-

seil d'administration peut en tout temps convoquer une assemblée générale extraordinaire. Sur la demande d'actionnaires représentant au moins un dixième des actions émises, le conseil d'administration (les " directors ") doit convoquer une assemblée générale. La demande en question indique les matières à examiner. Si les directeurs n'ont pas convoqué l'assemblée dans les vingt et un jours, les actionnaires qui ont déposé la demande peuvent convoquer eux-mêmes l'assemblée (s. 66).

Tout actionnaire doit être convoqué à une assemblée générale par écrit et au moins une semaine d'avance.

La loi distingue trois genres de résolutions :

II. Résolutions. 1° *Résolutions ordinaires*, ordinary resolutions. Elles sont prises à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.

2° *Résolutions extraordinaires*, extraordinary resolutions. Elles exigent une majorité des trois quarts des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée générale, après publication en temps convenable du fait qu'une question sera l'objet d'une résolution extraordinaire. On peut renoncer à l'unanimité des actionnaires à l'emploi de cette forme spéciale.

3° *Résolutions spéciales*, special resolutions. Pour qu'elles soient valables, il faut toujours deux assemblées à quinze jours de distance au plus. Pour la première, la résolution doit être prise à la majorité des trois quarts (comme une résolution extraordinaire). Pour la confirmation lors de la seconde, il suffit de la majorité simple. Les résolutions de grande importance, sur la réduction du capital, la modification du but social ou de la raison sociale, la dissolution de la société, la liquidation des statuts doivent revêtir cette forme de special resolutions.

Copie doit être adressée à l'office d'enregistrement de toute special ou extraordinary resolution.

III. Compétence. L'assemblée générale est l'organe suprême de la société. Elle choisit le conseil d'administration (les directors), les commissaires aux comptes et le secrétaire, lorsqu'ils n'ont pas été désignés par les statuts la première année.

Elle donne décharge aux organes de gestion. Elle fixe le montant des dividendes. Ils ne peuvent sauf disposition contraire des statuts, dépasser le chiffre proposé par les directors.

Les commissaires aux comptes doivent fournir un compte-rendu du bilan signé par deux membres du conseil d'administration au moins.

Toute action a un vote, sauf disposition contraire.

La loi admet la représentation des actionnaires (I Schedule, Table A, s. 67). Mais cette disposition peut être écartée, et les statuts peuvent interdire la représentation.

Un individu peut représenter, et voter pour, un nombre quelconque d'actions. Une disposition comme celle du droit suisse (loi fédérale sur le droit des obligations, art. 640) interdisant à un actionnaire de réunir plus du cinquième des voix représentées à l'assemblée générale n'existe pas en droit anglais.

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION. LES « DIRECTORS »

Les personnes chargées de la gestion, qui sont généralement à la tête de la société et la représentent à l'égard des tiers, sont nommées " directors ". C'est le conseil d'administration. Leur situation est celle de représentants, particular agents (v. ci-dessus, p. 45). Si plusieurs personnes dirigent une société, on parle aussi du board of directors, à la tête duquel est le Chairman. Le director gérant s'appelle " managing director ". A ses côtés on trouve habituellement un secretaire, le " secretary ". Les directors sont habituellement élus pour un an, mais, si les statuts le permettent, peuvent l'être pour plusieurs années ou à vie.

Les droits et obligations des directors sont normalement précisés aux statuts. C'est le cas en particulier pour l'étendue des pouvoirs (si par exemple ils peuvent engager la société individuellement, ou seulement collectivement), la responsabilité, le droit de les révoquer s'ils ne remplissent pas leurs obligations, etc. Habituellement les premiers directors sont désignés par les statuts, ou, fréquemment, par le memorandum. Les gérants ainsi choisis doivent remettre à l'office d'enregistrement une déclaration d'après laquelle ils sont prêts à ces fonctions, prennent et libèrent les actions obligatoires prescrites, les qualification shares (s. 72). Le rôle de ces actions obligatoires est " to qualify him for the office ".

Les noms, qualités et adresses des " directors " doivent être publiés par tout prospectus ou statement in lieu of prospectus .

Si les premiers directors ne sont pas désignés aux statuts, ils sont élus par les signataires du memorandum.

Plus tard ils sont habituellement élus par l'assemblée générale. La société doit tenir une liste exacte des directors et faire connaître au Registrar les changements dans la direction (s. 75). Si les statuts contiennent des dispositions relatives aux qualifications shares des " directors ", le montant doit être indiqué dans le prospectus (s. 81), et ils doivent les prendre dans les deux mois de leur élection (s. 73). La société ne peut commencer ses opérations avant que tout " director " n'ait

retiré ses actions et versé la somme exigible lors de l'attribution.

Les qualifications shares ne sont pas imposés par la loi; mais en pratique les statuts les prescrivent sans exception.

Le director peut accomplir au nom de la société tous les actes conformes au but social et non réservés à l'assemblée générale ou à d'autres personnes. La responsabilité pour les engagements contractuels et les délits se règle d'après les principes généraux de la représentation cf. ci-dessus, p. 39 ss.).

Souvent les statuts limitent la responsabilité des directors à la violation volontaire de leurs obligations. D'après le Companies Act, 1928, la responsabilité existera également à l'avenir pour la négligence lourde.

Les actes s'écartant du but social sont ultra vires et nuls. Les tiers ne peuvent invoquer leur ignorance.

Un director ne peut conclure lui-même un contrat avec sa société, à moins que les statuts ne l'admettent expressément.

Les pouvoirs des directors expirent avec leurs fonctions et au début de la liquidation de la société.

Ils doivent veiller à la tenue exacte des comptes de la société. Les entrées et sorties de fonds doivent être portées sur des livres. Chaque année les directors doivent présenter à l'assemblée générale un compte des profits et des pertes de l'année précédente et un bilan. Le bilan doit être accompagné d'un compte-rendu explicatif de la situation des affaires et d'une proposition d'emploi du bénéfice net. Ces documents doivent être adressés aux actionnaires sept jours au plus tard avant l'assemblée générale.

Contrairement au droit commun, d'après lequel, sauf de rares exceptions, les contrats avec des personnes morales ne sont valables que s'ils sont scellés, la loi décide que les contrats et les engagements par lettre de change de la société n'ont pas à être scellés, sous réserve des dispositions générales qui exigent la forme de deed (acte scellé) pour la validité de certains contrats.

CHAPITRE III

TENUE DES LIVRES, BILAN, COMPTE DES PROFITS ET PERTES, CONTROLE, AUDITORS, INSPECTORS.

I. Tenue des livres. Ce n'est que le Companies Act de 1928, s. 39, qui prescrit à toutes les sociétés anonymes, sous peine de sanction, de tenir les livres usuels de comptabilité. Il doit en ressortir :

a) Toutes les sommes encaissées et déboursées pour chaque affaire séparément;

b) Tous les achats et ventes;

c) Tout l'actif et le passif de la société.

La loi de 1928 contient en outre des prescriptions détaillées relatives au compte des profits et pertes et au bilan.

Sous peine de sanction, les " directors " sont obligés de présenter régulièrement le compte des profits et pertes et le bilan à l'assemblée générale, au plus tard dix-huit mois après la fondation de la société, et ensuite une fois par année.

Le bilan doit être accompagné du rapport des directors sur le résultat de l'exercice et de leurs propositions quant à la distribution de dividendes et la constitution de réserves.

Il existe des règles détaillées pour la spécification de certains postes du bilan et la manière de les calculer.

Le rapport du commissaire aux comptes doit être joint à la feuille portant le bilan.

Tout actionnaire peut demander qu'il lui soit remis, dans les sept jours de sa demande, une copie du bilan et du rapport du commissaire aux comptes. Les directors ne faisant pas droit à cette demande sont punis.

Pour les Public Companies (mais non pas pour les Private Companies) une règle expresse ordonne que le bilan et le rapport du commissaire soient remis à toutes les personnes ayant droit à être renseignées sur l'assemblée générale, au moins sept jours avant la date de celle-ci.

Le compte des profits et pertes, au contraire, n'a besoin d'être présenté qu'à l'assemblée générale.

Les sociétés " holding " doivent établir la manière dont elles ont tenu compte au bilan des profits et pertes des entreprises subsidiaires. Par contre, l'établissement d'un bilan consolidé des intérêts subsidiaires et la publication de bilans subsidiaires particuliers ne sont que facultatifs.

II. Les organes de controle. Le contrôle de la gestion et des comptes est confié aux commissaires aux comptes proprement dits, les auditors, qui peuvent au début être désignés par les statuts, et sont ensuite élus chaque année par l'assemblée générale. Il existe encore à côté d'eux des inspectors spéciaux que le Board of Trade charge du contrôle de la société sur la demande d'actionnaires ou à la suite d'une prescription légale. V. ci-dessous, p. 388.

III. Les auditors, commissaires aux comptes. Ils sont élus pour un an par l'assemblée générale ordinaire. Les candidatures doivent être posées quinze jours au moins avant l'assemblée et adressées aux directors, et doivent être ensuite portées à la connaissance des actionnaires avec la convocation à l'assemblée. Si une assemblée générale omet l'élection, tout actionnaire peut réclamer la nomination par le Board of Trade.

Il n'existe pas de prescription légale relative au nombre des commissaires aux comptes.

Les auditors ont le droit de prendre connaissance en tout temps des comptes et pièces à l'appui de la société. Ils peuvent exiger tous les renseignements nécessaires de ses employés et préposés (s. 113 (1)). Ils sont tenus d'examiner les comptes et de les comparer avec le bilan. Ils doivent présenter aux actionnaires un rapport sur ce travail, et notamment y dire s'ils ont reçu toutes les déclarations et tous les renseignements nécessaires qu'ils exigeaient, et si le bilan est bien de nature à donner une image claire et véridique de la situation des affaires, conformément aux renseignements qu'ils ont reçus et aux comptes.

Le rapport des auditeurs doit s'attacher particulièrement à l'extrait du bilan signé par deux directors qui y est joint ou doit y être mentionné en détail.

Les actionnaires ont le droit de prendre connaissance de ce rapport et du bilan, et d'en réclamer copie contre le paiement d'un droit (s. 113 (3)). Il doit aussi être lu à l'assemblée générale.

L'auditor doit s'acquitter de sa tâche en honnête homme et veiller à l'exactitude de ses déclarations. S'il apparaît après coup que le bilan déclaré exact par lui ne l'est pas, et si un dommage en résulte, il est

responsable à moins qu'il ne puisse prouver qu'il n'y a eu aucune négligence de son côté.

L'assemblée générale détermine l'indemnité des auditors.

L'auditor nommé par les statuts ou l'assemblée générale est un fonctionnaire (ou officer) de la société, et, comme tel, peut se voir réclamer des dommages-intérêts à la liquidation de la société, ainsi que d'autres " officers ", comme trustee et pour „ breach of trust ".

IV. Inspectors. La situation d'une société peut être également vérifiée par des inspectors spéciaux. Il faut distinguer deux cas :

1° Le Board of Trade désigne les inspectors et fixe les modalités du contrôle dans les cas suivants :

a) Pour les sociétés dont le capital est divisé en actions, sur la demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital;

b) Pour les sociétés qui n'ont pas de share-capital, sur la demande d'un cinquième ou moins des inscrits sur la liste des actionnaires.

La requête doit être assez bien fondée pour que le Board of Trade se persuade qu'il y a des motifs suffisants de contrôle et que la requête n'est pas purement chicanière. Celui qui présente la requête d' " inspection " peut être tenu de donner caution pour les frais.

Les employés et préposés de la société sont tenus de présenter aux inspectors tous les comptes et actes qu'ils ont entre les mains. L'inspector a le droit d'entendre les employés et préposés sous la foi du serment.

Si un employé ou représentant de la société refuse de présenter les livres et pièces à l'appui et de fournir tous autres renseignements, il peut être puni d'une amende.

Les inspectors rendent compte au Board of Trade. Une copie du compte rendu est adressée à la société, et une autre à l'actionnaire de qui émane la requête d'inspection.

Le Board of Trade peut réclamer à ce dernier, ou à la société elle-même, le remboursement des frais d'inspection.

Le rapport de l'inspector n'a pas le caractère d'une enquête judiciaire et ne vaut pas comme preuve de justice définitive.

2° La société elle-même a également le droit de charger par special resolution des inspectors du contrôle de la situation financière. Les inspectors désignés ont alors les mêmes droits que s'ils avaient été choisis par le Board of Trade, et les employés et préposés de la société sont pareillement obligés de leur fournir des renseignements sous la même peine d'amende. Le rapport des inspecteurs, en ce cas, ne s'adresse pas au Board of Trade mais va directement à la société.

V. Bilan annuel (Annual Summary). La société doit publier tous

les ans dans les vingt et un jours qui suivent l'assemblée générale l' " annual summary ", c'est-à-dire une liste exacte des actionnaires et un bilan des actions, du capital, du passif et de l'actif. Ce rapport annuel doit contenir les indications suivantes :

a) Montant du capital et nombre des actions;

b) Nombre d'actions émis depuis la constitution;

c) Montant appelé sur chaque action;

d) Montants versés et non versés, et actions dont les actionnaires ont été déchus (shares forfeited);

e) Montant des commissions payées pour les actions et obligations depuis le dernier rapport (since the last return);

f) Nombre des share warrants (certificats d'actions) et nombre d'actions pour lequel ils sont émis;

g) Liste des directors, avec nom, nationalité, adresse privée et indication des autres occupations.

Le Companies (Particulars as to directors) Act, 1917, exige les mêmes mentions pour les directors que, selon le Registration of Business Act, 1916, pour les partners intéressés dans une partnership. L'expression " directors " comprend tous les individus qui exercent les fonctions de directors.

h) Le montant des dettes hypothécaires et autres charges de la société.

i) Un bilan certifié par les commissaires aux comptes, donnant des renseignements sur le capital, l'actif, et le passif.

Les banques, caisses d'épargne, compagnies d'assurance (à l'exception des compagnies rentrant dans les life assurance companies acts de 1870 à 1872) sont soumises à des règles spéciales. Elles doivent publier le premier lundi de février et le premier mardi d'août de chaque années des statements de type particulier.

VI. Publicité. La loi de 1908 pose dans l'intérêt des créanciers et des actionnaires une série de règles relatives à la publicité. Leur inobservation entraîne de lourdes amendes pour les dirigeants fautifs :

1° Lors de l'émission d'actions ou d'obligations, un prospectus doit être publié et déposé au " Registrar Office ". Il doit donner des renseignements détaillés sur la situation, l'organisation et la direction de l'entreprise (v. ci-dessus, p. 365 ss.).

La société doit tenir à son siège social les registres suivants :

a) Le registre des actionnaires. V. ci-dessus, p. 373.

Le tribunal peut, sur une requête justifiée, ordonner la rectification du registre (spécialement à la requête de celui qui y a été inscrit indû-

ment, ou qui a le droit d'y être inscrit ou d'en être rayé comme actionnaire à la suite de la cession de son titre.

b) Le registre des directors et managers : il doit contenir leurs noms, profession, adresse et nationalité (présente, et, éventuellement, antérieure), Companies) Particulars as to Directors) Act, 1917 (7 & 8 Geo. V, c. 28). Une copie doit être adressée au Registrar Office. Les modifications doivent également lui être communiquées;

c) Le *registre des hypothèques* et autres charges du patrimoine social pour dettes sociales. Tout créancier ou actionnaire a le droit d'en prendre connaissance.

2° On doit adresser à l'Office d'enregistrement toute résolution extraordinaire ou spéciale de la société, imprimée;

3° Lors des assemblées générales et séances du conseil d'administration, il faut rédiger des procès-verbaux (minutes) exacts, signés par les présidents de la séance intéressée;

4° Quinze jours au plus tard après l'assemblée générale, il faut communiquer au Registrar Office les renseignements suivants : nom, adresse et profession des actionnaires du moment et nombre de leurs actions; nom, adresse et profession des personnes qui ne sont plus actionnaires depuis le dernier rapport; montant du capital actions et nombre des actions; nombre des actions placées et montants versés sur elles; nombre des actions frappées de déchéance (forfeiture); éventuellement, montant total des actions au porteur existantes; montant des actions au porteur émises depuis le dernier rapport; montant du passif social garanti par des hypothèques ou autres charges grevant le patrimoine social; bilan, avec rapport explicatif du conseil d'administration devant exposer la situation financière de la société.

5° A côté de ces règles générales, les banques, caisses d'épargne et compagnies d'assurances doivent publier des bilans semestriels, à adresser à tout actionnaire ou créancier, sur sa requête. De plus ils doivent être affichés à la vue de tous au siège social et dans les succursales.

6° A la suite de ces nombreuses prescriptions de publicité, le droit anglais a créé la fonction de *secrétaire*, qui lui est particulière. Il tient tous les registres, conserve le sceau de la société, expédie les convocations à l'assemblée générale, tient les procès-verbaux (minutes) des assemblées générales et des séances du conseil d'administration, invite les actionnaires à libérer leurs actions, etc. Bref, il assure tous les travaux de technique administrative dont la société doit s'acquitter dans l'intérêt de la publicité.

TROISIÈME SUBDIVISION

LA PRIVATE COMPANY

I. La private company. est une forme particulière de société par actions pour laquelle, contrairement aux " public companies ", le caractère privé prédomine. Le cercle des actionnaires doit être limité.

La private company est la forme de société par actions la plus usitée en Angleterre. En 1924, sur 84.382 sociétés du Royaume-Uni, 76.189 étaient des " private companies ". La private company a également supplanté la Limited Partnership créée en 1907 par le " Limited Partnership Act ". Les avantages de la private company par rapport à la limited partnership sont très grands. La responsabilité est limitée pour tous les associés, gérants ou non. Pour la limited partnership, au contraire, le partner à responsabilité limitée est complètement exclu de la gestion. S'il y participe néanmoins, sa responsabilité est illimitée. De plus, dans les private companies, la mort, la sortie ou l'entrée d'un associé ne changent pas la consistance de la company.

II. Conditions. Une company acquiert les droits de " private company " lorsque les statuts renferment les dispositions suivantes :

a) Le droit de cession des actions doit être limité. Cette restriction doit empêcher un tiers quelconque de devenir actionnaire. Habituellement, les statuts prévoient un droit de préemption des actionnaires ou exigent pour la cession d'actions à des tiers l'assentiment unanime des actionnaires;

b) Le nombre des actionnaires ne peut dépasser 50, non compris les employés actuels de la société et les anciens employés restant actionnaires;

c) Toute invitation publique des tiers à la souscription d'actions ou d'obligations est interdite (s. 121, Companies Act, 1913, s. 162).

Lorsqu'une société n'observe pas ces prescriptions, elle perd les privilèges de la private company et est traitée à l'avenir comme public company. Le tribunal peut néanmoins décider que ces suites ne se produi-

ront pas, notamment lorsqu'il n'y a que négligence excusable (Companies Act, 1913, s. 1 (1) et Schedule).

Les avantages de la private company par rapport à la public company sont les suivants :

a) Il ne faut que deux fondateurs;

b) La private company peut commencer ses opérations dès l'établissement du certificate of corporation. Les directors n'ont pas à faire de déclarations à l'Office d'enregistrement, ni à signer le memorandum ou un contrat relatif à leurs qualification shares (s. 27). Un prospectus ou un statement in lieu of prospectus ne sont pas nécessaires (s. 82);

c) Il n'est pas prescrit de souscription minimum comme condition préalable à l'attribution des actions ou au début des opérations (ss. 85, 87);

d) La private company n'est pas tenue de joindre un bilan au rapport annuel à remettre à l'Office d'enregistrement. Mais ce rapport doit être signé par un director ou secrétaire et contenir la déclaration que la société a observé les engagements que les statuts lui imposaient en tant que private company, et n'a donc pas invité le public à souscrire des actions ou obligations ni dépassé le nombre de 50 actionnaires (Companies Act, 1913, s. 1 (3));

e) Un statutory report n'est pas exigé;

f) Les détenteurs d'actions privilégiées et d'obligations n'ont pas de droit légal de prendre connaissance des bilans (s. 114).

III. Transformation en public company. La private company peut toujours être transformée en une public company lorsqu'elle le décide par special resolution et fait, avant de commencer ses opérations, à l'Office d'enregistrement, la déclaration légalement prescrite à une public company.

QUATRIÈME SUBDIVISION

LA LIQUIDATION DE LA COMPANY

Pour la liquidation d'une société par actions, on applique les Companies (Winding up) Rules, 1919. Comme une company anglaise ne peut faire faillite, il existe les trois catégories suivantes de liquidation :

a) Liquidation forcée, compulsory winding up;

b) Liquidation volontaire, voluntary winding up;

c) Liquidation sous le contrôle du tribunal, winding up under supervision of the court.

Dans les trois cas, un liquidateur doit administrer et liquider le patrimoine social, et répartir l'actif d'abord entre les créanciers, puis, s'il en reste, entre les actionnaires.

CHAPITRE PREMIER

COMPULSORY LIQUIDATION, LIQUIDATION FORCÉE

I. Causes. Les causes de liquidation forcée sont les suivantes (s. 129) :

a) Lorsque la société a voté une special resolution à cet effet;

b) Lorsque le rapport prescrit par la loi, le Statutory Report, n'a pas été remis à l'Office d'enregistrement ou si l'assemblée générale prescrite par la loi n'a pas été tenue;

c) Lorsque la société ne commence pas ses opérations dans l'année de son enregistrement, ou les suspend pendant un an;

d) Lorsque le nombre des actionnaires devient inférieur à sept (deux pour la private company);

e) Lorsque la société est insolvable;

f) Lorsque le tribunal trouve la liquidation juste et équitable (just and equitable). C'est par exemple le cas lorsque le but social disparaît, que la société fait des affaires frauduleuses, qu'il n'est possible de la continuer qu'avec de grands risques qu'on ne peut supposer admis par les intéressés (actionnaires et créanciers).

Le tribunal décidera la liquidation pour insolvabilité de la société lorsqu'il est suffisamment prouvé que l'importance du passif la rend insolvable (s. 130), ou qu'il n'y a pas eu, sans motif, paiement d'une dette constatée par jugement, ou paiement à la suite d'une sommation de paiement d'une dette échue.

II. La requête de liquidation. La requête de liquidation en justice peut être adressée au tribunal par la société elle-même, ou par un ou plusieurs actionnaires ou créanciers. L'actionnaire isolé n'y a droit que s'il est contributory, c'est-à-dire s'il peut être encore procédé à un appel de fonds sur ses actions non entièrement libérées. Est également contributory, tenu à contribution, celui qui a assuré une garantie pour le capital social.

Mais le contributory ne peut adresser la requête de liquidation que s'il est allottee original, ou s'il a été actionnaire pendant au moins six des dix-huit derniers mois antérieurs à la requête, ou si les actions lui sont parvenues à la mort d'un actionnaire précédent.

Une fois la requête présentée, le tribunal peut prendre toute décision qu'il juge convenable. Il tiendra compte des désirs des créanciers et actionnaires, qui ont l'occasion de déposer des demandes, ou de protester contre la liquidation, devant le tribunal.

Si ce dernier considère la liquidation indiquée, il rend le winding up order, l'ordre de liquidation, qui est adressé au Registrar, lequel informe le Board of Trade. Ensuite l'ordre de liquidation est publié dans les journaux. Puis le receiver officiel va, comme liquidateur provisoire, assurer le développement des affaires en cours jusqu'à ce que lui-même ou une autre personne soit désigné comme liquidateur définitif.

III. Le liquidator. A défaut de nomination différente, le receiver officiel devient liquidateur définitif. Il est alors nommé " Official Receiver and Liquidator " (s. 149 (9)).

Le receiver invite les créanciers et les contributories à des assemblées distinctes, pour qu'ils prennent des résolutions sur :

a) L'éventualité d'une requête au tribunal de nommer un liquidateur à la place du receiver officiel;

b) L'éventualité d'une requête au tribunal de nommer un comité d'inspection et de désigner ses membres.

Pour prendre ces résolutions, que ce soit à l'assemblée des créanciers ou à celle des contributories, il faut une majorité aussi bien pour le nombre des votants que pour les sommes qu'ils représentent, que les intéressés soient présents ou se fassent représenter. Pour les contributories, on se base sur les voix que les statuts leur accordent. C'est la seule forme de résolution en cas de liquidation forcée.

Lorsque les résolutions des deux assemblées sont concordantes, le tribunal peut procéder immédiatement aux nominations nécessaires. Mais en cas de désaccord, c'est lui qui décide (s. 152 (2); s. 55). En tout cas c'est le devoir de l'official receiver de rendre compte aussi rapidement que possible au tribunal des résolutions des deux assemblées.

Si le liquidateur nommé n'est pas le receiver officiel mais une autre personne choisie par le tribunal conformément aux résolutions des deux assemblées, cette personne ne peut commencer ses fonctions qu'après avoir communiqué sa nomination à l'Office d'enregistrement. Ce liquidateur doit pareillement avoir fourni la caution exigée, qui doit être approuvée par le Board of Trade (s. 149 (3) (c) et r. 57). S'il l'omet, le tribunal le révoque.

Lorsque la place de liquidateur devient libre, le tribunal nomme un successeur. Jusque-là le receiver officiel fait fonction de liquidateur (s. 149 (6) (7).

IV. Rapport sur la situation (statement of affaires). Si le tribunal a pris les dispositions de liquidation, le receiver officiel peut sommer le secrétaire ou un autre haut fonctionnaire de la société, ou bien n'importe quelles autres personnes ayant été directors, ou en activité d'une autre façon, dans l'année qui a précédé la liquidation, de présenter à la société un " statement of affaires " donnant des renseignements sur l'actif et le passif, les créanciers et leurs gages (s. 147, r. 57). Ce tableau, certifié par affidavit, doit être dressé dans les quinze jours des dispositions du tribunal ou dans le délai déterminé par le receiver officiel.

Cette situation financière est à la disposition des créanciers ou contributaires, et, dans un délai convenable, le receiver officiel rend compte de la situation, en particulier des montants du capital émis, du capital souscrit, et du capital versé, l'appréciation globale de l'actif et du passif, et les motifs de la liquidation.

Il fait de plus un rapport sur l'utilité de nouvelles recherches relatives à la constitution ou l'insuccès commercial de la société, ou à la gestion (s. 148 (1) et r. 60).

Il donne de plus son avis sur la question de savoir si, d'après son opinion, quelque fraude a été commise par quelque employé ou préposé de la société, lors de la constitution ou plus tard (s. 148 (2)).

V. Committee of Inspection. Entre temps on aura décidé si le receiver officiel est nommé liquidator ou s'il doit en être nommé un autre à sa place. Dans le dernier cas, on peut nommer un committee of inspection qui assistera le liquidateur dans ses fonctions.

Ce comité peut comprendre aussi bien des créanciers que des contributories (créanciers et actionnaires) et des personnes qui possèdent une procuration générale de créanciers et d'actionnaires (s. 160).

Le comité est tenu de se rassembler au moins une fois par mois, et aussi souvent que le liquidateur ou qu'un membre le convoque. Il doit vérifier le cashbook du liquidateur une fois au moins par trimestre, et le trading account, s'il en existe un, au moins une fois par mois (Rules 169, 171).

Ni le liquidateur ni aucun des membres du comité ne peuvent réaliser des éléments de l'actif sans autorisation de justice. Nul membre ne peut retirer un profit d'une liquidation, à moins que ce ne soit avec l'autorisation de justice.

VI. Special manager. Lorsque le receiver officiel devient liquidateur, il peut demander au tribunal qu'un special manager soit désigné pour la gestion (s. 161) et Rule 48). Si un manager spécial est nommé, il doit fournir caution au Board of Trade et rendre compte à l'official receiver.

Le tribunal fixe sa rémunération. Une fois la caution fournie, le Board of Trade en dresse un certificat qui doit être enregistré au registre des sociétés.

VII. List of contributories (contribuables). Est contributory d'après la loi toute personne tenue en cas de liquidation de faire un apport à l'actif. Ce sont naturellement pour les companies by guarantee les gens qui lors de la constitution ont engagé leur responsabilité jusqu'à un montant déterminé, en cas de liquidation, et, pour la société par actions ordinaires, les personnes qui possèdent au début de la liquidation des actions non encore libérées. Si ces personnes ne paient pas elles-mêmes, leur auteur immédiat doit le faire à leur place pourvu qu'il n'ait cessé d'être actionnaire que dans la dernière année qui précède la liquidation. Le tribunal établit aussitôt après la décision de liquidation deux listes de contribuables, de contributories, à savoir :

La liste A, comprenant les actionnaires actuels; et la liste B comprenant les anciens actionnaires, c'est-à-dire les personnes qui ont cessé de l'être pendant l'année qui a précédé la liquidation (s. 163).

Le contributory de la liste B n'est pas atteint par la liquidation tant que l'actif existant, y compris les versements des contributories de la liste A, suffit au paiement des dettes. Le contribuable inscrit sur la liste B ne peut être appelé que si son ayant droit n'a pas payé. De plus sa responsabilité n'existe que pour les dettes contractées avant qu'il n'ait cessé d'être actionnaire (s. 123).

Le contributory ne peut compenser avec son obligation d'apport les sommes qui lui sont dues par la société sur le produit de la liquidation. Mais on peut tenir compte de ces sommes lors de la répartition entre contributories eux-mêmes. De même un contribuable ne peut opposer à l'invitation à libérer ses actions l'exception de créances lui appartenant contre la société. Il ne peut faire valoir ses créances, que comme créancier ordinaire dans la procédure régulière de liquidation. Mais si un contributory qui est en même temps créancier de la société en liquidation fait faillite après le début de la liquidation, sa créance peut être compensée contre l'obligation de libérer ses actions (s. 207). Lorsqu'avant l'actionnaire actuel (c'est-à-dire le dernier), plusieurs actionnaires antérieures ont possédé et cédé ses actions, le liquidateur peut mettre tous ces prédécesseurs sur la liste B, et réclamer le paiement à chacun. Mais le prédécesseur qui paie peut réclamer une indemnité à son ayant droit.

Le liquidateur doit faire connaître aux contribuables qu'ils sont sur la liste, et pour quelles actions. Si des contributaires croient avoir été inscrits à tort sur la liste, ils peuvent dans les vingt jours réclamer au

tribunal leur radiation (Rules 77-81). Les versements complémentaires sur des actions non entièrement libérées seront appelés par le liquidateur autorisé de justice (à défaut de committee of inspection). Il en est ainsi : *a*) pour couvrir les dépenses, frais et coûts de liquidation et *b*) pour égaliser les droits des contributions entre eux.

VIII. Pouvoirs du liquidateur. Avec l'autorisation de justice ou du committee of inspection le liquidateur a, en cas de liquidation en justice, le droit d'accomplir les actes suivants (s. 151). Il peut :

a) Agir en justice et être défendeur;

b) Poursuivre les opérations sociales;

c) Nommer un solicitor ou représentant;

d) Payer un groupe quelconque de créanciers;

e) Conclure des concordats avec des créanciers.

Sans aucune autorisation, il peut :

a) Réaliser l'actif;

b) Etablir des deeds, récépissés et autres actes au nom de la société et se servir du sceau social;

c) Recevoir les versements de la faillite d'un contributory;

d) Tirer, accepter, endosser des lettres de change au nom de la société et engager le patrimoine social;

e) Exiger des lettres of administration à son nom en cas de mort d'un contributory;

f) Emprunter de l'argent contre remise en gage d'éléments de l'actif;

g) Et par ailleurs accomplir tous les actes nécessaires pour la liquidation de la société, sauf ceux pour lesquels l'autorisation de justice est prescrite.

IX. Production de créances. (Rules 88-95, 150). Le liquidateur déterminera d'abord d'après les comptes de la société quelles sont les créances et dettes existantes. Par insertion dans les journaux, les créanciers seront de plus sommés de produire leurs créances. Le créancier doit valider sa créance par une déclaration sous la foi du serment, un affidavit, et indiquer en même temps si elle est gagée ou non. Deux mois au moins avant qu'un produit de liquidation puisse être réparti entre les créanciers, le liquidateur doit sommer les créanciers qui n'ont pas encore produit ou prouvé leurs créances de faire valoir leurs droits. Le Board of Trade doit également être informé pour qu'il publie une annonce dans les journaux.

Avec la sommation on doit accorder aux créanciers un délai d'au moins quinze jours pour produire leurs créances. Si une créance est repoussée

par le liquidateur, le créancier, dans les sept jours de ce refus, peut faire valoir ses droits devant le tribunal.

Exemple de sommation de production de créances;
Au nom de la C. X. Z. Company Limited [1]).

Je, **Geoffrey Curtis**, fais connaître par la présente, sur la base d'une décision de la High Court of Justice du 13 janvier 1927 relative à la liquidation d'une société, à toutes les personnes qui ont des créances contre la susnommée Essex Union Insurance Company Limited, de quelque nature qu'elles être, qu'elles aient à me faire connaître, Ironmonger Lane, London, England, la créance avec tous ses détails, le nom, et l'adresse, et de façon à ce que je la reçoive à l'endroit indiqué le 13 septembre 1927 ou auparavant. Sont exceptées les créances déjà produites et admises. Doivent être pareillement indiquées les noms et adresses des représentants en Angleterre, lorsqu'il en existe. On est de plus sommé de se trouver chez moi au lieu et au temps que j'indiquerai lorsque je ferai cette demande par écrit.

De plus il est porté à la connaissance que d'après la décision judiciaire susmentionnée du 13 janvier 1927 toutes les personnes qui ne se seront pas acquittées jusqu'au 13 septembre de l'engagement susmentionné perdent tout droit sur le patrimoine que j'aurais réparti avant que leurs créances ne me parviennent.

De plus je fais connaître que j'ai l'intention, après le 13 septembre 1927, depuis le tribunal de me permettre de considérer la liquidation close et de déclarer nulles les créances de toutes les personnes n'ayant pas obtempéré à la présente sommation d'ici le 13 septembre 1927.

Londres, 14 février 1927.

Geoffrey Curtis, Liquidator.

X. Assemblées de créanciers et d'actionnaires. Le liquidateur peut convoquer de temps en temps des assemblées de créanciers et contributories pour s'informer de leurs désirs en ce qui concerne la liquidation. Il doit le faire lorsque les créanciers et contributories l'exigent par résolution du conseil d'administration, ou lorsque des créanciers et contributories qui représentent un dixième du passif l'exigent (s. 158 et rule 121). Le tribunal peut semblablement convoquer des réunions de ce genre (s. 219).

XI. Tenue des comptes et vérification (accounts and audit). Le liquidateur doit tenir les livres suivants :

[1]) Il s'agissait dans le cas indiqué d'une liquidation volontaire; mais la forme est la même en cas de liquidation forcée.

1° Un livre de procès-verbaux (record book) où sont inscrits les incidents de la procédure de liquidation (s. 156 et v. 166);

2° Un livre de caisse pour les entrées et sorties de fonds (rule 167). Ces livres doivent être présentés à l'inspection du committee of inspection une fois au moins par trimestre (rules 167 (2), 169).

Tous les six mois le liquidateur doit fournir au Board of Trade une copie du livre de caisse avec pièces à l'appui et témoignages de la vérification du comité d'inspection, et un rapport sur l'état de la liquidation.

Avec les livres nommés en premier, il doit également fournir un summary of the company's statement of affairs. Les comptes doivent être certifiés exacts par affidavit.

Trading account. Lorsque le liquidateur poursuit les opérations de la société, il doit tenir un trading account et porter sur le livre de caisse le montant hebdomadaire des entrées et sorties de fonds. Ce trading account doit être certifié exact par affidavit et présenté une fois par mois au committee of inspection (rules 170, 171).

Pending liquidations. Lorsque la liquidation dure plus d'un an, le liquidateur envoie au registrar un état des recettes et dépenses, et un rapport sur la marche et les résultats de la liquidation. Cet état doit être dressé pour toute liquidation, qu'elle soit forcée, volontaire, ou sous le contrôle judiciaire. Les créanciers et contributories peuvent en prendre connaissance moyennant paiement d'un droit déterminé (s. 224 (1)-(3).

XII. Répartition du produit de la liquidation. Pour toute liquidation les sommes non réparties et non réclamées doivent être versées au Companies Liquidation Account de la Banque d'Angleterre. Le Board of Trade en donne reçu au liquidateur (s. 224 (4)). En cas de liquidation forcée, le Board of Trade peut permettre au liquidateur sur la demande du committee of inspection de déposer l'argent dans une autre banque (s. 154).

En ce qui concerne la répartition du produit de la liquidation, il faut distinguer les créances suivantes :

1° *Frais de liquidation.* Lorsque l'actif est insuffisant pour couvrir le passif, le juge peut décider que les frais de liquidation jouiront d'un privilège, et dans l'ordre qui lui semblera bon (s. 171).

La règle est que :

En premier lieu, on doit payer les frais de la requête de liquidation; puis les frais de liquidation (y compris les honoraires du solicitor); finalement, l'indemnité du liquidateur. Cf. Winding up Rules (Rule 187).

2° *Créances privilégiées.* Certaines créances jouissent de privilèges légaux (s. 209), en l'espèce :

Les impôts exigibles pendant l'année antérieure à la liquidation, mais sans dépasser le total dû pour un an.

Les salaires et traitements des employés de commerce ou domestiques (clercs or servants) jusqu'à concurrence de 50 £, et pour des services rendus pendant les quatre mois qui ont précédé la liquidation; les gérants ne font pas partie de cette catégorie.

Les salaires des travailleurs et ouvriers jusqu'à concurrence de 25 £, pour les deux mois de travail qui ont précédé la liquidation.

Les salaires des ouvriers agricoles recevant une rémunération à la fin de l'année de service sont privilégiés pour une portion correspondante à la durée de leur travail.

Toutes les sommes dues par la société conformément aux Workmen's Compensation Acts lorsque les dettes sont antérieures au début de la liquidation.

Les dettes payables d'après l'Unemployment Insurance Act, 1920, à des chômeurs pendant les quatre mois qui ont précédé la liquidation.

Les droits ci-dessus sont tous sur le même pied, et doivent être satisfaits immédiatement s'il existe assez d'argent liquide. L'indemnité du liquidateur, sauf décision contraire du tribunal, est déterminée par le committee of inspection. Lorsqu'elle a été fixée à un montant trop élevé, le Board of Trade peut réclamer au tribunal la réduction (s. 149 (2)).

XIII. Expiration des fonctions du liquidateur. Le liquidateur doit cesser ses fonctions lorsqu'il fait faillite (rule 163). Il peut également être révoqué par le Board of Trade lorsqu'il ne s'acquitte pas fidèlement de ses obligations (s. 159) ou par décision du tribunal en cas de nécessité (s. 149 (6)).

Le liquidateur peut donner lui-même sa démission. Mais il doit convoquer des assemblées spéciales de créanciers et des contributories, qui décideront si sa démission doit ou non être acceptée. Si les créanciers et contributories l'acceptent, le liquidateur doit remettre à l'Office d'enregistrement un memorandum à ce sujet et avertir l'official receiver, sur quoi la démission devient définitive. Dans les autres cas, le liquidateur doit remettre au tribunal et à l'official receiver un rapport d'après lequel le tribunal décide si la démission doit être acceptée ou non (rule 162).

Le liquidateur doit informer les créanciers dont les créances ont été reconnues et les contributories de son intention de se démettre, en leur rendant compte en même temps des recettes et dépenses de la liquidation.

La libération par le Board of Trade est accordée, et délivre le liquidateur de toute responsabilité. Mais cette résolution peut être révoquée lorsqu'il apparaît après coup qu'elle a été provoquée par des déclarations dolosives (s. 159 (3)). La cessation de fonctions et la libération de responsabilité du liquidateur doivent être publiées dans la *Gazette*.

CHAPITRE II

LIQUIDATION VOLONTAIRE

I. Résolution. Une société peut être liquidée volontairement.

a) Lorsque le délai fixé aux statuts expire, ou que se produit un événement devant entraîner la dissolution et que la société prend à ce sujet une résolution en assemblée générale;

b) Lorsque la société prend une special resolution de dissolution;

c) Lorsqu'elle détermine dans une résolution extraordinaire que le passif ne permet plus de poursuivre les opérations et qu'il vaut mieux liquider.

Dans les deux premiers cas, la société doit publier sa résolution par l'intermédiaire des journaux.

La liquidation volontaire part du jour de la résolution. Lorsque les statuts d'une société prescrivent que les intérêts étrangers soient limités dans une certaine mesure, la résolution de liquidation volontaire ne peut avoir d'effet que si elle est approuvée par le Board of Trade (Companies (Foreign Interests) Act, 1917, s. 2 (a)).

II. Effets. Les effets de la résolution de liquidation volontaire sont les suivants :

a) La société cesse ses opérations ordinaires, sauf intérêt de liquidation contraire. Elle conserve cependant sa personnalité morale jusqu'à la dissolution (s. 184);

b) L'actif social doit d'abord servir à désintéresser les créanciers et le reste seul peut être réparti entre les associés eux-mêmes conformément aux statuts (s. 186 (1));

c) Une modification du statut des associés est nulle. Les actions ne peuvent être cédées qu'avec l'assentiment du liquidateur, sous peine de nullité du transfert (s. 205).

III. Le liquidateur. L'assemblée générale nomme le liquidateur et fixe son indemnité (s. 186 (11)). Son choix met un terme aux pouvoirs du conseil d'administration, à moins qu'ils ne soient confirmés par l'assemblée générale ou le liquidateur. Lorsque plusieurs liquidateurs sont

désignés, deux au moins doivent signer ensemble, sauf disposition contraire de l'assemblée générale hors de leurs désignation.

Si l'assemblée générale n'a pas élu de liquidateur, le tribunal, sur la demande d'un contributory (actionnaire) en nommera un, de même qu'il peut, pour motif grave, remplacer un liquidateur par un autre (s. 186 (VIII), (IX)).

IV. Liquidation. Le liquidateur a pleins pouvoirs :

a) Pour toutes les opérations nécessaires en cas de liquidation forcée;

b) Il peut, appuyé sur une special resolution de l'assemblée générale, vendre l'entreprise à une autre société. Il peut à cette occasion recevoir en paiement des actions au lieu d'espèces (s. 192);

c) Il peut conclure avec des créanciers ou des associés des compromis qui obligent la société lorsque l'assemblée générale y adhère par résolution extraordinaire. Ces résolutions lient les créanciers et associés d'une catégorie quelconque lorsqu'elles sont votées par une majorité des trois quarts (s. 120).

Le liquidateur peut pour toute question provoquer une décision du tribunal (s. 193).

Le liquidateur, en cas de liquidation volontaire, doit faire connaître dans les quinze jours sa nomination à l'Office d'enregistrement. Dans les sept jours, il doit convoquer les créanciers à une assemblée qui doit avoir lieu avant quinze jours .A cette assemblée, les créanciers ont le droit de décider s'ils veulent demander au tribunal la désignation d'un autre liquidateur, à la place de celui-là ou avec lui et en commun. On peut aussi demander au tribunal de désigner un committee of inspection (s. 188).

Le liquidateur a le droit de convoquer en tout temps des assemblées d'actionnaires. Lorsque la liquidation dure plus d'un an, il est tenu de rendre compte de son activité comme liquidateur, à la fin de la première année et de chaque année suivante, à l'assemblée générale (s. 194).

Ses frais et dépenses, y compris son indemnité, sont prélevés sur l'actif social avant que les autres créances ne soient payées (s. 136). Pour les autres créances privilégiées, on applique les mêmes règles que pour la liquidation forcée (v. ci-dessus, p. 400).

Les sommes relatives à des créances non produites, ou ne pouvant être réparties par ailleurs, doivent être versées au Companies Liquidation Account (cf. ci-dessus, p. 400).

Si la liquidation a été menée à bon terme, le liquidateur présente son bilan final à la dernière assemblée générale, après publication dans la *Gazette* un mois d'avance au moins. Le liquidateur rend compte à l'Office

d'enregistrement des résolutions de l'assemblée générale, et, trois mois après enregistrement de ce compte-rendu, la société est considérée comme dissoute (s. 195).

Dans les deux ans de la dissolution, sur la requête du liquidateur ou d'un intéressé quelconque, le tribunal peut révoquer la résolution de dissolution, ce qui met le créancier non payé en état de se satisfaire après coup sur le patrimoine de la société dissoute.

CHAPITRE III

LIQUIDATION SOUS LE CONTROLE DU TRIBUNAL

(LIQUIDATION UNDER SUPERVISION)

Lorsqu'une société a résolu la liquidation volontaire par special ou extraordinary resolution, le tribunal peut décider que la liquidation se fera sous son contrôle (s. 199). Il peut prendre cette décision même après avoir reçu une requête de liquidation forcée. Habituellement le liquidateur volontaire assurera les opérations, après avoir fourni la caution nécessaire. Souvent le tribunal désignera un second liquidateur. La liquidation s'effectue de la même manière et le liquidateur a les mêmes pouvoirs qu'en cas de liquidation volontaire, sauf simplement les restrictions imposées par le tribunal. L'homologation judiciaire prend la place de l'extraordinary resolution de la société elle-même.

CHAPITRE IV

FUSION. ABSORPTION DE L'ENTREPRISE PAR UNE AUTRE COMPANY

Une liquidation est également possible par la résolution d'une société de procéder à la dissolution de telle façon que toute l'entreprise, actif et passif, soit cédée à une autre société qui donne en paiement des éléments de son actif propre ou d'autres valeurs qui sont répartis entre les actionnaires de la société à liquider. Mais cette " reconstruction " n'est possible qu'en cas de liquidation volontaire.

La société qui cède ses affaires le décide par special resolution; un liquidateur est désigné et reçoit une procuration générale pour céder à l'autre société l'actif social contre remise d'actions, polices d'assurance ou autres valeurs. Mais cette autre société ne peut être étrangère.

Le Companies Act, 1928, s. 50 et suiv. facilite le transfert de l'entreprise entière ou d'une partie des biens d'une société à une autre. Si dans un délai de quatre mois à partir de l'offre, des actionnaires, représentant au moins les neuf dixièmes du capital social, acceptent le transfert, les autres actionnaires — the dissidents — peuvent être forcés de transférer aussi leurs droits d'actions à la société acquérante sous les mêmes conditions que les autres actionnaires, s'il n'y ont pas consenti à l'amiable dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle on leur a donné connaissance de la décision de la majorité.

En outre le tribunal est compétent pour toute mesure propre à faciliter le transfert. Par exemple le juge décidera que des procès de la société vendeuse seront poursuivis à l'avenir au nom et aux risques de la société qui a acheté les actions.

CHAPITRE V

COMPROMIS AVEC DES CRÉANCIERS (ARRANGEMENTS WITH CREDITORS)

Une société, en liquidation ou non, peut négocier un compromis avec des créanciers ou des actionnaires. A cette fin, le tribunal peut ordonner une assemblée de créanciers ou d'actionnaires. Il peut en être ainsi sur la demande de la société elle-même, d'un créancier, d'un actionnaire ou du liquidateur. Lorsque les intéressés présents ou représentés approuvent le compromis par une majorité des trois quarts du capital, il s'impose à tous si le tribunal l'homologue (s. 120).

En cas de liquidation forcée, le tribunal doit remettre son jugement au moment où il aura reçu un rapport de l'official receiver (Rule 74).

Une société sur le point de procéder à la liquidation volontaire ou l'ayant déjà commencée peut également négocier un compromis avec ses créanciers lorsqu'il en est ainsi décidé par special resolution. Ces compromis s'imposeront aux créanciers si trois quarts du nombre et de la somme totale les approuvent (s. 191).

Le liquidateur peut également conclure des compromis avec des créanciers donnant isolément leur assentiment. Il doit en cas de liquidation forcée avoir l'approbation du tribunal ou du committee of inspection, en cas de liquidation sans le contrôle du tribunal l'approbation de ce dernier, et en cas de liquidation volontaire l'approbation par extraordinary resolution (s. 214).

APPENDICE I

Grandes lignes de l'organisation judiciaire et de la procédure.

PREMIÈRE SUBDIVISION

LES AUXILIAIRES DE LA JUSTICE

CHAPITRE PREMIER

SOLICITOR ET BARRISTER

Law est le droit objectif, right le droit subjectif. Le lawyer est le juriste en général. En Allemagne, en Suisse, et ailleurs sur le continent la tâche d'un avocat est de défendre tous les intérêts juridiques de son client, que ce soit comme conseiller en dehors des litiges, pour des contrats, testaments, constitutions de sociétés, ou comme représentant de la partie en justice dans la procédure écrite et orale. L'Angleterre, au contraire, établit une division du travail très tranchée entre les deux tâches. Tandis que l'avocat apparaissant devant le tribunal dans la procédure orale, le barrister, assure exclusivement la représentation pendant cette procédure orale et devant le juge qui rendra le jugement, tout le reste du travail revient au Solicitor.

Il en est devant le tribunal suprême qui règle la jurisprudence, la Supreme Court of Judicature, tandis que les Solicitors, en province et devant les tribunaux inférieurs, comme les County Courts, peuvent également représenter leur client dans la procédure orale.

Le plaideur ne s'adressera en conséquence qu'à une étude de Solicitor et ne sera normalement en relations qu'avec le solicitor, tant du moins qu'une affaire n'est pas citée devant le tribunal pour débats de vive voix.

D'après les usages régnants le Barrister doit s'en remettre entièrement

au Solicitor pour recevoir des affaires à plaider; ce dernier, une fois la procédure écrite terminée, remet le procès au Barrister pour suite des débats avec les actes introduisant le procédure principale, orale, et une instruction sur le cas juridique concret, intitulé " brief " (1). C'est un terme technique de la langue juridique. Le mot allemand " Brief " se traduit par " letter ". Un avocat sans causes est un " briefless barrister ". Il serait cependant inexact d'admettre que le barrister ne s'occupe que de la représentation devant le tribunal. Dans les affaires très importantes on prend officieusement l'avis d'un avocat. C'est la " Counsel's Opinion ".

I. Le Solicitor. Après avoir fait ses classes et atteint l'âge de dix-sept ans, le candidat entre directement dans l'étude d'un avoué pour sa formation pratique. Il y apprend à connaître la jurisprudence de la vie courante, à dresser des contrats, des testaments, en un mot tout ce qui a trait à la vie juridique, y compris la réunion des matériaux pour la procédure in chambers (v. ci-dessous) et la préparation des débats oraux jusqu'à la remise du " brief " au barrister. Ce solicitor accomplit en plus du travail de l'avoué français une bonne partie de celui d'un notaire sur le continent.

Les solicitors appartiennent à un corps professionnel hautement considéré, la Law Society, existant depuis cent ans.

Le candidat doit subir plusieurs examens devant le comité d'examen de cette Law Society, d'abord lors de ses débuts pour prouver sa culture générale, puis, un an après environ, un examen sur les éléments du droit anglais et, à la fin des cinq ans d'étude, l'examen final sur tout le droit anglais de la vie courante et la connaissance des principales décisions judiciaires.

Le candidat-solicitor paie comme frais d'apprentissage £ 40 à l'Etat, £ 100-400 au patron, le solicitor, dans l'étude duquel il travaille, et enfin £ 30 pour son inscription sur la liste des solicitors, en tout de 26.000 à 63.500 francs.

Le candidat ne reçoit pas d'honoraires pour son travail pendant les cinq ans d'apprentissage, mais généralement, comme argent de poche, une bonne partie de la somme (£ 100-400) qu'il a payée à la signature du contrat d'apprentissage.

Vu la multiplicité et la variété des affaires à Londres, les solicitors les plus importants ont plusieurs bureaux dans leurs études, un pour le trafic d'immeubles, un autre pour les affaires de famille et les gestions

1) C'est le vieux français « brief », « bref ».

de fortunes, un troisième pour les rapports avec les colonies, etc.

Certains solicitors ont de très gros revenus, £ 4.000 (500.000 francs) et plus.

II. Le Barrister ou Counsel. Son rôle principal est de représenter ses clients, au civil et au pénal, dans les débats judiciaires oraux.

Depuis le XIII^e^ siècle les Barristers sont membres des quatre groupements professionnels spéciaux, les Inns of Court à Londres. Ce sont Lincoln's Inn, Gray's Inn, le Middle Temple Inn et l'Inner Temple Inn. Ces groupements importants possèdent de gros patrimoines, des groupes d'immeubles à eux (ainsi le Middle et l'Inner Temple possèdent tout un quartier en face de la Cour suprême, entre Fleet Street et la Tamise). Chaque groupement a une vaste bibliothèque, une église particulière et des locaux communs, comme les salles à manger. Les Inns contiennent également les bureaux de la plupart des avocats de Londres, les chambers.

Les corporations d'avocats sont parfaitement indépendantes et ont le droit exclusif de permettre l'exercice de la profession d'avocat en Angleterre et dans le pays de Galles.

Pour être admis comme Barrister, il faut d'abord des études universitaires couronnées par un diplôme, university degree, généralement de master of arts (M. A.). Ces études ne se déroulent pas nécessairement dans une faculté de droit; le diplôme d'une autre faculté suffit.

Le futur Barrister demande sa réception dans un des quatre Inns dès avant de quitter l'université. Ce n'est pas là qu'il acquiert ses connaissances juridiques, mais, normalement, par répétitions, " bourrage ", ou conférences à cet effet auxquelles pourvoit le Council of Legal Education. Le candidat avocat doit prouver sa présence à l'Inn pendant les trois premières années après son inscription en y prenant quelques repas par trimestre. Les examens pour l'admission comme avocat sont, paraît-il, plus sévères qu'autrefois. Ils sont écrits, des questions imprimées étant présentées aux candidats.

Un comité d'examen composé de Barristers plus anciens, le Council of Legal Education, examine, aussitôt après l'inscription du candidat, sa culture générale. Il est dispensé de cet examen s'il possède un diplôme universitaire, tandis que lors d'un second examen, dix-huit mois plus tard, on l'interroge sur la Common Law et l'Equity, en droit romain et en droit anglais, et enfin, trois ans au moins après l'entrée, a lieu l'examen final. Si le candidat le passe, il devient Barrister, ou, selon l'expression anglaise, " he is called to the bar ".

Les frais d'inscription sont de £ 40, plus une caution de £ 50, et enfin,

pour l'admission, £ 100. En tout le jeune Barrister, pour être accepté sur la liste de ses collègues doit verser £ 140, la caution lui étant restituée plus tard.

Il travaillera assez longtemps comme junior barrister dans le bureau d'un leading barrister, " he has to spend some considerable time reading in chambers ", souvent plusieurs années sans honoraires. Il faut souvent des années à un avocat pour se faire connaître et gagner sa vie.

III. Relations entre Solicitor et Barrister. Elles sont tout à fait particulières. Le client n'est normalement en relations qu'avec le Solicitor. C'est celui-ci et non celui-là qui charge le barrister du procès. Habituellement l'avoué désigne sur le " brief " lors de la remise des pièces les honoraires qu'il paie à l'avocat. Ce dernier n'a pas d'action pour les réclamer. Mais il n'est pas obligé de rembourser les honoraires reçus même s'il n'a pu plaider dans cette cause.

C'est la tâche du solicitor de réunir les matériaux du procès, de rassembler les preuves, et particulièrement les témoignages. Contrairement aux institutions du continent, il est non seulement permis au solicitor de voir les témoins, de leur parler de l'affaire, et de les amener à faire une déposition par écrit (a written deposition or proof), et c'est même le devoir d'un bon solicitor, mais encore de s'assurer que les témoins et experts choisis par lui assistent aux débats oraux.

Le Barrister plaidant est nommé Counsel. Souvent plusieurs avocats représentent la même partie. L'un est alors l'avocat principal, leading counsel, et les autres sont les juniors counsels.

Un avocat qui réussit peut être nommé, par le Lord Chancellor, King's Counsel. (K. C.); " he takes silks ", car il porte alors une robe de soie. Mais il ne peut plus plaider contre la Couronne qu'avec sa permission, qui n'est en pratique jamais refusée. Les représentants juridiques de la Couronne pour la conduite des procès sont choisis parmi les Barristers. Ce sont l'Attorney General et le Solicitor General. Ce sont des choix politiques. Ces fonctionnaires arrivent et partent avec le gouvernement auquel ils appartiennent.

Un avocat lancé peut gagner bien plus de £ 5.000 par an. Sa situation sociale est très considérable. Il peut de plus aspirer à des places encore plus considérées. C'est ainsi que Lord Reading est devenu vice-roi des Indes. Avant tout les avocats capables sont appelés à un poste de juge à la High Court accordé par la Couronne. Bien qu'un juge à la High Court puisse gagner moins qu'un avocat célèbre, c'est-à-dire seulement £ 5.000, un poste de juge est très envié. Le juge est inamovible et reçoit normalement le titre de lord. Il ne peut être révoqué qu'exceptionnellement, par résolution spéciale du Parlement, et pour mauvaise conduite.

CHAPITRE II

LE JUGE

Les membres de presque tous les tribunaux, même inférieurs, sont choisis par la Couronne parmi les avocats.

L'autorité et le développement du droit coutumier n'ont été possibles que par la très grande valeur et l'extrême bon sens des juristes anglais choisis comme juges par la Couronne. Leur haute position sociale, garantie avant tout par un traitement important, et l'inamovibilité (le juge ne peut être révoqué que par résolution spéciale du Parlement et pour conduite immorale) leur donne une extrême autorité, ce qui fait que leurs jugements ne sont pas critiqués, mais honorés par les parties et les juristes comme les décisions d'érudits infaillibles.

Mais ce n'est possible qu'en Angleterre où le juge choisi par le gouvernement, grassement payé, jouit d'une autorité qu'on cherche en vain ailleurs. Le juge de la Supreme Court of Judicature est tenu pour le meilleur connaisseur du droit national, et personne ne doute de son impartialité. Il ne se sent en aucune façon le représentant d'une classe, bien qu'il appartienne à une haute classe de la société. Il n'existe donc pas en Angleterre une caste de juristes comme peut-être en Allemagne au temps de la monarchie. On ne peut douter en Angleterre qu'en fait les juges ne comptent parmi les hommes les plus capables du pays. Leur bon sens les préserve du formalisme, si on fait abstraction, peut-être, des liens du droit ancien et de l'ancienne coutume. La première nécessité pour un juge anglais est d'être un homme d'honneur, cultivé, un gentleman, un homme de caractère.

Les Barristers et les juges portent au cours des débats la robe et la perruque grise. Malgré ce costume un peu moyenâgeux à l'époque moderne, les rapports entre juges, avocats, parties et témoins sont fort peu contraints, moins, souvent, que sur le continent. Le juge de la High Court se voit appelé par les avocats, parties et témoins " my Lord ", et un avocat appelle son contradicteur " my learned friend ", « mon savant ami ».

DEUXIÈME SUBDIVISION

ORGANISATION JUDICIAIRE

La procédure anglais est réglée par les différents Judicature Acts, ceux de 1873 et 1925 en particulier, sur la base desquels des orders et rules sont prononcés de temps en temps pour la pratique.

Il y a un Rules Committee de cinq juges, le lord chancelier, deux avocats pratiquant et deux solicitors pratiquant. Il possède des pouvoirs étendus pour régler la procédure. Les Rules combinées par lui sont déposées pendant quarante jours sur les tables des deux chambres. Une d'elles peut empêcher leur application. Si elle ne le fait pas dans le délai, les Rules ont force de loi.

Elles sont publiées dans les annuaires " The Annual Practice " et l' " Annual Red Book ".

Le tableau suivant résume l'organisation judiciaire anglaise.

Petty Courts (tribunaux inférieurs)
- Court of Quarter Sessions,
- County Courts,
- Court of Petty Sessions,
- Mayor's Court of London.

Supreme Court of Judicature
- I. High Court of Justice
  - Kings Bench Division,
  - Chancery Division,
  - Probate, Divorce and Admiralty Division,
  - Appeal Division,
  - Division for Crown Cases Reserved.
- II. Court of Appeal.

III. Judicial Committee of the House of Lords.

A. Tribunaux supérieurs. I. Le premier tribunal à considérer, qui règle toute la jurisprudence, est la **Supreme Court of Judicature** à Londres. Elle n'existe que depuis 1875 et est le premier tribunal uni.

Malgré le nom de " Supreme Court ", elle n'est pas suprême, la plus haute instance d'appel étant la Chambre des Lords.

Le Supreme Court of Judicature a deux grandes divisions complètement indépendantes :

1° La High Court of Justice;

2° La Court of Appeal.

1° *La High Court.* Bien que pouvant jouer le rôle de cour d'appel, son rôle principal dans sa jurisprudence est celui de tribunal de première instance. La High Court est compétente en principe pour tous les litiges anglais sans distinction de lieu ni de matière. Tout individu habitant l'Angleterre peut lui présenter n'importe quel litige. C'est très beau en théorie, mais rendu impossible en pratique par les frais terribles de la procédure. Tous les litiges de moins de £ 100 sont donc normalement renvoyés devant les County Courts, et devant la High Court seulement s'il s'agit de sommes supérieures ou de décisions de principe très importantes. Si un litige sans importance de principe et inférieur à £ 100 est néanmoins soumis à la High Court, le juge a tendance à faire supporter tous les frais supplémentaires par le demandeur, même triomphant.

Tous les tribunaux supérieurs anglais de première instance, à quelques exceptions près, ont été réunis dans la High Court.

Elle se divise en :

a) *La King's Bench Division*, principalement compétente pour les questions de Common Law. Son président est le Lord Chief Justice d'Angleterre, le juge suprême qui a aussi une importance politique, assisté par 17 juges suppléants.

La séparation antérieurement tranchée qui existait entre les affaires de Common Law et d'Equity n'existe plus aujourd'hui. Les différents tribunaux doivent appliquer les deux droits, ainsi bien entendu que le Statute Law. Mais les Rules of Court réservent certaines catégories de cas à certaines divisions déterminées.

b) *La Chancery Division*, principalement compétente pour les affaires d'Equity, de trust, et le droit des sociétés.

c) *La Probate, Divorce and Admiralty Division*, dont la compétence embrasse des matières très différentes : questions maritimes, tels que litiges à la suite d'abordages, questions matrimoniales (divorce, separation, éducation et entretien des enfants (et autres questions du droit de la famille. Probate comprend " the proof of wills ", les ouvertures de testaments, nominations d'administrators; et la Chancery Division s'occupe des liquidations de successions.

2° *La Court of Appeal*, la Cour d'Appel, est la seconde grande division

de la Supreme Court of Justice. Elle comprend le Lord Chief Justice, le Master of the Rolls, le président de la Probate, Divorce, and Admiralty Division et cinq Lord Justices.

Un appel n'est normalement jugé que par trois Lords Justices. Si ce nombre ne suffit pas, il peut être complété par un juge de première instance, naturellement à l'exclusion de celui qui a déjà jugé dans cette affaire et contre la décision duquel il est fait appel.

La Court of Appeal peut rejeter un appel, rendre un nouvel arrêt ou renvoyer l'affaire en première instance pour nouveau jugement.

Des Official Referees, experts officiels, sont joints à la Supreme Court, et le juge leur confie la solution de certaines questions, par exemple de comptes compliqués, ou même le soin d'émettre un avis sur le procès tout entier.

II. La dernière instance est la Chambre des Lords, House of Lords. Mais n'assistent aux délibérations que quelques membres de cette assemblée, juristes de la plus haute autorité choisis parmi ses membres; ce sont les Law-Lords. Le président est le Lord Chancellor, qui change avec chaque gouvernement nouveau. Il reçoit un traitement de 10.000 £ (1.250.000 francs).

III. On trouve encore le **Judicial Committee du Privy Conseil** pour les appels des possessions britanniques, c'est-à-dire dans des procès coloniaux et contre des jugements des tribunaux ecclésiastiques.

B. Tribunaux inférieurs. Ce sont, au civil, les County Courts, Cours de Comité, existant dans tout le pays. Elles connaissent des litiges ne dépassant pas £ 100 (hors quelques exceptions). D'après le Supreme Court Judicature Act, 1925, s. 204, lorsque la procédure de la County Court semble plus indiquée dans un cas déterminé et en matière immobilière, sa compétence peut être étendue jusqu'à £ 500. Le County Court Act, 1919, remet la décision au Registrar (un fonctionnaire de justice) sur la demande des parties et avec l'autorisation du juge, par procédure sommaire et jusqu'à concurrence de £ 5 comme valeur du litige. Lorsque le litige ne dépasse pas 10 £, la procédure est analogue à celle de la High Court, mais plus simple. Les County Courts jugent les petites affaires sans appel, et les autres avec appel possible des parties.

Le Maire de Londres a lui aussi une compétence juridique. Sa Court n'est également compétente que pour des matières de faible importance lorsqu'il s'agit de faits locaux, que le défendeur habite Londres ou y commerce.

On peut appeler des jugements des County Courts devant la High Court. Deux juges ou plus de cette dernière forment à cet effet la cour

d'appel sous le nom de Divisional Court. Pour les délits peu importants, il y a partout des Magistrates Courts.

Pour les litiges plus importants, les Courts of Assizes se rassemblent deux fois par an dans chaque comté, et jugent aussi bien au civil qu'au pénal. Un membre de la High Court de Londres dirige les débats. La procédure au civil est la même que pour la High Court.

TROISIÈME SUBDIVISION

LA PROCÉDURE

La procédure devant les différentes divisions de la High Court of Justice, réglée par les Rules of the Supreme Court, 1883, avec leurs compléments, se divise en deux parties.

1° La procédure préparatoire aux débats oraux;

2° Les débats oraux.

I. La procédure préparatoire. A. *La citation* (*writ of summons*). La procédure préparatoire jusqu'aux débats oraux, " the hearing ", est assurée par les solicitors des plaideurs. L'avoué du demandeur, le plaintiff, somme d'abord le défendeur, généralement le débiteur d'une somme d'argent, de payer et de s'acquitter de ses obligations. Si cette sommation reste sans effet, le solicitor du demandeur introduit l'instance, et (v. ci-dessus) en adressant au défendeur un acte, le writ of summons, par abréviation le writ. C'est l'injonction au défendeur, défendant, au nom de la Couronne et au profit du demandeur, plaintiff (the order by the Crown, taken out in the name of the plaintiff) de comparaître devant les tribunaux pour y répondre, " to enter an appearance " à la plainte bien spécifiée du demandeur, sous peine de voir rendre un jugement contre lui.

Cet écrit (on emploie des formulaires imprimés exprès) est rédigé par le solicitor du demandeur, ou, dans des cas difficiles, par l'avocat. Pour lui donner son caractère officiel de citation, de sommation judiciaire (to issue it), il est remis, en double exemplaire au District Registry existant dans les villes, et enregistrant le litige. Un exemplaire du writ est pourvu du timbre du tribunal, signé par le fonctionnaire compétent, et sert à la citation (" is used for service "), et l'autre est conservé aux pièces (the other filed). Ces formalités au lieu d'être accomplies par un District Registry, peuvent l être par le Central Office de la High Court de Londres. C'est toujours le cas lorsque le litige n'est pas de la compétence des County Courts.

Le Solicitor du demandeur assure l'expédition directe du writ au défendeur ou son solicitor en personne, normalement par exhibition

de l'original si elle est requise et remise d'une copie. La présentation du writ s'appelle " service of the writ ";le fait de le présenter " to serve the writ ".

Lorsque le défendeur veut se défendre, il doit intervenir au procès " enter an appaerance ". Cette déclaration doit être adressée par le défenseur ou son solicitor, en double exemplaire, au District Registry (ou, à sa place, au Central Office de Londres) dans le délai fixé par le writ, habituellement huit jours. Le bureau en question envoie un exemplaire pourvu du sceau du tribunal au défendeur ou à son solicitor et conserve l'autre aux pièces.

Si les deux parties sont représentées par des solicitors, les citations réciproques se font plus simplement, c'est-à-dire directement entre solicitors.

B. *Procédure devant le " Master in chambers "*. 1° La procédure anglaise s'est développée de façon qu'un litige n'arrive aux débats oraux devant le tribunal que lorsqu'il a été assez préparé par les représentants des parties, les solicitors, et au besoin avec la collaboration d'un fonctionnaire de la chancellerie à attributions judiciaires, le " Master ", pour que le jugement puisse être prononcé, si possible, au bout d'une seule séance de débats oraux ininterrompus, avec ou sans audition de témoins.

Les " pleadings ", c'est-à-dire " the statement of claim " et ,, the statement of defence ", ou simplement " the defence ", en d'autres termes la réunion des matériaux de la plainte et de la défense, ont lieu avant que le juge qui va rendre l'arrêt ait à prendre connaissance du procès en aucune façon.

Mais le Master est l'homme de confiance du juge, dont il connaît exactement les intentions. Le Master est déjà en relations — officieusement seulement — avec le juge au cours de la procédure préparatoire. Cette réunion de matériaux comprend aussi les témoignages écrits, mais seulement lorsque le témoin ne peut être entendu de vive voix.

Les débats préparatoires n'ont de ce fait pas lieu publiquement et devant le juge, mais dans le bureau du Master, " in a private room " ou, selon l'expression usuelle, " in chambers ", c'est-à-dire dans le bureau de ce fonctionnaire.

Durant cette procédure " in chambers ", les intérêts des parties peuvent être représentés par les solicitors. Le Barrister n'intervient publiquement qu'au bout de cette préparation, par conséquent dans les débats oraux, mais lors de cas importants, est déjà consulté auparavant par le solicitor.

Le Master peut prendre toutes les dispositions de procédure qui lui

semblent bonnes, indiquées pour la préparation de la procédure principale, decrees, orders of direction. Il peut aussi renvoyer devant une County Court des litiges de moins de £ 100.

Ses décisions sont susceptibles d'appel devant le juge, qui, comme juridiction d'appel,siège également " in a private room " (in chambers) Les questions délicates sont réservées pour les débats publics.

2° Le début de la procédure est différent selon que le défendeur fait défaut ou non.

a) Si le défendeur ne donne pas signe de vie dans les huit jours de la présentation du writ, et ne veut pas " enter an appearance ", le demandeur peut, en cas d'action née d'une créance, faire prononcer et exécuter immédiatement le jugement;

b) Si le défendeur intervient dans le procès, plusieurs possibilités se présentent.

α) S'il s'agit d'une créance de somme d'argent déterminée, le demandeur, malgré l'intervention du défendeur, peut obtenir un jugement immédiat, sur la base d'une " affidavit-evidence " c'est-à-dire d'une attestation écrite sous la foi du serment que le défendeur, d'après sa conviction à lui demandeur, n'a pas de motif suffisant de refus de paiement.

En cas de doute, le juge peut enjoindre au défendeur de verser la somme due entre les mains du tribunal — to pay into court —, ou de fournir des sûretés, " with the alternative of leaving the case undefended if he fails to do so ".

L'Order XIV des Rules prévoit une procédure sommaire pour les créances de liquidated amounts (par exemple de promissory notes, lettres de change, guaranties ou autres dettes contractuelles simples). Dans de tels cas le demandeur peut " specially indorse " son Writ avec son Statement of Claim et proceed by summons for Judgment, avec à l'appui un Affidavit exposant (verifying) le motif d'action, en ajoutant que " there is no defence of the Action ", sur quoi le Master peut prononcer un Order donnant au demandeur le droit " to enter in Judgement ".

Mais le Master ne prendra pas cette décision sommaire au profit du demandeur lorsque le défendeur, " by affidavit, by his own viva voce, voice evidence, or otherwise on the hearing of the Summons ", le persuade qu'il peut opposer une exception valable à l'action, ou avance des faits qui le mettent en droit de repousser cette dernière.

Un procès d'après l'Order XIV ne dure que quelques semnines jusqu'au jugement et permet également l'exécution rapide pour des liquidated sums.

Mais pour les autres procès le Writ et l'arrêt sont séparés par six mois à un an.

b) Si le juge estime que l'attitude négative du défendeur est suffisamment motivée, ce dernier ne doit rien payer au tribunal ni fournir caution. Le procès suit son cours ordinaire.

c) Lorsque le domicile du demandeur est hors du Royaume-Uni, le tribunal, sur la demande du défendeur, peut lui imposer de fournir caution pour les frais. Il rend à cet effet un order exigeant du demandeur une caution qui est naturellement très variable selon le caractère et l'importance du litige. Le défendeur peut en réclamer l'augmentation même pendant le procès.

3º Dans la procédure ordinaire, le demandeur réclamera que le défendeur se présente devant le Master, qui de son côté prend les dispositions nécessaires pour la suite des débats, par exemple si des témoignages écrits, ou questionnaires à l'autre partie, seront admis, et quels; quels actes doivent être produits par les parties, et ainsi de suite. La Chancery Division juge souvent les affaires sur la base d'affidavits (déclarations écrites) et non de témoignages oraux.

La procédure préparatoire in chambers étant arrivée à son terme sans transaction entre les parties, le solicitor du demandeur doit introduire en double exemplaire le writ, les mémoires échangés, et éventuellement les questionnaires. Il demande en même temps l' " entry for hearing ", c'est-à-dire l'inscription de l'affaire ou rôle pour les débats oraux devant le juge. Il existe des règles de forme particulières à cet effet.

Le litige est inscrit au rôle et est appelé dans l'ordre de son inscription, à moins que le tribunal ne lui fixe un jour.

Peu de temps avant le jour d'audience prévu, le solicitor remet tout le dossier avec l'instruction, le " brief ", à l'avocat pour qu'il défende les intérêts du client dans les débats oraux. Le " brief " renferme une exposition de l'affaire indiquant les affirmations des témoins des deux parties.

Il peut être fait appel des dispositions et décisions du Master in chambers devant le juge proprement dit, qui siège également " in a private room ", et de la décision duquel on ne peut interjeter appel que très exceptionnellement et avec une autorisation spéciale.

Les dispositions et décisions du Master et du juge sont exécutoires par le Sheriff du comté.

II. Les débats oraux. Les parties peuvent choisir la division du tribunal qui les jugera, dans la mesure où une division n'est pas spécialement compétente pour une certaine catégorie de litiges.

Les parties peuvent réclamer la présence d'un jury même au civil, que ce soit un jury général (Common Jury) ou un special Jury of more substantial persons. Dans la seule Chancery Division le juge dirige les débats et décide toujours seul, sans qu'un Jury puisse l'assister. Dans les autres divisions de la High Court, on peut trouver :

1° Un juge unique;

2° Un juge et un jury général ou spécial (common or special jurys;

3° Un juge avec des assesseurs (assessors).

Les assesseurs sont des personnes compétentes qui assistent le juge de leurs connaissances de spécialistes, comme dans l'Admiralty Court pour les questions d'abordage.

Le concours d'assesseurs experts peut aussi être demandé dans les affaires jugées par la King's Bench Division, mais le cas est rare et normalement le juge siège seul avec un jury.

Pour les débats oraux in open court, c'est-à-dire en séance publique, les parties doivent être présentées ou représentées par leur Counsel. Les témoins doivent être également présents pour témoigner toutes les fois qu'ils sont appelés. Lorsqu'un témoin à la présence duquel pourvoient les solicitors, ne se présente pas, le juge peut le citer sous peine, " sub pœna ", c'est-à-dire sous menace de sanction s'il ne se présente pas.

Lorsqu'on peut prévoir que le témoin a l'intention de faire le mort, cette citation sous peine lui est remise dès avant les débats oraux.

Le juge, en principe, ne connaît pas le dossier officiellement avant le début du procès. Ce n'est qu'au début des débats oraux (lorsqu'un jury l'assiste, pendant que le jury prête serment) qu'il en reçoit un exemplaire. Auparavant il ne l'a pas étudié et n'a pas à savoir quelles affaires doivent être jugées, le rôle, la cause-list, étant tenu par le Master, bien que çà et là le senior judge de première instance donne quelques indications relatives à la case-list.

Une fois que les jurés ont prêté serment, l'avocat du demandeur, the plaintiff's Counsel, fait un bref exposé des points en litige. Dans les affaires délicates, un plaideur est généralement représenté par deux avocats, un senior counsel et un junior counsel. Si le senior consel se trouve momentanément empêché d'assister à l'audience, il remet au junior counsel le soin de mener l'affaire (to conduct the case) et intervient lui-même à nouveau une fois l'empêchement terminé.

L'avocat du demandeur a le droit et le devoir de prouver son droit lorsque la charge de la preuve incombe au demandeur sur un point quelconque. Si elle incombe entièrement au défendeur, c'est son avocat qui procèdera à l'exposé du cas. Le droit de commencer est par suite impor-

tant, car il englobe le droit de parler le dernier, ce qui est toujours précieux devant des jurés. Une fois le Counsel au bout de son exposé, les témoins qui doivent déposer en sa faveur sont entendus. Après cette examination-in-chief, l'avocat de la partie adverse contre-examine les témoins (cross-examination) qui peuvent être réinterrogés (re-examination) par l'avocat qui les a appelés en premier. Une fois tous les témoins du demandeur entendus, la même opération a lieu pour ceux du défendeur dont le Counsel prononce là-dessus son " concluding speech ", que suit la conclusion du Counsel du demandeur. Si le défendeur n'a pas fait citer de témoins, l'avocat du demandeur doit apprécier les témoignages dans sa conclusion, ce à quoi répond l'avocat du défendeur. Lorsque la Couronne est partie, elle a toujours le droit au dernier mot, qui pourra être une réplique.

Peuvent être soumis à l'interrogatoire, sous la foi du serment, des parents de tout degré, et même les parties. Le juge et le jury apprécient les preuves absolument librement.

Si des litiges s'élèvent pendant les débats sur des points de procédure, si par exemple le défendeur proteste contre une question à un témoin ou contre une pièce, les avocats des deux parties sont entendus.

Les experts sont traités comme les témoins. Chaque partie présente ses experts. Il arrive que l'expert soit d'abord assis à côté du Counsel de sa partie, pour l'assister de ses conseils, notamment lorsqu'il s'agit de contre-examiner l'expert de la partie adverse, puis se rend dans la stalle des témoins, le witness-box, pour, sous la foi du serment, être entendu comme expert par les avocats, le juge, et éventuellement des jurés, et être questionné en tous sens. Le jugement sera rendu ensuite par les jurés et le juge d'après l'impression que leur aura faite cette audition de témoins.

S'il faut décider sur la base du droit étranger, on entend également des experts présentés par les parties, que ces experts, par exemple des avocats pratiquant à l'étranger, aient signé à cet effet des affidavits écrits, sous la foi du serment, ou qu'ils soient entendus oralement comme des témoins par le tribunal.

Le juge interrompt souvent l'interrogatoire par ses questions ainsi d'ailleurs que, par des questions et remarques, la plaidoirie de l'avocat. Devant l'avocat ou à côté de lui est assis le solicitor, qui, pendant tout le débat, chuchote ses conseils à l'avocat. Les débats devant un tribunal anglais sont par suite une heure de discussion à laquelle prennent part les avocats, le juge, les témoins, les experts, et même les jurés et les avoués. Le juge interrompt continuellement les avocats, témoins et

experts par ses remarques, ses questions, et, à l'occasion, ses plaisanteries. Il n'a donc pas l'occasion de s'endormir pendant des plaidoiries ennuyeuses.

Les plaidoiries terminées, le juge résume les débats (summing up) et expose au jury le droit applicable (the law of the case). Il n'a pas besoin de s'abstenir d'exprimer son opinion sur les questions de droit et de fait. Le jury entre finalement en délibération sous la direction de son président (foreman) sur la décision à rendre.

Le juge rend l'arrêt librement d'après ses convictions s'appuyant sur une loi existante, statute law, sur des décisions antérieures, s'il y en a, ou s'en passant. Il fait connaître les motifs de l'arrêt, avant de le prononcer, dans un exposé oral détaillé.

Le juge n'est aucunement absolument lié à la décision des jurés s'il estime que cette décision est contraire aux témoignages. Mais un jugement s'écartant de la décision des jurés est rare.

Telle est la marche d'un procès ordinaire avec jury. Il en est de même, avec les modifications correspondantes, pour la procédure sans jury. La procédure est plus compliquée lorsque les débats doivent être remis, lorsque par exemple de nouvelles auditions de témoins sont nécessaires, ou lorsqu'il faut recueillir des dépositions à l'étranger, prendre l'avis de nouveaux experts et procéder à un examen matériel.

Le jugement et ses motifs ne sont pas rédigés par écrit, mais l'arrêt (resulting order, decree or declaration) est inscrit sur un registre. Aussi les parties ne reçoivent-elles pas copie du jugement. C'est l'affaire de leurs représentants, aux fins d'exécution, d'en obtenir copie sur le registre des arrêts.

Le besoin de la fixation écrite des jugements étant particulièrement grand dans un pays où les décisions judiciaires créent un droit d'application générale, depuis longtemps les avocats et groupements d'avocats intéressés ont pourvu d'eux-mêmes à la notation, qui, dans les procès importants, est l'œuvre de sténographes, les jugements sténographiés sont utilisés, par la suite, par les parties, spécialement devant la Court of Appeal, tandis que le Council of Law publie les Law Reports. V. t. I, p. 19.

Pour les procès importants, par exemple les procès sur des questions de brevets, les parties s'entendent souvent pour la notation sténographique des débats et leur impression le même jour, pour que dès le lendemain les parties et les juges aient entre les mains les débats de la veille, imprimés. Les frais sont payés d'après la convention des parties, et finalement par le perdant.

Les procès sur des questions matrimoniales, et le divorce en particulier, sont d'une nature spéciale (v. t. I, p. 73).

III. Appel (appeal). En principe toute décision d'un Master ou d'un juge est susceptible d'appel. Il s'opère par un acte (notice of appeal) que l'appelant fait parvenir à toutes les personnes intéressées au procès. L'original de la notice of appeal est remis au juge de la décision duquel il est fait appel.

Les motifs d'appel doivent être indiqués dans la notice. Ils peuvent être de droit ou de fait.

Les appels contre des décisions du Master dans la procédure préparatoire sont jugés par le juge de la High Court à ce désigné. Les appels contre la décision de ce dernier sont jugés par la Court of Appeal.

Les juges de la décision desquels il est fait appel doivent autoriser (sauf exceptions) cet appel (" to give leave "). Il peut être appelé d'un refus de cette autorisation, et sans permission, naturellement.

L'appel de la décision d'un juge unique de la High Court, siégeant " in chambers ", est jugé par la Court of Appeal, composée de trois juges (deux seulement pour les questions de pure procédure). L'autorisation du tribunal n'est pas nécessaire pour interjeter appel de cette décision.

Le tribunal statuant en appel peut prendre toute décision qu'il juge bonne, rendre un nouvel arrêt, renvoyer l'affaire au juge de première instance, réunir des preuves nouvelles, etc.

Les délais devant la Court of Appeal sont :

a) 6 semaines, contre un final ou interlocutory judgment, ou tout final order d'une procédure;

b) 4 jours, contre un interlocutory order ou un order quelconque (final ou interlocutory) dans un litige, en dehors d'un procès proprement dit;

c) 4 jours, lorsque la requête d'une partie de débats *ex parte*, c'est-à-dire sans citation de l'autre partie a été rejetée (from *ex parte* refusal).

L'appelant doit informer à temps la partie adverse de l'appel (notice of motion) c'est-à-dire lui fixer un délai pour se préparer aux débats devant la Court of Appeal, et la loi exige qu'entre l'enteringofthe appeal, l'enregistrement de l'appel au greffe, jour où la partie adverse est informée, et les débats devant la cour d'appel, s'écoule un délai de :

a) 14 jours après le " service of the appeal " en cas de final order ou de final ou interlocutory judgment;

b) 4 jours avant le premier jour d'audience possible en cas d'interlocutory order.

Les délais d'appel contre une décision d'un tribunal inférieur (County

Court, etc.) devant la Divisional Court sont de vingt et un jours à partir de la date de la décision dont il est fait appel, et il doit être donné à la partie adverse un délai de préparation de huit jours avant le premier jour d'audience possible.

Théoriquement la Court of Appeal est prête chaque jour à examiner un appel. En pratique, il peut s'écouler des mois avant qu'elle ne soit en état " to hear the appeal ".

Les délais ci-dessus sont ceux de la loi. Mais il est possible en pratique que le juge fixe des délais plus longs ou que les parties conviennent elles-mêmes d'un allongement des délais. Le juge, en principe, acceptera une requête de prolongation des délais.

Les décisions de la Court of Appeal sont susceptibles d'appel devant la Chambre des Lords, mais seulement pour application inexacte du droit. Cet appel est interjeté par une Petition signée de deux avocats, sur parchemin, à cette dernière instance. Les frais sont très élevés, et il doit être fourni d'avance une caution de £ 750. Le délai d'appel est de six mois.

IV. Execution. Exécution forcée (1). Pour obtenir l'exécution la partie gagnante remet l'ordre d'exécution au fonctionnaire compétent, en principe le Sheriff pour les jugements de la High Court, le Marshal pour ceux de l'Admiralty Court, et le Bailiff pour les jugements et décisions des County Courts.

L'ordre d'exécution, le writ of execution, est délivré pour les jugements dans des procès plaidés à Londres par le Central Office de la High Court, et pour les litiges engagés devant un district registry par le registrar. Cet ordre d'exécution est valable pour un an, mais peut être renouvelé avant expiration, par le juge, pour une année chaque fois, pendant six ans. Le Sheriff est chargé par cet acte de se saisir des meubles contenus dans la maison du débiteur et de les réaliser au profit du créancier.

On peut de plus obtenir du Master de la High Court toutes les décisions nécessaires pour permettre l'exécution dans des cas particuliers, par exemple pour la reddition de comptes, la présentation de livres, de correspondances de banque, l'exécution sur les immeubles, le paiement de créances saisies-arrêtées du débiteur au fonctionnaire chargé de l'exécution ou à un Receiver spécial, ce qui peut être le cas pour le versement du produit de liquidation en cas d'administrations de patrimoines, successions, etc. Le débiteur peut être entendu en première instance sous la foi du serment sur sa situation de fortune.

Bien qu'il n'existe plus en Angleterre de contrainte par corps propre-

(1 V. ci-dessus, p. 313 ss.

ment dite, un débiteur peut être puni de six semaines de prison au plus si, sur injonction judiciaire, il ne paie pas bien qu'il soit établi qu'il en a les moyens.

La suspension de l'exécution forcée (stay of execution) peut être obtenue par le débiteur au moyen de summons in chambers, réclamations fondées, au Master du tribunal. Tel est par exemple, le cas lorsque cette requête est basée sur un appel interjeté. Normalement il n'est accordé de suspension que contre caution " on terms of the amount of the execution being paid into Court, and the opponents costs being paid to his solicitor on his undertaking to repay them if the appeal is unsuccessful ".

V. Frais. Les plaideurs doivent, en procédure anglaise, payer d'avance à la caisse du tribunal des frais correspondants à toute introduction ou remise d'actes ainsi qu'à la citation. La décision ou l'arrêt du juge décide quels frais (costs) doivent être remboursés par la partie perdante à l'autre. Les frais du procès civil se divisent en deux catégories : " party and party costs " et " solicitor and client's costs ". Les premiers ont trait au début et au déroulement du procès, y compris le travail du Counsel, les échanges de lettres, les consultations, les frais des témoins et de justice, à l'exception toutefois des frais relatifs à des démarches opérées par le solicitor sur le désir du client, mais, dans l'opinion du tribunal, sans nécessité. La partie qui succombe est presque toujours condamnée au paiement des frais " party and party ". Le tribunal peut librement répartir les frais d'une façon différente.

Les procès coûtent très chers en Angleterre, même le fait mis à part que la nécessité de plusieurs personnes (avoué et avocat) pour la conduite du procès grossit fortement la note d'honoraires.

Les frais élevés détournent des tribunaux dans un nombre extrêmement grand de cas. A la vérité un tribunal peut accorder à de pauvres gens l'assistance judiciaire, et leur permettre de plaider sans frais (ni frais de justice, les indemnités des témoins mis à part ,ni frais d'avocat ou avoué) " in forma pauperis ".

VI. Exécution en Angleterre de jugements étrangers.

A. Elle n'a pas lieu de plein droit.

Odgers, On the Common Law of England, écrit à ce sujet, 1907, Vol. II, 311 ss. :

Le jugement étranger, qui évalue une dette à une somme déterminée n'est qu'une preuve prima facie. Il est traité comme une promesse de paiement (a foreign judgement is in fact deemed a promise to pay the sum ordered and its costs). Il existe une présomption en sa faveur, de même qu'en faveur de la compétence du tribunal qui l'a rendu.

B. Mais le jugement étranger, peut être invalidé en Angleterre :

1° Lorsque le tribunal étranger s'est volontairement refusé à appliquer le droit anglais à lui indiqué, alors que ce droit aurait dû être appliqué;

2° Lorsque le jugement n'est pas définitif et juridiquement valable;

3° Lorsqu'il est contraire à la raison et à la justice. Mais il ne suffit pas de prouver que le demandeur aurait succombé en plaidant en Angleterre;

4° Lorsqu'il est prouvé que le jugement a été obtenu par dol;

5° Lorsque le tribunal n'était compétent ni ratione materia, ni ratione personae;

6° Lorsque le défendeur n'avait pas été cité et ignorait le procès, à moins qu'il ne se soit présenté volontairement et n'ait admis la compétence du tribunal.

C. En droit anglais un tribunal étranger est compétent pour :

1° Ses nationaux et toutes les personnes domiciliées dans ce pays (all the persons domiciled in that country);

2° Ceux qui y résidaient au moment du début du procès, qu'ils y aient été domicilés ou non; car ils ont des « devoirs de sujets » locaux ou temporaires (those who are resident therein at the time of commencing the suit, whether domiciled or not; for they owe temporary allegiance);

3° Ceux qui résidaient (were resident) dans le pays au moment de la conclusion du contrat ou de l'accomplissement de l'acte qui sert de base à l'action;

4° Celui qui choisit ce tribunal pour plaider devant lui;

5° Celui qui se présente volontairement pour se porter défendeur à la suite de l'action;

6° Tout bien (property) qui se trouve dans sa juridiction mais non pour le propriétaire de ce bien seulement en tant que propriétaire (any property within its jurisdiction, but not over the owner of it merely as such owner).

VII. Juridiction arbitrale. Arbitration. On convient en Angleterre plus fréquemment que partout ailleurs de remettre la solution des litiges à des arbitres. La loi applicable est l'Arbitration Act de 1889. Une convention orale suffit, mais, naturellement, la convention écrite d'arbitrage est la règle. Elle s'appelle " submission ", l'arbitre arbitrator, et sa décision award. Si la convention ne désigne pas l'arbitre, ou, s'il doit y en avoir plusieurs, un ou plusieurs d'entre eux, le juge ordinaire les choisit. De même les tribunaux soutiennent et aident les juridictions arbitrales en cas de nécessité. Le tribunal peut également confier à un ou plusieurs arbitres un litige qu'il s'est lui-même chargé de juger,

spécialement lorsque la décision dépend de connaissances spéciales qui lui font défaut.

Les parties peuvent de plus, pendant un procès devant le juge convenir de faire arbitrer le litige. Le juge suspend alors les legal procedings.

La loi règle l'audition et la citation des témoins et des experts et l'exécution des jugements arbitraux, dont les effets sont les mêmes que ceux des décisions après procédure régulière.

QUATRIÈME SUBDIVISION

LE PROCÈS PÉNAL

(Nous ne le mentionnons que brièvement et pour compléter le tableau).

Les procès pénaux importants sont jugés par les juries, les Criminal Assizes des différentes villes à juries ou la Central Criminal Court de Londres, connue sous le vieux nom d'Old Bailey.

La procédure pénale est la même que la procédure civile, sauf exceptions nécessitées par le caractère spécial du procès pénal.

Le tribunal est représenté par un seul juge de la High Court, à côté duquel on trouve le jury de douze jurés. Depuis peu de temps les femmes peuvent faire partie du jury. Les parties ont un droit de récusation, a " right to challenge " certain jurymen.

Le ministre public, le Counsel for the Crown, ouvre les débats.

Les témoins, qui sont entendus sous la foi du serment, ne peuvent être interrogés que sur ce qu'ils ont vu ou entendu eux-mêmes. Les témoignages d'après ouï-dire sont exclus.

Une fois les témoins et experts entendus, et les plaidoiries des Counsels prononcées, le juge fait l'exposé juridique, le " summing up " de l'affaire au point de vue des questions de droit et de fait, et remet aux jurés la liste des questions sur la culpabilité de l'inculpé. Le verdict des jurés doit être unanime. Sinon le juge peut renvoyer les jurés à une nouvelle délibération, ou soumettre l'affaire à un nouveau jury.

Une fois seulement qu'ils ont prononcé le « coupable », le ministre public peut rappeler la mauvaise réputation et les condamnations antérieures de l'accusé. La défense présentera les circonstances atténuantes.

Si les jurés ont déclaré coupable un meurtrier qui doit être puni de mort, le juge, avant de prononcer l'arrêt, se couvre la tête d'un béret noir.

Appel : avant 1907, il n'était pas possible d'appeler d'un jugement du jury. Une loi de l'année en question créa la Court of Criminal Appeal, qui comprend le Lord Chief Justice et huit juges de la King's Bench Division. L'appel n'est pas limité aux questions de droit. Il n'est examiné au fond que si le juge qui a rendu l'arrêt y consent ou si la Court of Criminal Appeal le reçoit quant à la forme.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R F

INDEX ALPHABÉTIQUE

Les chiffres renvoient aux pages du tome II, lorsque le tome premier (T. I) n'est pas expressément indiqué.

A

Abandon, 224.
Abus d'influence, 37.
Acceptance (acceptation) de la chose vendue, 167 ss.
Accord and satisfaction, 90.
Acheteur, v. Vente.
Acquéreur de bonne foi, 163.
Action de l'expéditeur et du destinataire, 179.
— défaut (d), 98.
— du représentant, 53, 56.
— du représenté, 56.
— du vendeur, 167.
— en exécution, 82 ss.
Actions.
— nominatives, 373.
Acts of bankruptcy, 314 ss.
Acts of God dans le transport, 177, 189.
Advanced freight, 190.
Agency, représentation, 39ss., 137, 138, 145.
— by estoppel, 41, 43.
— by implication, 42, 46.
— by ratification, 48.
— from necessity, 41, 43, 44..
Agent, représentant, 39 ss., v. Représentation, agency.
Agreement, 17.
Alien Restriction Amendment Act, 1919, 309.
Aliéné en général, t. I, 31, 109.
— comme principal, 40.
— transfert de ses droits au tuteur, 105, 117.
Allotment letters, 114.
— attribution d'actions par 369, 372.
Altération d'un acte, 96.
Animaux (Transport d'), 177.
Annual Summary, 389.
Annuités (annuities), 267.
Appeal (appel), 428.
Application for shares, 268, 372.
Apprenticeship (apprentissage), 122, 137, 143.
Arbitration (arbitrage), 429.
Arrangement de la société par actions avec des créanciers, 408.
Arrangement avec des créanciers, 320, 408
— effet pour la caution, 133.
Articles of association, 364.
— of partnership, 326, 335.
Asked price (rate asked) pour les valeurs de Bourse, 269.
Assemblée de créanciers en cas de faillite 317.
— de liquidation de la société par actions, 399.
Assignment, transport-cession, 103 ss.
— by the operation of law, 116.
— for the benefit of creditors, 321.
Associations, 353 ss.
— capacité d'acquérir et d'ester, 353.
Assurable interest, 30, 206, 212, 219.
Assurance, 205 ss.
— (Agent d'.), 147, 221.
— cession de droits, 116.
— — d'obligations, 120.
— — companies (compagnies d'assurance), 355.
— — petites compagnies, 353.
— Intérêt assurable, 30, 206, 212, 219.
— Obligation de renseigner, 34.
— Polices, 205.
Assurance contre l'incendie, 212, ss.
— Cession, 116, 214.
— Contenu du contrat, 213.
— Formes et conclusion, 213.
— Intérêts assurables, 212.
— partielle (average clause), 213.
Assurance maritime, 215 ss.
— Abandon, 37, 223, 224.
— Agent d', 221.
— de la cargaison, 219.
— du navire, 219.
— Avarie commune, 225.
— — particulière, 193.
— Changement de route, 285.
— Concept, 218.
— Contenu, 218 ss.
— Exclusion de responsabilité, 225.
— Formes et conclusion, 100, 219.
— Histoire, 215.
— Intérêts assurables, 219.
— Jet, jettison, 192.
— Lloyd's, 215.

— — policy, 219.
— Parties au contrat, 218, 221.
— Perte censée totale, 224.
— — partielle, 223.
— — totale, 223.
— Police à temps, 222.
— Police de voyage, 222.
— Résiliation, 226.
— Responsabilité de l'assureur, 222.
— Risques, 222, 223.
— Route, 225.
— Slip, 100, 221.
— Terminologie, 218.
— Transport-cession, 116, 226.
— Underwriter, 218.
Assurance sur la vie, 208 ss.
— Contenu du contrat, 210.
— Formes et conclusion, 209.
— Intérêts assurables, 209.
— Transport-cession, 116, 211,
Atteinte à des droits réels (tort), 125 ss.
— à la liberté commerciale et professionnelle, 28.
— à l'honneur, 127, 128.
— aux bonnes mœurs, 28.
Auctioneer, 147.
Auditors, commissaires aux comptes, 387.
Avarie commune, 191, 225.
— particulière, 193.
Avocats 409, ss.
Avocats, contrats avec les clients, 37.
Award, décision arbitrale, 429.

B

Backwardation, 272.
Bailment, 173, 201.
Bank of England, 257.
Bankruptcy, 313 ss., v. Faillite.
Bankruptcy-Notice, 316.
Bankruptcies, small, 320.
Banques, opérations de Bourse et de banque, 255, ss.
Banques, jours fériés, 238.
Barrister, 411 ss.
— ses honoraires, 18, 100.
Bearer-cheque, 243.
Bibliographie, 10.
Bid-price des valeurs, 269.
Bilan des sociétés par actions, 389.
Bill of Exchange 228, v. Lettre de change.
Bill of lading, 110, 159, 161, 185.
Bill of sale by security, 135, v. également t. I, p. 235.
Billet à ordre, 249.
Billet de banque, 249, 257.
Bond, 23.
Bonds, 267.
— to bearer, 109.
— with special condition, 70.
Bourses, 259 ss.
— , heures d'ouverture, 262.
— , opérations de, 272.
— , valeurs en, 266.
Bourse maritime, 215.
Breach of anticipation, 82.
Brevets, 283 ss.
— annulation, 290.
— brevetabilité, 284.
— brevet d'addition, 285.
— de communication, 285.
— principal, 285.
— secret, 285.
— Catégories, 285.
— Cession, 115, 289.
— Complete patent, 286.
— Délais de priorité pour les étrangers, 284.
— Demande, 286.
— Droits, 289.
— Expiration, 288.
— Exposition des pièces, 285.
— Licence forcée, 290.
— Nouveauté, 285.
— Obligation d'exploiter, 288.
— Protection, 285, 288.
— Réclamations, 288.
— Représentant, 286.
— Union internationale, 283.
British South Africa Company, 350.
Broker, 146, 263.
Building Societies, 353.
Bulletin de dépôt, 154.
Business name, 294 ss., 297, 309.

C

Capacité juridique, t. I, 30.
Capitaine, 184 ss.
— droit de vente en cas de nécessité, 43.
— droits, 189.
— obligations, 186.
— responsabilité, 187.
Capital of the Company, 376.
Carriage of Goods, 173.
— by sea, 184.
— of goods by Sea Act 1924, 189.
Carrier, 173.
Carriers Act, 1830, 174.
Caution, 129 ss.
— Obligation de la renseigner, 35.
— plusieurs cautions, 132.
— responsabilité de la, 130.
Cautionnement, 129 ss.
— , contrats analogues au, 130.
— , extinction du, 139.
— permanent, 129.
— simple, 129.
Certificate of average, 192.
— of incorporation, 352, 362.
— of registration (emprunts hypothécaires), 379.
Certificates, 370.
Cessation de paiements, 316.
Cessio bonorum, 321.
Cession de dettes, 119 ss.
— de droits, 103 ss.
— d'une entreprise, 119.
— d'une part de partnership, 337.
— du patrimoine commercial au créancier, 321.
Chambres de compensation, 252.
Champerty, 30.
Chancery Division, 416.
Charging order, 118.
Charte-partie, Charterparty, 195 ss.

— et connaissement, 199.
Charte royale, 348.
Chèque (chèque), 242 ss.
— à ordre, 243.
— au porteur, 243.
— barré, 244.
— concept, 242.
— crossed, 244.
— de compensation, 244.
— droits et obligations nés du, 246.
— to bearer, 243.
— to order, 243.
— variétés, 243.
Circular notes, 109.
Clause contractuelle expresse, 67.
— tacite, 67.
Clause C. I. F. (cif), 155, 159.
— F. O. B. (fob), 159.
— pénale, 70, 144.
Clearing House, 252.
Co-agents, 45.
Co-créanciers (co-creditors), 51.
Co-débiteurs (co-debtors), 50.
Codification du droit international privé, 279.
Commerce, capacité de faire le, 308.
— , liberté du, 308 ss.
— , registre du, 310.
— représentant de, 145, v. aussi Représentation, agency.
— sociétés de, vue d'ensemble, 305 ss., et v. aussi Partnership.
Commercial, domicile, ou principal établissement, 311.
Commercial, droit (législation, jurisprudence, bibliographie), 11.
Commissaire-priseur, 147.
Commissionnaire, v. Représentant, représentant de commerce, mercantile, agent.
— vendeur (factor), 145.
— , tort du, 128.
Committee for general purposes à la Bourse, 262.
Commodat, 201.
Common carrier 173.
Companies Acts, 1908, 1917, 355 ss.
Companies, v. aussi Sociétés par actions.
— by Royal Charter, 348 ss.
— by shares (v. Soc. paractions), 356, 359.
— incorporated by general act of Parliament, 352.
— incorporated by special act of Parliament, 352.
— limited by guarantee, 356.
— variétés, 305.
Compensation entre créances, 77.
Compétence des tribunaux anglais, 277, 429
Complete patent, 286.
Composition Deed, 321.
Compromise (compromis), 90.
Comptant contre documents, 161.
Comptroller de l'Office des Brevets, 286.
Compulsory liquidation de la société par actions, 394 ss.
Concordat avec les créanciers, 320.
— de la société par actions, 408.
— effet à l'égard de la caution, 133.
Concurrence déloyale, 29.
— d'un actionnaire, 365.
— du partner, 337.
— interdictions de, 29, 30, 144, 309, 312.
Condition (condition, warranty), 65 ss.
— dans la vente, 152.
— precedent, 67.
— resolutive, 67.
— résolutoire, 67.
— subséquent, 67.
— suspensive, 67.
Confesseur et fidèle, contrats, 37.
Connaissement, v. Bill of lading.
— et charte-partie, 199.
Consideration, 20 ss.
— dans le mariage, 21.
— pour les effets de commerce, 110.
Contango-business, 272.
Contempt of Court, 313.
Continuation-business, 272.
Continuing guarantee, 129.
— for work and labour, 138.
Contract of agency 138, 145, v. aussi Agent, représentation.
— of apprenticeship, 137.
— of bailment, 201.
— of employment, 137.
— of guarantee or suretyship, 129.
— of indemnity (assurances), 130, 206.
— of insurance, 205.
— of marine insurance, 215.
— of sale, v. Vente.
— of service, 137.
— under seal (deed), 23.
— with seamen, 139.
Contrainte par corps, 313.
Contrat, 17 ss.
— Abus d'influence, 37.
— Acceptation, 19.
— Concept, 17.
— Conclusion, 17.
— Conditions (clauses), 65.
— Consideration, 20.
— Dol, 34.
— Erreur, 31.
— Exécution, 73 ss.
— Extinction, 95.
— Fausses déclarations, 34.
— Formes, 22, 25.
— Illicite, 28 ss.
— Indenture, 23.
— Inexécution, 82, 97.
— Motifs d'annulation, 95.
— Novation, 95.
— Obligation de renseigner, 34.
— Offre, 18, 19, 20.
— Prescription des actions, 25, 91, 98, 171.
— Renonciation, Waiver, 95.
— Représentation, 39 ss.
— Vices de formation, 31 ss.
— Violence, 37.
— Warranty, 65 ss.
Contrat obligatoire, 18.
— scellé (deed), 23.
— translatif (conveyance), 18.
Contributories de la société par actions, 397.

Convention de Berne, 301.
Conveyance, 18.
Copyright, 298 ss., v. Droit d'auteur.
— of designs 292 ss., v. Dessins et modèles.
Corporations, 347.
Corporation sole, 347.
Corruption électorale, 128.
Cost book mining companies, 354.
Cote des valeurs, 269.
Cours en Bourse, 269.
Court of Appeal, 417.
Courtier, 146.
— matrimonial, 28.
Covenants running with the land, 105, t. I, p. 144.
Créances dans la faillite, 318.
— dans la liquidation des sociétés par actions, 398.
— privilégiées dans la faillite, 318, 319.
Crime, dans l'assurance sur la vie, 210.
Crossed cheque, 244.

D

Damage, dommage, 69, 77.
— en cas de torts (délits), 127.
Débats oraux, 422.
Debentures, 378.
— to bearer, 109, 378.
Debenture stock, 267.
Débiteur en demeure, 313.
Débits for money had and received, 121.
Debts for money received to the use of another, 121.
Deed, contrat scellé, 23 ss., 277.
Deeds of arrangement, 321.
Deferred shares, 267, 375.
Défunt, transfert d'actions d'un, 113, 373.
Délai de priorité en propriété industrielle, 284.
Délais, 78.
— de grâce en cas d'inexécution, 84.
Délits, torts, 125 ss.
— dans les contrats, 28 ss..
— du partner, 331.
— du représentant, 55, 58.
Delivery order, 154.
Délivrance dans la vente, 153.
— défectueuse, 155.
Demande (en Bourse), 269.
Demeure, d'acheteur, 169.
— dans les contrats, 82, 97.
Demurrage, frais de retard, 199.
Dénominations d'origine des marchandises importées, 296.
Dépenses du représentant, 51.
Deposit of goods (dépôt), 202.
Description dans la vente, 165.
Dessins et modèles, 232.
— dépôt, 292.
— étrangers, 283.
Dettes d'argent, lieu du paiement, 79.
Diligence du représentant, 50.
Dimanches et fêtes dans le calcul des délais, 78.
Dimanche, interdiction de contracter le, 30.
Directeur de la société par actions, 362 ss.
— signature, 54.
Discharge du failli, 320.
— effet sur la caution, 133.
Dispache, 192, 223.
Dissolution de la partnership, 341.
Dividend warrants, 375.
Documents sur marchandises, 154.
Dol, 34.
— aux dépens du public, 29.
— du débiteur, cause de faillite, 315.
Domicile en général, t. I, p. 40 ss.
— commercial, 276, 279, 311.
Dommage, damage, 69, 77.
— pour torts, 127.
Dommages-intérêts, damages, 69, ss., 83, 127.
— en cas de : atteinte au brevet, 288.
— dénonciation du contrat de travail, 143.
— erreur, 33.
— impossibilité de la prestation, 93.
— inexécution du contrat, 83.
— inexécution, par le vendeur, 155 ss.
— transport par mer, 187.
Droit Américain, 12.
— Anglais, différences entre lui et le droit continental, 275 ss. et t. I, 9-14.
— applicable en cas de conflit, 177.
Droit d'auteur, 298 ss.
— Bénéficiaire, 299.
— Cession, 115.
— Concept, 298.
— Droit d'agir en justice, 300.
— Durée de la protection, 299.
— Licence forcée, 300.
— Protection internationale, 301.
— Utilisation par les tiers, 299.
— Violation, 299.
Droit étranger, erreur, 33.
— preuve, 424.
Droit immobilier, t. I, 117 ss.
— international privé, 275 ss.
Droits sans actions, 98.
Droits exclusivement attachés à la personne, cession, 104.
Duress, violence vice du contrat, 37.

E

East India Bonds, 109.
Effets à ordre, 108.
— au porteur, 108.
— de commerce, négociation, 108 ss.
Employment, contracts of, 137.
Emprunts d'Etat, 266.
— de la société par actions, 378.
Endossement de la lettre de change, 235.
Ennemis (Contrats avec des), 30.
Enregistrement (Obligation d'), 309, 310.
Enrichissement sans cause, 121.
— par congédiement d'employé, 143.
Entrepositaire de marchandises dans le transport par mer, 190.
Entrepôt de marchandises maritimes, 190.
Epoux (Créances entre), dans la faillite, 319.
Equitable assignment, 105, 106.
Equity, t. I, 16.
Erreur, vice du contrat, 30 ss.
— de droit, 30 ss, 33, 122.

— sur le droit étranger, 33.
— paiement fait par, 122.
Escompte à l'émission d'actions, 371.
Estoppel, agency by, 41, 43.
— by deed, 25.
Etablissement,comme lieu d'exécution,79.
Etrangers, capacité de faire le commerce, 308.
— défense de changer de nom, 309.
— « ennemis », 30.
— obligation d'enregistrement, 310.
Exchange, 259.
Exchequer bills, 109, 266.
Executed consideration, 22, 73.
Exécution du contrat, 73 ss.
— Lieu, 79, 278.
— Moment, 72, 77.
— Objet, 75.
— partielle, 75.
— suites de l'inexécution, 82.
Exécution d'un jugement, 313, 427.
— de jugements étrangers, 428.
— forcée (exécution), 313.
Exécution forcée contre la partnership, 338.
Executory consideration, 22.
Express authority, procuration expresse, 41.
Express condition, 67.
Extinction des droits contractuels, 95 ss.

F

Factor, commissionnaire vendeur, 145.
Failli, capacité commerciale, 319.
— Discharge,320.
Faillite, 117, 313 ss.
— de l'employé, 143.
— de l'employeur, 143.
— du partner, 330, 340, 341.
— de la partnership, 339, 340, 341.
— du principal, 60.
— Compensation des créances, 97.
— Déclaration de faillite, 318.
— Liquidation, 348.
— motif d'extinction des obligations, 97.
— motifs de, acts of bankruptcy, 315.
— Requêtes de déclaration, 314.
— Suites personnelles, 319.
— Syndic, official receiver, 317.
Fait de guerre dans le transport maritime, 185.
Fausses déclarations, misrepresentation, 36.
Femme, capacité commerciale 267, et v. t. I.
Femme mariée, situation générale, v. t. I.
— comme représentant, 44.
— droit d'exercer un commerce, 308.
Firm, 294 ss. v. Trade name.
Floating charge, 378, 379.
Fondation de la société par actions et obligation de renseigner, 366.
Fondations, 347, v. aussi T. I, 216 ss.
Force majeure dans le transport de marchandises, 177, 189.
Forfeiture (déchéance) d'actions, 373,.
Formes des contrats, 22, 25.
— du transfert de droits, 103 ss.
— de la vente, 151.
— d'entreprises, 305.
Founder shares, 374.
Frais de justice, 428.
Fraud, 34, 36.
Fraudulent misrepresentation, 36.
Fret, 190.
— global dans le transport par mer, 190.
— payé d'avance, 190.
— proportionnel, 190.
Friendly societies, 353.
Funds, 266.

G

Gage, 135.
Garantie, contrats de (cautionnement, nantissement), 129 ss.
Garnishee order, 117, 272.
General agent, 45.
— average and salvage 191, 225.
— Damages, 168.
— offer, 18.
Gérant d'affaires comme représentant,40.
Gestion d'affaires, 123.
Goodwill, clientèle, 29, 297, 312.
Government stocks, 266.
Guarantee, 129 ss.
Guildes, 348.

H

High Court of Justice, 416.
Hire, 204.
Hire-purchase agreements, 204.
Honoraires de l'avocat (honorar of the barrister), non réciamables, 18, 100.
Hypothécaires, obligations, 267.
— Droit en général, t. I, 157 ss.
Hypothèques des sociétés par actions, inscription, 378, 379.

I

Illegal contracts, 28 ss.
Illettrés (Contrats des), 38.
Immobiliers (Droits), t. I, 117 ss.
Implied agent, 44.
— authority, 41.
— condition, 67.
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (income tax), 270.
Imputation des paiements, 80.
Incorporation des groupements, 347.
Idemnité, v. Dommages-intérêts.
Indemnity, contract of, 130.
Indenture, 23.
Independent agreements, 74.
— contractor, 40.
Industrial and Provident Societies, 353.
Inexécution, 82, 97.
— de l'acheteur, 167, 169.
— du représentant, 50.
— du vendeur, 155 ss.
— en Angleterre, 278.
— fautive, 84.
Injonction judiciaire d'abstention, 89.

— d'exécution, 89.
Injurious acts, 128.
Innkeeper, droit de vente, 164.
Innocent misreprésentation, 34, 36.
Inscribed shares, 373.
Insolvabilité, cause de faillite, 315.
— de l'acheteur, 169.
— du débiteur, 315.
Inspectors, 388.
Insurable interest, 206, 212, 219.
Insurance, 205 ss.
— broker. 147, 221.
Interim injunction, 89.
Intervention de tiers au contrat, 103 ss.
Intérêts 76, 77.
— comme dommages-intérêts, 76.
Inventeur (Droits de l'), 283 ss.
I. O. U. (Reconnaissance de dette), 250.

J

Jettison of cargo (jet), 192.
Jeu et pari, 30.
Jobbers, 263.
Joint and several promisors, 64.
— dans la partnership, 330.
Joint stock, 306.
— companies, 349 ss, v. Société par actions.
Jour de règlement à la Bourse, 273.
Juge, 413.
Jugement, 424.
— dans les contrats, 91, 105.
— étranger, 428.
— registre des, 425.
Jurés, 425.
Juridictions arbitrales, 429.
Jury, 425.
Jus disponendi du vendeur, 161.

K

King's Bench Division, 416.

L

Lay days dans la charte-partie, 199.
Legal assignment, 105.
Legal choses in action, cession, 105.
Législation, 9.
— sommaire de la, 12, 13.
Letter of credit (Lettre de crédit), 251.
Lettre de change, 228 ss.
— acceptée, 234.
— à vue, 232.
— à un certain délai de vue, 233.
— d'après les usages, 233.
— de complaisance, 233.
— de ou sur l'étranger, 231.
— domiciliée 236.
— intérieure, 231.
— manquante, 237.
— payables à date fixe, 232.
— perdue, 237.
— Acceptation et paiement. 234.
— par intervention, 239.
— partielle, 234.
— Clause à ordre, 232.
— Concept, 228.
— Conditions, 228.
— Copie, 234.
— Days of grace, 237.
— Délai de paiement, 237.
— Droit continental, différences, 229.
— Droit international, 241.
— Droits de timbre, 240.
— Endossement, 235.
— Escompte, 236.
— Garantie, 230.
— Intervention, 239.
— Mineur signataire, 229.
— Montant, 228.
— Moyens de paiement, 236.
— Prolongation, 237.
— Protêt pour refus d'acceptation et de paiement, 230, 235, 238.
— Recours, 238.
— Représentant, 230.
— Signataire, 54.
— Stipulations d'intérêts, 229.
— Traite documentaire, 233.
— Valeur fournie, 228.
Libel, 128.
Licence of right, 290.
Lien, v. Rétention (Droit de).
Lieu d'exécution, v. Exécution, siège social et domicile commercial.
Life insurance, v. Assurance sur la vie.
Limitation, v. Prescription.
Limited (Ltd.), 363.
— partnership, 344.
Liquidated damages, 69, 77, 84, 85, 207,
Liquidateurs de la société paractions, 403.
Liquidation de la partnership, 49, 343.
— De la société par actions, 393.
— forcée, 394 ss.
— sous le contrôle de justice (under supervision), 406.
— volontaire, 403.
Liquidation settlement (jours de liquidation) en Bourse, 273.
Lloyd's, 215.
— Policy, 219.
Loan, 202.
— of goods, 202.
— of money, 202.
Louage de chose, 204.
— de services, 137.
— d'ouvrage, 138 ss.
Loyer des matelots, 139.
Lump sum freight, 190.

M

Maison de tolérance, achat, vente, 28.
Maître, ses obligations, 141.
Maladie dans le contrat de travail, 142, 143.
— d'un contractant, 93.
— du représentant, 49.
Mandat, 201.
Marché à prime, 272.
— à terme, en Bourse, 272.
— public, 162.
Mariage comme consideration, 21.
Marine insurance, 215, v. assurance maritime.
Market vert, o 162.

Marque déposée (Droit à la), 294 ss.
— cession, 296.
— protection, 296.
Master, capitaine du navire, 184.
— in chambers, 420.
Material alteration d'un acte, 96.
Médecin et patient, contrats, 37.
Memorandum de la société par actions, 361.
Mercantile agent, 145.
Merchandise Marks Act 1926, 296.
Merger, 25, 96.
Mines d'étain, 354.
Mineur, v. t. I, 30 ss.
— comme principal, 40.
— inexécution du, 88.
— intéressé dans une partnership, 325.
Misrepresentation, fausses déclarations lors de la conclusion du contrat, 33.
Misrepresentation (tort), 128.
Mistake dans la conclusion des contrats, 31.
Mois dans les délais, 78.
Mois lunaire, 78.
Money-Lenders Act 1900, 203.
Money received to the plaintiffs use, 121.
— paid to the defendent's use, 123.
Monnaie anglaise, 79.
Mort d'un contractant, 93.
— du maître ou patron, 143.
— du principal, du représentant, 55.
— de l'ouvrier ou employé, 143.
— du partner, 330, 333, 336, 341.
— transport de droits à cause de, 116.
V. aussi t. I, Droit des successions.
Mortgage, 135, v. aussi t. I, 157 ss.
— bonds, 276.
Mutual promises, 73.

N

Named principal dans la représentation, 53, 54.
Nantissement, 135, et t. I, 235.
Nationalité, t. I, 36.
Navigation, v. Transport par mer, charte-partie.
Navire affrété, 195.
— en bon état de mer, 186.
— part de propriété d'un, 309.
Négligence, 125.
Nom, 297, 309, et t. I, p. 45.
Nom commercial, 309.
— Protection du, 294 ss.
— Vérité du, 309.
Nominal damages, 71.
Non-prospectus companies, 357.
Novation, 95.

O

Objets dangereux, transport, 178, 191.
— précieux, transport, 178, 183.
Obligation, alternative, 76, 93.
— de renseigner dans l'assurance, 206.
— dans les contrats, 34.
— des fondateurs de la société par actions 366.
— du représentant, 51.
Obligation d'examen en cas d'achat, 166.
— d'exécuter en personne, 75.
Obligations, v. Société par actions.
Office d'enregistrement des sociétés par actions, 362, 379, 389.
Official receiver, syndic officiel, 317.
Offre de contracter, 18.
Offre en Bourse, 269.
Offres réelles, 80.
Open cheque, 243.
Opérations au comptant, 272.
— à terme, 272.
— de crédit et règlements, 227 ss.
Option-Business, 272.
Order cheque, 243.
Ordinary shares, actions ordinaires, 268.
Organisation judiciaire, 409 ss.
Original impossibility, 93.
Outside broker, 265.

P

Paiement, 79, 90.
— de l'indû, 122.
— d'une dette prescrite, 98.
— imputation, 80.
— moyens de, 79.
Parents et enfants, contrats, 37.
Particular average, 193.
Partner, v. Partnership.
Partnership, 322 ss.
— Actions contre le partner et la, 338 ss,
— by estoppel, 332.
— Cession d'une part, 337.
— Concurrence par un partner, 337.
— Délits du partner, 331.
— Dénonciation, 341.
— Dettes de la partnership, 338.
— du partner, 338.
— Dissolution, 341.
— Droits personnels du partner, 335.
— Entrée d'un partner, 333.
— Firm, 306, 326.
— Faillite, 339, 340, 341.
— du partner, 339, 340, 341.
— Fondation, 326.
— Formes de l'acte constitutif, 335.
— Limited Partnership, 344.
— Liquidation, 342.
— Mort du partner, 330, 333. 336, 341.
— Nantissement d'une part, 337.
— Nom, 326.
— Obligation de renseigner, 35.
— Patrimoine, 335.
— Procès, 330.
— Procuration du partner, 328.
— Publicité, 333, 334.
— Rapports des associés avec les tiers, 328.
— — entre eux, 335.
— Responsabilité de l'associé, 330 ss.
— de la société, 330 ss.
— du limited partner, 344.
— Saisie d'une part, 117, 338.
— Sortie d'un associé, 333.
— Tenue des comptes, 337.
— Trust et partnership, 332.
— Variétés, 306, 307.

Part performance, 100.
Passenger carriage, 173.
Past consideration, 21, 22.
Patrimoine.
— de la partnership, 335.
— de la société par actions, 376.
Pawn (gage), 135.
Pawnbrokers, 203.
Payable to bearer, 108.
Penalties, 70.
Perpetual injunction, 89.
Personal shares, 373.
Personnalité morale de la société par actions, 360.
Personnes morales, 347 ss.
— en droit commercial, 305 ss.
Perte de la marchandise transportée, 164.
— en cas d'assurance maritime, 223.
Petition of bankruptcy, 316.
Place of business, 311.
Pledge (gage), 135.
Polices à forfait, 207.
— à temps, 222.
— au voyage, 222.
— paris, 30.
Policy of insurance, 206.
Post Master General, 353.
— office order, 109.
Poste (offres et acceptations par la), 19.
Power of attorney, 41.
— du représentant prenant un brevet, 286.
Preference bonds, 267.
— share, 268, 374.
Premium business, 272.
Prescription, 25, 91, 98, 171.
— en cas de délit, 128.
Prescriptions de forme du droit anglais, 22 ss. 99.
Prestation contractuelle.
— impossible, 95.
— libération de la, 91.
— offre de, 80.
— partielle, 100.
Prêt à intérêt, 202.
— à usage, 202.
— sur gage, 203.
Prêteurs(Contrats des), 203.
Prime d'assurance, 208, 210.
Prime double, 272.
Principal, le représenté, v. Représentation, agent, 39 ss.
Principal place of business, 311.
Private carrier, 174.
— company, 356, 391.
Privation de liberté, 128.
Prix courant, 150, 169.
— des valeurs, 168.
Probate, Divorce and Admiralty Division 416.
Procedure quo warranto, 351.
Procédure orale, 422.
— pénale, 430.
Procura, 45.
Procuration, 41 ss.
— du partner, 328.
— du représentant pour prendre un brevet, 286.
— générale, 44.
— irrévocable, 59.
— tacite, 42, 46.
Production de créances dans la faillite, 318,
Prohibitory Injunction, 89.
Promesse de garantie, 130.
Promissory note, 249.
Promoters, 359, ss., 368.
Proof of debts dans la faillite, 318.
Propriétaire du navire (armateur), shipowner, 184.
Propriété industrielle et commerciale, protection internationale, 283 ss.
Prospective damages, 85.
Prospectus companies, 357.
Protêt du capitaine en cas d'avarie, 192.
Provisional patent, 286.
Public companies, 356.
— funds, 266.

Q

Quantum meruit, 90.
Quasi-contrats, 121.
Quasi-negotiable instruments, 110.
Quittance, 80.

R

Railway and canal Traffic Act 1854, 174, 181.
Raison sociale de la partnership, 326.
— de la société par actions, 363.
Rang entre eux de droits cédés, 107.
Ratification postérieure par le représenté, 48.
Receipt, reçu, récépissé, 80.
— du capitaine, 185.
Receiving Order, introduction de la faillite, 316.
Reciprocal promises, 73.
Réclames-offres de vente, 19.
Reconnaissance de dette, 250.
Rectification du contrat en justice, 33.
Rédaction par écrit des contrats, 24, 25.
Reddition de comptes du représentant, 50.
Registered debentures, 378.
— office, 311, 363.
— shares, 373.
Règlements, 137 ss.
Réhabilitation du failli, 320.
Release dans les contrats, 90.
Remanded on bail, 130.
Renonciation à la représentation, 61.
— aux droits contractuels, 90, 95.
Rentes, 266.
Répétition de l'indû, 99, 122.
Reports, 272.
Représentant (Conclusion de ventes par le), 163.
— de commerce (mercantile agent), cf. Représentation, agency.
— de maisons étrangères, devant s'inscrire, 310.
— droits du, 51.
— ducroire, 145.
— obligations du, 49 ss.
— souscription d'effets de commerce par le, 53.

Représentation (Agency), 39 ss.
— Fin, 59.
Reprise de contrats par la société par actions, 371.
— de dette, 119.
— d'une entreprise avec actif et passif, 119, 120.
Reservation of the right of disposal, réserve du droit de propriété du vendeur, 161.
— pour le connaissement, 162.
Responsabilité dans la société par actions à responsabilité limitée, 356.
— de la caution, 130.
— des actionnaires, 354, 397.
— du limited partner, 344.
— du partner 330 ss.
— du représentant sans procuration, 55.
— du voiturier pour perte, 176, 182.
— for a good title, 162.
Restraint of trade and penalty, 29, 144.
Restrictive injunction, 89.
Rétention (Droit de), 52, 141, 169, 179, 190 et t. I, 236.
— du capitaine, 190.
— de l'employeur et de l'employé, 141.
— de l'entrepositaire, 154.
— du représentant, 52.
— du sauveteur en péril de mer, 193.
— du vendeur, 169.
— du voiturier, 179.
— lors de la délivrance, 161.
Revente de la marchandise achetée, 170.
Right of disposal du vendeur, 161.
Right of separation dans la faillite, 319.
Royal Charter, 348.
— Exchange, 259.

S

Saisie-arrêt, 117.
— de salaires, 141.
— de parts de partnership, 117, 388.
— de valeurs patrimoniales, 117.
Saisie judiciaire 313, 315.
Salaire des ouvriers et employés, 141.
— saisie du, 141.
Sale by description, 165.
— by sample, 166.
— of goods, v. Vente.
— of goods Act, prescriptions de forme, 150.
— on approval, à l'essai, 158.
— on return, à l'essai, 158.
Salvage, 193, 224.
Sauvetage en péril de mer, 193.
— de choses, et rémunération, 193.
Scire facias, 351.
Scrip certificates, 370.
Scrips, 109, 268.
Seamen, contract with, 139.
Secret professionnel, obligation de l'employé, 141.
Secretary of State for War, 310.
Securities, 266.
Servants, préposés, 39, 137 ss.
Service, contract of, 137.
Set-off, compensation entre créances, 97.
Several promisors, 64.
Share certificates, 370.
Shares and stocks, 374.
Share warrants, 109, 268.
Sheriff, agent d'exécution forcée, 314.
— droit de vente du, 164.
Shipowner (armateur), 184.
Shipper, 184.
Siège social ou domicile commercial, 311.
Single bond, 23.
— guarantee, 129.
Slander, 128.
Slip pour l'assurance maritime, 100, 221.
Small bankruptcies, 320.
Société, v. Partnership.
Sociétés, vue d'ensemble, 305.
Sociétés de construction, 353.
Sociétés par actions, 353 ss.
— Acquisition de la personnalité morale, 361.
— Action, 372, 373.
— — acquisition, 372.
— — au porteur, 373.
— — nominatives, 373.
— — privilégiées, 374.
— — provisoires, 268, 370.
— Administration, 384 ss.
— Allotment, 114, 268, 369.
— Annual summary, 389.
— Arrangement with creditors, 408.
— Articles of association, 364.
— Assemblée d'actionnaires et de créanciers, 399.
— — de créanciers, 399.
— — générale, 381 ss.
— — pour la liquidation, 399.
— Bilan annuel, 389.
— But, 363.
— Capital of the Company (capital), 376
— Certificat d'actions, 370.
— Certificate of incorporation, 352, 362.
— of registration d'emprunts hypothécaires, 379.
— Commissaires aux comptes, 387.
— Commissions aux souscripteurs et intermédiaires, 370.
— Compromis avec les créanciers, 408.
— Compulsory liquidation, 394 ss.
— Constitution, 361.
— Contributories, 397.
— Contrôle, 386.
— Debentures, 378.
— — to bearer, 378.
— Deferred shares, 375.
— Défunt (Transfert d'actions du), 116.
— Direction, 384 ss.
— Directors, 362 ss., 384 ss.
— Dividendes, 375.
— — fictifs, 375.
— Emission au-dessous du pair, 371.
— Emprunts, 378.
— — par émission d'obligations, 378.
— Excès de pouvoir des directors, 48, 365, 385.
— Floating charge, 378, 379.
— Forfeiture, déchéance des actions, 373.
— Founder shares, 374.
— Fusion, 407.
— Gage des obligations, 378.

— Histoire de la société par actions, 374 ss.
— Hypothèques (Inscription d'), 378, 379.
— Inscribed shares, 373.
— Inspectors, 388.
— Limited (Ltd.), 363.
— Liquidateurs, pouvoirs, etc, 403, 404,
— Liquidation, compulsory, 394 ss.
— — forcée, 394 ss.
— — sous le contrôle de justice, 406.
— — under supervision, 406.
— — volontaire, 403.
— Memorandum of association, 361 ss.
— Obligataires (Protection des), 380.
— Obligations, 267, 378.
— — au porteur, 378.
— — nominatives, 378.
— Office d'enregistrement, 362, 365, 379, 389.
— Organes, 381 ss.
— Parts de fondateurs, 374.
— Personal shares, 373.
— Preference shares, 374.
— Préférence pour la souscription d'actions nouvellement émises, 112.
— Private company, 391.
— Production des créances dans la liquidation, 398.
— Promoters, 359 ss., 368.
— Prospectus, 366.
— Publicité (Règles de), 389.
— Qualité d'actionnaire, 372 ss..
— Raison sociale, 363.
— Reconstruction (fusion), 407.
— Registered debentures, 378.
— Registered shares, 373.
— Registre des actionnaires, 373, 389.
— des actions, 112, 373.
— Répartition du produit de la liquidation, 400.
— Reprise de contrats, 371.
— Réserve, 377.
— Résolutions de l'assemblée générale, 382.
— Responsabilité des actionnaires, 354, 397.
— Scrip certificates, 268.
— Secrétaire, 390.
— Share certificate, 370.
— Shares and stock, 374.
— Shares payable to bearer, 373.
— Siège social, 311, 362, 363.
— Signature des directors, 54.
— Sociétés anglaises et continentales, 359.
— Sociétés étrangères, 371.
— Souscription d'actions, 372.
Statement in lieu of prospectus, 369.
— Statutory declaration, 362.
— Statuts, 364.
— Stocks and shares, 374.
— Succession (Transfert d'actions par), 373, v. aussi t. I, Droit des successions.
— Tenue des comptes et vérification, 386.
— Trading certificate, 362.
— Transfer d'actions, 112 ss.
— Underwriting agreements, 370.
— Winding-up (liquidation), 394 ss.
Solicitor of the Treasung, 353.
Sources du Droit, t. I, 15 ss.
Sous-représentant, v. Sub-agent.
Special offer, 18.
— agent, 45.
Specific performance, 88.
Spéculations.
— à la baisse, 272.
— à la hausse, 272.
Stannaries Act, 307.
Statement in lieu of prospectus, 369.
Statute of Frauds, 26, 99..
Statutory Corporation, 352.
— declaration, 362.
Stipulation pour autrui, 18, 21.
Stock, 267 ss.
— debenture stock, 267.
— de la société par actions, 267.
— government stock, 267.
Stock-certificates, 268.
— Exchange List, 269.
Stock et shares, 374.
Stoppage in transitu, 169.
Sub-agent, sous-représentant, 49.
Submission (contrat d'arbitrage), 429.
Substitution (Droit de), du représentant au principal dans le contrat, 51.
Supreme Court of Judicature, 415.
Suretyship, 129.

T

Tarif, 179.
Tender, offre de prestation, 80.
Tiers acquéreur, droits et obligation nés du contrat, 18, 21, 103 ss.
Timbre (Droit de), sur les valeurs, lettres de change, chèques, etc, 240.
— attributions d'actions, 114.
Time policy, 222.
Titres nominatifs, 108.
Torts, délits, 125 ss.
Trade Marks, 294 ss.
— Names, 294, 297, 309.
— Unions, 354.
Transaction dans un contrat, 90.
Transfers, transferts.
— d'actions, 112 ss.
— de valeurs, 110, 112.
Transfert, de garantie, 135.
— de possession, 152.
— de propriété dans la vente, 156 ss.
— frais de, pour les valeurs, actions, obligations, 114.
Transport (Contrat de), 173 ss.
— Action de l'expéditeur ou du destinataire, 179.
— Délivrance, moment et lieu, 176.
— Droits du voiturier, 179.
— de rétention, 179.
— Fait de guerre, 177.
— Force majeure, 177.
— Limitation de responsabilité, 177.
— Obligation de transport, 175.
— Par eau, 183.
— Par terre, 173.
— Par voie ferrée et canaux, 181 ss.
— Responsabilité du voiturier substitué, 178.
— — pour détériorations, 164.
— — pour perte, 176.

— Vente nécessaire, 179.
— Voituriers, 173 ss.
Transport-cession, 103 ss.
— Assurances. 116.
— Droits d'auteurs, 115.
— en Common Law, 103 ss.
Transport de droits par l'opération de la loi, 116.
— par jugement, 105.
Travail (Contrat de), ouvrier, employé, 140 ss.
Treasurer of public charities, 353.
Truck system, interdiction, 30.
Trust et partnership, 332.
Trustee n'est pas agent, 40.
Trusts et fondations publiques, 353.
— Contrats sur biens donnés en, 37.
— Trusts en général, v. t. I, p. 173.
Tuteur et pupille, contrats, 37.

U

Underwriter pour l'assurance maritime; 218.
Underwriting agreements, 370.
Undisclosed principals dans la représentation, 53, 54.
Undue influence dans les contrats, 37.
Unilateral obligation, 73.
Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, 283.
Universal agent, 45.
Unlimited companies, 356.
Unnamed principal, 53, 54.
Valeurs mobilières et effets de commerce, 108 ss.
v. aussi Negotiable instruments,
— Transfert, 108, 373,
— Signature par représentant, 54.

V

Valuable consideration, 20.
Valued policy, 207.
Vente mobilière, 149 ss.
— Acceptation de la chose, 167, 168.
— Action du vendeur, 168, 170.
— Bulletin de dépôt, 154.
— By description. 165.
— Choses de genre (Transfert de propriété des), 158.
— Clause C. I. F., 159.
— — F. O. B., 159.
— Conditions, 151.
— Connaissement, 110, 159, 161, 185.
— Contracts for work and labour, 160.
— Delivery Order, 154.
— Délivrance défectueuse, 155.
— — partielle, 155.
— — Par un vendeur non payé, 169.
— Demeure de l'acheteur, 169.
— — du vendeur, 155 ss.
— Denrées périssables, 171.
— Droit de suite du vendeur, 169.
— — de rétention, 169.
— Etat approprié de la chose, 165.
— Formes, 151.
— Garantie pour vices, 165.
— Inexécution du vendeur, 155 ss.
— Innkeeper comme vendeur, 164.
— Lieu de délivrance, 153.
— — d'exécution, 79, 153, 157 ss.
— Louage d'ouvrage, 151.
— Marchandise cotée, 156.
— Marché public, 162.
— Moment de délivrance, 153.
— Non-délivrance de la chose, 155.
— Objet, 150.
— Obligation de délivrance au vendeur, 153.
— Obligations de l'acheteur, 167.
— Prescription des droits, 171.
— Prix, 150, 168, 169.
— — intérêts, du, 76.
— Qualités garanties, 165.
— Réclamation pour vices, 156.
— Refus d'acceptation, 168.
— Refus de délivrance du vendeur, 155.
— Représentant, 163.
— Réserve de propriété, 161.
— Risques, 164.
— Solvabilité de l'acheteur, 169.
— Stoppage in transitu, 169
— Transfert de possession, 152.
— — de propriété, 156 ss.
— Valeur courante, 166.
— Vente à l'essai (on sale or return), 158.
— Vente de choses de genre, 158.
— Vente sur échantillon, 166.
— Vices de la chose, 165.
— Vices de droit, reponsabilité, 162.
— Vente à tempérament, 204.
— — de fonctions publiques, 30.
— — d'immeubles, obligation de renseigner.
— — et louage d'ouvrage, 151.
— — nécessaire du capitaine, 191.
Ventilation, 193.
Vices de la chose, 165.
— du contrat, 31 ss.
— de droit, 162.
— pour la vente, 155 ss.
Violence vice du contrat (duress), 37.
— répétition d'argent payé par, 122.
Voiturier par terre, 173.
— limitation de sa responsabilité, 177.
— responsabilité, 176.
Voiturier privé, 174.
— public, 173.
— substitué, 178.
Voluntary petition (requête de déclaration de faillite par le débiteur), 316.
Voucher, 80.
Voyage policy, 222.

W

Waiver (renonciation), 95.
Warehouse-man's certificate, 111.
Warranties dans la vente, 152.
Warranty, 65 ss.
Warranty of authority, 55.
Winding-up de la société par actions, 393 ss.
Writ of execution, 314.

Y

York-Antwerp Rules, 191.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE 7

INTRODUCTION

Législation, jurisprudence et bibliographie.

I. — **Droit commercial anglais** 9
II. — **Bibliographie** 9
III. — **Législation** 12
IV. — **Droit américain** 14

LIVRE PREMIER

DROITS NAISSANT DES CONTRATS ET ACTES ILLICITES

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES

PREMIÈRE SECTION

Engagements contractuels.

PREMIÈRE SUBDIVISION

La naissance du contrat.

CHAPITRE PREMIER

Concept et formation du contrat.

I. — **Agreement and contract** 17
II. — **Conveyance and contract** 18
III. — **Formation du contrat** 18
IV. — **Offre** 18
1° Formes. 2° Contenu. 3° Extinction. 4° Révocation 19
V. — **Acceptation de l'offre** 19
VI. — **Formes de l'offre et de l'acceptation** 19

CHAPITRE II

La consideration 20

CHAPITRE III

Les formes du contrat, et spécialement le contrat scellé (deed)

I. — **Contrats sans formes et solennels** 23
II. — **Le contrat scellé, deed** 23
1° Généralités. 2° Formes. 3° Effets 25
III. — **Relevé des contrats solennels** 25
1° D'après la Common Law. 2° D'après la loi 26

CHAPITRE IV

Contrats illicites; illegal contrats.

I. — **Concept** 28
II. — **Contrats illicites d'après la jurisprudence** 29
1° Contrats immoraux. 2° Restriction excessive de la liberté commerciale et professionnelle (unreasonable restraint of trade). 3° Tromperie du public en matière commerciale (deception of the public in matters of trade). 4° Achat de fonctions publiques (purchase or sale of a public office). 5° Contrats influençant la jurisprudence 30
III. — **Contrats interdits par des prescriptions légales** 30
1° Jeu et pari. 2° Contrats du dimanche et des jours fériés. 3° Truck System. 4° Contrats d'assurance. 5° Contrats avec les nationaux d'États ennemis 30

CHAPITRE V

Vices du contrat.

I. — **Généralités** 31
II. — **Erreur (mistake)** 31
1° Erreur sans importance. 2° Erreur grave. 3° Effets de l'erreur. *a*) Nullité du contrat. *b*) Rectification du contrat (rectification). *c*) Répétition de l'indû. *d*) Exécution ou dommages-intérêts 33
III. — **Fausses déclarations (misrepresentation) et dol(fraud)** 33
1° Concept. 2° Obligation de renseigner. *a*) Renseignements pour la constitution de companies; *b*) renseignements dans les contrats d'assurance; *c*) renseignements dans les cessions de droits sur des fonds de terrain (interests in land); *d*) renseignements dans les contrats entre associés (partners); *e*) renseignements à qui se porte caution. 3° Effets: *a*) déclarations non intentionnellement fausses; *b*) déclarations intentionnellement fausses. 37
IV. — **Violence (duress) et abus d'influence (undue influence)** 37
1° Violence. 2° Abus d'influence : *a*) entre contractants en situation de confiance particulière; *b*) entre illettrés et gens instruits; *c*) entre héritiers présomptifs et tiers; *d*) entre prêteurs et tiers. 3° Effets . . 38

CHAPITRE VI

Représentation (agency).

I. — **Concept**. 39
II. — **Formation du rapport de représentation**. 40
1° Capacité des personnes. 2° Formes habilitantes : *a*) express authority (procuration expresse); *b*) Implied authority (procuration tacite); *c*) Authority from necessity (procuration en cas de nécessité); *d*) Authority by estoppel; *e*) La femme mariée. 44
III. — **Procuration générale** 44
IV. — **Etendue et interprétation de la procuration** 45
1° Le general agent. 2° Le special agent. 3° L'universal agent. 47
V. — **Ratification postérieure (agency by ratification)**. 48
VI. — **Devoirs du représentant**. 49
1° Représentation personnelle et exceptions, sous-représentant, cession de procuration. 2° Diligence convenable. 3° Obligation de rendre compte. 4° Obligation de renseigner. 51
VII. — **Droits du représentant** 51
1° Droits à l'égard du principal : *a*) indemnité; *b*) remboursement des dépenses et dégagement des obligations; *c*) droit de rétention; *d*) action. 2° Situation à l'égard des tiers : *a*) Responsabilité du représentant à procuration : α) représentation d'un principal expressément désigné; β) représentation d'un principal non nominativement désigné; γ) représentation sans mention du rapport de représentation; *b*) responsabilité pour passation de contrat sans procuration; *c*) responsabilité pour délits; *d*) action du représentant. 56
VIII. — **Situation du principal**. 56
1° A l'égard du représentant. 2° A l'égard des tiers : *a*) obligations contractuelles; *b*) responsabilité pour actes délictuels; *c*) corruption du représentant 59
IX. — **Fin de la représentation, procuration irrévocable** 59
1° Mort, aliénation mentale, faillite. 2° Révocation de la procuration ou renonciation à la représentation 61

DEUXIÈME SUBDIVISION

Relations contractuelles particulières.

CHAPITRE PREMIER

Pluralité de débiteurs et de créanciers.

I. — **Concept**. 63
II. — **Co-débiteurs (co-debtors)**. 63
1° Joint promisors. 2° Several promisors. 3° Joint and several promisors. 64
III. — **Co-créanciers (co-creditors)**. 64

CHAPITRE II

La condition (condition et warranty).

I. — **Concept** 65
1° Condition en général. 2° Condition et warranty. 3° Condition au sens le plus étroit 67
II. — **Conditions suspensive et résolutoire (condition precedent and subsequent)** 67
III. — **Condition expresse et présumée (tacite) (express and implied condition)** 67

CHAPITRE III

Dommages-intérêts (damages); clauses pénales.

TROISIÈME SUBDIVISION

Extinction des droits et obligations contractuels.

CHAPITRE PREMIER

Exécution du contrat.

I. — **Généralités** 73
II. — **Ordre chonologique de l'exécution** 73
1° Contrats unilatéraux (unilateral obligations). 2° Contrats synallagmatiques (reciprocal ou mutual promises) : *a*) engagements indépendants (independent agreements); *b*) engagements en dépendance réciproque (dependent agreements) 75
III. — **Exécution personnelle** 75
IV. — **Objet de l'exécution** 75
1° Exécution partielle. 2° Obligation alternative. 3° Intérêts : *a*) Intérêts stipulés tacitement; *b*) intérêts comme dommages-intérêts 77
V. — **Moment de l'exécution** 77
1° Engagements sans délai fixé. 2° Engagements à terme : *a*) délais mensuels; *b*) dimanches et jours fériés. 3° Exécution aux heures commerciales 78
VI. — **Lieu d'exécution** 79
1° Stipulation expresse. 2° A défaut d'une stipulation. 3° Vente de marchandises. 4° Dettes d'argent 79
VII. — **Paiement** 79
1° Monnaie. 2° Imputation. 3° Quittance 80
VIII. — **Offre de prestation (tender)** 80

CHAPITRE II

Suites de l'inexécution.

I. — **Conditions** 82
1° Défaut d'exécution convenable : *a*) Rupture de contrat avant l'échéance (breach by anticipation); *b*) résiliation à l'échéance. 2° Faute 84

II. — **Action du créancier** 84
1° Contenu : *a*) dommages-intérêts; *b*) exécution (specific performance); *c*) injonction judiciaire (injunction); *d*) quantum meruit. 2° Extinction de l'action : *a*) paiement; *b*) remise (release); *c*) compromis (compromise, accord and satisfaction); *d*) jugement; *e*) prescription, limitation 91
III. — **Libération du débiteur de son obligation**. 91

CHAPITRE III

Impossibilité de l'exécution.

I. — **Concept**. 92
II. — **Effets de l'impossibilité objective** 92
1° Impossibilité initiale (original impossibility. 2° Impossibilité subséquente (subsequent impossibility). 94

CHAPITRE IV

Extinction des contrats, causes d'annulation.

I. — **Généralités**. 95
II. — **Convention nouvelle, renonciation et nouveau contrat** 95
III. — **Arrivée d'une condition résolutoire, d'un événement déterminé**. 96
IV. — **Prescriptions légales** 96
a) Merger. *b*) Altération essentielle d'un acte (material alteration). *c*) Faillite. *d*) Compensation (set-off) 97
V. — **Annulation du contrat par jugement**. 97

CHAPITRE V

Contrats imparfaits (sans action).

I. — **Prescription de l'action**. 98
II. — **Conditions nécessaires de l'action**. 99
1° Prescriptions du Statute of Frauds, 1677 : *a*) Paiements faits; *b*) exécution partielle (part performance). 2° Contrats d'assurance maritime. 3° Ventes. 100
III. — **Défaut d'action initial** 100

QUATRIÈME SUBDIVISION

L'intervention de tiers au contrat.

CHAPITRE PREMIER

Le transfert de droits.

I. — **Généralités**. 103
1° Legal assignment (cession de droit commun). 2° Equitable assignment (cession d'Equité). 3° Cession soumise à certaines conditions de forme. 4° Assignments by operation of law 105
II. — **Cession de droit commun (legal assignment)**. 105
1° Conditions : *a*) legal choses in action; *b*) nécessité d'un écrit; *c*) cession définitive; *d*) signification au débiteur (indice). 2° Effets de la cession. 3° Rang entre cessions. 106

III. — **Cession d'équité (equitable assignment)** 106
1° Conditions. 2° Effets. 3° Rang entre cessions (priorities) 107
IV. — **Cession soumise à certaines formes, cession de valeurs en particulier** 107
1° Cession de titres de crédit : *a*) cession de créances et transfert de valeurs; *b*) concept; *c*) formes du transfert; *d*) effets. 2° Quasi-effets de commerce. 3° Actions et obligations nominatives : *a*) procédure de transfert; *b*) transfert de droits de souscription; *c*) transfert des shares d'un défunt; *d*) frais de transfert : timbre, droits (transfer fee), timbre du certificat d'attribution, timbre des effets. 4° Brevets. 5° Marques de fabrique. 6° Droits d'auteur. 7° Assurances; *a*) assurances sur la vie; *b*) assurances maritimes; *c*) assurances contre l'incendie 116
V. — **Assignment by operation of law (transfert par l'opération de la loi)** 116
1° Mort. 2° Faillite. 3° Aliénation mentale. 4° Saisie : *a*) Saisie-arrêt (garnishee orders); *b*) saisie-arrêt de parts d'une société (charging orders). 5° Covenants running with the land 118

CHAPITRE II

Cession de dette, reprise de dette 119

CINQUIÈME SUBDIVISION

Quasi-contrats (quasi-contracts).

I. — **Concept** 121
II. — **Enrichissement sans cause** 121
Money received to the plaintiff's use : *a*) paiement fait par erreur; *b*) disparition de la cause; *c*) paiement fait par contrainte. 2° Money paid to the defendant's use 123
III. — **Gestion d'affaires** 123

DEUXIÈME SECTION

Obligations nées d'actes illicites, torts.

I. — **Concept** 125
II. — **Conditions de l'action** 125
a) Injury; *b*) damage; *c*) faute 125
III. — **Négligence (negligence)** 125
IV. — **Responsabilité pour tort sans intention ni négligence (liability independent of intention or negligence)** 126
V. — **Le dommage (damage) et les dommages-intérêts (damages)** . 127
VI. — **Transfert de droits et obligations par décès** 127
1° Action : *a*) pour des meubles; *b*) pour des immeubles; *c*) en cas d'homicide. 2° Action après le décès du responsable : *a*) pour dommage à des meubles ou immeubles; *b*) d'après le Workmen's Compensation Act, 1906 (dommage par accident ou mort) 128
VII. — **Prescription** 128
a) Règle; *b*) voies de fait; *c*) slander by words; *d*) actions contre une personne quelconque pour tort relatif à l'application d'un Act of Parliament; *e*) action possessoire contre le possesseur illégal 128

VIII. — Cas isolés de tort 128
1° Faits atteignant le corps et la vie. 2° Séquestration (restraint of the liberty of a free man). 3° Diffamation. 4° Atteinte aux droits du mari par séduction de la femme. 5° Atteinte au droit du patron aux services de son « servant ». 6° Atteinte au patrimoine immobilier. 7° Atteinte au patrimoine mobilier. 8° Contrefaçon. 9° Inexécution dolosive. 10° Atteinte aux droits civiques (corruption électorale, etc.). 128

DEUXIÈME PARTIE

RELATIONS CONTRACTUELLES ETUDIÉES ISOLÉMENT

PREMIÈRE SUBDIVISION

Contrats de garantie.

CHAPITRE PREMIER

Le cautionnement.

I. — Concept. 129
1° Cautionnement simple (single guarantee). 2° Cautionnement permanent (continuing guarantee). 3° Cautionnement et contrats analogues. 130
II. — Formes. 130
III. — Responsabilité de la caution 130
1° Etendue. 2° Echéance. 131
IV. — Droits de la caution 131
1° A l'égard du créancier. 2° Contre le débiteur. 3° Contre les autres cautions 132
V. — Extinction du cautionnement. 132
1° Extinction de l'obligation principale. 2° Modification des risques : *a*) délai; *b*) modification de l'obligation; *c*) libération d'une autre caution. 3° Dénonciation. 134

CHAPITRE II

Nantissement et droit de rétention.

I. — Transfert de garantie (bill of sale) 135
II. — Gage (pledge, pawn) 136
III. — Droit de rétention (lien) 137

DEUXIÈME SUBDIVISION

Contrats de travail (contrats of employment).

CHAPITRE PREMIER

Concept et variétés.

I. — Louage de services (contrat of service) 137
II. — Contrat d'apprentissage (contract of apprenticeship) 137
III. — Louage d'ouvrage (contract for work and labour) 138

IV. — Mandat (contract of agency) 138
V. — Loyer des marins (contracts with seamen) 139

CHAPITRE II

Dispositions générales.

I. — Naissance et formes du contrat de travail 140
II. — Obligations de l'employé 140
1° Diligence. 2° Profits accessoires. 3° Secrets professionnels. 4° Droit de rétention. 141
III. — Obligations de l'employeur 141
1° Salaire. 2° Dédommagement des frais et pertes. 3° Indication d'un travail. 4° Soins médicaux. 5° Certificat. 142
IV. — Extinction du contrat de travail 142
1° Arrivée du terme et dénonciation. 2° Résiliation pour faits graves : *a*) Motifs; *b*) dommages-intérêts. 3° Mort. 4° Faillite de l'employeur. 5° Contrat d'apprentissage. 144
V. — Interdiction de concurrence, clause pénale 144

CHAPITRE III

Rapports de représentation isolés.

I. — Représentant de commerce (mercantile agent) 145
1° Concept. 2° Pouvoirs. 3° Représentant ducroire 146
II. — Courtier (broker) 146
1° Concept. 2° Pouvoirs. 3° Responsabilité. 4° Courtier maritime . . . 147
III. — Commissaire-priseur (auctioneer) 147

TROISIÈME SUBDIVISION

La vente de biens mobiliers (Sale of goods).

CHAPITRE PREMIER

Généralités.

I. — Concept. 150
II. — Objet du contrat. 150
III. — Prix 150
IV. — Formes du contrat. 150
V. — Vente et louage d'ouvrage 151

CHAPITRE II

Obligation de délivrance du vendeur, droits de l'acheteur.

I. — Conditions et warranties (droits de l'acheteur) 152
II. — Transfert de possession; moment, lieu, frais de la délivrance. 152
III. — Inexécution. Délivrance imparfaite 155
IV. — Transfert de propriété 156
a) Vente de corps certain; *b*) vente de choses de genre; *c*) clause F. O. B.; *d*) clause C. I. F.; *e*) contracts for work and labour; *f*) délivrance non conforme au contrat; *g*) réserve de propriété 162

V. — **Responsabilité pour vices de droit** 162
a) Achat sur un marché public (market overt); *b*) représentant; *c*) valeurs; *d*) connaissement; *e*) cas particuliers 164
VI. — **Risques; passage des risques** 164
VII. — **Responsabilité pour vices de la chose** 165
1° Garanties (sale by description). 2° Appropriation au but. 3° Valeur courante. 4° Achat sur échantillon (sale by sample) 166

CHAPITRE III

Obligations de l'acheteur; droits du vendeur.

I. — **Généralités** 167
II. — **Acceptation de la marchandise** 167
III. — **Acceptation, mais avec réclamation de dommages-intérêts (pour non-accomplissement d'une warranty)** 168
IV. — **Refus d'acceptation** 168
V. — **Paiement du prix, demeure de l'acheteur** 169
a) Droit de rétention (lien); *b*) stoppage in transitu 171
VI. — **Prescription** 171

QUATRIÈME SUBDIVISION

Contrats de transport.

CHAPITRE PREMIER

Le voiturier.

I. — **Concept** 173
II. — **Voiturier public** 173
III. — **Voiturier privé** 174
IV. — **Domaine d'application des règles** 174

CHAPITRE II

Transport par terre.

I. — **Obligations du voiturier public** 175
1° Acceptation et transport des colis. 2° Livraison : *a*) moment; *b*) lieu. 3° Récépissé (receipt) 176
II. — **Responsabilité pour perte** 177
1° Durée : *a*) Début; *b*) fin. 2° Etendue. 3° Exclusion : *a*) Force majeure; *b*) Fait de guerre; *c*) Vice propre; *d*) faute de l'expéditeur. 4° Limitation : *a*) convention; *b*) prescriptions légales (objets précieux, objets dangereux). 5° Responsabilité des voituriers substitués 178
III. — **Droits du voiturier** 179
1° Tarif. 2° Vente nécessaire. 3° Droit de rétention 179
IV. — **Action (expéditeur ou destinataire)** 179

CHAPITRE III

Le contrat de transport par voie ferrée.

I. — **Obligations des compagnies** 181
1° Accorder les facilités nécessaires. 2° Egalité de traitement 182
II. — **Responsabilité des compagnies** 182

Limitation : *a*) rédaction par écrit; *b*) caractère approprié du contrat. 2° Responsabilité pour les animaux. 3° Pour les objets précieux. 4° En cas de transport par eau. 5° Pour les voituriers substitués. . 183

CHAPITRE IV

Le contrat de transport par mer (Carriage of goods by sea).

I. — Domaine d'application de la Common Law et des lois (terminologie) 184
II. — Le connaissement (bill of lading) 185
1° Concept et formes. 2° Effets : *a*) récépissé; *b*) contrat de transport; *c*) titre à ordre.
III. — Obligations du capitaine 186
1° Fourniture d'un navire en état de tenir la mer. 2° Arrimage et chargement appropriés. 3° Utilisation du plus court trajet. 187
IV. — Responsabilité du capitaine. 187
1° Durée. 2° Etendue : *a*) d'après la loi (Merchant Shipping Act, 1894, Carriage of Goods by Sea Act, 1924); *b*) contractuelle (aggravation, réduction). 3° Exclusion de responsabilité : *a*) objets précieux; *b*) Carriage of Goods by Sea Act, 1924. 189
V. — Droits du capitaine 189
1° Fret (freight) : *a*) fret proportionnel; *b*) fret global; *c*) fret payé d'avance. 2° Droit de rétention, marchandises entreposées. 3° Recours contre l'expéditeur. 4° Objets dangereux. 191
VI. — Avarie commune et droit de sauvetage (general average and salvage). 191
1° Avarie commune. 2° Avarie particulière. 3° Droit de sauvetage. . 194

CHAPITRE V

La charte-partie (charter-party).

I. — Concept, exemple. 195
II. — Contenu du contrat 197
1° Indications relatives au navire. 2° Destination. 3° Cargaison et fret. 4° Responsabilité. 5° Frais de retard (demurrage). 199
III. — Charte-partie et connaissement. 199

CINQUIÈME SUBDIVISION

Contracts of bailment.

I. — Généralités. 201
II. — Le dépôt (deposit of goods). 202
III. — Le prêt (loan). 202
1° Prêt à usage (loan of goods). 2° Prêt d'argent (loan of money). . . 204
IV. — Location de choses (hire). 204

SIXIÈME SUBDIVISION

Le contrat d'assurance.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales.

I. — **Concept** 205
II. — **Conclusion du contrat** 206
III. — **Intérêt assurable (assurable interest)** 206
IV. — **Contrat d'indemnité** 206
V. — **Transfert des droits à l'assureur (subrogation)** 207
VI. — **Restitution des primes** 207

CHAPITRE II

L'assurance sur la vie.

I. — **Concept** 208
II. — **Intérêt assurable** 209
III. — **Formes et conclusion du contrat** 209
IV. — **Contenu du contrat** 210
1° Prime. 2° Risques exclus, suicide, crime. 3° Restitution des primes. 211
V. — **Cession d'assurances sur la vie** 211

CHAPITRE III

L'assurance contre l'incendie.

I. — **Concept** 212
II. — **Intérêt assurable** 212
III. — **Formes et conclusion du contrat** 213
IV. — **Contenu du contrat** 213
1° Subrogation de l'assureur dans les droits de l'assuré (subrogation).
2° Sous-assurance (average clause). 3° Emploi de l'indemnité . . . 214
V. — **Cession de l'assurance** 214

CHAPITRE IV

L'assurance maritime (Marine Insurance).

I. — **Les compagnies** 215
II. — **Lloyd's** 215
III. — **Concept** 218
IV. — **Intérêt assurable** 219
1° Objet. 2° Etendue. 3° Date à considérer 219
V. — **Formes et conclusion de l'assurance maritime** 219
1° Formes. 2° Conclusion. 3° Contractants (assuré, agent, assureur).
4° Modifications du contrat 222
VI. — **Responsabilité de l'assureur** 222
1° Durée. 2° Risques assurés. 3° Etendue (perte totale, partielle, avarie commune, particulière). 4° Exclusion 226
VII. — **Résiliation du contrat, restitution des primes** 226
VIII. — **Cession de l'assurance** 226

TROISIÈME PARTIE

OPÉRATIONS DE CRÉDIT ET DE BOURSE

PREMIÈRE SUBDIVISION

Moyens de paiement.

CHAPITRE PREMIER

La lettre de change, Bill of Exchange.

I. — Concept 228
II. — Différences en face du droit continental 229
III. — Lettres de change intérieures, et de ou sur l'étranger 231
IV. — Paiement 232
V. — Acceptation 234
VI. — Endossement. Endos manquants ou inexacts 235
VII. — Lettres de change domiciliées 236
VIII. — Escompte 236
IX. — La lettre de change comme moyen de paiement 236
X. — Lettres de change perdues ou manquantes 237
XI. — Prolongation 237
XII. — Paiement de la lettre de change ; protêt pour refus d'acceptation ou de paiement 237
XIII. — Recommandataire, intervention 239
XIV. — Droits de timbre pour les lettres de change, chèques, etc. 240
XV. — Droit international des lettres de change 241

CHAPITRE II

Le chèque.

I. — Concept 242
II. — Variétés de chèques 243
1° Bearer-cheque (chèque au porteur). 2° Chèque à ordre. 3° Open cheque. 4° Crossed cheque (chèque barré) 246
III. — Droits et obligations 246

CHAPITRE III

Promissory note (billet à ordre) et reconnaissance de dette (I. O. U.). 249

CHAPITRE IV

La lettre de crédit (Letter of Credit) 251

CHAPITRE V

Chambre de compensation (Clearing House) 252

DEUXIÈME SUBDIVISION

Banques, Bourses, opérations de Bourse et de banque

CHAPITRE PREMIER

Les banques.

I. — **Objet** 256
II. — **Variétés de banques** 256
III. — **La Banque d'Angleterre** 257

CHAPITRE II

La Bourse, Exchange.

I. — **Concept, variétés** 259
II. — **Le Royal Exchange** 259
1° Généralités. 2° Les propriétaires du Stock-Exchange. 3° Les membres du Stock-Exchange et leurs employés. 4° Le Committee for General Purposes. 5° Heures de Bourse. 6° Brokers et Jobbers et leurs opérations 266
III. — **Valeurs de Bourse** 266
IV. — **Impôt sur le revenu (income tax) des valeurs mobilières** 270
V. — **Les opérations de Bourse isolées** 272

QUATRIÈME PARTIE

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

LIVRE SECOND

PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DROITS D'AUTEUR

CHAPITRE PREMIER

Brevets et protection des inventeurs.

I. — **Législation** 283
II. — **Bibliographie** 283
III. — **L'Union internationale** 283
IV. — **Brevetabilité** 284
V. — **Nouveauté de l'invention** 285
VI. — **Variétés de brevets** 285
VII. — **Durée de la protection** 285
VIII. — **Procédure de dépot** 286
IX. — **Extinction du brevet** 288
X. — **Effets de la protection** 288

XI. — **Désignation de l'objet comme breveté** 288
XII. — **Cession** 288
XIII. — **Obligations du titulaire** 289
1° Paiement des droits. 2° Obligation d'exploiter 291

CHAPITRE II

Protection des dessins et modèles (Copyright of Designs).

I. — **Concept** 292
II. — **Formes de l'inscription** 292
III. — **Effets de l'inscription** 292

CHAPITRE III

Protection des marques de fabrique et du nom commercial (trade marks, trade name).

A. — Marques de fabrique et de commerce 294
I. — **Concept** 294
II. — **Dépôt** 294
III. — **Durée de la protection** 296
IV. — **Effets de la protection** 296
B. — Le nom commercial (trade name) 297

CHAPITRE IV

Droit d'auteur (copyright).

I. — **Concept** 298
II. — **Durée de la protection** 299
III. — **L'ayant-droit** 299
IV. — **L'atteinte au droit d'auteur** 299
V. — **Utilisation permise à des tiers** 299
VI. — **Licence forcée** 300
VII. — **Actions** 300
VIII. — **Protection internationale** 301

LIVRE TROISIÈME

LES PERSONNES DU DROIT COMMERCIAL

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES

I. — **Formes d'entreprises** 305
II. — **Les sociétés** 305
1° La Partnership. 2° Companies. 3° Sociétés par lettres patentes.
4° Sociétés soumises au Stannaries Act 307

CHAPITRE PREMIER

Conditions de fond.

I. — **La capacité commerciale** 308
II. — **La raison sociale et le nom commercial** 309
III. — **Obligation d'enregistrement** 310
IV. — **Siège social** 311
V. — **Le patrimoine commercial** 311

CHAPITRE II

Exécution (exécution forcée); bankruptcy (faillite).

I. — **Procédure contre les débiteurs en demeure (Execution)** 313
II. — **Faillite, Bankruptcy et motifs de faillite (Acts of Bankruptcy)** . 314
III. — **Bankruptcy Petition, requête de faillite** 316
IV. — **Receiving Order, adjudication order** 316
V. — **Liquidation du patrimoine** 318
VI. — **Suites personnelles** 319
VII. — **Small bankruptcies** 320
VIII. — **Concordats** 320
IX. — **Actes annulables et délictueux** 322

DEUXIÈME PARTIE

LA PARTNERSHIP

CHAPITRE PREMIER

Concept, raison sociale, constitution 324

CHAPITRE II

Rapports des associés avec des tiers.

I. — **Pouvoirs de l'associé** 328
II. — **Responsabilité pour les engagements réguliers de la société** . . 330
III. — **Responsabilité de la société pour délits d'un associé** 331
IV. — **Responsabilité des associés pour les actes d'un d'eux** 331
V. — **Exception en cas de trust** 332
VI. — **Partnership by estoppel** 332
VII. — **Entrée d'un nouvel associé** 333
VIII. — **Sortie d'un associé** 334

CHAPITRE III

Rapports des associés entre eux.

I. — **Formes du contrat** 335
II. — **Droits et obligations personnels** 335
III. — **Le patrimoine social** 335

IV. — **Cession et mise en gage d'une part sociale** 337
V. — **Dettes de la société et de l'associé** 338

CHAPITRE IV

Expiration de la société.

I. — **Motifs de dissolution** 341
1° Arrivée du terme fixé. 2° Réalisation de l'objet. 3° Résolution unanime des associés. 4° Dénonciation. 5° Mort ou faillite d'un associé. 6° Saisie-arrêt d'une part sociale. 7° Impossibilité de continuer les opérations 342
II. — **Liquidation du patrimoine** 342

CHAPITRE V

Limited partnership.

TROISIÈME PARTIE

SOCIÉTÉS A PERSONNALITÉ MORALE

PREMIÈRE SECTION

Aperçu.

I. — **La naissance de la corporation** 347
1° Autorisation de l'Etat. 2° Corporation sole. 3° Mode d'autorisation. . 348
II. — **Corporation by Royal Charter** 348
1° Histoire. 2° Législation actuelle 352
III. — **Companies incorporated by Act of Parliament** 352
1° By special Act of Parliament. 2° By general Act of Parliament. 3° Fonctions publiques avec personnalité morale. 4° Companies. . 353
IV. — **Entreprises particulières** 353
1° Building Societies (associations de construction). 2° Friendly Societies 3° Industrial and Provident Societies (associations industrielles et but lucratif). 4° Trade Unions. 5° Cost book mining companies à (sociétés minières). 6° Compagnies d'assurance 355
V. — **Les Companies Acts de 1908 et 1917** 355
1° Public companies. 2° Private companies 358

DEUXIÈME SECTION

La société par actions; Company limited by Shares.

Différences en face de la société par actions du continent 359

PREMIÈRE SUBDIVISION

Constitution, actions, capital

CHAPITRE PREMIER

La constitution.

I. — **Aperçu** 361
II. — **Acquisition de la personnalité morale** 361
1° Acte constitutif, memorandum of association. 2° Raison sociale. 3° Siège social. 4° But social. 5° Responsabilité des actionnaires. 6° Capital 364
III. — **Statuts, articles of association** 364
IV. — **Prospectus et début des opérations** 366
1° Souscription sur la foi d'un prospectus. 2° Contenu d'un prospectus. 3° Responsabilité en résultant. 4° Prospectus spéciaux. 5° Statement in lieu of prospectus. 6° Attribution d'actions (allottment). 7° Share certificate (certificat d'actions). 8° Commissions aux souscripteurs et intermédiaires (underwriting agreements) 371
V. — **Reprise de contrats** 371
VI. — **Sociétés étrangères** 371

CHAPITRE II

Qualité d'actionnaire et action.

I. — **Acquisition de l'action** 372
II. — **Registre des actionnaires** 373
III. — **Forfeiture (déchéance)** 373
IV. — **Catégories d'actions** 373
a) Actions nominatives (personal shares); *b*) Actions au porteur (shares payable to bearer); *c*) Shares and Stocks; *d*) Actions privilégiées (preference shares); et parts de fondateurs (deferred shares); *e*) Deferred or Founders' Shares 375
V. — **Le dividende (dividend)** 375
VI. — **Dividendes servis sur le capital** 375

CHAPITRE III

Le capital.

I. — **Terminologie** 376
II. — **Montant du capital** 376
III. — **Augmentation** 376
IV. — **Diminution** 376
V. — **Réserve** 377

CHAPITRE IV

Emprunts par émission d'obligations.

I. — **Debentures (concept)** 378
II. — **Catégories** 378
III. — **Inscription** 379
IV. — **Protection de l'obligataire** 380

DEUXIÈME SUBDIVISION

Organes de la Company.

CHAPITRE PREMIER

L'assemblée générale.

I. — **But.** 381
1° Assemblée constitutive. 2° Assemblée générale ordinaire. 3° Assemblée générale extraordinaire. 382
II. — **Résolutions** 382
1° Résolutions ordinaires. 2° Résolutions extraordinaires. 3° Résolutions spéciales 382
III. — **Compétence** 382

CHAPITRE II

L'administration; les « directors » 384

CHAPITRE III

Tenue des livres, bilan, compte des profits et pertes, contrôle (Auditors, Inspectors.)

I. — **Tenue des livres** 386
II. — **Organes de contrôle** 387
III. — **Auditors (commissiares aux comptes)** 387
IV. — **Inspectors** 388
V. — **Rapport annuel (Annual Summary)** 388
VI. — **Publicité** 389

TROISIÈME SUBDIVISION

La Private Company.

I. — **Concept.** 391
II. — **Conditions** 391
III. — **Transformation en une public company** 392

QUATRIÈME SUBDIVISION

La liquidation de la company

CHAPITRE PREMIER

Liquidation forcée.

I. — **Causes** 394
II. — **Requête de liquidation** 394
III. — **Le liquidator** 395
IV. — **Rapport sur la situation financière** 396
V. — **Committee of Inspection** 396
VI. — **Special manager** 396
VII. — **Contributories (contribuables)** 397
VIII. — **Pouvoirs du liquidateur** 398
IX. — **Production des créances** 398
X. — **Assemblées des créanciers et actionnaires** 399
XI. — **Tenue des comptes et vérification** 399
XII. — **Répartition du produit de la liquidation** 400
XIII. — **Expiration des fonctions du Liquidator** 401

CHAPITRE II

Liquidation volontaire.

I. — **Résolution** 403
II. — **Effets** 403
III. — **Le liquidateur** 403
IV. — **Liquidation** 404

CHAPITRE III

Liquidation sous le contrôle du tribunal 406

CHAPITRE IV

Fusion. Absorption de l'entreprise par une autre Company 407

CHAPITRE V

Compromis avec des créanciers (Arrangements with creditors) . . . 408

APPENDICE

GRANDES LIGNES DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE ET DE LA PROCÉDURE

PREMIÈRE SUBDIVISION

Les auxiliaires de la justice.

CHAPITRE PREMIER

Solicitor et barrister.

I. — **Solicitor** 410
II. — **Barrister ou Counsel** 411
III. — **Relations entre Solicitor et Barrister** 412

CHAPITRE II

Le juge 413

DEUXIÈME SUBDIVISION

L'organisation judiciaire.

A. — *Tribunaux supérieurs.*

I. — **La Supreme Court of Judicature de Londres** 415
1° La High Court : *a*) Hing's Bench Division; *b*) Chancery Division; *c*) Probate, Divorce, and Admiralty Division. 2° Court of Appeal . 417
II. — **House of Lords** 417
III. — **Judicial Committee du Privy Council** 417

B. — *Tribunaux inférieurs.*

TROISIÈME SUBDIVISION

La procédure civile.

I. — **Procédure préparatoire** 419
II. — **Débats principaux oraux** 422
III. — **Appel** 426
IV. — **Exécution (exécution forcée)** 427
V. — **Frais** 428
VI. — **Execution en Angleterre de jugements étrangers** 428
VII. — **Juridictions arbitrales (Arbitration)** 429

QUATRIÈME SUBDIVISION

La procédure pénale.

INDEX ALPHABÉTIQUE 433
TABLE DES MATIÈRES 445

MAYENNE, IMPRIMERIE FLOCH. — 28-2-1929

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

PAYOT, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

BIBLIOTHÈQUE TECHNIQUE

LUCIEN ADOLPH, Administrateur et Conseil juridique de Sociétés. — **De la Liquidation des Sociétés** . . . . . 24 »

Du même en collaboration avec :

ROGER GOUBEAU, Administrateur, Conseil comptable et fiscal de Sociétés. — **Les Sociétés devant le fisc** . . . . . 40 »

RAPHAEL ALIBERT, Maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État, Professeur à l'École libre des Sciences politiques. — **Le Contrôle juridictionnel de l'Administration** . . 42 »

ALBERT CALMÈS, **La Comptabilité Industrielle** . . . . . 30 »

Du même auteur : **Administration financière des Entreprises et des Sociétés** . . . . 36 »

CAMILLE CAUTRU, Député, Rapporteur de la loi au nom de la Com^sion de Législation de la Chambre, et CH. MAURICE BELLET, Avocat à la Cour de Paris, ancien Député. — **La Propriété commerciale.** Commentaire de la loi du 30 juin 1926 . . . . . 18 »

F. CHAPSAL, Ministre du Commerce, Rapporteur de la loi devant le Sénat. — **Des Sociétés à responsabilité limitée.** Leur régime d'après la loi du 7 mars 1925 . . . . . 20 »

Code de la T. S F. — Recueil des lois, décrets, circulaires relatifs à la radiotélégraphie en France, publié par ACHILLE MESTRE, professeur à la Faculté de droit de Paris . . . 18 »

CAMILLE ESPINADEL, Conseil juridique, Membre de la C^ie professionnelle des Experts-comptables de France. — **Pour bien administrer une Société anonyme** . . . . . 15 »

EDOUARD FOLLIET, Professeur de technique commerciale à l'Université de Genève. — **Le Bilan dans les Sociétés anonymes au point de vue juridique et comptable.** *Troisième édition conforme à la deuxième* . . . . . 40 »

ANDRÉ FOURGEAUD, Ancien expert comptable et financier près les Tribunaux. — **La dépréciation et la revalorisation du mark allemand et les enseignements de l'expérience monétaire allemande** . . . . . 36 »

LOUIS FRANCK, Ministre d'État, gouverneur de la Banque Nationale de Belgique. — **La stabilisation monétaire en Belgique** . . . . . 15 »

EMILE HENNEQUIN, Professeur à l'École Supérieure pratique de Commerce et d'Industrie de Paris, Chef de bureau au Service Commercial des Chemins de fer du P. L. M. — **Manuel de transports commerciaux et de douane à l'usage des commerçants, industriels et élèves des écoles de commerce.** Avec un supplément . . . . . 36 »

GEORGES LACOUT, Attaché au Service des Etudes économiques de la Banque de France. **Le retour à l'Etalon-Or.** La politique monétaire de l'Angleterre (1914-1926) . . . . 24 »

GERMAIN MARTIN, Membre de l'Institut, Prof. à la Faculté de Droit de Paris. — **Les Finances publiques de la France et la fortune privée (1914-1925)** . . . . . 36 »

A. DE MIRIMONDE, **Manuel pratique des Assurances** . . . . . 30 »

RAYMOND POINCARÉ, Président du Conseil, Ministre des Finances. — **La restauration financière de la France** . . . . . 20 »

P.-C. RAFFEGEAU et A. LACOUT. — **Etablissement des Bilans-or** . . . . . 18 »

D^r R. A. REISS. — **Manuel de Police scientifique. I. Vols et homicides.** Préface de M. LOUIS LÉPINE, ancien Préfet de Police de Paris. Avec 140 illustrations . . . . . 48 »

A. TOUSSAINT, Directeur de l'Institut aérotechnique de Saint-Cyr, W. MARGOULIS, ancien directeur du laboratoire Eiffel, R. PRIS, Ingénieur à l'Institut aérotechnique de Saint-Cyr. — **Répertoire d'aérodynamique expérimentale** . . . . . 12 »

D^r R. TRENKLER, Ingénieur diplômé, Directeur de la Société allemande du Gaz Mond. — **Les Gazogènes.** Guide de la gazéification avec ou sans récupération de sous-produits. Avec 155 figures et 75 tables numériques . . . . . 60 »

GASTON ZELGER. — **Manuel d'édition et de librairie** . . . . . 40 »

IMP. GROU-RADENEZ, 11, RUE DE SÈVRES, PARIS. 30739 — 2-29



BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 01032162 0